

Université de Montréal

Laver la patrie de la tache de l'ignorance
L'État, les mineurs et les enfants de l'Équateur (1760-1845)

par

Hélène Rompré

Département d'histoire

Faculté des arts et des sciences

Thèse présentée à la Faculté des arts et des sciences
en vue de l'obtention du grade de docteur
en philosophie, Ph.D.

Mai 2011

© Hélène Rompré, 2011

Université de Montréal
Faculté des arts et des sciences

Cette thèse intitulée :

Laver la patrie de la tache de l'ignorance :
L'État, les mineurs et les enfants de l'Équateur (1760-1845)

Présentée par :
Hélène Rompré

a été évaluée par un jury composé des personnes suivantes :

Dre Laurence Monnais, présidente-rapporteuse
Dre Cynthia Milton, directrice de recherche
Dre Nora Jaffary, membre du jury
Dre Sonya Lipsett-Rivera, examinatrice externe
Dre Catherine Poupeney-Hart, représentante du doyen de la FES

Résumé

La métaphore de la famille a été utilisée, aussi bien à l'époque coloniale qu'à l'époque républicaine, pour illustrer le système politique idéal, la domination d'un groupe privilégié, les parents, sur une population obéissante, les enfants. Cette thèse survole les multiples facettes de la minorité en Équateur à l'époque coloniale et au début de l'époque républicaine (1760-1845), en se penchant sur les stratégies mises en place par l'État pour reléguer à un rang subalterne des individus n'appartenant pas à la catégorie raciale blanche métisse, c'est-à-dire les Indiens, les Noirs, les sang-mêlés, à travers un discours infantilisant. Elle s'intéresse aussi à la résistance d'individus refusant de se percevoir comme des mineurs et qui n'acceptaient pas l'ordre établi, les lois ou les décisions gouvernementales. En se présentant comme des parents compétents et en réclamant la *patria potestad*, l'autorité légale sur leurs enfants, des adultes considérés comme des enfants métaphoriques dans la grande famille patriarcale, par exemple des femmes, des pères indiens ou même des esclaves d'origine africaine, ont revendiqué plus d'autonomie pour eux, pour leurs familles, ou pour leurs communautés.

Les guerres d'indépendance ont donné naissance à une république, la Grande-Colombie, et plus tard à un pays, l'Équateur. La figure symbolique du « parent » n'était plus incarnée par le roi d'Espagne et son appareil bureaucratique. Le système politique avait maintenant plusieurs « pères », membres d'un groupe restreint de Créoles qui, hier encore, se plaignaient d'être infantilisés par les Espagnols tyranniques. Les gens du peuple, en grande partie composé d'Indiens, étaient toujours considérés comme des « enfants » dans la nouvelle république. Comment expliquer que, dans une Nation désormais libre, des pans entiers de la population demeurent sous la tutelle d'hommes blancs? Une justification sera utilisée à répétition pour expliquer ce phénomène : l'ignorance du peuple et le besoin d'encadrement temporaire de celui-ci. Ainsi, s'est construit sur plus d'un siècle un véritable « mythe », celui d'une Nation en émergence où tous les citoyens seraient enfin placés sur

un pied d'égalité, d'une Nation propre qu'on aurait nettoyée à l'aide d'écoles et de campagnes d'éducation populaire d'une tache tenace : celle de la Barbarie.

Mots-clés : Équateur, État, colonialisme, Nation, société, république, racisme, genre, éducation, esclavage, peuples indigènes

Abstract

The family metaphor has been used throughout the history of Ecuador by colonial and republican governments alike to embody the perfect political system and the domination of a privileged group, the « parents », over a submissive population, their metaphorical children. This doctoral thesis is concerned with the concept of minority in the late colonial and early republican eras (1760-1845). It draws on State discourses and strategies to legitimize the colour-class domination of the Indians, the people of African descent, as well as people of mixed ancestry, perceived as childlike. This thesis is also concerned with resistance strategies of individuals who did not consider themselves minors and did not accept laws, government decrees or the hierarchical order intended to place them in this submissive position. By presenting themselves as competent parents asking for *patria potestad*, legal authority over their children, many adults such as women, Indian fathers or slave parents, fought for greater autonomy for themselves, their families, or their communities.

After the Wars of Independence and the birth of Gran Colombia, followed by that of the Republic of Ecuador, the symbolic head of the political family, the King of Spain, as well as the bureaucracy that represented him in his American Empire, disappeared. The political system of Ecuador now rested in the hands of multiple « fathers », members of a select Creole oligarchy, members of the same group that had complained during the colonial period and the revolutionary period that the Spanish King had abused his powers as a tyrannical father. The Ecuadorian population, in particular its indigenous segment, was still considered to be composed of « children ». The new challenge was to explain why, after fighting for freedom from oppression, the majority of adults still needed to be under the tutelage of White Patriarchs, as tribute payers, slaves or *peones* (forced laborers). An argument was used repeatedly to justify the preservation of the colonial order in the republican era: the ignorance of the plebe and its temporary need for guidance. Over more

than a century, the myth of the construction of the Ecuadorian Nation, where all citizens would live freely and equally, was counterbalanced by another myth, that of a Nation that needed to be cleansed from its ignorance. There appeared to be only one possible means to get rid of this lingering imperfection: public education.

Keywords : Ecuador; state; colonialism; nation; society; republic, racism ; gender; education, slavery, indigenous people

Table des matières

L'État, dans tous ses états	12
La thèse : un aperçu.....	21
ÉPOQUE COLONIALE	33
<i>La « sujétion à l'obéissance puérile »</i>	34
Menores de edad et patria potestad	34
Les Réformes bourbonniennes et la minorité réinventée	36
Être majeur : un avantage incontestable.....	44
Les femmes espagnoles et la minorité relative	54
Conclusion	61
<i>« Entrer au diable » ou s'en remettre au Roi</i>	62
L'État, les Indiens et les enfants	62
Des « mineurs » en colère	64
Les parents indiens et les stratégies individuelles de protection des enfants.....	82
Conclusion	90
<i>« Les chaînes de mon cœur »</i>	91
Paternité, maternité et vie familiale chez les esclaves	91
L'esclavage à Quito à la fin du XVIII ^e siècle	92
Esclavage et maternité, ou la liberté du ventre	99
L'impact de la cédula royale de 1789	111
L'autorité des pères de famille sur leurs enfants.....	119
L'ultime argument, l'amour maternel	123
Conclusion	128
<i>« Le bénéfice du doute »</i>	130
Les Réformes bourbonniennes et le contrôle des jeunes de la plèbe urbaine	130
Protéger ou punir?	132
La ville et la couleur du crime.....	147
Entre punition et protection, un nouveau concept, l'éducation.....	155
Conclusion	165
<i>Sauver les enfants qui « grandissent dans la Barbarie »</i>	167
L'éducation primaire à l'époque coloniale	167
L'expulsion des Jésuites et le mécontentement grandissant des Créoles.....	170
L'État colonial et l'éducation primaire	181
La municipalisation de l'éducation	186
Et les petites filles?	191
L'éducation des Indiens	198
Conclusion	203
ÉPOQUE RÉVOLUTIONNAIRE	206
<i>« Bâtards du roi » et enfants de la patrie</i>	207
Les mouvements indépendantistes et la redéfinition de l'imaginaire national	207
La métaphore de l'enfant et les troubles politiques de 1809-1812	209

Le point de vue des Créoles	216
Les Créoles, des enfants ignorants	224
La montée du libéralisme en Espagne et les Cortes de Cádiz	227
Conclusion	232
<i>« L'amour paternel du Congrès »</i>	234
L'Équateur sous la Grande-Colombie	234
Deux métaphores pour une Patrie	236
L'éducation pour promouvoir l'adhésion à la Nation	247
Conclusion	263
ÉPOQUE RÉPUBLICAINE	265
<i>« Vaincre l'ignorance et la rusticité »</i>	266
La République de l'Équateur (1830-1845)	266
Le prétexte de l'ignorance du peuple	269
Éducation et libéralisme sous Rocafuerte	279
Trois institutions, le patriarcat et l'éducation	292
Conclusion	298

Liste des tableaux

Table 1 - Répartition des demandes d'émancipation par décennie	47
Table 2 - Raisons pour lesquelles des mineurs ont déposé une demande d'émancipation devant l'Audiencia de Quito (1761-1845)	49
Table 3 – Statut familial des demandeurs d'émancipation (1761-1845)	50
Table 4 - Âge des demandeurs	45
Table 5 - La demande d'émancipation est-elle acceptée ou refusée?.....	53
Table 6 - Cas étudiés, fond « esclavos », ANE (1761-1830).....	115
Table 7 - Cas étudiés classés par décennies	117
Table 8 - Classement des causes étudiées par raison de la demande	118
Table 9 - Liste des cas criminels étudiés et classés par décennie	135
Table 10 - Répartition des causes criminelles étudiées par lieu.....	137
Table 11 - Répartition des crimes entre 1700 et 1759 avant les réformes bourbonniennes.	138
Table 12 - Répartition des crimes entre 1760 et 1810 après les réformes bourbonniennes.	138
Table 13 – Répartition des mineurs accusés de crime selon la catégorie raciale.....	153
Table 14 - Sentences rendues à des mineurs accusés de crime au XVIIIe siècle	158
Table 15 - Sentences des accusés reconnus coupables de crimes envers un ou des mineur(s)	159
Table 16 - Population de l'hospice de Quito en fonction de l'âge et du sexe (1815)	163
Table 17 – Le recensement des écoles commandé par le Cabildo de Quito en 1768	185
Table 18 – Écoles de premières lettres, département de Guayaquil, 29 août 1825.....	255
Table 19 - Écoles de premières lettres du département de l'Azuay, 27 juillet 1826.....	255
Table 20 – Écoles de premières lettres du département de l'Équateur, 23 novembre 1826	256
Table 21 – Poids démographique des régions du pays par rapport aux petites écoles vers 1825-1826	256

Liste des figures

Figure 1 - Carte de la province de Quito (1750).....	10
Figure 2 - Carte contemporaine de l'Équateur.....	11
Figure 3 - L'enfant de la passion.....	33
Figure 4 - Portrait de Antonio Amador Joseph Nariño y Alvarez dans les bras de sa mère Magdalena.....	206
Figure 5 - Carte de la Grande-Colombie en 1830.....	239
Figure 6 - Miguel Valverde Letamendi, 6 ans (Guayaquil, 1858).....	265

*Aux enfants de l'Équateur et à mes enfants
qui sont aussi des enfants de l'Équateur*

Remerciements

J'aimerais tout d'abord remercier ma directrice, Madame Cynthia Milton, pour son appui inestimable au cours de ces cinq années de recherche. Je n'aurais pu rêver d'une meilleure personne pour diriger mes travaux. Madame Laurence Monnais, quant à elle, a supervisé mes lectures. Nos rencontres ont grandement contribué à former mon esprit critique. J'ai reçu pendant mes études le financement du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) ainsi que de l'Université de Montréal. Ces deux institutions reçoivent toute ma gratitude.

Écrire une thèse sur l'Équateur peut devenir une lutte épique pour obtenir l'accès à des documents d'archives. C'est pourquoi je voudrais exprimer ma reconnaissance au personnel des archives suivantes qui m'ont offert un accueil chaleureux et une aide inestimable: *el Archivo nacional histórico del Ecuador* et sa directrice Grecia de Escudero, la *Biblioteca Aurelio Espinoza Pólit* dirigée par le père Julián Bravo où j'ai toujours reçu un accueil incomparable, à l'*Archivo del Banco Central del Ecuador* ainsi qu'à l'*Archivo del municipio de Quito*. J'ai également reçu un service exceptionnel aux archives à Bogotá, à l'*Archivo General de la Nación*, et à Séville, à l'*Archivo General de Indias*. L'ingeniero César Pólit de l'*Archivo-biblioteca de la función legislativa* mérite un remerciement particulier pour m'avoir remis une copie numérique des lois équatoriennes datant du XIX^e siècle. Gracias a la señora Pilar y al señor Carlos Bolaños de Quito por haberme recibido como una verdadera *doctorita*.

Dans les archives, j'ai aussi rencontré des collègues qui m'ont donné des pistes de recherche et ont permis de donner une forme plus concrète à ma thèse. Merci à Christiana Borchart de Moreno, Rosario Coronel, María Eugenia Cháves et María Antonieta Vasquez pour leurs bonnes idées. Je tiens aussi à saluer les amis et les membres de ma famille qui m'ont visité durant de longs mois d'exil, en Équateur et en Espagne (dans l'ordre de leur

venue) : Jean-Michel, Geneviève, Janick, Andrée, Josée-Anne, Sylvie, Stéphane, Annie et Elsa. Merci à tous ceux qui ont eu pitié de mon style de vie nomade et qui m'ont généreusement hébergés à Montréal : Mathilde et Guillaume, Benoîte et Jonathan, Gabriel et tous ses joyeux colocs.

À moins d'indication contraire, je suis la traductrice de toutes les citations qui apparaissent en français dans le texte, puis en espagnol (langue originale) en bas de page. Les citations en anglais ont été laissées dans cette langue parlée couramment dans la communauté scientifique. J'ai souvent eu recours à une amie traductrice pour dénouer des impasses et régler des problèmes ennuyeux. Merci Elsa!

Écrire cette thèse a été une expérience hors de l'ordinaire. Je devrais remercier les volcans qui n'ont pas fait éruption malgré leur activité intense : les cendres que je retrouvais le matin dans ma cour arrière m'ont fait craindre le pire. Je remercie également les voleurs qui, tout en m'ayant dérobé plusieurs articles au fil de mes voyages, n'ont jamais mis la main sur mes copies de sauvegarde. Mais c'est la naissance de deux petites filles jumelles au cours de la rédaction de cette thèse qui a été à la fois le plus bel encouragement et le plus grand des défis. Mes remerciements les plus sincères à tous ceux qui ont gardé Céлина et Éloïse, me permettant d'écrire quelques lignes de textes entre deux biberons. Un merci tout spécial à Maman, car sans toi, je n'aurais jamais réussi à terminer ce travail. Il est improbable de choisir d'étudier le sujet de l'enfance sans avoir eu une enfance merveilleuse soi-même, mes deux parents m'ont encouragé à tous les stades de ma vie et c'est en grande partie à eux que tout le mérite revient.

Abréviations

ABCE	Archivo del Banco Central del Ecuador, Quito.
ABFL	Archivo-Biblioteca de la Función Legislativa, Quito (Archivo del Palacio Legislativo)
ANE	Archivo nacional histórico del Ecuador, Quito
AGI	Archivo General de Indias, Sevilla
AGN	Archivo General de la Nación, Bogotá
AHMRE	Archivo Histórico del Ministerio de Relaciones Exteriores, Quito
AFL-CD	CD-Rom disponible à l'Archivo-Biblioteca de la Función Legislativa regroupant les lois de l'Équateur XIXe-XXe siècles
AMQ	Archivo del municipio de Quito
BAC	Biblioteca de Andalucía, Córdoba, fondo antiguo
BAEP	Biblioteca Aurelio Espinoza Pólit, Cotacallao

Introduction

Des parents, des enfants et de l'autorité : voilà les trois composantes d'une famille. Pour former un gouvernement, il existe aussi trois ingrédients essentiels : une classe dirigeante, un peuple à gouverner et des relations de pouvoir. La métaphore de la famille figure parmi les métaphores les plus fréquemment employées pour donner un aspect familial, simple, compréhensible, à la théorie politique; elle fait référence à une expérience humaine commune et elle transgresse la frontière du langage et de la culture.¹ Tout le monde est passé par l'enfance et s'est retrouvé un jour ou l'autre subordonné à un adulte disposant d'une certaine quantité de pouvoir à exercer (la force physique, la connaissance, le droit de punir reconnu socialement, etc.) pour éduquer et instaurer de la discipline. L'enfant, moins outillé pour exprimer ses désirs, a néanmoins un certain pouvoir sur l'adulte : il peut se plaindre, se rebeller, désobéir ou même fuir. La relation parent-enfant est une relation d'inégalité et de réciprocité; elle symbolise remarquablement bien le lien politique qui unit les gens du peuple à leur gouvernement.

Cette thèse porte sur l'État de l'Équateur et la relation particulière qu'il a entretenue avec les enfants entre 1760 et 1845. Tantôt, l'État s'est intéressé aux enfants au sens propre du terme, c'est-à-dire qu'il s'est penché sur le sort de ceux et celles qui n'avaient pas encore atteint l'âge adulte. Toutefois, dans le contexte de l'Amérique hispanique, gouverner les « enfants » avait aussi un sens métaphorique, puisque le concept englobait tous ceux et celles qui, à cause de leur situation économique, de leur race, de leur sexe ou de leur lignée, étaient catégorisés comme des dépendants, des mineurs. Bianca Premo décrit bien le système politique de l'époque coloniale, basé sur le renforcement de la cellule familiale :

¹ Le terme 'métaphore' vient du grec et signifie « transporter »; il s'agit d'un 'mouvement' qui s'effectue uniquement dans le domaine du langage, une sorte de transfert de sens. Autrement dit, la métaphore est utilisée lorsqu'un objet concret est employé pour désigner un concept abstrait, afin de contribuer à la meilleure compréhension de celui-ci. Par exemple, lorsque le mot « père », membre d'une famille de sexe masculin, est utilisé dans l'expression « père d'un pays », il s'agit d'une métaphore, puisque la seconde expression s'éloigne de la signification originale de père, chef masculin d'une cellule familiale. Eugene Miller, "Metaphor and Political Knowledge", *The American Political Science Review*, vol. 73, n.1 (1979), pp. 156-157.

« the ideal-typical model of household authority, fashioned on a patriarchal family was replicated in political ideology at the level of the Spanish empire, with the king taking the role of father and colonial subjects conceived as children »². Cette thèse s'intéresse à la relation parent-enfant en tant que symbole des relations de pouvoir en Équateur en survolant une période particulièrement effervescente de la vie politique de ce pays situé en plein cœur de la cordillère des Andes : le passage du régime colonial au régime républicain.

À partir des années 1760, l'avènement de monarques bourbons sur le trône d'Espagne a été marqué par une série de réformes inspirées par la pensée du Siècle des Lumières, les Réformes bourbonniennes.³ David Brading résume ce mouvement :

In Madrid the accession of the Bourbon dynasty brought to power ministers who were obsessed with the restoration of Spanish power in Europe. Conversant with mercantilist maxims and impressed by the France of Louis XIV, they sought to reanimate the economy and reform society [...]. The American empire occupied a key place in this project of reform, since with better management its mines and plantations could generate the Atlantic commerce on which the prosperity and strength of the monarchy could be rebuilt.⁴

L'Amérique hispanique a alors connu une ingérence sans précédent du gouvernement péninsulaire dans ses affaires politiques, fiscales, mais également sociales,

² Bianca Premo, *Children of the Father King*, Chapel Hill, University of North Carolina, 2005, p. 10.

³ La famille des Bourbons a occupé le trône de l'Espagne suite à la guerre de Succession d'Espagne à partir de 1700. Des monarques successifs ont mis en place une série de réformes politiques, économiques et sociales visant à moderniser le royaume et ce, pendant une longue période, soit de 1714 à 1792, et même à 1808. Toutefois, lorsque les historiens parlent des « Réformes bourbonniennes », ils acceptent souvent l'année 1763 et la fin de la guerre de Sept Ans, comme le véritable début de cet ambitieux projet. Manuel Lucena-Giraldo, « The Limits of Reform in Spanish America », in G. Paquette, dir. *Enlightenment, Governance, and Reform in Spain and its Empire, 1759-1808*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2008, p. 309.

⁴ David Brading, *Church and State in Bourbon Mexico*, Cambridge, Cambridge University, 1994, p. 7.

connue comme la seconde conquête.⁵ De par ses prétentions absolutistes, le nouveau gouvernement s'est immiscé dans des domaines qui appartenaient autrefois à l'Église catholique, tels que la charité et l'éducation.⁶ De plus, il s'est intéressé à la pauvreté et au contrôle de la délinquance comme il ne l'avait jamais fait auparavant.⁷ Pour mieux régner sur son royaume de manière plus 'éclairée', la couronne hispanique s'est montrée plus attentive que jamais aux besoins des enfants, à leur éducation, à leur croissance et à leur contrôle, à la fin du XVIII^e siècle.⁸ Bourbons voulaient bâtir une nouvelle relation entre l'État et les citoyens inspirée des Lumières, sur fond de domination coloniale, poussés par un désir de centralisation et d'absolutisme. L'idéal bourbon était celui d'un État plus interventionniste, plus présent, certes, mais c'était aussi un État pauvre, ne disposant pas de moyens financiers suffisants pour remplir ses promesses. Les réformes sociales bourbonniennes, par exemple, visaient à mieux contrôler la population, particulièrement la plèbe urbaine. Concrètement, elles se sont surtout traduites par une augmentation des taxes et une lutte contre la criminalité.⁹ Elles ont eu une influence sur la direction politique et la façon d'agir des gouvernements bien au-delà de l'indépendance.¹⁰

Au cours de cette thèse, nous chercherons à démontrer comment les nouvelles politiques gouvernementales concernant les enfants réels ont pu avoir des répercussions sur

⁵ John Lynch a été le premier à surnommer les Réformes bourbonniennes la "seconde conquête" de l'Amérique latine. John Lynch, *The Spanish American Revolutions, 1808-1826*, New York, Norton, 1996, p. 7.

⁶ Pour approfondir le thème de l'implication des Bourbons dans la charité et l'éducation, voir Silvia Arrom, *Containing the Poor*, Durham, Duke University Press, 2000 et Cynthia Milton, *The Many Meanings of Poverty*, Stanford, Stanford University Press, 2007. Sur l'éducation, une bonne référence est Dorothy Tanck de Estrada, *La educación ilustrada*, México, Colegio de México, 1977.

⁷ Premo retrace les réformes bourbonniennes et la nouvelle approche au sujet de l'éducation et la protection des enfants, dans le chapitre cinq de *Children of the Father King*, voir en particulier pp. 177-178. Sur les femmes et la famille, voir par exemple Susan Socolow, *The Women of Colonial Latin America*, Cambridge, Cambridge University, 2000, chapitre 11 et Silvia Arrom, *The Women of Mexico City*, Stanford, Stanford University, 1995.

⁸ Premo, *Children of the Father King*, p. 138.

⁹ Walker, "Civilize or Control", p. 75.

¹⁰ *Idem*. Par exemple, Matthew Brown, "Enlightened Reforms after Independence", in G. Paquette, ed., *Enlightenment, Governance, and Reform in Spain and its Empire, 1759-1808*, Basingstoke, Macmillan Palgrave, 2008, p. 340, dans son étude sur la constitution de la Bolivie, soutient que les structures coloniales ont été conservées, mais adaptées avec créativité pour répondre aux besoins des nouvelles nations.

le concept de « minorité » et sur les catégories d'adultes qui étaient considérés comme des enfants métaphoriques. Mais surtout, nous argumentons que les adultes de Quito ont repris le discours de la minorité légale pour tenter de résister aux politiques mises de l'avant par l'État en se présentant tantôt comme des petits obéissants, tantôt comme des pères et mères de famille respectables.

Avec la naissance d'un pays, l'Équateur, on constate toujours la récurrence du discours politique centré sur les enfants. Faire de l'éducation publique est, selon celui-ci, le nouveau moteur qui fera avancer la patrie. Dans ce pays de grande diversité ethnique et linguistique, la majorité des habitants étaient autochtones et ne parlaient pas tous la langue officielle du gouvernement et de la justice. Les indigènes étaient de plus en plus présentés comme des gens rétrogrades freinant le développement économique du pays, la pente à rattraper pour éliminer « l'ignorance » du peuple était décrite comme une urgence nationale, elle prenait l'allure d'une véritable croisade contre la Barbarie. L'éducation publique devenait alors le remède qui pourrait assurer la cohésion de la nation andine et son unité linguistique.¹¹ Dans cette thèse, nous défendrons l'hypothèse que cet accent placé sur l'éducation dans le discours politique est devenu l'une des principales justifications utilisées par les politiciens républicains pour garder le peuple sous tutelle au sein des nouvelles républiques. En Équateur, nation résolument conservatrice au début du XIX^e siècle, l'importance de l'éducation publique et l'exclusion politique des « ignorants » ont constitué les fondements d'un discours qui a franchi les frontières idéologiques et qui était présent aussi bien chez les libéraux que chez les conservateurs.¹²

¹¹ L'éducation publique est souvent étudiée comme un moyen de communication entre l'État et la population. Cette dernière n'est pas un réceptacle passif de messages : l'école est aussi un instrument de négociation que la population critique, remet en question et utilise à ses fins. Voir Elsie Rockwell, « Schools of the Revolution », in G. Joseph and D. Nugent, eds. *Everyday Forms of State Formation*, Durham, Duke University Press, 1994, p. 171.

¹² L'éducation publique a vraiment pris son envol en Équateur sous le régime conservateur du président Garcia Moreno dans les années 1860. Le gouvernement de Moreno est considéré comme celui où l'éducation a été rendue accessible aux peuples autochtones et aux femmes dans le but de mieux répandre le catholicisme. Voir Derek Williams, "The Making of Ecuador's *Pueblo católico*", in N. Jacobsen and C. Lojada, eds. *Political Culture in the Andes, 1750-1950*, Durham, Duke University Press, 2005, p. 163.

Cette thèse se concentre sur les années 1760 à 1845, une période de réforme, de changement, de modernisation des institutions politiques et de l'appareil gouvernemental. Autrefois, l'approche historique présentait l'accession à l'indépendance des pays d'Amérique hispanique comme l'expression du rejet d'un passé colonial peu glorieux.¹³ Cette manière d'interpréter le passé mettait l'accent sur la rupture brutale qui avait eu lieu dans les années 1820 à cause de l'esprit révolutionnaire qui animaient les dirigeants et même le peuple. Mais une fois les royalistes de retour en Europe, la révolution sud-américaine a été loin de faire *tabula rasa* avec son passé colonial. Pour la grande majorité des historiens actuels, l'indépendance n'a pas marqué de rupture importante, ni au point de vue politique, ni juridique, ni social, avec les années qui l'ont précédée.¹⁴ En fait, d'aucuns identifient la mise en place d'une série de réformes administratives, fiscales et sociales, les Réformes bourbonniennes, comme étant le point de départ de profondes modifications sociales qui se sont poursuivies après l'indépendance.

Jeremy Adelman rappelle que les guerres d'indépendance ont marqué à la fois une rupture et une continuité avec le passé colonial. À ses yeux, il faut superposer plusieurs lignes du temps avec leurs débuts et leurs fins respectives. Par exemple, les guerres d'indépendance ont marqué une rupture avec le discours colonial et la manière dont les « sujets imaginaient leur place dans le nouvel ordre politique ».¹⁵ Ceci ne s'est pas pour autant traduit dans la fin des hiérarchies traditionnelles, des alliances familiales, ou des inégalités sociales. La rupture, autant que la persistance, a des significations qui doivent

¹³ Adelman explique bien les origines de cette manière d'approcher l'histoire : Jeremy Adelman, "The Problem of Persistence in Latin American History", in J. Adelman ed., *Colonial Legacies*, New York, Routledge, 1999.

¹⁴ Dans le contexte de l'Amérique latine, l'expression le « long » dix-neuvième siècle fait référence aux années 1780 à 1910 qui présentent des caractéristiques communes. Par exemple, ce sont des années de lutte pour la création de nouvelles républiques, de construction de nouvelles nations, de redéfinitions des factions politiques en deux groupes (libéraux et conservateurs) et de changements profonds dans la vie économique. Voir par exemple, Charles Walker, "Civilize or Control", in *Political Culture in the Andes*, p. 74 ou Brooke Larson, "Introduction", *Trials of Nation-Making*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

¹⁵ Adelman, "The Problem of Persistence", pp. 10-13.

être interprétées. Prenons un exemple. Une des énigmes importantes pour les historiens de la famille en Amérique latine est de comprendre pourquoi les sociétés de cette région sont toutes caractérisées par la prévalence de familles monoparentales, dirigées par des femmes, et un taux d'enfants illégitimes et abandonnés élevé : les guerres, les changements de régime et les politiques natalistes des différents gouvernements n'y ont changé que bien peu de choses.¹⁶ La continuité est tout aussi intéressante à étudier que la rupture et c'est ce que nous nous efforcerons de faire ici, en observant à quel point les catégories de *menores de edad* ont été reconduites après l'indépendance pour venir se marier avec les concepts d'honneur et de vertu. En effet, comme nous le verrons plus loin, la citoyenneté est devenue au fil du temps réservée aux gens qui avaient fréquenté l'école. Le fait de savoir lire et écrire était une manière de distinguer les personnes « honorables » des hommes et femmes en position d'infériorité et de servilité, associés à des mineurs ayant besoin d'être guidés par des parents instruits.

La relation entre l'État et les « enfants » de l'Équateur démontre aussi à quel point l'indépendance a marqué une rupture dans le *discours*¹⁷ et une certaine continuité dans le fonctionnement de l'appareil législatif et judiciaire. Comme nous le verrons, peu de réel changement est survenu entre 1820 et 1845 en ce qui a trait à l'implantation de mesures pour protéger les enfants et l'éducation du peuple a peu progressé par rapport à l'époque coloniale. Pourtant, au point de vue du discours, il y a eu un bouleversement important. Les penseurs de l'époque républicaine ont dû reconsidérer le patriarcat colonial pour mieux l'adapter à la nouvelle réalité : promesses révolutionnaires non tenues, nécessité de légitimer un gouvernement central faible incapable de tenir tête aux puissances locales,

¹⁶ Robert McCaa, "Introduction", *The Journal of Family History*, vol. 16, n. 3 (1991), p. 211-214.

¹⁷ Évidemment, le mot « discours » dans cette phrase a une connotation politique. Toutefois, j'aimerais emprunter la définition de Eileen Findlay : "Discourses are built only partly through 'the words people say to each other'. They also emerge through the combination of images, symbols, and intellectual and cultural practices with which people produce meaning for themselves and others. Thus discourses can be created (...) in political and social movements; in public debates (...) and more informally in court testimonies; in the storytelling, jokes, and songs of neighborhoods, marketplaces, and families..." Findlay, *Imposing Decency: the politics of sexuality and race in Puerto Rico, 1870-1920*, Durham, Duke University Press, 1999, p.6.

présence de l'idéologie libérale et de ses détracteurs conservateurs. Il fallait réinventer une métaphore familiale qui s'adapterait à la nouvelle réalité. Ainsi, le discours politique basait la construction de la nation sur l'importance de mettre sur pied un système d'éducation fort, capable d'émanciper des enfants de l'Équateur, et de sortir le peuple ignorant de l'obscurantisme. Cette manière de représenter l'importance de l'autorité concentrée dans les mains de « pères », d'hommes blancs, justifiait la domination postcoloniale et la nécessité de garder les Indiens, les Noirs et le reste de la plèbe, sous tutelle.

En somme, le titre de cette thèse, « Laver la Patrie de la tache de l'ignorance », est une adaptation de deux citations qui font référence à la fois à l'anxiété des Créoles à l'aube des guerres d'indépendance et à l'anxiété des dirigeants face au peuple à la fin du régime colonial. Lorsque les dirigeants du collège San Luis de Quito adressent un plaidoyer au Conseil des Indes en 1787 pour décrire la piètre condition économique de leur établissement, ils pleurent le sort de jeunes hommes de l'élite privés de bonne éducation. Ils expliquent que la jeunesse créole risque de « mettre en péril [son] honneur, [...et d'y laisser] une tache difficile à nettoyer. »¹⁸ Cette phrase résume l'une des charges que l'élite créole a dirigées contre l'Espagne à l'époque prérévolutionnaire, celle d'avoir délibérément maintenu l'Amérique dans l'ignorance. Lorsque Simón Bolívar écrit quelques années plus tard : « Un peuple ignorant est l'instrument aveugle de sa propre destruction... », ce n'est pas l'éducation de quelques individus de bonne famille qui l'inquiète, mais bien la cohérence et la survie de toute une Nation qu'il reste à construire.¹⁹ Il résume en quelques mots les angoisses de ses pairs créoles qui ont mené une révolution contre l'Espagne avec l'aide de milliers d'indigènes, de Noirs et de sang-mêlés : leur « ignorance » présumée était perçue comme une menace réelle, à cause de la diversité des langues parlées, des coutumes et des risques de soulèvements populaires. L'instruction (et surtout l'alphabétisme) étant étroitement associée au concept d'honneur au début de l'époque républicaine, c'est toute la

¹⁸ AGI Quito 245, n.78, 1787, “Testimonio del expediente seguido para demostrar la necesidad de rentas...”. Sans pagination.

Nation équatorienne qui souffrait d'une tache importante à son honneur, parce qu'elle était composée en grande partie d'indigènes illétrés. On peut donc voir que les questions d'enfance, de famille et d'éducation avaient des portées politiques importantes : elles généraient de véritables passions. Laver la Patrie de la tache de l'ignorance était de loin le plus grand défi à relever pour construire une Nation homogène à partir des fragments éclatés du colonialisme espagnol.

En plus de s'intéresser au discours de l'État et à ses méthodes de gouvernance, cette thèse s'intéresse aussi au pouvoir plus subtil d'individus qui sont entrés en négociation avec l'État dans l'espoir d'améliorer leur sort et de faire entendre leurs revendications. Ainsi, il s'intéresse au discours de femmes, d'Indiens, de Noirs, d'enfants et de jeunes adultes, des individus de différents horizons qui en sont venus un jour à s'adresser aux tribunaux. Ceux-ci disposaient d'un pouvoir limité en fonction de leur race, de leur genre et de leur classe sociale, de leur provenance, etc. Néanmoins, ils ont tenté de convaincre les fonctionnaires, souvent par l'entremise d'un procureur lettré ayant des connaissances juridiques, de la pertinence de leur propos.

L'utilisation du mot « race » mérite une précision. La population de l'Équateur, composée d'individus ayant en commun des ancêtres indiens, blancs et noirs, était multilingue, multi-ethnique et hétérogène à l'époque coloniale, comme elle l'est encore aujourd'hui. Aux XVIII^e et XIX^e siècles, on croyait que des personnes ayant des couleurs de peau différentes étaient biologiquement programmés pour adopter certains comportements. Le mot « race », employé avec précaution par les historiens contemporains, désigne plutôt une catégorie créée de toutes pièces par des politiques étatiques, mais utilisées de façon flexible par la population. Les « races » étaient surtout définies par des traits culturels et économiques que physiques. Comme l'indique Sarah Chambers :

¹⁹ Armando Rojas, *Ideas educativas de Simón Bolívar*, Caracas, Monte Avila Editores Latinoamericana, 1976,

Although colonial officials emphasized the superiority of ‘pure blood’, they considered dress, language, and occupation as well as phenotype when assigning subalterns to racial categories. In the nineteenth century, ideologies of scientific racism became dominant in Latin America, but intellectuals continued to associate essential cultural attributes with various races, such as the assumption that Indians were uneducated.²⁰

Au cours de la période étudiée ici, le mélange des populations indiennes, blanches et noires était si important que les dirigeants multipliaient en vain les catégories pour pouvoir classer tout le monde : métis, mulâtres, *zambos* (descendants d’Indiens et de Noirs) et autres subdivisions.²¹ Il appartenait à chacun de s’identifier à un groupe ethnique en tenant compte de sa propre compréhension des critères pour revendiquer l’un ou l’autre des statuts raciaux. Ensuite, la négociation permettait ou non d’obtenir la reconnaissance publique, ou même judiciaire, du statut revendiqué.

La race n’est qu’une seule des catégories qui permettaient aux autorités coloniales et républicaines de hiérarchiser sa population. La classe sociale, le sexe et même l’âge étaient aussi des catégories que l’État voulait fixes et que les habitants du territoire contestaient. Le point commun de tous les groupes ethniques, de toutes les classes sociales, de toutes les races, au cours de la période étudiée est qu’ils ont été associés à des ‘parents’ ou à des ‘enfants’ dans le grand échiquier politique de l’Équateur. L’étude de l’interaction entre l’État et des individus de différents degrés de subalternité nous permet de mieux comprendre que la notion de pouvoir est relative, que tous avaient la possibilité d’utiliser les institutions (ecclésiastique, judiciaire, municipale) et les lois pour servir ses propres intérêts. Cette étude nous permet donc de mieux comprendre les transformations de l’État entre 1760 et 1845. Pour ce faire, nous prenons pour acquis que les fins hégémoniques de

p. 44. “Un pueblo ignorante es instrumento ciego de su propia destrucción”.

²⁰ Sarah Chambers, “Little Middle Ground” in *Race and Nation in Latin America*, N. Appelbaum and A. Macpherson, eds. Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2003, p. 33.

²¹ Chambers, “Little Middle Ground”, p. 33.

l'État n'étaient pas absolues, qu'une mesure pensée pour un groupe pouvait être comprise et utilisée par d'autres groupes d'une manière complètement différente.

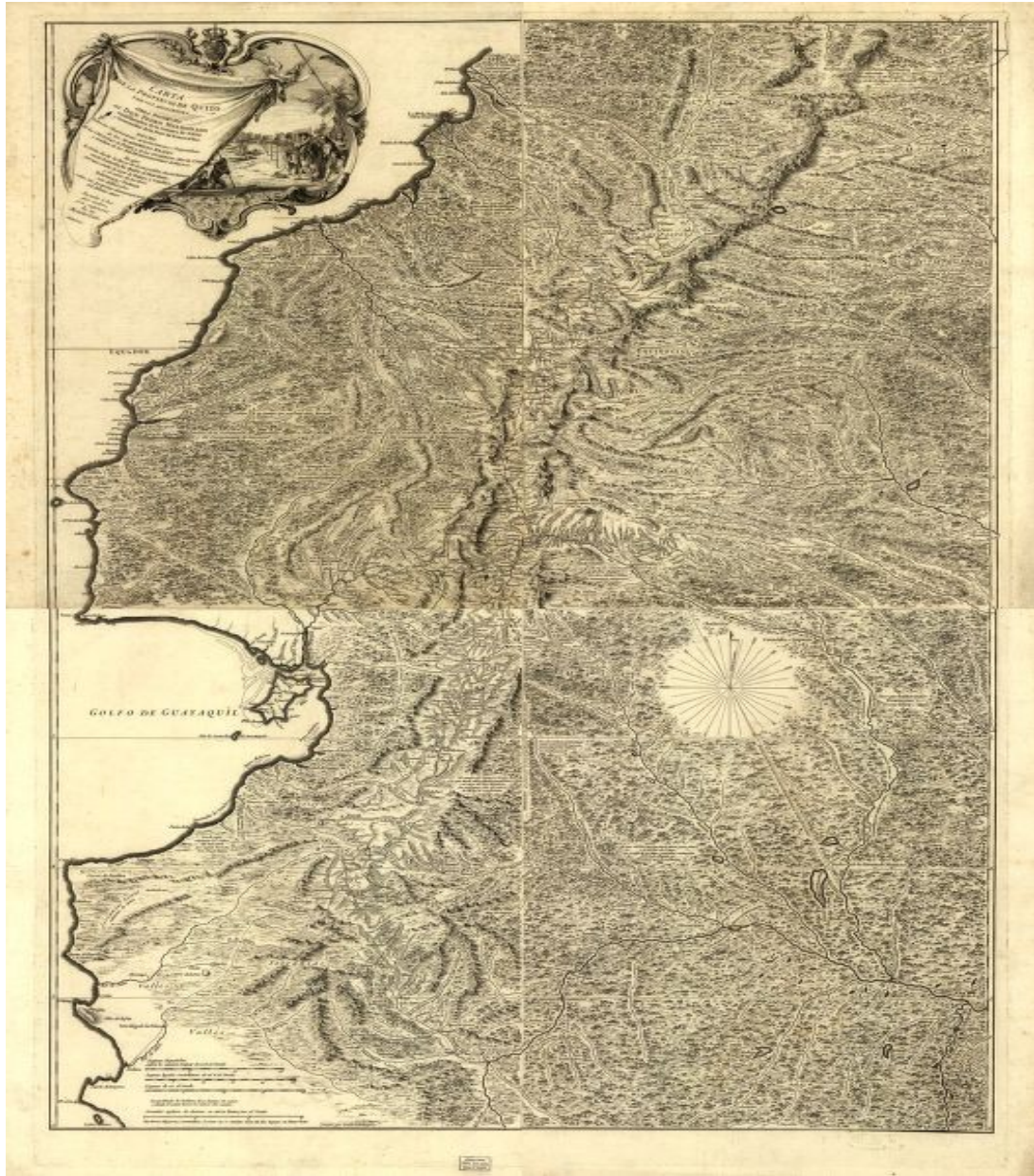


Figure 1 - Carte de la province de Quito (1750)²²

²² Carte de la province de Quito et de ses environs (Paris, vers 1750), œuvre posthume de Pedro Maldonado, Disponible en ligne sur le site de l'American Memory Map Collection : [http://memory.loc.gov/cgi-bin/query/h?ammem/gmd:@field\(NUMBER+@band\(g5300+ct000888](http://memory.loc.gov/cgi-bin/query/h?ammem/gmd:@field(NUMBER+@band(g5300+ct000888), site consulté le 5 novembre 2010.



Figure 2 - Carte contemporaine de l'Équateur (1991)²³

²³ Carte politique de l'Équateur, 1991, disponible sur le site internet de la collection cartographique Perry-Castañeda de l'université du Texas : http://www.lib.utexas.edu/maps/americas/ecuador_rel91.jpg, site consulté le 5 novembre 2010.

L'État, dans tous ses états

Cette étude traverse des périodes de grands bouleversements, dont des réformes politico-administratives importantes, de longues guerres d'indépendance, puis la fracture du pouvoir central pour laisser place au régime de *caudillos* locaux. Entre 1760 et 1845, les frontières politiques de l'Équateur ont changé. L'Audiencia de Quito, territoire colonial affilié à la vice-royauté de Santa Fé depuis 1720, se retrouve séparée en trois provinces autonomes (Équateur, Guayas et Azuay) sous la Grande-Colombie vers 1822.²⁴ Celles-ci sont de nouveau réunies en 1830 avec la proclamation de la République de l'Équateur.

Pour utiliser le mot « État », il faut prendre des précautions. On ne peut certes pas parler d'un seul et unique appareil étatique uniforme dont les intentions sont claires, mais plutôt d'un système extrêmement complexe, variable au fil du temps, plus ou moins influent selon les régions, où les intérêts personnels s'entremêlent avec les lois.²⁵ Il ne s'agit pas non plus d'une entité qui imposerait son pouvoir de manière hégémonique aux habitants de son territoire. Par l'entremise de représentants (juges, fonctionnaires) et au moyen de lois, l'État entre en négociations avec les habitants de son territoire qui peuvent choisir d'accepter, d'enfreindre ou encore de contourner ces dernières.

²⁴ John Phelan note que malgré la subordination de l'Audiencia de Quito aux gouvernements vice-royaux de Lima, puis de Bogotá, le pouvoir législatif et exécutif tenu par ces derniers était moins important que le pouvoir judiciaire propre aux Audiencia. De plus, au XVIII^e siècle, l'Audiencia de Quito exerce un pouvoir autonome, tant aux plans politique que militaire. John Phelan. *The Kingdom of Quito in the Seventeenth Century: Bureaucratic Politics in the Spanish Empire*. Madison, Milwaukee, London, University of Wisconsin, 1967, p. 38. Toutefois, cette autonomie était constamment menacée. Tout au long du XVIII^e siècle, le Royaume de Quito a vu certains pouvoirs être transférés vers la vice-royauté de la Nouvelle-Grenade et les *quiteños* résistaient contre les tentatives de centralisation. Rosemarie Terán Najas, *Los proyectos del imperio borbónico en la Real Audiencia de Quito*, Quito, Abya-Yala; Taller de Estudios Históricos, 1988, p.8.

²⁵ Il faut préciser que tous les groupements de populations n'étaient pas affectés dans une même mesure par l'État. Par exemple, plusieurs groupements indigènes tels que ceux de l'Amazonie et des Noirs d'origine africaine à Esmeraldas, vivaient sur des territoires compris dans l'Audiencia de Quito sans être affectés par ses politiques. Rafael Quintero, "El estado colonial", en E. Ayala Mora, comp. *Nueva historia del Ecuador*, vol. 5, Corporación Editora Nacional - Grijalbo, p. 27.

Une des caractéristiques du Siècle des Lumières est la volonté de convertir l'État en un instrument qui servirait à imposer le progrès et la raison sur le territoire.²⁶ Les penseurs des Lumières croyaient que la concentration du pouvoir entre les mains d'un despote éclairé était une des solutions idéales pour faire fonctionner le système politique. Au XVIII^e siècle, les Réformes bourbonniennes marquent un pas vers un État qui se veut absolutiste, mais qui a du mal à implanter des mesures concrètes pour y parvenir. En effet, il est difficile d'implanter des réformes centralisatrices dans des colonies d'outre-mer habituées à une grande marge de manoeuvre. La couronne espagnole opte donc pour une centralisation des pouvoirs dans la capitale, Quito, aux mains de fonctionnaires nés en Europe et choisis avec soin. L'arrivée à Quito d'un « président-régent » à la poigne de fer en 1778, García de León y Pizarro, qui avait pleins pouvoirs au niveau politique, fiscal, judiciaire et militaire, est une date charnière pour la mise en application rigide des réformes bourbonniennes.²⁷ La Couronne espagnole espère surtout accroître ses revenus en tirant de ses colonies de nouvelles formes de prélèvements fiscaux. Pourtant, les ressources mises à la disposition des fonctionnaires pour assurer un contrôle sur la population restent modestes et les méthodes coercitives pour forcer les récalcitrants à obéir sont pratiquement absentes.²⁸

Malgré toutes les mesures de contrôle qu'on tente d'instaurer, les colonies américaines sont très éloignées de la péninsule ibérique géographiquement, culturellement, et, de plus en plus au fil du temps, politiquement. Bref, une formule souvent appliquée devant les revendications qui viennent de l'Espagne est « se acata pero no se cumple », nous obéissons, mais nous n'exécutons pas.²⁹ En effet, dans le système colonial, les

²⁶ Dorothy Tanck de Estrada, *La educación ilustrada*, México, Colegio de México, 1977, p. 6.

²⁷ Kenneth Andrien, *The Kingdom of Quito 1690-1830*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, p. 192. Pizarro restera en poste à Quito de 1778 à 1784.

²⁸ Le système judiciaire ne s'attaquait pas à tous les crimes, mais cherchait à faire des exemples. Tamar Herzog, *Rendre la justice à Quito*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 29. Voir aussi pp. 115-116. Toutefois, comme nous le verrons dans le chapitre quatre, il y a eu au XVIII^e siècle, la volonté étatique de s'attaquer plus énergiquement à la délinquance sous toutes ses formes.

²⁹ Phelan, *The Kingdom of Quito*, p. 26. Phelan explique qu'il s'agit d'une démonstration de respect mutuel héritée du droit romain où à la fois le pouvoir royal est reconnu tout en laissant place au pouvoir discrétionnaire des subordonnés. Federica Morelli donne l'exemple de l'abolition du tribut amérindien

dirigeants avaient une marge de manœuvre qui leur permettait d'adapter les directives centrales aux circonstances locales et c'est pourquoi les lois n'étaient pas toujours appliquées avec zèle.

La grande ironie est que si les réformes bourbonniennes ont cherché à imposer un contrôle plus direct et plus ferme sur les colonies américaines, le résultat était contraire à celui recherché, car les pouvoirs locaux ont gagné en puissance. Comme le soutient Federica Morelli pour l'Audiencia de Quito, la deuxième moitié du XVIII^e siècle marque le triomphe des gouvernements locaux, des *cabildos*, ou « municipalités ».³⁰ Selon l'auteure, le *cabildo* est l'institution qui s'est le plus renforcée « de la crise de l'empire aux guerres d'indépendance et la formation des nouveaux états », car ces derniers, sous le contrôle des familles créoles importantes, avaient le pouvoir d'adapter la législation venant d'Espagne, déjà à l'époque coloniale, pour servir leurs propres intérêts.³¹ Il ne faut donc pas concevoir l'État bourbonien comme une 'force puissante', une 'autorité centrale' efficace imposant des règles au peuple, mais plutôt comme le centre d'une toile d'araignée rattachant les régions ensemble.

L'appareil étatique central de la région équatorienne à l'époque coloniale était la *Real Audiencia* de Quito au sein de laquelle évoluaient des fonctionnaires pour accomplir des tâches économiques, juridiques et politiques et qui devaient représenter l'intérêt général local devant les directives métropolitaines.³² Les pouvoirs de la *Real Audiencia* étaient donc contrebalancés par ceux des appareils étatiques locaux, les *cabildos*. Il existait trois types de *cabildos*. L'appareil ecclésiastique, représenté par l'évêque et le *Cabildo Eclesiástico*, était une instance juridico-politique qui régulaient la société civile et servait de ciment social. En Amérique hispanique, l'Église catholique avait des responsabilités

proclamé par les Cortes de Cadix en 1811, décret qui n'a jamais même été publié en Amérique parce qu'il a été jugé menaçant pour l'ordre social et économique. Federica Morelli, *Territoire ou nation? Équateur, 1765-1830*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 173.

³⁰ Federica Morelli, *Territoire ou nation?* Voir chapitre 5, p. 195 et suivantes.

³¹ Morelli, *Territoire ou Nation?* p.195.

étatiques qu'elle partageait avec le gouvernement : les deux institutions avaient des codes de lois et des cours de justices séparés.³³ Le *Cabildo civil*, ou municipalité, était pour sa part, une autre instance étatique aux pouvoirs économiques et juridiques qui servait à la défense des intérêts locaux créoles.³⁴ Les *Cabildos* municipaux ne doivent pas être considérés uniquement comme des gouvernements préoccupés par les affaires internes de la ville : c'étaient des organes politiques puissants qui avaient de l'emprise sur les zones rurales, un peu comme les communes italiennes du Moyen Âge.³⁵ La population autochtone, quant à elle, vivait sous le régime de la 'République des Indiens', distincte de la 'République des Espagnols', qui avait son propre gouvernement, les *cabildos* indiens. Lorsqu'ils vivaient dans des villes plutôt que dans des villages autochtones, les Indiens étaient fortement incités à résider dans des quartiers (*barrios*) d'Indiens. Toutefois, des administrateurs espagnols supervisaient toujours les décisions des *cabildos de indios* et des dirigeants indiens.³⁶

Comme le démontre Tamar Herzog, c'est dans le domaine de la justice que l'État colonial est entré dans son contact le plus direct avec la population. L'historienne définit ainsi le système judiciaire colonial : « C'était essentiellement un médiateur dont le rôle principal consistait à équilibrer les pressions des différents groupes sociaux en utilisant des solutions adaptées et négociables. C'est un système flexible, complexe, rempli de contradictions, mais relativement efficace. »³⁷ Pourtant, l'État partageait son influence avec

³² Rafael Quintero, "El estado colonial", pp. 21-22.

³³ Christopher Albi, "Derecho Indiano vs. The Bourbon Reforms", in *Enlightenment, Governance, and Reform*, *op.cit.*, p. 235.

³⁴ *Idem.* Les *Cabildos* municipaux étaient composés d'un ou deux magistrats ainsi que des conseillers (*alcaldes* et *regidores*) qui avaient des tâches légales, politiques, fiscales et administratives. Ils prélevaient des taxes, s'occupaient de justice en tant que cour de première instance et veillaient à faire régner la l'ordre. Ils supervisaient les affaires d'hygiène et de travaux publics, de l'eau potable et les travaux des guildes d'artisans. Susan Socolow, "Introduction", in L. Hoberman and S. Socolow, eds., *Cities and Society in Colonial Latin America*, Albuquerque, University of New Mexico, 1986, p.6.

³⁵ Morelli, "El espacio municipal", in M. Bellingeri, ed., *Dinámicas de Antiguo Régimen y Orden Constitucional*, Turin, Otto, 2000, pp.270, 278.

³⁶ Socolow, "Introduction", p. 8.

³⁷ Herzog, *Rendre la justice à Quito*, p.30.

d'autres modes de règlements de conflits « communautaires et préétatiques » tels que la famille, l'Église ou les pressions sociales.³⁸

Il serait erroné de croire que l'État faisait sentir sa présence également sur tout le territoire. La lenteur bureaucratique était certainement accentuée par des difficultés de transport et de communication. Par exemple, le port de l'Audiencia, Guayaquil, était complètement coupé de liens avec Quito pendant la saison des pluies.³⁹ Des trois régions de l'Équateur, la *Sierra* (région andine), la *Costa* (côte pacifique) et l'*Oriente* (Amazonie), la *Sierra* avait le plus grand poids démographique et politique.⁴⁰ Au cours de la période étudiée, il s'agit d'un système politique où la présence de l'État était plus grande à Quito, la capitale, qu'ailleurs. On peut aussi parler, surtout dans le domaine judiciaire, d'un « fort pouvoir central et d'une faible efficacité périphérique ».⁴¹ Les élites des autres centres urbains de ce territoire, tels que Guayaquil et Cuenca, ont eu souvent des revendications propres et des intérêts divergents, ce qui les a amenés à utiliser leur propre interprétation des lois. La querelle entre Quito et Guayaquil, tirant ses racines aux origines de la période coloniale,⁴² est toujours à l'heure actuelle un déterminant de la scène politique équatorienne. Quant à l'Amazonie, la période 1770 à 1840 est peut-être celle où la présence de l'État est la plus faible depuis l'époque de la conquête, on peut même parler de « carence

³⁸ Herzog, *Rendre la justice à Quito*, p. 29.

³⁹ John R. Fisher *et al.* *Reform and Insurrection in Bourbon New Granada and Peru*, Baton Rouge and London, Louisiana State University, 1990, p. 4. D'ailleurs, la province de Guayaquil a été détachée de celle de Quito pendant quelques années. Suite à la Real Cédula de 1803, Guayaquil a été rattachée au Pérou pour des raisons militaires, mais le transfert administratif s'est effectué de façon aléatoire. Guayaquil a déclaré son indépendance en 1820 et est demeurée une province autonome pendant deux ans. Michael Hamerly. *A Social and Economic History of the City and District of Guayaquil*. Ph.D. thesis (History), University of Florida, 1970, pp. 4-5; 8.

⁴⁰ On parle de 65% de la population qui vivait dans le nord et le centre de la région andine à la fin de l'époque coloniale. Kenneth Andrien, *The Kingdom of Quito*, p.35. Il est à noter que l'Équateur a aujourd'hui une quatrième région, celle des Îles Galapagos. La colonisation de ces îles, repaires de pirates et de corsaires à l'époque coloniale, a débutée vers 1832. Toutefois, la colonisation n'a pas connu un grand succès à ses débuts. Ceci explique pourquoi cette région ne sera pas étudiée dans cette thèse. Pablo Ospina, « The Galápagos », in Carlos de la Torre and Steve Striffler, ed. *The Ecuadorian Reader*, Durham and London, Duke University Press, 2008, p. 298.

⁴¹ Morelli, *Territoire ou Nation?* p. 206.

⁴² John Phelan, *The Kingdom of Quito in the Seventeenth Century*, p. 17.

totale de pouvoir et de contrôle central ».⁴³ Dans la vie quotidienne des gens du peuple, l'État était loin d'être une préoccupation, voire une réalité, la communauté étant certainement une forme politique beaucoup plus importante.⁴⁴ Toutefois, lors de manifestations, de protestations et même de soulèvements populaires, il est possible de constater que la population avait une voix et qu'elle ne restait pas passive lorsque l'État tentait de lui imposer des mesures controversées.⁴⁵

Les tumultes de l'indépendance se sont échelonnés entre 1809 et 1822. À partir du 10 août 1809, la ville de Quito a été balayée par un intense mouvement politique et militaire, aujourd'hui considéré comme le premier cri des guerres d'indépendance. Alors qu'en Espagne, Napoléon Bonaparte a décidé de remplacer le roi Fernando VII sur le trône pour y placer son frère Joseph, des intellectuels de la bonne société de Quito, incluant l'évêque du district et d'autres membres influents, ont pris leur gouvernement en main jusqu'au retour de leur souverain légitime. Ils ont créé une junte pour gouverner provisoirement à la place des dirigeants espagnols en l'absence du roi jusqu'au rétablissement de la monarchie. La Junte Suprême a pris le pouvoir pendant un peu plus de deux mois, entre le 10 août et le 28 octobre 1809. Comme cette junte était composée par des nobles locaux et des membres du haut clergé aux intérêts divergents, celle-ci a vite été divisée par des querelles internes. Cette première junte a été rapidement défaite par des troupes royalistes.⁴⁶

⁴³ «...una carencia total de poderío y de control central». Ann Christine Taylor, "El Oriente ecuatoriano en el siglo XIX: el otro litoral", in *Historia y region en el Ecuador 1830-1930*, Juan Manguashca, ed. Quito, Corporación Editora Nacional, 1994, p. 20.

⁴⁴ Eric Van Young, "The Raw and the Cooked", in *The Middle Period in Latin America*, M. Szuchman, ed., Boulder and London, Lynne Rienner, 1989, p. 94.

⁴⁵ Par exemple, la révolte des quartiers populaires de Quito, en 1765, demeure une instance où des pans entiers de la population urbaine ont manifesté leur désaccord envers les politiques fiscales de la Couronne. Martin Minchom, *The People of Quito, 1690-1810, Change and Unrest in the Underclass*, Boulder, Westview Press, 1994, pp. 222-232.

⁴⁶ Frank McDonald Spindler, *Nineteenth Century Ecuador*, Fairfax: George Mason University Press, 1987, p. 17.

En août 1810, des émeutes ont éclaté à Quito après que 46 participants du soulèvement de 1809 ont été condamnés à mort. Cette fois-ci, il n'y a pas que l'élite qui s'est insurgée : les masses populaires ont pris part au soulèvement.⁴⁷ Une seconde junte a pris le pouvoir, cette fois pendant plus de deux ans (de septembre 1810 à décembre 1812) proclamant son indépendance de l'Espagne. Une fois de plus, les dirigeants se sont regroupés dans des factions idéologiques. Cette tentative d'autonomie est finalement défaite par des troupes royales. Quito est revenu aux mains du pouvoir espagnol entre 1812 et 1820. Ce n'est qu'après la défaite des Espagnols à la bataille de Pichincha en 1822 par le maréchal José Antonio de Sucre que l'indépendance du Royaume de Quito a été définitive.⁴⁸

Les villes de l'Audiencia de Quito ont été graduellement « libérées » par les armées du général Sucre et rattachées à une nouvelle entité politique, la Grande-Colombie. Entre le 25 mai 1822 et le 13 mai 1830, « Équateur » est le nom donné à une des trois provinces du district sud de la Grande-Colombie. Ce nom est donc trompeur, car durant cette période, il réfère uniquement à la région périphérique de Quito, soient les provinces de Pichincha, Imbabura et Chimborazo.⁴⁹ C'est donc dire que l'Équateur, tout comme le Guayas (région de Guayaquil, Manabi et Babahoyo) et l'Azuay (Cuenca, Loja, Jaén y Mainas), a des gouvernements provinciaux indépendants les uns des autres qui répondent tous au gouvernement central de Bogotá. Alors que le système colonial éclate, « relâchant les pressions du régionalisme et de la division » selon l'expression de Kenneth Andrien, les trois provinces gèrent de façon pratiquement indépendante leurs finances.⁵⁰

Suite aux guerres révolutionnaires, on peut parler d'un fractionnement plus net du pouvoir central au profit des régions, une sorte de processus « d'atomisation », combiné à

⁴⁷ Spindler, *Nineteenth Century*, p. 18.

⁴⁸ Andrien, *The Kingdom of Quito*, p. 211.

⁴⁹ María Susana Vela Witt, *El Departamento del Sur en la Gran Colombia, 1822-1830*, Quito, Abya-Yala, 1999.

⁵⁰ Andrien, *The Kingdom of Quito*, p. 211, “unleashed the pressures of regionalism and division...”

une récession économique.⁵¹ La pagaille qui s'ensuit s'ajoute au manque de ressources, rend les belles promesses du *Libertador* Simón Bolívar souvent impraticables. Il existe une importante disparité entre les idéaux révolutionnaires, promulgués dans une série de lois, et la réalité sur le terrain. Marie-Danielle Demélas résume les enjeux de cette période en quelques lignes :

Une définition du fonctionnement politique de l'Amérique hispanique au XIXe siècle doit aussi prendre en compte les relations établies entre la capitale et les provinces, entre l'État et les pouvoirs locaux: à l'imprévisibilité des règles et succession au pouvoir s'ajoutent les pressions contradictoires exercées par des forces provinciales concurrentes. Cet aspect, souvent oublié, commande cependant une grande partie des manoeuvres des dirigeants et parvient à déclencher guerres civiles et sécessions.⁵²

Lorsque l'Équateur devient un pays distinct de la Colombie en 1830, le premier président de la nation Juan José Flores fait voter une constitution qui laisse présager l'intention de diriger un gouvernement décentralisé. Dans les faits, il espère la centralisation et gouverne par la violence avec l'aide des militaires, cherchant à imposer son pouvoir partout dans le pays.⁵³ Ses efforts mènent à l'éclosion de nombreux conflits armés, mais restent vains. Plus que jamais, le régionalisme triomphe et les luttes internes continuent : « La subtilité du jeu entre Quito et Guayaquil en venait à créer un État bicéphale » suivi de courtes guerres civiles lorsque l'entente était impossible entre les élites de ces deux métropoles.⁵⁴ La troisième région politique importante, celle de Cuenca, a

⁵¹ Yves Saint-Geours, «La Sierra Centro y Norte», *Historia y región en el Ecuador, op.cit.*, p. 143.

⁵² Marie-Danielle Demélas, *L'invention politique: Bolivie, Équateur, Pérou au XIXe siècle*, Paris, Recherche sur les Civilisations, 1992, p. 3.

⁵³ L'Équateur se dotera de onze constitutions différentes au cours du XIXe siècle, mais plusieurs se ressemblent : 1830, 1835, 1843, 1845, 1851, 1852, 1861, 1869, 1878, 1883, 1897. George Blanksten, *Ecuador. Constitution and Caudillos*, New York, Russell & Russell, 1964, p. 8.

⁵⁴ «La sutileza del juego entre Quito y Guayaquil llegaba a crear un Estado bicefalo y la sucesion de los dirigentes dependia de la posibilidad de un acuerdo entre un 'presidenciable' de Guayaquil y un 'presidenciable' de Quito, para crear un orden de precedencia la guerra civil estallaba cuando las élites dirigentes encargadas de la negociacion no lograban llegar a un acuerdo.» Marie-Danielle Demélas et Yves

souvent pivoté d'un côté comme de l'autre et était toujours la cible d'une campagne de séduction venant des deux parties.

Caudillo d'origine vénézuélienne, Flores réussira à garder le pouvoir jusqu'en mars 1845, malgré un compromis politique avec Vicente Rocafuerte qui permettra de maintenir la paix pendant huit ans.⁵⁵ Flores part en exil suite à un coup d'État et le groupe nationaliste qui l'a chassé du pouvoir remet Vicente Rocafuerte à la tête du pays. Malgré une tentative de démilitarisation après 1845, les militaires gardent beaucoup d'emprise sur la nation émergente, beaucoup plus que les bureaucrates ou les fonctionnaires. Les bureaucrates avaient des salaires si bas qu'ils étaient généralement en place pour renforcer leur pouvoir économique ou leur prestige et servir leurs propres intérêts.⁵⁶

Mais même la présence d'hommes forts à la tête du pays ne peut empêcher le fractionnement accéléré de l'État. Les *hacendados*, groupe de propriétaires terriens, gagnent de l'influence politique alors que se forme l'État national :

...Au sein du monde rural les *hacendados* ont récupéré pour eux une grande partie du pouvoir auparavant détenu par les fonctionnaires coloniaux, et plus tard, lorsque l'État parviendra à s'organiser au niveau régional et national, ils constitueront une des scissions les plus importantes.⁵⁷

Il existait donc un appareil étatique local indépendant, beaucoup moins cohérent et spécialisé que l'appareil du pouvoir central, mais qui était plus présent sur le terrain, ayant des méthodes coercitives (fouet, emprisonnement) et des mécanismes de domination idéologiques forts.⁵⁸

Saint-Geours. *Jerusalén y Babilonia, Religión y política en el Ecuador, 1780-1880*. Quito, Corporación Editora Nacional, 1988, p. 42.

⁵⁵ Demélas y Geours, *Jerusalén y Babilonia*, p. 115.

⁵⁶ Enrique Ayala Mora, "La Fundación de la República", en E. Ayala Mora, ed., *Nueva historia de Ecuador*. vol. 7, Quito, Corporación editora nacional, p. 157.

⁵⁷ Silvia Palomeque, "Estado y comunidad", in H. Bonilla, ed. *Los Andes en la Encrucijada*, Quito, Libri Mundi, 1991, p. 394, "dentro del mundo rural los hacendados recuperarán para si gran parte del poder antes detentado por los funcionarios coloniales, y posteriormente, cuando se organice el Estado a nivel regional y nacional, seran una de las fracciones mas importantes."

⁵⁸ Ayala Mora, "La fundación de la República", p. 155.

C'est ainsi que pour parler d'État, au milieu du XIX^e siècle, il faut être plus prudent que jamais, car il existait une marge importante entre les lois passées par le gouvernement et leur application. Les cordes du pouvoir étaient tendues entre l'Église, la classe des propriétaires terriens et les gouvernements municipaux, tandis que le gouvernement central tentait de manœuvrer sans couper de cordon. Ce n'est qu'après 1869 qu'on pourra enfin parler d'un État cohérent et centralisateur, même si les défis de la construction de la nation équatorienne n'ont toujours été que partiellement résolus.⁵⁹

La thèse : un aperçu

Dans le domaine de l'histoire de l'Amérique latine coloniale, l'enfance, sujet qui il y a quelques années encore était boudé, suscite aujourd'hui un véritable engouement.⁶⁰ Le livre de Bianca Premo, *Children of the Father King : Youth, Authority, and Legal Minority in Colonial Lima*, est l'un des premiers à établir des bases théoriques pour la recherche sur l'enfance en Amérique hispanique tout en soulignant les particularités de cette étude en contexte multiracial.⁶¹ Premo s'est appuyée sur plusieurs de ses prédécesseurs qui avaient exploré des domaines connexes, touchant à l'histoire des femmes, de la famille et de la

⁵⁹ Derek Williams, "Assembling the 'Empire of Morality'", *Journal of Historical Sociology*, vol. 14, n.2 (2001).

⁶⁰ Plusieurs ouvrages récents sur l'histoire de l'enfance portent sur la deuxième moitié du XIX^e et le XX^e siècle, à cause de l'abondance des sources : Nara Milanich, *Children of Fate*, Durham, Duke University Press, 2009 ; Ann Blum, *Domestic Economies*, Lincoln, University of Nebraska, 2009 et Donna Guy, *Women Build the Welfare State*, Durham, Duke University, 2009.

⁶¹ Pour une réflexion méthodologique, on peut lire l'introduction du livre de Premo, *Children of the Father King*, Chapel Hill, University of North Carolina, 2005, celle de Tobias Hecht ed., *Minor Omissions. Children in Latin American History and Society*. Madison, University of Wisconsin Press, 2002, celle de Bianca Premo et Ondina González, *Raising an Empire, Children in Early Modern Iberia and Colonial Latin America*. Albuquerque, University of New Mexico Press, 2007, ou encore celle de Pablo Rodríguez y María Emma Mannerelli, coor. *Historia de la infancia en América Latina*. Bogotá, Buenos Aires, Lima, Universidad externado de Colombia, 2007. Pour un bilan historiographique et des idées de sources, voir Aunció Lavrín, "La Niñez en México e Hispanoamérica", in P. Gonzalbo y Cecilia Rabell, eds. *La Familia en el Mundo Iberoamericano*, México, Universidad Autónoma de México, 1994 ou du même auteur, "Mexico: A

sexualité.⁶² Un domaine de recherche connexe est celui d'étudier la lutte contre la pauvreté, la charité et les orphelinats.⁶³

C'est d'abord l'histoire des femmes et celle du genre qui a amené les chercheurs vers l'étude de l'enfance en Amérique latine.⁶⁴ En se penchant sur l'expérience féminine, les historiens en sont venus à explorer le thème de la maternité et de ses dimensions politiques. Difficile en effet d'étudier l'histoire du sexe féminin sans étudier le rôle de la mère dont l'existence est liée à celle de sa progéniture par son double rôle d'éducatrice et de responsable de l'économie domestique. Des pionnières telles que Josefina Muriel, Asunción Lavrin ou Silvia Arrom ont étudié des thèmes liés de près ou de loin à l'enfance tels que la famille, la sexualité ou l'éducation.⁶⁵ L'honneur, « une valeur socialisée fondée

Historical Study of Childhood", in R. Hinner and J. Hawes, eds. *Children in historical and comparative perspective: An International Handbook and Research Guide*. New York, Greenwood, 1991.

⁶² L'ouvrage collectif d'Asunción Lavrin demeure un incontournable de l'étude du genre en Amérique latine : *Sexuality and Marriage in Colonial Latin America*. Lincoln & Londres, University of Nebraska Press, 1989. Pilar Gonzalbo Aizpuru est l'une des historiennes les plus prolifiques sur l'histoire de la famille en Amérique latine. Voir entre autres : *Familia y orden colonial*, México, El Colegio de México, 1998. Kimberly Gauderman brosse un portrait de femmes de toutes les races et classes sociales et démontrent qu'elles ont été des acteurs économiques importants du Quito colonial : *Women's Lives in Colonial Quito : Gender, Law and Economy in Spanish America*, Austin, University of Texas Press, 2003.

⁶³ Un courant historiographique récent s'intéresse à l'histoire de l'enfance dans les classes pauvres européennes de l'Ancien régime en retraçant la naissance et l'évolution d'un réseau d'assistance publique entre les quinzième et dix-huitième siècles. C'est une approche que Hugh Cunningham qualifie de 'Family Strategy' et qui consiste à contourner la pénurie de source sur les enfants défavorisés en étudiant les stratégies familiales de survie économique. Hugh Cunningham, "Histories of Childhood", *The American Historical Review*, vol. 103, no 4 (Oct., 1998), p. 1202. Plusieurs articles cités précédemment traitent de la question des orphelinats, *casas de expósitos*. Pour l'Espagne, voir Valentina Tikoff, *Assisted Transitions: Children and Adolescents in the Orphanages of Seville at the End of the Old Regime, 1681-1831*, Ph.D. Thesis (history), Indiana University, 2000. Pour l'Amérique latine voir Silvia Arrom, *Containing the Poor*, Durham, Duke University, 2000 et plus spécifiquement sur le cas de l'Équateur, voir Cynthia Milton, *The Many Meanings of Poverty*, Stanford, Stanford University Press, 2007.

⁶⁴ Pour un aperçu de l'évolution des recherches et des débats dans le domaine de l'histoire du genre en Amérique latine, voir Sueann Caulfield, "The History of Gender in the Historiography of Latin America." *Hispanic American Historical Review*, vol. 81, no. 3-4 (2001), pp. 449-90.

⁶⁵ Josefina Muriel s'intéresse à l'histoire des femmes depuis la parution de ses premiers travaux sur les religieuses au Mexique en 1946 (*Conventos de monjas en la Nueva España*, Mexico, Editorial Santiago, 1946). Plus récemment, son livre *Las mujeres de Hispanoamérica: Época colonial*. Madrid, MAPFRE, 1992, aborde entre autres le sujet de l'éducation féminine. Depuis la parution de son livre *Latin American Women, Historical Perspectives*, Westport, Greenwood Press, 1978, Asunción Lavrin figure parmi les historiennes les plus reconnues du domaine. Plus récemment, elle a édité le livre *Sexuality and Marriage in Colonial Latin America*, Lincoln, University of Nebraska Press, 1989, qui est également utile pour comprendre la structure

sur la réputation » d'un individu ou de sa famille⁶⁶, est un autre sujet qui transcende toutes les classes sociales de la société hispanique à l'époque coloniale, et celui-ci laisse place à des taux de naissances illégitimes et d'abandon d'enfants vertigineux.⁶⁷ D'autres ouvrages se penchent sur l'intersection entre la reproduction, la politique et de genre.⁶⁸ Toutefois, il faut souligner à quel point l'Équateur demeure un territoire mal desservi en terme de recherches sur l'histoire des femmes, de la famille et des enfants par rapport à d'autres régions historiquement plus peuplées et plus puissantes, comme le Mexique, le Pérou et la Colombie.⁶⁹

de la famille à l'époque coloniale. Voir aussi Silvia Arrom, *The Women of Mexico City, 1790-1845*. Stanford University Press, 1985. Les travaux de Donna Guy, portant sur une période plus tardive, sont également utiles pour saisir la portée de cette dimension politique. Donna Guy. *White Slavery and Mothers Alive and Dead*. Lincoln, University of Nebraska, 2000.

⁶⁶ Bartolomé Bennassar, *L'Homme espagnol*, Paris, Éditions Complexe, 1992 [1975] p. 168.

⁶⁷ Le taux élevé d'abandon et d'enfants illégitimes est impressionnant dans tout le monde hispanique. Voir à ce sujet plusieurs articles de *La Familia en el Mundo Iberoamericano*, *op.cit.*; du livre très complet de Rodriguez y Mannerelli, *Historia de la infancia en América Latina* et de Premo et Gonzalez, *Raising an Empire, Children in Early Modern Iberia and Colonial Latin America*, *op.cit.* Voir aussi Elsa Malvido, "El abandono de los hijos", *Historia Mexicana*, vol.24, n.4, 1980, pp. 521-561; Ann Twinam, "The Negotiation of Honor", in A. Lavrín, ed. *Honor, Sexuality and Marriage in Colonial Latin America*. Lincoln, University of Nebraska Press, pp. 118-155; Pablo Rodríguez. *Seducción, amancebamiento, y abandono en la colonia*. Bogotá, Fundación Simon y Lola Guberek, 1991; María Emma Mannarelli. *Private Passions and Public Sins: Men and Women in Seventeenth-Century Lima*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 2007; Guiomar Duenas Vargas, *Los hijos del pecado: Ilegalidad y vida familiar en la Santafé de Bogotá colonial*, Bogotá, Editorial Universidad Nacional, 1997.

⁶⁸ Un ouvrage incontournable demeure celui de Ann Laura Stoler portant sur l'Asie du Sud-Est qui démontre en quoi la sexualité est une composante essentielle de l'entreprise coloniale : *Carnal Knowledge and Imperial Power*, Berkeley, University of California Press, 2002. Le livre récent de María Elena Martínez, *Genealogical Fictions*, Stanford, Stanford University Press, 2008, s'intéresse à la question de la « pureté de la race » dans la société mexicaine.

⁶⁹ Sur l'histoire des femmes de Quito, à l'époque coloniale, voir les travaux de Christina Borchart de Moreno, par exemple : "Violencia cotidiana y relaciones de género en Quito a fines del siglo XVIII." *Anuario de Hojas de Warmi*, vol. 11, 2000, pp. 13-35. Voir aussi Jenny Londoño, *Entre la sumisión y la resistencia, Las mujeres en la Real Audiencia*, Quito, Abya-Yala, 1997, qui se concentre surtout sur Guayaquil et Natalia León, *La primera alianza. El matrimonio criollo. Honor y violencia conyugal. Cuenca 1750-1800*, Quito, Abya-Yala, 1998 porte sur Cuenca. Les travaux de Martha Moscoso, dont le recueil *Palabras del Silencio*, Quito, Abya-Yala, Unicef, 1995, portent généralement sur la période nationale. Sur l'histoire de la famille, Silvia Benítez y Gaby Costa, « La familia, la ciudad y la vida cotidiana en el período colonial », en E. Ayala Mora ed., *Nueva Historia del Ecuador*, vol. 5, Quito, Corporación Editora Nacional, Grijalbo, 1989, pp. 187-230. Parmi les auteurs ayant touché à la question de l'honneur pour la région de l'Équateur on retrouve María Eugenia Cháves, "Slave Women's Strategies for Freedom and the Late Spanish Colonial State", in M. Molyneux and E. Dore, eds. *Hidden Histories of Gender*, Durham, Duke University Press, 2000, pp. 108-126 et Bernard Lavallé, "Violencias y miedos familiares en los Andes coloniales", en P. Gonzalbo y M. Bazant, eds., *Tradiciones y conflictos*, México, El Colegio de México y El Colegio Mexiquense, 2007, pp. 161-177. Sur la construction de la Nation équatorienne, on pourra aussi consulter Erin O'Connor, *Gender, Indian,*

Depuis le début des années 1980, l'historiographie de l'Amérique latine a été particulièrement marquée par des débats entourant la notion gramscienne de pouvoir et la négociation constante de ce pouvoir entre les hommes et les femmes de différentes races, genre et classes sociales.⁷⁰ L'âge est une nouvelle catégorie d'analyse qui vient s'ajouter à cette trilogie classique.⁷¹ La tendance qui se dessine depuis le début des années 1990 est de voir les enfants, même ceux des classes populaires, les orphelins et les sans-abri, comme des agents historiques actifs plutôt que des victimes passives de l'oppression ou de l'exploitation des adultes : « there is a growing awareness that all human relationships are to some degree reciprocal and dynamic, and that no one, even the most powerless person, is without influence on others ».⁷² Ceci rappelle les conclusions déjà tirées par les historiens du genre, remettant en question la « passivité » des femmes. À titre d'exemple, Steve Stern, *Secret History of Gender*, qui étudie la violence conjugale au Mexique entre 1760 et 1821⁷³ ou celui de Kimberly Gauderman qui a démontré comment les femmes, par exemple les

Nation, The Contradictions of Making Ecuador, 1830-1925, Tucson, The University of Arizona Press, 2007 et les travaux de Kim Clark dont "Género, Raza y Nación: La Protección a la Infancia en el Ecuador, 1910-1945", en *Palabras del silencio*, *op.cit.*

⁷⁰ Voir le bilan de Florencia Mallon, "The Promise and Dilemma of Subaltern Studies: Perspectives from Latin American History." *American Historical Review*, vol 99, n.5 (1994), pp. 1491-1515. De nombreux ouvrages portant sur la culture politique permettent de comprendre les relations de pouvoir au sein de sociétés à un moment historique donné. Voir les articles des livres suivants: Gilbert Joseph and Daniel Nugent eds. *Everyday Forms of State Formations: Revolution and the Negotiation of Rule in Modern Mexico*. Durham, Duke University, 1994 et Nils Jacobsen and Cristóbal Aljovín, eds., *Political Culture in the Andes*, Durham, Duke University, 2005. Pour le Quito colonial voir par exemple Minchom, *The People of Quito*, *op.cit.* Pour une réflexion sur le cas spécifique de la République de l'Équateur, lire l'introduction de la thèse de Derek Williams. *Negotiating the State: National Utopias and Local Politics in Andean Ecuador, 1845-1895*. Ph.D. thesis (history), Stony Brook, University of New York, 2001 et les essais du livre de José Sánchez-Parga, *Etnia, poder y diferencia*. Quito, Abya-Yala, 1990.

⁷¹ L'édition spéciale du *Journal of Women's History* incite déjà les chercheurs à utiliser l'âge comme catégorie d'analyse. Birgitte Søland, ed., "Ages of Women : Age as a Category of Analysis in Women's History", *Journal of Women's History*, vol. 12, n. 4 (Winter 2001).

⁷² James Hawes and Ray Hiner, *Children in historical and comparative perspective*, New York, Greenwood, 1991, p. xiv.

⁷³ Stern, *The Secret History*, *op. cit.* Voir également Lyman Johnson and Sonya Lipsett-Rivera. *The Faces of Honor : Sex, Shame, and Violence in Colonial Latin America*. Albuquerque, University of New Mexico Press, 1998.

vendeuses du marché de Quito, ont pu utiliser le système judiciaire à leur avantage afin de gagner du pouvoir.⁷⁴

Aujourd'hui, de nouveaux intérêts de recherche, tels que la circulation des enfants, la mortalité infantile, le traitement des mineurs devant la justice et la répression de la délinquance, le travail infantile, l'esclavage et la servitude, sont à l'honneur dans des ouvrages parus récemment.⁷⁵ Dans tous les cas, il est possible de conclure qu'à l'époque coloniale, de nombreux enfants n'ont pas grandi au sein de leur famille biologique, et que lorsqu'ils l'ont fait, on attendait d'eux qu'ils contribuent à l'économie domestique. L'étude des institutions pensées pour accueillir les enfants rejetés, tels que les asiles et les orphelinats, permet de comprendre l'importance des enfants dans une perspective politique plus large, par exemple celle des réformes bourbonniennes.⁷⁶ Le livre *The Many Meanings of Poverty* de Cynthia Milton étudie les relations entre l'État et les mesures caritatives mises en place pour aider les pauvres, dont les enfants, aux XVII^e et XVIII^e siècles, mais permet de tirer des conclusions plus larges sur le fonctionnement de l'État colonial.⁷⁷ Le sujet est déjà bien étudié pour l'époque coloniale et particulièrement à l'époque des réformes bourbonniennes, mais les études portant sur les lendemains de l'indépendance sont beaucoup plus rares, notamment à cause de la pénurie de sources permettant de le faire.

Une autre grande lacune de l'historiographie équatorienne demeure le manque d'ouvrages qui traversent la frontière de l'histoire coloniale et celle de l'histoire républicaine.⁷⁸ À ma connaissance, il existe peu de travaux sur l'histoire du genre, de la

⁷⁴ Gauderman. *Women's Lives in Colonial Quito*, *op.cit.*

⁷⁵ González and Premo, *Raising an Empire*, *op.cit.*

⁷⁶ Arrom, *Containing the Poor*, *op.cit.*

⁷⁷ Milton, *The Many Meanings*, pp. 103-128. L'article de Kenneth Andrien, "The Politics of Reform in Spain's Atlantic Empire during the Late Bourbon Period." *Journal of Latin American Studies*, vol. 41, n. 4 (2009), pp. 637-662, permet de mieux comprendre les réformes bourbonniennes et dresse un bilan historiographique sur les débats récents portant sur cette période.

⁷⁸ Kenneth Andrien, *The Kingdom of Quito, 1690-1830*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995; Demélas et Saint-Geours, *Jerusalén y Babilonia*, *op.cit.*; Federica Morelli, *Territoire ou nation? Réforme et dissolution de l'espace imperial, Équateur, 1765-1830*, Paris, L'Harmattan, 2004; Brooke Larson, *Trials of*

famille ou encore moins des enfants en Équateur faisant le pont entre ces périodes. Pour ce qui est de la première moitié XIX^e siècle, d'excellents ouvrages s'intéressent à l'éducation, que ce soit celle des élites, des Amérindiens ou des femmes, mais ces recherches sont plus fréquemment menées au Mexique que dans la région andine.⁷⁹ En Équateur, les études portant sur le système colonial d'éducation et après l'indépendance restent partielles.⁸⁰ Pour ce qui est du cas spécifique de la Grande-Colombie, il existe une multitude d'ouvrages qui s'est intéressée à la pensée éducative de Simón Bolívar ou de Santander.⁸¹ Les travaux de Meri Clark sur la naissance d'un réseau d'éducation primaire en Colombie sont d'une grande utilité pour comprendre l'évolution de l'éducation publique sur le territoire de l'Équateur. L'auteur lie, entre autres, les controverses entourant l'émergence d'un système d'éducation primaire et celles entourant la formation d'un nouvel État-nation en Colombie.⁸² La pensée pédagogique du président Rocafuerte a également été étudiée.⁸³ Pourtant, les historiens qui retracent le rôle de l'éducation dans la construction de la nation

Nation-Making, Cambridge, Cambridge University Press, 2004. Portant sur une autre aire géographique, Aréquipa au Pérou, le livre de Sarah Chambers, *From Subject to Citizens*, University Park, Pennsylvania State University, 1999, est très utile pour réfléchir sur les transformations sociales, le genre et l'honneur de 1780 à 1845.

⁷⁹ La bibliographie de Pilar Gonzalbo Aizpuru sur l'éducation au Mexique tant à l'époque coloniale que républicaine est trop vaste pour être reproduite ici. Elle a également édité plusieurs collectifs. Notons son ouvrage *Familia y orden colonial*, *op.cit.* Dorothy Tanck de Estrada est une autre auteure incontournable ayant publié plusieurs livres et articles sur l'éducation au Mexique, notamment des Amérindiens dans *Pueblos de indios en el México colonial: 1750-1821*, México, Colegio de México, 1999. Voir également María Adelina Arredondo, *coor.*, *Obedecer, servir y resistir: la educación de las mujeres en la historia de México*. México, Universidad Pedagógica Nacional, 2003.

⁸⁰ Dario Guevara, *Vicente Rocafuerte y la educación pública en el Ecuador*, Quito, Casa de la Cultura Ecuatoriana, 1965. Jorge Núñez Sanchez, "Inicios de la educación pública en el Ecuador", *Antología de Historia*, J. Núñez Sanchez, ed. Quito, FLACSO, 2000; Carlos Paladines, *Historia de la educación y del pensamiento pedagógico ecuatorianos*, Loja, Universidad Técnica Particular de Loja, 2005; Aquiles Pérez. "La Educación en la Década 1820-1830", *Boletín de la Academia Nacional de Historia*, vol. LIII, n.115, 1970. Des réflexions très utiles se retrouvent dans le livre de Mark Van Aken, *El rey de la noche. Juan José Flores y el Ecuador*, Quito, Banco Central del Ecuador, 1995.

⁸¹ Par exemple, Armando Rojas, *Ideas Educativas de Simon Bolivar*, Caracas, Monte Avila, 1976.

⁸² Meri Clark, "Disciplining Liberty: Early national Colombian School Struggles, 1820-1840.", K. Tolley, ed. *Transformations in schooling: Historical and comparative perspectives*, New York, Palgrave-Macmillan, pp. 87-106.

⁸³ Par exemple Demélas et St-Geours, *Jerusalén y Babilonia*, *op.cit.*; Georges Lomné, "Rocafuerte: à l'école de l'esprit du siècle », *L'Amérique latine et les modèles européens*, A. Lempérière, G. Lomné et al., *coor.*, Paris, L'Harmattan, 1998; l'ensemble des travaux de Carlos Landázuri Camacho dont *Vicente Rocafuerte y la educación*, Quito, Ediciones de la Universidad Católica, 1984 ; Dario Guevara. *Vicente Rocafuerte y la educación pública en el Ecuador*, *op. cit.*

équatorienne s'intéressent davantage, et avec raison, à la période suivant l'accession du président Garcia Moreno, alors que les écoles se répandent partout dans le pays comme une traînée de poudre.⁸⁴

L'Équateur est le territoire indiqué pour étudier la transition de la colonie à l'indépendance à cause de son éloignement des noyaux du pouvoir colonial, de la variété de ses régions géographiques et économiques et de sa diversité raciale. Cet isolement permet d'étudier à quel point il existe une dichotomie entre les lois et les méthodes de gouvernance et leur application concrète dans la vie des sujets, des citoyens. À l'époque coloniale, Quito jouissait d'une relative autonomie administrative et judiciaire. Cette période est riche en documents judiciaires qui permettent de s'approcher de la vie d'hommes et de femmes de tous les sexes, classes et races. Ma recherche repose en grande partie sur ceux-ci.⁸⁵ À partir de sources judiciaires, donc d'histoires personnelles traduites dans un langage judiciaire par des procureurs et des écrivains publics, il est possible de voir que les lois et les décisions n'étaient pas imposées, mais qu'elles étaient négociées et contestées par les gens du peuple, et que dans les faits elles avaient rarement les effets escomptés. Par exemple, les cours de justice étaient des endroits de contestation, où même les individus les plus dénués de pouvoir, tels que les enfants ou les esclaves, pouvaient remettre en question l'autorité de leurs parents, de leurs maîtres, et même celle du gouvernement.⁸⁶

Toutefois, les sources judiciaires posent aussi problème. Le système judiciaire était utilisé par l'ensemble de la population coloniale, incluant les Indiens, les femmes, les

⁸⁴ Voir par exemple: Derek Williams. "Assembling the 'Empire of Morality'", *op.cit.*; Enrique Ayala Mora. "La Fundacion de la República", *op. cit.*; Jacques Wilson, *The Development of Education in Ecuador*, Coral Gables, University of Miami Press, 1970.

⁸⁵ Pour la période coloniale, les sources ont été puisées dans les Archives générales de l'Équateur, surtout dans les fonds "criminales", "esclavos" et "menores", mais aussi "civiles", "especial", "indigenas", "gobierno", "hijos naturales y expósitos", "menores de edad", "mestizos", "ministerio de la instrucción pública" et "pobreza".

⁸⁶ Voir par exemple Carlos Aguirre, "Working the System : Black Slaves and the Courts in Lima, Peru", in D. Hine and J. McLeod, eds. *Crossing Boundaries: Comparative history of black people in diaspora*. Bloomington, Indiana University Press, 1999, p. 204.

esclaves et les enfants, mais ces derniers étaient habituellement représentés par un homme espagnol devant le tribunal.⁸⁷ En tant que mineurs légaux, les vingt-cinq ans et moins livraient leur témoignage par l'entremise de procureurs ou d'avocats qui avaient le loisir de transformer leurs propos. Pourtant, il serait dommage d'écarter de telles sources, même si le langage du droit est protocolaire et uniformisant. On peut trouver, ici et là, des manifestations de la personnalité ou des opinions des plaignants entre deux formulations toutes faites, car le système judiciaire est une arène « where transformations in culture, attitudes, and everyday behaviors can be detected even when the laws themselves do not change », pour reprendre les mots employés par l'historien Steve Stern.⁸⁸

Les habitants d'Amérique hispanique n'étaient pas enclins à préserver leurs lettres, leurs journaux intimes, ou à écrire leurs autobiographies comme les Européens ou les Nord-Américains à la même époque. Il a donc fallu chercher des pistes dans une panoplie de sources historiques afin de concocter l'amalgame le plus satisfaisant possible. J'ai d'abord utilisé les sources gouvernementales, inévitables pour étudier l'État : lois et cédules royales, constitutions, décrets présidentiels, gazettes et journaux parlementaires. Pourtant, comme je l'ai mentionné plus haut, la mise en application des lois n'était pas toujours systématique. Ces documents permettent de mieux comprendre les directions générales du monde politique et les vœux pieux de ses dirigeants, mais ne permettent guère de s'approcher du quotidien des habitants sous leur gouverne.

Au lendemain de l'indépendance, il s'est produit un phénomène qu'on pourrait qualifier de « débureaucratization ». On constate ainsi un énorme fossé entre les documents disponibles pour l'époque coloniale, « notoirement litigieuse »⁸⁹, et l'époque républicaine, celle d'un gouvernement plus décentralisé et moins axé sur la paperasse que le précédent. En effet, les gouvernements successifs des débuts de la période nationale se sont montrés

⁸⁷ Steve Stern offre un point de vue critique sur les sources criminelles dans son livre *The Secret History of Gender*, *op. cit.*, p. 39.

⁸⁸ Premo, *Children of the Father King*, p. 8.

incapables de créer une bureaucratie professionnelle et même de mettre en place une politique fiscale cohérente pour accroître les revenus de l'État.⁹⁰ Toute personne qui propose d'étudier la période de la transition révolutionnaire constate que la balance penche nettement du côté colonial, tant pour son abondance de documents que pour la facilité à retrouver l'information dans la pléthore. Les passionnés d'histoire postcoloniale doivent se contenter d'un maigre bassin d'archives moins répertoriées. Pour cette période, j'ai utilisé la correspondance d'hommes politiques équatoriens, les lois, ainsi que quelques fonds d'archives judiciaires et gouvernementales.⁹¹ Il s'agit ainsi d'une section de la thèse qui s'intéresse davantage au discours politique qu'à celui des gens du peuple, beaucoup plus difficile à retracer au milieu du XIX^e siècle.

Malgré une thèse qui s'intéresse à l'ensemble du territoire, la ville de Quito et sa périphérie est surreprésentée dans les archives consultées. Ceci s'explique par l'incidence plus grande de la criminalité urbaine, de la nature particulière des sources judiciaires et parce qu'une étude de l'État s'intéresse nécessairement à l'impact de ce dernier qui est limité. Comme l'explique Kimberly Gauderman : « effective Spanish control was concentrated mainly in the Andean highlands, the region in which the city of Quito was located. »⁹² Pour l'époque républicaine, la fragmentation du pouvoir central fait en sorte que les archives gouvernementales situées à Quito sont encore plus incomplètes. Pour mieux comprendre la réalité politique dans les régions du pays, une recherche dans les

⁸⁹ Premo, *Children of the Father King*, p. 5.

⁹⁰ Andrien, *The Kingdom of Quito*, p. 211.

⁹¹ Le répertoire des lois et constitutions de l'Équateur depuis les débuts de la république est disponible sur demande sur CD-ROM à l'Archivo-Biblioteca de la Función Legislativa, Quito. Plusieurs documents, tels que le Décret sur l'enseignement public de 1838, sont également imprimés. Les sources sur la Grande-Colombie ont été puisées à l'Archive général de la nation de Bogotá, dans les fonds "Republica", sections "Indios" et "Ministerio de la Instrucción Pública". Pour les correspondances d'hommes politiques voir les échanges entre Simón Bolívar et Juan José Flores dans *Correspondencia del Libertador con el general Juan José Flores* (1825-1830), Quito, Banco Central del Ecuador, 1977 et Vicente Rocafuerte, *Vicente Rocafuerte, epistolario*. Quito, Banco Central del Ecuador; Centro de Investigacion y Cultura, 1988.

⁹² Gauderman, *Women's Lives in Colonial Quito*, *op.cit.*, pp.1-2.

fonds d'archives des *corregimientos* et des *cabildos* de tout le pays aurait été préférable.⁹³ Ce travail sera, nous l'espérons, effectué dans le cadre d'un projet de recherche futur.

Cette thèse est divisée en trois sections : la fin de l'époque coloniale, l'époque révolutionnaire et les quinze premières années de l'époque républicaine.

Les quatre premiers chapitres portent sur l'époque coloniale. Ils cherchent à illustrer, chacun à leur manière, les différentes facettes de la « minorité » et les transformations survenues entre 1760 et 1821. Pour les Espagnols de l'élite, étudiés dans le chapitre premier, la minorité était une tare, une tache à l'honneur, et bien souvent, un frein à l'avancement à la carrière. Toutefois, la position des femmes de ce groupe était particulière puisque ces dernières pouvaient accéder à certains avantages de la majorité si elles respectaient des conditions et obtenaient l'appui des autorités. Comme nous le verrons, les tribunaux hésitaient à accorder aux femmes l'indépendance absolue. Pour les Indiens, étudiés dans le chapitre deux, la « minorité » était un statut à vie qui était assigné par la loi, et ce, quel que soit leur âge. Les Indiens utilisaient parfois leurs positions de 'misérables' et de 'vulnérables' pour demander la protection de l'État et négocier au sein du système judiciaire. Par contre, les Indiens des deux sexes se considéraient aussi comme des adultes à part entière qui se réservaient le droit de réclamer le respect de leurs droits à titre de parents et de chefs de famille en interagissant avec l'État.

Le chapitre trois s'intéresse aux esclaves, tantôt considérés comme des 'possessions' appartenant à leurs propriétaires, tantôt comme des 'mineurs' devant être protégés de l'abus. Les esclaves n'acceptaient pas passivement d'être traités comme des enfants et contestaient leurs positions de 'mineurs' lorsque venait l'heure de faire valoir

⁹³ La thèse du livre édité par Juan Manguascha, *Historia y Region en el Ecuador, 1830-1930*, Quito, FLACSO, 1994, est que les études portant sur le XIX^e siècle devraient toujours tenir compte des particularités régionale. La présente thèse, à cause des contraintes de temps, souffre d'une surreprésentation de documents provenant de la région de Quito, mais il est à espérer que d'autres travaux sur des sujets connexes combleront bientôt cette lacune.

leur autorité parentale. Mis à part les groupes bénéficiant du statut de mineur à vie, comme les femmes, les Indiens et les esclaves, les jeunes célibataires de moins de vingt-cinq ans appartenant aux autres catégories raciales étaient eux aussi considérés comme des mineurs. Ce chapitre diffère des trois précédents puisqu'il observe comment des mineurs demandaient des faveurs à l'État pour eux-mêmes, sans faire valoir leurs droits parentaux. Théoriquement, les moins de vingt-cinq pouvaient exiger que l'État les protège, leur fournisse de l'aide juridique et que les juges leur accordent le bénéfice du doute en raison de leur âge lorsqu'ils étaient accusés de méfaits. Toutefois, le chapitre quatre démontre que l'État colonial bourbon était ambivalent en ce qui a trait à la protection des mineurs de la plèbe coloniale, à une époque de répression accrue de la délinquance.

Les quatre derniers chapitres se penchent sur l'éducation et son rôle dans la construction de l'identité créole, l'expression de mécontentement envers l'Espagne et, après l'indépendance, la construction d'une Nation 'blanche' où la citoyenneté était réservée aux gens lettrés. Le chapitre cinq survole l'éducation primaire à l'époque coloniale et démontre comment les Réformes bourbonniennes, marquées par un conflit latent entre l'État et l'Église, sont marquées par le mécontentement grandissant des Créoles. En effet, le Roi d'Espagne, inspiré par des idéaux des Lumières, espère voir l'éducation se répandre parmi le peuple, ce qui attise la colère en Amérique.

Les chapitres six et sept sont complémentaires, car ils retracent la montée et l'impact des mouvements révolutionnaires dans l'Audiencia de Quito, mettant en lumière la transformation du discours des Créoles, basé sur le contraste entre l'ignorance et l'éducation, ainsi que le maintien de la rhétorique patriarcale après l'indépendance. Le chapitre six démontre que les Créoles ont adapté le discours associant le Roi d'Espagne à un père de famille pour justifier leur croisade patriotique, en se présentant comme des enfants maltraités par leurs parents. Toutefois, nous verrons au chapitre sept, portant sur les lendemains de l'indépendance, que la peur de voir le peuple revendiquer plus de liberté a forcé une redéfinition du discours patriarcal. Afin de garder le peuple sous la tutelle des

Créoles, un nouveau discours émergera: celui de l'ignorance du peuple, dont la culpabilité sera rejetée sur les Espagnols. Ainsi, le discours sur la minorité et l'éducation sera remodelé dans le processus de construction de la nation.

Le dernier chapitre porte sur les quinze premières années de l'Équateur. La métaphore de la famille est toujours présente dans le nouveau pays, dirigé par une série de présidents qui expriment tour à tour leur volonté de sortir le peuple de l'ignorance et des ténèbres. On peut constater la présence de la métaphore familiale à petite et à grande échelle : dans le discours de l'État central, dans les municipalités, au sein de l'armée, chez les propriétaires terriens. Les Indiens sont toujours relégués au statut de 'mineur' comme ils l'étaient à l'époque coloniale. Dans le processus de construction de la Nation, l'éducation est toujours un critère de citoyenneté important et permet de départager les 'mineurs' des autres.

Dans les pages qui suivent, nous rencontrerons des enfants, victimes et délinquants, lésés et pointés du doigt, qui ont été nombreux à faire face à la justice, et d'autres qui ont pris le chemin des petites écoles, là où on espérait former leur esprit. Toutefois, nous rencontrerons aussi de nombreux adultes qui se sont positionnés tour à tour comme des 'pères' et des 'mères', puis comme des 'fils' et des 'filles', cherchant une manière de gagner des points supplémentaires sur le grand échiquier des relations de pouvoirs, en Équateur à l'époque coloniale, puis républicaine.

ÉPOQUE COLONIALE



Figure 3 - L'enfant de la passion

L'enfant de la passion, sculpture de l'école de Quito, anonyme, XVIIIe siècle

Musée d'art religieux du diocèse de Popayán
Disponible sur le site de la bibliothèque virtuelle Luis Miguel Arango
[http : //www.lablaa.org/blaavirtual/todaslasartes/ext/ext14c.htm](http://www.lablaa.org/blaavirtual/todaslasartes/ext/ext14c.htm)

La « sujétion à l'obéissance puerile »¹

Menores de edad et patria potestad

En novembre 1793, Doña Liberata Hurtado demande au tribunal que la garde de sa fille, María Hurtado, lui soit restituée, parce qu'elle n'a pas d'autres enfants et qu'elle a besoin d'assistance. Elle écrit : « [Ma fille] doit m'accompagner parce que je suis sa mère. »² La particularité de cette cause, c'est que la fille de Doña Liberata, María Hurtado, est une célibataire de 30 ans. Elle ne veut absolument pas vivre avec cette mère qui l'a abandonnée et ignorée d'aussi loin qu'elle se souvienne. Selon la loi hispanique, María Hurtado était majeure, elle n'avait plus à obéir à sa mère. En théorie, à vingt-cinq ans, filles et garçons, mêmes célibataires, atteignant l'âge de la majorité : « could freely choose their domicile, administer their property, enter into contracts and litigation »³ selon Silvia Arrom, mais les déboires juridiques de la jeune femme démontrent bien que le tribunal se réservait un pouvoir discrétionnaire lorsque venait le temps de déterminer qui était majeur ou mineur. La mère et la fille se disputent pour savoir à qui revient la *patria potestad*, l'autorité légale d'un père de sa famille et, en l'absence de celui-ci, d'un tuteur. Le soin qu'a mis le tribunal de l'Audiencia de Quito à statuer sur le sort de María Hurtado démontre que cette cause était plus importante qu'un simple choix de domicile d'une célibataire sans enfant : cette cause avait aussi une portée politique à une époque de transformation du système colonial, car il s'agissait de décider qui pouvait réellement accéder aux privilèges de l'indépendance légale dans une société qui réservait à très peu d'individus d'ascendance espagnole le droit à l'autodétermination.

¹ Le titre de ce chapitre est inspiré de la déclaration de Doña María Hurtado à la cour, refusant de reconnaître l'autorité parentale de sa mère. Voir ANE expósitos, c.3, exp.8, 1793/11/14, f5v. "En todo este tiempo no ha hecho, la referida Doña Liberata, oficio alguno de Madre conmigo; y ahora que tengo cerca de treinta anos, en cuya edad me puedo manejar por mi, como lo he practicado antecedentemente, quiere sugetarme a una obediencia pueril, y auna especie de tutela, que no exercito, a su debido tiempo, almismo paso que hoy es intolerable."

² ANE expósitos, c.3, exp.8, 1793/11/14, f8r.

Dans le système patriarcal, les tribunaux jouaient un rôle fondamental lorsque venait le temps de décider qui avait le droit d'accéder à la majorité, parce que les questions de droit familial (mariage, reproduction, autorité parentale) avaient des implications politiques beaucoup plus larges. En effet, la métaphore du Roi en tant que père pour ses enfants-sujet servait à illustrer la répartition du pouvoir dans l'ensemble de la société et plaçait les hommes, chefs de famille, en position d'autorité à la manière du Roi d'Espagne.⁴ Les mineurs étaient relégués à la protection de patriarches pour les défendre, les encadrer et les aider à prendre des décisions rationnelles. Dans le contexte colonial, la tâche était complexifiée par les inégalités raciales et sociales. En effet, les hommes adultes n'étaient pas automatiquement des patriarches aux yeux de l'élite; il fallait contourner les barrières raciales, préférablement faire valoir sa naissance légitime et parfois même entamer des démarches judiciaires pour accéder à la majorité.

Dans ce chapitre, nous allons étudier des documents qui témoignent des multiples facettes de la majorité et de la minorité à Quito au XVIII^e siècle dans les couches les plus aisées de la société : des demandes d'émancipation, déposées par de jeunes adultes cherchant à obtenir la majorité avant l'heure, nous renseigneront sur les avantages et désavantages d'être « adultes ». Nous verrons aussi que la position des femmes de l'élite était beaucoup plus ambiguë que celle des hommes. La « majorité » n'était pas accordée *de facto* à tous les adultes de plus de vingt-cinq ans, loin de là. Nous verrons qu'il s'agissait d'un privilège qui se 'méritait' en vertu de certains critères tels que l'honneur, la bonne conduite et l'expérience de vie. Nous tenterons de voir quels étaient les critères utilisés par les tribunaux *quiteños* pour départager les bons adultes des adultes à garder sous tutelle. Nous verrons que les lois sur la minorité ont été redéfinies à l'époque des réformes bourbonniennes pour intégrer de nouvelles idées sur l'éducation et la productivité économique, au moment où, afin d'accroître les revenus de l'État, la couronne espagnole a

³ Sivia Arrom, *The Women of Mexico City*, Stanford, Stanford University Press, 1995, p. 58.

⁴ Bianca Premo, *Children of the Father King*, Chapel Hill, University of North Carolina, 2005, p. 10.

élargi la définition de majorité pour intégrer de nouveaux membres désirant payer pour l'obtenir.

Les Réformes bourbonniennes et la minorité réinventée

Au XVI^e et XVII^e siècle, la volonté de centraliser l'institution monarchique en Europe a donné lieu à un pacte de gouvernance basé sur la relation particulière entre l'État et la famille.⁵ Par l'entremise de règlements pour favoriser l'autorité patriarcale des pères, en légiférant dans le domaine des relations maritales, des naissances, de l'héritage et des séparations au sein des couples, les États modernes cherchaient à bâtir un système politique plus solide, plus ordonné, bref à mieux gouverner en étendant leurs pouvoirs jusque dans l'espace domestique.⁶ Afin de représenter l'ensemble du système de manière métaphorique, le Roi était présenté comme un père pour ses sujets. Le pacte État-famille reposait sur la suprématie de l'autorité masculine sur celle des femmes et des mineurs puisque l'État jouait un rôle défini comme étant de nature « paternelle », et privilégiait le pouvoir des représentants de sexe masculin, dont la figure emblématique du père de famille.⁷ Parce que la famille représentait l'État, elle devait être une institution solide, immuable et très hiérarchique, comme l'explique María Emma Mannarelli : “The family was conceived as a natural organism bound to remain unaltered forever. (...) Relations among its members were based on assumptions of superiority and inferiority...”⁸ Ainsi, les membres les plus puissants d'une famille devaient-ils prendre soin des plus faibles, que ce soit à cause de leur sexe, à cause de leur âge, à cause de leur statut à la naissance (orphelins, enfants

⁵ Sarah Hanley, “Engendering the State: Family Formation and State Building in Early Modern France”, *French Historical Studies*, vol. 16, n.1 (1989), p. 9.

⁶ Hanley, “Engendering the State”, pp. 8-9.

⁷ Hanley, “Engendering the State”, p. 27.

⁸ María Emma Mannarelli, *Private Passions and Public Sins*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 2007, p. 2.

illégitimes) et même de leur race puisque la famille élargie comptait aussi de multiples dépendants tels que les servants et les esclaves.⁹

Selon la loi hispanique et la coutume, les mineurs de moins de vingt-cinq ans devaient être soumis à l'autorité d'un patriarche jusqu'à l'âge de leur mariage et ils devaient être représentés par un adulte, préférablement espagnol et de sexe masculin, lorsqu'ils s'adressaient à un tribunal. La loi des *Siete Partidas*, promulguée au Moyen Âge par le roi espagnol Alfonse X le Sage, basait l'ensemble du contrôle social sur la *patria potestad*, c'est-à-dire sur l'autorité absolue du père sur ses enfants reposant sur trois concepts-clés : révérence, sujétion et châtement.¹⁰ C'est toujours à cette loi que font référence les tribunaux hispano-américains du XVIII^e siècle lorsqu'ils ont à juger des causes de droit civil et familial : divorces, tutelle des mineurs et autres conflits domestiques. Les hommes majeurs, de plus de vingt-cinq ans et les hommes mariés, pouvaient prendre des décisions d'affaires, civiles, se représenter lorsqu'ils intentaient un procès, toucher des héritages et administrer leurs biens. Les mineurs, quant à eux, subissaient certaines restrictions. Dans le contexte colonial, l'enjeu de la distribution du pouvoir patriarcal était encore plus important, car la minorité et la majorité tenaient compte de plusieurs autres facteurs mis à part l'âge, dont la race et l'état de dépendance.¹¹ Comme nous le verrons dans les chapitres subséquents, les membres de groupes raciaux jugés inférieurs dans la hiérarchie coloniale, tels que les Indiens et les Noirs, étaient supposés mineurs, quel que soit leur âge.

En Amérique hispanique, les lois sur la minorité étaient généralement appliquées pour favoriser la reproduction du pouvoir au sein d'une élite et protéger les démunis de cette classe sociale qui risquaient de tomber à l'extérieur du filet de sécurité. Elles visaient

⁹ *Idem.*

¹⁰ Bernard Lavallé, "Violencias y miedos familiares en los Andes coloniales", en P. Gonzalbo, coord., *Historias de la vida cotidiana*, México, El Colegio de México y el Colegio Mexiquense, 2007, p. 166.

¹¹ Premo, *Children of the Father King*, p. 20.

à renforcer l'ordre colonial en plaçant les enfants, « as conduits of property and wealth », sous l'autorité de leur père.¹² La famille coloniale étant une unité socioéconomique, les lois sur la minorité avaient une fonction économique certaine : assurer la bonne gestion du patrimoine des familles de l'élite et prévenir que les jeunes soient lésés, soit à la suite d'abus de confiance ou à cause de leur immaturité, afin qu'un adulte ayant de l'expérience supervise les transactions.¹³ Lors du décès d'un parent, les orphelins étaient particulièrement à risque de perdre de l'argent à cause du système d'héritage qui établissait l'égalité des enfants légitimes et la séparation des biens entre eux.¹⁴ Les lois sur la minorité jouaient donc un rôle politique nécessaire: il en allait de la reproduction d'une classe sociale de race blanche, celle de l'élite, et par conséquent, de la reproduction de l'ordre patriarcal et de la stabilité du régime.¹⁵

L'autorité sur les enfants au sein d'une cellule familiale était un enjeu politique fondamental qui garantissait la stabilité d'un ordre social basé sur la prédominance d'un patriarcat blanc sur les autres membres de la société. La famille était au cœur des relations de pouvoir au sein des élites de l'Audiencia de Quito. L'élite, ou classe aristocratique, de chaque région du territoire, était composée de familles patriarcales élargies, voire de clans, qui, unis par les liens de sang, avaient des ramifications qui leur permettaient de contrôler l'économie, la politique et parfois même les affaires religieuses.¹⁶ Afin de conserver les privilèges au sein de ce même groupe, l'endogamie (mariages à l'intérieur du clan) était la

¹² Premo, *Children of the Father King*, p. 27.

¹³ *Idem.*

¹⁴ Asunción Lavrín, "La niñez en México e hispanoamérica", in *La Familia en el Mundo Iberoamericano*, P. Gonzalbo y C. Rabell, eds. México, Instituto de Investigaciones de la Universidad Nacional Autónoma de México, 1994, p. 43.

¹⁵ *Idem.*

¹⁶ Jorge Nuñez Sánchez, "Familias, élites y sociedades", *Historia de la mujer y la familia*, en J. Nuñez Sánchez, ed., Quito, Corporación Editora Nacional, 1991, p. 175, identifie cinq noyaux de pouvoirs régionaux dans l'Audiencia de Quito: Pasto, la Sierra centre-nord (Quito, Ambato, Riobamba, Otavalo et Ibarra), Azuay, Loja et Guayaquil.

norme.¹⁷ Dans la tradition aristocratique, le lignage des familles était très important et remontait parfois jusqu'aux ancêtres conquistadors. Pour éviter de dissiper le patrimoine, la transmission de l'héritage aux enfants légitimes, en particulier au fils aîné, était essentielle.¹⁸ Comme il s'agissait d'un groupe fermé, souvent balayé par des querelles intestines, les enfants orphelins de l'élite étaient à risque de se faire voler leur patrimoine. L'État colonial espagnol encadrait donc le sort de ces orphelins, pour éviter que ces derniers ne s'appauvrissent et grossissent les rangs des Espagnols blancs sans fortune.

Selon la loi hispanique, les mineurs de moins de 25 ans n'avaient aucun pouvoir décisionnel sur la gestion de leur patrimoine à moins d'être mariés.¹⁹ Dans le cas des orphelins, un curateur était autorisé à administrer les biens et également à faire des dépenses pour nourrir, habiller et éduquer les pupilles.²⁰ Ces ingérences d'un adulte dans la fortune d'un mineur étaient supervisées par l'État. Un fonctionnaire, le *Padre general de menores*, avait la responsabilité de protéger les orphelins de l'abus en révisant les comptes transmis par les curateurs. Pourtant, la supervision du *Padre general de menores* avait de grandes limites à cause de la nature même de la bureaucratie coloniale au sein de laquelle les fonctionnaires cumulaient plusieurs emplois et fonctions, accordant parfois peu de temps à chacune de leurs responsabilités.²¹

¹⁷ Jusqu'à la fin de l'époque coloniale, il était même rare que les élites régionales contractent des mariages avec des membres d'autres élites régionales. Nuñez Sánchez, "Familias, élites y sociedades", p. 169.

¹⁸ Nuñez Sánchez, "Familias, élites y sociedades", p. 177.

¹⁹ Premo, *Children of the Father King*, p. 24.

²⁰ Selon la loi espagnole, les proches d'un orphelin ne recevaient pas la garde des mineurs automatiquement après la mort de leur père. Le tuteur (*tutor*) d'un enfant s'occupait de lui dans la vie de tous les jours, il n'était pas nécessairement l'administrateur des biens familiaux (*curador ad bona*), ni la personne autorisée à signer les documents légaux (*curador ad litem*), qui devaient recevoir une autorisation spéciale pour porter ce titre. James Casey, *Family and Community in Early Modern Spain*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, p. 159

²¹ Tout comme d'autres fonctionnaires occupant des postes de prestige au sein de l'administration coloniale, les *Padres* achetaient leur fonction pour le prestige qui leur était associé. À titre d'exemple, Francisco de la Celda achète pour 1000 *reales* son poste de *curador de menores* de Lima en 1695. AGI Lima, n.118, « Confirmación de oficio ». (19-08-1695). Évidemment, la compétence des hauts fonctionnaires n'était pas toujours aussi importante que leur capacité à payer pour acquérir leur titre, ce qui a provoqué de nombreux conflits d'intérêts selon Tamar Herzog, *Rendre la justice à Quito*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 66.

Après 1770, les réformes bourbonniennes ont élargi le rôle de l'État et mis de l'avant un ambitieux programme de réformes sociales visant, entre autres, à élargir le rôle de l'État dans la charité et, de manière plus globale, à contrôler les mariages et la reproduction.²² Ceci concorde avec la volonté de sécularisation du Roi Charles III qui était désireux de mettre de l'avant plusieurs pratiques préconisées par les philosophes des Lumières, tout en défiant l'Église catholique qui s'occupait traditionnellement des questions de charité, d'éducation, mais aussi de vie conjugale et de conflits familiaux.²³ Si Madrid cherchait à prendre du pouvoir sur l'Église, elle cherchait aussi des manières d'accroître ses bénéfices. Force est de constater qu'une des priorités principales des Bourbons était d'accroître les revenus de l'État, ce qui pouvait s'avérer hautement contradictoire, la volonté politique de satisfaire les sujets du Roi et celle de faire de l'argent étant parfois carrément à l'opposé l'une de l'autre.²⁴

Comme le fait remarquer Ann Twinam, les réformes sociales bourbonniennes étaient « impériales », c'est-à-dire pensées en Espagne en ne tenant pas toujours compte des particularités américaines.²⁵ Elles ont entraîné des changements dans les colonies espagnoles, mais pas toujours ceux escomptés. La politique de réforme sociale des Bourbons s'est articulée autour de quatre mesures où l'État a tenté de prendre du pouvoir sur les familles.

La *Pragmatique royale sur les mariages* (1776 en Espagne et 1778 pour les Amériques) accordait aux pères de famille plus de pouvoir sur le mariage de leurs enfants. Ainsi, des parents insatisfaits du choix de l'époux de leurs enfants pouvaient-ils bloquer le mariage et déshériter leur descendance. Cette mesure avait pour objectif de freiner l'accès

²² Premo, *Children of the Father King*, p. 155.

²³ *Idem*.

²⁴ Ann Twinam, *Public Lives, Private Secrets*, Stanford, Stanford University Press, 1999, p. 290.

²⁵ Twinam, *Public Lives, Private Secrets*, p. 313.

des ‘sangs mêlés’ et des illégitimes au pouvoir et marquait aussi une ingérence de l’État dans une compétence relevant de l’Église catholique.²⁶ Une seconde mesure venait pourtant contredire la *Pragmatique royale*. La *Pragmatique Sanction* (1778) permettait aux personnes de ‘sang-mêlé’ d’acheter leur ‘blancheur’ pour devenir une personne d’honneur, à condition d’avoir assez d’argent et envie de se soumettre à un examen de leurs origines. Cette mesure donnait aux ‘sangs mêlés’ riches une possibilité concrète d’ascension sociale en modifiant, du moins sur papier, leur ‘tare’ raciale.

Du point de vue de la « minorité », ces deux mesures étaient tout aussi contradictoires. D’une part, la première mesure restreignait le pouvoir des mineurs. En effet, les enfants de moins de vingt-cinq ans avaient moins de recours pour contourner l’autorité de leurs parents lorsque venait l’heure de prendre une décision concernant le mariage. Quant à la question des ‘sang-mêlés’, l’attribution de certificats de blancheur à de nouvelles personnes désirant payer pour qu’on reconnaisse leur honneur a élargi le bassin d’hommes pouvant aspirer à être considérés comme majeurs. Ces mesures contradictoires laissaient place à interprétation aux fonctionnaires et juges locaux pour mettre en application des lois ou rendre des jugements.²⁷ Plusieurs des réformes sociales des Bourbons étaient choquantes outre-Atlantique et généraient des protestations localement. La façon la plus facile utilisée par les fonctionnaires locaux pour contourner les réformes impopulaires venues d’Espagne était de les ignorer ou de ne pas les mettre en application. L’élite locale, en tant que membre des *cabildos* ou du système de justice, avait un pouvoir discrétionnaire important pour la mise en place de ces réformes.²⁸

²⁶ Twinam, *Public Lives, Private Secrets*, p. 18. Patricia Seed a démontré à quel point cette loi a été utilisée au Mexique pour empêcher les mariages interracialisés. Elle indique que 72% des causes déposées par des parents pour empêcher une union l’étaient pour des raisons d’infériorité raciale. Patricia Seed, *To Love, Honour and Obey in Colonial Mexico*, Stanford, Stanford University Press, 1988, p. 207.

²⁷ Twinam utilise l’analogie des « gardiens » pour mieux faire comprendre le rôle des fonctionnaires royaux dans la mise en application des politiques bourbonniennes. Les « gardiens » ont le pouvoir ou non d’ouvrir la porte, grande ouverte, à moitié, ou même de la refermer, selon leur bon jugement. *Public Lives, Private Secrets*, p. 244.

²⁸ Twinam, *Public Lives, Private Secrets*, p. 313.

Deux autres politiques des réformes sociales bourbonniennes ont eu un impact sur la minorité à l'époque coloniale. Les Bourbons se sont attaqués à la discrimination que vivaient les enfants abandonnés par leurs parents, les *expósitos*.²⁹ La *Cédule royale sur les expósitos* (1794) de Charles IV rendait légitimes tous les enfants exposés en leur accordant le bénéfice du doute, en supposant qu'ils étaient peut-être de familles nobles.³⁰ Ces enfants, aux ancêtres d'origine inconnue, étaient désormais des enfants du roi, ayant les mêmes droits que les autres. Par exemple, Don Nicolás Ramón a utilisé cette mesure pour obtenir un emploi de fonctionnaire comme s'il avait eu une naissance légitime.³¹ En plus de bouleverser l'ordre hiérarchique de la préséance des enfants légitimes sur les autres, cette cédula a eu une influence sur l'ordre racial en Amérique, puisque des enfants d'origines ethniques variées pouvaient être catégorisés comme des 'blancs'. De plus en plus de gens, de toutes origines ethniques confondues, se sont mis à se considérer comme des *expósitos* pour obtenir des avantages liés à la présomption de 'blancheur'.³² Tout à coup, de plus en plus de jeunes pouvaient revendiquer les privilèges de la majorité tels que mener leurs propres affaires sans supervision, signer soi-même des contrats, se représenter en justice et toucher des héritages.

Une dernière composante de la politique de réforme sociale bourbonnienne est celle qui avait le plus explicitement des visées pécuniaires. En 1795, les mesures du *gracias al sacar* sont venues fixer le prix de divers passe-droits accordés à ceux qui en avaient les moyens. Par exemple, des tarifs précis étaient donnés pour certains « achats » tels que la

²⁹ En français, l'expression « enfant exposé » existe bel et bien pour désigner un enfant qui a été déposé quelque part (par exemple sur le perron d'une Église ou sur le perron d'une résidence privée) par des parents qui sont incapables ou qui ne veulent pas l'élever. Toutefois, l'expression « enfant trouvé » est utilisée plus communément dans le langage populaire pour désigner le même phénomène. Selon l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert (1777), ces deux expressions avaient la même signification au XVIII^e siècle. Jean-Pierre Clément, « Les enfants exposés à Lima au XVII^e siècle », *L'enfant et l'adolescent dans les pays andins*. Grenoble, CERPA, 1984, p. 167.

³⁰ Twinam, *Public Lives, Private Secrets*, p. 244.

³¹ ANE *expósitos*, c.4, exp. 2, 1795/10/16.

‘blancheur’, la légitimité et la restauration de l’honneur.³³

D’un point de vue légal, le droit des femmes à obtenir la *patria potestad*, ou l’autorité sur leurs propres enfants, n’était pas automatique en Amérique hispanique coloniale. D’une part, leurs maris avaient le pouvoir de désigner quelqu’un dans le testament pour assumer le rôle de patriarche après leur mort. En l’absence de cette clause, les femmes de l’élite pouvaient se placer sous l’égide des tribunaux pour garder le contrôle sur leur famille même en étant veuves, à quelques conditions. Pour agir à titre de tutrice et de curatrice, une veuve devait avoir plus de 25 ans et choisir de ne pas se remarier.³⁴ Les femmes fortunées pouvaient encore plus facilement acheter la tutelle de leurs enfants dans les cas où elles auraient dû perdre la garde, grâce au *gracias al sacar*. Ces mesures autorisaient, entre autres, les mères trop jeunes à contourner cette loi en payant une taxe de 2700 *reales vellon* par année jusqu’à l’âge de 25 ans.³⁵ De plus, les mères voulant se remarier et rester tutrices et curatrices de leurs enfants devaient payer 9000 *reales vellon*.³⁶ Le pouvoir économique était donc le meilleur allié des femmes qui revendiquaient la garde de leurs enfants.

En somme, les réformes bourbonniennes ont entraîné une vague de changements qui ont eu un impact sur la transformation du concept de « minorité » dans la société coloniale en rendant plus floues les frontières séparant les « adultes » des « enfants » métaphoriques. Les juges devaient établir des normes pour départager les demandes provenant de gens

³² Cynthia Milton, *The Many Meanings*, Stanford, Stanford University Press, 2007, p. 145.

³³ Twinam, *Public Lives, Private Secrets*, p. 18.

³⁴ Silvia Arrom précise: “A widow became her children’s guardian only if her husband had failed to name someone else in his will. And her guardianship was conditional: she lost it if she lived ‘sinfully’ or remarried, for it was thought that she would favor the children of her new marriage. (...) the law established a mother’s greater responsibility for children under the age of three, the *edad de lactancia*, or nursing age.” *The Women of Mexico City*, Stanford, Stanford University Press, 1995, p. 70. Voir par exemple ANE menores, c.1, exp. 18, 1770/02/30.

³⁵ ANE, Real cédula, c. 17, vol. 2, f.52, 1801/08/03, Madrid, f52v, voir l’article 20.

méritant d'accéder à la majorité légale. Comme nous le verrons maintenant, ceci s'est traduit par un plus grand contrôle bureaucratique pour encadrer qui pouvait accéder aux privilèges de la majorité. Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle (après 1761 selon les archives équatoriennes), on retrouve un nouveau procédé bureaucratique où nombre de jeunes hommes s'adressant à l'État pour obtenir un document légal prouvant leur capacité à être traités en adulte, *l'habilitación de menor edad* (demande d'émancipation).

Être majeur : un avantage incontestable

L'étude de documents d'émancipation permet d'observer le discours utilisé par des jeunes de l'élite pour prouver leur capacité à être traités en adultes. Les documents d'émancipation sont précieux: plusieurs jeunes hommes (et une seule femme à l'époque coloniale) y affirment solennellement qu'ils ont la maturité suffisante pour prendre leur vie en main avant l'âge légal de la majorité, soit 25 ans. Ils ne veulent plus être considérés comme des mineurs. Ce faisant, ils dressent un portrait de ce que signifie le concept de minorité aux yeux de leurs auteurs. Ces documents légaux se nomment les *habilitaciones de menor edad* (réhabilitation de l'âge mineur). Les jeunes souhaitant être reconnus comme des adultes devaient se présenter à la cour en personne ou par l'entremise d'un procureur, payer les frais exigés et présenter au moins trois témoins adultes crédibles attestant leur maturité. Bien souvent, ils devaient produire leur certificat de naissance pour prouver leur âge, ainsi que leur statut à la naissance (légitime ou illégitime).

Dans le fonds *menores de edad* des Archives nationales de l'Équateur, cinquante et une demandes d'émancipation sont répertoriées entre 1761 à 1845, dont la moitié d'entre elles à l'époque coloniale. Un fonctionnaire responsable du sort des mineurs, le *Padre*

³⁶ ANE, Real cédula, c. 17, vol. 2, f.52, 1801/08/03, Madrid, f52v, voir l'article 21. Le *gracias al sacar* est un processus par lequel le Roi, ou un de ses représentants, a la possibilité de changer le statut légal (race,

general de menores, résume ainsi la démarche légale: «...à vingt ans il est possible d’habiliter le mineur quand on lui reconnaît suffisamment d’habiletés, pour avoir su anticiper la malice... » lorsqu’il démontre qu’il « a les aptitudes nécessaires pour administrer ses biens, qu’il saura les gérer sans l’intervention du curateur... »³⁷ Plus tard, à l’époque républicaine, l’âge légal pour soumettre une demande d’émancipation a été abaissé à 18 ans.³⁸

Table 1 - Âge des demandeurs³⁹

Âge des demandeurs	Coloniale	Républicaine
18 ans		5
19 ans		4
20 ans	7	4
21 ans	5	3
22 ans	7	6
23 ans	4	2
24 ans	1	2
Autre	2	1
Inconnue	2	3

légitimité, dispense d’âge) d’une personne. Twinam, *Public Lives, Private Secrets*, p. 43.

³⁷ ANE menores, c.1, exp. 17, 1769/09/23. “...alos veinte años se puede avilvar al menor cuando se reconoce suficiente avilidad, por averse anticipado la malicia, como se determina en la ley doscientas, y ciete de el estilo, donde se equipan el casamiento con la malicia postas palabras ca. el casamiento, e la malicia suplen la edad, y así como el menor que contrate matrimonio se tiene por mayor para administrar libremente sus Bienes en conformidad de la Ley catorce título primero libro quinto de la Recopilacion de Castilla que correrranda con la sexta título dies y ciete partidas septima; así tambien el menor que por anticiparsele la malicia tiene la aptitud necesaria para administrar sus bienes, los podra manejar sin intervencion de el curador...”

³⁸ Neuf demandes ont été déposées par des jeunes de 18 et de 19 ans après l’indépendance. Aucun demandeur de cet âge n’a présenté de demande avant 1821, ce qui laisse croire que la loi obligeait les demandeurs à avoir plus de 20 ans. Dans la constitution de 1855, l’âge de la majorité est réduit de 25 ans à 21 ans pour les célibataires. Comme c’était le cas auparavant, les mineurs s’émancipent automatiquement à la date de leur mariage. BAEP, *Constituciones, Leyes, Decretos y Resoluciones del Congreso de 1855*, Quito, Imprenta del Gobierno, 1854, título II, art. 9, p. 3.

³⁹ Le nombre de pétitions répertoriées ici est supérieur à celui du nombre total de pétitions puisqu’occasionnellement deux ou trois frères faisaient la demande sur la même pétition.

Table 2 - Répartition des demandes d'émancipation par décennie

Époque coloniale	
1761-1770	4
1771-1780	6
1781-1790	6
1791-1800	7
1801-1810	0
1811-1825	1
Total époque coloniale	24
1824-1830	1
1831-1840	19
1841-1850	7
1851-1860	0
Total époque républicaine	27
Total	51

Toutes les demandes d'émancipation provenaient *a priori* d'une seule et même catégorie raciale, celle des Espagnols. Dans les demandes d'émancipation étudiées, les actes de naissance présentés indiquaient toujours des personnes dont le baptême était enregistré dans le livre des Espagnols (registre qui comprenait des Blancs et des métis). Le passé des demandeurs d'émancipation et le statut de leur famille étaient très importants.⁴⁰ Les demandeurs provenaient presque tous des classes privilégiées de la société, comme en témoigne l'utilisation des termes honorifiques de « Don » et « Doña ».⁴¹ En effet, dans 22

⁴⁰ Parmi les demandeurs, on trouve des orphelins de pères aux professions prestigieuses : un fils de maire (*alcalde*), un fils de juge (*regidor*) et deux fils de capitaines de milice.

⁴¹ Il faut bien entendu se méfier de l'utilisation de ces termes qui, au XVIII^e siècle, ne désignaient pas nécessairement l'appartenance à la noblesse puisque leur attribution n'était pas contrôlée. Christiana Borchart de Moreno, "Violencia cotidiana y relaciones de género en Quito al fines del siglo XVIII", *Anuario Hojas de Warmi*, n. 11 (2000), p. 16.

des 24 cas présentés à l'époque coloniale, les demandeurs se présentaient avec le terme honorifique de « Don » ou « Doña ». Dans 19 de ces cas, un de leurs parents ou les deux étaient également désignés sous cette appellation. Les demandeurs incapables de présenter un acte de naissance, comme Antonio Sanbrano, devaient se livrer à une longue enquête sur leurs origines familiales.⁴² La mention de la race du demandeur et les titres de noblesse ont disparu des documents après l'Indépendance. Toutefois, un indice laisse croire que les demandeurs étaient toujours issus de secteurs privilégiés de la société : la présence de titre de noblesse des parents sur les actes de baptême dans 12 des 27 cas.

Voyons d'abord pourquoi ces jeunes adultes cherchaient à s'émanciper de leur statut de mineur. Selon la loi hispanique, l'émancipation d'un mineur se produisait automatiquement au moment du mariage, ce qui pouvait survenir n'importe quand après la puberté. Pour les célibataires, l'émancipation survenait à l'âge de vingt-cinq ans, comme nous l'avons mentionné plus tôt. L'âge de la majorité permettait à un garçon de se libérer définitivement des contraintes de la *patria potestad* et de devenir responsable de sa propre destinée, comme en témoigne le tableau suivant.

⁴² ANE menores, c.1, exp.22, 19/05/1773.

Table 3 - Raisons pour lesquelles des mineurs ont déposé une demande d'émancipation devant l'Audiencia de Quito (1761-1845)

Raison invoquée pour demander l'émancipation	Total	Époque coloniale	Époque républicaine
Toucher un héritage	18	10	8
Assurer sa subsistance	11	7	4
Se représenter à un procès	3	1	2
Aider sa famille en travaillant	6	2	4
Obtenir un emploi	1	1	
Se marier ⁴³	1	1	
N'a pas de curateur	4		4
Raison inconnue	9	3	5
Total	51	24	27

Les raisons invoquées pour demander le statut de majorité (être reconnu comme adulte) se ressemblent. En effet, « assurer sa propre subsistance », « aider sa famille en travaillant » et « occuper un emploi » sont toutes des raisons qui auraient pu être regroupées ensemble. Elles font référence au même besoin des garçons d'être reconnus par l'État comme des chefs de famille, des pourvoyeurs. Mais ce tableau nous indique aussi que l'émancipation était une formalité très souvent associée à l'obtention d'un héritage. Comme nous pouvons le constater à partir de ce tableau, les orphelins étaient nombreux à réclamer la majorité légale pour toucher de l'argent auquel ils n'avaient pas droit avant d'avoir atteint l'âge requis. Le second tableau démontre que les orphelins étaient également premiers de la cohorte des demandeurs :

⁴³ Bien sûr, cette demande a été rejetée puisque le mariage émancipait automatiquement les nouveaux mariés.

Table 4 – Statut familial des demandeurs d’émancipation (1761-1845)

Statut familial	Total	Époque coloniale	Républicaine
Deux parents vivants	1	1	
Orphelin de père	14	8	8
Orphelin de mère	2	2	
Deux parents défunts	15	9	6
Enfant abandonné	7	3	4
Illégitime	1		
Non précisé	9	1	9
Total	51	24	27

On peut donc constater que les raisons pour lesquelles les jeunes ont sollicité l’émancipation ont peu changé de 1760 à 1845. En outre, le profil socio-économique des demandeurs est similaire pour les deux époques étudiées. Il s’agissait d’orphelins souvent bien nantis, en majorité des enfants légitimes, qui réclamaient leur appartenance à la société espagnole. Ceci étant établi, il est possible d’observer les transformations dans le langage employé par les demandeurs pour justifier leur droit à l’indépendance économique et sociale.

Les qualités recherchées pour faire office de bon adulte sont l’utilisation de la raison, les bonnes « coutumes », la prudence et l’habitude de mener des affaires tout seul.⁴⁴ Dans certains cas, la bonne conduite religieuse est également utilisée comme prétexte pour justifier le mérite.⁴⁵ Toutefois, le prestige de la naissance est demeuré le principal facteur d’influence à l’époque coloniale. Les postulants invoquaient des questions d’honneur pour expliquer l’importance de se défaire de leur statut de mineur. En 1769, Don Ramón

⁴⁴ Cette cause est très intéressante pour comprendre les valeurs attribuées à un bon adulte parce qu’elle est refusée : ANE menores, c.1, exp. 14, 1766/12/15.

⁴⁵ ANE menores, c.1, exp. 22, 1773/05/19.

Maldonado a déclaré qu'il désirait s'émanciper afin d'obtenir un niveau de vie conforme à son statut à la naissance.⁴⁶ Force est de constater que les concepts d'honneur et de « majorité » étaient étroitement liés dans la société coloniale où l'indépendance économique demeurait un critère important pour réclamer l'honneur.

À Lima, Bianca Premo a découvert un changement important dans les demandes d'habilitation d'âge mineur à la fin du XVIII^e siècle : l'accentuation de l'importance de l'éducation et du savoir pour départager le mineur apte à s'émanciper de la tutelle d'un adulte.⁴⁷ Ainsi, la présence de diplôme d'une institution reconnue est devenue un facteur de poids lorsque venait le temps de déterminer si une jeune avait assez de maturité pour voler de ses propres ailes. L'étude des demandes d'émancipation démontre donc un changement dans la manière dont chaque jeune a choisi d'exprimer sa capacité à être traité en adulte. Les demandeurs devaient de plus en plus démontrer leur mérite personnel plutôt que de s'asseoir sur l'honneur de la famille. Désormais, chacun était jugé selon de nouveaux critères : son utilité à la société et sa valeur en tant qu'individu. Par exemple, quatre demandeurs ont fait valoir leur profession pour exiger l'émancipation (l'un était maire, l'autre était clerc, les deux autres étaient fonctionnaire et étudiant).

Au cours de la décennie 1780, le processus pour demander l'émancipation s'est complexifié. Les demandeurs devaient prouver davantage leur mérite, en brandissant leur statut de fils légitime et la pureté de la race pour obtenir satisfaction. L'argument de la pureté du sang, libre de tout ancêtre juif, musulman, indien ou mulâtre, a été soulevé pour favoriser les demandes.⁴⁸ En 1784, Don Joseph Mariano, 21 ans, a ainsi été soumis à un examen très serré de ses origines raciales et de la légitimité du mariage de ses parents avant qu'on ne lui reconnaisse son statut d'homme majeur.⁴⁹ La veuve Jabiera Bermeo a

⁴⁶ ANE menores, c.1, exp.17, 1769/09/23, f3.

⁴⁷ Bianca Premo, *Children of the Father King*, Chapel Hill, University of North Carolina, 2005, p. 199.

⁴⁸ ANE menores, c. 2, exp. 5, 1784/04/06; ANE menores, c. 2, exp.6, 1785/04/14.

⁴⁹ ANE menores, c. 2, exp.6, 1785/04/14, voir en particulier folio 7 et folio 15.

beaucoup plus de difficulté à faire reconnaître la majorité de son fils Manuel, le tribunal se montrant particulièrement sévère à son endroit.⁵⁰ Au lieu de faire comparaître trois témoins, elle a été obligée d'en présenter sept. Malgré ses efforts, Jabiera Bermea a vu sa demande refusée malgré sa « réputation » de femme noble. Toutefois, il semble que ces mesures de contrôle extraordinaires se soient estompées dans la décennie suivante.

Les demandes d'émancipation de l'époque coloniale témoignaient d'une volonté étatique de contrôler une des portes d'entrée pour accéder aux privilèges de l'élite : l'indépendance (économique et judiciaire), à une époque où les réformes venues d'Espagne jetaient un flou sur le type de candidats se qualifiant pour accéder à la majorité. Au moment où l'État accordait plus de pouvoirs aux parents sur la destinée de leurs enfants, les demandes d'émancipation constituaient une façon de permettre à certaines personnes de recouvrer leur indépendance s'ils avaient les moyens financiers et les appuis pour ce faire. Obtenir ces documents bureaucratiques demandait souvent un investissement de temps et d'argent considérable, surtout lorsque les pétitionnaires n'habitaient pas à Quito et devaient payer un procureur pour les représenter.⁵¹ D'autres formalités pouvaient également être coûteuses, par exemple se procurer un certificat de baptême à Lima, au Pérou, pour être en mesure de justifier son âge à Quito.⁵²

Enclencher une procédure judiciaire pour se faire reconnaître officiellement comme un adulte avant l'heure n'était donc pas accessible à tout le monde. Le taux de réussite élevé des demandeurs d'émancipation laisse croire que seules les personnes assurées d'obtenir satisfaction plaçaient leurs demandes devant le tribunal. D'autres abandonnaient peut-être aussi dès le départ.

⁵⁰ ANE menores, c. 2, exp. 5, 1784/04/06.

⁵¹ Par exemple, les frères Bernardo et Antonio Roca de Guayaquil autorisent un procureur à les représenter à Quito. ANE menores, c.2, exp. 14, 1794/03/13.

⁵² ANE menores, c.3, exp. 14, 1837/06/28.

Table 1 - La demande d'émancipation est-elle acceptée ou refusée?

	Total	Coloniale	Républicaine
Demande acceptée	40	16	24
Demande refusée	3	2	1
Verdict inconnu	4	2	2
Avec conditions	4	4	

La toute dernière catégorie, l'acceptation sous conditions, est particulièrement intéressante puisqu'elle démontre que le tribunal hésitait à accorder les pleins pouvoirs de la majorité à certains individus. Deux catégories de demandeurs tombaient dans la catégorie intermédiaire « mi-mineurs/mi-majeurs » : les femmes et les individus jugés à risque de faire des transactions financières désastreuses. Les tribunaux préféraient alors accorder des émancipations conditionnelles. Par exemple, Antonia de León a déposé une demande, désirant faire reconnaître par le tribunal son âge, supérieur à 25 ans, afin de se débarrasser de toute forme de tutelle masculine. Pour se faire, elle a dû s'adresser au tribunal pour demander de la protection en prétendant être victime des mauvaises actions de ses frères.⁵³ Le fait que le tribunal lui ait accordé la permission de témoigner en personne sans être représentée par un homme démontre que son statut d'adulte était partiellement reconnu. Toutefois, le raisonnement du juge n'était pas entièrement basé sur l'âge de celle-ci. Sa demande était considérée comme celle d'une orpheline « libre de la *patria potestad* depuis la mort de son père » et c'est pour cette raison qu'elle était perçue comme une « personne libre ».⁵⁴ Le jugement final a accordé le statut de « majorité », en prenant soin de limiter l'action de Antonia à des activités (*negocios*) « n'étant pas particulièrement prohibées ».⁵⁵

Les demandes d'émancipation des mineurs de Quito démontrent que l'État colonial

⁵³ ANE menores, c.2, exp. 12, 1793/05/24.

⁵⁴ ANE menores, c.2, exp. 12, 1793/05/24, flr, "livre de la *patria potestad* desde la muerte de su padre".

jugeait pertinent d'encadrer la jeunesse et de maintenir en place des valeurs patriarcales où femmes et enfants, mineurs et pauvres, étaient considérés à leur place sous la tutelle d'un homme blanc. Permettre à des personnes de devenir des patriarches était un acte politique que l'État désirait encadrer. Nous verrons maintenant que le statut de « mineures à vie » des femmes ne vivant pas sous l'autorité de pères et de maris était relatif. En effet, les tribunaux de Quito étaient prêts à accorder certains pouvoirs aux femmes sur leurs destinées et celle de leurs enfants lorsqu'elles étaient veuves ou célibataires. Toutefois, les mères de famille qui désiraient en arriver à ce résultat devaient présenter leurs pétitions en sollicitant la protection du tribunal, à titre de mineure, et faire acte d'humilité.

Les femmes espagnoles et la minorité relative

Les femmes espagnoles seules, que ce soit parce qu'elles étaient célibataires, abandonnées par leurs maris ou veuves, tombaient à l'extérieur du système patriarcal. María Hurtado, 30 ans, était sans mari et sans père légitime. Sa mère, Doña Liberata Hurtado, croyait que la *patria potestad*, l'autorité de prendre des décisions à la place de son enfant, lui revenait de droit. Elle a donc demandé au tribunal, la *Real Audiencia*, d'ordonner à sa fille de lui obéir en vertu d'une loi récente, la *Real Pragmática de matrimonios*⁵⁶ qui accordait plus de pouvoirs aux parents sur la vie de leurs enfants et confirmait, à son avis, « la révérencielle soumission des enfants à leur mère ».⁵⁷ Doña Liberata Hurtado voulait tirer profit d'une tendance de l'État colonial tardif : renforcer le pouvoir des familles, en

⁵⁵ *Idem*, «que no tenga particular prohibicion...»

⁵⁶ La *Real Pragmática* accordait aux parents un droit de veto sur les mariages de leurs enfants. Elle ne donnait pas aux parents un pouvoir absolu sur leurs enfants comme semble le croire Liberata Hurtado, mais elle ouvrait la porte aux parents qui argumentaient que leurs enfants, jeunes et vulnérables, étaient incapables de prendre des décisions réfléchies à cause de leur impulsivité. Seed, *To Love, Honour and Obey*, p. 130.

⁵⁷ «la subordinacion reverencial delos hijos ala madre...» ANE expósitos, c.3, exp.8, 1793/11/14, f9r. Dans la tradition castillane, la *patria potestad* appartenait aux deux parents, mais les pères avaient priorité en cas de conflit dans le couple. Seed, *To Love, Honour and Obey*, p. 235. Voir aussi p. 132 sur le renforcement de l'autorité du père au profit des mères dans les décisions maritales.

particulier celle du père et, dans son absence, de la mère, sur les mineurs de moins de vingt-cinq ans afin d'exercer un meilleur contrôle sur la moralité publique.⁵⁸ Un objectif sous-jacent de ces politiques était d'assurer l'étanchéité d'une classe sociale de race blanche et d'ascendance espagnole, de restreindre l'accession des métis et des mulâtres à des postes de prestige.⁵⁹ La loi est pleine de contradictions et d'exceptions, ce qui va permettre à la jeune femme célibataire, María Hurtado, de se défendre.

En faisant valoir son statut de majeur et son âge, María Hurtado a protesté vivement : « Cette violence que me fait ma mère pour que je la suive, elle ne peut l'exercer sinon par la force de la *patria potestad*: mais votre seigneur considérera que les mères ne la possèdent pas d'aucune façon sur leurs enfants, et surtout quand ceux-ci ont plus de vingt-cinq ans comme moi. »⁶⁰. Même si elle avait trente ans, c'est en se présentant comme une mineure confrontée à un mauvais parent et exigeant la protection du tribunal qu'elle a eu le plus de succès. En effet, María Hurtado a allégué que sa mère avait fui le foyer alors qu'elle était bébé, entachant à tout jamais l'honneur de la famille en épousant un homme de rang inférieur. En outre, elle trouvait étrange que sa mère s'intéresse à elle alors qu'elle venait d'hériter de sa grand-mère. Elle a donc demandé à la justice de prendre soin de son honneur

⁵⁸ À titre d'exemple, voir Bernard Lavallé, "Estrategia o coartada? El Mestizaje según los disensos de matrimonio de Quito", dans B. Lavallé, ed. *Transgressions et stratégies du métissage en Amérique coloniale*. Paris, Presses de la Sorbonne nouvelle, 1999, p. 116. Entre 1778 et 1787, une série de lois est venue restreindre le choix d'un mineur de moins de vingt-cinq ans à choisir une épouse, donnant à son père et à sa mère un droit de contestation légal s'ils étaient vivant. Pourtant, la loi établissait une distinction importante si les grands-parents étaient tuteurs (mariage libre dès vingt-trois ans) ou si une autre personne était tutrice (mariage libre dès vingt-deux ans). En 1803, un décret royal est venu renforcer la distinction entre mineurs et majeurs: "Parents were granted the right to prevent marriages of their sons under the age of 25 and their daughters under twenty-three without having to state their reasons, whether social, racial or economic inequality, resentment, grudge, or greed. In recompense, persons over those ages were allowed to marry whomever they chose." Seed, *To Love and Obey*, pp. 223-224.

⁵⁹ Un des principaux moyens utilisés par l'État pour bloquer les mariages interraciaux a été la Pragmatique sur les mariages, analysée par Patricia Seed dans *To Love, Honour and Obey*, chapitre 13, pp.205 et suivantes.

⁶⁰ "Esta violencia que me hace mi Madre para que la siga, no puede exercitarla, sino en fuerza dela potestad patria: pero ya conciderara V.S. que las madres en ninguna manera la tienen sobre sus Hijos, y mas quando estos son mayores de veinte y sinco anos, como yo lo soy." ANE expósitos, c.3, exp.8, 1793/11/14, f5r.

en ne l'obligeant pas à désobéir aux ordres et à prendre la fuite.⁶¹ Mais surtout, elle a assuré que les mères de famille ne possédaient pas légalement la *patria potestad*, ou l'autorité parentale.⁶²

La jeune femme a invoqué, peut-être sans le savoir, des arguments auxquels étaient sensibles les tribunaux en cette fin du XVIII^e siècle. D'abord, il y avait présence d'un héritage important et elle demandait la protection du tribunal pour éviter de se faire voler sa fortune. Malgré le rôle paternaliste que s'octroyait le système de justice colonial, il était rare que l'État intervienne dans des disputes familiales sans qu'il y ait en jeu la présence d'héritage ou d'argent.⁶³ De plus, María sous-entendait qu'à Quito, elle serait en contact avec des gens de classe sociale inférieure, peut-être des gens d'autres catégories raciales, et qu'elle subirait la mauvaise influence de sa mère, mariée un homme de rang inférieur. Elle demandait donc d'être protégée d'une double corruption : de l'appauvrissement et du contact avec la plèbe multiraciale de la grande ville. Les appels à l'État pour demander de la protection avaient certainement plus de poids lorsqu'ils étaient faits par des créoles vulnérables demandant à l'État de les empêcher de perdre leur position sociale avantageuse.⁶⁴

María Hurtado avait en partie raison. La législation espagnole sur l'autorité des mères de famille était complexe. De manière générale, les mères de famille n'avaient pas l'autorité sur leurs enfants, la *patria potestad*, en tant que tel, mais étaient plutôt reconnues comme des tutrices (tâches liées à l'éducation des enfants) et des curatrices (administration

⁶¹ Doña María dit qu'elle s'est sauvée de chez sa mère et qu'elle est allée se réfugier dans la maison de Dona Francisca Garces, une veuve, « viuda de notorio honor ». ANE expósitos, c.3, exp.8, 1793/11/14, f7r.

⁶² ANE expósitos, c.3, exp.8, 1793/11/14, f5r.

⁶³ Premo, *Children of the Father King*, p. 23 “Although relationship between hijo de familia and patriarch was said to derive from divine law, money matters seemed to lie at heart of most Spanish civil statutes regulating the relationship between forbears and their progeny.”

⁶⁴ Milton, *The Many Meanings of Poverty*, p. 7. “Aid to the social poor, however, was done with a different spirit in mind: in a colonial setting poor relief was not so much about containing the poor or alleviating misery as it was about maintaining privilege.”

des biens).⁶⁵ Lors d'une séparation, les mères avaient le droit de garder leurs enfants près d'elles au moins jusqu'à l'âge de trois ans. En cas de divorce, lorsque l'échec du mariage ne leur était pas attribué, les mères pouvaient généralement conserver la garde de ceux-ci.⁶⁶

Toutefois, cette situation tendait à changer dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle et particulièrement à l'aube du XIX^e siècle. Dans son étude sur les disputes pour l'autorité sur les enfants à Lima de 1650 à 1820, Bianca Premo a noté une transformation significative dans les dernières années de l'ère coloniale en faveur des mères de famille à cause de la reconnaissance du droit naturel des mères sur leurs enfants.⁶⁷ Sonya Lipsett-Rivera a obtenu des résultats similaires pour le Mexique à partir de l'étude de pétitions de mauvais traitements et de divorce entre époux. Elle constate l'apparition de discussions sur la maternité pour départager les bonnes des mauvaises mères qu'elle attribue, entre autres, à l'accent placé par le gouvernement bourbon sur l'éducation féminine pour assurer le bien-être des familles.⁶⁸ Dans la cause qui nous occupe, Doña Liberata, tirait son épingle du jeu en tentant d'amadouer le tribunal en tenant un discours des sentiments, qui apparaît de plus en plus vers la fin du XVIII^e siècle.⁶⁹ Elle faisait appel à l'amour que sa fille lui devait parce que la « nature l'y oblige ». ⁷⁰ Elle se positionnait donc comme plusieurs autres femmes de son époque qui faisaient valoir que l'amour lui octroyait des droits

⁶⁵ Premo, *Children of the Father King*, pp. 24-26

⁶⁶ *Idem.*

⁶⁷ Bianca Premo, "El modo de mi educación" in *Mujeres, Familias y Sociedades*, S. O'Phelan Godoy y M. Zegarra, eds. Lima, Instituto Riva Agüero, pp. 594-595.

⁶⁸ Sonya Lipsett-Rivera, "Marriage and Family Relations in Mexico during the Transition from Colony to Nation", in Victor Uribe-Uran, ed. *State and Society in Spanish America*, Wilmington, Scholarly Resources, 2001, p. 138.

⁶⁹ Premo, *Children of the Father King*, p. 188. La question des droits parentaux inscrits dans la 'nature' trouvera son apogée dans le Code civil napoléonien de 1804 et causera un désengagement partiel de l'État dans les causes d'abus parentaux pendant la majeure partie du XIX^e siècle. Le code napoléonien a laissé sa trace, entre autres, dans le droit civil espagnol. Voir Silvia Schafer, "Law, Labour and the Spectacle of the Body", in A. McGillivray, ed. *Governing Childhood*, Aldershot, Dartmouth, 1997, pp. 28-30 et note de bas de page 11.

⁷⁰ "...naturalesa que la obliga..." ANE expósitos, c.3, exp.8, 1793/11/14, f8v.

particuliers.⁷¹ Elle brandissait aussi, à l’instar de plusieurs Mexicaines, l’idée qu’elle était la seule personne capable d’offrir à sa fille une éducation, dans les deux sens du terme, c’est-à-dire scolaire, mais aussi domestique.⁷²

Bianca Premo a identifié un changement dans l’attitude des tribunaux de Lima lorsque venait le temps de trancher des causes où l’autorité des adultes sur les enfants était remise en question à la fin du XVIII^e siècle.⁷³ Premo a démontré comment l’argumentation des pétitions présentées devant l’Audiencia de Lima a tourné de plus en plus autour de la notion de « droit » naturel et même, d’amour.⁷⁴ Une preuve d’amour importante était celle d’offrir une bonne éducation aux enfants. Cette importance nouvelle placée sur l’éducation et l’inculcation des bonnes manières pèse dans la balance lors du choix du meilleur tuteur pour l’enfant.⁷⁵ Chez les gens de l’élite, l’argument économique était utilisé pour laisser entrevoir la possibilité d’envoyer un garçon dans les meilleures écoles. Outre l’argent, il existait aussi l’argument d’être le meilleur guide pour un enfant et celui de démontrer qu’on était en mesure de contrôler ses excès.⁷⁶ Il s’agit d’un des arguments exposés par María Hurtado lorsqu’elle avance que sa mère n’a pas les moyens de la faire vivre et qu’elle témoigne de son angoisse de sombrer dans la pauvreté.⁷⁷ Elle a donc demandé la protection du tribunal, comme une mineure.

⁷¹ Premo, *Children of the Father King*, p. 188. Comme le souligne Patricia Seed, des concepts abstraits comme ‘amour’ ou ‘honneur’ peuvent changer de signification au fil du temps. Seed, *To Love, Honour and Obey*, p. 10. Dans son étude sur les choix de partenaires pour le mariage au Mexique à l’époque coloniale, elle dénote une méfiance grandissante du sentiment amoureux au XVIII^e siècle. L’amour, un sentiment volatile, était de plus en plus perçu comme un mauvais guide pour choisir un partenaire de vie et balayé au profit de la raison. Seed, chap. 7. Pourtant, en renforçant le pouvoir des familles sur les mariages, l’État n’accordait pas la même signification à la notion d’amour « raisonnable », l’amour naturel des mères pour leurs enfants.

⁷² Lipsett-Rivera, “Gender and Family Relations”, p. 139.

⁷³ Bianca Premo, *Children of the Father King*, chap. 6, p. 179 et suivantes.

⁷⁴ Premo, *Children of the Father King*, p. 181.

⁷⁵ Premo, *Children of the Father King*, p. 182.

⁷⁶ Bianca Premo démontre aussi que ces mêmes arguments (amour, bonne éducation, contrôle) sont repris par des gens ne faisant pas partie de l’élite lorsqu’ils présentent des pétitions devant la cour. Voir *Children of the Father King*, p. 182 et suivantes. Les esclaves reprennent aussi le langage de l’amour parental pour présenter des pétitions, nous en reparlerons plus loin dans cette thèse.

À l'intérieur de la philosophie des Bourbons visant à assurer l'ordre et la prospérité, toutefois, le concept d'éducation était essentiel : « The link between female education and motherhood socially sanctioned women's primary responsibility for the schooling and proper upbringing of their children. »⁷⁸ L'exemple de Doña Josepha Baraona démontre que les mères de famille devaient parfois se battre pour obtenir cette autorité. Dès 1766, elle a dû défendre ses droits en cour pendant de nombreuses années pour garder la tutelle de ses trois garçons, qu'elle a perdue en se remariant.⁷⁹ Doña Josepha, loin de se résigner à perdre ses droits parentaux, a cherché féroce­ment à convaincre le tribunal que son beau-fils, le curateur de ses enfants, était inapte à la tâche. Il a fallu attendre que le plus âgé des fils atteigne l'âge de 25 ans pour que tout le monde soit satisfait des arrangements.⁸⁰

Les mots employés par les Hurtado témoignent déjà de l'importance naissante du concept des droits parentaux naturels sur les instances étatiques dès la dernière décennie du XVIII^e siècle. Liberata Hurtado demande à la fois qu'on lui rende ce qui lui appartenait de droit, mais aussi que l'État lui accorde la protection qu'elle méritait à titre de femme de l'élite honorable. María Hurtado, a tenté de discréditer sa mère sur tous les fronts : sur le plan de l'honneur et de la conduite sexuelle, mais surtout, elle a démontré que cette dernière était incapable d'assumer son rôle de détentrice de l'autorité parentale. Le manque de constance dans les différents jugements de la cour démontre que la cause de María Hurtado tombait dans les zones grises des réformes bourbonniennes. Entre le désir de renforcer l'autorité parentale sur les enfants et celui de protéger les mineurs créoles de la corruption, les réformes étaient contradictoires à plusieurs égards.

⁷⁷ ANE expósitos, c.3, exp.8, 1793/11/14, f5v.

⁷⁸ Lipsett-Rivera, "Gender and Family Relations", p. 140.

⁷⁹ ANE menores, c.1, exp.14, 1766/12/15 et ANE Menores, c.1, exp.18, 30/02/1770.

⁸⁰ ANE menores, c. 1, exp. 18, 1770/02/30 (voir aussi la demande d'*habilitacion de menor edad* du fils plus vieux, ANE menores, c.1, exp.14).

À trente ans, María Hurtado n'était plus une enfant. Pourtant, elle a dû accepter le fait que dans la société coloniale, son état de femme célibataire de l'élite la reléguait au statut de mineure. Elle a dû adopter le discours d'une enfant pour réussir à se libérer de l'autorité de son parent. Elle a démontré au tribunal que sa mère ne l'aimait pas, que cette dernière n'avait pas joué de rôle significatif dans son éducation. Elle s'est présentée comme une petite fille vulnérable, risquant de perdre sa fortune et d'être corrompue par le contact avec des gens de basse extraction. Malgré tout, le plaidoyer de María Hurtado a été déposé à une époque où les tribunaux accordaient de plus en plus aux femmes l'autorité sur leurs enfants, glorifiant le rôle de la mère de famille. Elle a donc eu bien du mal à faire valoir sa cause. Doña Liberata Hurtado, de son côté, a également demandé la protection de la cour pour faire respecter son autorité parentale à titre de femme vulnérable. À une époque où l'État essayait de donner plus de pouvoir aux familles sur leurs enfants, elle a demandé au tribunal de faire respecter ses droits 'naturels'. Elle a eu longtemps gain de cause. María Hurtado a dû s'armer de patience avant d'obtenir le droit de retourner vivre à Ambato. Après avoir perdu deux fois son procès, elle a obtenu raison devant l'Audiencia de Quito. Le verdict du tribunal l'a informé qu'à cause de l'âge majeur de la fille, de la répugnance envers sa mère, de son statut illégitime et de la présence d'un héritage, María Hurtado pouvait être remise à ses oncles et à ses tantes.⁸¹

La passivité des femmes, leur « imbécillité » et leur incapacité à accomplir des tâches mêmes banales, étaient largement véhiculées dans le discours et fréquemment utilisée comme argument juridique dans les tribunaux de l'Audiencia de Quito.⁸² Pourtant, à la lecture des archives civiles et criminelles de la fin du XVIII^e siècle, on remarque que les femmes restaient rarement passives lorsque venait l'heure de déterminer qui aurait la garde de leurs enfants. Elles n'hésitaient pas à utiliser la voie légale pour revendiquer leurs

⁸¹ ANE expósitos, c.3, exp.8, 1793/11/14.

⁸² Christiane Borchart de Moreno, "La imbecilidad del sexo", en J. Nuñez ed., *Historia de la Mujer y de la familia*, Quito, Corporación Editora Nacional, pp. 17-18.

droits, et, comme María Hurtado, pour revendiquer leur indépendance. Elles étaient toutefois considérées comme des mineures au même titre que les hommes.

Conclusion

À l'époque coloniale, être « majeur » pour un garçon de l'élite signifiait beaucoup plus que de bénéficier de certains privilèges. Être majeur accordait l'indépendance, mais aussi le prestige et l'honneur. Devenir adulte permettait d'appartenir à un groupe restreint qui détenait les rênes du pouvoir dans une société hiérarchisée. Au moment même où l'Amérique latine prenait le virage qui la mènerait à l'indépendance, on constate une grande ambivalence à l'égard du rôle que devraient avoir les femmes dans la cellule familiale. En tant qu'êtres vulnérables, elles devaient implorer la protection du tribunal plutôt que démontrer leur volonté d'être indépendantes. Les mères de famille de l'élite étaient de plus en plus présentées dans le discours public comme les porte-étendards de la moralité. Les tribunaux avaient un pouvoir discrétionnaire d'accepter ou non ces arguments lorsqu'ils étaient avancés, déterminant de façon arbitraire qui était digne de recevoir de la charité et la protection de l'État.

« Entrer au diable » ou s'en remettre au Roi¹

L'État, les Indiens et les enfants

En septembre 1771, un métis d'environ 14 ans, Gregorio Salguero, se rend à Conocoto près de Quito pour livrer une lettre. En cours de route, le garçon croise l'Indien Francisco Pasa, un homme de plus de 25 ans, qui a bu trop d'alcool de maïs (*chicha*) et qui lui bloque le passage. Francisco Pasa demande : « Où vas-tu? » C'est alors que Gregorio Salguero aurait insulté gravement son interlocuteur en répondant : « Pourquoi veux-tu le savoir, mitayo? (Indien assigné à un travail forcé.) »² Francisco, fou de rage, tue le jeune homme en l'étranglant.³

Si celui-ci avait été membre de l'élite espagnole, Pasa aurait pu clamer que c'est l'affront à son honneur qui l'a poussé à « entrer au diable », c'est-à-dire se mettre en colère, et à tuer celui qui l'a insulté.⁴ Pourtant, les tribunaux coloniaux n'étaient pas prêts à reconnaître le droit des gens ordinaires à revendiquer leur honneur.⁵ On attendait d'un Indien comme Pasa se présente comme un être vulnérable et demande la protection de la cour, plutôt que comme un homme adulte humilié par un adolescent. Une fois conseillé par un procureur (*protector de naturales*) chargé de l'aider à se défendre, Francisco Pasa a choisi de modifier sa confession et d'adopter le second discours, plus convenable aux yeux

¹ Le titre de ce chapitre est inspiré d'une citation de l'Indien Francisco Pasa, accusé de meurtre, et qui sera expliquée plus loin. ANE criminales, c.65, exp.5, 1771/09/18, f10r. "...entrar al diablo..."

² ANE criminales, c.65, exp.5, 1771/09/18, f16r. *Mitayo* est un terme qui désigne un homme indien soumis à des travaux forcés en échange d'un salaire minime, dans les mines, les travaux publics, les *obrajes* (fabriques de tissus), ou au service de propriétaires terriens. Les mitas ont été instaurées au XVI^e siècle en reprenant une coutume andine et étaient acceptées à l'époque comme une sorte d'impôt. Au XVIII^e siècle, elles étaient détestées par les Indiens forcés à quitter leurs terres pour aller travailler au loin. Karen Spalding, *Huaracochiri*, Stanford, Stanford University Press, 1984, p. 285. Au XVIII^e siècle, les *mitayos* de l'Audiencia de Quito, étaient surtout destinés au service de l'agriculture. Les *mitas* ont été abolies en 1812 dans cette Audiencia. Segundo Moreno Yañez, *Sublevaciones indígenas en la Audiencia de Quito*, Bonn, Estudios Americanistas de Bonn, 1976, p. 112.

³ ANE criminales, c.65, exp.5, 1771/09/18.

⁴ ANE criminales, c.65, exp.5, 1771/09/18, f10r. "...entrar al diablo..."

⁵ Lyman Johnson, "Dangerous Words, Provocative Gestures, and Violent Acts", in L. Johnson and S. Lipsett-Rivera eds., *The Faces of Honor*, Albuquerque, University of New Mexico, 1998, p. 130.

des juges issus de l'élite chargés de le juger, celui de se présenter comme un mineur ayant besoin de protection.⁶

Le débat juridique qui s'enclenche devant l'Audiencia de Quito est donc centré sur les relations de pouvoir entre l'agresseur et sa victime au moment de leur rencontre; les deux parties cherchent à démontrer lequel des deux hommes était en position de force par rapport à l'autre lorsqu'ils se sont croisés : un Métis de quatorze ans ou un Indien « qui par son aspect paraît avoir plus de 25 ans », mais qui est vulnérable aux mauvais traitements parce qu'il est Indien?⁷ Dans sa confession initiale, Francisco admet que sa victime était un « chiquillo », un petit garçon.⁸ Mais sa version change lorsqu'il reçoit l'aide de son défenseur, le *protector de naturales*. Sous la plume de ce dernier, Gregorio devient alors l'agresseur, un Métis intrépide ayant l'habitude de maltraiter les Indiens. Les témoins qui comparaissent pour aider Francisco Pasa cherchent à démontrer que les Métis ont toujours plus de pouvoir que les Indiens, qu'ils « déprécient » ces derniers, cherchent à les « descendre » et à les humilier.⁹ C'est à ce titre que Pasa demande clémence et protection. Cette stratégie de défense ne fonctionne pas. Francisco Pasa est tout de même condamné à mort.¹⁰ Cette histoire nous donne toutefois un aperçu des relations de pouvoir dans la société coloniale où un jeune de quatorze ans peut être considéré par l'État plus puissant qu'un homme adulte à cause de sa race.

Les Indiens étaient tous considérés comme des mineurs en Amérique hispanique, et ce, quel que soit leur âge. On attribuait aux adultes les mêmes qualités qu'aux enfants, simples d'esprit, déraisonnables, prompts à faire des bêtises. Dans la société coloniale

⁶ Le *protector de naturales* était un fonctionnaire subventionné à même les impôts des tribus indiennes qui avait pour mandat de défendre les Indiens qui entraient en litiges. Plusieurs *protectores* occupaient d'autres fonctions de prestige dans l'administration coloniale : certains étaient même juges. Voir Diana Bonnett, *El Protector de Naturales en la Audiencia de Quito, siglos XVII y XVIII*, Quito, FLACSO, 1992.

⁷ ANE criminales, c.65, exp. 5, 1771/09/18, f3r.

⁸ ANE criminales, c.65, exp.5, 1771/09/18, f10r.

⁹ Déclaration du témoin Manuel Andrade, ANE criminales, c.65, exp.5, 1771/09/18, f27r.

¹⁰ ANE criminales, c.65, exp.5, 1771/09/18. Francisco Pasa a été exécuté le 23 mars 1773 par étranglement et ses mains ont été coupées pour être exposées à l'endroit du crime.

fortement hiérarchisée et patriarcale, le discours présentait les Indiens comme ayant besoin de supervision parentale, ce qui justifiait la domination politique des Espagnols en Amérique.¹¹ Dans ce chapitre, nous allons voir que malgré la rhétorique de l'État colonial et les politiques patriarcales qui assimilaient tous les Indiens à des enfants, les adultes indiens ne se considéraient pas nécessairement comme des 'mineurs' dans la vie de tous les jours. Plusieurs parents indiens revendiquaient l'autorité sur leurs enfants et certains ont résisté activement à l'idée que l'État interfère dans leur vie familiale. Les réformes bourbonniennes ont affecté de manière intrusive des coutumes ancestrales qui étaient auparavant tolérées, en tentant de réduire l'autonomie des communautés et de réorganiser l'exploitation du travail.¹² Les Indiens ont résisté à cette intrusion de l'État dans leurs affaires privées de différentes manières, que ce soit par la révolte, l'entremise de poursuites judiciaires ou par la résistance passive, et dans plusieurs cas, ils ont utilisé le concept de la famille, métaphorique ou réelle, pour justifier leurs actes.

Des « mineurs » en colère

Implorer la clémence de la cour en prétextant la vulnérabilité de l'Indien comme l'a fait Francisco Pasa lorsqu'il a adressé un plaidoyer à l'Audiencia de Quito était un acte politique. Dans la tradition médiévale de la Castille, le Roi était pensé comme le défenseur des indigents, des orphelins et des veuves. Tout acte de charité envers les démunis constituait un geste d'importance puisque le souverain se présentait comme une figure paternelle protégeant ses sujets. Chaque acte de générosité parentale n'était pas gratuit, car il laissait supposer un pacte de réciprocité. En échange des faveurs reçues, les nécessiteux devaient aimer leur souverain, réciter des prières pour lui, mais surtout, ils devaient

¹¹ Caroline Dean, "Sketches of Childhood", in T. Hecht ed., *Minor Omissions*, Madison, University of Wisconsin Press, 2002, p. 21.

¹² Sergio Serulnikov, *Subverting Colonial Authority*, Durham, Duke University Press, 2003, chap. 3.

respecter leur statut d'hommes et de femmes pauvres, tout au bas de l'échelle sociale.¹³ Lorsque les Indiens d'Amérique ont été ajoutés à cette liste de gens 'misérables' au XVI^e siècle, un nouveau pacte colonial a été établi. Le Roi, par l'entremise du système judiciaire, s'engageait à prendre soin de ses sujets autochtones, en échange de l'acceptation de leur statut de travailleur et de payeurs d'impôt. Les Indiens ont gagné le droit à utiliser les tribunaux, gratuitement s'ils étaient pauvres, en étant toutefois traités comme des mineurs, quel que soit leur âge.¹⁴ En cour, ils devaient être appuyés par un fonctionnaire dont le rôle était de les défendre, le *protector de naturales*.¹⁵ Les Indiens ont été nombreux à investir les tribunaux coloniaux pour faire part de leurs doléances, souvent avec succès.¹⁶ En utilisant le système judiciaire pour résoudre leurs conflits, les Indiens ont parfois obtenu des gains personnels ou la réparation de torts; en retour, ils ont dû consentir à ce pacte colonial tacite.¹⁷

Le rôle particulier de l'État espagnol était de réconcilier les besoins de main-d'œuvre indigène dans les exploitations coloniales, c'est-à-dire les propriétés agricoles, les mines et les ateliers d'artisanat, avec son rôle de protecteur « patriarcal » des Indiens, ce qui la plaçait souvent en conflit d'intérêts.¹⁸ L'Église catholique se percevait comme l'institution qui défendait le mieux les droits des indigènes dans sa mission d'encadrer la spiritualité des autochtones et avait souvent son mot à dire sur les décisions politiques

¹³ Milton, *The Many Meanings of Poverty*, Stanford, Stanford University Press, 2007, p. xvii.

¹⁴ Bianca Premo fait même remarquer que les enfants indiens obtenaient des sentences encore plus clémentes lors qu'ils étaient accusés de crimes en raison de leur « double » minorité. Premo, "Youth, Crime, and Law in Lima", in *Minor Omissions*, *op. cit.*, p. 127. Pour connaître les tarifs exigés par les protecteurs des naturels pour défendre les Indiens individuellement ou en communauté, voir Bonnett, *El Protector de Naturales*, p. 35.

¹⁵ Bonnett, *El Protector de Naturales*, p. 17. On trouve dans les documents historiques les termes défenseurs des naturels, qui travaillaient au sein des municipalités et protecteur des naturels qui travaillaient à Quito pour l'Audiencia. Bonnett, *El Protector de Naturales*, p. 32.

¹⁶ Diana Bonnett a conclu pour l'Audiencia de Quito que 60% des sentences rendues aux XVII^e et XVIII^e siècles, alors que des Indiens étaient représentés par le protecteur des naturels, étaient favorables aux Indiens. *El Protector de Naturales*, p. 138.

¹⁷ Steve Stern, *Peru's Indian Peoples and the Challenges of the Spanish Conquest*, Madison, University of Wisconsin, 1982, chapitre 5.

¹⁸ John Phelan, "Authority and Flexibility in the Spanish Imperial Bureaucracy", *Administrative Science Quarterly*, vol. 5, n.1 (1960), p. 54.

prises au sujet de ceux-ci.¹⁹ L'État espagnol, de son côté, veillait à protéger les sujets indiens de l'abus de pouvoir par l'entremise de lois rassemblées dans un code après 1681, la *Recopilación de leyes de los reynos de las Indias*. Il existait toutefois un fossé entre les règlements sur papier et leur mise en application sur le terrain.²⁰ Les cédulas royales étaient rédigées en Espagne et standardisées pour l'ensemble de l'Amérique, et même aussi des Philippines, souvent au mépris des circonstances locales. Toutefois, les corps bureaucratiques intermédiaires, tels que l'Audiencia de Quito, avaient le pouvoir de retarder l'application d'une loi ou de suggérer des modifications si elle risquait de générer des conflits à l'échelle locale.²¹

Vers la fin du XVIII^e siècle, il s'effectue une transformation politique au sein des communautés indiennes. D'une part, les réformes bourbonniennes procèdent à une réorganisation de l'administration publique qui vient diminuer l'autonomie des communautés autochtones et accroître leur fardeau fiscal. Leur mode de vie communautaire est plus que jamais remis en question par le développement d'une nouvelle institution agricole basée sur l'emploi de travailleurs indigènes salariés, l'*hacienda*.²² Les réformes s'attaquent aux Indiens qui avaient échappé au paiement du tribut en fuyant leurs communautés afin de mieux les récupérer dans le bassin des tributaires. Elles s'attaquent également aux Métis, en tentant de transformer plusieurs d'entre eux en Indiens payeurs.²³ Le mécontentement est donc très élevé au sein de la population et devient une bombe à retardement qui risque d'exploser en soulèvements à tout moment. Comme le souligne

¹⁹ Avant 1554, les ecclésiastiques étaient officiellement les défenseurs des Indiens avant que la tâche soit remise au *fiscal* de chaque Audiencia, puis aux protecteurs des naturels. Bonnett, *El Protector de Naturales*, p. 22. Les évêques intervenaient dans les décisions politiques lorsque le bien-être des fidèles était compromis. Phelan, "Authority", p. 55.

²⁰ Phelan, "Authority", p. 54.

²¹ Phelan, "Authority", p. 59.

²² Les *haciendas* étaient de larges exploitations agricoles dont le bon fonctionnement reposait sur le travail d'une main-d'œuvre captive. Une excellente source pour comprendre le développement de cette institution en Équateur est Rafael Quintero. "El estado colonial", en E. Ayala Mora, ed. *Nueva historia del Ecuador*, Quito, Corporación Editora Nacional - Grijalbo, 1989, vol. 5, p. 35 et suivantes. Nous reparlerons du développement de l'*hacienda* un peu plus loin.

aussi Sergio Serulnikov, les Indiens, constatant que les élites se disputaient entre elles (car des tensions divisaient les pouvoirs coloniaux, régionaux et locaux, en plus de diviser la couronne et l'Église catholique), étaient conscients du fait que le système colonial avait des failles.²⁴ Plusieurs Indiens ont donc mené des campagnes de résistance contre le régime colonial. Ils ont utilisé des moyens légaux comme les cours de justice pour formuler des doléances. Ils ont enfin contourné la loi en utilisant des moyens plus violents, comme la révolte.

Vers la fin du XVIII^e siècle, des foyers de rébellion indigène ont éclaté un peu partout dans les Andes. À la base du mécontentement des Indiens, on retrouve une réorganisation complète du mode de paiement du tribut et de la taxation, désormais pris en charge par des fonctionnaires royaux rigoureux.²⁵ Au Pérou et en Bolivie, des mouvements de protestation ont pris une ampleur si grande qu'ils ont menacé la domination espagnole.²⁶ Les révoltes qui ont eu lieu sur le territoire de l'Audiencia de Quito ont été moins longues, moins organisées et moins intenses que celles de Cuzco ou de La Paz, mais elles démontrent que les peuples indigènes n'ont pas réagi favorablement aux changements politiques et économiques imposés à la fin de l'époque coloniale.²⁷ Ces événements ont

²³ Gerardo Fuentealba, *Forasteros y conciertos para fines del siglo XVIII*, Tesis M.A. (historia), Quito, FLACSO, 1988, p. 87.

²⁴ Serulnikov, *Subverting Colonial Authority*, p. 5.

²⁵ Christiana Borchart de Moreno, *La Audiencia de Quito : Aspectos Economicos y Sociales (siglos XVI-XVIII)*. Quito, Banco Central del Ecuador, Abya-Yala, 1998. p. 308. Mark Van Aken souligne qu'un des objectifs de la réforme de la collecte du tribut entre 1764 et 1790 était de prévenir l'exploitation des Indiens par des fonctionnaires corrompus, mais dans les faits, les fonctionnaires bourbons ont consacré plus d'énergie à prélever le tribut qu'à prévenir l'abus. Mark Van Aken, "The Lingering Death of the Indian Tribute in Ecuador", *Hispanic American Historical Review*, vol. 61, n.3 (1981), p. 438.

²⁶ C'était le premier 'match décisif' entre Espagnols et Indiens depuis la conquête du XVI^e siècle. Sinclair Thomson a trouvé dans les archives que l'expression « nouvelle conquête » a été utilisée autant par les rebelles indiens que par les dirigeants espagnols pour désigner les insurrections de Túpac Amaru et de Tupaj Katari. Sinclair Thomson, *We Alone Rule: Native Andean Politics in the Age of Insurgency*, Madison, University of Wisconsin, 2002, p. 3.

²⁷ Au cours de la décennie 1780, une chaîne de révoltes a explosé partout dans les Andes pour exprimer le mécontentement des Indiens, des métis et même des Créoles. Toutefois, deux noyaux forts de résistance aux réformes bourbonniennes se sont installés autour des villes de Cuzco au Pérou et de La Paz en Bolivie. À Cuzco, un Indien noble, José Gabriel Condorcanqui (Túpac Amaru), s'est présenté comme un descendant direct de la lignée inca et a promis à ses suivants l'expulsion des Européens du continent. Il a « libéré »

inquiété les dirigeants espagnols et de multiples enquêtes ont été réalisées pour comprendre les événements déclencheurs et les causes de ces soulèvements. Un des arguments utilisés de façon répétée par les Indiens de l'Audiencia de Quito pour justifier ces rébellions est la peur pour l'avenir de leurs enfants. La fréquence à laquelle on retrouve cet argument dans les documents coloniaux laisse supposer une angoisse plus grande : celle de voir l'État colonial bourbon s'ingérer de manière encore plus agressive dans la vie familiale des communautés indiennes.

Dans son livre *The Secret History of Gender*, Steve Stern a étudié le langage utilisé par des paysans mexicains pour justifier leurs révoltes à la fin de l'ère coloniale et il a trouvé à quel point ces dernières ont été légitimées, après coup, par des Indiens soucieux de respecter la rhétorique coloniale et sa représentation des autochtones comme des enfants.²⁸ Les Indiens ont adopté, du moins en partie, la philosophie politique du paternalisme pour exprimer les relations de pouvoirs, internes et externes à leurs communautés, et pour départager les décisions abusives des décisions justes qui les concernaient. L'autorité, celle des communautés ou même du gouvernement, était souvent plus ou moins clairement associée à celle d'un parent ayant le droit d'encadrer, de guider et de punir ses enfants. Les Indiens utilisaient le discours pour défendre leurs intérêts et exiger la protection qui leur était due : c'était celui de la légitimité et de l'illégitimité des droits parentaux. Les bons patriarches, justes avec leurs enfants, étaient mis en contraste avec les mauvais patriarches, abusant de leurs pouvoirs.²⁹

La métaphore de la famille permet de comprendre dans une certaine mesure comment les paysans indiens percevaient leurs relations avec l'État colonial et légitimaient leur droit à se défendre lorsque le pacte tacite de gouvernance pour lequel ils travaillaient et

pendant des mois un large territoire du sud du Pérou et de la Bolivie. Pendant ce temps, une insurrection armée menée par le paysan aymara Tomás Katari a réussi à tenir La Paz en siège pendant 184 jours. Thomson, *We Alone Rule*, pp. 3-6.

²⁸ Steve Stern, *The Secret History of Gender*, Chapel Hill, University of North Carolina, 1995, p. 192.

²⁹ Stern, *The Secret History*, p. 194.

payaient des impôts en échange de privilèges, était rompu. Les relations de pouvoir à l'intérieur même des communautés reproduisaient les structures patriarcales à plus petite échelle, plaçant les hommes en haut des femmes, des garçons et des enfants.³⁰ Par exemple, les communautés étaient régies par des figures patriarcales, des *caciques*, qui occupaient un poste d'autorité et de prestige et jouaient le rôle d'intermédiaires auprès des autorités espagnoles.³¹ Le principe patriarcal s'appliquait aussi pour déterminer la répartition du pouvoir au sein des familles autochtones et les relations de genre; les hommes plus âgés disposant d'un prestige supplémentaire par rapport à leurs épouses ou leurs enfants. Comme le soutient Stern, l'utilisation d'une métaphore très concrète, celle de la famille, dans le discours du pouvoir, était transmise aux autochtones de manière infuse, par exemple sous la forme de codes de respect ou même de rituels de punition.³² La métaphore familiale avait aussi une résonance particulière puisqu'elle a été adoptée par plusieurs Indiens lorsqu'ils s'adressaient à l'État, que ce soit dans des documents judiciaires ou même dans des pétitions pour réclamer des terres.³³

Toutefois, on aurait tort de croire que les Indiens s'assimilaient toujours à des enfants assis sagement aux pieds du Roi d'Espagne, leur « père ». Il n'est bien entendu pas facile d'évaluer à quel point la métaphore familiale a pu être intégrée au quotidien par des hommes, des femmes et même des enfants à partir de la lecture de documents étatiques et à quel point elle a pu générer de la loyauté, de l'obéissance aux lois et la légitimité de l'État.³⁴ En d'autres occasions, les Indiens n'hésitaient pas à réclamer leurs droits à protéger leurs familles de l'abus, se portant à la défense de leur progéniture contre l'État colonial. Dans ces cas spécifiques, au lieu de se dépeindre comme des enfants du Roi, les Indiens se présentaient comme des parents, justifiant leur colère parce que le bien-être de leur famille était menacé. Il est possible de constater la présence de ce discours en étudiant

³⁰ Stern, *The Secret History*, p. 198.

³¹ Pour comprendre le pouvoir limité, mais néanmoins prestigieux des caciques, voir par exemple William Taylor, *Landlord and Peasants in Colonial Oaxaca*, Stanford, Stanford University, 1972, p. 65.

³² Stern, *The Secret History*, p. 212.

³³ Des exemples sont donnés dans Stern, *The Secret History*, p. 191.

les différentes révoltes qui ont explosé dans la seconde moitié du XVIII^e siècle dans la région nord-centrale des Andes. Comme nous allons le voir dans quelques exemples suivants, la rébellion des quartiers de Quito et les révoltes de Latacunga, de Riobamba et d'Otavalo, lorsque des parents utilisaient l'avenir de leurs enfants comme raison pour expliquer les révoltes, il s'agissait bien souvent, mais pas exclusivement, de femmes.

En 1765, une rébellion connue sous le nom de *Rebelión de los Estancos* (émeute des monopoles) ou *Rebelión de los Barrios* (rébellion des quartiers)³⁵ a éclaté dans les quartiers populaires de la ville de Quito. Comme il s'agissait d'un phénomène urbain, cette rébellion n'a pas été menée que par des paysans indiens, mais aussi par des métis et autres sangs mêlés et même par des Blancs. La rébellion des quartiers était surtout le lot de la plèbe urbaine de la capitale, avec l'accord et la collaboration des Créoles.³⁶ Pourtant, comme dans le cas des rébellions indiennes des décennies 1770 et 1780, plusieurs témoins de la rébellion de Quito ont remarqué une participation majeure des femmes, revendiquant une plus grande flexibilité pour nourrir leurs familles.³⁷ D'ailleurs, une des rumeurs ayant circulé avant que la rébellion n'éclate concernait directement les femmes, craignant de voir leurs utérus dans la mire des autorités coloniales :

³⁴ Stern, *The Secret History*, p. 305.

³⁵ Dans un effort de centralisation des pouvoirs, les réformateurs bourbons ont instauré, en pleine crise économique, un monopole étatique sur la production d'alcool (*Estanco de Aguardiente*), imposant une taxe (*aduanas*) sur certains produits vendus dans la ville. Ceci contrevenait aux intérêts des *quiteños* riches qui produisaient ou vendaient de l'alcool, mais aussi aux gens des classes populaires qui se voyaient surtaxés. Des gens de différentes classes sociales se sont donc unis contre le pouvoir métropolitain lors de cette rébellion. Rafael Quintero, "El estado colonial", en E. Ayala Mora, comp., *Nueva historia del Ecuador*, vol. 5, Corporación Editora Nacional, Grijalbo, 1991, p. 52.

³⁶ Dans la société hispanique, le modèle politique idéal était la division des Blancs et des Indiens, ayant des gouvernements et des institutions distinctes pour les servir. Toutefois, le métissage au sein de la population a rendu ce modèle irréaliste. À partir du XVI^e siècle, l'expression *plèbe* était de plus en plus utilisée pour distinguer les gens respectables (*gente decente*) des autres, le peuple de toutes origines ethniques, à la manière des nobles qui cherchaient à se distinguer du peuple en Europe à la même époque. Douglas Cope, *The Limits of Racial Domination*, Madison, University of Wisconsin, 1994, p. 22.

³⁷ Martin Minchom, *The People of Quito*, Boulder, Westview Press, 1994, pp. 263-264.

It was said that plans existed to impose high land taxes, tribute on children in the womb, and taxes on the river stones used by washerwomen, and to create government monopolies on salt, tobacco, potatoes, and maize.³⁸

L'idée de faire payer une taxe aux parents de fœtus à naître peut sembler farfelue. Pourtant, la peur de voir l'État imposer les naissances était récurrente dans l'Audiencia de Quito. Avoir à déclarer les nouveaux-nés à l'État déplaisait aux non-Indiens, exemptés du paiement du tribut, qui craignaient d'avoir à payer des impôts pour eux ou pour leurs enfants.³⁹ Mais la menace était encore plus grande pour les Indiens qui résistaient du mieux qu'ils le pouvaient aux tentatives de recensements, car ces derniers avaient pour but de fixer le tribut et d'évaluer le nombre d'hommes disponibles pour le travail forcé. Comme le souligne Martin Minchom, les recensements faisaient partie d'un projet de la couronne visant à mieux prélever les taxes et surtout, à n'oublier personne : « The most important instrument of effective tribute collection was adequate demographic evidence, and the censuses were rightly seen by the popular sectors as a highly dangerous device to impose additional fiscal burdens ».⁴⁰ Comme nous le verrons, plusieurs tentatives de dénombrement ont généré de fortes réactions au sein de la population.

Les protestations des femmes de Quito pour défendre le fruit de leurs entrailles cadrent avec une tendance qu'on retrouve également dans d'autres régions de l'Amérique hispanique : celle d'utiliser de multiples stratégies, dont les scandales et les protestations véhémentes, pour faire valoir une voix publique féminine dans une société qui reléguait ce sexe à un rang subalterne. En effet, la participation des femmes dans de nombreuses révoltes paysannes est récurrente et souvent justifiée par la nécessité de défendre leurs

³⁸ Anthony McFarlane, "The Rebellion of the *Barrios*: Urban Insurrection in Bourbon Quito", J. Fischer, *et al.* in *Reform and Insurrection in Bourbon New Granada and Peru*. Baton Rouge, University of Louisiana Press, 1990, p. 220.

³⁹ "The most plausible explanation is that what the populace meant by a 'tax on babies' was a back-door attempt by the royal authorities to introduce some form of tribute or head-tax for urban plebeians. They were very sensitive to any attempt to assimilate them to the Indian population..." Minchom, *The People of Quito*, p. 230.

⁴⁰ Minchom, *The People of Quito*, p. 157.

enfants, leurs familles ou même leurs maris.⁴¹ Lorsqu'elles s'adressaient à l'État en brandissant leur rôle maternel, les femmes indiennes utilisaient un argument qui ne pouvait laisser les fonctionnaires indifférents, car leur statut vulnérable exigeait une double protection (en tant qu'Indiennes et en tant qu'épouses) dans la logique patriarcale. Mais surtout, les insurgées encourageaient les hommes de leurs communautés à participer à leur tour aux émeutes, souvent de manière plus violente, afin de faire valoir leur masculinité et ainsi se porter au secours de leurs conjointes.⁴² Ainsi, les femmes, particulièrement lorsqu'elles étaient en groupe, avaient le pouvoir de jouer un rôle déterminant dans les perturbations politiques qui ont marqué la fin du Siècle des Lumières à Quito.

Les deux exemples de révoltes qui suivent présentent d'étranges similarités : la participation active des femmes, et ce, sous le même prétexte, celui de mères de famille en croisade pour protéger les enfants. En 1764, un tumulte éclate à Riobamba après l'annonce de la visite d'un envoyé du roi pour recenser la population. Selon les rapports écrits plus tard par les fonctionnaires espagnols chargés d'expliquer ces turbulences, il circule parmi les Indiens des rumeurs qui les rendent nerveux. Parmi celles-ci, la croyance que le recensement a pour but de mettre les enfants en esclavage.⁴³ Des Indiens croyaient aussi que l'envoyé du roi avait pour mission de prendre les enfants indiens et les envoyer au Chili ou les vendre à des Anglo-saxons; ainsi, plusieurs pères de famille, avant même de participer aux soulèvements contre les Espagnols, prennent soin de cacher leurs enfants.⁴⁴

⁴¹ Stern, *The Secret History*, p. 204. Stern cite également William Taylor, *Drinking, Homicide, and Rebellion in Colonial Mexican Villages*, Stanford, Stanford University, 1979, p. 116.

⁴² La réaction des femmes indiennes avait souvent pour conséquence d'entraîner la participation masculine : "The sequence ran as follows: A community's outraged wives, mothers, and widows risked physical attack in order to defend their children, men, or families from abuse or extortion. The ferocity or insolence of the women dared the authorities to hit, injure, or seize them. If the authorities proceeded with repression, the attack against female property and kin provoked subaltern citizen-patriarchs to defend their masculinity." Stern, *The Secret History*, p. 206.

⁴³ Moreno *Sublevaciones*, p. 57.

⁴⁴ Moreno, *Sublevaciones*, p. 58.

Six ans plus tard, la situation s'est répétée dans un autre village. En 1770, le corregidor de Latacunga demande au curé de la paroisse de San Phelipe de faire un recensement complet de la population. Pour faciliter le processus, l'ordre est donné aux parents de garder leurs enfants à la maison pour mieux les compter. Ceci inquiète : pourquoi veut-on à ce point connaître le nombre de personnes dans chaque maisonnée? Une rumeur s'installe : ce recensement a pour but d'attraper des enfants pour les envoyer repeupler la ville de Logroño, une ville dévastée de la région de Cuenca.⁴⁵ La population de San Phelipe et de Saquisilí se soulève. Cette rébellion, comme celle de Riobamba, est vite contenue, mais dans le cas de ces deux révoltes, on remarque une volonté de protéger les enfants contre une menace de déportation. De plus, chacune de ces révoltes a pour caractéristique une participation violente des femmes.⁴⁶

Le 10 novembre 1776, une cédula royale demande qu'un recensement général de la population des royaumes espagnols soit effectué afin de favoriser le développement démographique et économique.⁴⁷ Ce dernier était particulièrement intrusif. Un point important de cette cédula est que ce recensement doit être effectué par les curés plutôt que par les fonctionnaires indiens. Il s'agit donc d'une nouvelle approche qui met de côté le gouvernement autochtone et l'autonomie relative dont celui-ci disposait pour jouer un rôle tampon entre l'État et les Indiens. De plus, la cédula royale mentionne spécifiquement que le recensement doit inclure chaque enfant.⁴⁸ Cette dernière mesure inspire la suspicion parce qu'elle touche les Indiens directement dans leur vie familiale. La lecture de cet ordre royal dans le cadre de cérémonies religieuses dans les églises suffit à faire démarrer la machine à rumeurs et à déclencher l'ire populaire un peu partout sur le territoire de l'Audiencia de Quito.

⁴⁵ Moreno, *Sublevaciones*, p. 143.

⁴⁶ Moreno, *Sublevaciones*, p. 160.

⁴⁷ Moreno, *Sublevaciones*, p. 163.

⁴⁸ Moreno, *Sublevaciones*, p. 163.

La rumeur entourant ce même recensement est la cause directe de la plus importante révolte paysanne de la décennie, celle de la région d'Otavalo. En novembre 1777, la rumeur court dans un village situé près d'Otavalo, Cotacachi, que les enfants de la communauté sont menacés.⁴⁹ Lors de la messe où les instructions sur le recensement « qui dénombre les enfants » sont présentées, des Indiennes manifestent leur mécontentement et sèment le désordre.⁵⁰ Le soulèvement sera ainsi expliqué par la suite : « Il est certains que les Indiennes, motivées par l'amour naturel, [ont consulté?] le village pour empêcher le recensement qu'erronément elles ont interprété comme servant à imposer la taxe de l'aduana, pour mettre leurs enfants en esclavage... »⁵¹ Comme les Indiens ne pouvaient pas être mis en esclavage et que ceux-ci ne payaient pas la taxe de *l'aduana*, il est possible de constater à quel point les rumeurs exagéraient les inquiétudes coloniales. Conscientes de leur position subalterne, les mères de famille n'ont pas hésité à protester publiquement de manière préventive pour faire connaître leur mécontentement, car ce qui était en jeu était leur position d'autorité sur leurs enfants.

Les origines de chaque soulèvement étaient souvent obscures, chaque participant ayant sa propre version des faits pour expliquer pourquoi on se battait contre les Espagnols.⁵² Chaque trouble était accompagné de rumeurs persistantes, parfois exagérées, voire déformées, attisant ainsi la colère des Indiens. Toutefois, la participation des femmes amenait une autre dimension à ces soulèvements, en reportant l'attention des autorités sur le sort misérable de leurs enfants et leur inquiétude à l'idée de voir ces derniers déplacés loin de leurs familles pour travailler. L'État colonial a d'ailleurs réagi de manière patriarcale lorsqu'il s'est retrouvé confronté à des protestations venant de ces mères de famille en colère. Les autorités ont choisi de punir les coupables de sexe féminin, mais aussi les hommes qui auraient dû être capables de les contrôler. Ainsi, les mères de famille à

⁴⁹ Moreno, *Sublevaciones*, p. 167.

⁵⁰ Moreno, *Sublevaciones*, p. 170.

⁵¹ Moreno, *Sublevaciones*, p. 176 et 177 cite la sentence rendue à Cotacachi le 9 décembre 1777. «Atendiendo a que las Indias movidas del natural amor, concitaron el Pueblo para impedir la numeración que erradamente concibieron se dirigia a establecer Aduana, para Esclavisar a sus hijos.»

l'origine des tumultes ont été condamnées à l'humiliation publique, soit à se faire raser la tête. Leurs maris ont été punis beaucoup plus sévèrement : ils ont reçu des peines variées pour ne pas avoir su contenir l'ardeur de leurs femmes. En fonction de la gravité de l'offense de leurs épouses, ils ont reçu des peines d'exil, des impôts supplémentaires et de coups de fouet.⁵³ La volonté des mères de défendre leurs proches était un argument légitime pour les autorités coloniales, mais l'incapacité des hommes à garder les femmes sous leur contrôle était beaucoup moins pardonnable dans les circonstances.

Les autorités coloniales cherchaient toujours à endiguer rapidement les révoltes paysannes pour éviter la contagion, mais toute attaque contre des femmes indiennes risquait de dégénérer et de pousser les hommes à défendre celles-ci.⁵⁴ Cette fois, contrairement aux exemples précédents des soulèvements de Riobamba et de Latacunga, le soulèvement de Cotacachi s'est propagé à d'autres villages des environs pendant tout le mois de novembre. Il s'est étendu à San Pablo, puis à Cayambe, Atentaqui et San Antonio avant d'arriver à la ville d'Otavalo. Bien sûr, les causes de mécontentement étaient variées : on reprochait mauvais traitements, travaux forcés et taxes excessives. Mais la résistance au recensement est toujours demeurée au cœur du problème. Dans le rapport envoyé au Conseil des Indes, on apprend que les Indiens séditieux ont cru que le travail des fonctionnaires avait pour but d'éloigner les enfants loin de leurs familles, « recenser leurs enfants, en faire des esclaves ».⁵⁵

Le mot s'est propagé rapidement dans d'autres régions de l'Audiencia de Quito en réaction à la cédula royale du 10 novembre 1776 : le recensement entraînera « l'esclavage des enfants ».⁵⁶ Lors de la mutinerie de Guano, près de Riobamba, plusieurs fonctionnaires espagnols, chargés de mettre en place les ordres venus d'Espagne, dont le juge de

⁵² Moreno, *Sublevaciones*, p. 405.

⁵³ *Idem*.

⁵⁴ Stern, *The Secret History*, p. 206.

⁵⁵ AGI Quito 310, carta 47 (31 décembre 1778). «...marcar sus hijos, hacerlos esclavos, y llevarlos a la Aduana»

l'Audiencia de Quito Juan de Villalengua responsable du recensement, ont la frousse alors que des Indiens et des Métis ont attaqué l'*hacienda* où ils se trouvaient.⁵⁷ Alors que les Métis craignaient d'être considérés comme Indiens et d'être obligés à payer le tribut, les Indiens, quant à eux, ont clamé, comme ceux de Riobamba, de Latacunga et d'Otavallo, qu'ils avaient peur de voir leurs enfants vendus comme du bétail.⁵⁸

Il est certain que l'idée de voir un représentant du gouvernement espagnol, l'État supervisant l'ensemble du système d'exploitation et contrôlant l'appareil législatif, frapper à la porte de la résidence familiale pour compter les enfants ait pu être un concept difficile à accepter pour des mères, car il s'agissait d'une intrusion dans leur domaine de compétence, la maison. D'un point de vue encore plus large, la perte d'enfants était une menace lourde pour des communautés autochtones qui, plus que jamais, se retrouvaient confrontées à des attaques envers leur mode de vie traditionnel à l'époque des réformes bourbonniennes qui justement menaçaient de plus en plus la survie des communautés.

Au cours des soulèvements que nous venons de voir, on trouve les mêmes angoisses profondes, celles de voir les enfants maltraités, kidnappés, réduits au travail forcé, privés de l'autorité communautaire et familiale. La machine à rumeurs coïncide avec une dure réalité : celle du déclin démographique des Indiens causé par l'accroissement de la population métisse. À la fin du XVIII^e siècle, même la métropole, la ville de Quito, n'est plus une ville dominée par le poids démographique des Indiens comme elle l'était au siècle précédent.⁵⁹ À Cuenca, la moitié de la population se réclamait de la culture blanche métisse alors que seulement 47% de la population était listée comme autochtone dans le recensement de 1779.⁶⁰ Sur la côte, les Indiens composaient 30% de la population du

⁵⁶ Moreno, *Sublevaciones*, p. 223.

⁵⁷ Moreno, *Sublevaciones*, p.223.

⁵⁸ Moreno, *Sublevaciones*, p. 246.

⁵⁹ Minchom, *The People of Quito*, p. 260.

⁶⁰ Natalia León, *La primera alianza*, Quito, Abya-Yala, 1998, p.3.

district de Guayaquil dans la décennie 1780.⁶¹ Les épidémies et catastrophes naturelles peuvent expliquer en grande partie le déclin démographique des Indiens, mais les mouvements migratoires pour trouver du travail et le démembrement de plusieurs communautés indiennes, ont aussi provoqué les changements au sein de la population. Le métissage et l'acculturation sont aussi à considérer dans le cadre de tout bilan démographique sérieux, car les catégories raciales n'étaient pas complètement étanches. Les révoltes qui surviennent chez les autochtones du nord et du centre de l'Audiencia de Quito peuvent aussi être comprises comme des manifestations visant à protéger la survie même des communautés dans une période de déclin démographique.

Les familles indiennes sont particulièrement éprouvées en cette fin du XVIII^e siècle. En plus d'une crise économique qui caractérise la région du Nord, celle de Quito, les catastrophes naturelles et les maladies se sont succédé dans l'ensemble du pays. Depuis la conquête, les Indiens sont particulièrement vulnérables aux maladies venues d'Europe et sont toujours ceux qui meurent le plus de la rougeole et de la vérole.⁶² Des épidémies majeures secouent le territoire en 1763-64 (peste), en 1780 (dysenterie), en 1783 (vérole), en 1785-86 (rougeole) et en 1816 (vérole).⁶³ Vers la fin du XVIII^e siècle, la population adulte étant plus résistante à ces maladies, c'est la mortalité infantile qui est la plus à craindre, car ce sont les bébés et les jeunes enfants qui forment le groupe le plus touché.⁶⁴ Prenons l'exemple de l'épidémie de rougeole qui a fait des ravages à Quito en 1785, elle

⁶¹ En comparaison, 12% étaient Blancs ou métisses, 50% des gens libres, mais « de couleur » et 7% des esclaves. Michael Hamerly, *A Social and Economic History of the City and District of Guayaquil*, Ph.D. thesis (history), university of Florida, 1970, p. 85.

⁶² Susan Alchon, *Native Society and Disease in Colonial Ecuador*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p. 106.

⁶³ Voir le tableau dans Alchon, *Native Society*, p.101 et celui de l'article de Yves St-Geours, "La Sierra Centro y Norte", Juan Maiguasha, ed., *Historia y región en el Ecuador 1830-1930*, Quito, Corporación Editora Nacional, 1991, p. 150. Il est à noter que ces auteurs s'intéressent en particulier à la région de la sierra du nord.

⁶⁴ Alchon, *Native Society*, p. 106. "Epidemic disease remained a serious problem at the end of the eighteenth century, but, increasingly, mortality was limited to infants, children, and those already weakened by other illnesses. *Sarampion*, *viruelas*, and other infections introduced by Europeans had been present in the Andes for almost three centuries, and numerous encounters with the native population had encouraged the gradual development of immunities."

s'étend à des populations de tous les groupes raciaux.⁶⁵ Elle est certainement une des mieux documentées de cette époque. Lors de cette épidémie, la mortalité infantile inquiète particulièrement les dirigeants.⁶⁶ Un rapport de l'époque parle d'un tiers des habitants de la ville de Quito qui aurait pu être touché par la maladie.⁶⁷ Selon un compte-rendu daté de novembre 1785, qui établit le nombre de morts au cours du mois d'octobre précédent, les enfants (*parbulos*) sont davantage victimes que les adultes dans six des sept quartiers de Quito.⁶⁸ L'historien Martin Minchom croit que les données officielles pour septembre et octobre soient 1667 victimes infantiles sur un total de 1859 mortalités, est un calcul conservateur.⁶⁹ Le compte-rendu des décès est forcément imprécis, car il ne tient pas compte de toutes les paroisses équitablement et, de plus, les enfants n'ont pas tous eu un enterrement.⁷⁰ On pourrait donc dire que des 25000 habitants de Quito à cette époque, environ 10 pour cent de la population serait décédée dans l'épidémie, en majorité des enfants.⁷¹

La situation économique est elle aussi mal en point. Les temps sont également très durs pour les agriculteurs : épidémies, séisme et disettes se sont acharnés principalement contre les populations indigènes, entraînant des migrations de masse vers des zones moins ravagées, vers le sud (Cuenca) et la côte (Guayaquil).⁷² En 1773, le volcan Tungurahua explose.⁷³ En 1778, un tremblement de terre fait des dommages importants à Riobamba et à Guano.⁷⁴ En 1783, une période de grandes inondations est suivie par des années de

⁶⁵ En 1780, la population indienne compose de 24 à 30% des habitants de la ville de Quito, mais en calculant l'ensemble de la population du *corregimiento* de Quito, donc en incluant les zones rurales autour de la ville, les Indiens forment de 79% à 92% de la population, selon les sources. Minchom, *The People of Quito*, p. 143.

⁶⁶ AGI Quito, 243, n.89 (18 septembre 1785), f1r. Le président Villalengua écrit que les habitants de Quito : "sienten los azotes dela ira de Dios..."; AGI Quito 243, n.81, "Epidemia de sarampión", 1785.

⁶⁷ AGI Quito 243, n.81, 1785, f1v. Le rapport est rédigé par le président et superintendant de Quito.

⁶⁸ AGI Quito 243, n.99 (1785), f2r.

⁶⁹ Minchom, *The People of Quito*, p. 131.

⁷⁰ Minchom, *The People of Quito*, p. 132.

⁷¹ Minchom, *The People of Quito*, p. 133.

⁷² Javier Ortiz de la Tabla, « Économie et société à Quito », *L'Amérique espagnole à l'époque des Lumières*, Paris, CNRS, 1987, p. 173.

⁷³ AGI Quito, 301, n.19, (1774).

⁷⁴ AGI Quito 312, n.20 (1779).

« calamité », de famine.⁷⁵ L'année 1797 est celle des pires perturbations géologiques avec le tremblement de terre qui dévaste entièrement les régions de Latacunga et de Riobamba faisant environ 12 000 morts, dans une région densément peuplée par des indigènes.⁷⁶ Bref, le mauvais sort semble s'acharner sur la région septentrionale des Andes.

Pour les Indiens, cette période coïncide avec la perte progressive de mécanismes de protection communautaire ancestrale alors que plusieurs d'entre eux ont quitté leurs terres natales pour aller travailler au sein de larges domaines agricoles, ou *haciendas*. Tout au long du XVIII^e siècle, le processus d'individualisation de la population tributaire indienne s'est accéléré.⁷⁷ Selon Rafael Quintero, la construction de l'*hacienda* s'est effectuée en trois étapes en commençant par l'expropriation des terres des communautés aux XVII^e et XVIII^e siècles, suivie de la mise sur pied de mécanismes pour soumettre les paysans à des dettes et les retenir de force pour qu'ils payent celles-ci, ce qui s'est soldé par l'obligation des communautés à fournir des paysans pour travailler sur les terres des propriétaires terriens afin de payer le tribut de l'ensemble de la communauté.⁷⁸ Le processus était bel et bien enclenché au tournant du XIX^e siècle.

De plus, la crise économique de la deuxième moitié du XVIII^e siècle a elle aussi favorisé la montée de l'*hacienda*, en forçant plusieurs Indiens à s'éloigner de leurs communautés pour trouver du travail. Les individus devant trouver par eux-mêmes l'argent pour payer le tribut ont été plus nombreux à louer leurs services de journaliers à des propriétaires terriens ou autres. Ces Indiens, près de 46% de tous les Indiens en 1804, connus sous le nom de *concertajes*, signaient un contrat pour louer leurs services.⁷⁹ Évidemment, un pareil contrat éloignait les signataires de leur communauté et les rendait

⁷⁵ Christiana Borchart de Moreno, *La Audiencia de Quito*, Quito, Banco Central y Abya-Yala, 1998, p.231.

⁷⁶ Ortiz de la Tabla, « Économie et société à Quito », p. 167.

⁷⁷ Segundo Moreno, «La sociedad indígena y su articulación a la formación socioeconomica colonial en la Audiencia de Quito», en *Nueva historia del Ecuador*, vol. 5, Quito, Corporación Editora Nacional, 1983, p.105.

⁷⁸ Quintero, «El estado colonial», pp. 35 et suivantes.

⁷⁹ Moreno, «La sociedad indígena», p. 114.

directement responsables de faire vivre leur famille. De plus, la plupart du temps, les Indiens qui signaient de tels contrats de travail plaçaient leur famille en état de dépendance pour plusieurs générations. En effet, le système économique du *concertaje* était pensé pour obliger les travailleurs à s'endetter pour survivre, car les travailleurs devaient payer en argent des biens dont la valeur était supérieure à leur salaire. Cette dette était automatiquement transférée à leurs enfants après leur mort.⁸⁰

Au cours des Réformes bourbonniennes, l'État a exercé un contrôle encore plus direct sur les communautés indiennes, ce qui a favorisé l'entrée d'étrangers sur les terres ancestrales et ébranlé le pacte colonial.⁸¹ Cette tendance est particulièrement évidente au niveau fiscal. Vers la fin du XVIII^e siècle, des visiteurs ont été envoyés un peu partout en Amérique hispanique pour s'intéresser de près aux finances des communautés. Entre 1760 et 1790, il s'est opéré un changement fondamental dans l'administration des biens communaux.⁸² En éliminant l'autonomie financière des *pueblos de indios*, les administrateurs bourbons cherchaient désormais à engranger les profits et à les rediriger dans les caisses gouvernementales. La justification était formulée au nom de l'amour paternel que portait le roi d'Espagne à ses Indiens et son désir de les aider en cas de famine ou d'épidémie.⁸³ La rhétorique protectrice faisait également mention d'un désir du gouvernement central de prévenir les abus des propriétaires *d'haciendas* et des ateliers de fabrication textile (*obrajes*).⁸⁴ Une des directives royales était même d'utiliser une partie de l'argent soutiré des biens communaux pour ouvrir des écoles pour christianiser et enseigner la langue castillane aux Indiens.⁸⁵ En d'autres termes, l'objectif était de prendre leur argent pour financer leur assimilation.

⁸⁰ Moreno, *Sublevaciones*, p. 395.

⁸¹ Morelli, *Territoire ou Nation?* Paris, L'Harmattan, 2004, p. 163.

⁸² Dorothy Tanck de Estrada, *Pueblos de indios y educación*, México, Colegio de México, 1999, p. 18 et Federica Morelli, *Territoire ou nation?* p. 163.

⁸³ Tanck de Estrada, *Pueblos de indios y educación*, p. 28.

⁸⁴ Morelli, *Territoire ou Nation ?* p.165.

⁸⁵ Voir le chapitre cinq de cette thèse qui traite des efforts royaux pour instaurer un système d'instruction public pour les Indiens.

Vers la fin du régime colonial, le fardeau fiscal individuel reposant sur le dos de chaque paysan indien est devenu très lourd. Kenneth Andrien a montré l'ampleur de l'augmentation des taxes à la fin du XVIII^e siècle. Dans le district de Quito, il calcule que les taxes payées par les Indiens ont carrément doublé au cours de cette période.⁸⁶ En comparaison, dans le district de Cuenca, les taxes étaient les plus basses au départ, mais elles ont néanmoins augmenté suite aux réformes bourbonniennes.⁸⁷ Les rares Indiens de la région pacifique ont vu la facture grimper de façon vertigineuse, en même temps que les Blancs et les sang-mêlés de la même région.⁸⁸ La région de la côte pacifique était de loin la plus taxée par habitant, et ce, même si elle était la seule zone connaissant une expansion économique, capable d'offrir du travail à la population poussée au chômage par la crise économique de Quito et la crise du textile.⁸⁹ Le paiement du tribut à lui seul comptait pour plus de 25% d'un salaire moyen gagné par un homme indien adulte, en plus de l'argent qui lui était soutiré par les collecteurs d'impôt (les *corregidores* ou leurs agents), des curés de paroisse et les propriétaires terriens.⁹⁰ De plus, les Indiens exempts du tribut, soient ceux de moins de 18 ans et ceux de plus de 50 ans, étaient parfois harcelés par des fonctionnaires avides, en dépit des lois.⁹¹ Les hommes récalcitrants ou incapables de payer leur dû risquaient des punitions physiques dures comme le fouet ou l'emprisonnement.

En somme, la fin du système colonial a été particulièrement éprouvante pour les familles autochtones qui voyaient de plus en plus l'État s'ingérer dans leur vie familiale et leurs finances, mettant en péril la survie de leurs modes traditionnels communautaires. Les Indiens ne sont pas restés passifs devant ces attaques répétées des fonctionnaires bourbons.

⁸⁶ Kenneth Andrien calcule qu'elles auraient passé de 4 reales à 8 reales, *The Kingdom of Quito*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, p. 201.

⁸⁷ Elles auraient passé de 2,5 à 3,3 reales. Andrien, *The Kingdom of Quito*, p. 202.

⁸⁸ Les Indiens ont connu une augmentation de taxes de 4 à 6 reales, alors que leurs compatriotes Blancs et sang-mêlés ont eu la vertigineuse augmentation de 13 à 75 reales par personne. Andrien, *The Kingdom of Quito*, p. 202.

⁸⁹ Andrien, *The Kingdom of Quito*, p. 203.

⁹⁰ Van Aken, "The Lingering Death", p. 433.

⁹¹ *Idem*.

Ils ont souvent utilisé le langage patriarcal lorsqu'ils s'adressaient à l'État pour demander protection à titre de mineurs. Les parents indiens, et particulièrement les mères de famille, ne faisaient pas la sourde oreille lorsqu'ils entendaient des rumeurs au sujet d'attaques possibles contre leur autorité domestique. Les enfants, réels et métaphoriques, se sont retrouvés au cœur des négociations entre l'État bourbon, soucieux d'engranger plus de revenus, et les Indiens paysans, qui formulaient une rhétorique de résistance basée sur leur légitimité en tant que chefs de famille soucieux de protéger leur demeure de toute intrusion.

Les parents indiens et les stratégies individuelles de protection des enfants

Une des grandes ironies du système patriarcal espagnol est que, tout en assimilant les Indiens à des mineurs ayant besoin de protection, l'État était souvent incapable de contrer l'abus que subissaient les enfants indiens, souvent mis au travail à un très jeune âge, légalement ou illégalement. Pour se défendre, les communautés indiennes pouvaient utiliser des protestations de groupe et les soulèvements. Toutefois, il faut également se demander comment les parents indiens s'y sont pris pour défendre leurs familles de façon individuelle lorsque les actions communautaires n'étaient pas entreprises. Dans les sources coloniales, on rencontre plusieurs parents qui ont tenté de défendre leurs enfants comme ils le pouvaient, parfois au mépris des conventions sociales et des lois. Nous allons faire un bilan de ces stratégies en nous penchant sur l'utilisation du système judiciaire, l'exploitation du réseau social, la circulation d'enfants, la fuite, l'avortement, l'infanticide et l'abandon.

En se remémorant sa petite enfance, Don Thomas Davalos décrit comment sa mère indienne l'a kidnappé alors qu'il vivait avec son père espagnol, un *corregidor*, fonctionnaire important de l'administration coloniale, alors que celui-ci projetait de l'emmener à Lima. Sa mère l'aurait alors caché jusqu'à la mort de son père dans la hutte de

sa grand-mère en n'ayant pas les moyens de lui acheter des habits espagnols.⁹² Selon les mémoires de Don Davalos, sa mère n'a pas hésité à soustraire son fils de l'autorité paternelle, alors que le fonctionnaire lui offrait pourtant une vie sans souci et une éducation à l'espagnole qui lui aurait permis d'acquérir un statut social plus important. Elle aurait fait tout cela afin de garder son fils auprès d'elle. La mère de famille a ouvertement rejeté les valeurs patriarcales véhiculées dans la société espagnole, en le revêtant de « l'habit de l'indien. »⁹³ Le récit de vie de Don Thomas Davalos, qui cherchait à se faire reconnaître comme Métis par les autorités coloniales, est peut-être inventé de toutes pièces pour éviter de payer le tribut. Toutefois, sa déclaration nous rappelle que les parents indiens n'ont pas tous accepté de bonne guerre de perdre l'autorité sur leurs enfants ou de se séparer d'eux, que ce soit pour le travail ou l'éducation.

Les attestations de métissage sont certainement un type de documents judiciaires ou l'on retrouve les récits les plus imagés d'Indiens ou de gens traités comme tels à cause de leur apparence physique ou de leur niveau de vie, qui se remémorent leur enfance. Ils négocient avec l'État pour se faire reconnaître comme des Métis, exempts du paiement du tribut, en décrivant leur éducation et le fonctionnement de leur cellule familiale. Les attestations de métissage faisaient partie de véritables stratégies où plusieurs membres d'une même famille changeaient de statut lorsque les origines de leurs ancêtres étaient validées. Ainsi, des individus ont cherché à se faire reconnaître comme des métisses, en faisant valoir l'importance de cette attestation sur la vie future de leurs enfants. Par exemple, lorsque Joseph Peluchi se présente comme un métis, il fait la demande pas seulement pour lui, mais pour assurer l'avenir de son fils d'âge mineur.⁹⁴ Une veuve fait la demande quelques années plus tard pour que son fils très pauvre n'ait pas à payer le tribut.⁹⁵ Francisco Babalos fait même sa demande pour sauver son neveu de la prison.⁹⁶

⁹² ANE mestizos, c.1, exp. 4, 1699/08/07, f3r.

⁹³ ANE mestizos, c.1, exp. 4, 1699/08/07, f3r.

⁹⁴ ANE mestizos, c.1, exp. 26, 1766/08/26.

⁹⁵ ANE mestizos, c.1, exp. 31, 1773/12/30.

Évidemment, tous les Indiens ne pouvaient alléguer qu'ils étaient Métis aussi facilement que ces derniers, car il était nécessaire de soumettre des preuves comme des certificats de baptême et de présenter des témoins crédibles capables de certifier les dires du pétitionnaire.

Pour d'autres parents indiens, exploiter un réseau social permettait de tendre un filet de sécurité pour protéger les enfants en cas de problèmes; certains allaient même chercher des appuis chez des personnes de langue et de culture espagnole. Le colonialisme reposait sur des échanges constants entre les cultures andines et espagnoles et les enfants étaient au cœur de plusieurs de ces rituels. Par exemple, des Indiens pouvaient espérer un meilleur futur pour leurs enfants à leur trouvant des parrains et des marraines de prestige, capables de les défendre.⁹⁷ La circulation d'enfant s'inscrivait dans la même ligne de pensée. La circulation d'enfant était une pratique commune, aussi bien dans la tradition espagnole que dans la tradition andine. Depuis l'époque de la conquête, des parents ont volontairement placé leurs enfants au travail dans d'autres familles, parfois pour gagner de l'argent, parfois dans l'espoir que leurs enfants deviennent acculturés ou habitués à la culture hispanophone.⁹⁸ Certains enfants de paysans envoyés en ville devenaient effectivement acculturés; des dirigeants coloniaux s'inquiétaient même de ce fait.⁹⁹

⁹⁶ ANE mestizos, c.1, exp. 6, 1731/04/10. Voir aussi le dossier 4 de la même boîte pour la suite de la saga familiale.

⁹⁷ "The mechanisms of social control in colonial society depended far more upon constant contact between European and Indian people than upon any show of force. The front-line troops of the colonial system were not soldiers but the people who spoke the language of the Indian people, who were willing to stand as godparents to their children or sponsors at their marriages, and who would do small favors for their ritual kinsmen – favors that generally proved to be to their own benefit." C'est en divisant la solidarité communautaire andine que les Espagnols ont réussi à maintenir leur domination pendant l'ensemble du système colonial alors que les rébellions ont toutes été soldées par des échecs malgré la prépondérance démographique des Indiens. Karen Spalding, *Huarochiri: An Andean Society Under Inca and Spanish Rule*. Stanford, Stanford University Press, 1988, p. 286.

⁹⁸ Minchom, *The People of Quito*, p. 161. Voir également l'article de Teresa Vergara, "Growing Up Indian", in B.Premo et O.González, eds. *Raising an Empire*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 2007, pp. 75-106.

⁹⁹ Karen Spalding donne l'exemple du vice-roi de Lima dans *Huaracochiri*, p. 279.

Pour les enfants plus vieux, le travail infantile, souvent nécessaire à l'économie domestique, était également un sérieux facteur de risque pour les homicides, les agressions sexuelles et les enlèvements d'enfants.¹⁰⁰ Les jeunes travailleurs passaient de longues journées hors de la supervision d'adultes dans l'espoir de ramasser quelques sous, s'exposant ainsi à de multiples dangers. Une deuxième explication possible est que l'enlèvement d'enfants n'était pas rare à cette époque. Même si la pratique était décriée par les autorités coloniales, des enfants, surtout des garçons, étaient kidnappés pour travailler dans des fermes ou dans des mines.¹⁰¹ Certains petits étaient enlevés par quelqu'un profitant de la vulnérabilité ou de la pauvreté du parent.¹⁰² D'autres étaient attirés loin de leur famille par des promesses de nourriture ou d'argent, parfois même par d'autres enfants, avant d'être vendus et obligés à travailler de force.¹⁰³ Les parents avaient donc la lourde tâche d'être vigilants s'ils désiraient assurer la protection des siens.

Pour contester l'autorité sur leurs enfants, des parents indiens ont dû avoir recours à l'aide des tribunaux, souvent avec un succès mitigé. Manuela Tara est une Indienne qui s'est fait dérober son fils Antonio, 7 ans, par son patron, Don Juan José Chavarría.¹⁰⁴ Celui-ci avait engagé la mère pour qu'elle le serve, lui fasse la cuisine et s'occupe de ses vêtements pendant ses voyages. Après les avoir amenés à Latacunga, puis à Ambato, où il a abandonné la mère « en démontrant la grande préméditation qu'il a eu d'emmener mon fils avec lui. »¹⁰⁵ La mère de famille s'est retrouvée dans l'incapacité financière de faire le voyage pour aller retrouver son fils, Antonio. L'issue de cette cause est incertaine. Une

¹⁰⁰ Milton, *The Many Meanings*, p. 136. Les exemples d'enfants qui ont été victimes de crimes alors qu'ils travaillaient sont nombreux dans les archives. Par exemple, Basilio Atentiza était vendeur itinérant lorsqu'il a été tué : ANE criminales, c.23, exp.2, 1726/09/11. Margarita, une jeune indienne, était servante lorsqu'elle s'est fait violer : ANE criminales, c.87, exp.20, 1780/08/08. Martina, 12 ans, avait la tâche d'acheter du pain lorsqu'elle a rencontré son agresseur : ANE criminales, c.131, exp.26, 1788/04/09. Deux petits travailleurs ont été enlevés à leur famille : ANE indígenas, c. 137, exp.15, 1793/12/27.

¹⁰¹ Voir le récit de la disparition du petit Antonio, 9 ans, dans Milton, *The Many Meanings*, p. 133-136.

¹⁰² Dans l'histoire de Antonio Caillagua, 7 ans, la mère s'était engagée comme employée, mais son patron l'a abandonnée seule à Ambato, s'enfuyant avec son fils. ANE gobierno, c.49, exp.4, 16/10/1794.

¹⁰³ Milton, *The Many Meanings*, p. 135.

¹⁰⁴ ANE gobierno, c.49, exp.4, 1794/10/16.

situation encore plus complexe prévalait pour la petite María Isavel, 8 ans, une servante que la patronne, Doña María Días, empêchait de voir son père sous prétexte qu'elle était une fille adultérine, née pendant le veuvage de sa mère.¹⁰⁶ Prise en étau entre sa patronne et son père naturel, María Isavel a plutôt été placée comme servante au monastère des religieuses de la Conception par le tribunal.¹⁰⁷ La circulation d'enfants avait donc ses bons côtés, celui de familiariser les mineurs avec la culture espagnole et leur apprendre la langue parlée par les dirigeants coloniaux. En contrepartie, les enfants se retrouvaient souvent vulnérables aux exigences de leurs employeurs et celle des parents biologiques, impuissants lorsque les poursuites judiciaires donnaient des mauvais résultats.

Lorsqu'ils n'étaient pas les parents biologiques d'enfants, les Indiens avaient encore plus de difficulté à faire reconnaître leurs droits. Eugenio Hidalgo et Francisca Fernández ont élevé pendant 8 ans la petite María, en la considérant comme leur fille adoptive, en ignorant l'identité de ses véritables parents. Lorsque la mère biologique présumée, Doña Antonia Rendón, s'est présentée à leur porte, elle était accompagnée de plusieurs personnes qui ont blessé le couple en leur ravissant de force María. Eugenio Hidalgo s'est donc adressé à la cour pour exiger la *patria potestad*, l'autorité de chef de famille sur la petite María : « c'est dur de se persuader que la Rendón ait droit, à cause de ses propres dires, fondés sur une rumeur quelconque » d'être écoutée en justice, alors qu'elle ne savait pas où était sa fille pendant 8 ans.¹⁰⁸ Le couple d'Indiens avait affaire à forte partie. Doña Antonia Rendón se disait noble, mais pas riche, plaidant sa pauvreté. Elle a prétendu que María était sa fille légitime, abandonnée au couvent de Santa Clara. Elle n'avait aucune preuve de sa maternité et avait même oublié la date du baptême. Pourtant, c'est elle que le tribunal a cru, accordant toutefois un dédommagement financier au couple Hidalgo pour les dépenses encourues pendant huit ans.

¹⁰⁵ ANE gobierno, c.49, exp.4, 1794/10/16, f1r, "...solo demostro la premeditada magsima que avia tenido de llevarlo a mi hijo."

¹⁰⁶ ANE indígenas, c. 127, exp.16, 1790/12/05.

¹⁰⁷ ANE indígenas, c. 127, exp.16, 1790/12/05.

¹⁰⁸ ANE menores, c.2, exp.20, 1802/09/04, f.8v.

Les enfants autochtones se retrouvaient parfois au cœur de jeux de pouvoir entre adultes. Par exemple, lorsque des hommes indiens qui avaient signé un contrat de travail s'enfuyaient, ils devaient vivre avec l'idée que leurs femmes et leurs enfants seraient intimidés ou forcés à repayer une dette à leur place. La propriétaire d'*hacienda* Da Felipa Herrera a tenté de forcer la femme enceinte d'un de ses ouvriers *concierto* à travailler pour rembourser les dettes de son mari disparu. Devant le refus de cette dernière d'obtempérer, elle a retenu prisonniers ses trois enfants. Ce n'est que grâce à l'intervention du tribunal que la plaignante, une Indienne prénommée Francisca, a réussi à retrouver sa progéniture.¹⁰⁹ De tels agissements n'étaient pas rares et se produisaient parfois à plus grande échelle lorsqu'un groupe de femmes et d'enfants étaient retenus prisonniers et forcés à travailler.¹¹⁰

Des méthodes criminelles utilisées par des Indiens pour se protéger ou protéger leurs familles de l'arrivée d'enfants indésirables ou de surpopulation étaient l'avortement, l'infanticide et l'abandon. Il est difficile de retrouver des traces de ces actions dans les archives. Même si l'avortement était considéré officiellement comme un « homicide »¹¹¹, la rareté des procès pour avortement dans les archives démontre que ce type d'offense était difficile à repérer ou à prouver.¹¹² En effet, des potions abortives circulaient et pouvaient être achetées en secret.¹¹³ De plus, même lorsqu'un avortement était prouvé, les sentences étaient légères, tout comme les sentences attribuées aux parents infanticides.¹¹⁴

¹⁰⁹ ANE indígenas, c.147, exp.18, 19 febrero 1800

¹¹⁰ ANE indígenas, c.101, exp.8, 29 agosto 1778.

¹¹¹ Le terme « homicide » est utilisé dans la poursuite contre Francisco Matute, accusé d'avoir avorté l'enfant que portait sa femme. ANE criminales, c.143, exp.3, 1790/06/30.

¹¹² Dans son article sur le fort taux de mortalité dans les orphelinats au Chili, René Salinas Meza avance l'hypothèse que dans la mentalité catholique, la mort d'enfants innocents, rappelés par Dieu avant de commettre leur premier péché, n'était pas toujours perçue comme une tragédie, car le poupon devenait un ange au paradis et était ainsi libéré d'une vie de misère. Ceci permet d'expliquer pourquoi certains parents espagnols préféraient mettre au monde des enfants pour les laisser à l'orphelinat malgré des taux de mortalité abracadabrants, plutôt que de risquer la perte en commettant les crimes de l'avortement ou de l'infanticide. René Salinas Meza, "Orphans and Family Disintegration in Chile", *The Journal of Family History*, vol. 16 (3), 1991, pp. 318-319.

¹¹³ Dans une poursuite pour viol d'une jeune fille tombée enceinte après les faits, l'accusé Ramón Ximenes accuse la mère de sa victime d'avoir administré plusieurs potions abortives dans l'espoir d'interrompre la

Il n'est pas anodin que tous les cas d'infanticide retrouvés dans le cadre de cette étude aient été perpétrés par des pères indiens, peut-être parce qu'ils étaient plus susceptibles d'être rapportés à la justice que ceux commis par des mères à cause de leur violence. D'abord, trois des quatre meurtres dont il est question étaient des parricides, donc des pères accusés d'avoir tué leurs propres enfants (l'autre était celui d'un fils adoptif). Dans deux de ces cas, la sentence était légère ce qui peut indiquer que le meurtre de très jeunes enfants était considéré comme étant moins grave que celui d'un adulte dans le contexte d'une forte mortalité infantile. À Cuenca, Juan Ortega a d'abord été condamné à un an de travaux forcés à Guayaquil pour le meurtre à coups de couteau de son fils alors qu'il était en état d'ébriété, mais le tribunal de Quito a révisé la sentence et l'a condamné, ainsi que sa femme, à cinq ans de travaux forcés.¹¹⁵ En 1806, un père accusé d'avoir tué ses deux enfants a été absous des charges retenues contre lui.¹¹⁶ Le cas de Damian Chisquipuma est légèrement différent. Ce dernier a reçu des coups de fouet et a été condamné à mort. Pourtant, il n'a pas été reconnu coupable que du meurtre du bébé, mais aussi celui de sa concubine, ce qui a aggravé l'offense.¹¹⁷ Ceci laisse croire que le meurtre d'un adulte était plus grave que celui d'un enfant. Une dernière cause est particulièrement intéressante puisque la sentence pour meurtre d'un bébé de trois mois a été réduite à trois reprises. La sentence de mort a été changée en peine de 200 coups de fouet et à cinq ans de travaux à la Fabrique royale de tabac de Guayaquil.¹¹⁸ Il faut dire que le meurtre d'un adulte indien était le meurtre d'un travailleur, alors qu'un bébé ou un poupon de la même race n'avait pas nécessairement la même importance économique aux yeux de l'État.

grossesse. Il ne donne pas d'explication, ce qui laisse croire que cette situation n'était pas inconnue des autorités. ANE criminales, c.161, exp. 26, 1795/04/11.

¹¹⁴ Pour l'avortement, voir par exemple ANE criminales, c.183, exp. 9, 1801/08/08. Pour l'infanticide, ANE criminales, c.161, exp.24, 1795/04/08; ANE criminales, c.207, exp.9, 1806/11/08; ANE criminales, c.105, exp.8, 1783/12/24.

¹¹⁵ ANE criminales, c.161, exp.24, 1795/04/08.

¹¹⁶ ANE criminales, c.207, exp.9, 1806/11/08.

¹¹⁷ ANE criminales, c.105, exp.8, 1783/12/24

¹¹⁸ ANE indigenas, c. 138, exp. 22, 1794/10/16.

Dans l'étude du fonds *criminales* de l'Archive général de l'Équateur, les crimes d'avortement et d'infanticide retrouvés concernent presque tous des parents indiens. Il est difficile de déterminer si les gens de cette catégorie raciale commettaient ces gestes plus souvent ou, ce qui est plus plausible, que l'État réprimait davantage les crimes contre les bébés dans ces populations. Toutefois, les poursuites pour avortement et infanticide demeurent rares.¹¹⁹ En effet, il semble qu'abandonner un bébé indésirable aux portes d'une maison privée ou d'un monastère ait été une pratique moins dangereuse et utilisée aussi bien par les Indiens que par les Espagnols à la fin du XVIII^e siècle.¹²⁰ Après la cédula royale de 1794 légitimant automatiquement les enfants abandonnés, le transformant en 'enfant du roi' quelle que soit leur appartenance ethnique, des parents indiens ont abandonné leurs enfants consciemment, évitant ainsi de payer le tribut.¹²¹ Comme plusieurs hommes indiens ont utilisé un statut *d'expósitos* pour échapper aux collecteurs d'impôts, le phénomène a été une source de préoccupation importante pour les dirigeants *quiteños* à l'époque.¹²²

En tant qu'individus, les parents indiens pouvaient utiliser leur réseau social pour défendre leurs enfants. Ils ont pu fuir, désobéir aux lois, voire commettre des gestes criminels ou encore faire appel au système de justice pour réparer des torts commis envers leurs familles. Ces stratégies sont particulièrement intéressantes à étudier lorsqu'on les compare avec celles utilisées par les parents esclaves qui seront exposées dans le chapitre trois. En effet, parents indiens et esclaves ont utilisé virtuellement les mêmes stratégies pour résister à l'ordre colonial et revendiquer la *patria potestad*, l'autorité sur leurs enfants. Dans les deux groupes, Indiens et esclaves, on remarquera le rôle central des mères de famille, plus nombreuses que les pères à solliciter l'État pour obtenir du pouvoir sur leurs enfants.

¹¹⁹ Moins d'une dizaine, selon la manière de compter.

¹²⁰ Salinas Meza, "Orphans and family disintegration in Chile", pp. 315-329.

¹²¹ Milton, *The Many Meanings of Poverty*, p. 144. ANE mestizos, exp. 61, 1779-XI-15, cité dans Minchom, *The People of Quito*, p. 160.

¹²² Milton, *The Many Meanings of Poverty*, p. 145.

Conclusion

Au début de l'époque bourbonnienne, l'État colonial a fait intrusion dans les affaires internes des communautés autochtones avec vigueur, s'arrogeant le droit de gérer les finances afin de mieux les protéger. Une série de soulèvements a éclaté à partir de 1765 dans le nord de l'Équateur. L'argument de la lutte pour sauver les enfants de l'esclavage sera utilisé par les Indiens pour justifier ces rébellions. Cet argument concorde avec une redéfinition de l'État et de sa relation avec les enfants autochtones. Plus que jamais, ces derniers sont dans la mire des autorités qui tentent d'implanter une société plus séculière, plus libérale, avec de nouvelles normes axées sur le progrès. Dans le chapitre cinq portant sur l'éducation, nous verrons également que le projet de scolariser les enfants autochtones à la fin du XVIII^e siècle venait s'ajouter au mécontentement des Indiens qui n'ont pas tous accepté l'ouverture d'écoles dans leurs communautés et les taxes supplémentaires que celles-ci supposaient.

Les enfants indiens étaient souvent mis au travail à un très jeunes. Des parents indiens ont réagi de manière individuelle aux tensions placées sur leurs familles à la fin de l'ère coloniale et résisté à l'idée de voir leurs enfants enlevés de leur autorité sans leur consentement. Ce faisant, ils se sont souvent dépeint comme des « parents » plutôt que comme des « mineurs » dans les sources juridiques et criminelles. Il s'agit peut-être là d'une grande ironie du système colonial, car si les Indiens de tous âges étaient considérés comme des « mineurs » protégés par le Roi, les parents, en tant qu'adultes avaient beaucoup plus de mal à exiger que leurs enfants reçoivent une protection particulière à titre de « mineurs ».

« les chaînes de mon cœur »¹

Paternité, maternité et vie familiale chez les esclaves

Lorsqu'il adresse une pétition à la cour pour condamner la manipulation que son maître exerce sur lui en maltraitant ses enfants, Constancio Ontaneda utilise une figure de style poignante : « [mon maître] possède deux de mes fils qui sont les chaînes qui tiennent mon cœur captif ».² Il exprime ainsi en quelques mots les problèmes auxquels devaient faire face les parents esclaves attachés à leurs enfants. La menace de séparation forcée était bien réelle; elle pendait au-dessus de la tête d'hommes et de femmes soumis à la volonté de leurs propriétaires. Constancio Ontaneda, se disant « homme de bien » malgré la couleur de sa peau, refuse d'être vendu sans sa famille, et préfère se faire emprisonner et passer plusieurs jours sans nourriture, que d'être exilé loin des siens.³ Il est intéressant de constater que Constancio Ontaneda a trouvé une tribune officielle pour formuler cette plainte contre son propriétaire. Il a demandé la protection de l'État colonial pour assurer que ses enfants seraient bien traités et qu'ils demeureraient sous son autorité parentale. Cette situation, typique de la fin de l'époque coloniale, alors que les idées du Siècle des Lumières commençaient à infiltrer le système judiciaire, aurait été impensable quelques décennies plus tôt. Au fur et à mesure que l'esclavage a commencé à s'étioler, les juges se sont mis à traiter les 'enfants esclaves' davantage comme des enfants et de moins en moins comme des esclaves.⁴ De plus, les tribunaux se sont mis à récompenser les adultes manifestant de l'amour parental ou tout autre bon sentiment à l'égard des *esclavitos*.⁵

¹ "Autos de Constansa Ontaeda Negro Esclavo de Don Felis miranda su Amo", ANE Esclavos, caja 16, exp. 6, 1800/08/18, f11r. "...pues me parese, qe es suficiente mi pricion pa qe mi amo Sr Dn Felis Miranda asegue su dinero ps tambien tiene dos hijos mio qe son las cadenas, qe cautivan mi Corazon..."

² *Idem*.

³ *Idem*, f6r.

⁴ Voir Bianca Premo, *Children of the Father King*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2005, p. 213 et l'ensemble du chapitre 7.

⁵ Premo, *Children of the Father King*, p. 214.

La position des esclaves dans la métaphore de la famille patriarcale est ambiguë parce que ces derniers étaient à la fois des possessions, des biens marchands ayant une valeur de revente, mais ils étaient aussi des personnes capables de se reproduire et d'avoir des enfants. Les parents esclaves avaient-ils l'autorité sur leurs enfants? Avaient-ils la possibilité de les protéger, de les éduquer? Dans ce chapitre, nous allons voir que les esclaves avaient une marge de manœuvre pour prendre soin de leurs enfants et qu'en cas de conflits avec leurs propriétaires, les parents avaient deux choix : contourner les lois ou s'adresser aux tribunaux pour faire reconnaître leur autorité parentale en faisant appel à la bonté paternelle du Roi. À mesure que l'institution de l'esclavage s'est effritée dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, les parents esclaves ont eu une plus grande flexibilité pour énoncer devant l'État l'une de leurs revendications : demeurer avec leurs enfants, exiger qu'ils soient bien traités et enfin, obtenir leur liberté. La Cédule royale sur l'instruction des esclaves promulguée par le roi Charles IV en 1789, « [which] provided official backing for parents and relatives who wished to sue masters over child support », a grandement favorisé cette ouverture.⁶ Nous verrons que cette cédule a permis à des esclaves de présenter plus aisément leurs arguments parentaux devant la cour pour se faire valoir comme des pères et des mères affectueux et compétents.

L'esclavage à Quito à la fin du XVIII^e siècle

À la fin du XVIII^e siècle, le commerce esclavagiste transatlantique était à son apogée.⁷ Les enfants africains transportés contre leur gré en Amérique sont devenus encore

⁶ Premo, *Children of the Father King*, p. 216. La cédule royale, imprimée à Aranjuez en 1789 et envoyée à Quito en douze exemplaires a été présentée au public comme une compilation de lois déjà existantes pour protéger les esclaves contre l'abus de leurs maîtres pour des raisons de piété religieuse et des raisons d'État. Toutefois, l'Espagne désirait également rivaliser avec d'autres nations esclavagistes comme la France et l'Angleterre, dans un contexte de déréglementation du commerce. Manuel Lucena Salmoral, *Sangre Sobre Piel Negra*, Quito, Abya-Yala, 1994, pp. 31-34.

⁷ "The general New World demand for slaves greatly increased during the late eighteenth century, and the Atlantic slave trade reached its highest level between 1750 and 1810." Magnus Mörner, "Slavery, Race Relations and Bourbon Reorganization in Eighteenth-Century Spanish America", in J. Schoefield Saeger, ed.

plus nombreux que les petits européens à migrer outre-mer au cours de la même période.⁸ Cette situation n'était toutefois pas généralisée. Dans l'Audiencia de Quito par exemple, l'esclavage était en baisse à la fin du XVIII^e siècle.⁹ Ceci s'explique par le prix élevé de l'achat, notamment à cause des problèmes de transport.¹⁰ Il était de plus en plus rare de voir des propriétaires acheter un esclave d'Afrique plutôt que de compter sur la reproduction des Noirs nés sur le sol américain et même l'achat d'esclaves nés en Amérique était en baisse.¹¹ Ce déclin a favorisé les esclaves en leur donnant un pouvoir de négociation. Il était de plus en plus facile pour les esclaves d'acheter leur liberté, même si pour ce faire, ils devaient souvent user de ruse et de stratégie.¹² Enfin, comme nous le verrons plus loin, les esclaves investissaient les tribunaux plus que jamais pour y déposer plaintes et revendications. Par exemple, des groupes entiers d'esclaves contestataires se sont soulevés dans des haciendas de la zone andine pour protester devant les tribunaux coloniaux contre leurs mauvais traitements ou leurs transferts au cours de cette période.¹³

Les esclaves étaient des possessions qui étaient achetées et vendues au bon vouloir de leurs maîtres. Ironiquement, ils étaient aussi des êtres humains qui pouvaient avoir recours aux tribunaux et solliciter la protection de l'Église pour les défendre.¹⁴ Dans le

Essays on the Eighteenth-Century Race Relations in the Americas. Bethlehem, Lawrence Henry Gipson Institute, 1987 p. 11.

⁸ Audra Diptee, "Imperial Ideas, Colonial Realities", in J. Marten, ed., *Children in Colonial America*, *Children in Colonial America*, New York, New York University Press, p. 48.

⁹ Hamerly constate une baisse marquée de l'esclavage à Guayaquil, la plus grosse zone esclavagiste de l'Audiencia de Quito, à la fin du XVIII^e siècle, mais constate surtout le déclin constant du nombre d'esclaves après 1800. Il explique également cette situation par la migration des Indiens qui servent à combler les besoins les plus pressants. Michael Hamerly, *A Social and Economic History of the City and District of Guayaquil During the Late Colonial and Independence Periods*, Ph.D. thesis (history), University of Florida, 1970, pp. 90-91.

¹⁰ Salmoral, *Sangre sobre piel negra*, p. 56.

¹¹ Hamerly, *A Social and Economic History*, p. 92.

¹² María Eugenia Cháves, *Honor y Libertad: Discursos y Recursos en la Estrategia de Libertad de una Muger Esclava (Guayaquil a fines del periodo colonial)*. Tesis Ph.D. (historia), Universidad de Gotemburgo, 2001, p.53.

¹³ Cháves, *Honor y Libertad*, p. 53 ; Bernard Lavallé, "Lógica esclavista y resistencia negra en los Andes ecuatorianos a finales del siglo XVIII", *Revista de Indias*, vol. 53, n. 199 (1993), pp. 699-722.

¹⁴ Sur les mesures patriarcales de l'État et de l'Église pour protéger les esclaves, voir David Chandler, "Slave over Master in Colonial Colombia and Ecuador", *The Americas*, vol. 38, n. 2 (1982), pp. 316-317.

système patriarcal, les esclaves étaient placés sous l'autorité d'un patriarche pour les encadrer, les discipliner, les nourrir et les habiller. En cas de mauvais traitements, ils pouvaient avoir recours à la justice et contester le pouvoir de leurs maîtres. Pour entamer des procédures judiciaires, les esclaves devaient être représentés par un homme blanc (le défenseur des mineurs ou procureur des pauvres disponible dans chaque municipalité avant 1789, nommé *procurador síndico* après cette date), au même titre que les enfants, les Indiens et les femmes.¹⁵ Les esclaves étaient donc d'un point de vue légal, considérés comme des mineurs.

Plusieurs esclaves étaient aussi parents et chefs de famille. Le modèle patriarcal, conférant des pouvoirs spéciaux à l'autorité parentale, s'appliquait aussi dans une certaine mesure aux familles d'esclaves.¹⁶ En s'adressant aux tribunaux, les parents esclaves avaient la possibilité de contourner la volonté de leurs maîtres, pour faire valoir leur droit à prendre des décisions concernant leurs enfants. Comme l'a démontré Bianca Premo, ceci était encore plus vrai à la fin de l'ère coloniale alors que les nouvelles idées sur les enfants inspirées des Lumières circulaient, favorisant les droits naturels, l'éducation et la discipline.¹⁷

Malgré la déshumanisation de l'esclavage, plusieurs historiens ont démontré à quel point les parents esclaves ont déployé des efforts pour adoucir la vie de leur progéniture.¹⁸ Beaucoup ont cherché à le faire en luttant pour obtenir la liberté de ces derniers. Les recherches menées par Christine Hünefeldt au Pérou démontrent à quel point les esclaves

¹⁵ Cette règle était toutefois contournée dans plusieurs cas. Cháves, *Honor y libertad*, p. 85. Voir aussi Chandler, "Slave Over Master", p. 316. Voir aussi les réflexions de Carlos Aguirre à ce sujet : "The Defensor de Menores [...] played a key role in disseminating ideas, notions and information instrumental in enabling the slaves to make their actions of resistance more effective...", Aguirre, "Working the System: Black Slaves and the Courts in Lima, Peru", in D. Hines and J. McLeod, eds., *Crossing Boundaries: Comparative history of black people in diaspora*, Bloomington, Indiana University Press, 1999, p. 216.

¹⁶ Premo, *Children of the Father King*, p. 211.

¹⁷ Premo, *Children of the Father King*, p. 212.

¹⁸ Par exemple Wilma King, *Stolen Childhood, Slave Youth in Nineteenth-Century America*, Bloomington, Indiana University Press, 1997.

ont utilisé une variété de moyens pour faire baisser leur prix afin de gagner leur liberté ou celle de leurs enfants : la vieillesse, la maladie, l'incapacité à accomplir certaines fonctions.¹⁹ Plusieurs adoptaient aussi une stratégie familiale, libérant en priorité les personnes qui avaient les meilleures chances de gagner l'affranchissement des autres membres de la famille. À partir de 1563, la loi stipulait que les parents avaient la première opportunité d'acheter les enfants lorsque leurs maîtres désiraient les vendre, ce que plusieurs ont fait à cause du prix minime de ces derniers, souvent inférieur à 50 pesos.²⁰ Ainsi, une mère pouvait faire relâcher son enfant avec l'espoir que ce dernier, lorsqu'il serait plus vieux, puisse payer à son tour le juste prix pour acheter sa liberté en retour.²¹ C'était un pari risqué à cause des risques de maladie ou de mortalité, mais les esclaves ont emprunté plusieurs chemins pour trouver la route de la liberté.

Les esclaves pouvaient aussi utiliser des moyens légaux pour se défendre ou défendre leurs enfants des mauvais traitements. La loi hispanique des *Siete Partidas* empêchait un propriétaire de tuer ou de blesser sérieusement son esclave ou les membres de sa famille.²² Les esclaves avaient également le droit de réclamer d'être vendus à un autre propriétaire lorsqu'ils jugeaient que le leur était abusif. Selon la loi des *Siete Partidas*, un maître ne pouvait refuser de vendre un esclave si un acheteur souhaitait payer le juste prix.²³ Évidemment, il était facile de contourner cette loi en fixant un tarif déraisonnable pour décourager les acheteurs potentiels.²⁴ Les tribunaux pouvaient trancher un litige en demandant une évaluation du prix d'un esclave par un examinateur, mais il existait peu de

¹⁹ Christine Hünefeldt, *Paying the Price of Freedom*, Berkeley, University of California Press, 1994, p. 78.

²⁰ Chandler, "Slave over Master", p. 321.

²¹ Le choix était difficile à faire pour un parent : à quel âge fallait-il faire libérer un enfant? Plus l'enfant était jeune, plus son prix était bas. Toutefois, il s'agissait d'une transaction risquée, puisque la mortalité infantile était élevée. De plus, faire libérer un jeune enfant voulait également dire avoir à payer pour sa subsistance à un âge où il ne pouvait gagner de salaire. Hünefeldt, *Paying the Price*, p. 13.

²² Premo, *Children of the Father King*, p. 214.

²³ Bernard Lavallé, " Aquella ignominiosa herida que se hizo a la humanidad: El cuestionamiento de la esclavitud en Quito a finales de la época colonial", *Procesos: revista ecuatoriana de historia*, vol. 6 (1994), p.36.

moyens pour forcer les propriétaires récalcitrants à se plier à ce jugement, même lorsqu'il avait été rendu en faveur de l'esclave.²⁵

La marge de manœuvre dont disposait chaque esclave variait en fonction du type d'esclavage auquel il était soumis, de son réseau social, de sa relation avec son propriétaire et de sa capacité à gagner de l'argent. On pourrait regrouper les esclaves dans trois catégories distinctes en fonction du type d'emploi qu'ils occupaient : les travailleurs domestiques, les travailleurs journaliers et les travailleurs des zones rurales (ceux qui oeuvraient dans l'agriculture, en particulier dans la production du sucre, et dans les mines). Les esclaves étaient concentrés dans trois principales régions du Royaume de Quito : Popayán, la sierra nord centre (entre autres la ville de Quito, mais également celles d'Otavalo et d'Ibarra connues comme la vallée de Chota) et Guayaquil. Ils devaient également faire face à des réalités différentes en contexte urbain ou en contexte rural.

Les travailleurs domestiques jouaient un double rôle dans la société coloniale : ils accomplissaient bien sûr des tâches variées dans les maisonnées, mais ils contribuaient aussi à rehausser le statut social de leurs propriétaires.²⁶ Le travail domestique était l'emploi logique pour de jeunes esclaves incapables de labeurs physiques intenses, particulièrement les petites filles, ou des femmes plus âgées, capables de servir de nourrice pour les bébés des maîtres.²⁷ Les enfants qui grandissaient comme travailleurs domestiques

²⁴ Par exemple, le prix de Asencia Mendes, fixé à 800 pesos par sa propriétaire, est jugé disproportionné par son mari Mariano Espinoza qui cherche un nouveau propriétaire pour elle. ANE esclavos, caja 23, exp. 1, 1825/02/25.

²⁵ Par exemple, Martina, une jeune fille de 14 ans est évaluée à 400 pesos par son propriétaire parce qu'elle sait coudre et cuisiner alors que l'acheteur réclame un prix de 350 pesos. La cour nomme Don Pedro Calisto et Don José Ortega pour déterminer le juste prix. Ces derniers affirment que 400 pesos est raisonnable, car "...la Esclava es de buen color, se halla en su mejor edad, y ha sido muy bien educada por su señora..." ANE esclavos, c.16, exp. 14, 1801/06/02, f53v.

²⁶ Mörner, "Slavery, Race Relations", p. 10.

²⁷ Dans son étude comparative sur l'âge des esclaves et de leur prix moyen sur le marché de Lima, Carlos Aguirre a découvert que l'âge privilégié pour acheter une esclave de sexe féminin était son pic de reproduction (entre 16 et 30 ans), alors que pour les hommes, cet âge était plus tardif, la force physique et l'expérience entraient en ligne de compte dans le prix. Carlos Aguirre, *Agentes de su propia libertad*, Lima, Fondo Editorial Universidad Católica, 1993, pp. 93-103.

tissaient parfois des liens affectifs étroits avec la famille de leur propriétaire, ce qui leur donnait parfois des chances de recevoir leur liberté en guise de gratitude de leurs anciens compagnons de jeu.²⁸ Ce n'était pas toujours le cas. La proximité des esclaves et des maîtres dans un même foyer rendait aussi les premiers plus vulnérables aux sévices physiques et sexuels par les seconds.²⁹ En somme, l'expérience des esclaves domestiques variait selon le foyer où ils étaient placés et avait l'avantage de permettre des rapprochements affectifs entre les esclaves et leurs propriétaires, mais en contrepartie cette proximité laissait également place aux conflits domestiques.

L'esclavage journalier était un type d'esclavage très répandu à la fin du XVIII^e siècle, particulièrement en milieu urbain. Ces esclaves vivaient souvent séparément de leurs maîtres, ce qui leur donnait une grande liberté d'action et qui les rendait souvent difficiles à distinguer des travailleurs à faibles revenus. Ils pratiquaient un métier ou travaillaient dans une boutique comme les non-esclaves, à la différence qu'ils devaient remettre une partie de leur salaire à quelqu'un d'autre.³⁰ Les journaliers avaient les mêmes responsabilités que les hommes libres, ils devaient souvent se loger, se nourrir et même se trouver un emploi, les propriétaires se souciant uniquement de recevoir leur rente mensuelle. Ces esclaves pouvaient utiliser la liberté de mouvement plus grande que celle des autres types d'esclaves (travailleurs domestiques et travailleurs ruraux) pour essayer d'obtenir leur liberté.³¹

²⁸ Comme le souligne Katia Mattoso pour le Brésil, ces jeunes qui se rendaient compte parfois qu'à 7 ou 8 ans de leur statut inférieur, étaient confrontés à une double autorité, une double loyauté, et grandissaient déchirés entre leurs maîtres et leurs propres parents et communautés. Katia de Queirós Mattoso, *Être esclave au Brésil*, Paris, Hachette, 1979, pp. 146-147.

²⁹ Les relations sexuelles entre maîtres et esclaves étaient généralement tenues secrètes, sauf lorsque quelqu'un les dénonçait publiquement. Don Ignacio de Melo s'est retrouvé accusé d'inceste pour d'avoir eu des relations sexuelles avec la fille d'une esclave avec qui il vivait comme mari et femme depuis plusieurs années. Était-ce sa propre fille? Ce n'est pas clairement énoncé dans la poursuite, mais la gravité de la sentence donnée à la fois au maître (dix ans d'exil, puis réduction à quatre ans), et à la jeune fille esclave (six ans de réclusion dans un monastère) laisse croire que c'était peut-être le cas. ANE criminales, c. 20, exp. 3, 1717/11/12.

³⁰ Salmoral fait remarquer que les femmes esclaves journalières avaient un risque élevé de tomber dans la prostitution si elles ne trouvaient pas d'emploi, ce qui préoccupait la couronne. Salmoral, *Sangre sobre piel negra*, p. 105.

Les esclaves vivant en zone rurale étaient probablement ceux qui devaient travailler le plus dur et qui avaient les conditions de vie les moins avantageuses. Ils n'avaient pas la liberté d'action des journaliers, ni la relation affective que pouvaient nouer les travailleurs domestiques avec leurs patrons.³² Les travailleurs agricoles oeuvraient souvent dans de vastes plantations. Dans la vallée de Chota près d'Ibarra, la production sucrière, longtemps dominée par les pères jésuites, employait une importante main-d'œuvre noire.³³ À Guayaquil, la rapide expansion des plantations de cacao à la fin du XVIII^e a causé une pénurie d'esclaves agricoles sur la côte pacifique, ce qui a pu améliorer légèrement les conditions de travail.³⁴ La vie était peut-être encore plus difficile dans les zones minières. Les esclaves qui étaient vendus à Barbacoas pour y faire de l'exploitation minière voyaient la transaction comme une punition, car ils étaient condamnés à une vie de misère.³⁵ Enfin, les esclaves en milieu rural avaient peut-être les pires conditions d'hygiène et de nourriture, moins de contact avec les réseaux de non-esclaves et encore moins de liberté d'économiser de l'argent pour rêver d'acquérir un jour la liberté.³⁶

Somme toute, l'esclavage sur le territoire de l'Audiencia de Quito était un phénomène marginal qui s'explique aisément par la présence d'une abondante main-d'œuvre autochtone, ce qui distingue la Real Audiencia de sa voisine, la Colombie. Au XVIII^e siècle, l'esclavage était en majorité « créole », ce qui signifie qu'il reposait peu sur l'achat d'esclaves africains, mais bien sur la reproduction des esclaves, même dans la zone portuaire de Guayaquil.³⁷ Cette particularité de la région de Quito rend l'étude de la

³¹ Aguirre, *Agentes de su propia libertad*, pp. 135-149; Hünefeldt, *Paying the Price*, p. 64.

³² Plus une plantation était petite, plus les esclaves avaient de chance de négocier avec leurs patrons ou leurs superviseurs. Voir Hünefeldt, *Paying the Price*, pp. 49-50.

³³ Lavallée, "Lógica esclavista y resistencia negra".

³⁴ Mörner, "Slavery, Race Relations", p. 11.

³⁵ Jean-Pierre Minaudier, « Une région minière de la colonie à l'indépendance: Barbacoas 1750-1830 », *Bulletin de l'Institut Français d'Etudes Andines*, vol. 17, n. 2 (1988), p. 87.

³⁶ Voir Hünefeldt, *Paying the Price*, pp. 49-50. Hünefeldt a trouvé dans son étude sur les esclaves vivant en milieu rural un taux de natalité très bas, ce qui peut être expliqué par différents facteurs : mortalité infantile et mauvaises conditions de vie, vente des enfants en bas âge, avortement volontaire ou provoqué par les mauvais traitements, etc.

³⁷ Salmoral, *Sangre sobre piel negra*, p. 57.

reproduction des femmes et la négociation pour la propriété des enfants un sujet de première importance pour l'histoire de l'Équateur. Nous ferons maintenant une incursion dans la vie de ces familles esclaves qui ont dû souvent négocier, tenter une poursuite judiciaire ou chercher les failles du système colonial afin d'exercer le maigre pouvoir dont ils disposaient.

Esclavage et maternité, ou la liberté du ventre

Même si l'esclavage était un phénomène en perte de vitesse dans l'Audiencia de Quito et que de plus en plus d'esclaves réussissaient à retrouver leur liberté à la fin du XVIII^e siècle, c'était loin d'être le cas pour tout le monde. Les parents qui ne réussissaient pas à acheter la liberté de leurs enfants devaient faire preuve de créativité lorsque venait le temps de protéger leurs familles en cas de conflits avec un propriétaire. Lorsqu'il y avait un désaccord, les esclaves avaient deux choix pour faire respecter leur autorité parentale : contourner la loi, ou entamer une démarche légale pour tenter de faire pencher les juges en leur faveur. Nous allons maintenant explorer la relation entre esclavage et maternité ainsi que des exemples de stratégies utilisées par des femmes esclaves pour défendre leur progéniture.

Il existe une certaine ambiguïté entre la maternité et la condition de l'esclave. En effet, les femmes fertiles mettaient au monde des enfants qui feraient partie du patrimoine de leurs maîtres et enrichiraient ces derniers davantage. À ce titre, plusieurs propriétaires ont encouragé leurs esclaves à se marier et à se reproduire.³⁸ Parallèlement, on retrouve dans les archives des plaintes d'esclaves qui disent avoir subi un ou des avortements à la suite de mauvais traitements infligés par leurs maîtres.³⁹ Les bébés esclaves constituaient aussi des bouches à nourrir supplémentaires, ce qui ne convenait pas à tous les

³⁸ Hünefeldt, *Paying the Price*, p. 49.

³⁹ Jean-Paul Tardieu, *El Negro en la Real Audiencia de Quito*, Quito, Abya-Yala, 2006, p. 323.

propriétaires. Tandis que des femmes esclaves réclamaient des faveurs parce qu'elles portaient en leurs seins l'enfant de leurs patrons, d'autres dans la même situation dénonçaient les violences sexuelles subies. Selon l'historienne María Eugenia Chaves :

It is well known that slave women actively participated in efforts to achieve social ascent for themselves and their children, employing two mutually dependent strategies in their attempts to secure their freedom: they sought to take advantage of the relationships with their masters or mistresses by engaging in illegitimate sexual relations and by forming ties of affection and gratitude; or they relied on the masters' willingness to agree to their buying their own freedom or that of a family member.⁴⁰

Ainsi, plusieurs femmes esclaves pouvaient utiliser des relations amoureuses, amicales ou même sexuelles avec leurs maîtres pour tenter de changer leur sort et celui de leurs familles.

La maternité apportait toutes sortes de complications légales dans la relation entre le maître et son esclave. C'est qu'une femme en âge de se reproduire valait plus cher qu'une autre, et son prix augmentait lorsqu'elle était enceinte. Xaviera, par exemple, a été achetée pour 500 pesos par Juana Maldonado alors qu'elle portait une « créature » dans son ventre. Malheureusement, elle a perdu son bébé en cours de route. Xaviera estime qu'elle vaut 450 pesos tout au plus, mais Doña Juana refuse de la vendre en perdant les 50 pesos que le bébé, mort-né après sept mois de grossesse, lui a coûtés.⁴¹ Il est donc aisé de constater qu'une femme enceinte avait un prix plus élevé, mais que cet investissement était risqué à une époque de forte mortalité infantile. Tous les propriétaires ne réagissaient pas avec bonne humeur lorsqu'ils perdaient l'esclave qu'ils avaient acheté en tant que fœtus.

⁴⁰ María Eugenia Chaves, "Slave women's strategies for Freedom", in E. Dore and M. Molyneux, eds. *Hidden Histories of Gender and the State in Latin America*. Durham, Duke University Press, 2000, p. 112.

⁴¹ ANE esclavos, c.10, exp.8, 1784/05/29.

En fait, la servilité du bébé commençait très jeune : dès la conception. En effet, la femme enceinte était soumise à la « loi du ventre ». Le fœtus était considéré comme un futur esclave si la fécondation avait eu lieu dans le ventre d'une femme en état de servilité.⁴² La loi du ventre laissait la place à une variété d'interprétations juridiques lorsque la mère obtenait son affranchissement avant la naissance d'un enfant, car il fallait alors poser la question : le bébé a-t-il été conçu dans un utérus libre? Cette question était particulièrement importante pour l'esclave María Josepha. Elle a obtenu sa liberté en 1757 pour 225 pesos qu'elle a empruntés.⁴³ Pourtant, son ancien propriétaire, Don Visente, a soutenu que le petit Joseph Antonio ne pouvait profiter de la *carta de libertad* de sa mère. (La *carta de libertad* était le document juridique qui faisait de l'esclave un être libre aux yeux de la loi.⁴⁴) Selon María Josepha, ce garçon avait été conçu après la date de son affranchissement. Pourtant, Don Visente a présenté l'acte de baptême de Joseph Antonio et a démenti les prétentions de la femme mulâtre. Il a également accusé son ancienne esclave de cacher d'autres enfants. María, incapable de payer le coût d'une poursuite judiciaire, s'est sauvée avec sa progéniture, mais elle a été retrouvée 8 jours plus tard. Le tribunal a alors ordonné que l'enfant soit remis à son propriétaire. En désespoir de cause, María Josepha a alors demandé que les frais encourus pour avoir élevé, nourri et habillé Joseph Antonio depuis sa naissance lui soient remboursés.⁴⁵

Certaines femmes esclaves utilisaient aussi l'argument de la maternité dans l'espoir d'obtenir leur liberté. C'est le cas de Gertrudis.⁴⁶ Lorsque celle-ci s'est présentée devant le tribunal, elle en était à sa deuxième grossesse. Les enfants, selon ses dires, étaient ceux de son maître Don Severino, qui lui avait promis une *carta de libertad* en échange de relations sexuelles. Gertrudis a soutenu que le concubinage était public. Évidemment, le maître s'est bien défendu d'avoir invité son esclave à se livrer avec lui à des actes adultères. Le tribunal

⁴² Hünefeldt, *Paying the Price*, p. 12.

⁴³ ANE esclavos, c. 6, exp. 6, 1762/01/28.

⁴⁴ Hünefeldt, *Paying the Price*, p. 247.

⁴⁵ ANE esclavos, c. 6, exp.6, 1762/01/28, f17v.

⁴⁶ ANE esclavos, c. 7, exp.13, 1772/07/27.

a condamné Gertrudis à un an de prison. Cette situation n'était pas unique, car de nombreuses femmes ont présenté au tribunal l'argument qu'elles avaient accepté d'avoir des relations sexuelles avec leurs propriétaires en échange d'une promesse de liberté, mais il s'agissait d'un combat difficile à gagner, car elles attaquaient la crédibilité d'un homme blanc, les seules preuves sur lesquelles elles pouvaient compter étaient la rumeur publique et la couleur de la peau du bébé à naître.⁴⁷

Même si les enfants esclaves appartenaient légitimement à leurs propriétaires et qu'ils pouvaient être vendus à tout moment, l'esclavage ne réduisait pas à néant les relations familiales, les sentiments, l'attachement. Dans certaines régions, des mères désespérées ont préféré tuer leurs enfants plutôt que de les voir grandir dans la servitude, mais la situation est plus fréquente dans des régions où le travail exigé était brutal comme à Barbacoas que dans une ville comme Quito où les esclaves étaient surtout des artisans et des travailleurs domestiques.⁴⁸ Au contraire, la plupart des mères qu'on retrouve dans les documents du fonds *esclavos* des archives de la Real Audiencia de Quito témoignent un grand attachement à leur famille; elles sont huit à implorer les juges de ne pas être séparées de leurs enfants lorsque leurs propriétaires manifestent le désir de les vendre, comme María Nieves.⁴⁹ Gregoria de Jesús, quant à elle, s'est débrouillée pour prévenir une douloureuse séparation en réussissant à convaincre un nouveau propriétaire d'acheter ses deux enfants et ainsi empêcher leur vente dans une autre ville.⁵⁰

⁴⁷ Hünefeldt, *Paying the Price*, p. 117.

⁴⁸ Dans son étude sur l'esclavage dans l'Audiencia de Quito, Tardieu n'a pas conclu que les Noirs pratiquaient l'infanticide. Tardieu, *El Negro*, p. 327. Toutefois, dans son étude portant spécifiquement sur la ville minière de Barbacoas, Minaudier a trouvé que l'infanticide était l'une des manières qu'avaient les esclaves de protester contre leurs mauvais traitements. Chez Don Marco Cortés vers 1790, l'auteur a recensé neuf infanticides. Les accusés expliquaient qu'ils préféraient mourir aux mains de la justice que de continuer à vivre dans ces conditions. Minaudier, « Une région minière », pp. 87-88.

⁴⁹ ANE esclavos, c. 7, exp. 3, 1769/07/20.

⁵⁰ Gregoria de Jesús et ses deux enfants appartenaient aux Jésuites qui ont été expulsés en 1767. Don Victor de Salcedo s'est donc adressé aux administrateurs des *temporalidades* qui étaient chargés de liquider les biens des anciens Jésuites pour empêcher la vente des enfants et ont réussi à les garder en compagnie de leur mère. ANH esclavos, c.9, exp. 3, 1779/01/16.

Comment protéger ses enfants à une époque où les tribunaux étaient rarement favorables aux demandes des esclaves? Deux documents nous démontrent qu'il restait de l'espoir aux mères désirant voir leurs enfants grandir sans porter de chaînes lorsqu'elles n'avaient pas les moyens de payer pour acheter leur liberté. Un de ces espoirs était d'abandonner l'enfant pour qu'il soit élevé par quelqu'un d'autre et présumé libre. Il est difficile de savoir si l'abandon était fréquent ou non chez les esclaves, mais une chose est certaine, cette stratégie demandait une bonne dose de créativité de la part de la mère. Il n'était certes pas si facile de dissimuler un estomac bien rond à un propriétaire soucieux de rentabiliser ses achats. Les deux cas suivants nous proposent deux dissimulations ingénieuses utilisées par des mères esclaves en quête de liberté pour leurs enfants : la fuite et la fausse couche simulée.

Les esclaves avaient toujours l'opportunité de prendre la fuite, parfois avec leurs enfants, pour se soustraire à l'autorité de leurs maîtres. La fuite était sans doute la stratégie principale de résistance des esclaves dans l'Audiencia de Quito : on la retrouve plus souvent dans les archives que d'autres stratégies comme la révolte ou la rébellion.⁵¹ Même des enfants très jeunes avaient la possibilité d'utiliser ce moyen pour contester une décision de leur maître ou se protéger de l'abus.⁵² L'étude d'archives criminelles nous permet d'en connaître très peu sur les fuites, car seuls les cas dénoncés s'y retrouvent. Toutefois, ces histoires individuelles permettent de comprendre les jeux de pouvoir possibles pour déjouer les propriétaires, de constater à quel point l'hégémonie coloniale était élastique et de réaliser que même des esclaves pouvaient contourner le système.

⁵¹ Salmoral démontre que les fugues étaient très fréquentes chez les esclaves de l'Audiencia de Quito, mais que les rébellions l'étaient beaucoup moins, mis à part certains épisodes dans les *haciendas* de sucre au XVIII^e siècle. *Sangre sobre piel negra*, p. 170.

⁵² ANE esclavos, c.6, exp. 15, 1767/05/04. Doña Manuela Bastillas a poursuivi pendant plusieurs années une petite fille du nom de Morotilla qui a fui au moment où elle s'apprêtait à être vendue. Doña Manuela, qui se dit pauvre et sans le sou, croit avoir retrouvé son esclave et s'adresse à la cour pour reprendre sa possession. Comme il n'y a pas de suite à l'histoire, il est possible que Morotilla ait fui de nouveau ou qu'un arrangement à l'amiable ait été conclu.

Juana del Castillo, 19 ans, n'a peut-être pas réfléchi aux rouages du système colonial lorsqu'elle a décidé de prendre la fuite alors qu'elle était enceinte, mais elle avait peut-être pour objectif de soustraire son bébé à l'esclavage. Pendant six mois, ses maîtres l'ont fait rechercher, avant de la retrouver alors qu'elle avait déjà mis une fille au monde, mais cette dernière avait disparu.⁵³ Un enfant correspondant à la description du nouveau-né a finalement été découvert chez une Indienne commerçante (*pulpera*), Ignacia Góngora. Le maître espagnol, Don Diego Melo, a repris de force le bébé en menaçant la nourrice indienne de la dénoncer pour fraude. Selon lui, son esclave était coupable d'« occulter la progéniture » et ce n'était pas la première fois : « elle en a la coutume, et l'a pratiqué avec ses autres enfants, car au temps où elle fut l'esclave de la religieuse Santa Tomás du monastère de Santa Clara de cette ville, elle cacha une petite mulâtre... »⁵⁴ L'esclave Juana del Castillo a tout avoué en bloc : c'est bien son enfant qu'on a retrouvé chez l'Indienne. Toutefois, elle s'est rétractée plus tard, prétextant que c'est la peur de ses maîtres qui l'avait poussée à mentir.

La cause s'est donc poursuivie par l'entremise de Martina de la Cruz, Indienne *pulpera*, celle qui a caché le premier enfant de Juana del Castillo, le petit Joseph Melchor, 2 ans. L'Indienne s'est portée à la défense de son « fils adoptif ».⁵⁵ La *pulpera* pouvait bénéficier d'une aide juridique gratuite réservée aux Indiens, le *protector de naturales* : elle était donc en mesure de contester par la voie légale les dires de l'espagnol Don Melo. L'Indienne Martina de la Cruz a soutenu qu'elle avait recueilli un bébé alors qu'il n'avait que quelques heures de vie.⁵⁶ Un homme de couleur marron lui avait alors emmené une créature encore pleine de sang avec un cordon ombilical pour qu'elle soit sa nourrice. Martina de la Cruz a donc déclaré qu'on ne peut que supposer que son fils adoptif était bien

⁵³ ANE esclavos, c.10, exp.9, 1784/06/01.

⁵⁴ *Idem*, f7r. «ocultar la prole, como lo tiene de costumbre, y lo ha practicado conlos otros hijos, y entiempo que fue esclava dela Religiosa de Santo Tomas del monasterio de Santa Clara de esta ciudad, oculo una mulatilla...»

⁵⁵ ANE esclavos, c.10, exp.9, f12v, 1784/05/05.

⁵⁶ *Idem*.

né de l'esclave de Don Melo car l'homme qui avait déposé l'enfant n'avait pas dévoilé l'identité de la mère naturelle.

En jouant sur l'absence de preuves concrètes, Martina de la Cruz a réussi à assurer la liberté de celui qu'elle désignait comme son fils adoptif. Le 3 juin 1784, la sentence a été rendue : Melo et sa femme n'ont pas justifié la propriété du *mulatillo*. La mère adoptive a retrouvé la garde du petit garçon qui demeurait libre.⁵⁷ Elle a réussi à gagner sa cause là où avait failli une autre Indienne *pulpera*, Ignacia Góngora, avant elle. C'est possiblement en faisant valoir l'éducation qu'elle avait donnée au jeune garçon pendant deux ans et quatre mois, donc plus longtemps que la nourrice Góngora qui s'est occupée du bébé pendant sept mois, qu'elle a réussi à faire pencher le tribunal en sa faveur. C'est peut-être aussi à cause des circonstances nébuleuses entourant le premier accouchement qu'elle a réussi à avoir gain de cause.

Juana del Castillo a contesté l'autorité de ses maîtres à au moins deux reprises, ce qui laisse croire que l'abandon de ses enfants n'était pas circonstanciel, mais bien une stratégie visant à soustraire ces derniers de l'esclavage. On peut toujours spéculer sur ses motivations : peut-être espérait-elle pour eux un avenir plus rose en se sacrifiant pour le leur offrir? Peut-être encore cherchait-elle à provoquer ses maîtres en désobéissant? Peut-être protestait-elle enfin contre deux grossesses qu'elle n'avait pas désirées? Nous ne connaissons jamais ses intentions véritables, mais le geste posé deux fois et de deux manières différentes présuppose que malgré son esclavage, Juana avait la marge de manœuvre suffisante pour prendre la fuite, accoucher en secret et cacher deux enfants. Pour réussir à maintenir sa position hors-la-loi pendant six mois, l'esclave habile a dû trouver les fonds nécessaires. Elle a aussi dû utiliser efficacement un réseau d'entraide dont faisaient partie au moins trois personnes dont nous connaissons le nom, les nourrices indiennes Ignacia Góngora et Martina de la Cruz ainsi que Mamo Serno (l'homme ayant transporté le

⁵⁷ *Idem*, f21v.

premier bébé jusqu'à sa nourrice). Ce réseau d'entraide était probablement plus large encore pour permettre d'orchestrer un tel scénario.

En somme, la fuite a permis à Juana del Castillo de réussir à donner la liberté à son fils Joseph Melchor, même si pour ce faire, elle a dû sacrifier son autorité parentale. Nous verrons maintenant un autre exemple de stratégie utilisée par une esclave pour dissimuler un bébé : la fausse couche simulée.

Lorsque Isabel a accouché de Pedro Joseph, elle l'a fait déposer aux portes du couvent Santa Catalina de Quito.⁵⁸ L'esclave d'Antonio Viteri a continué à vivre chez son maître après l'abandon de son fils, puis elle est décédée sans être inquiétée à ce sujet. À la mort de Don Viteri, sept ans plus tard, les héritiers de la famille ont intenté une poursuite contre les religieuses du monastère de Santa Catalina. Selon eux, Isabel a accouché en cachette dans le but de sauver son fils de l'esclavage : il était évident en regardant le visage de l'enfant que celui-ci était bien noir. Les religieuses ne partageaient pas cette opinion.

Lorsqu'une mère abandonnait son enfant, afin d'assurer sa survie, elle devait le confier à une nourrice capable de lui offrir du lait maternel ou encore le déposer aux portes d'un monastère qui recueillaient charitablement les enfants abandonnés.⁵⁹ Le portail des couvents féminins était l'endroit habituel où les mères de famille déposaient leurs bébés en espérant que ces derniers survivent, parfois sur des roues tournantes désignées à cet effet.⁶⁰ À Quito, ces institutions religieuses recueillaient les enfants trouvés, car il n'existait pas

⁵⁸ ANE esclavos, c. 8, exp.1, 1775/02/09.

⁵⁹ La survie des enfants abandonnés était loin d'être assurée, car le taux de mortalité était abracadabrant souvent à cause de nourrices négligentes ou nourrissant plusieurs enfants à la fois. Dans les institutions destinées à recevoir les enfants trouvés dans la seconde moitié du XVIII^e siècle par exemple, on indique un taux de 67% de décès à Mexico et même de 75 à 80% à Séville. Ann Twinam, "The Church, the State, and the Abandoned", in B. Premo and O. González, eds. *Raising an Empire*, Albuquerque, University of New Mexico, 2007, pp. 171-172.

⁶⁰ Sur le rôle des couvents féminins péruviens en tant qu'institution d'accueil pour enfants trouvés voir Premo, *Children of the Father King*, pp. 86-88 et Kathryn Burns, *Colonial Habits*, Durham, Duke University, 1999, p. 115.

d'orphelinat.⁶¹ L'abandon d'un nourrisson aux portes de couvents féminins offrait en effet à la mère esclave l'assurance que le petit aurait une institution puissante pour prendre sa défense si ce dernier était retrouvé. En effet, les couvents féminins avaient la possibilité de réclamer des frais de subsistance élevés pour les enfants qui avaient grandi entre leurs murs, ce qui pouvait décourager des propriétaires esclavagistes tentant de faire valoir des droits de propriété sur des enfants abandonnés.⁶² L'exemple d'Isabel démontre qu'à Quito, il s'agissait d'une réelle possibilité.

La stratégie utilisée par Isabel pour camoufler la naissance a été celle de la fausse couche simulée. Accoucher à l'extérieur de la maison du maître était l'une des meilleures façons pour les esclaves de mentir sur les circonstances exactes entourant l'arrivée du bébé.⁶³ Selon une amie de la défunte maîtresse d'Isabel, l'esclave aurait masqué la naissance de son enfant en fausse couche :

...la negra (femme noire) étant enceinte lui avait demandé du nitro en disant qu'elle voulait se rafraîchir le dos, et qu'ensuite elle prétexta que pour l'avoir bu [le bébé] s'était relâché dans le sang, ce qu'elle a feint pour couvrir l'accouchement, et qu'ensuite une autre negra du nom de María Manuela fut celle qui emmena le negrito pour le donner au Monastère en question.⁶⁴

À une époque de forte mortalité infantile, il n'était pas improbable qu'une femme perde son bébé en cours de route ou qu'elle accouche d'un enfant mort-né. Ici, les héritiers Viteri s'appuyaient sur la déclaration d'un témoin pour réclamer la possession d'un enfant

⁶¹ Quito n'a jamais eu de maisons pour recueillir les orphelins (*Casa de Niños expósitos*) avant l'ouverture de l'Hospice des pauvres qui logeait quelques orphelins. Milton, *The Many Meanings of Poverty*, Stanford, Stanford University Press, 2007, p. 163. Un tourniquet pour déposer les bébés non désirés a été installé sur la façade de l'Hospice des pauvres de Quito en 1816. Cristóbal Gangotena y Jijón, *Boletín de la Academia*, vol. VII, n.18 (1923).

⁶² Hünefeldt, *Paying the Price*, p. 120.

⁶³ Hünefeldt, *Paying the Price*, p. 120.

⁶⁴ ANE esclavos, c. 8, exp. 1, 1775/02/09, f32r. "...la negra estando preñada le pedio nitro diciendo queria refrescarse las espaldas, y que despues pretexto que por haverlo veido se havia soltado en sangre, lo que fingio por encubrir el parto, y que otra negra llamada Maria Manuela fue la que llevo al Negrito adarlo en dicho Monasterio."

ayant tissé depuis plus de sept ans des liens affectifs au sein du couvent. Or, les religieuses de Santa Catalina avaient les moyens financiers de défendre leur protégé et elles avaient l'intention de se battre sous prétexte qu'elles avaient toujours élevé le petit Pedro Joseph en liberté, depuis sa naissance. Selon la déposition de la prieure du couvent, personne ne connaissait l'identité de la mère avec certitude et le fils pourrait être de n'importe quelle race, étant tout pâle. Un Indien? Un Métis? Impossible de le savoir avec précision.

Dans une société multiethnique, les caractéristiques physiques n'étaient qu'un des facteurs qui permettaient de déterminer la race d'un individu et se basaient surtout sur des facteurs sociaux comme le revenu, l'emploi et les vêtements. Cette flexibilité était rendue possible par le système colonial qui ne fixait pas avec précision les critères pour se réclamer d'une race ou d'une autre.⁶⁵ En se basant uniquement sur l'aspect du visage, il était difficile de départager les traits d'un Mulâtre ou d'un Métis alors qu'une fraction toujours plus grande de la population avait des ancêtres de trois origines différentes, américaines, européennes et africaines. Comment prouver que Pedro Joseph n'était pas Indien ou Métis plutôt que Mulâtre? À une époque où plusieurs Métis déposaient des pétitions pour obtenir une attestation de métissage et où l'achat de certificat attestant la 'pureté du sang' était rendu plus facile par la volonté de la couronne espagnole de renflouer les coffres, la flexibilité des catégories raciales en Amérique hispanique était plus grande que jamais.⁶⁶ C'est sur cette ambivalence que s'est appuyée la prieure de Santa Catalina pour tenter de garder l'autorité sur Pedro Joseph. Cette dernière a dû admettre que les traits négroïdes de Pedro Joseph deviennent plus évidents à mesure qu'il grandit, et qu'il est surnommé « Negrito ». Par contre, selon la religieuse, l'état de servilité ne doit pas être présumé alors que la mère esclave et le propriétaire hypothétiques sont tous deux morts.

⁶⁵ Sur l'ambiguïté des catégories raciales, voir Douglas Cope, *The Limits of Racial Domination*, Madison, University of Wisconsin, 1994, p. 53 et l'ensemble du chapitre trois.

⁶⁶ Au sujet des attestations de métissage et de la mobilité sociale que celles-ci permettaient à l'occasion, voir Martin Minchom, *The People of Quito*, p. 152 et suivantes. Ann Twinam a étudié la question des attestations

La religieuse formule son plaidoyer en 1774, en plein cœur des réformes bourbonniennes, à un moment où les élites sont de plus ambivalentes par rapport au sort des enfants abandonnés, d'une part, méritant de l'aide particulière à cause de leur vulnérabilité, mais se méfiant d'autre part de ces jeunes pauvres de toutes les races ayant le potentiel de devenir des criminels.⁶⁷ L'abandon d'enfants indiens et noirs aux traits physiques incertains dérangeait, car il remettait en question le fondement même du colonialisme : l'exploitation du travail d'individus de ces groupes raciaux.

Le débat irait en s'amplifiant dans les années suivantes. En 1794, la Cédule royale sur les enfants exposés proclamée par le roi d'Espagne Charles IV a donné encore plus de matière à réflexion aux parents songeant à jeter une zone d'ombre sur la race de leurs enfants, que ce soit pour leur éviter l'esclavage ou le fardeau du tribut indien, en les abandonnant. La cédule de 1794 transformait les enfants exposés en enfants du Roi et les rendait tous légitimes en présumant que ces derniers étaient de bonnes familles.⁶⁸ Toutefois, le Roi Charles IV a omis de mentionner la question raciale dans son décret, présumant sans doute que les enfants trouvés étaient fils et filles d'Espagnols.⁶⁹ Plusieurs ont utilisé leur statut d'enfants abandonnés pour laisser planer le doute sur leurs origines raciales véritables. Par exemple, cette cédule ouvrait la porte à des hommes indiens en âge de payer le tribut qui se déclaraient *expósitos* et exigeaient d'être exemptés d'impôt.⁷⁰ Cette cédule a pu également favoriser l'abandon d'enfant dans des groupes raciaux subalternes, même si cette hypothèse est plus difficile à confirmer.⁷¹

de pureté de sang dans *Public Lives, Private Secrets: Gender, Honor, Sexuality and Illegitimacy in Colonial Spanish America*, Stanford, Stanford University Press, 1999.

⁶⁷ Milton, *The Many Meanings*, p. 140.

⁶⁸ Twinam, *Public Lives, Private Secrets*, p. 244.

⁶⁹ Milton, *The Many Meanings*, p. 144.

⁷⁰ *Idem.*

⁷¹ Par exemple, Martin Minchom cite un document qui mentionne que des mères indiennes abandonnaient leurs enfants pour leur éviter de payer le tribut : ANE mestizos, exp. 61, Minchom, *The People of Quito*, p. 160.

Heureusement pour le petit Pedro Joseph et malheureusement pour la succession testamentaire, le tribunal n'a pas admis les arguments des héritiers Viteri. Le petit garçon a été déclaré libre comme il l'avait été depuis sa naissance.⁷² La fausse couche simulée demandait aux mères un important travail de dissimulation. Pourtant, à une époque où le taux de mortalité infantile était très élevé, c'était un argument crédible et difficile à vérifier pour les propriétaires lorsque les témoins de l'accouchement corroboraient les dires de la mère. Ceci démontre que contourner la loi était parfois payant pour les esclaves. Les mères de famille avaient la possibilité de mentir et de camoufler pour contourner un système contraignant. Toutefois, elles devaient payer un prix affectif pour leurs actions et vivre loin de leurs enfants.

En somme, parents esclaves et même des enfants esclaves avaient un pouvoir sur leur destinée : celui de résister en prenant la fuite, en dissimulant, en désobéissant. Des parents ont choisi d'être séparés de leurs enfants pour mieux vivre avec l'espoir que ces derniers grandiraient libres. Juana María del Castillo qui a fui pour accoucher de son enfant dans l'anonymat et Isabel qui a prétendu avoir fait une fausse couche ont toutes deux risqué de lourdes peines, peut-être dans un esprit de sacrifice. De la même manière, plusieurs parents étaient prêts à se faire emprisonner pour protester contre la décision de leur maître de les séparer de leurs enfants. Les esclaves qui protestaient publiquement contre leurs maîtres pouvaient choisir de se faire interner à la prison, et, dans le cas des femmes, au *recogimiento* de Santa Marta, à Quito.⁷³ C'était une forme de protestation directe contre l'autorité, car il revenait aux propriétaires d'assurer l'alimentation de leur serviteur en prison tout en ne pouvant pas profiter de leurs services.⁷⁴ Nous allons maintenant voir que

⁷² ANE esclavos, c. 8, exp. 1, 1775/02/09, f38r.

⁷³ Fondé à titre de refuge pour les orphelines et les femmes en difficulté en 1598, Santa Marta a débuté comme oeuvre de charité avant de devenir graduellement un genre de prison pour femmes contrôlées par les autorités civiles au XVIII^e siècle. L'établissement accueillait femmes adultérines, criminelles, prostituées et esclaves en fuite. Il a probablement opéré jusqu'à la fin du régime colonial. Isabel Viforcós Marinas, "Los recogimientos, de centros de integración social a cárceles privadas", *Anuario de Estudios Americanos*, vol. L (1993), pp. 34-35.

⁷⁴ Par exemple, le juge ordonne au propriétaire de Constancio Ontaneda de donner à manger à son esclave puisque celui n'a rien mangé depuis 6 jours. ANE esclavos, c. 16, 1800/08/18, f6r. On apprend l'année

d'autres parents ont utilisé le système judiciaire pour faire valoir leurs droits parentaux, ce qui est devenu plus facile après 1789.

L'impact de la cédule royale de 1789

Le 31 mai 1789, le Roi d'Espagne émettait une cédule royale concernant le traitement et l'éducation des esclaves dans ses royaumes d'outre-mer.⁷⁵ Celle-ci accordait le droit aux esclaves pensant être exploités, maltraités ou abusés par leur maître de faire appel à l'État pour se défendre.⁷⁶ Ils avaient le droit de recourir aux services de *procuradores síndicos* pour les représenter devant la loi sans avoir à prouver leur pauvreté. Ces procureurs étaient des fonctionnaires, avec ou sans formation juridique, qui travaillaient pour une municipalité (*ayuntamiento*), comme les défenseurs de mineurs et les défenseurs des Indiens, pour représenter les pauvres devant la loi.⁷⁷ Toutefois, entamer des procédures judiciaires n'était pas gratuit : les poursuivants devaient payer le prix du papier officiel et du scribe.⁷⁸ Dans la cédule d'Aranjuez, les *procuradores síndicos* se voyaient aussi attribuer la tâche d'assurer que les *haciendas* soient visitées trois fois par année pour vérifier si les droits des esclaves étaient respectés.⁷⁹ Ces inspections pour trouver les mauvais traitements étaient certainement ce qui dérangeait le plus les propriétaires d'esclaves.

suivante que le couple Ontaneda est resté emprisonné pendant cinq mois sans que leur propriétaire ne leur donne à manger. ANE esclavos, c. 16, exp. 11, voir aussi exp.6, 1801/01/16.

⁷⁵ ANE, Reales cédulas, c.16, f.201-204, 31 mayo 1789, Aranjuez, "Real Cédula de su magestad sobre la educación, trato y ocupaciones de los esclavos en todos sus dominios de Indias..." Madrid, Imprenta de la viuda de Ibarra, ano de MDCCLXXXIX.

⁷⁶ Quelques cédules et ordonnances royales avaient déjà établi en 1523, 1545, 1636 et 1683 que les esclaves ne devaient pas recevoir de mauvais traitements. Pourtant, à la fin du XVIIIe siècle, l'Espagne doit se faire plus ferme à cause de la compétition avec d'autres colonies esclavagistes telles que la France et l'Angleterre. Tardieu, *El negro*, p. 319.

⁷⁷ Salmoral, *Sangre sobre piel negra*, p. 37.

⁷⁸ Camilla Townsend, "Half my body free, the other half enslaved: The politics of the slaves of Guayaquil at the end of the colonial era", *Colonial Latin American Review*, vol. 7, n. 1(1998), p. 114.

Dans la cédula royale de 1789, le Roi d'Espagne a fixé l'âge où les enfants pouvaient assurer leur propre subsistance sans l'aide de leurs parents : 12 ans pour les filles et 14 ans pour les garçons. Même s'ils décidaient de leur accorder la liberté avant cet âge, les propriétaires d'esclave avaient l'obligation de continuer de veiller à l'alimentation et à l'habillement des mères et de leurs enfants jusqu'à 12 ou 14 ans.⁸⁰ De plus, la cédula ordonnait que le type de travaux exécuté soit adapté à la jeunesse d'un esclave, ou au contraire, sa vieillesse. Les propriétaires, ou majordomes, ne pouvaient obliger les moins de dix-sept ans ni les soixante ans et plus, à se livrer à des tâches trop lourdes, à travailler aux champs, et encore moins leur donner un emploi qui n'est pas conforme à leur sexe.⁸¹ La cédula royale ne définissait toutefois pas ce qu'était un travail "conforme" à chacun des deux sexes, ce qui laissait donc place à l'interprétation de chaque propriétaire.

Il ne faut pas exagérer l'impact d'une telle loi qui allait à l'encontre des intérêts du pouvoir économique et ecclésiastique et qui ne prévoyait pas de manière concrète de veiller à l'application des lois dans la vie quotidienne.⁸² Par exemple, il n'était pas facile pour les esclaves de mettre en évidence le mauvais traitement reçu, et surtout ceux reçus par leurs enfants.⁸³ Toutefois, comme cette nouvelle loi faisait spécifiquement mention d'un traitement distinct pour les « individus d'âge mineur », la porte était ouverte pour les parents qui détenaient une nouvelle occasion de faire libérer leurs enfants.

⁷⁹ Salmoral, *Sangre sobre piel negra*, p. 37.

⁸⁰ ANE, Reales cédula, caja 16, f.201-204, 31 mayo 1789, Aranjuez, "Real Cédula de su magestad sobre la educación, trato y ocupaciones de los esclavos en todos sus dominios de Indias..." Madrid, Imprenta de la viuda de Ibarra, ano de MDCCLXXXIX, f.202r.

⁸¹ *Idem*, f203r.

⁸² Mörner, "Slavery, Race Relations", p. 14.

⁸³ Les mauvais traitements étaient permis dans une certaine mesure, mais la cédula limitait le nombre de coups de fouet permis à vingt-cinq. Salmoral, *Sangre sobre piel negra*, p. 38. Il pouvait donc s'avérer difficile de départager les blessures causées par des punitions excessives des punitions raisonnables comme ce fut le cas pour les enfants de Constancio Ontaneda dont nous reparlerons plus loin. Voir ANE esclavos, c.20, exp.13, 1810/01/18.

Lorsque l'esclave réussissait à prouver qu'il était lésé, celui-ci pouvait demander à être vendu à un autre maître à un prix juste.⁸⁴ La plupart du temps, les esclaves avaient eux-mêmes trouvé un acheteur intéressé avant de s'adresser au tribunal pour les défendre devant un refus du propriétaire de les laisser partir à un prix raisonnable. Par exemple, Feliciano Mena accuse le fils de sa propriétaire, un « homme de nature perverse », de la maltraiter elle et ses enfants de façon quotidienne, en particulier son petit garçon qui s'est fait casser un bras.⁸⁵ Le problème est vite résolu quand la propriétaire autorise Feliciano à trouver un nouveau maître, après que le prix de la petite famille ait été évalué par le tribunal.

La Cédule royale de 1789 engageait les maîtres d'esclaves à fournir éducation, support économique et conditions de travail adaptés à l'âge et à la force de chacun.⁸⁶ Lorsque la cédule royale de 1789 a commencé à être appliquée au début de la décennie 1790 au détriment des propriétaires blancs,⁸⁷ de nouvelles dispositions permettaient de dénoncer un propriétaire pour mauvais traitement et des clauses visaient à enrayer les mauvais traitements infligés aux enfants esclaves de moins de douze ans.⁸⁸ La cédule a été suspendue pour faire suite au tollé de protestations dans toute l'Amérique hispanique.⁸⁹ Toutefois, dans l'Audiencia de Quito, on constate après 1791 un changement

⁸⁴ Lorsque les esclaves s'adressaient aux tribunaux pour demander à être vendus à un prix juste, cela était une forme de contestations importantes contre l'autorité de ces derniers. Toutefois, les maîtres avaient des ressources pour se défendre : ils pouvaient accuser l'esclave rebelle de vols ou d'autres crimes, menacer d'envoyer ces derniers en prison ou dans une boulangerie, et enfin, ils pouvaient exercer des châtiments physiques. Carlos Aguirre, "Working the System : Black Slaves and the Courts in Lima, Peru", in D. Hine and J. McLeod eds., *Crossing Boundaries: Comparative history of black people in diaspora*, Bloomington, Indiana University Press, 1999, p. 210.

⁸⁵ ANE esclavos, c.13, exp. 4, 1793/05/16, "caballero de perversísimo natural".

⁸⁶ ANE reales cédulas, c.16, f.201-204, 31 mayo 1789, Aranjuez, "Real Cédula de su magestad sobre la educación, trato y ocupaciones de los esclavos en todos sus dominios de Indias..." Madrid, en la Imprenta de la viuda de Ibarra, año de MDCCLXXXIX.

⁸⁷ Pour les protestations des maîtres à la cédule royale favorisant « l'insolence de la plèbe », voir Cháves, *Honor y libertad*, pp. 53-56. Selon Salmoral, c'est à Barbacoas qu'il y a eu le plus important tollé de protestation de toute l'Audiencia contre l'Instruction de 1789. Salmoral, *Sangre sobre piel negra*, chapitre VI, p. 83 et suivantes et p. 168.

⁸⁸ ANE reales cédulas, c.16, f.201-204, 31 mayo 1789, *op.cit.*

⁸⁹ Salmoral, *Sangre sobre piel negra*, chapitre III., p.47 et suivantes. La *Real cédula* n'a pas été révoquée, mais ses « effets » ont été suspendus. Un code juridique pertinent pour encadrer l'esclavage n'a vu le jour

important dans les dossiers qui sont déposés devant le tribunal : ces derniers dénoncent davantage l'abus, les mauvais traitements et la violence envers les enfants. Ils déplorent parfois la cruauté de l'institution en déclin qu'est l'esclavage.

Au cours de mes recherches, j'ai trouvé dans le fonds « esclavos » des archives de Quito une trentaine de cas représentatifs de la situation de la servitude des enfants à l'époque coloniale après 1760. Il s'agit de documents judiciaires qui nous en apprennent beaucoup plus long sur les actions et les espoirs des esclaves que les transactions commerciales. De tous les documents étudiés, l'âge des enfants était connu dans plus de la moitié des cas. De ce nombre, plusieurs procédures étaient intentées alors que les petits avaient entre 6 à 10 ans. Ceci s'explique parce qu'il s'agit là d'un âge où la mortalité infantile est moins grande et où l'enfant peut s'avérer utile pour accomplir des tâches domestiques.⁹⁰ C'était également l'âge (environ sept ans) où les jeunes pouvaient commencer à apprendre un métier, même si en tant qu'esclaves, ils n'avaient pas légalement droit au statut d'apprenti.⁹¹ En effet, les esclaves journaliers qui apprenaient un métier étaient susceptibles de rapporter plus d'argent à leur propriétaire en gagnant un salaire plus élevé.⁹² Enfin, c'était aussi un âge où les enfants étaient encore considérés comme "dociles", capables de s'adapter aux exigences particulières du propriétaire.⁹³

qu'en 1819 alors que la plupart des colonies étaient sur le point de devenir indépendantes. Salmoral, *Sangre sobre piel negra*, p. 49.

⁹⁰ Aguirre, *Agentes de su propia libertad*, pp. 149-165.

⁹¹ Mörner, "Slavery, Race Relations", p. 17. Voir aussi, Diptee, « Imperial Ideas », p. 51.

⁹² Aguirre, *Agentes de su propia libertad*, p. 135 et suivantes, chapitre 4.

⁹³ La popularité de la vente des jeunes esclaves est manifeste dans le document suivant: ANE fondo especial, c.172, vol. 405, f86. 1803/03/16. Dans son étude sur les enfants esclaves en Jamaïque, Audra Diptee démontre que certains propriétaires demandaient explicitement à acheter des enfants en croyant que ceux-ci avaient de meilleures chances de bien tourner à l'âge adulte et que leur prix était plus bas. Paradoxalement, la façon utilisée par les planteurs jamaïquains pour évaluer l'âge des enfants débarqués de bateaux négriers était la hauteur et non les traits physiques. Ceci rappelle aussi qu'il y avait une différence entre les esclaves achetés à leur arrivée d'Afrique, sans baptistaise pour prouver leur âge, et ceux nés en sol américain. Voir Diptee, "Imperial Ideas", pp. 48-51.

Table 2 - Cas étudiés, fond « esclavos », ANE (1761-1830)

Femme enceinte	3
Bébé (0-1 an)	3
1-5 ans	4
6-10 ans	7
11-12 ans	1
13-15 ans	3
Âge incertain	10
Total	31

L'âge jouait donc un rôle primordial aux yeux des propriétaires d'esclaves. Par exemple, Don Matheo Benalcazar, n'a jamais oublié qu'il était le propriétaire légitime de Joan, même si ce dernier a grandi dans un autre foyer pendant neuf ans. Don Matheo a laissé partir le *mulatillo* en compagnie de sa mère alors que celui-ci n'était encore qu'un bébé, mais le résidant d'Otavalo a plus tard cherché reprendre possession de son 'bien' parce que Joan était en âge de lui être utile. Doña Bernarda, la femme espagnole qui a élevé Joan à ses frais, ne voulait pas le lui rendre parce qu'elle s'était attachée à lui.⁹⁴ Selon Don Matheo, même si Doña Bernarda a offert de financer l'éducation du petit garçon pour que la séparation de sa mère ne soit pas trop cruelle, il dit que l'argument de l'amour familial ne lui enlevait pas son titre de propriété légal.⁹⁵

Parfois, les esclaves diminuaient l'âge de leurs enfants, en cherchant ainsi à faire réduire le prix de vente. Par exemple, l'esclave María Nieves a préféré se faire incarcérer dans la prison pour femme de Santa Marta plutôt que de laisser sa propriétaire, Doña Juana, la vendre. María a déclaré qu'elle voulait rester auprès de son fils de 8 ans, Antonio, parce qu'il était tout petit. Déterminée à garder le petit mulâtre auprès d'elle, la patronne Doña

⁹⁴ ANE, esclavos, c.6, exp. 5, 1761/11/06, f6r, "dando le toda la mantención necesaria".

Juana, s'est dite prête à présenter le certificat de naissance de celui-ci à la cour en garantissant qu'Antonio avait plutôt 13 ans et qu'il était capable de se débrouiller tout seul.⁹⁶ Les tribunaux tenaient donc compte de l'âge d'un enfant lorsqu'ils statuaient sur la pertinence de séparer des familles, en particulier les très jeunes enfants.

L'âge avait enfin de l'importance pour les esclaves qui rêvaient de liberté. Les parents avaient intérêt à acheter la liberté de leurs enfants alors qu'ils étaient encore jeunes alors que le prix était beaucoup plus bas. Évidemment, ces derniers risquaient de perdre leur investissement à cause de la forte mortalité infantile. Au fur et à mesure des années, les *esclavitos* devenaient plus précieux pour leurs propriétaires. Comme nous allons le voir plus loin, certains maîtres étaient prêts à intenter de longues et coûteuses poursuites judiciaires lorsque ceux-ci se sentaient lésés dans leurs droits.

L'absence d'un code de loi traitant de l'esclavage en Amérique hispanique avant 1789 complexifie la recherche dans les documents judiciaires à cause de l'utilisation simultanée de divers codes de loi tels que les coutumes de Castille et la loi romaine. Selon l'historienne María Eugenia Chávez, la cédula royale de 1789 constitue une des collections les plus complètes de lois pour encadrer la pratique de l'esclavage en Amérique.⁹⁷ La Real cédula de 1789 ne modifie pas la fréquence à laquelle on rencontre des causes impliquant les enfants dans l'Audiencia de Quito (voir table 2 ci-bas), mais elle change le type de causes présentées devant le tribunal (table 3, ci-bas). En effet, après 1789, c'est en majorité des esclaves qui déposent les causes devant les tribunaux, alors qu'avant cette date, c'était plutôt des propriétaires qui déposaient leur plainte à la cour.

⁹⁵ La fin de cette cause n'est pas claire, elle semble avoir été transférée au tribunal ecclésiastique. ANE esclavos, c.6, exp. 5, 1761/11/06.

⁹⁶ ANE esclavos, c.7, exp. 3, 1769/07/20. María Nieves, emprisonnée pendant plus d'un mois et demi, réussit finalement à se faire vendre à un nouveau propriétaire en compagnie de son garçon.

⁹⁷ Cháves, "Resources and knowledge of a litigant slave woman", p. 264.

Le premier tableau nous indique que le nombre de causes impliquant des enfants traités par l'Audiencia de Quito est resté stable de 1760 à 1830 :

Table 3 - Cas étudiés classés par décennies

Années	Total	Coloniale	Républicaine
1761-70	4	4	
1771-80	3	3	
1781-90	4	4	
1791-1800	3	3	
1801-10	10	10	
1811-20	3	3	
1821-30	4		4
Total:	31	27	4

Il y a donc moins de causes étudiées entre 1761 et 1791 (11 dossiers) qu'entre 1791 et 1830 (20 dossiers). Pourtant, il faut aussi prendre en compte que certains fichiers classés séparément dans les archives présentent des témoins ayant le même nom, provenant du même lieu et racontant la même histoire : il ne s'agit en fait que d'une seule cause qui se traduit en de multiples procédures judiciaires. C'est le cas pour trois causes, une en 1784 (2 dossiers similaires), de 1800-1810 (4 causes impliquant des membres de la même famille), et de 1810-1811 (peut-être 4 causes liées). En ne comptant ces causes qu'une seule fois, on obtient des totaux plus rapprochés, 10 dossiers avant 1791 et 14 dossiers après 1791.

Les raisons pour lesquelles les demandeurs ont porté la cause devant les tribunaux sont multiples.⁹⁸ Parfois, un propriétaire demandait réparation, parfois un esclave contestait une décision de son propriétaire :

Table 4 - Classement des causes étudiées par raison de la demande

Empêcher la vente	2
Revendiquer une propriété	5
Contester la liberté	1
Fugue d'un esclave	1
Demander liberté	6
Demande d'être vendue	6
Mauvais traitements	9
Autre	1
Total:	31

Ce qui frappe, en fait, c'est le changement du type de demandeur qui s'opère après la Cédule royale de 1791. Pour la période allant de 1760 à 1791, les demandeurs étaient aussi bien des propriétaires que des esclaves (7 propriétaires et 5 esclaves). Pour la période allant de 1791 à 1830, la majorité des demandeurs étaient des esclaves (5 propriétaires et 15 esclaves).⁹⁹ Vers la fin du XVIII^e siècle, on voit de plus en plus les esclaves être représentés par des procureurs, qui vont jouer un rôle important dans le choix du vocabulaire utilisé pour dénoncer l'esclavage. Nous en reparlerons plus loin.

⁹⁸ J'ai compté les causes doubles et quadruples séparément puisque les raisons pour justifier le recours au tribunal étaient différentes à chaque fois.

⁹⁹ Ici encore, j'ai compté les causes doubles et quadruples séparément, puisque les demandeurs étaient parfois les esclaves dénonçant leurs propriétaires et parfois les propriétaires dénonçant les abus de leurs esclaves.

En étudiant les pétitions déposées à la cour par des parents esclaves, j'ai compilé de manière qualitative les arguments utilisés par des pères et des mères pour faire valoir leurs droits parentaux sur leurs familles. Nous allons maintenant voir que les stratégies utilisées par les esclaves des deux sexes étaient profondément différentes : alors que les pères cherchaient à faire valoir leur autorité, les mères se sont plutôt appuyées sur un discours des sentiments et sur l'amour qu'elles nourrissaient à l'égard de leur progéniture.

L'autorité des pères de famille sur leurs enfants

Dans son article sur la résistance des esclaves dans le nord de l'Équateur à la fin du XVIII^e siècle, Bernard Lavallé établit un lien entre les soulèvements indiens qui ont bouleversé la région d'Otavalo et les campagnes voisines au cours de la décennie 1780 et le discours des Noirs qui ont adressé des plaintes aux tribunaux de l'Audiencia de Quito pour améliorer leur sort à la même époque. À son avis, les esclaves vivant dans cette région n'ont pas pu ignorer les revendications des Indiens, dont celle de parents qui ne voulaient pas voir leurs enfants enlevés à leurs familles et soumis à l'esclavage.¹⁰⁰ Il a trouvé dans des documents une rhétorique de résistance: l'influence du discours des insurgés y est perceptible. Par exemple, lorsque des esclaves de l'hacienda de Cuajara protestent contre la décision de leur maître de les envoyer à Quito, ces derniers s'opposent, car en tant que pères de famille, ce serait douloureux d'être séparés de leurs enfants.¹⁰¹ Ils tiennent ainsi un discours similaire à celui tenu par les pères de famille indiens étudiés dans le chapitre deux de cette thèse.

Il n'y a donc pas que les mères esclaves qui se sont dites préoccupées par la séparation forcée avec leurs enfants devant les tribunaux coloniaux : les pères de famille demandent que leur autorité patriarcale soit officiellement reconnue, même si légalement,

¹⁰⁰ Lavallé, "Lógica esclavista y resistencia negra", p. 705.

¹⁰¹ Lavallé, "Lógica esclavista y resistencia negra", p. 705.

ils ne possédaient pas la *patria potestad*, l'autorité sur leurs enfants. Celle-ci appartenait aux propriétaires qui avaient le devoir d'agir en bons pères pour tous les esclaves, quel que soit leur âge. L'esclavage ne reconnaissait donc pas le pouvoir de l'homme esclave sur sa femme et sur ses enfants au même titre que les hommes libres.¹⁰² Dans une société où les naissances légitimes donnaient un prestige social important, les pères esclaves n'avaient pas le luxe de reconnaître leur paternité et légitimer leur enfant.¹⁰³ Le « ventre » de la femme esclave était le seul critère d'importance pour déterminer le statut d'un enfant, ce qui favorisait l'autorité des femmes davantage que celle des hommes. Les exemples que nous avons vus précédemment démontrent que c'est en majorité des femmes qui adressaient des plaidoyers aux tribunaux pour faire valoir leurs droits parentaux au XVIII^e siècle. Cette situation tend à changer au XIX^e siècle alors que certains hommes revendiquent aussi leur statut de père de famille.¹⁰⁴

Constancio Ontaneda dont nous avons déjà parlé plus haut croyait fermement à ses responsabilités en tant que père de famille et il a continué à se battre pendant plus de dix ans pour voir ses fils libérés. Son exemple démontre que les tribunaux de l'Audiencia de Quito étaient ambivalents devant l'utilisation de l'autorité patriarcale venant d'hommes esclaves. Constancio Ontaneda était prêt à offrir 1000 pesos pour acheter la liberté de toute sa famille. Pourtant, même si son maître Don Felis a accepté de l'affranchir en même temps que sa femme Perpetua, ce dernier avait l'intention de garder les enfants à son service.

¹⁰² Chaves, *Honor y libertad*, p. 72 et suivantes. Les historiens des États-Unis se sont longuement penchés sur les conséquences d'une telle mise à l'écart des hommes dans les cellules familiales. D'une part, l'absence de solidarité familiale rendait les individus moins capables d'obtenir leur liberté. D'autre part, les individus qui étaient attachés à leur famille devenaient vulnérables au chantage de leurs maîtres. Ces derniers pouvaient aussi encourager l'autorité des hommes sur leur femme pour favoriser l'assujettissement.

¹⁰³ Chaves, *Honor y libertad*, p. 72

¹⁰⁴ Je n'ai trouvé que trois exemples de pères de famille qui sont intervenus au XIX^e siècle et leur caractéristique commune est qu'ils ont tous fait valoir leur rôle de pourvoyeur. Par exemple, Juan Manuel Oliveros réussit à acheter sa liberté et se présente comme un excellent organisateur pour s'occuper de ses enfants. Il craint que sa femme et ses enfants ne soient vendus à Loja par leur propriétaire. ANE esclavos, c.16, exp. 17 1801/09/23.

Constancio Ontaneda s'est présenté comme un « homme de bien » lorsqu'il a adressé sa pétition au tribunal.¹⁰⁵ L'utilisation du terme « homme » sous-entend qu'il se considérait comme un être humain à part entière et le terme « bien » est la revendication d'une conduite honorable, sans reproches. Ontaneda sous-entendait ainsi que, malgré les médisances de son maître, il était l'homme le mieux capable d'assurer la stabilité de sa famille, en tant que père, époux, et travailleur.

Ontaneda, en tant que chef de famille, utilise l'argument des mauvais traitements pour se libérer des griffes de Don Felis. Il tente de prouver que sa famille ne reçoit pas suffisamment de nourriture pour survivre sous l'autorité de son maître. La cause est rejetée une première fois. Quelques mois plus tard, Constancio revient avec la reconnaissance de son statut de pauvre et une aide juridique gratuite.¹⁰⁶ Malgré sa tentative de faire libérer ses fils, sa demande est encore rejetée. Il essaie une nouvelle fois en juin 1805.¹⁰⁷ En 1810, malgré une intervention du tribunal demandant qu'un juste prix soit fixé pour la liberté des garçons Ontaneda, la cause pour mauvais traitement ne connaît pas plus de succès.¹⁰⁸ L'issue finale de cette décennie de procès n'est pas connue. Toutefois, l'histoire de la famille Ontaneda tend à démontrer que plusieurs esclaves gardaient un attachement à leur progéniture et se disaient pères de famille malgré la déstructuration des rôles sexuels auxquels ils faisaient face.

L'histoire de Francisco Carrillo est bien connue en Équateur où ce mulâtre y est souvent présenté comme un précurseur important du droit des esclaves à recevoir un traitement humain.¹⁰⁹ Francisco Carrillo est un père engagé et, avec l'appui de sa femme,

¹⁰⁵ ANE esclavos, caja 16, exp. 6, 1800/08/18, f6r.

¹⁰⁶ ANE esclavos, c.16, exp. 11, 1801/01/16.

¹⁰⁷ ANE esclavos, c.18, exp. 9, 1805/06/10.

¹⁰⁸ ANE esclavos, c. 20, exp.13, 1810/01/18.

¹⁰⁹ La mère de Francisco Carrillo, Martina Carrillo, avait déjà fait une dénonciation pour mauvais traitements fin 1788. Le fils est devenu un héros de l'affranchissement des noirs à cause de sa lutte de 13 ans pour obtenir sa liberté et celle de sa famille. Voir le site web éducatif équatorien Edufuturo et les informations du Centro Cultural Afroecuatoriano : <http://www.edufuturo.com/educacion.php?c=427>, site consulté le 5 septembre 2010.

dénonce les mauvais traitements que subissent ses quatre enfants mineurs aux mains de Doña Ignacia Reyes. Il veut que ces derniers soient placés au service d'une autre propriétaire. Ses quatre enfants, âgés de 4 à 15 ans, souffrent de faim, de nudité et de tyrannie « avec aussi des châtiments et des travaux laborieux qui ne conviennent pas à leur âge tendre ».¹¹⁰ Il faut noter au passage l'utilisation du concept exposé dans l'Instruction sur le traitement des esclaves de 1789 qui, comme nous l'avons déjà établi, exigeait des travaux adaptés à l'âge de chaque enfant.

À cause des allégations de mauvais traitements déposés devant le tribunal, les fonctionnaires ont dû trouver des preuves sur le corps des enfants. Le maire d'Otavalo a pris la responsabilité d'examiner le petit Martín Carrillo, il a trouvé quelques cicatrices, dont des blessures guéries sur les jambes et sur les fesses.¹¹¹ Le 22 mai 1810, le médecin qui a examiné Martín et sa sœur a lui aussi constaté qu'il y avait une quantité importante de coups de fouet sur différentes parties du corps, mais selon lui, toutes les blessures étaient bien refermées. Le tribunal a autorisé la vente des esclaves à un coût raisonnable. Toutefois, malgré l'avis médical, le tribunal n'arrivait pas à faire accepter la décision à la propriétaire des enfants Carrillo. Doña Ignacia Reyes n'était pas femme à se laisser faire. Le procès s'est déroulé assez longtemps pour devenir intrigant. Le 15 mars 1819, un nouveau médecin dit avoir trouvé une cicatrice sur le cou de Martín, ce qui deviendra graduellement une petite tumeur. Toutes les fois où le tribunal a fixé un prix pour la liberté des enfants, celui-ci est rejeté par la propriétaire. Malgré plusieurs jugements en faveur de Francisco Carrillo, basé sur la présence de cicatrice sur le corps de ses enfants, la cour s'est montrée incapable de forcer Doña Ignacia à se plier aux jugements.

Les histoires de Constancio Ontaneda et de Francisco Carrillo permettent de constater que certains pères esclaves avaient un attachement à leurs enfants, mais elles

¹¹⁰ ANE esclavos, c. 20, exp. 12, 1810/01/08, f14v, "tambien con castigos y trabajos laboriosos desiguales a su tierna edad".

¹¹¹ ANE esclavos, c. 20, exp. 12, 1810/01/08, f37v.

démontrent surtout à quel point il était difficile pour les esclaves de prétexter des mauvais traitements et revendiquer la *patria potestad* pour obtenir gain de cause. Malgré des jugements de plus en plus favorables rendus par des institutions étatiques à l'égard de pères esclaves soucieux de protéger leurs enfants, encore fallait-il que le tribunal dispose des moyens coercitifs pour forcer les propriétaires réfractaires à remettre les esclaves disputés aux autorités pour qu'ils soient examinés.¹¹²

La revendication des pères de famille qui demandent d'avoir l'autorité sur leurs enfants ne se centre pas sur l'amour parental. Les pères de famille utilisent des arguments pragmatiques tels que les mauvais traitements infligés par des maîtres pour démontrer que, s'ils avaient la *patria potestad* de leurs enfants, ils pourraient mieux assurer la stabilité de leur foyer. Ces hommes ne se plaignent pas de leur misérable condition d'esclaves, mais cherchent plutôt à se montrer forts et en contrôle. Les exemples que nous venons de voir démontrent que le combat pour faire reconnaître le pouvoir des pères sur leurs enfants par les tribunaux était ardu. Nous verrons maintenant que la situation était différente pour les mères à l'approche de l'indépendance. Les mères tenaient un tout autre discours, elles utilisaient l'instinct maternel et les sentiments comme argument principal pour dénoncer l'esclavage et ses méfaits sur les familles.

L'ultime argument, l'amour maternel

Il existait une contradiction évidente entre les principes mis de l'avant par la philosophie du Siècle des Lumières, en vogue à la fin du XVIII^e siècle, et l'esclavage.¹¹³ L'arrivée de ce nouveau courant philosophique a fait beaucoup pour discréditer l'institution

¹¹² Dans le cas de Francisco Carillo, par exemple, la propriétaire tente d'éviter que les cicatrices du petit garçon ne soient étudiées par des médecins. Le juge de la Real Audiencia demande au maire d'Otavalo de trouver les quatre enfants, mais leur propriétaire les cache. Seuls deux enfants sont amenés à Quito pour être examinés par un chirurgien. ANE esclavos, c.20, 1810/01/08.

¹¹³ Salmoral, *Sangre sobre piel negra*, chapitre V.

aux yeux des procureurs, des avocats, des juges et autres fonctionnaires de l'État.¹¹⁴ Au fur et à mesure que des idées avant-gardistes voulant que tous les êtres humains aient droit au bonheur se sont faufilees dans la mentalité des habitants de Quito, les pétitions déposées par des esclaves pour réclamer l'autorité sur leurs enfants ont pris une tout autre couleur, en dénonçant l'injustice et la cruauté de l'esclavage et en glorifiant l'amour des mères pour leurs enfants. On y parlait d'amour naturel, de liens maternels voulus par Dieu et de l'importance morale de garder les familles unies pour prévenir la dégénérescence morale.

Cette tendance s'inscrit dans une autre plus vaste encore qui consiste à dénoncer l'état contre-nature qu'est l'esclavage dans les documents judiciaires. Comme le souligne Bernard Lavallé, qui place l'apparition de ce discours en Équateur vers la décennie 1790, il est fort possible que les avocats et procureurs aient pu avoir une influence déterminante sur le changement de discours en formulant leurs paroles de manière à dénoncer l'esclavage.¹¹⁵ Le choix du vocabulaire est intéressant, puisqu'il met l'accent sur la liberté et sur les droits naturels des individus. On perçoit des intonations libérales dans plusieurs phrases-clés. Il faut donc lire les sources comme étant à la fois le récit d'un esclave cherchant à se faire reconnaître des droits et à la fois comme présentant les idéaux de celui qui rédige le document écrit.

Nolverta de la Flor dépose en 1801 un plaidoyer pathétique pour que les liens de sang ne soient pas rompus et pour éviter « d'affliger sans nécessité une triste mère, qui se commet à traîner les chaînes de la servitude avec sa fille ».¹¹⁶ La Mulâtre affirme sans ambages que l'esclavage dépouille l'homme de ses droits naturels, mais qu'en tant que mère, elle ne peut étouffer « les clameurs de la chair et du sang ».¹¹⁷ Elle demande qu'on

¹¹⁴ Voir les exemples cités par Salmoral, *Sangre sobre piel negra*, pp. 77 et suivantes.

¹¹⁵ Lavallé, "Aquella ignominiosa herida que se hizo a la humanidad", p.46.

¹¹⁶ ANE esclavos, c.16, exp. 14, 1801/06/02, f3r. "...ni afligir sin necesidad a una triste madre, que se [cometa] en llevar la cadena de la servidumbre junto con su hija..."

¹¹⁷ ANE esclavos, c.16, exp. 14, 1801/06/02. "soi una madre, yo no puedo ahogar en mi estos clamores de la carne, y de la sangre...", f3v.

évite de lui « arracher l'âme », qu'on apaise le châtement cruel de la servitude, en réduisant le prix de sa petite fille pour qu'elle soit rachetée par la même personne qu'elle.

La stratégie adoptée par le maître de Nolverta de la Flor, Don Thomas Villacis, pour défendre son droit à garder le bébé sous son toit est plus pragmatique. Sans s'émouvoir de la détresse de la mère, ce dernier explique que la loi est en sa faveur, qu'il ne maltraite pas ses esclaves et que tous ses contrats de propriété sont en règle. Accusant Nolverta de la Flor d'avoir enlevé son enfant, il précise qu'aucun règlement de la cédula de 1789 ne peut le forcer à vendre son bien légitime.

L'histoire très classique de Nolverta de la Flor sera bientôt détournée par son procureur qui utilise cet exemple comme un emblème de la cruauté de l'esclavage : Mariano Suárez se lance dans une tirade pour dénoncer l'inhumanité et l'inégalité entre les hommes. Il fait appel à différents concepts philosophiques et utilise des expressions latines, des paragraphes entiers de texte qui ont visiblement été rédigés par une personne ayant fréquenté l'université.¹¹⁸ Les propos de l'esclave sont utilisés par le procureur pour faire la promotion de l'antiesclavagisme. La demande de Nolverta de la Flor est rejetée par le tribunal parce que l'esclave n'a pas pu démontrer que son propriétaire agissait contre la loi.

La pétition de l'esclave Mariana Torres, déposée en 1823, est un excellent exemple, plus tardif, de la même tendance à exalter les vertus de la liberté et de l'amour.¹¹⁹ Mariana choisit d'être emprisonnée dans la prison de Santa Marta de Quito plutôt que d'être séparée de sa petite fille d'âge tendre. Elle proteste parce qu'elle a été vendue par sa propriétaire à un citoyen de Loja, à l'autre extrémité du pays. Le plaidoyer de Mariana Torres qui survient alors que l'Équateur traverse une période de profonds bouleversements politiques

¹¹⁸ ANE esclavos, c. 16, exp. 14, 1801/06/02. Voir entre autres f26r-28r.

¹¹⁹ ANE esclavos, c. 22, exp. 16, 1823/01/02.

(voir les deux prochains chapitres) est parsemé d'idéaux politiques révolutionnaires.¹²⁰ Le procureur se défend d'avoir truqué le discours de sa cliente. En effet, le procureur prend bien soin de préciser que : « ce ministère, par respect à son devoir, reproduit la sollicitude, et les instructions verbales de l'esclave... »¹²¹, attribuant ainsi à Mariana la responsabilité des propos tenus. Les mots utilisés dans la pétition pour qualifier la séparation entre un enfant et son parent sont teintés d'un vernis politique. Selon le texte, les séparations familiales forcées sont « choquantissimes même dans les temps de tyrannie et de despotisme. Ne serait-il pas normal qu'en ces temps de Lumières, sous les auspices d'un gouvernement philanthropique et libéral, les sévices que la nature déteste continuent? »¹²²

Il peut paraître surprenant qu'une esclave se montre plus préoccupée par l'avenir de sa Patrie que de celui de sa propre fille. Il faut surtout admirer le travail d'équipe entre le discours de l'esclave et celui de son procureur. En effet, dans chaque pétition déposée devant le tribunal, les mots de plusieurs personnes ont pu venir se mêler à ceux du demandeur et du défendeur : ceux des scribes, d'autres témoins...¹²³ Le procureur de Mariana Torres était un professionnel avec une formation et une culture générale qui le rendait plus familier avec les expressions du Siècle des Lumières utilisées dans le texte, mais il serait simpliste de penser que ce dernier a volontairement manipulé le témoignage de l'esclave sans que cette dernière ait pu glisser son grain de sel. Il faut plutôt lire dans

¹²⁰ La thèse de Carlos Aguirre voulant que le discours indépendantiste ait pu produire un 'réveil judiciaire' chez les esclaves est contestée par Bianca Premo parce que ses recherches à Lima démontrent une explosion des causes judiciaires utilisant le langage des Lumières à partir de 1750. Aguirre, *Agentes de su propia libertad*, p. 184 et Bianca Premo, *Children of the Father King*, p. 215. Dans mon étude de l'Audiencia de Quito, le petit nombre de cas ne me permet pas de me ranger d'un côté ou de l'autre puisque je ne me suis limitée qu'à l'étude de causes impliquant des parents et des enfants. Celle de Mariana Torres est la seule qui fasse référence aussi directement à l'indépendance.

¹²¹ "Este ministerio, en cumplim.to de su deber, reproduce la solisitud, è instruccion verval de la Esclaba...", ANE esclavos, c. 22, exp. 16, 1823/01/02, f.2r.

¹²² *Idem.* "...hà sido chocantisima aun en los tiempos de mayor tirania y despotismo. ¿Y serà regular que en el tpô. de ilustracion, y vajo los auspicios de un Gov.no filantropico y liberal continuasen abusos q.e la naturaleza aborrece?", ANE esclavos, c. 22, exp. 16, 1823/01/02, f2r.

¹²³ Milton, *The Many Meanings*, p. 73.

chaque phrase une collaboration : la voix de la demanderesse et la rhétorique d'un procureur prennent l'avant-scène tour à tour.¹²⁴

En observant la réaction de la propriétaire de Mariana Torres, on constate que l'opinion publique ne penche plus en faveur des droits absolus des propriétaires d'esclaves après les guerres d'indépendance. Les contre-arguments avancés par Josefa Carcelen, évoquent sa propre pauvreté et sa condition précaire de veuve pour faire appel au patriarcat du tribunal pour être elle-même protégée de l'abus. En fait, Josefa Carcelen utilise elle aussi l'amour maternel pour faire avancer sa cause. De son point de vue, son esclave a toujours démontré peu d'amour ou de tendresse envers sa progéniture. Elle déclare que Mariana Torres a pris l'habitude d'abandonner sa fille pendant de longues périodes, ce qui indique une absence d'instinct maternel. Pour le bien de la Patrie, il faut laisser les enfants entre les mains de personnes capables de leur donner une bonne éducation.¹²⁵ Il est très étonnant de voir l'ensemble du débat juridique tourner autour de la question de l'amour maternel et de voir le tribunal trancher sur la femme capable d'offrir la meilleure éducation possible...

La cause qui divise Mariana Torres et Josefa Carcelen aurait été impensable une vingt ans plus tôt lorsque Thomas Villacis prenait la parole contre Nolverta de la Flor en brandissant la loi sur la propriété et des arguments pécuniaires. Au lieu de se disputer sur la question du droit à la propriété, les débats entre Torres et Carcelen portent sur la présence d'amour maternel. L'enjeu véritable était une prise de position claire pour ou contre l'esclavage dans la jeune République.¹²⁶ Il est certain que les guerres d'indépendance ont joué un rôle pour faire la promotion d'un nouveau langage républicain. Au moment où plusieurs dénonçaient à la tyrannie du Roi d'Espagne, il était difficile pour les créoles de Quito de ne pas s'interroger sur la tyrannie des maîtres d'esclaves sur leur territoire. Cette

¹²⁴ Voir par exemple Milton, *The Many Meanings*, pp. 71-74.

¹²⁵ ANE esclavos, c. 22, exp. 16, 1823/01/02, f3v.

¹²⁶ Voir par exemple Townsend, "Half my Body Free", *op. cit.*

conscience politique ne se limitait pas qu'aux Créoles et était partagée par plusieurs esclaves aussi.¹²⁷ Ainsi, des procureurs, peut-être avec la complicité de leurs clientes esclaves, ont intégré dans leurs plaidoyers l'amour naturel des mères pour leurs enfants, comme ultime argument pour dénoncer la cruauté de l'esclavage.

Conclusion

Les parents esclaves ont cherché des moyens diversifiés pour assurer eux-mêmes la sécurité de leurs enfants, même si le statut de chef de famille leur était nié à cause de la nature même de l'esclavage. Ils ont utilisé les failles du système pour revendiquer de vivre près de leurs enfants. Ils ont fait de la résistance passive, se sont fait emprisonner pour mieux contester leurs propriétaires, ils ont cherché à influencer leurs prix, utilisés le contexte multiracial pour tenter de faire oublier leur peau noire, abandonné leurs petits pour leur offrir une vie meilleure. Après 1791, ils ont pu bénéficier plus facilement de l'aide juridique et ont investi les tribunaux plus que jamais pour loger de nouveaux arguments, dont celui du droit des parents à protéger leurs enfants. Pères et mères se sont défendus de manière différente pour demander de l'autorité sur leurs enfants, mais ils ont tous les deux fait valoir leur capacité à les aimer et à les élever correctement.

On constate, vers la fin du régime colonial, un essoufflement de l'institution de l'esclavage, qui se traduit par une plus grande « humanisation » des esclaves dans les documents judiciaires. Ceci est très évident lorsqu'on s'intéresse aux situations des familles. Désormais, le tribunal accepte d'entendre des arguments sentimentaux, comme celui de l'amour naturel d'une mère pour sa progéniture ou de la volonté d'un père de protéger les siens. L'esclave est autorisé à présenter une certaine quantité de revendications pour solliciter le droit d'être bien traité et nourri convenablement. Même si les tribunaux se

¹²⁷ Aguirre, "Working the System", p. 214, a emprunté cette idée à l'historien Charles Walker.

précipitent rarement pour donner raison aux esclaves et que ceux-ci devaient souvent se défendre pendant des années entières, ceci témoigne toutefois de nouvelles attitudes sociales. Il faut le reconnaître, l'esclave était de moins en moins une « bête de somme », une « propriété » devant se soumettre aux moindres caprices de ses maîtres, et de plus en plus un être humain avec des besoins affectifs à la fin du régime colonial. Ceci n'aboutirait pas dans une retentissante campagne de force pour abolir l'esclavage, mais bien dans un déclin graduel de cette institution tenace au milieu du XIX^e siècle.

« Le bénéfice du doute »

Les Réformes bourbonniennes et le contrôle des jeunes de la plèbe urbaine

En 1764, l'esclave Lazaro Lastra est accusé de sacrilège pour avoir volé les vêtements de deux statuettes saintes dans une Église de Barbacoas.¹ Il risque la peine de mort. En tant qu'esclave, c'est son maître, Sebastian Miranda, qui devrait assurer sa défense devant les tribunaux. Malheureusement, Miranda refuse, car il jure que Lastra a été vendu à quelqu'un d'autre, peut-être pour éviter de payer les frais liés au procès. Mais à qui? Personne ne revendique la propriété du jeune homme. Lastra se retrouve du jour au lendemain sans protecteur. Lazaro Lastra ignore son âge exact, mais il a approximativement de 20 à 22 ans, donc moins de 25 ans, l'âge légal de la majorité. Pour compenser le manque de protection de Lastra, le tribunal a nommé un défenseur des mineurs (*defensor de menores*) pour le représenter. Ce défenseur a misé sur la minorité de son client, le présentant comme pauvre et vulnérable (*desválido y desamparado*), à cause de son âge, pour réduire sa peine.² Le défenseur a également expliqué que toute personne de moins de 25 ans, même lorsqu'elle confesse un crime, doit recevoir le « bénéfice du doute » lorsque la confession a eu lieu sans la présence d'un gardien (*curador*) pour le conseiller.³

Comme nous pouvons le constater, l'État colonial espagnol s'est arrogé la mission paternaliste d'offrir les services d'un homme espagnol pour 'protéger' Lastra et l'aider à se défendre parce qu'il était mineur. Toutefois, le tribunal n'a pas accordé le fameux « bénéfice du doute » : le 25 décembre 1765, Lazaro Lastra a été exécuté et Sebastian de

¹ ANE criminales, c.51, exp.12, 1764/05/28.

² ANE criminales, c.51, exp. 12, 1764/05/28, f37r. En principe, la représentation légale d'un défenseur (*defensor*) devait être proposée à toute personne de moins de vingt-cinq ans, tous sexes et races confondus. Dans les faits, cette règle était plutôt malléable et tous ne recevaient pas le même bénéfice du doute : « Criminal responsibility varied according to age, and sentencing was calibrated to social rank. » Bianca Premo, *Children of the Father King*, Chapel Hill, North Carolina University, 2005, p. 111.

³ ANE criminales, c.51, exp. 12, 1764/05/28, f34v.

Miranda a été forcé à rembourser le tribunal pour les frais juridiques, plus de 3000 pesos.⁴ Cette cause démontre qu'il était possible d'utiliser l'âge mineur et l'innocence comme argument juridique pour justifier un crime, mais que le statut de mineur ne garantissait pas la clémence, particulièrement dans la société coloniale où les concepts d'honneur, de race, de classe sociale, de genre et d'âge pesaient tous dans la balance lorsque venait le temps de déterminer la responsabilité d'un acte criminel et de choisir la sentence.⁵ Le défenseur de Lastra, même en plaidant que son client naïf avait été « pénétré par la malice » autour de lui, n'a pas réussi à faire oublier à quel point le crime était jugé « scandaleux » pour un esclave mulâtre qui avait outrepassé les règles civiles et ecclésiastiques.⁶

En se positionnant comme père de famille de substitution pour des hordes de jeunes sans protection patriarcale, l'État colonial proposait à la fois de protéger les mineurs vulnérables (contre l'abus, contre le crime), mais aussi de les punir. Dans ce chapitre, nous allons voir que dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, les tribunaux ont considéré avec encore plus d'ambivalence les jeunes commettant des crimes, déchirés entre la mission de protéger les démunis et celle de maintenir l'ordre et la loi. L'État bourbon cherchait à jouer un rôle patriarcal envers les mineurs, particulièrement en l'absence de figure masculine forte pour les défendre, ce qui s'est traduit par une plus grande répression de crimes commis contre les mineurs (particulièrement les jeunes enfants), mais également par l'entremise de campagnes sans précédent pour débusquer la délinquance juvénile. Les jeunes accusés étaient plus que jamais dans la mire de l'État parce qu'ils devaient être protégés, contre eux-mêmes, contre leurs pulsions, leurs envies, leur propension à la paresse, et surtout leur sexualité débridée. Les réformes sociales bourbonniennes ont eu une influence sur le type de crime jugé digne de répression, en s'attaquant aux crimes à caractères sexuels. Les témoins n'étaient pas égaux lorsqu'ils apparaissaient devant les juges de l'Audiencia de Quito parce que leur race, leur statut familial et leur classe sociale

⁴ ANE criminales, c.51, exp. 12, 1764/05/28, f118r.

⁵ Premo, *Children of the Father King*, p. 110.

⁶ ANE criminales, c.51, exp.12, 1764/05/28, f34v.

avaient son importance lorsque venait l'heure de rendre un jugement, mais on peut aussi affirmer que tous les crimes (contre la personne ou les biens) n'avaient pas la même valeur aux yeux des réformateurs bourbons.

Protéger ou punir?

Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, il s'est produit de profonds changements dans la manière de percevoir le vice et le crime chez les autorités espagnoles et coloniales. Les réformes sociales bourbonniennes visaient à contrôler tous les aspects de la vie sociale, culturelle, politique et rituelle des sujets du roi d'Espagne. En réduisant la marge de manœuvre de l'Église catholique, traditionnel chien de garde de la moralité publique et domestique, les Bourbons ont donné à l'État la mission de discipliner le peuple. Les réformateurs successifs ont voulu contrôler les rues des villes, le divertissement, le théâtre, l'hygiène et les rassemblements populaires.⁷ À Quito, ils se sont attaqués à des formes de divertissement comme le carnaval et les combats de coqs.⁸ Dans cette époque marquée par une urbanisation accélérée, ils ont voulu implanter de force des normes bourgeoises de comportement à la plèbe : « They tried to create separate public spaces for respectable people that could not be infiltrated by the common people. »⁹ Toutefois, c'est dans le domaine de la répression du vice et de la délinquance, particulièrement dans les villes, que le projet social bourbon a été le plus systématiquement appliqué.¹⁰ Des offenses auparavant tolérées, comme la mendicité, l'ébriété, les disputes familiales, la fornication et les relations

⁷ C'est sous la présidence de García de León y Pizarro (1778 à 1784), puis celle de Joseph Villalengua y Marfil (1784-1790) et du Baron Hector de Carondelet (1799-1807), que les réformes ont été menées avec la plus grande efficacité. Voir Kenneth Andrien, *The Kingdom of Quito*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, p. 192 et Carlos Larrea, *Baron de Carondelet*, Quito, Corporación de estudios y publicaciones, 1968, pp. 49, 79-80.

⁸ Larrea, *Baron de Carondelet*, p.79-81.

⁹ Juan Viqueira Alban, *Propriety and Permissiveness in Bourbon Mexico*, translated by S. Lipsett-Rivera and S. Rivera Ayala, Wilmington, SR Books, p. 213.

¹⁰ Charles Walker, "Civilize or Control", in N.Jacobsen et C. de Losada, eds., *Political Culture in the Andes*, Durham, Duke University Press, 2005, p. 76.

sexuelles hors mariage, sont tombées dans la mire des fonctionnaires responsables de faire régner l'ordre dans les villes coloniales.¹¹

Inspirée par des arguments des Lumières et par la philosophie mercantiliste dans le domaine de l'économie, la nouvelle approche de lutte contre la criminalité considérait que les délinquants pouvaient être rééduqués, mis au travail, réformés et transformés en êtres utiles à la société. Parallèlement, cette nouvelle façon de faire exigeait un plus gros appareil de répression du crime et des cours de justice plus efficaces : plus de juges, plus de force policière et de patrouilles militaires (des rondes, *rondas*, étaient organisées dans les principales villes coloniales pour rassembler les fautifs), plus de prisons et autres établissements destinés à réformer les criminels étaient nécessaires afin de faire régner l'ordre.¹² Enfin, l'État a fait appel aux familles pour faire régner le nouvel ordre moral souhaité. Les familles ont ainsi pu bénéficier de pouvoirs supplémentaires sur leurs enfants désobéissants et profiter de la collaboration du système de justice lorsque la stabilité familiale était menacée.¹³

Les jeunes, à cause de leur fougue, étaient particulièrement dérangeants pour les fonctionnaires désireux de contrôler les moindres recoins sombres des rues.¹⁴ Il suffit de faire l'inventaire du fonds *criminales* des archives nationales de Quito pour constater une multiplication des poursuites judiciaires, plusieurs d'entre elles impliquant des enfants et des adolescents, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle et particulièrement entre 1780 et

¹¹ Malgré ces nouvelles mesures, il y a de fortes raisons de croire que la criminalité urbaine était en expansion à la fin du XVIII^e siècle, à cause de l'urbanisation et de la détérioration des conditions de vie des pauvres des villes. Gabriel Haslip-Viera, *Crime and Punishment*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1999, p. 48.

¹² Haslip-Viera, *Crime and Punishment*, p. 48; Michael Scardaville, "Justice by Paperwork, A Day in a Life of a Court Scribe and Bourbon Mexico City", *Journal of Social History*, vol. 36, n. 4 (2003), p. 981.

¹³ Des parents pouvaient s'adresser au système de justice pour placer des enfants désobéissants en prison ou pour les voir recevoir d'autres types de punitions. Haslip-Viera, *Crime and Punishment*, p. 66. Les femmes étaient toutefois plus à risque de faire ce genre de demande. Par exemple, la veuve Doña Ventura Izquiero a demandé au tribunal d'exiler son fils et de le condamner aux travaux forcés pour être constamment en état d'ébriété, insultant (il l'a traitée de pute) et violent. ANE criminales, c.129, exp. 8, 1787/08/03.

¹⁴ Haslip-Viera, *Crime and Punishment*, p. 55.

1800.¹⁵ Étant donné l'abondance de causes criminelles traduites devant la *Real Audiencia de Quito*, nous nous sommes concentrés particulièrement sur la répression de la délinquance juvénile ainsi que sur la répression de crimes commis contre un ou des mineurs.¹⁶ Dans le but de mieux comprendre l'impact des réformes sociales bourbonniennes sur la répression de la criminalité, notre étude du fonds commence en 1700 et couvre l'ensemble du XVIII^e siècle. En parcourant 88 causes criminelles impliquant des mineurs accusés et victimes de crimes, on peut constater un durcissement des sentences rendues pour statuer sur le sort des mineurs accusés de crimes à caractère sexuel, tels que le concubinage, l'inceste, l'adultère et l'homosexualité. Il en va de même pour réparer le tort fait aux jeunes filles victimes de délits sexuels en tout genre. Le durcissement n'est visible que pour la catégorie des crimes à caractère sexuel, puisque la répression des autres types de crime (contre la personne et contre les biens) est restée similaire à celle qui avait cours avant 1760.

Dans ce chapitre, trente documents datés de 1700 à 1759 ont été étudiés parce qu'ils impliquaient des enfants ou des jeunes qui se décrivaient comme des *menores de edad*, des mineurs. Neuf jeunes se sont retrouvés en position d'accusés et 21 d'entre eux, dans celle de victimes. Entre 1760 et 1810, cinquante-huit documents similaires ont été recensés, 21 d'entre eux plaçant le mineur en position d'accusé et 37 d'entre eux en position de victime. Il s'agit donc d'une augmentation notable dans les deux dernières décennies du XVIII^e siècle qui s'essouffle à l'aube du XIX^e siècle. Il est à noter que parfois, il est difficile

¹⁵ Selon Christiana Borchart de Moreno, il y a eu 131 procès criminels entre 1771 et 1777 dans la *Real Audiencia* de Quito, alors qu'au cours des sept années suivantes sous le gouvernement de José García León y Pizarro, il y a eu 516 procès. Borchart démontre que l'argument de la mauvaise conservation des archives ne tient pas la route parce que les registres des prisons démontrent également une multiplication de la répression. Sous la présidence de Pizarro, il y a donc bel et bien eu une lutte active contre la délinquance. Christiana Borchart de Moreno, "El control de la moral pública como elemento de las Reformas Borbónicas en Quito", en S. O'Phelan *et al.*, eds., *Simposio Internacional Mujeres, Familia y Sociedad en la Historia de America Latina*, Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú, 2003, p. 451.

¹⁶ Nous devons inclure quelques mots sur la méthodologie utilisée pour réaliser cette étude. Toutes les causes du fonds *criminales* des Archives nationales de Quito sont répertoriées sur un CD-ROM avec une brève description pour chaque document : j'ai donc utilisé des mots-clés (mineurs, enfants, fils, fille, famille, parent,

d'établir une distinction nette entre la position d'accusé et celle de victime, notamment pour les crimes sexuels à une époque où les tribunaux ne tenaient pas toujours compte de la notion de consentement.

Table 5 - Liste des cas criminels étudiés et classés par décennie

Décennie	Accusé	Victime	Total
1700-1710	1	2	3
1711-1720	2	0	2
1721-1730	1	5	6
1731-1740	1	8	9
1741-1750	5	2	7
1751-1759	0	3	3
1760-1770	1	1	2
1771-1780	3	4	7
1781-1790	8	14	22
1791-1800	7	10	17
1801-1810	2	8	10

Le gonflement des chiffres après 1781 concorde avec la présidence du réformateur bourbon Garcia de León y Pizarro à Quito. Ce dernier, en plus d'aviver l'intérêt pour la lutte contre la délinquance dans la ville de Quito en augmentant les patrouilles et en modifiant le type de délits punissables, a également assuré une plus grande présence de l'État dans toutes les régions périphériques.¹⁷ En effet, plus de causes de première instance (jugées par des maires, des *alcaldes*, et des dirigeants de cantons, les *corregidores*) ont été

etc.) pour tenter de repérer les causes impliquant un ou des mineurs. Il est certain que cette étude n'est pas sans défauts et que de nombreux cas ont pu échapper à mon attention.

¹⁷ Borchart, "El control", pp. 452-454.

enregistrées au cours de cette période et plusieurs d'entre elles ont même été traitées directement à Quito.¹⁸

C'est dans la capitale de l'Audiencia, Quito, que les jeunes étaient les plus susceptibles d'être traduits en justice parce qu'ils étaient davantage en contact avec les politiques de fermeté des réformateurs borbons. Il est possible de constater dans la table 2, ci-après, que la majorité des cas recensés dans cette étude provenaient de la ville de Quito et des Andes centre-nord, 51% des causes étudiées ici s'étaient déroulées dans la ville de Quito et ses environs. Toutefois, l'étude des causes criminelles du tribunal de la *Real Audiencia* ne brosse qu'un tableau partiel de la lutte contre la criminalité urbaine dans son ensemble puisqu'elle ne tient pas compte des cours de première instance qui sont répertoriées dans les archives des différents *cabildos*.¹⁹ Les sentences rendues par les autorités régionales pour des offenses importantes comme les meurtres étaient souvent, quant à elles, envoyées à Quito pour recevoir une seconde approbation.²⁰ Malgré ses limites, cette étude permet de dégager des tendances générales qui caractérisent l'ensemble de la politique de la lutte contre la délinquance des Bourbons, ainsi que les attitudes de ces derniers vis-à-vis de la protection des mineurs.

¹⁸ Borchart, "El control", p. 454.

¹⁹ Pour une approximation du système de justice criminel au niveau municipal et pour mieux saisir le rôle de magistrats locaux tels que les maires de quartiers (*alcaldes de barrios*), voir Scardaville, "Justice by Paperwork", p. 979 et suivantes.

²⁰ Par exemple, lorsqu'un jugement rendu par le *corregidor* de Guaranda est révisé à Quito, 50 coups de fouet ont ajoutés à la peine de 6 ans de travail forcé. ANE criminales, c.108, exp. 6, 1784/06/06.

Table 6 - Répartition des causes criminelles étudiées par lieu²¹

Lieu	Avant 1759	Après 1760	Total
Quito	18	27	51%
Guayaquil	0	2	2%
Cuenca, Loja	3	11	16%
Ibarra, Otavalo	0	5	6%
Andes centrales	6	4	11%
Autres	3	9	14%
Total	30	58	100%

La multiplication des causes criminelles impliquant des mineurs dans l'Audiencia de Quito après 1760 s'explique par la répression grandissante d'un type de délit particulier : le délit sexuel. En comparant la répartition des types de crime avant et après les Réformes bourbonniennes, on constate un plus grand intérêt des autorités pour les affaires de mœurs. En effet, le nombre de meurtres, d'agressions et de vols varie à peine pour les décennies étudiées alors que l'accroissement du nombre de procès pour crime sexuel est remarquable : il passe de 1 à 7 cas du côté des accusés et de 10 à 25 cas du côté des victimes. Force est de constater que l'État bourbon s'intéresse plus que jamais à la conduite vertueuse de sa population juvénile.

²¹ Dans ce tableau, le terme « autres » comprend des documents en provenance de la côte pacifique, comme Porto Viejo, de la région minière de Barbacoas et une cause en provenance de l'Amazonie. La catégorie « Andes centrales » regroupe les *villas* (villes) de Riobamba et d'Ambato, ainsi que le *corregimiento* de Latacunga. Le mot *villa* implique qu'il y avait un conseil municipal et un certain degré d'autonomie gouvernementale, alors qu'un *corregimiento* était gouverné par un haut fonctionnaire, le *corregidor*, plutôt que par un conseil municipal. Voir Rosemary Bromley, "Urban Change in Ecuador", *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 4, n. 1 (1979), pp. 32-33.

Table 7 - Répartition des crimes entre 1700 et 1759 avant les réformes bourbonniennes

	Mineur accusé	Mineur victime
Meurtre	1	7
Crime sexuel	1	10
Agression	1	3
Vol	4	0
Autres (enlèvement, insulte)	0	3
Total	7	23

Table 8 - Répartition des crimes entre 1760 et 1810 après les réformes bourbonniennes²²

	Mineur accusé	Mineur victime
Meurtre	1	7
Crime sexuel	7	25
Agression	5	3
Vol	5	0
Autres (enlèvement, insulte)	5	2
Total	23	37

Pourquoi les juges et autres fonctionnaires de l'administration bourbonnienne se sont-ils intéressés d'aussi près à la vie sexuelle de leur population, en particulier les jeunes? Si la préoccupation des autorités coloniales pour la sexualité n'était pas nouvelle, la multiplication des procès pour atteinte à la moralité est une caractéristique des réformes

²² La répartition des crimes selon le sexe des accusés et des victimes change peu au cours du XVIII^e siècle. Sans grande surprise, à cause de l'importance accordée à la répression des délits sexuels, les garçons ont été les principaux mineurs accusés de crimes dans l'ensemble des cas étudiés : 87% des mineurs accusés d'avoir commis un crime entre 1760 et 1810 étaient des garçons. De la même manière, 84% des victimes au cours de la même période étaient des filles, ce qui s'explique aisément par l'abondance de procès pour *estupro* intentés au cours de cette période. Ces taux sont similaires à ceux de la première moitié du siècle.

bourboniennes dans l'Audiencia de Quito parce qu'elle cadrerait avec l'objectif de mieux contrôler la population, ses mœurs, ses comportements.

Les crimes sexuels qui sont dénoncés dans l'Audiencia de Quito sont pour la plupart des accusations de stupre (*estupro*) qui peut être défini comme l'acte « d'enlever la virginité à une femme honnête ».²³ Le terme *estupro* désignait généralement un crime de séduction (*estupro con seducción* ou *rapto*) alors qu'une jeune femme était séduite par un homme sans l'accord de ses parents ou qu'une promesse de mariage n'était pas respectée. Toutefois, le même mot pouvait aussi désigner un viol qui s'était déroulé dans des conditions de violence aggravantes (*estupro con violencia*).²⁴

La loi hispanique considérait que déflorer une vierge était un crime important.²⁵ Chez les gens de l'élite, l'*estupro* était un affront à l'honneur de la famille. La virginité des donzelles (*doncellas*) ayant été dérobée, les parents pouvaient demander réparation, souvent en argent, ou encore demander le mariage pour rétablir l'honneur. La loi prévoyait des peines plus lourdes lorsque l'offense était accompagnée de violence et de mauvais traitements.²⁶ L'*estupro con seducción*, ou le crime de séduction, ne pouvait être allégué que par les « femmes honnêtes », ce qui excluait les filles du peuple. Aux yeux des Espagnols, les gens du peuple n'avaient tout simplement pas d'honneur à perdre. Ainsi, les jeunes filles indiennes ou noires ne pouvaient généralement pas réclamer, comme le faisaient les filles espagnoles et métisses, de l'argent ou une promesse de mariage en échange de la perte de leur virginité.²⁷ C'est donc en décrivant des viols aggravés que les

²³ Carmen Castañeda, *Violacion, estupro y sexualidad. Nueva Galicia, 1790-1821*, México, Hexágono, 1989, p. 76, «...el desfloramiento de una muger honesta ».

²⁴ Premo, *Children of the Father King*, p. 118.

²⁵ Castañeda, *Violación, estupro y sexualidad*, p. 46.

²⁶ Gerardo González Reyes, «Familia y violencia sexual. Aproximaciones al estudio del rapto, la violación y el estupro en la primera mitad del Siglo XVIII», in P. Gonzalbo, ed., *Familias iberoamericanas. Historia, identidad y conflictos*, México, El Colegio de México, 2001, p. 96.

²⁷ Voir à ce sujet le très intéressant plaidoyer d'un mulâtre se défendant de devoir quoi que ce soit à une jeune fille, également mulâtre, qu'il avait mis enceinte. Le procureur qui le représente explique l'idéologie du secteur dominant de la population envers les femmes du peuple au cours de la décennie 1770. Une femme du

femmes du peuple avaient la possibilité de demander réparation. Comme le viol ne pouvait être allégué que lorsque la femme prouvait qu'elle n'était pas consentante au moment de l'acte, les plaintes pour viol d'enfants de moins de quinze ans avaient beaucoup plus de chances d'être prises au sérieux que les plaintes de femmes adultes et même en ces occasions, le fardeau de la preuve reposait sur les épaules de la victime.²⁸ À cause de la relation proche du viol et de la séduction à l'époque coloniale, les victimes de viol étaient souvent soupçonnées d'avoir eu une faiblesse morale ayant contribué à l'acte.²⁹ Victimes et coupables étaient alors punis.

L'étude de trente cas de stupre du fonds « criminales » des Archives nationales de l'Équateur entre 1700 et 1800 renseigne sur les conditions de vie de jeunes filles de toutes les classes sociales, ce qui exclut les autres crimes sexuels (concubinage, inceste et homosexualité). Comme on peut s'y attendre, c'est en majorité celles de familles riches qui étaient les mieux protégées des crimes à caractère sexuel.³⁰ On peut aussi conclure, comme l'a fait Susan Socolow à Buenos Aires, que les crimes sexuels avaient tendance à être commis par des hommes provenant généralement de mêmes rangs sociaux que les victimes, à quelques exceptions près.³¹ La nature des causes entendues par le tribunal change avec les réformes bourbonniennes. Dans les sept documents de 1700 à 1773 étudiés dans le fonds *criminales* des archives de Quito, les jeunes filles provenaient de familles dites 'honorables'. Elles étaient présentées comme des Espagnoles ou comme des blanches, les personnes qui déposaient la plainte portaient le titre de « Don » ou « Doña » et il y avait généralement une référence à une perte « d'honneur » à la suite de *l'estupro*. À partir de la

peuple ne peut pas réclamer d'argent en échange de sa virginité, car l'absence de virginité ne l'empêchera de se trouver un mari. Natalia León, *La primera alianza*, Quito, Abya-Yala, 1998, p. 8, qui cite un document des archives nationales de Cuenca, criminales, juicio 577.

²⁸ Susan Socolow, "Women and Crime: Buenos Aires 1757-97", *Journal of Latin American Studies*, vol. 12, n.1 (1980), p. 49.

²⁹ Rebecca Earle, "Rape and the Anxious Republic", in E. Dore and M. Molyneux, *Hidden Histories of Gender*, Durham, Duke University Press, 2000, p. 135.

³⁰ Castañeda, *Violación, estupro y sexualidad*, p. 119.

décennie 1770, de nouveaux cas ont fait leur apparition aux côtés des anciens. Il s'agit de viols sur de très jeunes enfants aggravés par la violence.

Vers la fin du XVIII^e siècle, les crimes avec violence ou mettant en scène de très jeunes enfants incapables d'avoir donné leur accord à une relation sexuelle se sont multipliés. Désormais, les scènes où des fillettes étaient prises de force avec coups et blessures étaient décrites avec le plus grand soin. En outre, une attention particulière a été accordée à la description de leurs parties génitales. On a vu apparaître des mots plus directs tels que « vulve » (*Bulba*) et on s'est interrogé sur la présence de lacérations dans ces « parties ».³² Il est plausible de croire que les pédophiles ont existé de tout temps et nous ne nous surprenons guère d'apprendre que des hommes majeurs ont eu des relations sexuelles avec des fillettes prépubères à l'époque coloniale. Toutefois, l'intérêt de l'État pour la description de ces scènes dramatiques se développe dans le monde occidental au cours du XVIII^e siècle et pénètre les documents judiciaires.³³ À Quito, les témoins sont appelés à donner des détails minutieux et les causes sont enregistrées par des scribes utilisent un langage bien précis : celui de la médicalisation des corps. En effet, il est surprenant de constater à quel point les procédures judiciaires mettent en cause une description des plaies, des blessures et du sang versé par les victimes.

Quatre causes pour viol impliquant des fillettes indiennes ont toutes plusieurs points communs. D'abord, elles sont toutes d'un très jeune âge, ou « d'âge tendre ».³⁴ Deuxièmement, les victimes ne vivaient pas en état de protection dans leur milieu familial :

³¹ Socolow, "Women and Crime", p. 45. Des exemples d'exception qu'on trouve à Quito sont ceux de Nicolasa Peres, 12 ans, qui a eu des relations sexuelles avec un homme espagnol portant le titre honorifique de « don ». ANE criminales, c.71, exp. 11, 1774/12/27.

³² ANE criminales, caja 95, exp. 14, 1782/04/29, f4r.

³³ Il serait ici difficile d'omettre le lien évident avec la thèse de Michel Foucault dans *Histoire de la sexualité*, vol.1, Paris, Gallimard, 1976, p. 53, qui souligne à quel point l'intérêt des autorités pour la sexualité des enfants a semblé s'aviver au cours de ce siècle.

³⁴ Le cas de Francisca Xaviera, une « petite Indienne » qui paraît âgée de 14 à 25 ans est unique, car les autres documents présentent des fillettes beaucoup plus jeunes, entre 7 et 10 ans. Toutefois, la sentence de Manuel

trois d'entre elles étaient des servantes indiennes, représentées en cour par le *protector de naturales* ou par leurs patrons qui ont porté plainte en leur nom. Les jeunes filles ne parlaient pas bien l'espagnol et leurs déclarations devaient être traduites (dans le cas de jeunes filles de l'élite, ces dernières n'avaient pas à témoigner pour préserver leur honneur). L'une d'entre elles, Margarita, est présentée comme une « petite muette » (*mudita*) et pourtant, elle témoigne de manière « confuse » au moyen d'un interprète pour donner sa version des faits.³⁵ Dans les trois cas, le tribunal condamne les coupables, des hommes du peuple, à des peines de prison ou de travail forcé.³⁶

Les procureurs peignent un portrait noir des circonstances des agressions des fillettes indiennes, décrivant des ruelles sales, des visages laids, des lieux infects. Contrairement à la défense des jeunes filles de l'élite où l'effort pour prouver la pureté et la retenue sexuelle de la victime était manifeste, les petites Indiennes étaient présentées comme de braves petites travailleuses soumises et obéissantes. Cette description correspond davantage à l'idéal de la femme indienne telle que vue par la société espagnole, que l'image d'une jeune fille virginale et pure présentée dans les causes mettant en scène des jeunes filles de l'élite. D'ailleurs, c'est généralement dans le cadre de leur travail, lors d'employes ou dans le cadre de leur emploi que les petites Indiennes se sont retrouvées dans une position de vulnérabilité et qu'elles ont vécu leur drame.

Dans chacune de ces pétitions, l'intérêt des représentants de la loi pour le corps des victimes est remarquable. L'entrecuisse a fait l'objet d'une attention scrupuleuse de la part des médecins, mais aussi des procureurs. Silvestre Dasa a pris la virginité de Gregoria, dix ans, « en brisant avec force, et violence le muscle qui la contenait, ce qui a fait couler

Chicayza est beaucoup moins importante que les autres agresseurs. Il est libéré après six mois de prison au lieu d'être condamné aux travaux forcés. ANE criminales, c.173, exp. 10, 1798/06/12.

³⁵ ANE criminales, c.87, exp. 20, 1780/08/08.

³⁶ Par exemple, Juan Hidalgo est condamné à cinq ans de travaux forcés. ANE criminales, c.95, exp. 14, 1782/04/29, f27. La peine de mort est recommandée pour Thomas Pardo, un homme de race noire, mais la fin de la cause n'est pas connue. ANE criminales, c.131, exp. 26, 1788/04/09.

beaucoup de sang ».³⁷ Dans le procès de Raymundo Orbe, accusé du viol d'une petite servante indienne, tous les témoins, dont la victime elle-même, sont questionnés sur la présence de sang entre les jambes.³⁸ Martina Tenesca, douze ans, a été laissée baignant dans son sang, par son agresseur Tomás Cotes.³⁹ Un examen par une sage-femme révèle toutefois que Martina est encore vierge.⁴⁰ Même si l'hymen n'a pas été rompu et que Martina Tenesaca finit par retirer sa plainte, le fiscal décide de poursuivre les procédures, car la petite fille a certainement été incapable de consentir à se livrer à des jeux sexuels à son âge.⁴¹

Au milieu du XVIII^e siècle, le corps des femmes, en particulier leurs parties génitales, devient de plus en plus au cœur des préoccupations en Europe.⁴² Il s'agit d'un intérêt qui va de pair avec la médicalisation des pratiques d'accouchement, la promotion de l'allaitement et le combat contre la mortalité infantile. Le corps des femmes subalternes est peut-être celui qui intéresse le plus, d'un point de vue médical. Si le contrôle des femmes de l'élite devient un enjeu important pour que les nouvelles mères de la Patrie restent blanches et pures, la sexualité des femmes du peuple doit aussi être contrôlée. Leur concupiscence, leur ardeur sexuelle et leur déviance sont dénoncées parce qu'elles causent le métissage, donc la naissance d'enfants qui ne peuvent être intégrés dans des catégories raciales bien délimitées.⁴³ De plus en plus, les femmes du peuple de toutes les races en viennent au cours du XIX^e siècle à être accusées de la transmission de maladies sexuelles.⁴⁴

³⁷ ANE criminales, c.68, exp. 4, 1773/02/25. « rompiendo con fuerza, y violencia el musculo que la contenia. de que dimano derramar mucha sangre »

³⁸ ANE criminales, c.87, exp. 20, 1780/08/08.

³⁹ ANE criminales, c.131, exp. 26, 1788/04/09.

⁴⁰ *Idem.*

⁴¹ *Idem*, f90r.

⁴² Dorlin, *La matrice de la race*, Paris, La Découverte, 2006, p. 123.

⁴³ Ann Laura Stoler, *Race and the Education of Desire*, Durham, Duke University Press, 1995, en particulier le chapitre 5.

⁴⁴ Voir par exemple l'introduction et plusieurs articles du livre d'Antoinette Burton : *Gender, Sexualities, and Colonial Moralities*. London, Routledge, 1999.

Le modèle de la femme blanche et pure, qui honore son foyer en y déversant des litres d'amour maternel, devient normatif parce qu'il en va de la santé de la nation.⁴⁵

Cette tendance est encore timide à la fin du XVIII^e siècle, mais elle continuera au siècle suivant.⁴⁶ Stoler constate l'émergence d'un discours sur la sexualité des enfants, sauvage et incontrôlée. La notion que le bien de la nation passe par le contrôle de la sexualité, particulièrement en milieu interracial, circule. Par exemple, aux États-Unis :

The moral mission of bourgeois liberalism invested enormous cultural capital, and specifically pedagogic energy, to make children into moral citizens and to attach those skills of self-discipline and the learning of civilities to the strength of the nation, to the 'redemption of the republic' (in the case of the U.S.), and to the survival of the master race⁴⁷

Dans le Quito colonial, la race était déjà un facteur déterminant dans l'importance accordée aux viols au XVIII^e siècle. Alors que les sang-mêlé occupaient une place grandissante dans la société, leurs fillettes étaient moins susceptibles d'apparaître en cour pour dénoncer un viol. Peut-être que les agresseurs s'attaquaient davantage aux enfants les plus vulnérables, vivant loin de leurs familles et appartenant à des groupes raciaux « inférieurs »? Peut-être qu'il existait dans d'autres groupes raciaux une pudeur, une honte, qui convainquaient les familles de ne pas porter plainte pour ce genre d'offense? Lorsque les victimes de crimes sexuels faisaient partie d'une catégorie de la population pouvant réclamer le paiement d'une dot en échange de la perte de leur honneur, il pouvait y avoir

⁴⁵ Dorlin, *La matrice de la race*, p. 208.

⁴⁶ Rebecca Earle s'intéresse à la représentation du discours autour du viol à l'époque de l'indépendance de la Colombie. Elle constate à quel point cet acte avait une connotation politique. Le 'viol de femmes innocentes' par les troupes ennemies était un argument central utilisé à de multiples reprises pour dénoncer la cruauté et la bestialité de l'Espagnol. Il s'agit selon Earle d'une métaphore utilisée pour renforcer la passivité des femmes blanches de l'élite, encouragées à rester vulnérables, loin de la sphère publique à une époque de grand engagement citoyen de la part du sexe féminin. Les femmes du peuple, notamment les prostituées, étaient présentées comme ayant une sexualité dangereuse pour la Nation en temps de guerre, risquant de dégénérer les bons soldats. Earle, "Rape and the Anxious Republic", pp. 136-137.

⁴⁷ Stoler, *Race and the Education of Desire*, p. 143.

une entente à l'amiable. Par exemple, Doña Manuela a accusé un espagnol d'avoir violé sa fille de 7 ans, puis a retiré brusquement sa plainte en acceptant l'argument que sa fille était consentante lors de la relation sexuelle.⁴⁸ Il est plausible qu'une telle prise de conscience ait été favorisée par le paiement d'un dédommagement. La dernière hypothèse demeure celle d'un intérêt accru de l'État pour la sexualité de jeunes enfants indiennes, hypothèse qui devra être creusée davantage pour être confirmée.

Quoi qu'il en soit, il est intéressant de constater le soin que mettait l'État colonial à évaluer le degré de responsabilité des victimes de sexe féminin dans les procès pour stupre. Lorsque les victimes de crimes étaient 'protégées' par le tribunal, elles étaient également protégées contre elles-mêmes et leur propension à la promiscuité. Par exemple, Faustina Santos, 18 ans, accusée d'avoir mis au monde un enfant incestueux, a juré qu'elle n'a jamais consenti à avoir des relations sexuelles avec le mari de sa sœur.⁴⁹ De son point de vue, Pedro Montero, 36 ans, l'a forcée même si elle se débattait. Au lieu de parler de 'viol' et de dénoncer la mauvaise conduite de l'homme, le défenseur de Faustina plaide le manque d'éducation de celle-ci : « elle a été élevée dans la montagne où il n'existe ni enseignement religieux, ni discipline ».⁵⁰ Ici, les arguments supposent que Faustina est grandement responsable de son sort; ils évoquent moins l'âge mineur de la jeune fille pour expliquer sa vulnérabilité ainsi que son lieu de naissance (la campagne). Comme on peut le supposer, le contact superficiel avec les normes de conduites décentes et l'urbanité est coupable. Cela n'empêche pas le tribunal de mettre la jeune fille en prison, puis subséquemment, à la condamner à l'internement dans un monastère, avant de forcer Montero à lui donner une dot de 41 pesos pour qu'elle puisse trouver un mari convenable. Il est donc difficile de parler de clémence en raison de l'immaturation et de l'âge mineur de la jeune fille, même si son agresseur était beaucoup plus vieux et plus fortuné, puisqu'on lui attribuait une partie de la responsabilité de l'acte.

⁴⁸ ANE criminales, c.194, exp. 10, 1804/01/10.

⁴⁹ ANE criminales, c.108, exp. 20, 1784/07/07.

Malgré l'anxiété de l'État contre la dégénérescence sexuelle, les jeunes filles condamnées pour vagabondage et affaires de mœurs étaient généralement éloignées des tentations du monde et enfermées entre quatre murs.⁵¹ Elles pouvaient, par exemple, être internées dans des monastères pour y apprendre les bonnes manières, car ces institutions accueillait des prisonnières qui travaillaient au service domestique.⁵² Après 1725, la maison d'internement, ou *casa de recogimiento*, de Santa Marta, une institution initialement pensée pour protéger les femmes métisses et blanches, est devenue un lieu où s'entassaient des femmes accusées de déviance.⁵³ Les esclaves en fuite y côtoyaient les femmes blanches condamnées pour adultère, prostitution ou celles qui étaient en processus de divorce.⁵⁴ Santa Marta est devenu au XVIII^e siècle une institution de répression, une sorte de prison, où les femmes devaient en prime travailler pour assurer leur subsistance et être « réformées », souvent malgré elles.⁵⁵

La répression de la délinquance juvénile à Quito s'est donc traduite par un intérêt remarquable pour les crimes à caractère sexuel. Il s'agit de la catégorie de crime principale à être pourchassée par les autorités. La conduite sexuelle de jeunes Indiennes semble particulièrement au cœur des préoccupations en cette époque où le gouvernement a de plus en plus de mal à établir des barrières sociales et sexuelles entre la République des Indiens et la République des Espagnols. Les tribunaux ne se montrent pas cléments envers les crimes sexuels, ni pour les accusés ni pour les victimes, car le contrôle de la reproduction était l'un des grands défis des autorités, allant de pair avec l'ordre social.

⁵⁰ ANE criminales, c.108, exp. 20, 1784/07/07, f14r, "fue criada en el monte donde no ay Doctrina, ni disciplina".

⁵¹ Cynthia Milton, *The Many Meanings of Poverty*, Stanford, Stanford University Press, 2007, p. 149.

⁵² Kathryn Burns, *Colonial Habits*, Durham, Duke University Press, 1990, p. 116.

⁵³ Milton, *The Many Meanings*, p. 149.

⁵⁴ Nous avons déjà parlé de la prison de Santa Marta au chapitre précédent portant sur les esclaves.

⁵⁵ Isabel Viforcós Marinas, "Los recogimientos, de centros de integración social a cárceles privadas", *Anuario de Estudios Americanos*, vol. L (1993), pp. 34-35.

La ville et la couleur du crime

Les crimes sexuels ne sont toutefois pas les seuls crimes qui ont intéressé les réformateurs borbons. Ces derniers ont augmenté les patrouilles policières et rempli les tribunaux de contrevenants de tous les âges.⁵⁶ Ils ont combattu de nouveaux types de crimes, auparavant tolérés, comme le vagabondage, les jeux de hasard et l'ébriété.⁵⁷ Ces crimes étaient dénoncés parce qu'ils étaient nuisibles à la productivité économique : en effet, trop de jeunes se laissaient séduire par des plaisirs éphémères et ne consacraient pas suffisamment d'énergie à trouver un travail stable. Un bassin de jeunes délinquants dans la force de l'âge a été de plus en plus perçu comme une main-d'œuvre au potentiel gâché par le goût du crime.

Le système colonial veillait à ce que tous les individus tombent sous la protection d'un homme espagnol. Les enfants étaient sous la *patria potestad* de leur père, les femmes mariées devaient s'adresser au tribunal par la voix de leur mari, les esclaves reposaient sur l'influence de leur propriétaire et les Indiens étaient encadrés par le protecteur des *naturales*. Pourtant, les failles du système étaient nombreuses. Les familles n'étaient pas toutes de parfaites entités régies par un patriarche : enfants sans pères élevés par des mères célibataires, côtoyaient les esclaves sans propriétaires et autres corps étrangers au système. La loi criminelle espagnole appliquée en Amérique recommandait que les législateurs prennent en considération certains critères au moment de déterminer la gravité d'un acte criminel par exemple le statut, l'âge, le sexe et la condition physique d'un individu.⁵⁸ Ainsi,

⁵⁶ Michael Scardaville, "Law and Order", in C. Aguirre, ed., *Reconstructing Criminality in Latin America*, Wilmington, Scholarly Resources, 2000, pp. 4-7.

⁵⁷ Scardaville, "Law and Order", p. 5.

⁵⁸ Le droit criminel hispanique reposait sur un amalgame complexe de lois. Des lois particulières, adaptées à la réalité coloniale, s'appliquaient en Amérique hispanique et étaient regroupées dans la *Recopilación de leyes de los reynos de las Indias*, compilées en 1680 et révisées en 1791. En plus d'être familiers avec les lois, proclamations et la jurisprudence, les magistrats devaient aussi consulter la *Nueva Recopilación de Castilla* (1569), les *Leyes de Toro* (1505), les *Ordamiento de Alcalá* (1348), les *fueros* des municipalités, le *Fuero Real* (1255), et les *Siete Partidas* (1265). Gabriel Haslip-Viera, *Crime and Punishment in Late Colonial Mexico*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1999, pp. 37-38.

les nobles avaient le droit à certains égards en vertu de leur rang, mais les législateurs devaient aussi protéger les individus faibles, irrationnels et démunis, comme les mineurs, les femmes et les Indiens.⁵⁹ Toutefois, les magistrats jugeaient bien souvent les mineurs, les femmes ou les Indiens responsables de leurs actes malgré les prescriptions de tolérance.⁶⁰

Ce même système judiciaire n'était donc pas toujours cohérent lorsqu'un crime était expliqué par le jeune âge d'un individu et son statut de mineur.⁶¹ En d'autres termes, la tolérance pour les excès de jeunesse n'était pas automatique, et certains groupes ethniques ont plus souffert que d'autres de cette discrimination. C'était l'aspect physique d'un jeune plutôt qu'une vérification poussée de ses antécédents qui servait à déterminer si une personne était mineure ou non, ce qui laissait place à interprétation. Par exemple, Mariano Monteros a été accusé en 1787 d'avoir agressé une jeune fille et de lui avoir fendu la tête avec un bâton.⁶² Le tribunal a mis en doute son âge véritable parce qu'il ne ressemblait pas à un mineur (« y sin embargo aque su aspecto manifiesta ser mayor de veinte y cinco años »), mais le jeune Monteros a tout de même reçu l'aide d'un curateur, ce qui l'a aidé à réduire sa peine d'un an.⁶³ Le scribe Francisco Ortiz a eu beaucoup moins de chance. Accusé d'avoir volé des boucles d'oreilles, Ortiz a clamé à plusieurs reprises son statut de *menor de edad* pour demander de l'aide juridique sans que le tribunal ne lui accorde l'aide d'un procureur.⁶⁴ Il est difficile de comprendre pourquoi Monteros a reçu le bénéfice du doute lorsqu'il a juré être mineur alors que Francisco Ortiz n'a pas été entendu. Outre l'apparence physique, différents facteurs comme la classe sociale, la race et le prestige de la

⁵⁹ *Idem.*

⁶⁰ Haslip-Viera, *Crime and Punishment*, p. 39.

⁶¹ Bianca Premo, "Youth, Crime, and Law in Lima", in T. Hecht, ed., *Minor Omissions*, Madison, University of Wisconsin Press, 2002, p. 119.

⁶² ANE criminales, c.126, exp. 8. 1787/01/16, f6r

⁶³ ANE criminales, c.126, exp. 8. 1787/01/16, f9r.

⁶⁴ ANE criminales, c.189, exp 6, 1803/02/15.

famille ont pu entrer en ligne de compte. Les contacts des accusés et de leurs familles, leur capacité à se trouver des défenseurs de prestige, étaient aussi des éléments importants.⁶⁵

Au XVIII^e siècle, des gens de toutes les origines et de toutes les classes sociales vivaient, interagissaient et se côtoyaient dans les rues en zigzag, les marchés publics, les boutiques et sur les *plazas* des villes. Les gens respectables, *gente decente*, ayant une profession honorable et provenant de bonnes familles, clamaient leur supériorité sur les membres de la plèbe urbaine, où prédominaient les *castas* (les personnes aux origines raciales mixtes, ou sang mêlé, dont on présumait le statut d'illégitime et le déshonneur).⁶⁶ À Quito, le mot « plèbe » était de plus en plus utilisé pour désigner les *castas* et fréquemment associé au mot « tumulte », particulièrement après la révolution des quartiers populaires de 1765, pour désigner les individus appartenant à la masse populaire.⁶⁷ Le contrôle des *castas* était donc un sujet de préoccupation pour les autorités coloniales.

Un rapide portrait des résidents des villes coloniales typiques démontre à quel point le milieu urbain était un point de rencontre important pour les différentes strates de la population. C'était un lieu d'échange, de médiation, de compétition et de conflits.⁶⁸ L'élite coloniale était composée d'individus espagnols nés en Europe et de créoles de race blanche nés en Amérique. Ces derniers étaient dotés ou non de titres de noblesse et occupaient les fonctions de propriétaires agricoles ou miniers ainsi que de marchands et qui pourvoyaient des postes de prestige au sein de la bureaucratie et de l'Église.⁶⁹ Il existait également au sein des villes coloniales une petite classe moyenne, multiethnique, composée de professionnels, de bureaucrates mineurs, de membres du clergé, de propriétaires de

⁶⁵ Tamar Herzog a bien démontré que les magistrats de Quito étaient connectés avec les familles de l'élite et que l'administration de la justice se jouait en grande partie par le réseautage et les contacts. *Rendre la justice à Quito*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 144.

⁶⁶ Susan Socolow, "Introduction", in L.S. Hoberman and S. Socolow, *Cities and Society in Colonial Latin America*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1986, p. 7.

⁶⁷ Rosemarie Terán Najas. "Los rasgos de la configuración social en la Audiencia de Quito." *Quitumbe*, vol. 9 (1995), pp.18-19.

⁶⁸ Socolow, "Introduction", p. 10.

⁶⁹ Socolow, "Introduction", p. 8.

commerces ou d'ateliers textiles et de certains maîtres-artisans, qui s'est graduellement greffée à la classe supérieure.⁷⁰ Les commerçants, les autres artisans et les travailleurs qualifiés étaient membres des classes inférieures, ou plèbe, mais étaient mieux placés dans l'échelle sociale que les travailleurs de professions moins prestigieuses ou non qualifiées, les journaliers et les serviteurs. Au bas de l'échelle, on trouvait les infirmes, les voleurs, les prostitués, les vagabonds.⁷¹

Définir le terme « plèbe multiethnique » est complexe, car la composition ethnique variait selon les régions du territoire⁷². Quito n'est plus la ville dominée par le poids démographique des Indiens qu'elle était au siècle précédent. Ceci peut s'expliquer par trois facteurs : les variations démographiques (par exemple les épidémies), des redéfinitions de catégories raciales où des classes intermédiaires comme les Métis et les Indiens acculturés sont de plus en plus nombreux, et finalement, les déplacements de population.⁷³ Contrairement à d'autres métropoles coloniales comme Lima, la ville de Quito était caractérisée par une quasi absence de population noire.⁷⁴ À Guayaquil à la même époque, les noirs et les mulâtres étaient majoritaires, mais les mélanges raciaux rendaient les efforts de catégorisation de la plèbe multiethnique difficiles.⁷⁵ À Cuenca, les populations métissées

⁷⁰ Socolow, "Introduction", p. 9.

⁷¹ Les artisans et travailleurs qualifiés formaient le groupe le plus nombreux dans la plupart des villes coloniales, de 20 à 35% de la population, alors que le groupe des travailleurs non qualifiés, incluant les esclaves et les serviteurs, formait de 30 à 40% et les démunis, de 5 à 10%. Socolow, "Introduction", p. 16.

⁷² Sarah Chambers a noté que la mise en place de mesures répressives très fortes pour contrer la criminalité urbaine à Lima n'a pas nécessairement été étendue en périphérie. Dans son étude sur la criminalité à Arequipa après 1780, elle constate que les élites dominantes n'ont pas démontré le même zèle à policer leurs villes. Sarah Chambers, "Crime and Citizenship", in C. Aguirre and R. Buffington, eds., *Reconstructing Criminality in Latin America*, Wilmington, Scholarly Resources, 2000, p. 21.

⁷³ Minchom, *The People of Quito*, Boulder, Westview, 1994, p. 260-262.

⁷⁴ Minchom, *The People of Quito*, p. 260. Par exemple, Minchom calcule que dans le quartier de Santa Bárbara, environ 1,6% de la population était d'origine africaine en 1768 (p. 151).

⁷⁵ À la fin de l'époque coloniale, les esclaves noirs formaient 8% de la population totale de Guayaquil. À ce nombre, il faut ajouter les noirs libres et les sangs mêlés (par exemple les *zambos*, enfants d'Indiens ou de métis et de noirs). En fait, on peut affirmer qu'en 1779, les gens catégorisés comme 'mulâtres' étaient majoritaires à Guayaquil, suivi des blancs, des noirs et des métis. Camila Townsend, "En Busca de la Libertad", *Procesos. Revista Ecuatoriana de Historia*, vol. 4 (1993), p. 75.

côtoyaient, Blancs, Indiens, et un peu de Noirs.⁷⁶ L'éloignement de cette ville par rapport à la capitale de l'Audiencia conférait une plus grande autonomie aux élites dirigeantes locales. En effet, le gouvernement colonial a toujours eu moins d'emprise sur la partie sud des Andes.⁷⁷

Martin Minchom a trouvé que les catégories raciales étaient très flexibles partout sur le territoire de l'Audiencia : « The Audiencia of Quito did not have the highly diversified racial classification depicted in the paintings of Mexican society, and it is striking to observe how narrow was the vocabulary of the Audiencia of Quito for indicating socio-racial variations. »⁷⁸ Des termes généralement utilisés pour désigner une ascendance mixte, comme 'cholos', 'métis' ou 'montañas', étaient souvent galvaudés. Ces catégories pouvaient tout aussi bien désigner des Indiens acculturés, que des gens d'origines métissées et des blancs pauvres.⁷⁹ Des mulâtres étaient parfois placés dans la catégorie des indigènes et devaient à l'occasion payer le tribut ou se battre en cour pour faire reconnaître leur ascendance africaine.⁸⁰ La catégorie des sangs mêlés était complexe et en constante transformation, particulièrement à l'époque des réformes bourbonniennes et des politiques fiscales visant à accroître l'imposition du peuple, donc à « l'indianiser ».⁸¹ Bref, il s'agissait d'un secteur de la population qui pouvait de moins en moins être ignoré au XVIII^e siècle, car il était devenu impossible de faire rentrer tout le monde dans le système politique dichotomique de la République des Espagnols ou de la République des Indiens.

À la fin du XVIII^e siècle, la nouvelle réalité démographique, composée plus que jamais par des gens de sang mêlé, a donc poussé les autorités à réfléchir à une façon de

⁷⁶ Le recensement de 1781 de Cuenca indique que les Indiens sont plus nombreux que les Blancs, ce qui inclut les métis. Pour les Blancs, il y a 120 690 d'habitants recensés et pour les Indiens, 270 557. Les Noirs libres sont également plus nombreux (496) que les esclaves (148) et représentent un pourcentage négligeable de l'ensemble de la population. ANE empadronamiento, c.1, exp. 1 24-VII-1781.

⁷⁷ Andrien, *The Kingdom of Quito*, p. 200.

⁷⁸ Minchom, *The People of Quito*, p. 198

⁷⁹ Minchom, *The People of Quito*, pp. 172-178.

⁸⁰ María Susana Vela, "Mulato 'Conocido y Reputado Por Tal'", *Quitumbe*, n.9 (1995), p. 78.

⁸¹ Vela, "Mulato", p. 87.

mieux contrôler le travail des masses populaires. Une manière de forcer les gens à travailler était de modifier le système judiciaire afin que les sentences rendues servent à favoriser la contribution économique des criminels.⁸² Les jeunes, particulièrement les garçons, étaient dans la mire des réformateurs puisqu'ils avaient l'âge idéal pour acquérir une formation pratique et pour s'habituer à trimer dur. Par exemple, les jeunes jugés « délinquants » pouvaient être obligés à travailler auprès d'un artisan. Les filles, dans une logique de les protéger contre l'abus et aussi contre la déviance sexuelle, étaient souvent condamnées à servir dans un monastère pour une période de temps déterminée.⁸³ Les monastères servaient en quelque sorte de prisons ou de maisons de correction, mais utilisaient aussi les pensionnaires comme main-d'œuvre.⁸⁴ La logique derrière cette criminalisation accrue était à la fois de mieux corriger les fautes du peuple et de favoriser la productivité.

Alors que les Blancs formaient le groupe dont les jeunes étaient les plus nombreux à être accusés de crime avant 1759, près de la moitié des mineurs qui ont comparu à l'époque des réformes bourbonniennes faisait partie de la catégorie « inconnue », c'est-à-dire qu'aucun indice ne laissait connaître leur race : ils ne prétendaient pas avoir de titre de noblesse et ils ne vantaient pas leur blancheur, ils ne recevaient pas les services d'un protecteur des Indiens et n'étaient pas des esclaves. Bref, ils faisaient probablement partie de ce groupe disparate, multi-classe et multiethnique, qu'on appelait les *castas*.

⁸² Scardaville, "Law and Order", p. 6.

⁸³ Scardaville, "Law and Order", p. 6. Par exemple, cette petite fille indienne de 8 ans qui a été violée par un cordonnier de 30 ans est condamnée à servir pendant 5 ans dans un monastère alors que son agresseur reçoit exactement la même durée de peine à la fabrique de tabac de Guayaquil : ANE criminales, c.95, exp. 14, 1782/04/29.

⁸⁴ Burns, *Colonial Habits*, p. 116.

Table 9 – Répartition des mineurs accusés de crime selon la catégorie raciale

Catégorie raciale	1700-1759	1760-1810
Blancs	40%	17%
Métis	20%	4%
Noirs	20%	22%
Indiens	3%	9%
Inconnue	17%	48%

Bianca Premo a démontré, dans son étude sur la ville de Lima, que les jeunes issus de la plèbe urbaine multiethnique se sont retrouvés plus souvent que les autres groupes devant les tribunaux vers la fin du XVIII^e siècle.⁸⁵ Premo croit que le rôle de l'État en tant que « figure paternelle de substitution » peut expliquer le durcissement des sentences à l'encontre des enfants exclus du système de protection habituelle (famille patriarcale, communauté amérindienne ou propriétaire d'esclave).⁸⁶ Les garçons soupçonnés de paresse, de vagabondage, ou qui tout simplement n'étaient pas protégés par une cellule familiale forte, étaient particulièrement à risque de se retrouver accusés... et punis. Il est plausible d'émettre la même hypothèse à la lecture des archives de l'*Audiencia de Quito*, puisque la majorité des mineurs accusés de crime (48%) étaient de catégorie raciale « inconnue ».

Lorsque la race était connue, celle-ci jouait un rôle essentiel quand venait l'heure pour un juge de déterminer la sentence, ce qu'on pourrait qualifier de « sentence préférentielle ». Selon ce principe, chaque personne recevait une punition qui correspondait à son statut dans la société. Par exemple, pour la période étudiée, aucun blanc n'a été condamné à la peine de mort alors que cette peine convenait aux Indiens et aux esclaves.

⁸⁵ Premo, *Children of the Father King*, p. 123.

⁸⁶ Premo, *Children of the Father King*, p. 127.

Les sentences préférentielles faisaient partie d'une démarche politique ayant pour objectif de préserver l'ordre social :

Preferential sentencing never meant simply throwing the book at errant nonwhite youths. It meant carefully imposing sentences that reinforced colonial hierarchies while still ensuring that all of the city's youths and their families could respect the courts and profit, even in a small way, from colonial justice.⁸⁷

Les sentences préférentielles ne touchaient pas uniquement la race du prévenu : la réputation de la famille ou le type de cellule familiale (patriarcale ou non) avait également une grande influence sur les juges. Par exemple, lorsqu'un jeune rebelle issu d'une famille ayant des moyens financiers était trouvé responsable d'un acte répréhensible, il était confié aux soins de ses parents, les Bourbons favorisaient, on l'a dit, l'autorité des familles patriarcales.⁸⁸ Pourtant, il était plus difficile pour une mère de famille de convaincre le tribunal de sa capacité à garder ses enfants sous son contrôle. L'État risquait alors d'assumer un rôle patriarcal en se chargeant de protéger ou de punir le mineur parce que sa famille était incapable de le faire. L'étude de Bianca Premo démontre qu'à Lima, les jeunes issus de foyers dirigés par des mères de famille monoparentales étaient plus à risque de tomber dans la mire de l'État, que ce soit à titre de victime ou d'accusés.⁸⁹ À Quito, ceci était également vrai. On remarque par exemple qu'entre 1760 et 1810, 35% des victimes de crimes étaient élevés par des femmes, que ce soit par des mères célibataires, des femmes mariées vivant sans leurs maris ou des veuves. Ce facteur semble influencer davantage la vulnérabilité des victimes, particulièrement le taux d'incidence des viols et des rapt de jeunes filles, que celle des jeunes à être classés comme délinquants. En effet, seuls 14% des mineurs accusés de crime vivaient sous l'autorité d'un chef de famille de sexe féminin,

⁸⁷ Premo, *Children of the Father King*, 135.

⁸⁸ Scardaville, "Law and Order", p. 9.

⁸⁹ Premo, *Children of the Father King*, p. 123.

mais il faut dire que dans la moitié des cas, la situation familiale exacte n'était pas dévoilée dans le document.

Le contrôler la plèbe urbaine, en particulier les ardeurs des jeunes, était l'un des principaux mandats que se sont arrogés les réformateurs bourbons à la fin de l'époque coloniale, ce qui s'est traduit par une lutte contre la délinquance juvénile. Nous verrons maintenant que les réformateurs ont également augmenté le nombre d'offenses punissables et à accru le contrôle policier en milieu urbain à une époque où l'État colonial était à la recherche de nouvelles sources de revenus.

Entre punition et protection, un nouveau concept, l'éducation

En 1781, Evangelista Flores, un noir libre de moins de seize ans de Guayaquil, a commis un crime presque identique à celui de Lazaro Lastra une vingtaine d'années plus tôt.⁹⁰ Comme Lastra, il a été surpris à voler un objet religieux, un rosaire en or. Comme Lastra, il a été condamné à la peine de mort exemplaire. Pourtant, il est tombé en plein cœur des réformes bourbonniennes dont un des principaux objectifs était d'accroître la productivité et la prospérité. La peine de mort de Flores a alors été transformée en dix ans de travaux forcés « à cause de l'âge mineur ».⁹¹ Était-ce un acte de clémence ou plutôt une décision d'un État ayant besoin de travailleurs? Comme nous le verrons, les monopoles étatiques tels que la Fabrique royale de tabac étaient alimentés par les tribunaux municipaux et par la Real Audiencia, ce qui a certainement eu un impact dans les décisions rendues par les juges de diverses instances.

Dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, l'idée que les pauvres et les démunis sans infirmité étaient responsables de leur sort à cause de leur travers moral ou de leur mauvais

⁹⁰ ANE criminales, c, 90, exp. 10, 1781/05/16.

⁹¹ ANE criminales, c, 90, exp. 10, 1781/05/16, f2v.

choix de vie était de plus en plus répandue.⁹² En outre, la croyance que les mauvaises habitudes s'ancrent dans la jeunesse, en particulier au cours de l'adolescence, s'est propagée, au même titre que la perception de la « délinquance juvénile » comme un problème particulier.⁹³ Cette croyance a poussé les juges à punir plus sévèrement les jeunes mal élevés, mal guidés, mais aussi à leur trouver des punitions capables de leur apprendre une valeur importante : comment être utiles à la société? Ainsi, les officiels étaient pris avec un dilemme: « On one side, they were besieged with the perceived dissolution of social order because youths were out of control; on the other, they faced emerging ideas about the state's role as reformer of impressionable children ». ⁹⁴ Ainsi, plusieurs peines attribuées aux jeunes délinquants cadraient avec l'esprit de réforme des mœurs, même si ces dernières peuvent paraître sévères, car elles condamnaient ces derniers au travail forcé, dans des monopoles étatiques ou dans des monastères, et parfois même condamnaient le délinquant à suivre des cours de moralité.

Trois jeunes garçons accusés d'avoir eu des liaisons homosexuelles ont appris à leurs dépens quelles sentences étaient attribuées par les Bourbons pour conduite immorale, même si dans leur cas, leur âge semble avoir atténué les sentences. Custodio Legendres, 20 ans, un Espagnol travaillant comme scribe, est accusé d'avoir séduit et commis des actes sodomiques avec une série d'amants, tous mineurs, de divers groupes raciaux.⁹⁵ Seuls deux de ses amants, âgés de 17 et 21 ans, sont également mis en accusation pour avoir eu des relations sexuelles avec lui. En fin de compte, Custodio Legendres est condamné à travailler pendant un an à la Fabrique royale de tabac, tandis que des peines moins sévères sont données à ses amants. Un premier, un musicien, devra travailler bénévolement dans une église sans pouvoir en sortir pendant un an. Le second, Justo de Santa Ana, un tailleur, devra suivre des cours de moralité à l'Hospice de Quito pendant une période de six mois.⁹⁶

⁹² Silvia Arrom, *Containing the Poor*, Durham, Duke University Press, 2000, p. 23.

⁹³ Premo, *Children of the Father King*, p. 130.

⁹⁴ Premo, *Children of the Father King*, p. 132.

⁹⁵ ANE criminales, c.132, exp.13, 1788/05/20.

⁹⁶ ANE criminales, c.132, exp.13, 1788/05/20.

Ainsi, on constate le désir du tribunal de ‘guérir’ les jeunes hommes de leurs penchants pour les autres hommes, de les réformer par le travail et par le contact avec des institutions normatives, l’Église et l’hospice (dont nous reparlerons plus loin). Surtout, en utilisant les services de musicien de Gregorio de Reyes pour travailler dans une Église et en obligeant Justo de Santa Ana, un tailleur, à se rendre à l’Hospice de Quito où des vêtements étaient fabriqués par les pensionnaires, les juges démontraient la volonté d’utiliser les compétences des criminels pour rendre des sentences ‘utiles’ et ‘productives’.

Que dire de la sentence de Custodio Legendres, condamné à travailler pendant un an dans un monopole étatique, la Fabrique royale de tabac? Il a reçu une peine fréquente à cette époque. Dans un esprit de réforme, un nouveau type de sentence s’est popularisé au cours des réformes bourbonniennes : les peines de travail forcé. Un tiers des mineurs traduits devant la *Real Audiencia de Quito* après 1760 ont été condamnés à des peines de travail forcé, c’est-à-dire que les prévenus devaient travailler gratuitement au service de l’État colonial dans les Fabriques royales de tabac, dans les ateliers textiles gérés par l’État (*obrajes de temporalidades*) ou encore dans des régions inhospitalières comme le Chagras.⁹⁷

⁹⁷ Dans son étude sur la violence domestique à l’époque des réformes bourbonniennes, Cristiana Borchart de Moreno arrive à la conclusion que les maris abusifs des classes populaires étaient généralement condamnés à des peines de travail forcé, comme dans la Fabrique de tabac de Quito par exemple. “Violencia cotidiana y relaciones de género en Quito a fines del siglo XVIII.” *Anuario de Hojas de Warmi*, vol. 11 (2000), p. 27. Voir également p. 35.

Table 10 - Sentences rendues à des mineurs accusés de crime au XVIIIe siècle

Sentence	Entre 1700 et 1759	Entre 1760 et 1810
Peine de mort		1
Pécuniaire		5
Peine de travail forcé		7
Prison		4
Châtiment physique		2
Internement monastère	2	2
Remis en liberté, reconnu innocent	5	0
Verdict inconnu, imprécis	5	4

Une chose est frappante dans le tableau 6 : l'absence de remise en liberté des mineurs accusés de crime après 1760. En effet, parmi l'ensemble des documents étudiés, aucun mineur traduit après 1760 n'a reçu le fameux bénéfice du doute en raison de son jeune âge, alors que les peines données avant 1759 témoignent d'une plus grande clémence envers les mineurs. Toutefois, cette tendance ne s'applique pas uniquement aux mineurs, comme en témoigne le tableau suivant qui recense les sentences rendues à des gens accusés d'avoir commis un crime contre un mineur.

Table 11 - Sentences des accusés reconnus coupables de crimes envers un ou des mineur(s)

Sentence	Entre 1700 et 1759	Entre 1760 et 1810
Peine de mort	3	1
Monétaire	1	5
Exil (destierro)	1	1
Peine de travail forcé	0	11
Prison	0	3
Châtiment physique	0	2
Remis en liberté, reconnu innocent	1	3
Plainte retirée par la victime	0	3
Verdict inconnu, imprécis	11	10

À la fin du XVIII^e siècle, le resserrement des sentences à l'égard de jeunes contrevenants de la plèbe urbaine a souvent été présenté comme une entreprise « éducative », favorisant l'avancement de la société en général. Ainsi, les jeunes soumis au travail forcé seraient mis sous surveillance et « apprendraient » à bien se comporter en société. Par exemple, lorsque l'esclave d'environ dix-huit ans, Leandro Paredes, est condamné pour avoir injurié une jeune fille de l'élite, sa maîtresse est blâmée pour ne pas lui avoir donné une bonne éducation. Il est donc sévèrement averti : une autre offense de la sorte et il sera condamné au travail forcé à la Fabrique royale de tabac de Guayaquil.⁹⁸ L'argument en filigrane est que si la maîtresse du jeune homme se montre incapable de lui apprendre sa place dans la société (c'est-à-dire « la mayor subordinacion, buena conducta, y temor a Dios »), les monopoles étatiques, eux, sauront enseigner la discipline à l'esclave rebelle.

⁹⁸ ANE criminales, c.105, exp. 2, 1783-12-10, f7r.

Les Fabriques royales de tabac étaient des manufactures de fabrication de cigares et de cigarettes où les Bourbons ont mis en pratique leur volonté de contrôler le peuple, de lui insuffler des idéaux politiques et religieux stricts et de lutter contre la paresse et le vagabondage.⁹⁹ Ces établissements étaient pensés pour reproduire le système patriarcal à petite échelle : ils engageaient des travailleurs qui se mettaient à l'ouvrage pour le « Roi-Père », leur employeur, dans une atmosphère se voulant « familiale » et étaient soumis à une autorité parentale.¹⁰⁰ Comme le tabac était un monopole étatique et que les prix étaient élevés, la contrebande était courante; les Bourbons ont donc dû imposer une discipline très stricte pour contrer le phénomène.¹⁰¹ Ainsi, les manufactures qui ont ouvert leurs portes un peu partout dans l'Empire, dont à Guayaquil et à Quito, avaient des allures de prison : les portes étaient gardées par des soldats armés et la discipline physique servait souvent à punir les mauvais employés.¹⁰²

Sur le territoire de l'Audiencia de Quito, la lutte contre le vagabondage et la délinquance a en partie servi à alimenter les besoins en main-d'œuvre des Fabriques royales de tabac. La lutte contre le vagabondage a connu son apogée en février 1786 avec un ordre envoyé aux municipalités du territoire par le président de l'Audiencia Juan Joseph Villalengua.¹⁰³ Dans cet ordre envoyé au nord et au centre de la sierra, de Guaranda à Ibarra, le président demande que les jeunes mal élevés, sans profession, soient envoyés à Quito pour y recevoir une éducation chrétienne et pour y apprendre un métier. Malgré les

⁹⁹ La taxe sur le tabac (*estanco*), seconde industrie en importance de l'Amérique espagnole, a d'abord été instaurée à Cuba avant de se répandre partout dans l'Empire. Elle avait l'avantage de taxer un produit consommé par les gens des classes aisées et d'épargner les pauvres. Catalina Vizcarra, "Bourbon Intervention in the Peruvian Tobacco Industry", *Journal of Latin American Studies*, vol. 39, n.3 (2007), p. 568.

¹⁰⁰ Vizcarra, "Bourbon Intervention", p. 582.

¹⁰¹ Vizcarra, "Bourbon Intervention", p. 579.

¹⁰² Vizcarra, "Bourbon Intervention", p. 581. En 1778, la Fabrique royale de tabac de Guayaquil était administrée par 45 fonctionnaires et employait 46 travailleurs salariés. De plus, 61 criminels et vagabonds venaient se greffer aux travailleurs salariés. Kenneth Andrien, "The Politics of Reform in Spain's Atlantic Empire During the Late Bourbon Period", *Journal of Latin American Studies*, vol. 41, n. 4 (2009), p. 648. Selon Christiana Borchart de Moreno, la Fabrique de Quito était assurément plus modeste que celle de Guayaquil. *La Audiencia de Quito La Audiencia de Quito: Aspectos Economicos y Sociales (siglos XVI-XVIII)*. Quito, Banco Central del Ecuador, Abya-Yala, 1998, p. 306.

objectifs éducatifs nobles exposés dans cette pétition, les enfants ont pour la plupart abouti dans la Fabrique Royale de Quito avec d'autres travailleurs condamnés par les tribunaux.¹⁰⁴ Les jeunes envoyés à Quito par les autorités de Riobamba et d'Ambato n'étaient pas de jeunes orphelins d'ascendance espagnole prêts à apprendre un métier de marin ou d'armurier, c'étaient plutôt des garçons sangs mêlés et d'ascendance indigène.¹⁰⁵ La vision négative de ces jeunes de la plèbe interpellés pour vagabondage n'est certes pas étrangère à la décision de les diriger vers un travail manuel peu gratifiant, peu rémunéré et sans possibilité d'avancement.

Les problèmes de recrutement dans les monopoles étatiques tels que la Fabrique royale de tabac de Guayaquil, la fabrique de poudre de Latacunga ou les travaux publics¹⁰⁶ n'étaient pas étrangers à la décision de contraindre les prisonniers et les jeunes contrevenants à y travailler. Une autre institution où éducation et contrôle de la déviance allaient de pair est l'Hospice de Quito, une création de l'époque bourbonnienne. L'Hospice de Quito est né de l'idée noble de faire travailler pauvres, mendiants et vagabonds pour les remettre dans le droit chemin, mais c'était davantage une opération dont l'objectif était de contrôler la déviance que d'offrir une véritable éducation aux enfants qui y étaient internés.

L'Hospice des pauvres de Quito a été fondé en 1785 pour accueillir les démunis et leur offrir une formation pratique et religieuse.¹⁰⁷ Alors que d'autres institutions charitables de la ville de Quito telles que l'hôpital St-Jean-de-Dieu étaient tenues par des religieux, l'hospice des pauvres avait un patronage royal; c'est un exemple de la sécularisation des institutions éducatives et charitables de la fin du XVIIIe siècle.¹⁰⁸ Fidèle à l'esprit des

¹⁰³ "Orden ... para que los Jovenes que se hallen mal entretenidos y Vagos se remiten a esta capital." ANE criminales, c.120, exp.14, 20/02/1786

¹⁰⁴ Milton, *The Many Meanings*, p. 138.

¹⁰⁵ *Idem*.

¹⁰⁶ Diana Bonnett, *El Protector de Naturales en la Audiencia de Quito*, Quito, FLACSO, 1992, p. 134, a trouvé que ces trois endroits étaient les plus susceptibles de recevoir des prisonniers indiens dans l'Audiencia de Quito à cette époque.

¹⁰⁷ Voir chapitre 6 de Milton, *The Many Meanings*, (p.153 et suivantes)

¹⁰⁸ Milton, *The Many Meanings*, p. 158.

réformes bourbonniennes, ce projet étatique visait à sortir les mendiants de la rue, ce qui serait utile pour faire régner la paix et l'ordre, et à éradiquer toute forme de pauvreté dans la population. Comme les pauvres étaient présentés comme des travailleurs potentiels, mais paresseux dans la rhétorique bourbonnienne, l'hospice des pauvres de Quito avait pour mandat de faire travailler ces derniers, afin qu'ils deviennent utiles à la société. Les pensionnaires de tous âges devaient donc, par exemple, participer au filage de la laine et du coton et à la fabrication de vêtements qui servaient à payer les employés.¹⁰⁹

Tout individu pris à errer sans but dans les rues ou soupçonné de mendier pouvait être amené à l'hospice par n'importe quel citoyen honnête. Toutefois, la police du quartier (*alcaldes de barrios*), dont la fonction était de patrouiller les quartiers de la ville pour combattre le crime et l'immoralité, était la plus à craindre.¹¹⁰ Bref, il s'agissait d'une institution où cohabitaient plus de 265 personnes lors de pic de 1802, des gens de toutes les races, mais aussi de tous les âges et de toutes conditions physiques, dont des lépreux.¹¹¹ Une fois à l'intérieur des murs, les personnes internées ne pouvaient pas sortir à leur propre gré. Les pauvres, un peu comme s'ils étaient prisonniers, se retrouvaient séparés du reste de la société. Les données compilées par Cynthia Milton pour l'année 1815 que les enfants, pauvres, orphelins ou sans famille, étaient nombreux à habiter à l'intérieur des murs de l'hospice :

¹⁰⁹ Borchart, *La Audiencia de Quito*, p. 253.

¹¹⁰ Milton, *The Many Meanings*, p. 158.

¹¹¹ Milton, *The Many Meanings*, p. 161. L'hospice servait aussi de résidence pour personnes âgées. Il acceptait les lépreux et autres malades, ainsi que des prisonniers venant purger leurs peines entre quatre murs. Voir *The Many Meanings*, pp. 163-164.

Table 12 - Population de l'hospice de Quito en fonction de l'âge et du sexe (1815)¹¹²

Population	Sexe masculin	Sexe féminin	Total	Pourcentage
Adultes libres	20	34	54	57%
Prisonniers	NSP	NSP	6	6%
Enfants	27	8	35	37%
Total	47	42	95	

Selon ces données, environ un tiers de tous les pensionnaires étaient des enfants en 1815.¹¹³ Ces derniers faisaient partie de deux catégories principales. D'abord, toutes les personnes internées pouvaient amener leurs jeunes enfants avec eux à l'intérieur des murs de l'hospice. Deuxièmement, les orphelins faisaient partie de la clientèle cible à contrôler et à emprisonner dans les murs de l'hospice. Alors que d'autres grandes villes coloniales possédaient leur orphelinat depuis longtemps, à Quito, les orphelins se sont réfugiés dans les hôpitaux, les monastères et les couvents, sans qu'un établissement propre leur soit consacré. L'Hospice de Quito a accueilli quelques orphelins, sans plus. Les orphelins étaient placés dans des familles pour travailler, d'autres étaient placés comme apprentis dès leur jeune âge. Des orphelins moins chanceux étaient aussi soumis au travail forcé, soit dans la fabrique royale de tabac, soit dans un atelier de production textile (*obraje*).¹¹⁴

Les femmes n'étaient pas exemptes du nouvel idéal des Lumières d'augmenter la productivité économique. Dans le décret royal de 1799, par exemple, le roi d'Espagne a exprimé son désir de voir les femmes devenir membres utiles de la société en exerçant « tous les métiers et dans les manufactures compatibles avec leur force et le décorum de leur sexe ».¹¹⁵ La volonté de mettre les filles du peuple au travail pour leur apprendre un

¹¹² Adapté des tables 6.1 et 6.2 de Milton, *The Many Meanings*, pp. 162-163.

¹¹³ Milton, *The Many Meanings*, p. 163.

¹¹⁴ Milton, *The Many Meanings*, p. 163.

¹¹⁵ Susan Socolow, *The Women of Colonial Latin America*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 170.

métier utile a favorisé la fondation d'une école à l'intérieur des murs de l'hospice. Au début du XIX^e siècle, le Baron de Carondelet a présidé l'ouverture d'une école technique, le Collège de la Purification, dans l'Hospice de Quito.¹¹⁶ Cette initiative avait pour but de former des *hilanderas*, des fileuses de laine. Les douze fillettes de huit à onze ans admises à cette école recevaient, en plus de l'apprentissage technique, une formation complémentaire en religion et en lecture pendant toute une année. Elles étaient choisies parmi les familles les plus pauvres de chaque quartier de Quito. Les fillettes devaient vivre en réclusion durant la période de leurs études, séparées des femmes adultes internées dans l'hospice, mais elles avaient la possibilité de retourner dans leur famille le jour de leur graduation avec en prime de l'équipement pour continuer leur travail à la maison. Le 16 janvier 1802, la première cohorte de fileuses a obtenu son congé du Collège de la Purification et tout indique que l'expérience s'est poursuivie pendant quelques années.¹¹⁷

L'exemple du Collège de la Purification démontre que la droiture et la productivité des jeunes filles étaient des composantes essentielles du programme de réformes des Bourbons. La formation de jeunes artisanes pouvait, croyait-on, contrer les effets de l'immigration de masse, du vagabondage et de la mendicité.¹¹⁸ Pourtant, l'objectif principal n'était pas nécessairement de favoriser la mobilité sociale de ces femmes, mais plutôt d'en faire des travailleuses plus productives et de meilleures mères de famille lorsqu'elles auraient atteint la maturité sexuelle.

En somme, les besoins pressants de main-d'œuvre ont souvent été comblés à partir des tribunaux, mais aussi des patrouilles urbaines qui, à Quito, se chargeaient de diriger les mendiants vers l'hospice. Filles et garçons des classes populaires n'échappaient pas à la volonté du gouvernement de voir le peuple assimiler des normes de comportement claires :

¹¹⁶ AHMRE, *Libro de varias correspondencias que lleva el Sr. Barón de Carondelet...*, PQ. 1.4.4.1, 1801, f. 11, n°44. (Mes remerciements à María Antonieta Vasquez.)

¹¹⁷ AHMRE, *Libro de correspondencias varias que lleva el Sr. Barón de Carondelet...*, PQ. 1.4.4.2, 1802, f.8v, n° 38.

¹¹⁸ Arrom, *The Women of Mexico City*, p. 18.

travailler pour gagner sa vie, respecter sa place dans l'ordre social et réserver toutes les pulsions sexuelles pour la chambre à coucher conjugale.

Conclusion

L'État bourbon cherchait à jouer un rôle patriarcal pour les vingt-cinq ans et moins et à 'protéger' ces filles et ces garçons parce que ceux-ci étaient plus vulnérables que les adultes, plus susceptibles d'être trompés et abusés. Ainsi, les jeunes pouvaient bénéficier de conseils juridiques et plaider l'innocence lorsqu'ils faisaient face au tribunal. Toutefois, le terme 'protection' avait une signification particulière dans le contexte des réformes sociales bourbonniennes et d'une campagne sans précédent pour lutter contre le vice et l'immoralité dans la *Real Audiencia de Quito* : être protégés signifiait être protégés contre soi-même, ses impulsions, ses envies. Nous avons toutefois constaté à quel point il est difficile de départager les mineurs victimes des mineurs accusés de crime au cours de cette période, tout particulièrement en ce qui a trait aux crimes sexuels. Présupposant un certain degré de culpabilité des victimes, les sentences rendues dans la seconde moitié du XVIII^e siècle démontrent une volonté de contre la dégénérescence sexuelle en ciblant en particulier les jeunes filles.

L'étude de la criminalité en milieu urbain démontre aussi un accent placé sur la réforme des criminels. Lazaro Lastra et Evangelista Flores étaient tous deux des délinquants de race 'noire' qui, même en plaidant leur jeune âge et leur innocence à titre de mineurs, n'ont pu obtenir de traitement de faveur devant les tribunaux. La cause de Evangelista Flores s'est retrouvée devant les tribunaux de Guayaquil vingt ans après celle de Lastra, à l'époque où les besoins de travailleurs étaient criants et où la productivité économique était de plus en plus valorisée par l'État. Ainsi, Flores a évité le sort de Lazaro Lastra, la mort, parce qu'il était jeune, en bonne santé et encore capable d'être « utile » à sa société. Ces notions d'utilité, de productivité, de la recherche du bien commun,

caractéristique de l'époque des Lumières, apparaissent de façon récurrente dans les chapitres de cette thèse. En créant de nouvelles structures pour favoriser la mise au travail de jeunes délinquants, tels que les Fabriques royales de tabac ou l'Hospice de Quito, l'État a utilisé un langage particulier : celui de la nécessité de l'éducation pour former la jeunesse et assurer la paix sociale. Nous retrouverons ce même langage utilisé dans les premières années de l'époque républicaine dans le processus de création de la nation. Ainsi, les quatre derniers chapitres portent sur l'État et son regard sur l'éducation, de l'époque des réformes bourbonniennes jusqu'à l'année 1845.

Sauver les enfants qui « grandissent dans la Barbarie »¹

L'éducation primaire à l'époque coloniale

En juillet 1769, les maires responsables de chaque quartier de la ville de Quito ont été envoyés à pied, de rue en rue, pour trouver les écoles qui s'y cachaient.² Leur récolte d'information nous permet de savoir combien d'enfants y fréquentaient l'école primaire à l'époque coloniale, mais, plus intéressant encore, ces fonctionnaires ont aussi compilé des données qui nous permettent d'imaginer le fonctionnement de ces établissements. En plein centre de la ville de Quito, le couvent de San Francisco accueillait charitablement cent quarante élèves d'âge primaire; c'était l'une des onze petites écoles que comptait cette municipalité à l'époque.³ Lorsque le représentant du gouvernement colonial, Don Manuel Lastra a visité l'école, il a pris soin de décrire la disposition de la salle de classe où s'entassaient des garçons de différentes classes sociales et de catégories raciales : « ...les garçons nobles avaient des sièges distincts, des tabourets et des chaises, alors que les enfants d'extraction vulgaire prenaient place sur un banc de bois, où chacun était assis avec la distinction qui correspondait à son grade et son ancienneté. »⁴ Au couvent de San Francisco, comme dans d'autres écoles de Quito recensée en 1769, les enfants ayant le plus de mérite, que ce soit par leur naissance, leur appartenance raciale ou par l'ancienneté de leur fréquentation scolaire, avaient de meilleures places et étaient assis plus

¹ Le titre de ce chapitre est inspiré d'une lettre de l'évêque de Quito, Joseph de Calama, dont nous reparlerons plus loin. AGI Quito 588, "Cartas del obispo", n°15, 1791/05/19, f114v y f122r.

² Une copie imprimée de ce recensement est disponible. Voir Rafael Silva, "Documentos coloniales para el conocimiento de la instrucción en la Audiencia de Quito", *Anales del Archivo Nacional de Historia y Museo Unico*, época 2, vol.1, 1939, pp.152-169.

³ Il faut faire la distinction entre les types d'écoles primaires avant la création d'un système d'instruction publique républicain : les écoles « publiques » ou « municipales », mises de l'avant ou facilitées par la couronne, les écoles « privées » payantes et les écoles « pieuses » régies par les communautés religieuses ou des donateurs charitables. Diego Lévano Medina, « Colegio, recogimiento o escuela », *Familia y Sociedad en la Historia de América Latina*, S. O'Phelan Godoy, ed. Lima, Institut français d'études andines, 2006, p. 614.

⁴ ANE fondo especial, c.24, vol. 67, 1768, exp. 2898, f162v. "...los Niños nobles tenían distinguido asiento, en taburetes y cillas; y que para los muchachos de extraccion bulgar, se havian estirrado unas bancas de madera, en que se sienten con la distincion qe corresponde, a sus grados y antiguedades."

confortablement.⁵ À l'école publique située tout près du couvent Santa Catalina de Quito, seulement treize des vingt élèves étaient de race blanche et ces derniers avaient également de meilleurs sièges.⁶ Il s'agissait d'une manière très visuelle d'enseigner les principes hiérarchiques soutenant le colonialisme à de jeunes enfants qui apprendraient ainsi à tenir leur rang social.

Les fonctionnaires qui ont mené le recensement des écoles de 1769 de Quito devaient prendre en note le prix payé par les parents de chaque élève, mais ils devaient aussi amasser des informations sur la disposition des salles de cours en signalant la présence de chaises, de bancs et d'enfants assis par terre.⁷ Ils cherchaient ainsi à calmer les inquiétudes du Roi d'Espagne Charles III (souverain de l'Espagne et des Indes de 1758 à 1788) qui laissait entendre que la situation de l'éducation primaire à Quito était plus critique qu'ailleurs dans le Royaume :

...dans cette ville, à cause du manque d'éducation, il y a peu de sujets qui font de bonnes lettres, et ce n'est point facile de bien les former, car [mon informateur] a vu dans une école les enfants écrire assis sur le plancher avec une tablette sur les genoux : que l'orthographe est à peine connue, puisqu'il n'existe qu'une seule petite école dans le couvent de Santo Domingo, où tous ceux qui accourent reçoivent un enseignement gratuit : que dans les autres quartiers de cette ville il y a quelques maîtres privés qui enseignent dans leurs maisons pour un demi-real chaque semaine à ceux qui lisent, pour un real ou deux à ceux qui écrivent, et pour quatre à ceux qui font de l'arithmétique; et que comme les pauvres n'ont rien pour payer, il leur manque l'instruction, et surtout celle de la doctrine chrétienne.⁸

⁵ Les Jésuites, par exemple, avaient coutume d'asseoir leurs étudiants les plus pauvres au fond des salles de cours, ce qu'ils justifiaient par la nécessité d'éviter la propagation des poux. Pilar Gonzalbo Aizpuru, *La educación popular de los Jesuitas*, México, Universidad Iberoamericana, 1989, p. 3.

⁶ ANE fondo especial, c.24, vol. 67, 1768, exp. 2898, f. 162r.

⁷ Voir ANE reales cédulas, c.13, vol. 1, f.307r.

⁸ "Real Cédula, San Lorenzo, 15 de octubre de 1768." Voir ANE, Cédulas, c.13, vol. 1, f.307r. "que en esa ciudad por la mucha falta de educacion hay pocos sugetos que hagan buena letra, ni es facil la puedan formar bien, pues ha visto en alguna escuela escribir los muchachos sentados en el suelo con una tablilla sobre las rodillas: que la orthografia apenas se conoce, dependiendo esto de qe solo hay una escuela de primeras letras en el convento de Santo Domingo, donde se enseñan de valde a todos los que concurren: que en lo demas de

Ce qui préoccupe véritablement le Roi d'Espagne en cette période de réformes, c'est l'ignorance de son peuple. Il affirme qu'il sera : « très opportun d'établir en cette ville des écoles de premières lettres et de grammaire pour instruire les pauvres ».⁹ Il ne demande rien de moins que des écoles gratuites pour tous les sujets qui désirent les fréquenter. Les exigences du Roi en matière d'éducation publique se heurtent à l'incompréhension des dirigeants du *Cabildo* de Quito qui renvoient plutôt la responsabilité à l'Évêque, à la charité et surtout, bien entendu, aux parents de chaque élève.¹⁰

Dans ce chapitre, nous établirons un lien entre le mécontentement grandissant de l'élite créole de Quito et la nouvelle philosophie éducative du Roi d'Espagne, soucieux d'étendre l'éducation primaire aux masses populaires. Les écoles primaires du Quito colonial, si elles étaient fréquentées par une minorité d'enfants, étaient pensées pour renforcer le système colonial et former de bons sujets, capables de prendre la place qui leur était assignée en vertu de leurs statuts respectifs. Nous allons voir que l'époque des réformes bourbonniennes a été le théâtre, sous l'enseigne du mécontentement grandissant des Créoles, de bouleversements dans la notion même de ce qu'était l'éducation primaire sur fond de lutte de pouvoir sans précédent entre l'Église et l'État pour contrôler le financement et la gestion des écoles.

la ciudad hay algunos maestros particulares que enseñan en sus casas por medio real cada semana a los que leen, un real, o dos a los que escriben y quatro a los de Arismetica; y que como los pobres no tienen para lapaga, les falta esta instruccion, y lo que es mas la dela doctrina christiana.”

⁹ ANE reales cédulas, c.13, vol. 1, f308r. “...muy conveniente poner en esa ciudad escuelas de primeras letras y Gramatica para instruccion a los pobres.”

¹⁰ ANE reales cédulas, c.13, vol. 1, f308v. Traduction de : “la enseñanza dela Juventud, en las primeras letras y latinidad es el fundamento dela felisidad del estado.”

L'expulsion des Jésuites et le mécontentement grandissant des Créoles

Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, à une époque où les penseurs des Lumières s'entassaient dans des salons de Madrid pour discuter de prospérité économique, de l'avancement de l'agriculture et de l'industrie, et parfois même pour critiquer le monopole sclérosé de l'Église catholique sur l'éducation, le Roi Charles III a entamé, dans le cadre des réformes bourbonniennes, un plan pour réformer l'Église qui a connu son apogée vers 1770.¹¹ Cette réforme, dont l'objectif était de limiter le pouvoir de l'Église, a eu pour effet secondaire d'affaiblir financièrement les couvents et les monastères, les institutions même qui s'occupaient d'éducation.¹² Au même moment, plusieurs Créoles de la ville de Quito réclamaient un meilleur système d'éducation pour leurs enfants : ils étaient nombreux à s'inquiéter de l'état pitoyable des écoles et à se lamenter de l'inaction de la Couronne.¹³ Nous verrons à quel point la question du manque de ressources en éducation a pu contribuer au mécontentement de ce segment important de la population dans la seconde moitié du XVIII^e siècle.

L'évêque de Quito Don José Calama est peut-être celui qui a été le plus éloquent sur le sujet.¹⁴ En 1791, dans un rapport adressé à Sa Majesté sur l'état déplorable des écoles et des collèges de son district, l'homme d'Église originaire d'Espagne ne mâche pas ses mots :

¹¹ Kathryn Burns, *Colonial Habits*, Durham, Duke University, 1999, p. 159.

¹² *Idem*.

¹³ Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, la pensée des Lumières, plus précisément l'humanisme « illuminé » (*ilustrado*), a été adoptée par plusieurs intellectuels *quiteños* dont des membres de la classe des propriétaires terriens et même par un groupe sélect de métis instruits. Toutefois, ces humanistes n'avaient pas tendance à promouvoir l'instruction du peuple dans son ensemble. Ils avaient plutôt un penchant « antipopuliste » et « aristocratisant ». Voir Pilar Ponce Leiva, «La educación disputada: la enseñanza universitaria en la Audiencia de Quito», *Procesos: revista ecuatoriana de historia*, vol. 6 (1994), pp. 12-13.

¹⁴ José Pérez de Calama (1740-1792) a occupé des postes importants au sein de l'Église mexicaine, a écrit des textes religieux et a brièvement occupé le poste d'évêque de Quito. Eric Beerman, «Eugenio Espejo y la Sociedad Económica de Amigos del país, Quito», dans Jorge Nuñez Sanchez, ed., *Eugenio Espejo*, Quito, ADHILAC, 1992, p. 21.

Votre évêque peut-il cesser de pleurer amèrement, quand ses jeunes diocésains grandissent dans la Barbarie, alors que leur entendement est très vif, et leurs lumières très brillantes (...). Je peux vous assurer qu'il est le pays le plus idiot, et le moins instruit (en général), que j'ai vu en Amérique.¹⁵

Le diocèse, Quito, est présenté par le prélat désabusé comme un endroit peuplé d'ignorants, ayant besoin ni plus ni moins que d'une résurrection. Le collège de San Luis, autrefois prospère, se trouve dans un grand déclin, « sans Roi, sans lois, sans Lettres, et sans Rome ». Le collège San Fernando est en train de sombrer dans la pauvreté, offrant une éducation « en totale ruine ».¹⁶ L'université Santo Tomás est dans un tel état d'immoralité que les dames s'y promènent en tenues immodestes.¹⁷ L'université San Fulgencio, tenue par les Augustins, est accusée d'accorder des diplômes à quiconque présentant de l'argent sans que le titulaire ait besoin d'assister au moindre cours.¹⁸ Le clergé, sensé posséder suffisamment de connaissances pour instruire le peuple souffre « d'ignorance générale crasse ».¹⁹ Partout, il manque de ressources, d'argent...

L'Évêque Calama veut faire de la réforme de l'enseignement et du savoir un des principaux chevaux de bataille de son court règne en tant qu'évêque de Quito, espérant

¹⁵ AGI Quito 588, "Cartas del obispo", n°15, 1791/05/19, f114v y f122r. "Podrá este Vtro obispo dejar de llorar armargamente, que sus Jovenes Diocesanos se crien en la Barbarie, que sus entendim^{tos} son mui vivos, y de luzes mui brillantes (...) puedo asegurar que es el pais mas idiota, y menos instruido (en lo general), que he visto en la America." AGI Quito, 588, "Cartas del obispo", n°15, 1791/05/19, f114v y f122r. Le prélat a été chargé par le président de la Audiencia, Luis Muñoz de Guzmán, d'élaborer un nouveau plan d'études. Sor Agueda Rodriguez, *Historia de las universidades hispanoamericanas*, t. I, Bogotá, Imprenta Patriótica del Instituto Caro y Cuervo, 1973, p. 562.

¹⁶ AGI Quito 588, "Cartas del obispo", n°15, 1791/05/19, f108-109.

¹⁷ AGI Quito 588, "Cartas del obispo", n°22, 1791/11/18. Plusieurs documents d'archives concernant les statuts de l'université Santo Tomás votés en 1787 ainsi que d'autres documents concernant l'éducation à Quito se trouvent sur le site Internet de la bibliothèque Luis Ángel Arango : <http://www.lablaa.org/blaavirtual/historia/lucena/uniquito/uniquito2.htm> (site consulté le 27 août 2008). En 1787 (suite à la *real cédula* du 4 avril 1786), les universités de San Gregorio et de Santo Tomás ont été fusionnées pour prendre la forme d'une véritable université royale, plutôt que d'une institution contrôlée par une communauté religieuse. Pilar Ponce Leiva écrit même que Santo Tomás, placé sous le contrôle de prêtres séculiers, est devenue la première université publique du pays. Ponce Leiva, "La educación disputada", p. 6.

¹⁸ AGI, Quito 330, n.42, "Universidad de San Fulgencio de Quito : abuso en conferir grados" (1788). Sor Agueda précise toutefois qu'une *real cédula* du 25 août 1786 a réglé la question des graduations douteuse en interdisant aux Augustins d'octroyer des diplômes. Voir Sor Agueda, *Historia de las universidades*, p. 560.

présider la réforme de l'éducation. En effet, il arrive dans la capitale andine après une carrière au Mexique (Nouvelle-Espagne) et il ne peut que constater la disparité importante entre les deux colonies espagnoles.²⁰ S'alliant à un groupe d'intellectuels, il revendique un redressement des écoles et de la moralité sur tout le territoire.²¹ Il deviendra, un an plus tard, directeur de la *Sociedad Patriótica de Amigos del País de Quito*²², société visant à promouvoir l'avancement des sciences et du progrès.²³ Il espère utiliser cette société pour mettre sur pied des écoles techniques, comme il en existe en Nouvelle-Espagne.²⁴ Ce sera lui qui prononcera le discours inaugural de la première bibliothèque publique de Quito en 1791.²⁵ Les idées innovatrices de l'évêque Calama trouvent des détracteurs au sein du *cabildo* de Quito et parmi le clergé séculier. Il perd son poste un an plus tard, en pleine controverse, ce qui met fin à sa campagne de réforme.²⁶

¹⁹ AGI, Quito 588, "Cartas del obispo", n°15, 1791/05/19, f.109r.

²⁰ Débarqué au Mexique en provenance d'Espagne en 1765, c'est dans la ville de Puebla qu'il a passé sa carrière avant de recevoir l'honneur d'être considéré pour la fonction d'évêque. Ernesto de la Torre Villar, « La vida », en José Pérez Calama, *Escritos y testimonios*, Nueva Biblioteca Mexicana 127, México, Universidad Autónoma de México, 1997, p. 7-10. Voir aussi David Brading, *Church and State in Bourbon Mexico*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, p. 194.

²¹ Pérez de Calama procède à une inspection pastorale générale en 1791 et produit le "Plan de Estudios de la Real Universidad" dans l'espoir de donner de la vigueur à l'enseignement supérieur. Martin Minchom, *The People of Quito*, Boulder, Westview, 1994, p. 236.

²² "The Economic Societies, a reflection of Physiocrat influence and in principle among the more practical offshoots of Enlightenment thought, were centers for exchange of social and political ideas ranging from the improvement of commerce and agriculture to politics and industry." Minchom, *The People of Quito*, p. 236.

²³ Le périodique de cette Société est reconnu pour avoir contribué à répandre des idées indépendantistes. Eugenio Espejo, *Primicias de la Cultura de Quito* (numero I, 5 enero 1792), p. 14, in Eugenio Espejo, *Escritos del doctor Francisco Javier Eugenio Santa Cruz y Espejo...* Quito, Imprenta Municipal, 1912-1923 (Microfilm). Note de Fermín Cevallos établissant le lien entre les membres de la Société patriotique et les mouvements indépendantistes : "Entre las cincuenta y ocho personas de que se compone la lista de sus miembros, se encuentran muchos nombres de las mismas que poco después prepararon y ejecutaron la revolución." Voir Pedro Fermín Cevallos, *Selecciones de "Resumen de la Historia de Ecuador"* sur le site Internet de Cervantes Virtual : http://www.cervantesvirtual.com/servlet/SirveObras/35726397114794495222202/p0000003.htm#I_10

²⁴ Torre Villar, *Calama*, p. 16.

²⁵ Eugenio Espejo en sera le premier directeur. Minchom, *The People of Quito*, p. 237.

²⁶ En 1792, le *cabildo* ecclésiastique a réagi vivement aux ardeurs réformatrices de Pérez Calama en réclamant un successeur plus conservateur. La Société économique des amis du pays a ainsi perdu un protecteur et un membre dynamique. Elle a été officiellement dissoute par ordre royal le 11 novembre 1793. Comme le fait remarquer Martin Minchom, les Créoles ont ainsi perdu une voix officielle pour formuler leurs

Le problème soulevé par Calama et le constat de l'ignorance crasse de la colonie ne sont pas uniques dans le discours créole. Ainsi, vers la même époque, plusieurs membres de l'élite de Quito se montrent insatisfaits de la qualité des écoles disponibles sur leur territoire.²⁷ Par exemple, dans une lettre envoyée par l'Audiencia de Quito au Conseil des Indes pour demander une rente pour faire fonctionner le collège San Luis de Quito et donner des bourses aux pauvres, on peut lire : « ...rien n'est plus utile à l'État que la bonne éducation des jeunes; même les pauvres ne peuvent se permettre de négliger cette obligation si importante, sans mettre en péril leur honneur, [...et d'y laisser] une tache difficile à nettoyer ».²⁸ Cette lettre ne fait pas référence à des pauvres de toutes les classes sociales confondues, car seuls les créoles de naissance légitime étaient admis au collège de San Luis de Quito. Cette lettre demande que les pauvres « dignes » puissent avoir accès aux études supérieures, en particulier la prêtrise.²⁹ En d'autres termes, cette lettre demande que les privilèges de l'élite soient maintenus, car ce sont eux qui doivent « déterrer les Indes des ténèbres de l'ignorance ».³⁰

Les citoyens de Quito ne sont pas non plus les seuls à se plaindre du vide éducatif.³¹ À Guayaquil, la nécessité d'écoles est si forte que les résidents se disent forcés d'envoyer leurs enfants étudier à Quito, ou pire encore, à Lima, mettant ainsi l'honneur de leur progéniture en péril, parce que celle-ci doit s'exiler loin de la supervision familiale.³² En 1790, il n'y avait qu'une seule école publique dans la ville, alors que les Dominicains

critiques envers le gouvernement, ce qui a laissé place à un mécontentement souterrain plus difficile à apaiser. *The People of Quito*, p. 237.

²⁷ Voir l'introduction de Ernesto de la Torre, "La vida".

²⁸ AGI Quito 245, n.78, 1787, "Testimonio del expediente seguido para demostrar la necesidad de rentas..." Sans pagination.

²⁹ AGI Quito 245, n.78, 1787, "Carta al procurador general Calisto Viscayno", sans pagination.

³⁰ AGI Quito 245, n.78, 1787, "Testimonio del expediente seguido para demostrar la necesidad de rentas..." Sans pagination.

³¹ Dans son étude sur le Pérou, Diego Lévano Medina mentionne également que dans la vice-royauté du Pérou, les sollicitudes pour la fondation d'écoles publiques ou municipales étaient nombreuses, pas seulement à Lima, mais partout sur le territoire à cette époque. Lévano Medina, "Colegio, Recogimiento..." p. 614.

³² AGI, Quito 304, n°35, 1776, f1v. Cette citation du procureur Trejo destinée à la couronne espagnole est également citée dans Dario Guevara, *Vicente Rocafuerte y la instrucción pública*, Quito, Casa de la Cultura ecuatoriana, 1965, p. 48.

avaient une école pieuse et que quelques particuliers donnaient des cours contre rémunération.³³ À Loja, il y avait également un manque criant de professeurs qualifiés à la même époque.³⁴ L'inquiétude était grandissante : l'instruction dans un établissement d'enseignement reconnu est un critère pour accéder à des postes de prestige au sein de l'Église, aussi bien que dans l'administration coloniale, postes que les Créoles voyaient de plus en plus leur échapper aux mains de Péninsulaires.

En cette fin du XVIII^e siècle, plusieurs s'accordent à dire que rien ne va plus dans le monde de l'éducation depuis l'expulsion des Jésuites de toutes les colonies hispaniques. En 1767, le Roi Charles III a voulu rappeler à l'Église d'obéir à la couronne au doigt et à l'oeil en marquant un coup d'éclat; l'ordre des Jésuites, reconnu pour son indépendance, sa coutume de contester les décisions royales, sa très grande prospérité et sa dévotion au pape, a été envoyé en exil en Italie.³⁵ Cette décision était très impopulaire à cause de la disparition soudaine de plus de mille Créoles, fleurons de l'élite intellectuelle, mais aussi de propriétaires terriens, d'éducateurs, de missionnaires et, bien entendu, de capitaux.³⁶ Le mécontentement des Créoles au sujet de l'absence d'écoles causée par le départ soudain de la communauté religieuse qui assurait l'éducation de l'élite s'inscrit dans une série de doléances envers la Couronne espagnole et sa mauvaise gestion de la crise jésuite.

On peut remonter loin, jusqu'à la seconde moitié du XVI^e siècle, pour trouver les origines d'un conflit d'intérêt entre l'Église et l'État au sujet de l'éducation populaire dans

³³ Guevara cite Modesto Chávez Franco et ses *Crónicas de Guayaquil Antiguo, tomo I*, sans pagination dans Guevara, *Vicente Rocafuerte*, p. 49.

³⁴ Carlos Paladines, *Historia de la educación y del pensamiento pedagógico ecuatorianos*, Loja, Universidad Técnica Particular de Loja, 2005, p. 63.

³⁵ David Brading, "Bourbon Spain and its American Empire", in L. Bethell, ed. *Colonial Latin America*, Cambridge, Cambridge University, 1987, p. 124. La *Pragmática sancion* du 2 avril 1767 ainsi que la *Real cédula* du 14 août 1768 sont les deux documents royaux qui scellent le destin des Jésuites.

³⁶ Pour les causes et conséquences de l'expulsion des Jésuites, voir « Jesuit Expulsion », le premier chapitre de David Brading, *Church and State in Bourbon Mexico*. Il s'agit sans contredit d'un jeu de pouvoir. À la page sept, Brading précise : "...in certain area of the empire, the church was the state, its ministers acting as judges and as representatives of the monarchy." Cette situation était insupportable pour des Bourbons se nourrissant de l'idée de l'absolutisme.

les colonies.³⁷ La Couronne espagnole, qui cherchait à réduire l'influence de Rome sur son territoire, préférait déjà à cette époque voir les paroisses indiennes sous l'autorité d'un prêtre séculier plutôt qu'un membre des ordres réguliers.³⁸ Toutefois, avant la dernière moitié du XVIII^e, l'ingérence de l'État dans le domaine de l'éducation restait plus discrète. Bien sûr, les cédulas royales exigeant un meilleur traitement pour les Indiens et leur assimilation linguistique avaient été adressées aux vices-rois et présidents d'audience dès les débuts de la colonisation en Amérique, mais l'éducation demeurait la chasse gardée de l'Église.³⁹ Certes, les communautés religieuses devaient obtenir une permission royale avant de mettre à terme de nouveaux projets ou encore de créer de nouvelles écoles, et quelques conflits étaient réglés par l'entremise de la justice royale, mais les communautés avaient le contrôle de leurs finances et du type d'enseignement prodigué. La situation a changé au fur et à mesure que les Bourbons se sont mis à considérer l'Église comme un réel obstacle au pouvoir royal dans les colonies à cause de leur indépendance, leur emprise sur la population, leur richesse et leur insubordination.⁴⁰ À partir de 1767, date de l'expulsion des Jésuites d'Amérique, l'État a décidé de doubler l'Église et de prendre en charge la responsabilité de l'éducation.

De la fondation du collège de San Luis de Quito en 1592 jusqu'à la veille de leur expulsion promulguée par la couronne espagnole en 1767, les Jésuites ont été les principaux éducateurs de la période coloniale.⁴¹ Ils administraient des collèges dans les villes coloniales importantes, financés à même les profits des *haciendas* qu'ils

³⁷ “las circunstancias cambiaron en Europa y América en el terreno político y en el religioso...”, Pilar Gonzalbo Aizpuru, *Historia de la educación en la época colonial : El Mundo indígena*, Mexico, Colegio de México, 1990, p. 11.

³⁸ Gonzalbo Aizpuru, *El mundo indígena*, pp. 238 et 241.

³⁹ Voir par exemple AGI Lima 566, L.4, f.258, Real Cédula (26-10-1541); AGI Quito 8, R.23, n.72 (12-05-1589); AGI Quito 77, n.56 (15-03-1638); AGI Quito 77, n.48 (02-04-1636).

⁴⁰ Brading, *Church and State in Bourbon Mexico*, p. 7.

⁴¹ Paladines, *Historia de la educación*, p. 39. En 1622, les Jésuites ont fondé l'université San Gregorio Magno. Ils ont eu la compétition des Dominicains à partir de la fondation d'un deuxième collège à Quito en 1692, celui de San Fernando.

exploitaient.⁴² Malgré une compétition, voire un conflit d'intérêt matériel et intellectuel, avec l'ordre des Dominicains pour contrôler l'éducation secondaire et universitaire, les Jésuites étaient indéniablement les maîtres du savoir à Quito.⁴³ Les fils de l'élite créole passaient généralement entre leurs mains. Ils tenaient dans la capitale l'une des plus imposantes bibliothèques d'Amérique.⁴⁴ Ils avaient enfin le contrôle de l'imprimerie.⁴⁵

Les écoles jésuites, vivant en grande partie de dons privés, privilégiaient les étudiants nobles destinés à une carrière politique, juridique ou ecclésiastique. Les membres de l'ordre enseignaient aussi les « premiers rudiments » aux enfants destinés au travail manuel.⁴⁶ Leur objectif était de convertir la population au catholicisme. Il existait même un système de missions circulaires visant à atteindre les communautés éloignées des grands centres. L'historien jésuite Jouanen donne l'exemple de deux pères débarqués d'Espagne en 1751 qui se promenaient partout sur le territoire avec pour seul outil pédagogique une image de la Sainte Vierge capable d'émouvoir les cœurs à première vue et un crucifix. Les étudiants des collèges jésuites étaient également envoyés périodiquement dans les prisons, les hôpitaux et les paroisses amérindiennes pour prêcher la bonne parole aux gens du peuple.⁴⁷

Les curés doctrinaires enseignaient-ils autre chose aux enfants amérindiens que l'histoire religieuse et les « divins mystères » dans la langue de l'Inca?⁴⁸ Et si c'était le

⁴² Il y avait des collèges « secondaires » à Buga, Popayán, Pasto, Ibarra, Latacunga, Riobamba, Cuenca, Loja et Guayaquil. À Ambato, il existait une résidence pour les voyageurs en transit. Alejandro Carrión Aguirre, *Los Jesuitas en el Ecuador*, Quito, Casa de la cultura ecuatoriana, 1987, p. 102. Pour assurer la survie financière de l'ordre, il y avait 43 *haciendas* en opération.

⁴³ Les Jésuites voulaient tenter d'empêcher les Dominicains d'ouvrir un établissement universitaire rival, mais en 1688, l'ordre dominicain a ouvert à la fois le collège royal de San Fernando et l'université de Santo Tomas. Ponce Leiva, "La educación disputada", p. 5. Voir aussi JM Vargas, *Polémica universitaria en Quito colonial*. Quito, Pontificia Universidad Católica del Ecuador; Banco Central del Ecuador, 1983.

⁴⁴ La bibliothèque comptait 15000 livres et était située dans l'édifice de la Compagnie de Jésus à Quito. Ponce Leiva, "La educación disputada", p. 17.

⁴⁵ Alejandro Carrión Aguirre, *Los Jesuitas en el Ecuador*, Quito, Casa de la cultura ecuatoriana, 1987, p. 15.

⁴⁶ María Jesús Ceinos Manzano, *El origen de los colegios jesuitas de la provincia quitense y su incidencia en la educación*, Madrid, Estudios de historia social y económica de América, 1994, p. 234, "...primeros rudimientos..."

⁴⁷ José Jouanen, *Historia de la Compañía de Jesús*, Quito, Ed. Ecuatoriana, 1941, p. 310.

⁴⁸ AGI Quito 288, n.2, "El Cabildo, Justicia, y Regimiento de la Ciudad de Loja", 16 diciembre 1766, f2r.

cas, cet enseignement permettait-il un certain degré, même modeste, d'ascension sociale chez les bons élèves? L'historienne mexicaine Pilar Gonzalbo Aizpuru croit que les Pères Jésuites ont effectivement contribué à l'avancement d'élèves de toutes les classes sociales, des Indiens caciques à des esclaves et même des femmes.⁴⁹ Toutefois, un tel travail de recherche reste encore à faire pour le territoire de l'Équateur. Dans la plupart des missions circulaires, l'enseignement était donné aux enfants pendant trois dimanches de suite à chaque passage des missionnaires, ce qui ne laissait pas beaucoup de temps pour approfondir les connaissances.⁵⁰ De plus, le nombre de pères qui se consacraient à l'enseignement était restreint : avant 1767, le nombre de pères jésuites et de frères coadjuteurs des collèges de Guayaquil, Cuenca, Pasto, Popayán, Ibarra et Riobamba réunis variait de 8 à 16 pour superviser plus d'une centaine d'étudiants.⁵¹ Les Jésuites de Quito consacraient également beaucoup de temps et d'énergie à leurs missions en Amazonie.⁵² Il est possible que ces facteurs aient rendu les Jésuites moins présents auprès du peuple qu'ailleurs, mais ces points restent à approfondir pour tirer des conclusions plus substantielles.

Une chose est certaine : les dirigeants de partout sur le territoire étaient convaincus que les Jésuites remplissaient bien leur rôle d'éducateurs populaires. Dans la colonie, les Jésuites étaient perçus comme ceux qui sauvaient le pays de l'ignorance. Cette lettre du Cabildo d'Ibarra est d'avis que les Jésuites ont enseigné plus que la catéchèse aux enfants pauvres :

Notre jeunesse [...] grandit presque toute entre leurs mains. Ils ont pour ce faire leurs écoles publiques (et ces Pères sont les seuls qui les tiennent ici)

⁴⁹ Gonzalbo Aizpuru, *La educación popular de los Jesuitas*.

⁵⁰ Jouanen, *Historia de la Compañía de Jesús*, p. 310.

⁵¹ Ceinos Manzano, *El origen de los colegios jesuitas de la provincia quitense*, p. 234.

⁵² Les Jésuites ont tenu des missions en Amazonie à partir de 1638, prenant en charge jusqu'à 160 000 indigènes de l'Amazonie à la fois, qu'ils ont regroupés dans 74 villages, ou réductions, pour mieux les convertir. Les épidémies ont décimé ces colonies. Lors de l'expulsion de cet ordre religieux en 1767, il ne restait plus que 18000 Indiens dans les missions amazoniennes. David Brading, *The First America*, Cambridge, Cambridge University, 1991, p. 419.

sacrifiées pour le service individuel de leur ordre, qui instruisent à leurs élèves avec toute l'application, et le soin : c'est une chance, Monsieur, que si nos pauvres enfants connaissent ici la doctrine chrétienne, s'ils savent lire, et écrire, s'ils apprennent la grammaire, et de plus la courtoisie, et les bonnes manières, presque tout ceci, on le doit [aux Jésuites]... »⁵³

Selon le *teniente* de la ville d'Ambato, les bons pères ont fait flotter sur sa ville la douce « fragrance » de la vertu et du bon exemple.⁵⁴ À ses yeux, c'est sans discrimination que les Jésuites ont prodigué leur enseignement, aux riches comme aux pauvres, aux Nobles comme aux plébéiens.⁵⁵ À Riobamba, on loue l'enseignement prodigué aux jeunes enfants comme aux plus vieux, des élèves de « toutes les classes » sociales, et ce, gratuitement.⁵⁶ À Cuenca, on fait remarquer que les cours, en plus d'être offerts aux Espagnols dans leurs langues, « s'enseigne[nt] dans la [langue] native des Indiens, pour les éduquer ». ⁵⁷ Le départ soudain des Jésuites a donc soulevé de la colère dans l'ensemble des régions du Royaume de Quito.

Les Jésuites s'occupaient d'instruire plusieurs enfants de l'élite, mais ils se mêlaient aussi de charité et leur départ pouvait être choquant à une époque où l'anxiété de la délinquance juvénile devient de plus en plus présente dans le discours de l'élite.⁵⁸ En effet, les Jésuites instruisaient les garçons de la plèbe multiethnique urbaine dans la plus stricte discipline. Selon l'historien jésuite José Jouanen, les Jésuites tenaient plusieurs petites écoles concentrées dans les milieux urbains, mais cet historien ne donne pas le profil socio-économique des étudiants. Il mentionne que la fondation de ces petites écoles était perçue

⁵³ AGI Quito 288, n.2, "El Cabildo, Justicia, y Regimiento de la Villa de Ibarra...", 15 mayo 1767, flr. "Nuestra juventud [...] casi toda se cria en sus manos. Tienen para ello sus escuelas públicas (y son estos Padres los unicos que las tienen aqui) y sacrificados para su servicio individuo desu mismo gremio, que instruyen asus alumnos contoda aplicacion, y cuydado: de suerte, Señor, que si aqui saben nuestros pobres Niños la doctrina Christiana, si leer, y escribir, si aprenden Grammatica, y con estas cosas policia, y buenas costumbres, casi todo sedeve, á estos..."

⁵⁴ AGI, Quito 288, n.2. "El theniente Grâl, y Villa de Hambato...", flv, 15 julio 1767.

⁵⁵ *Idem*, flr.

⁵⁶ AGI, Quito 288, n.2, "El Cavildo, Justicia, y Regm^{to}, de la Villa de Riobamba...", 9 de marzo 1767, f2r.

⁵⁷ AGI, Quito 288, n.2, "El Cavildo, Justicia, y Regimiento de la ciudad de Cuenca...", 10 diciembre 1766, flv. "se instruien enel nativo de los Indios, para educarlos en su idioma".

par les Jésuites comme un geste de charité envers le peuple, au même titre que l'aumône et la distribution de nourriture aux nécessiteux. L'enseignement offert aux garçons pauvres était gratuit et le matériel (livres, papier et plumes) était fourni en cas de besoin. Ainsi, les *quiteños* avaient à leur disposition une école « rudimentaire » comptant de nombreux élèves. À Riobamba, le manque de religieux disponibles pour enseigner à l'école avait forcé l'embauche d'un maître séculier. À Ibarra, il y aurait eu environ 100 à 120 étudiants.⁵⁹ À Guayaquil, il y aurait eu plusieurs écoles. Il mentionne également la présence de tels établissements à Cuenca et à Ambato.⁶⁰ Outre le départ de plusieurs éducateurs, l'expulsion des Jésuites était surtout difficile à absorber dans les régions de Quito à cause de la perte financière que celle-ci a entraînée.

Une des caractéristiques principales de cet ordre religieux était la capacité de trouver du financement pour faire rouler les écoles et les entreprises charitables. Les Jésuites étaient d'excellents administrateurs qui subventionnaient eux-mêmes leurs écoles grâce aux récoltes tirées de leurs *haciendas*. De plus, ils recevaient des dons de particuliers. En novembre 1672, Don Juan de Sandoval a légué par testament sa fortune aux Jésuites pour financer la création d'une école de premières lettres dans la ville de Latacunga. Don Sandoval demande à l'époque que les pauvres ne soient pas exclus de l'éducation par manque de papier et de matériel nécessaire à l'apprentissage.⁶¹ L'argent devait également soutenir les missions circulaires des curés doctrinaires parcourant les régions de Latacunga et de Riobamba. Toutefois, à partir de 1730, l'action des Jésuites en matière d'éducation a commencé à décliner à cause de l'opposition grandissante contre leur travail et qui s'est soldée par leur expulsion de 1767.⁶²

⁵⁸ Se référer au chapitre précédent de cette thèse.

⁵⁹ Jouanen, *Historia de la Compañía de Jesús*, p. 572.

⁶⁰ Jouanen, *Historia de la Compañía de Jesús*, voir libro IV, capitulo primero, pp. 564-573.

⁶¹ AGI Quito 325, carta n.22, f9r.

⁶² Robert Wood, "Teach Them Good Custom", *Colonial Indian education and acculturation in the Andes*. Culver City, Labyrinthus, 1986, p. 29.

Selon le pédagogue et historien Emilio Uzcátegui, les écoles primaires tenues par les Jésuites ont disparu au moment de leur expulsion.⁶³ Est-ce véritablement le cas? S'il est vrai que l'expulsion de l'ordre a sonné le glas de plusieurs entreprises éducatives, un indice démontre que quelques écoles auraient pu réussir à survivre, malgré tout. Lors du tremblement de terre de 1797, soixante-dix enfants des « deux sexes » étudiaient toujours les premières lettres dans l'école autrefois tenue par les Jésuites à Latacunga. Nous connaissons ce détail parce que les malheureux sont morts ensevelis sous les décombres.⁶⁴ Ce document permet également de constater que les filles n'étaient pas systématiquement exclues de toutes les écoles primaires coloniales.

Dans l'ensemble, le départ des Jésuites a probablement eu des conséquences désastreuses sur les écoles. Les collèges et l'université ont été privés du jour au lendemain à la fois de professeurs compétents et de ressources financières. Le séminaire de San Luis a été fermé pendant quelques années avant de rouvrir ses portes.⁶⁵ Les *haciendas* qui servaient à subventionner les entreprises jésuites (*temporalidades*) sont passées aux mains de l'État, et ont désormais connu une gestion en tutelle par des administrateurs parfois corrompus et beaucoup moins efficaces que les religieux.⁶⁶ Les profits engendrés par les *haciendas* et la vente des biens de la Compagnie de Jésus se sont retrouvés dans les caisses du gouvernement plutôt que dans les écoles. L'année 1767 est donc celle d'une crise, celle de l'éducation.

⁶³ Uzcátegui, Emilio, "Desarrollo de la educación en el Ecuador", *Boletín de la academia nacional de historia* (enero-julio 1974), n.23, p. 161. Cette opinion est partagée par l'historien Federico González Suárez : Guevara, *Vicente Rocafuerte*, p. 50.

⁶⁴ AGI Quito 403, "Carta de Dn Nicolás Aguilera al Sr. Presidente...", (6 febrero 1797), f15r.

⁶⁵ AGI Quito 588, f105v.

⁶⁶ Kenneth Andrien, *The Kingdom of Quito*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, p. 106. Le mot temporalité (*temporalidad*) signifie l'ensemble des possessions et revenus attachés à un office ecclésiastique. Donald Attwater, ed., *A Catholic Dictionary*, New York, McMillan, 1957, p. 489. Les Jésuites ont eu un long conflit avec la couronne, car ils contestaient la nécessité de remettre une partie de leurs gains, la dîme payée par les Indiens habitant leurs terres, à l'État. Suite à l'expulsion des disciples de Loyola, la couronne a mis la main sur l'ensemble des biens des Jésuites, les *temporalidades*. Brading, *Church and State in Bourbon Mexico*, pp. 13-16

En somme, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, la population créole de Quito était insatisfaite des ressources éducatives disponibles pour leurs enfants après le départ soudain des Jésuites. Pourtant, le taux de scolarisation à Quito était supérieur à celui du Pérou ou du Charcas (Bolivie) à la même époque, ce qui s'explique selon Marie-Danielle Demélas et Yves Saint-Geours par la crise économique et le taux de chômage élevé qui rendait les jeunes hommes lettrés disponibles pour travailler comme tuteurs.⁶⁷ Ce n'est donc pas un manque de professeurs capables d'inculquer la lecture et l'écriture que pleuraient les Créoles, qu'un enseignement plus prestigieux, plus intellectuel. Le Roi d'Espagne, quant à lui, avait d'autres priorités que de rassurer les Créoles sur le sort de leurs enfants ignares, il cherchait à séculariser le système d'éducation, donc à réduire le rôle joué par l'Église dans les écoles, sans offrir de véritables solutions de rechange.⁶⁸

L'État colonial et l'éducation primaire

À partir de 1766, les souverains Charles III et Charles IV ont mené une politique de sécularisation de l'enseignement afin de diminuer le pouvoir de l'Église, ce qui a surtout affecté le milieu universitaire, et dans une moindre mesure celle des cycles inférieurs.⁶⁹ On constate à cette époque une volonté royale de voir l'éducation élémentaire s'étendre à une plus grande tranche de la population dans les cédulas et décret, ce qui ne s'est pas traduit par des actions concrètes sur le terrain.⁷⁰ Même si elles ont été pratiquement ignorées par les *cabildos* régionaux, les exigences de Madrid étaient de nature à générer du mécontentement chez les élites.

⁶⁷ Marie-Danielle Demélas y Yves Saint-Geours, *Jerusalén y Babilonia*, Quito, Corporación editora nacional, 1988, p. 82.

⁶⁸ Buenaventura Criado Delgado, *La educación en la España contemporánea*, Madrid, Editorial SM, 1994, p. 70.

⁶⁹ Criado Delgado, *La educación*, p. 75.

⁷⁰ Criado Delgado, *La educación*, p. 139.

Suite à l'expulsion des Jésuites, l'État est intervenu pour la première fois dans l'éducation publique en prenant la gérance des anciens collèges jésuites (Quito, Guayaquil, Latacunga, Riobamba, Loja, Ambato et Cuenca).⁷¹ Les établissements dédiés à l'éducation de la jeunesse créole tels que San Luis crient famine à répétition parce qu'ils ont perdu leur principal mode de subsistance.⁷² Selon un rapport datant de 1767, il ne reste plus qu'une seule école de premières lettres dans la ville de Quito, celle du couvent de Santo Domingo.⁷³ Le Roi réclame donc que des petites écoles soient disponibles en plus grand nombre pour ses sujets de Quito, sans toutefois préciser de méthodes de financement. Le *cabildo* rejette aussitôt les royales accusations et argumente qu'il y a déjà suffisamment de petites écoles. Selon l'administration municipale, il n'y a aucun besoin parmi la population, car « tous les Pères ayant des revenus moyens paient des Maîtres, qui enseignent à leurs enfants et aux membres de leurs familles dans leurs maisons ». ⁷⁴ Selon le maire (*alcalde diputado*) du quartier central de Quito, Don Manuel de Lastra :

...l'individu qui ne sait ni lire ni écrire est rare, car tous sont admis dans les écoles pieuses facilement, et pour le très petit coût ou l'absence de coût qui est demandé dans celles-ci, on doit dire qu'à Quito ceux qui ignorent les rudiments de la lecture ou de l'écriture sont ceux qui, par négligence, n'ont pas voulu s'y appliquer.⁷⁵

Lorsque Don Manuel Lastra affirme sans ambages que « tous » les enfants qui le désirent réussissent à recevoir une éducation à coût raisonnable à Quito, il n'utilise peut-être pas le terme à la sauce des Lumières comme le roi Charles III. Il entend peut-être plutôt

⁷¹ Par exemple, AGI Quito 244, n.28 (1786)

⁷² AGI Quito 245, n.78, (1787).

⁷³ AGI Quito 288, n.10 (6 dic. 1767). C'est sans doute dans cette école qu'a étudié Eugenio Espejo qui a reçu une éducation primaire chez les "Padres de la Orden de Predicadores de Santo Domingo". Samuel Guerra. *Espejo : Conciencia crítica de su época*, Quito, Universidad Católica, 1978, p. 30.

⁷⁴ ANE fondo especial, c. 24, vol. 67, 1768, exp. 2898, f. 170r.

⁷⁵ ANE fondo especial, c. 24, vol. 67, 1768, exp. 2898, f. 160r. "...es mui raro el individuo que no save leer y escribir, por la facilidad con que todos son admitidos alas escuelas piadosas, y por el mui poco, o ningun costo que se inpende en las demas, devriendose decir que en Quito solam^{te} podra ignorar los rudimentos de leer y escribir, el que por descuido no sea querido aplicar."

que tous ceux « dignes » de recevoir une éducation, donc ceux appelés à occuper des postes exigeant une formation supérieure. Il offre une explication différente de celle du manque d'écoles pour expliquer le retard éducatif de la plèbe. À son avis, ce n'est pas par manque d'écoles que les pauvres restent ignorants. Il jette le blâme sur l'énorme mortalité infantile qui touche les enfants (telles que la variole et la diphtérie). De plus, dans de nombreuses familles, les parents sont si pauvres qu'ils n'ont pas assez d'argent pour habiller leurs enfants.⁷⁶ L'augmentation des ressources éducatives ne changerait rien à ces deux problèmes incontournables. Comme nous l'avons déjà mentionné dans le chapitre précédent, il était habituel, dans la seconde moitié du XVIII^e, de blâmer les pauvres pour leur mauvaise situation financière et leurs conditions de vie défavorables.⁷⁷ Don Lastra n'était donc pas seul à croire que l'instruction publique ne devrait pas être donnée à des gens incapables de se sortir seuls de leur misère.

Selon Don Manuel de Lastra, *alcalde*, les enfants nobles apprenaient pour la plupart à lire et à écrire dans leurs propres maisons, au moyen de précepteurs : « puisque les parents craignent une contagion des coutumes si leurs enfants fréquentent et ont des conversations avec d'autres enfants des écoles publiques. »⁷⁸ La façon de contourner de problème est de choisir l'école prestigieuse de Don Domingo Batramondi, n'accueillant que dix enfants nobles, où on n'enseigne pas « seulement la lecture, l'écriture et la doctrine chrétienne, mais aussi la vie en société (*urbanidad*) et la courtoisie (*cortesania*). »⁷⁹

L'expression « gens du peuple » dans le Quito colonial faisait largement référence à des gens d'ascendance indigène qui ne maîtrisaient pas tous l'espagnol et étaient donc incapables d'apprendre à lire et à écrire dans cette langue. Le recensement des écoles de 1769 ne fait pas mention de cours prodigués en langue quichua. Or, le travail de prêtre dans

⁷⁶ ANE fondo especial, c.24, vol. 67, 1768, exp. 2898, f170r.

⁷⁷ Arrom, *Containing the Poor*, p. 23.

⁷⁸ ANE fondo especial, c.24, vol. 67, 1768, exp. 2898, f159v, «por qe sospechando sus Padres algun contagio en los costumbres con la comersacion y compañia de otros muchachos qe insistintam.te concurren alas escuelas publicas.»

les paroisses à forte population indienne demandait toujours une bonne connaissance de la langue quichua, même au dix-huitième siècle.⁸⁰ On peut donc supposer que les écoles de premières lettres de Quito, même lorsqu'elles étaient gratuites, n'étaient pas accessibles aux Indiens à moins que ces derniers ne possèdent une connaissance préalable du castillan ou que le recensement a tout simplement ignoré les cours destinés aux Amérindiens.

Sans surprises, la vaste majorité des écoles se retrouvent dans le centre de Quito, la paroisse *del Sagrario*. Les habitants de ce quartier sont surtout de descendance espagnole, mais il existe également une présence populaire, dont des serviteurs ou employés domestiques travaillant pour les premiers.⁸¹ Les ressources sont concentrées dans ce quartier. D'abord, il existe l'école de charité tenue par les frères de Santo Domingo, dont faisait déjà mention la cédule royale de 1768.⁸² Cette école est fréquentée par plus de 80 garçons, mais celle-ci connaît de perpétuels problèmes financiers : « l'enseignement est offert gratuitement, mais à cause des ennuis de l'époque, les religieux ne pouvaient leur fournir le papier, les plumes ni l'encre, et les enfants devaient acheter tout ceci. »⁸³ En d'autres termes, la gratuité scolaire n'est que théorique. Il existait une deuxième petite école gratuite, celle de *l'Hospital de la caridad*, qui survivait grâce à des dons de particuliers. Ainsi, le papier, le papier calque et l'encre étaient distribués sans coûts supplémentaires aux élèves grâce à de généreux bienfaiteurs. Les autres écoles semblent être des écoles privées ou payantes.

⁷⁹ ANE fondo especial, c.24, vol. 67, 1768, exp. 2898, f162v.

⁸⁰ Michom, *The People of Quito*, p. 24.

⁸¹ Minchom, *The People of Quito*, p. 31.

⁸² Selon un rapport datant du XVII^e siècle, la petite école des Dominicains donnait déjà des cours à « tous genres » de garçon, et ce, gratuitement. À l'époque, il y avait 400 étudiants de premières lettres, en plus des étudiants de grammaire, de rhétorique et de théologie. Il est possible que les chiffres aient été gonflés pour mieux rivaliser avec les Jésuites. AGI Quito 196 (1681-1697).

⁸³ ANE, fondo especial, c.24, vol. 67, 1768, exp. 2898, f159r. "la enseñanza seles ministrara graciosamente pero que porlos atravos del tiempo, no podia darles la Religion el papel plumas ni tintas y que todo esto le costeava cada niño respectivamente."

Table 13 – Le recensement des écoles commandé par le Cabildo de Quito en 1768

Quartier	Nombre d'écoles	Nombre d'élèves
Centro	9	386
San Sebastian	1	14
San Blas	1	12
San Roque	0	0
Santa Barbara	1	1
San Marcos	0	0

Si l'on en croit le recensement des écoles, plus de 400 enfants de Quito fréquentaient la petite école en 1769, sans compter les étudiants des collèges de San Luis et de San Fernando, qui recevaient des cours plus poussés en latin et en grammaire. Si on exclut le cas de Santa Barbara, où un seul enfant reçoit des leçons privées, il existait donc onze établissements. Aucun n'était réservé aux filles et on ne fait pas mention d'une seule étudiante dans le document. Pourtant, des filles et des femmes étaient cloîtrées dans des monastères ou des maisons d'internement séculières (*recogimientos*), dans le but d'y acquérir une éducation.⁸⁴ Il semble que les fonctionnaires du *cabildo* de Quito n'aient pas pris ces établissements en considération, sans doute parce que ceux-ci étaient aussi des établissements de réforme, visant autant à isoler les femmes de la société et à assurer leur retenue sexuelle qu'à les instruire.

Qu'est-ce qui est fait pour résoudre le problème? Bien peu, si l'on en croit les protestations qui continuent d'être formulées après le recensement. En effet, une question importante n'est pas résolue : qui devrait payer pour les petites écoles, l'Église ou l'État?

⁸⁴ Les femmes entraient volontairement ou involontairement dans des établissements visant à les cloîtrer (couvents, hospices) pour une variété de raisons, l'une d'elles étant la poursuite d'une éducation. Nous

Les Jésuites viennent d'être expulsés et les ordres religieux restants ne possèdent pas autant de ressources à consacrer à l'enseignement. Les édifices qui autrefois servaient aux Jésuites pour donner leurs classes sont vendus ou prennent d'autres vocations moins religieuses.⁸⁵ Bref, même si le Roi se préoccupe d'éducation, l'État n'est certes pas disposé à ramasser la facture.

La municipalisation de l'éducation

Au cours de la période des réformes bourbonniennes, un réseau de petites écoles de plus en plus cohérent commence à naître sur le territoire hispano-américain. Le Mexique est un véritable leader en la matière. En Nouvelle-Espagne, les écoles normales et le réseau d'écoles publiques apparaissent à partir du règne de Charles III au XVIII^e siècle.⁸⁶ En 1808, il y existait des écoles primaires dans 26% des 4088 villages amérindiens de Nouvelle-Espagne, c'est-à-dire un total de 1015 écoles destinées aux garçons ou mixtes.⁸⁷ À Lima, la situation est moins brillante qu'à Mexico, mais elle surpasse celle de Quito. Au début du XVII^e siècle, il existait à Lima douze écoles primaires gratuites dont le salaire des maîtres était payé par les caisses du vice-roi. Plus de mille élèves y étaient inscrits, mais il s'agissait évidemment d'étudiants dont la famille habitait proche du centre-ville.⁸⁸ Au cours de la période bourbonnienne, la situation n'a cessé de s'améliorer grâce à des initiatives laïques et ecclésiastiques.⁸⁹ Il semble que cette augmentation se soit traduite par une hausse du

reparlerons de l'éducation féminine plus loin dans ce chapitre. Nancy Van Deusen, *Between the Sacred and the Worldly*, Stanford, Stanford University Press, 2001, p. 161.

⁸⁵ Par exemple, l'Alguacil Mayor de Riobamba a le projet de transformer le collège des Jésuites en prison. Voir ANE reales cédulas, c.14, Aranjuez, 24 mayo 1779.

⁸⁶ Josefina Muriel, *Las mujeres de Hispanoamérica: Época colonial*. Madrid, MAPFRE, 1992, p. 111.

⁸⁷ Dorothy Tanck de Estrada, "Escuelas, colegios y conventos para niñas y mujeres indígenas", en M. Arredondo, ed., *Obedecer, servir y resistir*, México, Universidad Pedagógica Nacional, 2003, pp. 47-48.

⁸⁸ Daniel Valcarcel, *Historia de la Educación Colonial*, Lima: Ed. Universo, 1968, p. 31.

⁸⁹ Valcarcel, *Historia de la Educación*, p. 31.

nombre d'écoles à but lucratif plutôt que d'une véritable collaboration de l'État pour instaurer des établissements gratuits.⁹⁰

Évidemment, la ville de Quito n'était pas de poids à rivaliser avec Mexico ou avec Lima, car, avec ses 25 000 habitants en 1780, elle était de deux à quatre fois plus petite que les métropoles économiques.⁹¹ On pourrait mieux la comparer avec une ville coloniale en périphérie de l'Empire. Dans la vice-royauté de la Nouvelle-Grenade (Colombie), le nombre d'écoles chutait à cinq au cours de la même période.⁹² Le cas de Quito n'était donc pas exceptionnel. Le portrait de l'éducation brossé par Meri Clark au sujet de la Colombie semble être comparable à celui de l'Équateur pour la même période :

Until Independence, most colonial schools were housed within, and operated by, various branches of the Catholic Church. Without an established parish church or mission school, some colonial town councils (*cabildos*) struggled to run a small school with a short-term teacher. If other public expenses such as road repairs or postal services had exhausted a town's treasury, then wealthier residents or the landed elite of an area might volunteer to subsidize the school rent and the teacher's salary.⁹³

À partir de 1786, les autorités municipales ont reçu pour tâche la promotion de l'éducation et deviennent responsables de l'embauche et des salaires des maîtres d'école.⁹⁴ Les villes avaient le loisir de financer les écoles en imposant des taxes sur l'abattage du bétail, l'achat de denrées alimentaires, ainsi qu'une taxe directe pour chaque habitant.⁹⁵

⁹⁰ Valcarcel, *Historia de la Educación*, p. 31.

⁹¹ Minchom, *The People of Quito*, p. 47.

⁹² Alberto Martínez Boom, [encart sans titre], en Buenaventura Delgado Criado, ed. *Historia de la Educación*, Madrid, Editorial SM, 1993, p. 894.

⁹³ Meri Clark, "Disciplining liberty: Early national Colombian school struggles, 1820-1840", en K. Tolley, ed., *Transformations in schooling: Historical and comparative perspectives*, New York, Palgrave-Macmillan, 2006, p. 89.

⁹⁴ Meri Clark, *Education for a Moral Republic: Schools, Reform and Conflict in Colombia, 1780-1845*. Ph.D. thesis (history). Princeton University, 2003, p. 22.

⁹⁵ Clark, *Education for a Moral Republic*, p. 24.

À Quito, il existait certainement des écoles municipales puisqu'en effectuant des recherches dans les archives du *cabildo*, on se rend compte que ce dernier est l'employeur de maîtres d'école dès la fin du XVIII^e siècle. On peut parfois retrouver leur talon de paie dans les livres municipaux.⁹⁶ Pourtant, les professeurs ne disposent pas de beaucoup d'argent pour administrer leurs écoles et le matériel pédagogique est hors de prix.⁹⁷ José Dias jure qu'il travaille comme maître d'école depuis 17 ans dans la ville de Quito lorsqu'il pose sa candidature pour le poste ouvert par le *Cabildo* en 1816. La municipalité recherche un homme de bon lignage capable de faire répéter l'alphabet en espagnol à des enfants pauvres et orphelins. Frustré de n'avoir pas été choisi, José Dias affirme que l'enseignement gratuit est une grande illusion, car il n'y a pas le moindre établissement primaire qui ne demande le paiement d'une pension dans toute la ville.⁹⁸

La situation est vraisemblablement pire en périphérie qu'à Quito. Selon une lettre de la *contaduria* de Guayaquil, en 1776, il existe des petites écoles à Cuenca, Riobamba, Ibarra, Latacunga et dans d'autres villes, mais aucune à Guayaquil.⁹⁹ La ville demande que des fonds tirés des revenus des *temporalidades* des Jésuites soient acheminés pour la création de trois écoles pour le bien commun et pour la jeunesse.¹⁰⁰

Près de dix ans plus tard, la situation n'a guère changé, si l'on en croit un citoyen riche de la ville côtière, Damian de Arteta.¹⁰¹ Monsieur Arteta, de retour d'un voyage au Mexique, constate l'importante disparité entre le Nord et le Sud et ressent une « immense

⁹⁶ Camilo Destruge, "La Instrucción Pública en la Independencia", *Boletín de la Biblioteca Municipal de Guayaquil*, vol. 2, n.24 (1912), p. 380.

⁹⁷ Clark, "Disciplining Liberty", p. 89.

⁹⁸ ANE gobierno, c.73, exp. 9, 1816/10/13, f.1v.

⁹⁹ AGI Quito 304, n.35, 1776.

¹⁰⁰ Voir note 64 ci-haut.

¹⁰¹ Monsieur Arteta a été délégué par le gouverneur Pizarro pour se rendre au Mexique afin de favoriser la vente de cacao guayaquileño à la suite du décret de libre-échange promulgué par la couronne espagnole en 1778. Voir Jorge Núñez Sánchez, "Familias, élites y sociedades regionales en la Audiencia de Quito, 1750-1822", *Historia de la mujer y la familia*, Quito, Corporación Editora nacional, 1991, p. 218.

douleur ». ¹⁰² En sentant son cœur battre au rythme de l'amour qu'il porte à sa Patrie, cet armateur et propriétaire cacaotier veut financer une école pour enseigner à lire et à écrire à des enfants de toutes les classes à Guayaquil. Et pourtant, une note d'auteur inconnu, possiblement un membre du *cabildo*, s'insurge, car « cette jeunesse ne fut pas complètement en carence de professeurs pour l'éduquer, et dans la mesure du possible, ce gouvernement a pris les moyens correspondants. » ¹⁰³ Selon ce même auteur anonyme, il existerait déjà quatre écoles dont les professeurs auraient été choisis par le gouvernement et cent dix étudiants, dont vingt bénéficiant de la charité. Qui dit vrai? En 1794, une sollicitude lue devant le Cabildo de Guayaquil indique toujours une carence de petites écoles gratuites. ¹⁰⁴

L'expérience de Monsieur Arteta prouve que la charité des généreux donateurs jouait toujours un rôle important dans le financement des écoles primaires à la fin du XVIII^e siècle, car le gouvernement tardait à s'impliquer véritablement dans l'instruction publique et les fonds sont rares. Pourtant, le *cabildo* de Guayaquil voulait tout de même garder le contrôle des écoles ouvertes et surveiller le contenu de l'enseignement. En effet, une des responsabilités principales des *cabildos* dans cette ère de bureaucratisation des écoles publiques, faute d'assumer tous les frais, était de vérifier les compétences des professeurs embauchés.

Il serait facile de conclure qu'il manquait cruellement d'écoles de premières lettres dans l'Audiencia de Quito. Il est certain que l'absence de registres scolaires pourrait laisser croire que le peuple n'avait pas accès à l'éducation à moins de faire partie d'un groupe privilégié. Pourtant, quelques contre-exemples démontrent que c'est peut-être une conclusion hâtive, particulièrement dans le cas de la capitale, Quito. Si aussi peu d'écoles

¹⁰² ANE gobierno, c.40, exp. 3, 1787/06/23, flr.

¹⁰³ ANE gobierno, c.40, exp. 3, 1787/06/23, flv. "...no estuvo absolutamente destituida esta Jubentud de Maestros, que la educasen, y que en quanto fue pocible a este Gobierno se pusieron los medios a ello conducentes."

¹⁰⁴ Destruge, "La Instrucción Pública en la Independencia", p. 380.

charitables avaient réellement existé, comment expliquer que des gens se disant pauvres dans des sources judiciaires aient fréquenté l'école? Par exemple, en 1789, Mariano Bastantes, enfant abandonné, d'âge mineur, vivant selon des témoins dans les affres de la misère et de l'indigence, demande à son professeur de venir témoigner en sa faveur lors d'un procès.¹⁰⁵ Le jeune garçon fréquente donc visiblement l'école.

Dans les pétitions de *pobreza de solemnidad*, c'est-à-dire des demandes placées par des citoyens pauvres pour obtenir une aide légale à coût réduit¹⁰⁶, il est également possible de retrouver des exemples de maîtres d'école qui se plaignent de la précarité de leur emploi. Par exemple, Dionicio Espinoza se présente comme un homme dont le travail est d'enseigner la lecture aux garçons du village de Hatun Cañar près de Cuenca. Il se plaint de ne pouvoir subvenir aux besoins de sa famille puisqu'il ne possède ni terre, ni maison.¹⁰⁷ Pourtant, ceci démontre qu'un petit village rural éloigné de la capitale avait une école au début du XIX^e siècle.¹⁰⁸

En somme, l'éducation coloniale, si elle n'était pas accessible ni identique pour tous les enfants de toutes les classes sociales, on peut dire qu'elle était toujours : « basée sur la morale catholique, légitimant l'ordre politique, qu'elle justifiait la stratification sociale ».¹⁰⁹ Vers la fin de l'époque coloniale, le contenu enseigné dans les écoles de premières lettres a

¹⁰⁵ “Expediente que sigue Mariano Bastantes...” ANE pobreza, c. 9, 1789/03/05, “Expediente que sigue Mariano Bastantes...”

¹⁰⁶ Pour une description plus complète de la procédure de *pobreza de solemnidad*, voir Cynthia Milton, *The Many Meanings of Poverty*, Stanford, Stanford University Press, 2007, p. 71 et suivantes.

¹⁰⁷ ANE pobreza, c.20, exp. 16, 1806/06/30.

¹⁰⁸ Anecdote amusante, le seul maître du village de Cañar sous le gouvernement espagnol est critiqué dans une lettre du *jefe político* du canton Manuel Serrano, datée de 1826, où ce dernier affirme que malgré la présence de ce maître, les élèves étaient totalement dépourvus d'instruction. AGN, sección República, fondo Ministerio de la Instrucción Pública, tomo 106, f734.

¹⁰⁹ Pilar Gonzalbo Aizpuru, “Introducción”, en P. Gonzalbo, ed. *Familia y educación en Iberoamérica*, México, El Colegio de México, 1999, p. 11. “En la América colonial, con su diversidad étnica y sus conflictos sociales, la educación se convirtió en un elemento adicional aportado a la creciente desigualdad: a la riqueza, la calidad y el prestigio se unió el conocimiento, mientras que la pobreza y la marginación se agravaron por la ignorancia. (...) Esta educación, universal, per no idéntica para todos, se basaba en la moral católica, era legitimadora del orden político justificaba la estatificación social, exigía el cumplimiento de los compromisos religiosos y fomentaba una cultura de origen humanista, en permanente preocupación por la ortodoxia.”

commencé à se détacher, bien que timidement, de la morale catholique¹¹⁰ et à passer dans les mains de maîtres laïques. Dorénavant, ce sont les *cabildos* qui prennent en charge la tâche de superviser la nomination de ces employés mal rémunérés et qui autorisent même les dons de particuliers désirant fonder des établissements. On peut donc constater que les religieux ont perdu leur monopole absolu de l'éducation, à une période où l'État est déterminé à empiéter sur leurs compétences, mais qu'ils demeurent néanmoins présents.

Et les petites filles?

La protection, plutôt que l'éducation, est demeurée le concept central pour penser l'éducation féminine au cours de l'ensemble de la période coloniale. En effet, les jeunes filles, perçues comme des êtres vulnérables, devaient être protégées des abus, mais également des tentations du monde selon la plupart des auteurs des XVI^e et XVII^e siècles qui se sont penchés sur la question de l'instruction féminine.¹¹¹ Toutefois, à la fin du XVIII^e siècle, la philosophie des Lumières est venue bouleverser cette notion traditionnelle reléguant les jeunes filles parfaites à l'intérieur de leurs foyers : « As ideas of economic reforms progressed in the eighteenth-century, enlightened economists suggested the utility of women's work outside the home. »¹¹² Ainsi, le travail féminin à l'extérieur de la maison, dans les industries textiles ou les fabriques de tabac, par exemple, est devenu une option acceptable pour les filles du peuple.¹¹³ La fin du Siècle des Lumières est donc caractérisée par l'apparition progressive de nouvelles institutions dédiées à l'enseignement du sexe féminin.

¹¹⁰ Gonzalbo Aizpuru, *Familia y educación*, p. 13.

¹¹¹ Asunción Lavrín, "In Search of the Colonial Woman in Mexico", in A. Lavrín, ed., *Latin American Women*, Westport, Greenwood Press, 1978, p. 26.

¹¹² Lavrín, "In Search of the Colonial Woman", p. 42.

¹¹³ Lavrín, "In Search of the Colonial Woman", p. 42.

De manière générale, l'éducation des petites filles aux XVI^e et XVII^e en Amérique latine avait des objectifs principalement religieux. Pour les filles du peuple, elle se limitait souvent à l'apprentissage de dogmes catholiques au cours des *doctrinas* supervisées par le curé de la paroisse ou par un missionnaire. L'internement dans des couvents de jeunes Indiennes a été une solution utilisée brièvement pour mieux implanter la foi chrétienne pour former de futures mères de famille au Mexique.¹¹⁴ À Quito, un document mentionne au passage la fondation en 1598 d'un collège pour instruire les filles de cacique dans la foi religieuse et la langue espagnole, sans donner de détails.¹¹⁵ Comme au Mexique, l'internement des Indiennes était beaucoup moins prioritaire que celle des femmes d'ascendance espagnole au risque de perdre leur honneur. À Quito, la maison pour recluse (*casa de recogimiento*) de Santa Marta, fondée en 1564¹¹⁶, a reçu trois principaux mandats au cours de son histoire : accueillir les femmes à la vie scandaleuse, servir de refuge aux femmes honnêtes éprouvant des difficultés conjugales temporaires et enfin, élever et instruire des orphelines.¹¹⁷

Les familles de l'élite coloniale ont compté sur les couvents pour élever leurs filles dès 1565. Par exemple, les monastères de Quito ont accueilli entre leurs murs de jeunes filles métisses pour parfaire leur éducation.¹¹⁸ Les métisses, que les pères espagnols voulaient voir grandir loin des coutumes indigènes, ont été placées chez les religieuses et dans la *casa de recogimiento* pour leur inculquer des valeurs et des normes de

¹¹⁴ Les Franciscains ont ouvert un collège pour filles de cacique à Mexico entre 1530 et 1540, mais l'internement de jeunes Indiennes n'a pas eu d'aussi bons résultats que pour les garçons indiens et pour les jeunes filles métisses. L'expérience a donc été de courte durée. Asunción Lavrín, "Introduction", *Sexuality and Marriage in Colonial Latin America*, Lincoln, University of Nebraska Press, 1989, p. 3. Voir aussi Josefina Muriel, *Las mujeres de Hispanoamérica: Época colonial*. Madrid, MAPFRE, 1992 pp. 63-66.

¹¹⁵ AGI, Quito, L.1, f.127r-128r, "Respuesta al obispo de Quito", (02-09-1598).

¹¹⁶ Van Deusen, *Between the Sacred and the Worldly*, p. 50.

¹¹⁷ Isabel Viforcós Marinas, "Los recogimientos, de centros de integración social a cárceles privadas", *Anuario de estudios americanos*, vol. 50, n.2 (1993), p.5.

¹¹⁸ À Quito, l'*Hospital de la Misericordia y Caridad de Quito*, fondé 1565, avait pour but de guérir les malades, mais aussi d'aider les demoiselles pauvres, particulièrement les orphelines des guerres de conquête, à se trouver un mari. Fondé peu après, en 1577, le couvent des soeurs de la Conception avait pour mission d'être un refuge pour les filles illégitimes de *conquistadores*. En 1594, le couvent de Santa Catalina s'est joint aux rangs. Luciano Andrade Marín, *La lagartija que abrió la calle Mejía, Historietas de Quito*, Quito: Grupo Quinto y FONSA, 2003, p. 265 et suivantes. Voir aussi Milton, *The Many Meanings*, p. 127.

comportements adaptées à la culture hispanique, leur permettant éventuellement de se trouver un bon mari.¹¹⁹ Plus tard, les familles espagnoles ont également placé leurs filles au cloître pour qu'elles y acquièrent des normes de comportement bien précises.¹²⁰ Pour les filles de l'élite, la littérature normative préconisait l'éducation de femmes honnêtes et pures, capables d'administrer leurs maisonnées et leurs œuvres de charité, sachant jouer de la musique et lire.¹²¹ La jeune fille idéale n'était pas trop instruite, mais suffisamment pour discuter en société et elle était encouragée à « tenir ses mains et son esprit occupés aux tâches domestiques, pour éviter les tentations que la paresse pourrait provoquer ».¹²² L'étudiante, séparée du vice et des tentations, entrait donc au cloître, souvent prise en charge par une tante ou autre parente, était appelée à apprendre son rôle de femme en imitant les adultes; le contenu intellectuel des apprentissages restait faible.¹²³

Lorsqu'il existait des « écoles » plus formelles dans des monastères, la hiérarchie de classe, de race et de la qualité des naissances était appliquée à l'image de la société coloniale.¹²⁴ Les filles de l'élite qui recevaient une éducation conventuelle avaient un statut distinct des autres pensionnaires qui devaient travailler pour assurer leur subsistance (orphelines, femmes réfugiées, etc.) et les contacts entre les filles de différents statuts étaient souvent limités.¹²⁵ Sur le territoire actuel de l'Équateur, les premières « écoles » à proprement parler ont vu le jour dans des monastères féminins à partir de 1695, tardivement si l'on se réfère à d'autres grandes villes de l'Amérique latine.¹²⁶

¹¹⁹ Burns, *Colonial Habits*, p. 31.

¹²⁰ Van Deusen, *Between the Sacred and the Wordly*, p. 102.

¹²¹ Asunción Lavrín, "In Search of the Colonial Woman in Mexico", p. 26.

¹²² "...tener sus manos y su mente ocupadas en labores domésticas, para evitar las tentaciones que el ocio podría proporcionar." Pilar Gonzalbo Aizpuru, "Con amor y reverencia. Mujeres y familia en el México colonial.", *Biblioteca virtual Miguel Cervantes*. www.cervantesvirtual.com, (Site consulté le 31 juillet 2005.)

¹²³ Asunción Lavrín y Rosalva Loreto, *La escritura femenina en la espiritualidad barroca novohispana*, México, Archivo General de la Nación, 2002, p. 7.

¹²⁴ Van Deusen, *Between the Sacred and the Worldly*, p. 108.

¹²⁵ *Idem*.

¹²⁶ Emilio Uzcátegui, "Política y Sociedad, Ecuador : 1830-1980.", vol II, Quito, Corporación Editora Nacional, 1980, p. 161.

La situation a évolué dans certaines régions de l'Empire dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. La philosophie des Lumières a donné naissance à un nouveau courant de pensée valorisant de plus en plus l'éducation féminine auquel a même adhéré le roi d'Espagne Charles III.¹²⁷ On constate deux nouveautés à l'époque des réformes bourbonniennes. D'abord, une volonté de l'État de réformer et même de contrôler l'éducation conventuelle des jeunes filles de l'élite.¹²⁸ D'autre part, pour les filles du peuple, on constate l'apparition d'écoles destinées à inculquer des savoirs pratiques ou « utiles » à la société (dont nous avons déjà parlé au chapitre quatre). Malgré l'idée bien implantée que les demoiselles honorables étaient reines du foyer, des professions externes ont ouvert encore plus grand leurs portes aux femmes : coiffeuse, dentellière, cuisinière, infirmière...¹²⁹ Cette démarche s'inscrivait dans la volonté des réformateurs bourbons de donner plus de vigueur à l'économie.¹³⁰

La réforme morale et économique des couvents féminins est tombée dans l'œil des réformateurs bourbons dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle.¹³¹ Une des réformes les plus radicales consistait à expulser toutes les fillettes et femmes n'étant pas religieuses des monastères de la Nouvelle-Espagne en 1774, sauf pour les étudiantes. Il faut dire que les maisons de *recogimiento* étaient de véritables ruches coloniales où les femmes pieuses et religieuses ainsi que les écolières côtoyaient les prostituées et les criminelles venues pour être rééduquées.¹³² Cette mesure était extrêmement impopulaire auprès des municipalités à cause du rôle charitable de plusieurs monastères, recueillant orphelins, pauvres, handicapés ou autres nécessiteux. La réforme n'a donc pas été appliquée dans les autres

¹²⁷ Charles III insistait même pour que les femmes soient admises à la Société économique de Madrid, un regroupement d'intellectuels qui se réunissait pour réfléchir sur la question du progrès. Lavrín, *Latin American Women*, p. 28.

¹²⁸ Kathryn Burns, *Colonial Habits*, Durham, Duke University Press, 1999, pp. 166-167.

¹²⁹ Lavrín, "In Search of the Colonial Woman in Mexico", in *Latin American Women*, p. 42.

¹³⁰ Angela Thomson, "Children and Schooling in Guanajuto, Mexico, 1790-1840", in J. Britton ed., *Molding the Hearts and Minds*, Wilmington, Scholarly Resources, 1994, p. 22.

¹³¹ Burns, *Colonial Habits*, p. 159.

¹³² Van Deusen, *Between the Sacred and the Worldly*, p. 9.

vice-royautés.¹³³ En 1796, le Roi a demandé plus d'encadrement pour réglementer les salles de classe dans les monastères féminins, pour que les élèves soient des « fillettes procréées de pères honorables et décents, ayant au moins atteint l'âge de sept ans... » Cette même loi demandait que les jeunes filles demeurent à l'intérieur des couvents jusqu'à ce qu'elles se marient, prennent l'habit, ou atteignent l'âge de vingt-cinq ans.¹³⁴ Les pensionnaires ainsi choisies parmi l'élite ne devraient pas partager la cellule des religieuses, mais dormir à part, et se vêtir de façon modeste. Cette règle fut-elle appliquée à la lettre? Difficile à savoir, puisque les études historiques portant sur les monastères féminins de la région de l'Équateur demeurent rarissimes.

À l'extérieur des couvents, certaines activités éducatives étaient offertes aux femmes de la bonne société. Dans une lettre du 18 novembre 1791 de l'Évêque du Quito, on apprend qu'un département des dames a été fondé dans l'université Santo Tomás par l'épouse du Président de l'Audiencia, en poste depuis cinq mois. Ces étudiantes peuvent y suivre des cours de « civilité et d'urbanité » auprès de la Señora Presidenta.¹³⁵ Il n'était pas rare que des femmes de l'élite coloniale se regroupent en société pour échanger sur les arts, la mode ou la littérature tel qu'on le faisait à la cour de Madrid ou dans les cours des vice-royautés.¹³⁶

Et qu'en était-il des jeunes filles un peu moins fortunées? Des *beatas*, des femmes consacrant leurs vies à Dieu sans être membres d'une congrégation religieuse, enseignaient contre de modestes rétributions.¹³⁷ À Quito, par exemple, des *beatas* accueillaient de jeunes

¹³³ Pilar Foz y Foz, *Mujer y Educación en Colombia*, Santa Fe de Bogotá, Academia Colombiana de Historia, 1997, p. 28.

¹³⁴ ANE reales cédula, c.17, vol. 1, f244v, 1796/10/06, «niñas procreadas de padres honrados y decentes, que tengan á lo menos la edad de siete años...» Cette cédula fait suite à une demande du monastère Santa Clara de la Havane, mais elle a également été diffusée dans les autres audiencias, dont Quito.

¹³⁵ AGI Quito 588, «Cartas del obispo», n.22, 1791/11/18.

¹³⁶ Foz y Foz, *Mujer y Educación en Colombia*, p. 47.

¹³⁷ Les béates sont des femmes qui vivent une vie pieuse en se dévouant à des oeuvres de charité et à la prière sans faire partie d'une communauté religieuse. Les béates ont l'avantage d'exiger un très maigre salaire et d'être dévouées à leur cause. Par contre, elles sont sans supervision masculine et causent parfois des remous

orphelines qu'elles élevaient grâce à des dons, mais aussi en vendant des produits, par exemple des sucreries.¹³⁸ Certaines laïques louaient leurs services de préceptrices et enseignaient les savoirs de base tels que la doctrine catholique et la couture, et avec un peu de chance la lecture, l'écriture et le calcul : on les appelait les *amigas* (les amies).¹³⁹ Elles n'avaient souvent qu'une courte formation et ne jouissaient pas d'une grande reconnaissance sociale. Leur lieu de travail s'apparentait davantage à une garderie ou une école maternelle qu'à une école primaire. On retrouve les *amigas* dans les villes et villages mexicains au moins jusqu'en 1830.¹⁴⁰ Existait-il des *amigas* sur le territoire de l'Audiencia de Quito comme celles qui parcouraient le Mexique en échangeant leur connaissance contre quelques pièces de monnaie? Si je n'ai trouvé aucun texte en faisant mention, il n'est pas impossible que ce phénomène ait traversé le continent.¹⁴¹ Les *maestros de escuela* et précepteurs que j'ai retrouvés dans les documents coloniaux de l'Audiencia de Quito étaient exclusivement de sexe masculin. Toutefois, les hommes avaient peut-être plus tendance à brandir leur profession afin de faire valoir qu'ils pratiquaient une profession honorable lorsqu'ils s'adressaient à la justice que les femmes.

Selon Silvia Arrom, des écoles ayant pour but de montrer aux fillettes la lecture et l'écriture apparaissent à Mexico dès 1753.¹⁴² De plus, en 1786 le *cabildo* de la capitale de la Nouvelle-Espagne a directement pris en charge le développement du réseau d'écoles publiques, dont des écoles pieuses pour former de jeunes artisanes, afin de contrer les effets de l'immigration de masse, du vagabondage et de la mendicité.¹⁴³ L'objectif n'était pas de favoriser la mobilité sociale des femmes, mais plutôt d'en faire de meilleures mères de

dans les communautés. Lino Gómez Canedo, *La educación de los marginados durante la época colonial*, México, Editorial Porrúa, 1982, p. 99.

¹³⁸ Milton, *The Many Meanings*, p. 53.

¹³⁹ Silvia Arrom, *The Women of Mexico City*, Stanford, Stanford University Press, 1985, p.17. Voir aussi Tanck de Estrada, Dorothy, "Muerte Precoz", in *Obedecer, Servir y Resistir, op.cit.* et Van Deusen, *Between the Sacred and the Wordly*, p. 107.

¹⁴⁰ Angela Thomson, "Children and Schooling in Guanajuto", p. 21.

¹⁴¹ Cette conclusion concorde avec celles de Foz y Foz, *Mujer y Educación en Colombia*, p. 33, pour la Nouvelle-Grenade.

¹⁴² Arrom, *The Women of Mexico City*, p. 16.

famille et des travailleuses plus productives. À Quito, l'éducation des petits garçons tirait de l'arrière par rapport au Mexique et la situation était encore plus vraie pour les petites filles. Même plusieurs années après l'indépendance, les seules écoles destinées au sexe féminin semblent avoir été tenues dans des couvents par des religieuses.¹⁴⁴

Au XVIII^e siècle, particulièrement dans la seconde moitié de ce siècle, on constate de part et d'autre de l'Empire espagnol l'apparition d'instituts techniques destinés au sexe féminin, enrôlant surtout orphelines ou filles du peuple dans l'espoir d'accroître leur productivité sur le marché du travail. Une grande importance est accordée à l'enseignement appliqué, utile. La formation technique pour filles du peuple apparaît tardivement dans l'Audiencia de Quito. Elle commence réellement avec la fondation de l'hospice des pauvres de Quito et la fondation du collège de la Purification à l'intérieur de ses murs, comme nous l'avons vu au chapitre précédent.

Au cours de cette période, l'importance accordée à l'instruction féminine prend de l'ampleur. L'apparition d'un discours utilitariste à l'époque des Lumières place la mère de famille comme la responsable de l'éducation des enfants pour former de bons citoyens. Ainsi, de part et d'autre d'Amérique latine, l'idée d'instruire les petites filles plutôt que de se contenter de les protéger du monde commence à faire son chemin. Dans la ville de Lima, par exemple, des articles de journaux offrent des conseils aux femmes sur l'éducation de leurs enfants.¹⁴⁵ Nous verrons toutefois aux chapitres six et sept que le développement de

¹⁴³ Arrom, *The Women of Mexico City*, p. 18.

¹⁴⁴ Le premier collège typiquement féminin de l'Équateur, Santa María del Socorro de Quito, a été fondé en 1835 par le président Vicente Rocafuerte. Martha Moscoso, "Imágenes y roles de género en 'La Emancipada'", en S. O'Phelan Godoy y M. Zegarra, eds. *Mujeres, Familia y Sociedad en la Historia de America Latina*, Lima, IFÉA, 2006. Voir également AMQ Escuelas, f.21. Lors du recensement de 1839-1840 de la municipalité de Quito, 191 filles fréquentaient deux écoles conventuelles, celles du monastère de la Conception et celle du Beatorio. Cette éducation était destinée aux filles aisées puisqu'on y trouvait des cours de musique, de couture et de grammaire castillane. Le même recensement démontre que certaines petites écoles étaient mixtes, puisque dans quatre paroisses, dont Magdalena et Machachi, on dénombre quelques étudiantes. Ces dernières étaient toutefois largement minoritaires.

¹⁴⁵ Bianca Premo, "El modo de mi educación", en S. O'Phelan y M. Zegarra, eds. *Mujeres, Familias y Sociedades en la Historia de América Latina*, Lima, Instituto Riva Agüero, 2007, p. 601.

l'éducation féminine a été freinée lors de la mise sur pied des premiers réseaux de petites écoles après l'indépendance. L'éducation des garçons étant considérée comme prioritaire, c'est pour cette clientèle que les fonds ont été investis.

L'éducation des Indiens

Depuis l'époque de la conquête, le problème de l'éducation des Indiens a toujours été considéré séparément de celle des autres groupes de la population par les dirigeants coloniaux. L'éducation autochtone était pensée pour servir de véhicule d'assimilation linguistique et religieux, plutôt que comme moteur d'ascension sociale.¹⁴⁶ Toutefois, en recevant une instruction primaire, artistique ou technique, ces derniers avaient la possibilité d'entrer en contact direct avec la société blanche métisse et occuper une fonction qui pouvait mener à un certain degré d'ascension sociale malgré tout.¹⁴⁷ Les enfants autochtones ont été les premiers à être recrutés à titre d'intermédiaires par les Espagnols après la conquête. Éduquer, voire contrôler l'esprit des enfants, est rapidement devenu un enjeu primordial du succès de l'entreprise espagnole en Amérique. Pour reprendre les termes de Tobias Hecht : « children were a ground zero for colonial encounter, a point of entry through which Europeans not only interpreted the nature of the indigenous societies but gained access and sought to change them ».¹⁴⁸ Forcer les enfants à suivre des cours de catéchisme était l'une des façons privilégiées utilisées par les religieux pour convertir la population au catholicisme.

Lorsque les Indiens allaient à l'école, ils n'allaient généralement pas dans les

¹⁴⁶ Les Indiens ne pouvaient pas étudier le droit, ni la médecine, ni la philosophie, ne pouvaient occuper une profession libérale ni devenir prêtres. Ces privilèges étaient réservés à ceux capables de prouver la pureté de leur sang. Wood, "Teach Them Good Customs", p. 16. Ce n'est qu'en 1697 que le décret de Charles II a permis aux nobles indiens de recevoir des privilèges des *hidalgos* de castille, dont celui de fréquenter l'école plus facilement et même à entrer au service du Roi s'ils parlaient l'espagnol. *Ibidem*, p.19.

¹⁴⁷ *Idem*.

mêmes établissements que les autres groupes ethniques parce qu'ils étaient perçus comme des gens à civiliser, à christianiser. L'éducation « séparée », ou ségrégationniste était cruciale d'un point de vue politique et même militaire. Il était dans l'intérêt du gouvernement colonial de garder les écoles indiennes indépendantes de celles destinées aux Blancs pour mieux renforcer les politiques de confinement des populations dans des villages, ou réductions¹⁴⁹, afin de mieux les regrouper au même endroit et mieux les contrôler.¹⁵⁰

Même si la couronne s'est intéressée à l'éducation des Indiens dans de nombreuses cédulas royales, ce sont surtout les religieux réguliers qui ont pris en charge l'instruction des Indiens dès le début de la colonie.¹⁵¹ Ces derniers ont choisi d'inculquer des savoirs bien précis dans les langues autochtones, comme le quichua sur le territoire équatorien.¹⁵² Avec l'expérience, les religieux ont commencé à réaliser que leur succès était plus grand

¹⁴⁸ Tobias Hecht, "Introduction", in T. Hecht ed., *Minor Omissions*, Madison, University of Wisconsin, 2002, p. 11.

¹⁴⁹ Séparer les Indiens des Blancs était un principe de l'organisation politique espagnole, ce qui est visible dans l'organisation spatiale du territoire. Le système des « réductions » était un stratagème pensé vers 1570 par le vice-roi du Pérou, Francisco de Toledo, pour mieux contrôler les Indiens. En fondant des villages réservés à la population indienne et en donnant à ceux-ci des dirigeants politiques issus de la noblesse indienne, on obtiendrait ainsi une base pour civiliser et endoctriner les Indiens des campagnes. Des « paroisses » ont été créées dans les villes sur le principe des réductions pour accueillir, et surtout contenir, l'immigration indienne. Tous les efforts mis en place pour séparer les Indiens des autres groupes ethniques ont été des échecs, ce qui était devenu évident au XVIII^e siècle. Voir Jacques Poloni-Simard, *La Mosaïque indienne*, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 2000, qui a étudié l'hétérogénéité de la population indienne de Cuenca à l'époque coloniale. Au XVIII^e siècle, le nouveau défi des autorités espagnoles était d'endiguer l'immigration inverse, c'est-à-dire celle des Créoles et des Métis qui immigraient dans des villages indiens, dans l'espoir de s'approprier des terres agricoles. Sinclair Thomson, *We Alone Rule*, Madison: University of Wisconsin, 2002, p. 22.

¹⁵⁰ Meri Clark, *Education for a Moral Republic*, p. 7.

¹⁵¹ Le roi Ferdinand d'Aragon, par exemple, a décrété dès le XVI^e siècle que chaque *encomienda* (système de répartition des Indiens dans divers fiefs sous contrôle d'un Espagnol) devrait prévoir une école afin de faire pénétrer le « savoir » dans toutes les couches de la population. Ainsi, chaque *encomienda* du territoire devait avoir un Indien sachant lire et écrire pour enseigner aux autres la doctrine chrétienne et la vie en société. Cette cédula était idéaliste, car elle comptait sur la collaboration de chaque encomendero. Voir Robert Wood, "Teach Them Good Customs".

¹⁵² De nombreuses autorités ecclésiastiques ont dénoncé l'inefficacité de l'enseignement aux Indiens lorsque les religieux, et enseignants, connaissaient mal la langue quichua. De plus, certains concepts religieux s'avéraient tout simplement impossibles à traduire adéquatement dans les langues autochtones. Le même phénomène se produisait lorsque des Indiens témoignaient en cour par l'entremise d'interprètes, capables de traduire à leur convenance. Chantal Caillavet, *Etnias del Norte*, Quito, Abya-Yala, 2000, p. 331.

avec les enfants les plus jeunes, puisqu'ils étaient plus influençables.¹⁵³ Dans les constitutions des curés doctrinaires de 1570, il est convenu que tous les Indiens, quel que soit leur âge, sont des « plante[s] à transplanter dans la maison de Dieu », préférablement lorsqu'ils sont enfants.¹⁵⁴ Déjà à cette époque, la résistance à l'enseignement des Européens était présente, car les Indiens avaient tendance à cacher leurs enfants lorsque venait l'heure de l'endoctrinement.¹⁵⁵

Dans le cadre des réformes bourbonniennes, on remarque une nouvelle attitude par rapport à l'éducation des Indiens émerger dans les directives envoyées aux différentes audiencias. En 1770, une cédula royale annonce un changement important dans la volonté politique exprimée par Madrid d'éduquer les Indiens.¹⁵⁶ Alors que toutes les cédulas royales envoyées du XVI^e au milieu du XVIII^e siècle s'intéressaient d'abord à la propagation de la foi religieuse, l'attitude change au cours du Siècle des Lumières pour s'intéresser davantage à l'apprentissage de l'espagnol et à l'homogénéisation linguistique du territoire.¹⁵⁷ La cédula de 1770 fait place à un projet d'assimilation linguistique : elle s'élève contre cette véritable « Tour de Babel » qu'est l'Amérique.¹⁵⁸ On y accuse les Indiens d'être « fermés, refusant d'apprendre le Castillan et d'envoyer leurs enfants à l'école ». ¹⁵⁹ Les curés sont blâmés parce qu'ils sont trop souvent enclins à parler la langue des naturels plutôt que de leur demander l'effort de s'exprimer en espagnol.¹⁶⁰ Selon la logique bourbonnienne expliquée dans le document, un pas vers l'unification linguistique de l'empire espagnol aurait pour effet de faire avancer celui-ci, et permettrait au royaume

¹⁵³ ANE cedularios, c.5, f302.

¹⁵⁴ «Constituciones que deben guardar los curas de las doctrinas de indios», E. Ayala Mora, ed. *Nueva Historia del Ecuador*, vol. 15. *Documentos de la Historia del Ecuador*, Quito, Corporación Editora Nacional, 1991 p. 31. «...estas plantas que se plantan en la casa de Dios...»

¹⁵⁵ E. Ayala Mora, ed. *Nueva Historia del Ecuador*, p. 34.

¹⁵⁶ Des mesures sont mises en place dès 1753 au Mexique avant que Charles III ne souhaite les étendre au reste du royaume d'Amérique. Dorothy Tanck de Estrada, [article sans titre], in Buenaventura Delgado Criado, ed. *Historia de la educación en España y América*, Madrid, Editorial SM, 1993, p. 874.

¹⁵⁷ Tanck de Estrada, *Historia de la educación*, p. 873.

¹⁵⁸ ANE reales cédulas, c.13, v.1, Aranjuez, 1770/05/10, f485-489, «Torre de Babel».

¹⁵⁹ ANE reales cédulas, c.13, v.1, Aranjuez, 1770/05/10, f.485v, «cerrados, refusingo aprender el Castellano, y el embiar sus hijos á la Escuela».

d'être mieux gouverné. Bref, en guise de conclusion, le Roi ne demande ni plus ni moins que l'extinction complète de toutes les langues indigènes, aussi bien en Amérique qu'aux Philippines.¹⁶¹

Une des raisons qui peut expliquer ce revirement de situation est bien sûr la pensée des Lumières qui véhiculait l'éducation comme moteur de progrès et d'avancement. Dans le but de promouvoir des idéaux « illuminés », la couronne espagnole a tenté à répétition d'appliquer des modèles éducatifs européens à l'Amérique latine sans toujours prendre des mesures peu réalistes compte tenu des particularités sociales et raciales du continent.¹⁶² Toutefois, des raisons plus pragmatiques ont également justifié la campagne royale pour promouvoir l'apprentissage de la langue espagnole par les indigènes d'Amérique. La sécularisation graduelle du clergé œuvrant auprès des autochtones est l'une de celles-là. Au XVIII^e siècle, le clergé régulier, faisant partie d'ordre religieux comme les Jésuites ou les Dominicains, a été graduellement remplacé par des prêtres séculiers à la tête de paroisses amérindiennes. Une des conséquences de cette substitution, notamment au Mexique, a été le manque de prêtres capables de parler les langues indigènes : une des solutions était de forcer ces derniers à apprendre l'espagnol.¹⁶³

Toutefois, les membres de l'Audiencia de Quito ne semblent pas avoir compris les exigences du Roi qui axaient ses demandes sur la question linguistique plutôt que religieuse. Pour donner suite aux ordres du Roi, l'Audiencia de Quito a voté une résolution timide le 23 février 1771.¹⁶⁴ L'Audiencia se contentait de demander à tous les propriétaires terriens espagnols de choisir un Indien dont la seule occupation le matin et l'après-midi

¹⁶⁰ ANE reales cédulas, c.13, v.1, Aranjuez, 1770/05/10, f489r.

¹⁶¹ "...para que de una vez se llegue a conseguir el que se extingan los diferentes Idiomas, de que se usa en los mismos Dominios, y solo se hable el Castellano, como está mandado por repetidas Leyes, Reales cédulas, y Órdenes expedidas en el asunto..." ANE reales cédulas, c.13, v.1, Aranjuez, 1770/05/10, f489v.

¹⁶² Gregorio Weinberg, "A Historical Perspective of Latin American Education", CEPAL review, n. 21, 1983, p. 43.

¹⁶³ David Brading, *Church and State in Bourbon Mexico*, Cambridge, Cambridge University, 1994, p. 66.

¹⁶⁴ ANE reales cédulas, c.13, v.1, Aranjuez, 1770/05/10, f491r.

serait d'enseigner aux enfants la doctrine chrétienne. Dans leur réponse, les officiels de l'Audiencia de Quito se sont donc limités à parler d'instruction religieuse, ce qui était la manière traditionnelle d'éduquer les enfants indiens depuis l'arrivée des premiers missionnaires, et d'ignorer le projet plus large d'enseigner la langue castillane à ceux-ci. De plus, en se fiant à la bonne volonté des individus, l'Audiencia avait trouvé un moyen d'obéir aux ordres imprécis de la Couronne tout en se déchargeant de toute responsabilité dans la mise en place de réels établissements scolaires.

La Couronne espagnole ne compte pas investir dans les écoles qu'elle réclame dans l'ensemble de ses colonies : selon la suggestion royale, les Amérindiens eux-mêmes payeront pour leurs écoles.¹⁶⁵ Le Roi émet plusieurs cédulas dont celle du 7 mars 1777, exigeant que chaque village indien ait une école primaire permettant d'apprendre à lire, à écrire et à parler en langue castillane.¹⁶⁶ Il n'est pas aisé de prélever un tribut amérindien supplémentaire sans causer du mécontentement chez ceux qui devront subventionner l'endoctrinement de leurs propres enfants. Le *corregidor* de Chimbo (Guaranda) envoie une lettre pour faire suite aux exigences de « doter les maîtres et précepteurs à même les caisses de la communauté ».¹⁶⁷ Selon le *corregidor*, cette mesure ne peut s'appliquer à son *corregimiento* où sévit une « épouvantable pauvreté ».¹⁶⁸ Le Roi reste insensible à ce plaidoyer et recommande que chaque Indien laboure plus de maïs pour renflouer les caisses de chaque communauté.¹⁶⁹ Le 5 novembre 1782, une autre Cédule royale « au sujet de l'établissement d'Écoles de langue castillane dans les villages indiens » est envoyée aux

¹⁶⁵ AGI Quito 360, n.50, 1796/04/12. Cette lettre est signée par le Conde de Casa Valencia.

¹⁶⁶ AGI Indiferente, 1533, Cédulas generales, 1777/03/07. La même cédula se trouve à Quito à la référence suivante : ANE reales cédulas, c.15, vol.1, f.191, San Lorenzo, 1782/11/05. Selon l'accusée de réception, elle a été reçue en novembre 1783. Voir aussi : AGI Quito 325, n.22, 1786.

¹⁶⁷ AGI Quito 360, n.50, 1796/04/12, flr. Traduit de : "...Dotando a los Maestros de las Rentas que haya de estas Preceptorias, o delas Caxas de Comunidad..."

¹⁶⁸ AGI Quito 360, n.50, 1796/04/12, f6v.

¹⁶⁹ AGI Quito 360, n.50, 1793/09/24.

Reales Audiencias.¹⁷⁰ Cette fois, la proposition de financement des écoles est de déduire le salaire des maîtres d'école à même les revenus de tribut. Quelle que soit la manière de prélever l'argent, les solutions proposent toujours un impôt supplémentaire.¹⁷¹

En somme, l'implantation de l'éducation dans les communautés indiennes a été un processus difficile, à cause de la résistance des Blancs à l'idée de côtoyer des Indiens instruits ainsi qu'aux difficultés de financement. Il existe peu de documents d'archives pour témoigner de l'opinion des Indiens sur le projet d'envoyer leurs enfants dans des petites écoles à l'époque coloniale, mais à la lumière des documents espagnols, il est certain que le sujet était particulièrement sensible et qu'il a engendré du mécontentement.

Conclusion

José Pérez Calama est ressorti amer de son expérience dans l'Audiencia de Quito où il a tenté en vain d'introduire des idées nouvelles, inspiré par son expérience au Mexique. Dans un de ses discours prononcés avant de perdre son poste, il doute déjà de ses chances de succès. Il a utilisé la pauvreté et la crise économique pour expliquer les problèmes que connaissait sa *Sociedad de Amigos del País* à promouvoir le changement à Quito. Mais il explique que c'est surtout les divergences d'opinion sur son territoire qui ont eu raison de sa bonne volonté : « ... j'ai pleuré jusqu'à produire des larmes de sang, car dans mon Quito bien-aimé, il règne un esprit litigieux... »¹⁷² En d'autres termes, le véritable problème soulevé par la question de l'éducation des jeunes, c'est qu'il s'agissait d'une affaire délicate. Si certains Créoles réclamaient à grand cri de meilleures écoles, d'autres

¹⁷⁰ AGI Indiferente 1533, "Sobre dotacion de Maestros pa las Escuelas del Ydioma...", San Lorenzo, 1782/11/05, f.3r. Traduit de : "sobre establecimiento de Escuelas de Idioma Castellano en los Pueblos de Indios". ANE reales cédulas, c.15, vol.1, f.191, San Lorenzo, 5 novembre 1782.

¹⁷¹ Delgado, *Historia de la educación*, p. 873.

¹⁷² Discours prononcé en novembre 1791 par José Calama et publié en janvier 1792 dans le périodique péruvien *Mercurio Peruano*, reproduit dans : Calama, *Escritos y Testimonios*, p. 69, "...he llorado hasta con lágrimas de sangre, que en mi amado Quito ha tenido mucho dominio el espíritu litigioso..."

préfèrent le *statu quo*. Même si dans les principes, plusieurs étaient d'accord avec l'idée d'améliorer le système éducatif pour les élites, les méthodes de financement étaient une source de dispute et aucune solution ne faisait l'unanimité.

Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, l'État bourbon a tenté de se tailler une place dans le domaine de l'éducation. Ce mouvement a entraîné des frictions avec l'Église, la seule institution à contrôler ce secteur depuis l'arrivée des premiers missionnaires en Amérique. Il ne s'agit pas d'un mouvement de laïcisation de l'éducation, comme celui que connaîtra l'Équateur au tournant du XX^e siècle, mais plutôt d'une lutte de principe sur les domaines de compétence et de pouvoirs respectifs de l'État et de l'Église. Dans la logique absolutiste que les Bourbons cherchaient à imposer, la Couronne voulait avoir préséance sur les ecclésiastiques. Ainsi, les Jésuites, beaucoup trop autonomes et trop près de Rome au goût du souverain d'Espagne, ont été expulsés en 1767. L'État a été appelé à s'investir davantage afin de régler les problèmes engendrés à la suite de cette disparition, sans pour autant avoir l'intention de déboursier le moindre sou pour remplacer les professeurs disparus.

À l'intérieur du projet bourbon, l'accessibilité des enfants pauvres à l'école gratuite ainsi que l'assimilation linguistique des Amérindiens et même la controversée question de l'instruction féminine étaient au menu, mais peu d'efforts concrets ont été déployés pour y arriver, vraisemblablement à cause d'un manque de volonté politique de la part des dirigeants de Quito qui n'en voyaient pas la nécessité alors que les Créoles mêmes se plaignaient de difficulté d'accès aux écoles primaires. Le projet éducatif bourbon n'a pas engendré beaucoup d'enthousiasme dans *l'Audiencia de Quito*. En effet, personne n'était prêt à payer pour le mettre en place, ni l'État, ni l'Église. Quelques généreux donateurs se sont manifestés pour fonder des écoles et les parents ont souvent dû payer des pensions même dans les établissements d'enseignement caritatifs. Les *cabildos* qui se sont vus confier la tâche de s'occuper des écoles étaient tous tributaires des intérêts régionaux et leur immobilisme a sonné le glas des réformes éducatives bourbonniennes. Il faudra attendre

l'arrivée des premiers mouvements révolutionnaires pour constater un réel changement de cap dans la volonté d'instruire...à grande échelle.

ÉPOQUE RÉVOLUTIONNAIRE



Figure 4 - Portrait de Antonio Amador Joseph Nariño y Alvarez dans les bras de sa mère
Magdalena

Huile de Joaquín Gutiérrez. Représentation du fils et de l'épouse d'un héros de l'indépendance colombienne. Antonio Nariño, né en 1765 à Santafé de Bogota est représenté dans le médaillon dans le cou de sa femme. Casa Museo 20 de Julio, Bogotá.

Disponible en ligne sur le site de la bibliothèque virtuelle Luis Miguel Arango.

« Bâtards du roi » et enfants de la patrie

Les mouvements indépendantistes et la redéfinition de l'imaginaire national

Le 10 août 1809, des troupes de militaires se réunissent sur la place principale de Quito en criant des *vivas* au souverain espagnol, Ferdinand VII, que Napoléon Bonaparte a écarté du trône pour y placer son frère Joseph, provoquant ainsi une importante crise de légitimité de la monarchie.¹ Les cloches se mettent à sonner à tout rompre pour annoncer qu'il vient de se produire un coup d'État dans l'Audiencia de Quito. Le dirigeant de l'Audiencia, l'espagnol Ruiz de Castilla, accusé de corruption et de mollesse, a été déposé pendant la nuit.² Une Junte suprême composée de Créoles influents a pris les rênes du pouvoir et se proclame maîtresse de la ville jusqu'au retour du roi Fernando VII sur le trône. Les insurgés font une véritable profession de foi envers la couronne espagnole et ils identifient leurs ennemis véritables comme étant les Français.³ Cette série d'événements, aujourd'hui surnommée en Équateur le « premier cri » de l'indépendance américaine, n'était donc pas pensée de prime abord comme une rébellion envers l'Espagne, mais bien comme un acte de loyauté.⁴

Les autorités espagnoles n'ont jamais perçu la déclaration d'indépendance de la Junte de Quito comme l'expression d'un attachement fidèle à leur souverain Ferdinand VII. Au contraire, le gouvernement espagnol et les autorités coloniales américaines ont mené,

¹ En mai 1808, l'empereur français Napoléon Bonaparte convoque la famille royale espagnole à Bayonne. Le roi Charles IV abdique et son fils Ferdinand VII l'imite peu de temps après. Napoléon place alors sur le trône d'Espagne son frère, Joseph Bonaparte, et tente de le faire reconnaître comme le souverain officiel du pays. L'Espagne tout entière s'oppose à cette substitution et le pays est alors plongé dans la guerre civile. Pierre Chaunu, *Histoire de l'Amérique latine*, Paris, PUF 361, 2009 [1949], p. 65.

² Alfredo Ponce Ribadeneira, *Quito : 1809-1812*, Madrid, Talleres Tipográficos del Asilo de Huerfanos del Sagrado Corazón de Jesús, 1968, p. 26.

³ Les signataires de l'acte d'indépendance de Quito (1809), spécifient que leur ennemi principal est le peuple français (« ...hará guerra mortal a sus enemigos, principalmente franceses... ») et non le peuple espagnol, car c'est le remplacement du monarque espagnol par le français Bonaparte qui met véritablement les *quiteños* en rogne. À leurs yeux, la prise d'autonomie de 1809 s'inscrit dans une démarche de loyauté envers la couronne espagnole. Voir « Acta de independencia de Quito (1809) », in E. Ayala Mora, ed., *Nueva Historia del Ecuador*, Quito, Corporación Editora Nacional, 1995, vol. 15, p. 69.

malgré l'importante crise de légitimité qui secouait la monarchie espagnole, une lutte impitoyable contre toute tentative d'émancipation en Amérique.⁵ Un des ardents défenseurs de l'unité impériale est le vice-roi du Pérou, José Fernando de Abascal y Sousa. Le 17 septembre 1809, il dénonce l'insurrection des *quiteños*.⁶ Il exhorte les gens du peuple à demeurer loyaux à l'Espagne, afin de ne pas être perçus comme les « enfants bâtards » (*hijos expósitos*) de la plus grande nation du globe.⁷ Il demande que les insurgés reviennent à la raison « comme des enfants effrontés qui reviennent repentis à la soumission et à l'autorité paternelle ».⁸ Il est intéressant de noter, dans le discours d'Abascal, son choix d'infantiliser la tentative d'autonomie des Créoles : pourquoi a-t-il choisi de comparer les citoyens de Quito à des enfants illégitimes? Ce choix n'était pas aléatoire : le vice-roi a utilisé une métaphore qui était lourde de sens à une époque de grande tension politique.

Dans ce chapitre portant sur les mouvements révolutionnaires et leur rhétorique particulière sur le territoire de l'Équateur, nous verrons que les deux camps opposés, aussi bien les partisans de la couronne espagnole que les Créoles aspirant à l'émancipation, ont utilisé la même métaphore, celle de l'enfant, pour promouvoir leurs idées respectives.

⁴ Ponce Ribadeneira, *Quito : 1809-1812*, p. 13.

⁵ Des « crises impériales » similaires à celle de Quito se sont déroulées ailleurs en Amérique hispanique à la même époque. Voir par exemple l'article de Scarlett O'Phelan Godoy qui compare les insurrections de 1809 de La Paz et de Quito, celle de La Paz ayant joui d'une plus grande participation populaire que celle de Quito, menée par la noblesse. «Por el rey, Religión y la Patria. Las juntas de gobierno de 1809 en La Paz y Quito. » *Bulletin de l'Institut Français d'Études Andines*, vol. XVII, n. 2 (1988), pp. 61-80. Pour la réaction de la Colombie, voir Robert Gilmore, «The Imperial Crisis, Rebellion and the Viceroy: New Granada in 1809». *Hispanic American Historical Review*, vol. 40, n.1 (1960), pp. 1-24.

⁶ José Fernando de Abascal y Sousa, opposant du libéralisme espagnol et de l'indépendance américaine, a occupé la fonction de vice-roi du Pérou pendant des années de grande effervescence politique, de 1806 à 1816. John Lynch, *The Spanish American Revolutions*, 2nd ed., New York: Norton, 1986 [1973], p. XVIII.

⁷ « Proclamation du vice-roi de Lima à Quito », 17 septembre 1809, reproduite dans Ponce Ribadeneira, *Quito : 1809-1812*, p. 164. «...no pudiendo persuadirme que os obstinéis en sostener vuestro engaño y querer ser tratado como hijos expósitos y enemigos de la grande y más generosa Nación del Globo.»

⁸ Ponce Ribadeneira, *Quito : 1809-1812*, p. 164. «No permita la Divina Providencia que mi suerte sea tan amarga que se llegua a hacer uso de la fuerza, en cuyo caso las tropas atacarán con la energía que corresponde a su honor; pero no, lejos de mí semejante idea: vosotros conoceréis la razón y os someteréis a ella, sobre el seguro de que, aunque no me corresponde el juzgamiento de vuestra causa, me interesará con el dignísimo Jefe Superior de ese Virreynato para que se os mire con toda la indulgencia de hijos descarriados que vuelven arrepentidos a la sumisión y obediencia paternal; no dudéis que así suceda, la experiencia que tengo de las bondades de es Sr. Virrey me lo asegura.»

Toutefois, les relations houleuses entre Créoles et péninsulaires pour s'appropriier le contrôle de la justice, du commerce, des terres, etc., masquaient un conflit plus profond encore : le peuple était à risque de se rebeller contre la domination des Espagnols à tout moment.⁹ Comme nous l'avons remarqué dans les chapitres précédents de cette thèse, les gens du peuple et en particulier les Indiens étaient eux aussi présentés dans le discours colonial comme des enfants devant être protégés et gardés sous autorité patriarcale. La métaphore de l'enfant avait donc deux facettes : représentant parfois la relation de pouvoir entre Espagnols nés en Europe et ceux nés en Amérique, et parfois l'inégalité entre les hommes patriarches de race blanche et le reste de la population infantilisée. Elle devait donc être employée avec précaution.

La métaphore de l'enfant et les troubles politiques de 1809-1812

En présentant le peuple de Quito comme les enfants bâtards de l'Espagne, le vice-roi du Pérou José Abascal a utilisé une métaphore fréquente dans le discours colonial, la métaphore de l'enfant, pour l'appliquer à la sphère politique.¹⁰ Comme nous l'avons vu dans le chapitre un, la relation unissant les membres d'une même famille servait à illustrer le système politique et à mieux faire comprendre la relation de réciprocité, ou pacte, qui liait le monarque à ses sujets à l'époque coloniale. Le roi d'Espagne était présenté comme un père pour ses sujets, les aimant et les protégeant avec une tendresse paternelle, dans le discours et même dans les documents officiels ce qui dérivait, selon la rhétorique de

⁹ John Lynch, *The Spanish American Revolutions*, pp. 23-24, cite une phrase célèbre de Bolívar, « un grand volcan est à nos pieds », pour mieux faire comprendre la position intermédiaire délicate des Créoles, car la colère volcanique du peuple et sa capacité à se révolter étaient réelles : ceci avait été prouvé par les nombreuses révolutions populaires de la seconde moitié du XVIIIe siècle. Confrontés à la crise de la monarchie de 1808, les Créoles ne pouvaient permettre qu'un vide politique vienne affaiblir leur position.

¹⁰ Sur la métaphore familiale utilisée pour appuyer le discours loyaliste, voir par exemple l'article de Lester Olson sur la révolution américaine et comment l'unité de la famille a été utilisée comme image pour convaincre le peuple de rester fidèle à la Grande-Bretagne. Cette métaphore a été reprise par le camp opposé, celui des Patriotes, contre la Grande-Bretagne. Lester Olson, « An Ideological Rupture: Metaphorical Divergence in Loyalist Rhetoric during the American Revolution », *Rhetorica*, vol. 10, n. 4 (1992), p. 406.

l'époque, de la loi divine.¹¹ Au fur et à mesure que des idées indépendantistes ont commencé à se frayer un chemin à Quito, cette métaphore a été retournée contre l'Espagne par plusieurs Créoles, servant à nourrir la critique et à dénoncer l'attitude condescendante des Espagnols nés en Europe envers ceux nés en Amérique.

En utilisant l'expression *hijos expósitos*, le vice-roi Abascal faisait référence au statut d'illégitime des enfants nés hors de l'union maritale, ce qui supposait un statut moins élevé dans la famille et dans la société, ainsi que l'exclusion de certains privilèges réservés aux héritiers légitimes. Il mettait ainsi le doigt sur une des revendications principales des Créoles américains à cette époque : être traités avec autant d'égards et jouir des mêmes privilèges que les Péninsulaires espagnols.¹² Alors que les Créoles dominaient les Péninsulaires en nombre, ces derniers étaient préférés pour obtenir les charges importantes au sein de l'administration publique, de l'organisation militaire et du clergé. À plusieurs égards, les réformes bourbonniennes ont nourri le mécontentement des élites créoles envers le gouvernement, en extrayant plus de recettes des colonies, en restreignant le commerce et en expulsant les Jésuites, par exemple.¹³ À Quito, les tensions Créoles-Péninsulaires étaient particulièrement intenses et aggravées par la crise politique en sol européen qui enlevait de la légitimité au pouvoir des Espagnols.¹⁴ La crise de la monarchie de 1808 et la répression brutale des mouvements d'émancipation dont celui de Quito (1809-1812) a joué un rôle fondamental dans l'émergence de passions révolutionnaires qui ont explosé dans la seconde décennie du XIX^e siècle et qui ont mené à la défaite de l'empire hispanique.

¹¹ Bianca Premo, *Children of the Father King*, Chapel Hill, University of North Carolina, 2005, p. 23.

¹² Le mécontentement des créoles qui réclamaient un statut d'égalité envers les péninsulaires est résumé par John Lynch dans *The Spanish American Revolutions*, pp. 17-19.

¹³ Pour un bon résumé des réformes économiques et politiques bourbonniennes et le mécontentement des Créoles, voir David Brading, « Bourbon Spain and its American empire », in L. Bethell, ed., *Colonial Spanish America*, Cambridge, Cambridge University, 1987, en particulier pp. 123-132.

¹⁴ Gilmore donne l'exemple de l'élection controversée à la mairie de Quito en 1809, qui s'est soldée par l'arrestation, pour motif de conspiration, de Créoles importants. Gilmore, « The Imperial Crisis », p. 8.

Aux yeux de plusieurs Créoles, les monarques espagnols ne détenaient pas l'autorité absolue et inconditionnelle sur l'Amérique, mais ils tenaient leur légitimité d'un pacte social.¹⁵ En apparence, l'Empire colonial espagnol était centralisé et les décisions concernant les colonies étaient prises à Séville par le Conseil des Indes, mais dans les faits, les Américains considéraient leurs "patrias (lands) to be kingdoms in the worldwide Spanish monarchy, and not colonies."¹⁶ Les terres américaines étaient donc gouvernées par compromis entre les idéaux du gouvernement central et les circonstances locales : il s'agissait d'une sorte de pacte informel qui reposait sur la balance entre le central et le local.¹⁷ À l'approche des guerres d'indépendance, les Créoles se sont montrés plus véhéments dans leurs revendications en faisant des références directes au pacte les unissant à leur gouvernement. Les Créoles proclamaient leur droit fondamental à participer aux prises de décision sur le continent américain pour deux raisons 'généalogiques', à la fois parce qu'ils détenaient la propriété légitime de la terre, héritée de leurs ancêtres indigènes, et parce que l'Espagne leur était redevable, leurs ancêtres *conquistadors* ayant accompli le travail de colonisation.¹⁸ En somme, les Créoles n'admettaient pas l'autorité incontestable du Roi, ils revendiquaient un pouvoir discrétionnaire sur les décisions de l'Escorial.

Les élites de Quito utilisaient une tribune officielle pour faire valoir leur droit à adapter les lois, les décrets et les décisions les concernant : c'était la municipalité. Puisque dans le système politique de l'Amérique hispanique, les élites américaines n'étaient pas convoquées en assemblée pour transiger directement avec leur monarque d'outremer (outre une courte expérience libérale en 1812, les *Cortes de Cádiz*, dont nous reparlerons plus tard), il n'existait aucun système parlementaire ou de représentation qui convoquait les

¹⁵ Des penseurs politiques comme Hobbes et Machiavel étaient lus en secret à Quito. L'idée du pacte social créole regroupait des communautés dans des formes d'association, plutôt que des individus. Marie-Danielle Demélas y Yves St-Geours, *Jerusalén y Babilonia : Religión y política en el Ecuador 1780-1880*, Quito, Corporación Editora Nacional, 1989, pp. 47-48.

¹⁶ Jaime Rodríguez, "The Emancipation of America", *American Historical Review*, vol. 105, n.1 (2000), p.136.

¹⁷ *Idem.*

¹⁸ Rodríguez, "The Emancipation", 139.

Créoles. Federica Morelli argumente que l'État d'Amérique hispanique fonctionnait donc par représentation bureaucratique-patrimoniale, par l'entremise des fonctionnaires, en particulier ceux des municipalités; ceci expliquerait pourquoi celles-ci se sont considérées comme les titulaires naturelles de la souveraineté en l'absence d'un monarque qu'ils considéraient légitime sur le trône d'Espagne.¹⁹ Dans son étude sur la révolution de Quito de 1809, Morelli démontre à quel point la Junte suprême de Quito a soigné ses revendications pour faire valoir leur légitimité à prendre leur indépendance de l'Espagne temporairement, jusqu'au retour du Roi.²⁰ Qui plus est, les participants au mouvement d'émancipation de Quito se croyaient si légitimes dans leur démarche d'assurer la stabilité du régime espagnol alors que le désordre régnait en sol européen qu'ils croyaient que d'autres gouvernements municipaux de l'empire se joindraient à eux.²¹ Malheureusement, les citoyens de Quito se sont retrouvés isolés et pointés du doigt comme des rebelles.

En utilisant la figure de style de l'enfant pour ridiculiser les revendications des Créoles, le vice-roi du Pérou José Abascal se servait donc d'une image pertinente, car le jeune enfant est incapable de s'exprimer comme un adulte, il ne possède pas la même culture, la même maîtrise du langage. Abascal utilisait aussi la métaphore parfaite pour désigner un être dépendant, incapable d'assurer seul sa survie. Les enfants doivent être supervisés par des parents, plus grands et plus forts, qui ont le mandat d'exercer de la discipline lorsque nécessaire. Abascal rappelait donc dans sa lettre à la Junte de Quito, que ses armées étaient prêtes à intervenir efficacement à son signal pour punir les dissidents.²²

Malgré l'appel du vice-roi du Pérou Abascal pour demander le retour au calme des enfants repentis vers leur père bien-aimé, ce dernier a dû envoyer des troupes pour mater

¹⁹ Federica Morelli, "La Revolución de Quito: el camino hacia el gobierno mixto", Revue en ligne *Nuevo Mundo, Mundos Nuevos*, 2008, site consulté le 24 mai 2010: <http://nuevomundo.revues.org/3419>.

²⁰ *Idem*.

²¹ Gilmore "The Imperial Crisis", p. 10.

²² Ponce Ribadeneira, *Quito : 1809-1812*, p. 164.

l'insurrection.²³ La répression de 1809 a été brutale, ce qui a contribué à raviver le mécontentement des Créoles, déjà échaudés par des décennies de réformes bourbonniennes impopulaires. Le cri (*grito*) du 10 août 1809 a été suivi par seulement deux mois et demi de gouvernement autonome, d'août à octobre 1809, suite à quoi la junte a été défaite par des troupes venant de Cuenca et de Guayaquil, mais aussi des vice-royautés du Pérou et de la Nouvelle-Grenade.²⁴ Les insurgés n'ont pas été épargnés. Lorsqu'un régiment de 400 soldats venus de Lima est entré dans la ville en novembre 1809, une punition sévère est tombée sur la ville : environ quatre-vingts membres de l'élite de Quito se sont retrouvés emprisonnés, et plus tard, condamnés à mort.²⁵ Une tentative pour faire évader ces derniers s'est soldée par le massacre du 2 août 1810, ce qui a soulevé l'ire dans l'ensemble de la population, déjà choquée d'avoir à vivre sous l'occupation de troupes péruviennes indisciplinées.²⁶ Lors d'une seconde tentative d'émancipation plus résolue en septembre 1810, l'aristocratie de Quito a réussi à obtenir le support populaire nécessaire pour tenir plus longtemps, c'est-à-dire deux ans, avant de s'avouer vaincue par les forces militaires adverses.²⁷ La Junte de Quito, divisée par des querelles internes, ne pouvait fonctionner sans le support de Guayaquil, de Cuenca ou de ses voisins de la Nouvelle-Grenade.²⁸ La révolution de Quito (1809-1812), qui s'est soldée par la défaite, a néanmoins été un épisode fondamental dans la vie politique prérévolutionnaire du Royaume de Quito.

Le discours du vice-roi Abascal associant les citoyens de Quito à des enfants illégitimes avait donc une résonance particulière pour une population créole de Quito qui considérait ses droits fondamentaux bafoués par des hommes représentant le roi, leur père, à qui ils jugeaient être restés fidèles. Les épisodes de répressions de 1810 et ceux des années suivantes ont pu être perçus comme une trahison parentale. Lorsque le roi Ferdinand

²³ Martin Minchom, *The People of Quito: Change and Unrest in the Underclass*, Boulder: Westview, 1994, pp. 242-245.

²⁴ Lynch, *The Spanish American Revolutions*, p. 237.

²⁵ Minchom, *The People of Quito*, p. 246.

²⁶ *Idem.*

²⁷ Minchom, *The People of Quito*, p. 251.

²⁸ Lynch, *The Spanish American Revolutions*, p. 238.

VII, au nom de qui les auteurs de la rébellion de Quito avaient justifié leurs actes, est revenu sur le trône d'Espagne en 1814, sa priorité a été de rétablir ses pouvoirs royaux et il ne s'est pas comporté en bon père de famille. Au contraire, il a mené une dure campagne contre-révolutionnaire que plusieurs Créoles ont considéré comme cruelle et injuste.²⁹ Ceci fait dire à l'historien John Lynch que c'est au plus fort de la contre-révolution que l'indépendance a connue une véritable renaissance.³⁰ L'attitude belliqueuse de Ferdinand VII est peut-être ce qui a le plus contribué à jeter le feu aux poudres et qui a rompu, aux yeux des Américains, le pacte de gouvernance où la légitimité des décisions prises en Espagne était tributaire de leur approbation par les élites locales.

Au cours de la période suivant l'insurrection de 1809-1812, la répression des Créoles est assortie pour ceux-ci de l'humiliation de se retrouver à nouveau traités comme des enfants après avoir goûté à deux ans d'indépendance politique. On retrouve par exemple le discours parents-enfants dans les causes criminelles mises en branle pour punir les Créoles ayant participé au mouvement d'émancipation. En effet, pour mieux établir son pouvoir, l'Espagne a cherché à asseoir son autorité en adoptant le langage d'un parent mécontent. Par exemple, le juge chargé de statuer sur le sort du médecin Pedro Felipe Ximénez accusé d'avoir été infidèle à la couronne condamne ce dernier à travailler sans salaire pendant cinq ans pour soigner les malades et apprendre à « modérer son caractère acrimonieux ».³¹ Il s'agit donc d'imposer une discipline parentale au docteur de quarante ans : celui-ci devra travailler sous la supervision du directeur de l'hôpital qui l'aidera rétablir ses mauvais penchants. Le docteur Pedro Felipe Ximénez reconnaît en retour sa vulnérabilité infantine : il adopte lui aussi des tournures de phrases patriarcales. Il évoque

²⁹ Lynch, *The Spanish American Revolutions*, pp. 242-243. La contre-révolution a été accompagnée de lourdes amendes, des sentences d'exil et d'emprisonnement pour les patriotes, souvent des gens fortunés et importants dans la communauté. D'autres membres de l'élite ont été décapités ou tués par balle : "It was a calculated pogrom against New Granadan upper class, and it claimed about five hundred victims."

³⁰ Lynch, *The Spanish American Revolutions*, p. 243.

³¹ ANE, Reproduction électronique du manuscrit "Causa criminal seguida contra el profesor de medicina doctor Pedro Jiménez..." Archivo Nacional del Ecuador, CD-Rom 35, *Gesta Libertaria del 10 de Agosto de 1809*, 2009, p. 8. "...aprenda a moderar la acrimonia de su carácter..." Le document est signé Valdéz, 3 enero 1813.

la compassion de son juge et le remercie d’être comme un « père envers son enfant ».³² Il félicite celui-ci de lui avoir prodigué des conseils et d’avoir tenté de corriger ses habitudes. En mars 1813, le docteur voit sa peine réduite à trois ans, mais il fait toujours appel à la bonté paternelle, car à son avis pratiquer gratuitement la médecine nuit à la survie de sa femme et de ses enfants.³³ Cet exemple démontre bien que les hommes adultes créoles ont parfois été traités eux aussi comme des enfants par les tribunaux, ce qui a pu en choquer plusieurs, considérant le fait que dans une société multiraciale coloniale, l’état de dépendance était associé aux masses populaires, en particulier aux Indiens. Bref, lorsque les hommes créoles étaient traités comme des enfants, ils étaient à la fois relégués au statut de pauvres misérables devant implorer la cour, mais ils goûtaient aussi au traitement discriminatoire réservé à leurs compatriotes *castas* qu’ils considéraient comme inférieurs.

Dans la période précédant les guerres d’indépendance, les Créoles de la ville de Quito ont connu la désillusion quant à la relation qui les unissait à la monarchie espagnole. De leur point de vue, un pacte de réciprocité les liait à leur souverain, une relation qui était très souvent associée à celle d’un père et de ses enfants dans le discours et dans les lois hispaniques, donc exigeant de la soumission à l’autorité et un traitement juste et équitable en retour, les Créoles de Quito étaient devenus des enfants bâtards, illégitimes, de second ordre. Le mécontentement de l’élite quiténienne s’est intensifié de manière à stimuler l’appui aux partisans de l’indépendance de l’Amérique. Nous allons maintenant voir comment la métaphore de la famille patriarcale a été utilisée par des Créoles de Quito pour dénoncer l’action des Espagnols sur leurs terres.

³² ANE CD-Rom 35, “Causa criminal...”, p. 8. Le document est signé Ximénez, 24 diciembre 1812.

³³ ANE, CD-Rom 35, “Causa criminal...”, p. 24.

Le point de vue des Créoles

L'émergence d'un discours créole centré sur la métaphore familiale pour dénoncer le rôle politique négatif de l'Espagne en Amérique peut être retracée bien avant la crise monarchique. Les échos de la Révolution française et des événements politiques qui ont secoué l'Europe tout entière, et ont eu une influence déterminante sur les élites de Quito à la fin du XVIII^e siècle.³⁴ Le discours de plusieurs intellectuels s'est teinté de références directes à la Révolution française pour formuler les doléances des Créoles dans des écrits, souvent anonymes, qui circulaient dans des cercles fermés de l'Audiencia de Quito. On y parle des droits naturels des hommes, de la liberté à tout prix et de l'injustice de l'homme colonisé vivant sous le joug espagnol.³⁵ La relation tendue entre parents et enfants utilisée comme métaphore pour justifier les prétentions révolutionnaires n'est pas unique à l'Amérique hispanique : elle a été étudiée par plusieurs chercheurs qui se sont penchés sur les révolutions américaines et françaises.³⁶ Cette rhétorique a pu avoir une influence déterminante sur des intellectuels de Quito qui ont utilisé la même figure de style pour faire référence à leurs propres doléances envers la monarchie.³⁷

La métaphore familiale telle qu'employée par les Créoles reprochait à l'Espagne ses torts, sa mauvaise gouvernance et l'exploitation éhontée d'un territoire qui ne leur

³⁴ Lynn Hunt a bien décrit comment la famille, la filiation, les relations parent-enfant et même le parricide ont été des métaphores récurrentes dans le discours politique après 1789. Voir *Le Roman familial de la Révolution française*, Paris, Albin Michel, 1995. Georges Lomné établit un parallèle entre l'imaginaire de la Révolution française et la récupération de ses symboles dans la révolution bolivarienne en affirmant que la région colombienne a été la plus contaminée par ses idéaux (plus que le Mexique, l'Amérique centrale ou le Cône Sud) : « Révolution française et rites boliviariens », *Cahiers des Amériques latines*, n. 10 (1990), consulté le 25 mai 2010, <http://www.ihéal.univ-paris3.fr/IMG/CAL/cal10-dossier9.pdf>.

³⁵ Demélas et Saint-Geours, *Jerusalén y Babilonia*, Quito, Corporación Editora nacional, 1988, p. 49.

³⁶ Rebecca Earle, "Rape and the Anxious Republic: Revolutionary Colombia, 1810-1830." In E. Dore and M. Molyneux, *Hidden Histories of Gender and the State in Latin America*, Durham, Duke University Press, 2000, p. 132.

³⁷ Potelet étudie les influences françaises de l'élite de Quito à partir des lectures d'Eugenio Espejo, ce qui démontre que ces ouvrages étaient en circulation. Jeanine Potelet, « Espejo : Bel esprit et homme des lumières », in J. Potelet et J. Farré, eds. *L'Équateur d'hier à aujourd'hui: hommage à Eugenio Espejo*, Nanterre, Actes du colloque de l'Université de Nanterre, 1995.

appartenait pas entièrement, donc de créer un ennemi suffisamment vil pour justifier une révolution.³⁸ Comme l'indique Clément Thibaud : « les thèmes de la paternité dévoyée au roi, de l'indépendance des enfants, de la fraternité des républicains libres face aux ennemis espagnols sont courants dans les proclamations, les règlements, les articles de journaux »³⁹ rédigés par les Créoles. Obtenir l'indépendance devient alors une question d'honneur, car selon le même discours, vivre sous le joug de l'Espagne est honteux. En effet, « l'obéissance à un monarque absolu est une tâche dont on ne saurait se débarrasser sans un travail sur soi, mené avec l'aide de l'État, par l'éducation, l'adoption d'un style de vie différent. »⁴⁰ Les Créoles critiquent en effet l'Espagne, mais ils bâtissent aussi un discours où les propres travers de leur peuple sont également identifiés : un de ceux-ci est le manque d'éducation.

Dans son étude sur l'utilisation de la métaphore familiale dans le discours indépendantiste des Créoles au Chili, Mary Felstiner a regroupé les arguments en trois catégories : 1) l'énoncé de doléances contre l'ennemi, 2) la définition de droits politiques et 3) la vision d'un nouvel État une fois la victoire contre l'Espagne assurée.⁴¹ On retrouve ces trois visions superposées dans les écrits de quelques créoles influents, dont le célèbre intellectuel *quiteño* Eugenio Espejo qui a abondamment critiqué le manque de culture et d'instruction dont souffrait sa patrie.

Le texte bien connu d'Eugenio Espejo, paru dans le périodique *Primicias de la cultura de Quito* du 5 janvier 1792, est l'un des meilleurs exemples de l'utilisation de

³⁸ L'argument le plus fréquemment utilisé pour dénoncer l'Espagne était celui du père surprotecteur, ayant délibérément freiné l'essor politique ou économique du continent, laissant ainsi un peuple avec des institutions enfantines. Mary Felstiner, "Family Metaphors : The Language of an Independence Revolution", *Comparative Studies in Society and History*, vol. 25, n.1 (1983), p. 159.

³⁹ Clément Thibaud, « La métaphore familiale et la construction de l'ennemi dans la Révolution bolivarienne », *Histoires et sociétés de l'Amérique latine*, vol. 8 (1998), p. 56.

⁴⁰ Thibaud, "La métaphore familiale", p. 59.

⁴¹ Felstiner, "Family Metaphors", p. 159.

l'enfant pour symboliser le corps politique.⁴² Eugenio Espejo est peut-être l'intellectuel quiteño le plus connu de la période prérévolutionnaire. Médecin, philosophe et homme de lettres d'origine métisse, il demeure un personnage controversé qui a utilisé sa plume satirique pour dénoncer les travers de sa société avant de mourir en prison.⁴³ Dédié à faire avancer la cause éducative, il a cloué ses textes sur des portes d'églises et les rues principales de Quito pour que ses idées arrêtées sur l'éducation se répandent.⁴⁴ Aux yeux d'Eugenio Espejo, Quito est une patrie « humiliée » parce qu'elle est encore dans sa prime « jeunesse », sans « dignité », et sans « noblesse ».⁴⁵ Sans préciser exactement à quoi il fait référence, il présente ainsi, de façon indirecte et imagée, les doléances d'une élite créole sans cesse brimée par un gouvernement qui impose des restrictions sévères au profit des intérêts de la métropole.

Évidemment, Espejo ne peut se permettre de critiquer ouvertement le régime monarchique et ses institutions : sa dénonciation peut être comprise comme un appel à la propagation de la culture, des arts, le progrès, des idées des Lumières.⁴⁶ En se plaçant dans

⁴² Le périodique *Primicias de la cultura de Quito* en 1792 a été fondé par la Société patriotique des amis du pays, un groupe de créoles inspiré par la philosophie des Lumières et déterminé à promouvoir l'avancement du pays par les arts, la littérature, l'éducation et l'économie. Ce périodique n'a pas pu continuer ses activités parce qu'elles ont été jugées révolutionnaires. Seuls sept numéros des *Primicias* sont parus, de janvier à mars 1792, et la circulation en est demeurée limitée à un petit cercle. Samuel Guerra, *Espejo: Conciencia crítica de su época*, Quito, Universidad Católica, 1978, p. 163.

⁴³ Minchom, *The People of Quito*, pp. 235-236, écrit au sujet de Espejo: "...his career as a hired pen, lent to the services of enlightened patrons, ecclesiastics or local factions, had already given his work an ambiguous character, notably present in his relations with the church." Il est revenu d'un exil à Bogotá en 1790 avec des idées révolutionnaires. Si plusieurs sources mentionnent que le père d'Espejo était Indien et que sa mère était Mulâtre, ceci est basé sur des preuves légères selon Demélas et Saint-Geours. Toutefois, les origines métisses d'Espejo sont incontestables : Demélas et Saint-Geours, *Jerusalén y Babilonia*, p. 68.

⁴⁴ Susana Cordero de Espinosa, "Primicias de la cultura de Quito", in Jorge Nuñez Sanchez, ed., *Eugenio Espejo y el pensamiento precursor de la independencia*, Quito, Ed. ADHILAC, 1992, p. 49.

⁴⁵ Eugenio Espejo, article du 5 janvier 1792 des « Primicias de la cultura de Quito », *Nueva Historia del Ecuador*, vol. 15, Quito, Corporación Editora Nacional, 1996 [1983], p. 55. Les mêmes mots ont été utilisés par des patriotes dans d'autres recoins de l'Amérique. Pour l'exemple du Chili, voir les propos d'Antonio Irisarri ou Juan Egaña dans Feltiner, « Family Metaphors », p. 159.

⁴⁶ Espejo ne se présente pas comme un révolutionnaire dans les « Primicias », il mentionne même le Roi en espérant que ce dernier va protéger la Société patriotique des amis du pays qu'il vient de fonder. Espejo, « Primicias », p. 58. Ses écrits restent toujours prudents, il pratiquait l'autocensure et excellait dans l'art de la dissimulation. Il va donc sans dire que catégoriser uniquement Espejo comme un républicain, un démocrate et

la lignée des philosophes ‘illuminés’ (*ilustrados*), Espejo demande surtout que la Patrie soit gouvernée avec plus de raison, de logique et en faisant la promotion de l’éducation.⁴⁷ Toutefois, il est certain que l’utilisation de la métaphore de l’enfant pouvait être comprise par les autorités comme une attaque directe à la légitimité du régime monarchique. Si en effet, le Roi était un bon père pour ses enfants, dénoncer l’humiliation que devaient subir les ‘fils’ avait une connotation politique certaine.

Dans un autre passage, Espejo dresse le portrait de sa Patrie, Quito, comme étant un nourrisson à peine capable de marcher et malhabile quand vient le temps d’exprimer sa pensée :

En arrivant ici, un observateur de l’organisation politique de Quito ne peut manquer de voir devant lui le portrait (...) où se présente la triste image d’un tout petit corps, qui a de la peine à se tenir debout, qui vacille autour de son berceau, qui commence à peine à délier sa langue balbutiante, qui donne les signaux décisifs de sa faiblesse: que finalement par sa clameur, son pleur et son gémissement il annonce qu’il est encore dans son enfance.⁴⁸

À l’heure où, suivant la philosophie des régimes absolutiste, le corps du Roi sert à représenter l’ensemble du système politique⁴⁹, Espejo donne l’image de sa Patrie comme celle d’un petit corps capable de se mouvoir tout seul, mais ayant encore besoin d’un appui

un patriote, serait faire fi de plusieurs citations qui démontrent le contraire, probablement parce qu’il prenait soin de ne pas se placer en danger de poursuites. Demélas y Saint-Geours, *Jersusalén y Babilonia*, p. 73.

⁴⁷ Guerra, *Espejo*, p. 42.

⁴⁸ “Al llegar aquí el observador de la organización política de Quito no se atreve a pasar adelante a ver el retrato de las demás edades, porque le parece haberse puesto en un punto de vista, en donde se presenta la triste imagen de un cuerpecillo pequeño, que apenas se sostiene, que vacila al rededor de su cuna, que empieza desatar su lengua balbuciente, que da las señales decisivas de su debilidad: que finalmente en su clamor, su llanto y sus gemidos pregonan al estado de su infancia.” Espejo, “Primicias”, p. 55.

⁴⁹ “...the Americas were but the limbs of an extended body politic, mere provinces of the monarchy, and hence subject to the common head, Spain, from which the kings governed the entire nation.” D.A. Brading, *Church and State in Bourbon Mexico*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, p. 242. Voir aussi la discussion dans Demélas y Saint-Geours, *Jersusalén y Babilonia*, p. 49. La métaphore des relations filiales conflictuelles n’est pas la seule à servir à représenter les problèmes du régime monarchique dans le discours

solide pour éviter de tomber. Cette image, en elle-même, est téméraire puisqu'elle annonce que l'enfant est capable de se tenir debout et de s'exprimer, même s'il le fait avec difficulté. Néanmoins, Espejo se désole que sa Patrie soit encore faible, encore craintive et dépendante. Si le philosophe tente de masquer la controverse en ne traitant ouvertement que de culture, d'arts et d'éducation, l'image est forte et pleine de sens.

En effet, Espejo s'intéresse d'abord et avant tout à la question éducative et culturelle. Il demande ni plus ni moins que « l'aurore des Lumières... l'enfance de la littérature » parce qu'il sent sa Patrie encerclée de ténèbres.⁵⁰ En ce sens, il n'est pas si différent des philosophes des Lumières dont il se réclame, comme Rousseau, en s'intéressant à la propagation de l'éducation et un renouveau pédagogique dans les écoles.⁵¹ Toutefois, le texte et les idées d'Espejo peuvent être lus à un deuxième degré, celui de l'attaque directe envers l'autorité et la légitimité du gouvernement espagnol. Par exemple, lorsque Eugenio Espejo parle des « ténèbres », il ne spécifie pas ce à quoi il fait référence. Peut-être faisait-il une allusion commune à cette époque, c'est-à-dire aux Indiens et à leur ignorance, leur paganisme et à leur manque de 'civilité'. Espejo croyait que les Indiens devraient être initiés à la langue espagnole pour mieux contribuer à la politique et unifier le pays.⁵² Toutefois, la référence aux « ténèbres » était peut-être aussi une critique contre le gouvernement colonial qui privait ses sujets de la possibilité d'avoir accès à des écoles, accès à des livres, qui soumettaient plusieurs ouvrages littéraires à une stricte censure et qui tentait de garder un contrôle serré sur les institutions universitaires.

des Créoles de Quito. La métaphore du « corps » et de ses organes sert aussi à représenter le politique, des images qui circulent dans le discours sont par exemple celui d'un corps politique infesté de maladies.

⁵⁰ Espejo, "Primicias", p. 57.

⁵¹ Selon Samuel Guerra, p. 32, Espejo lisait le français et connaissait très bien l'oeuvre de Rousseau, de Voltaire et des encyclopédistes.

⁵² Galo Ramón Valrezo, "Los indios y la constitucion del Estado nacional", in H. Bonilla, ed., *Los Andes en la Encrucijada*, Quito, Ediciones Libri Mundi, Enrique Grosse-Luemern, FLACSO, 1991.

Dans sa lettre sur l'éducation, Eugenio Espejo signe sous un pseudonyme, le 'Défenseur des enfants'.⁵³ Espejo prend la défense des enfants assujettis à un système scolaire où des méthodes pédagogiques violentes, répressives et de mauvais traitements tiennent lieu de discipline. Il conseille plutôt aux maîtres d'école d'aller chercher le respect et l'intérêt des jeunes en leur étant agréables et en ouvrant leurs esprits aux plaisirs de l'apprentissage.⁵⁴ Toutefois, se porter à la défense des enfants dans un système patriarcal qui infantilisait la population pouvait aussi être compris comme une manière de critiquer les méthodes politiques dures, inconsidérées et unilatérales de l'Espagne, plutôt que de prendre en compte l'opinion des 'enfants' ayant soif de savoir.

Bref, si on croit que les textes d'Eugenio Espejo regorgent de double message en faveur de l'indépendance des colonies hispaniques, on peut lire ses textes à partir du cadre d'analyse de Mary Felstiner mentionné plus haut. En présentant sa Patrie comme humiliée parce qu'elle est toujours dans son enfance, Espejo énonce des doléances, attribuant à l'Espagne la responsabilité du retard économique et politique de l'Amérique. Deuxièmement, la définition de droits politiques et des revendications légitimes des Créoles à prendre du pouvoir sur les décisions les concernant sont sous-entendues lorsque Espejo décrit le maître d'école idéal : celui qui écoute l'enfant, qui pense à son bien et n'abuse jamais de son autorité tyrannique. Enfin, la vision d'un nouvel État indépendant que véhicule Espejo est celle d'un État gouverné par les principes de la raison et des Lumières, faisant la promotion de la culture et du savoir, loin des ténèbres et de l'obscurantisme des Espagnols.

Eugenio Espejo a été condamné à la prison pour avoir tenu des propos séditieux et son frère, Juan Pablo Espejo, a été emprisonné la même année que lui en 1795 pour la

⁵³ La thèse de Carlos Paladines est que les articles des *Primicias de la cultura de Quito* sont des textes importants parce qu'il transforment l'enfant en sujet de préoccupation sociale, digne d'intérêt et d'investigation. Paladines, *Historia de la Educación y del Pensamiento Pedagógico Ecuatorianos*, Loja, Universidad técnica particular de Loja, 2005, p. 85.

⁵⁴ Paladines, *Historia de la Educación*, p. 87.

même raison. Juan Pablo a été condamné à deux années d'exil à Popayán, au nord de l'Audiencia, pour s'être prononcé directement contre la soumission obligatoire des enfants à leurs parents.⁵⁵ Les autorités y ont vu une allusion directe à l'émancipation de la colonie de la métropole.⁵⁶ Sous la plume de Juan Espejo, l'affranchissement d'un père tyrannique est essentiel au bien-être de l'enfant : « lorsqu'un fils demande la liberté, il ne commet aucun péché. »⁵⁷ Le fonctionnement de l'ordre dans la famille était à la base du système patriarcal et avait des répercussions sur la politique, car le roi y était présenté comme un père; toute allusion à l'abus parental pouvait dès lors avoir une connotation indépendantiste à l'heure de tensions politiques.

L'asservissement de l'Espagne à la France pouvait aussi donner à la Mère-Patrie l'allure d'un enfant grondé par un voisin plus fort, plus puissant, plus autoritaire et cette déception pouvait se traduire en métaphore. Par exemple, en disant que « les rois et souverains avancent comme les enfants qui vont vers le maître d'école », le comte de Casajijón malmenait l'institution royale qui était toujours présentée comme le père et jamais comme l'enfant.⁵⁸ Il était difficile de se moquer du Roi d'Espagne ou de diminuer son importance même en image sans courir le risque d'être perçu comme un partisan d'un changement de régime. En ces temps de tension politique, la légitimité du souverain espagnol était plus que jamais remise en question.

La Révolution française a contribué à remettre en question la légitimité des monarchies absolues. Le Colombien Antonio Nariño a traduit en 1794 en espagnol la « Déclaration universelle des droits de l'homme », le document qui a inspiré la Révolution

⁵⁵ Minchom, *The People of Quito*, p. 236.

⁵⁶ Marie-Danielle Demélas et Yves Saint-Geours, *Jerusalén y Babilonia*, Quito, Corporación Editora Nacional, 1988, p. 49. Les auteurs donnent d'autres exemples qui démontrent à quel point les enfants confrontés à l'autorité tyrannique d'un père ont été utilisés comme métaphores par des intellectuels créoles pour promouvoir l'indépendance.

⁵⁷ Texte de Juan Pablo Espejo retranscrit en anglais dans Minchom, *The People of Quito*, p. 239.

⁵⁸ Demélas y Saint-Geours, *Jerusalén y Babilonia*, p. 49.

française, pour la faire circuler dans des cercles d'intellectuels.⁵⁹ On peut y lire que l'ignorance des droits naturels de l'homme (la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression) conduit au mauvais gouvernement. Ainsi, un peuple mal gouverné et dont les droits seraient malmenés peut exiger la liberté à laquelle elle a droit. On peut également lire dans l'article III de la Déclaration : « Le principe de toute Souveraineté réside essentiellement dans la Nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui en émane expressément. »⁶⁰ La Déclaration attaque donc l'un des principes de la monarchie absolutiste par lequel le corps du Roi sert à représenter l'ensemble du corps politique. Ainsi, la Déclaration s'oppose à ce qu'un seul homme puisse revendiquer la paternité d'une Nation dans son ensemble; un concept abstrait plutôt qu'une personne humaine est donc placé à la tête des citoyens par les révolutionnaires européens. Nous verrons dans le prochain chapitre que malgré la volonté de plusieurs patriotes de placer la Nation au-dessus des individus, des figures militaires et politiques vont rapidement revendiquer un rôle « paternel », comme le faisait le Roi d'Espagne.

David Brading identifie le texte du prêtre français Dominique de Pradt comme étant le premier Européen à se porter en faveur de l'indépendance des Amériques en 1801-1802. Celui-ci le fait en utilisant la métaphore de la famille. Il écrit que les enfants doivent quitter leurs parents pour gagner leur maturité : « the separation of families is in human nature ».⁶¹ Le Français a eu une influence considérable sur le mouvement indépendantiste et Simón Bolívar.⁶² D'ailleurs, le leader charismatique vénézuélien est un autre Créole qui a utilisé la métaphore familiale, entre autres dans une de ses fameuses « Lettres de Jamaïque ». Il écrit que l'Espagne a gardé l'Amérique dans un état « d'enfance permanent ».⁶³ L'enfant est utilisé comme métaphore par Bolivar, héros de l'indépendance colombienne, parce qu'il

⁵⁹ Pierre Vayssière, *Les Révolutions d'Amérique latine*, Paris, Seuil, 2001, p. 31.

⁶⁰ Le texte intégral de la « Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen » de 1789 se trouve sur le site officiel du gouvernement français : <http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/dudh/1789.asp> consulté le 1er juin 2010.

⁶¹ Brading, *The First America*, p. 559.

⁶² Brading, *The First America*, p. 560.

rappelle une expérience commune à tous les habitants du pays, quelle que soit la classe sociale ou la race. Il s'agit d'un symbole rassembleur. Pour les Créoles, il symbolise à la perfection la frustration de vivre dans l'État de dépendance, sous la protection involontaire d'un pouvoir coercitif injuste (le parent). Le maître d'œuvre de la Révolution colombienne est expert dans l'utilisation du discours pour dénigrer l'Espagne. À l'occasion, il s'éloigne de la figure traditionnelle du roi en père tyrannique : il féminise la Mère Patrie pour mieux la dénigrer. Sous sa plume satirique, l'Espagne est présentée comme une « belle-mère » acariâtre et les Sud-Américains, comme des orphelins.⁶⁴

Nous venons donc de voir quelques exemples qui démontrent que le discours prérévolutionnaire des Créoles s'est appuyé sur les mêmes métaphores familiales que celles utilisées par les loyalistes pour assurer la stabilité de l'empire à une époque de tourments politiques. Eugenio Espejo, par exemple, devait se faire prudent pour tenir un discours séditieux sans attirer sur lui les foudres des autorités de Quito. Lorsque le mouvement indépendantiste s'est intensifié, les Créoles tels que Simon Bolivar ont pu utiliser un discours similaire et prendre plus de liberté pour manifester leur mécontentement, celui d'enfants fatigués de vivre sous la contrainte parentale.

Les Créoles, des enfants ignorants

Nous allons maintenant constater que l'ignorance du peuple d'Amérique hispanique est un argument qui a été utilisé à plusieurs sauces par des partisans des deux camps. Tout d'abord, nous allons voir que pour les Espagnols, l'ignorance des Américains a servi à expliquer pourquoi ceux-ci ont cherché à se rebeller contre leur Mère-Patrie. Inversement, les Créoles ont fait le même constat pour démontrer comment ils ont été victimes de l'action néfaste de l'Espagne pendant plus de trois siècles.

⁶³ Felstiner, "Family Metaphors", p. 167.

⁶⁴ Rebecca Earle, "Rape and the Anxious Republic", p. 131.

Voyons d'abord comment un historien espagnol a utilisé l'argument de l'ignorance des Créoles pour expliquer leur incapacité à gouverner seuls le territoire. Dans le récit « Historia de la Rebelión de America » écrit en 1815, don Pedro Pérez Muñoz explique les causes de l'agitation populaire qui sévit dans la région de Quito depuis 1809. Il identifie comme source principale du problème la division entre les Espagnols péninsulaires et les Créoles, les Blancs nés en Amérique. Selon lui, ce n'est pas le mécontentement des Créoles qui explique leur attitude fière et rebelle, c'est plutôt l'éducation qui leur fait défaut. Ces derniers ignorent qui est le Roi, ce qu'est la Patrie et ce qu'est l'Espagne, « et c'est cette ignorance qui a contribué en grande partie à généraliser la rébellion, et tous les maux qui en ont découlé. »⁶⁵ Il dresse un portrait noir d'un territoire illettré, indiscipliné et corrompu. Muñoz refuse d'admettre que les blancs européens sont égaux aux Créoles, parce que ces derniers sont issus d'une lignée d'hommes de basse extraction, mais surtout parce que ces derniers sont peu instruits.⁶⁶ Selon Muñoz, les enfants créoles n'ont aucune discipline et se comportent comme des paysans.⁶⁷ Muñoz propose donc pour s'attaquer au problème des Créoles trouver une manière de leur inculquer plus de discipline et un plus grand respect de l'Espagne.

Pedro Pérez Muñoz avance une solution au problème de l'ignorance du peuple américain : établir des petites écoles, ce qui serait bénéfique pour deux raisons. D'abord, le problème de l'ignorance créole serait en partie réglé par une meilleure connaissance de l'Espagne.⁶⁸ Il propose que la population blanche envoie obligatoirement un fils pour être instruit en Europe alors qu'il est enfant pour mieux échapper à la culture créole et à ses travers.⁶⁹ Il propose la même solution pour régler la question indienne. À son avis,

⁶⁵ Voir AGI Diversos, 42, doc. 3, c.7, (1815), “Noticias comunicadas por don Pedro Pérez Muñoz al presidente comandante general de Quito sobre: Historia de la rebelión de América”, carta 11, f.14v. Voir aussi *idem*, carta 28, f.57v.

⁶⁶ AGI Diversos, 42, doc. 3, c.7, f8 (1815).

⁶⁷ AGI Diversos, 42, doc. 3, c.7, f9 (1815).

⁶⁸ AGI Diversos, 42, doc. 3, c.11, f14 (1815).

⁶⁹ AGI Diversos, 42, doc. 3, c.27, f56-56 (1815)

l'établissement d'écoles primaires permettrait de mieux assimiler les autochtones, que les Créoles peuvent trop facilement séduire lorsqu'ils tentent de déclencher une révolution : « qu'on mette en place des écoles de premières lettres dans tous les villages pour les civiliser, les éclairer ce qui une fois fait leur permettra de se confondre, honteux de leurs préoccupations, avec les gens d'autres classes. »⁷⁰ Muñoz propose ni plus ni moins que l'Amérique ne devienne qu'un seul peuple, car dans sa vision des choses, les Indiens sachant lire et écrire et connaissant leur catéchisme, seraient mariés à des métisses et perdraient rapidement leurs traditions.⁷¹

Le point de vue de l'Espagnol Muñoz est ironiquement partagé par des membres de l'élite américaine qui se désolent également de l'ignorance de leurs compatriotes. Dans le discours créole, l'ignorance du peuple est dénoncée, mais attribuée à l'obscurantisme espagnol. Nous avons déjà établi dans le chapitre cinq que les Créoles étaient nombreux à s'adresser à l'Espagne pour revendiquer de meilleures écoles et plus d'argent pour financer ces dernières. Il est intéressant de constater que les Créoles ne sont pas restés que dans le domaine des revendications passives : dès qu'une Junta autonome a pris le pouvoir dans la ville de Quito, elle s'est attaquée à la création de petites écoles. Il est difficile d'évaluer combien d'écoles ont été créées par la Junta de Quito et combien d'enfants elles ont reçus entre leurs murs. Une chose est certaine, la Junta n'est pas restée inactive. Le futur président de l'Équateur, Vicente Rocafuerte, indique dans ses correspondances que la multiplication des écoles primaires à Quito a véritablement démarré en 1809.⁷² La junta de Quito a également permis à l'éducation de pénétrer des régions éloignées de la capitale qui souffraient d'un manque plus criant sous le régime colonial. Par exemple, l'historien Alfredo Costales écrit que l'instruction publique s'est véritablement installée à Riobamba sous la junta de 1809. Il cite les Actes du Cabildo de Riobamba du 15 septembre 1809 qui

⁷⁰ AGI Diversos, 42, doc. 3, c.12, f16 (1815). "Que se pongan Escuelas de primeras letras en todos los Pueblos con el fin de cibilizarlos, ilustrarlos, lo que conseguido, ellos mismos se confundiran con otras clases, abergonzados de sus preocupaciones..."

⁷¹ AGI Diversos, 42, doc. 3, c.27, f55 (1815).

attribue des dotations fixes à une école de premières lettres ainsi qu'une école de grammaire.⁷³ Une plus grande recherche dans les archives de plusieurs municipalités serait requise pour approfondir ce sujet.

L'ignorance des Créoles a été une solution avancée pour expliquer leur désir de se révolter contre l'Espagne qu'ils étaient de plus en plus nombreux à méconnaître. Inversement, plusieurs Créoles reconnaissaient qu'il y avait un manque criant de petites écoles dans l'Audiencia. Nous allons maintenant voir que les idées présentées par Muñoz au sujet de l'éducation ainsi que l'assimilation des autochtones et les efforts des membres de la Junte de Quito pour favoriser l'essor de l'éducation primaire s'inscrivaient dans un courant de pensée plus large en pleine émergence en Europe à la même époque : le libéralisme.

La montée du libéralisme en Espagne et les Cortes de Cádiz

Même si les origines philosophiques du libéralisme peuvent être retracées aussi loin que le XVI^e siècle, le mot « libéralisme » vient d'Espagne; il provient du regroupement en parti politique d'individus, les *liberales*, cherchant à bloquer les tentatives de Napoléon Bonaparte de prendre le contrôle de l'Espagne après l'abdication du roi en 1808.⁷⁴ Pour mieux contrer l'effet Bonaparte et mieux coordonner la résistance espagnole contre la France, un groupe d'hommes influents s'est regroupé pour former la *Junta Central*, un gouvernement temporaire qui a tenté de chercher l'appui des royaumes outremer en proclamant que ces dernières n'étaient pas des « colonies », mais bien une composante

⁷² “Colección Rocafuerte”, Vol. IV, carta VIII, cité dans Darío Guevara, *Vicente Rocafuerte y la educación pública en el Ecuador*. Quito, Casa de la cultura ecuatoriana, 1965, p. 34.

⁷³ “Acta del Cabildo de Riombamba del 15 de Septiembre de 1809- Libro de Actas Capitulares”, in Alfredo Costales Samaniego, *Década sangrienta, 1809-1822*, Quito, Editora Fray Jodoco Ricke, 1954, p. 44.

⁷⁴ Eric Voegelin *et al.* « Liberalism and its History », *The Review of Politics*, vol. 36, n.4, 1974, p. 506.

essentielle de la monarchie espagnole.⁷⁵ La *Junta Central* a voulu profiter de l'absence d'un souverain légitime pour réformer la monarchie absolutiste. Pour cette raison, la *Junta* s'est donné pour mission de convoquer des délégués des quatre coins de l'Empire pour créer un projet de constitution pour mieux encadrer la monarchie.

Afin de faire front commun à l'invasion française et créer une constitution capable de représenter légitimement l'ensemble de l'Empire espagnol, les libéraux ont dû faire face à un dilemme important : devaient-ils solliciter la participation de représentants de quinze à seize millions d'Américains et de Philippins, ce qui bien sûr voudrait dire que les Espagnols seraient vraiment minoritaires dans la prise de décision?⁷⁶ En 1810, la *Junta Central* a demandé aux *cabildos* d'Amérique d'envoyer un député en Espagne pour discuter d'un projet constitutionnel pour l'Empire, ce qui a permis aux Créoles d'avoir enfin l'impression de posséder une voix politique et qui a donné du prestige à l'institution municipale.⁷⁷ Toutefois, l'organisation de la représentation du peuple au sein des Cortés était pensée pour qu'il y ait une représentation majoritaire (et discriminatoire) des Péninsulaires par rapport à celle des colonies d'outremer, ce qui a eu pour effet de déplaire aux députés américains, mais aussi de stimuler leur esprit de camaraderie, car ils ont dû s'unir pour faire face aux Espagnols.⁷⁸

Le 19 mars 1812, les membres des Cortés ont présenté le résultat de deux années de discussion et de délibération, une nouvelle constitution, la *Constitución Política de la Monarquía Española*, dont une des mesures les plus controversées, était de rendre les conseils municipaux électifs, alors que ces derniers étaient dominés par une oligarchie parfois opposée aux intérêts des Créoles.⁷⁹ Ces promesses de réforme ont toutefois sombré

⁷⁵ James King, "The Colored Castes and American Representation in the Cortes de Cadiz", *The Hispanic American Historical Review*, vol. 33, n.1 (1953), p. 33.

⁷⁶ King, "The Colored Castes", p. 34.

⁷⁷ John Fischer, *Bourbon Peru*, Liverpool, Liverpool University Press, 2003, p. 109. La première assemblée des Cortes a eu lieu en février 1811. King, « The Colored Castes », p. 33.

⁷⁸ King, "The Colored Castes...", p. 38.

⁷⁹ Fischer, *Bourbon Peru*, p. 110.

avec le retour du roi Ferdinand VII en 1814, ce qui a contribué à mettre en colère ceux qui espéraient voir les Créoles gagner de l'autonomie politique sans rompre les attaches avec l'empire.⁸⁰

La philosophie libérale des Cortes de Cádiz avait de quoi choquer dans une Amérique coloniale où l'économie reposait en grande partie sur le travail d'une population autochtone et Noire. Au cours des Cortes de Cádiz, l'esclavage et le paiement du tribut par la population indigène ont été dénoncés comme contraires à la philosophie libérale parce qu'elles contrastaient avec une idéologie promulguant la liberté de tous devant la loi.⁸¹ L'idéologie libérale véhiculait l'idée que les Indiens ne devaient pas être considérés comme des gens d'une race à part et qu'ils ne devraient pas payer un impôt distinct des autres groupes; ceci n'était pas nécessairement à leur avantage puisque la même philosophie préconisait aussi que les terres ancestrales devaient être achetables et vendables plutôt que d'appartenir à une communauté.⁸² Dans le cas des esclaves, le libéralisme préconisait l'abolition de l'esclavage et les manifestations de cette idéologie se retrouvent dans des pétitions à la cour rédigées par des avocats opposés à l'esclavage sous toutes ses formes.⁸³ Toutefois, le libéralisme des Cortes était plein de contradictions, car il n'offrait pas de voix aux *castas*. En effet, les Cortes de Cádiz ont élaboré une définition de la citoyenneté espagnole qui excluait les gens de catégories raciales mixtes.⁸⁴

Les Cortes de Cádiz étaient également déterminés à promouvoir l'éducation publique et même de l'étendre de façon universelle sur le territoire de la monarchie. L'Espagne accusait alors un retard significatif en matière d'apprentissage de la lecture et de

⁸⁰ Les Cortes ont été mises en vigueur en 1812, abolies avec le retour du roi et de sa politique absolutiste, pour ensuite être remises en vigueur en 1820, alors que les mouvements indépendantistes faisaient rage en Amérique et que plusieurs royaumes, dont celui de Quito, étaient sur le point d'obtenir leur autonomie. King, "The Colored Castes...", p. 64.

⁸¹ Christine Hünefeldt, « Indios y Negros », p. 226. Consulté le 25 mai 2010 : <http://www.iheal.univ-paris3.fr/IMG/CAL/cal10-dossier13.pdf>.

⁸² Hünefeldt, « Indios y Negros », p. 232.

⁸³ *Idem*.

⁸⁴ King, "The Colored Castes", p. 64.

l'écriture par rapport à d'autres pays européens.⁸⁵ Toutefois, l'idée de développer l'éducation du peuple répondait à une logique bien précise selon les libéraux : celle de l'unification de la Nation. En effet, selon le langage utilisé dans la constitution de Cadix, l'instruction publique va de pair avec la création d'un homme nouveau : le citoyen.⁸⁶ Ainsi, une éducation dispensée uniformément au peuple pour lui apprendre à lire, à écrire, à calculer et à réciter le catéchisme, allait de pair avec une éducation sur ses devoirs politiques.⁸⁷ La définition même de la citoyenneté élaborée dans la constitution reposait sur l'instruction, car les analphabètes étaient complètement exclus de la citoyenneté.⁸⁸ Comme nous le verrons dans les prochains chapitres, la même rhétorique a été adoptée sur le territoire de l'Équateur après l'indépendance, au point de vue du contenu des apprentissages, mais aussi de la limitation de la citoyenneté en fonction de l'instruction.

En 1814, le roi Fernando VII, de retour sur le trône d'Espagne, bien décidé à rétablir une monarchie absolutiste, a aboli la constitution de Cadix. Celui-ci était déterminé à rétablir la loi de 1808 comme si rien ne s'était déroulé dans le pays depuis son départ. Il a en outre misé sur l'appui de l'Église catholique pour rétablir son pouvoir absolu, s'appuyant sur cette institution pour qu'elle mène une campagne d'endoctrinement contre les idées libérales au sein de la population.⁸⁹ Ainsi, le souverain a mis sur la table son propre plan d'études, très conservateur, en demandant aux couvents des deux sexes d'ouvrir des écoles primaires. En 1816, une cédula royale est venue appuyer cette demande.⁹⁰ La cédula du 8 juillet 1816 avait d'ailleurs la particularité de mettre la question de l'éducation féminine au goût du jour en obligeant les couvents de religieuses à opérer des écoles ou des

⁸⁵ Antonio Frago, "The History of Literacy in Spain", *History of Education Quarterly*, vol. 30, n.4 (1990), p.584.

⁸⁶ Buenaventura Criado Delgado, *La educación en la España contemporánea*, Madrid, Editorial SM, 1994, p. 43.

⁸⁷ *Idem.*

⁸⁸ Criado Delgado, *La educación*, p. 44.

⁸⁹ Criado Delgado, *La educación*, p. 49.

⁹⁰ Carlos Newland, "La educación elemental en Hispanoamérica", *Hispanic American Historical Review*, vol. 71, n. 2 (1991), p. 348.

maisons éducatives.⁹¹ Toutefois, à l'heure où le souverain espagnol rédigeait sa cédula, des foyers de rébellion avaient déjà éclaté en Amérique latine; Fernando VII s'apprêtait à avoir d'autres soucis dans le Nouveau Monde que celui d'y implanter des écoles primaires.

Les Cortes de Cadix, aussi éphémère que fût leur règne, ont marqué un tournant significatif de la place de l'éducation dans le monde hispanophone. En effet, ces dernières souhaitaient une plus grande intervention de l'État dans les écoles. Le clergé catholique ayant eu jusqu'alors le quasi-monopole de l'éducation, se voyait placé sous surveillance, alors que l'État central se réservait un rôle limité, celui de la supervision des écoles. La tâche de financer et de gérer l'instruction publique reposait toujours entre les mains des autorités municipales.⁹²

La Junte de Quito et les Cortes de Cadix sont deux brèches révolutionnaires dans la continuité du règne colonial qui démontrent que les idées de Bolívar et autres « pères de l'indépendance » proviennent d'une tradition contestataire. Les événements qui ont bousculé la vie politique espagnole au début du XIX^e siècle, dont les Cortes de Cadix, doivent être considérés comme des occasions favorisant les mouvements indépendantistes en Amérique plutôt que comme des causes.⁹³ Les Cortes de Cadix ont ouvert la porte aux Créoles qui demandaient une représentation politique et l'échec du projet de constitution pour encadrer la monarchie espagnole a laissé place à un vent contestataire qui soufflerait sur l'Amérique pendant toute la décennie suivante.⁹⁴

⁹¹ Cité dans "Ley sobre el establecimiento de escuelas de niñas en los conventos de religiosas", *Oficina de estadística de la Instrucción pública*, Quito, 1910, p. 36.

⁹² Meri Clark, *Education for a Moral Republic: Schools, Reform and Conflict in Colombia, 1780-1845*, Ph.D. thesis (History), Princeton, Princeton University, 2003, p. 30.

⁹³ David Brading, "Bourbon Spain and its American Empire", in L. Bethell, ed., *Colonial Spanish America*, Cambridge, Cambridge University, 1987, p. 162.

⁹⁴ *Idem.*

Conclusion

L'analogie entre l'autorité d'un père de famille et le pouvoir patriarcal du souverain espagnol était une assise chancelante pour représenter l'ensemble de la société coloniale dans toute sa complexité multiraciale, la diversité linguistique, sexuelle et culturelle, dans ses relations croisées de pouvoir et de dépendance, dans ses définitions alambiquées du concept de minorité et de majorité.⁹⁵ Lorsqu'ils ont été aux prises avec les mouvements révolutionnaires créoles en Amérique, les Espagnols ont réagi comme ils l'avaient toujours fait : en tentant d'imposer de la discipline ferme et en renforçant l'autorité royale pour lutter contre les forces du libéralisme. En reprenant la métaphore familiale pour la rediriger contre les Espagnols, les Créoles ont mis de côté eux aussi, la complexité de la société coloniale américaine. Ils ont misé sur un nationalisme créole qui n'était dirigé qu'à ceux qui se réclamaient de la culture blanche-métisse sans tenir compte de la diversité de l'expérience et des inégalités sociales au sein même de ce groupe.⁹⁶ Par exemple, le discours révolutionnaire créole tenait à l'écart la majorité de la population composée d'indigènes; ces derniers étaient invités à se joindre aux idéaux de la nouvelle nation, mais cette nation était conçue comme une communauté de gens hispanophones.⁹⁷

Lorsqu'ils ont commencé à revendiquer plus d'autonomie politique et économique, les Créoles ont choisi de se présenter ni plus ni moins que comme des enfants victimes de l'autorité parentale abusive luttant pour leur liberté. Cette image avait une résonance particulière dans le contexte de l'Amérique hispanique, puisqu'un tel discours assimilait les créoles au reste de la population américaine. En effet, la métaphore familiale servait depuis l'arrivée des premiers *conquistadors* à Quito pour représenter l'ordre politique au sein duquel les indigènes étaient vulnérables, faibles, devant être protégés par un patriarche, le

⁹⁵ Bianca Premo, *Children of the Father King*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2005, p.247.

⁹⁶ Voir la définition et la problématique du nationalisme de Benedict Anderson dans *Imagined Communities*, London & New York, Verso, 2006, p. 7.

⁹⁷ Anderson, *Imagined Communities*, p. 145.

Roi. Cette métaphore s'est élargie au fil du temps. Les termes « mineurs » ou « misérables », pour décrire ceux nécessitant la protection d'un souverain pour les protéger de l'abus, d'un guide pour prendre des décisions à leur place, et d'un patriarche masculin blanc pour les représenter devant les tribunaux, était déjà employé à l'époque coloniale pour justifier le statut inférieur des femmes de toutes les classes sociales, des Indiens, des pauvres et même des esclaves. En se présentant comme des 'enfants' de l'Espagne, les Créoles ont développé un discours qui les dégageait de toute responsabilité pour les torts commis sous le régime colonial.⁹⁸ Comme le fait remarquer Mary Felstiner, la métaphore de l'enfant était plus utilisée que d'autres (les Créoles se comparaient aussi à des Indiens ou à des esclaves) puisque celle-ci était rassembleuse, porteuse d'avenir, car, contrairement à l'oppression brutale dont étaient victimes les Indiens ou les esclaves, elle laissait entrevoir la possibilité de l'émancipation.⁹⁹

Dans le prochain chapitre, nous verrons que les Créoles n'ont pu soutenir le même discours après le triomphe de leur idéologie révolutionnaire. En effet, après avoir crié le droit des individus à vivre en liberté sur tous les toits, les Créoles devaient trouver un moyen de maintenir leurs privilèges. Ce processus passait par l'exclusion de la majorité de la population, d'ascendance noire et autochtone, des postes de pouvoir. De leur statut d'enfants du roi, les hommes politiques créoles ont rapidement changé de chaise : ils sont devenus à leur tour, des Pères de famille.

⁹⁸ Felstiner, "Family Metaphors", p. 180.

⁹⁹ *Idem.*

« L'amour paternel du Congrès »

L'Équateur sous la Grande-Colombie

Dans les écrits de Simón Bolívar, le général vénézuélien qui a pris la tête des armées de libération du nord de l'Amérique du Sud pour vaincre les troupes royalistes espagnoles, on retrouve un intérêt remarquable pour l'éducation des enfants.¹ Aux yeux de l'homme politique, un peuple sans instruction mène une nation tout droit à la dégénérescence et au crime. Plusieurs des citations de Bolívar sur le sujet sont lourdes de sens, par exemple : « Un peuple ignorant est l'instrument aveugle de sa propre destruction... », ou encore, « à l'ombre de l'ignorance travaille le crime... »² Dans une lettre à sa soeur, le Libertador écrit : « L'instruction mène à une vie heureuse, et l'ignorant est proche de tomber dans la boue de la corruption; il se précipite infailliblement dans la boue des ténèbres et de l'esclavage. »³ Simón Bolívar transpose même, dans le discours d'Angostura⁴ en 1819 adressé au Congrès de la Colombie, la notion d'amour paternel autrefois associé au Roi d'Espagne pour promouvoir ses objectifs de scolarisation des

¹ Simón Bolívar (1783-1830), issu d'une famille de l'élite créole vénézuélienne, a pris la tête du mouvement d'indépendance dans le nord de l'Amérique du Sud. Il est considéré comme le libérateur (*Libertador*) du Venezuela, de la Nouvelle-Grenade, de Quito et du Pérou. Plus tard, il est devenu président d'une république indépendante où il espérait instaurer un régime libéral, la Grande-Colombie, qui englobait le territoire de la Colombie, de Panama, du Venezuela et de l'Équateur actuels, jusqu'à la dissolution de cette union politique en 1830. Il est mort de tuberculose en exil. John Lynch, *The Spanish American Revolutions*, New York, Norton, 1986, p. XIV.

² Armando Rojas, *Ideas educativas de Simón Bolívar*, Caracas, Monte Avila Editores Latinoamericana, 1976, p. 44. « Un pueblo ignorante es instrumento ciego de su propia destrucción » et « A la sombra de la ignorancia trabaja el crimen. »

³ *Idem*. « La instrucción es la felicidad de la vida, y el ignorante está próximo a revolverse en el lodo de la corrupción ; se precipita luego infaliblemente en el lodo de las tinieblas y de la servidumbre. »

⁴ Au cours d'un congrès tenu dans la ville d'Angostora en décembre 1819, Simón Bolívar a prononcé un discours célèbre au cours duquel il a rappelé aux délégués son désir de voir l'annexion de la Colombie et du Venezuela. L'Équateur s'est joint à la Colombie l'année suivante. Roger Davis, *Ecuador Under Gran Colombia*, Ph.D. Thesis (history), University of Arizona, 1983, p. 7.

Colombiens : « L'éducation populaire doit être le souci primordial de l'amour paternel du Congrès ». ⁵

Dans le discours de Bolívar, l'éducation du peuple est présentée comme une solution pour protéger la société du crime, de la corruption et du chaos plutôt que comme une manière de donner le pouvoir aux individus de se sortir de la misère. ⁶ Il s'agit d'un outil du nationalisme républicain utile pour promouvoir la légitimité du nouveau gouvernement qui s'installe au pouvoir après la chute des Espagnols et c'est pourquoi Bolívar veut en faire une priorité nationale. Il ne désire pas s'éloigner radicalement d'un système patriarcal de type colonial où les individus des masses populaires étaient perçus comme des mineurs aux yeux de la loi, souvent infantilisés dans le discours, et ayant besoin de l'encadrement d'un patriarche pour s'adresser aux tribunaux. ⁷ Bolívar innove parce qu'il s'intéresse à la création de petites écoles beaucoup plus que ses prédécesseurs coloniaux, mais ses motivations pour répandre l'instruction au sein de la population s'inscrivent dans une logique de continuité du système colonial et dans la tradition bourbonnienne où l'ordre, la moralité publique et le contrôle des masses populaires sont des objectifs politiques prioritaires.

Au chapitre précédent, nous avons vu que la métaphore de la famille a été utilisée dans le discours prérévolutionnaire des Créoles contre l'Espagne pour justifier leur quête d'indépendance. Une fois cette indépendance acquise, la métaphore de l'enfant en rébellion contre l'autorité d'un père tyrannique pour légitimer le droit d'un peuple à s'émanciper est

⁵ Rojas, *Ideas educativas*, p. 45. "La educación popular debe ser el cuidado primogénito del amor paterno del Congreso..." Même l'expression *primogénito* fait référence aux relations familiales puisque le système de primogéniture est celui où le fils aîné hérite des biens de la famille.

⁶ La stratégie du gouvernement était de veiller à l'éducation des nouveaux citoyens, un idéal des Lumières, afin d'obtenir une transformation de leurs habitudes, ce qui garantirait la paix et l'ordre. María Teresa Uribe, « Identidad nacional en la Gran Colombia », en F. Colom González, ed., *Relatos de nación : la construcción de las identidades nacionales en el mundo hispánico*, Madrid, Iberoamericana, 2005, vol. 1, p. 226.

⁷ Afin de garantir l'ordre dans le nouveau pays, les dirigeants de la Grande Colombie souhaitaient obtenir un gouvernement central fort, capable d'imposer l'obéissance et de pacifier les mœurs, même lorsque cela impliquait l'utilisation de répression. Uribe, "Identidad nacional", p. 234.

devenue dangereuse pour une élite créole qui n'avait pas l'intention de perdre ses privilèges aux mains d'une plèbe multiraciale. La peur de voir la métaphore familiale altérée pour dénoncer la domination économique et politique créole a forcé les dirigeants à trouver une nouvelle raison de garder le peuple sous tutelle. Afin de justifier l'exclusion de la majorité de la population du pouvoir économique et politique tout en restant fidèle aux idéaux de liberté et d'égalité promis par la rhétorique révolutionnaire, le gouvernement républicain a utilisé une seconde métaphore pour faire contrepoids à la première : celle d'un peuple perdu dans les ténèbres. Le peuple, rendu ignorant à cause de trois siècles d'obscurantisme espagnol, devait être maintenu sous contrôle patriarcal. Le peuple était donc présenté comme « temporairement » ignorant, ce qui laissait place à la promesse d'un avenir meilleur, car un remède pouvait régler ce problème : l'instruction publique.

Dans ce chapitre, nous allons explorer les toutes premières années de vie républicaine, alors que l'Équateur faisait partie de la Grande-Colombie (1821-1830). Les « pères » de l'indépendance colombienne ont conçu le projet de mettre en place un réseau d'instruction publique aussi efficacement et rapidement que possible pour rallier le peuple à la nation et légitimer la république. Même si le discours nationaliste a présenté l'indépendance comme une lumière illuminant à jamais l'Amérique, nous verrons que la promesse d'instaurer des écoles primaires pour tous les enfants ne s'est pas véritablement concrétisée en Grande-Colombie.

Deux métaphores pour une Patrie

Les nations d'Amérique latine n'ont pas mené une seule et unique révolution contre l'Espagne; on pourrait plutôt parler d'un mouvement qui s'est déroulé en plusieurs étapes, alors que les luttes contre les royalistes étaient assorties de batailles fratricides. Une fois le feu des champs de bataille éteint, la composition de nouveaux gouvernements républicains était un terrain tout aussi miné où les querelles intestines risquaient d'exploser à tout

moment.⁸ Au sortir des guerres d'indépendance, les patriotes de l'ancienne vice-royauté de la Nouvelle-Grenade, leurs chefs militaires Simón Bolívar, Francisco de Paula Santander et Antonio Sucre en tête, devaient trouver une solution pour souder le nouvel État qu'ils cherchaient à construire.⁹ Le territoire était immense : il englobait la Colombie, le Panama le Venezuela et l'Équateur. Les dirigeants faisaient face à plusieurs obstacles : des problèmes de communication et de transports, des identités locales fortes compliquées par des divergences d'intérêts et finalement, à une population hétérogène (une diversité raciale et linguistique). Enfin, les trois ex-colonies espagnoles faisaient *grosso modo* le commerce des mêmes denrées et étaient loin de pouvoir espérer l'autosuffisance économique.¹⁰

D'emblée, Simón Bolívar a reconnu que l'ancienne audiencia de Quito avait des particularités qui exigeaient beaucoup de doigté politique de la part de Bogotá, notamment de solides identités régionales, un isolement causé par le relief accidenté, et enfin, une longue tradition autonomiste.¹¹ Guayaquil, en particulier, lorgnait du côté du Pérou et a autoproclamé son indépendance de 1820-1822, avant de se résigner à faire partie de la Colombie.¹² Comme l'indique John Lynch, Guayaquil avait une importance géostratégique : « Colombia wanted Ecuador, and Ecuador needed Guayaquil ; economically the highlands had no other outlet to the sea. »¹³ Bolívar a donc promis aux élites de l'ancienne colonie de Quito, en particulier à ceux de Guayaquil, de respecter leur

⁸ Pour un bilan historiographique des mouvements d'indépendance en Amérique et de ses conséquences sur la vie politique du XIX^e siècle, voir Federica Morelli, « Entre ancien et nouveau régime », *Annales, histoire, sciences sociales*, vol. 59, n. 4 (2004) pp. 759-781.

⁹ Francisco de Paula Santander (1792-1840) était un libéral colombien et un excellent administrateur; il est devenu vice-président de la Grande-Colombie. Antonio Sucre (1795-1830) était un officier militaire vénézuélien qui a libéré la ville de Quito au cours de la bataille de Pichincha en 1822 et qui dirigé cette province. Lynch, *The Spanish American Revolutions*, p. XXII.

¹⁰ Malcolm Deas, «Venezuela, Colombia and Ecuador: the First Half-Century of Independence», in L. Bethell ed., *The Cambridge History of Latin America* Cambridge, Cambridge University Press, 1995, pp. 507-538.

¹¹ Bien sûr, parler d'une seule identité pour l'ensemble de l'ancienne audiencia de Quito était impossible puisque la population de Quito et de Guayaquil entretenait une rivalité. Davis, *Ecuador Under Gran Colombia*, p. 230.

¹² Guayaquil avait établi une junte indépendante en 1820 et Bolívar craignait que le libérateur du Pérou, San Martín, n'arrive avant ses propres armées. Il était déterminé à annexer Guayaquil à la Grande-Colombie de gré ou de force. Lynch, *The Spanish American Revolutions*, p. 247.

¹³ Lynch, *The Spanish American Revolutions*, p. 248.

différence au sein de la Grande-Colombie en lui conférant des avantages, ce qui n'a jamais empêché les élites andines et de la côte pacifique de critiquer ou même de se plaindre des décisions du *Libertador*.

Sous la Grande-Colombie, le mot « Équateur » ne faisait référence qu'à une seule des provinces colombiennes, aussi connues sous le nom de province de Quito; il s'agissait de la partie nord des Andes, annexée au cours du congrès de Cúcuta en 1821.¹⁴ La région de Guayaquil, quant à elle, a vite abandonné ses prétentions à l'autonomie complète et a été annexée en 1822.¹⁵ La région du sud des Andes, autour de Cuenca et de Loja, était désignée sous le nom d'Azuay. Les provinces de Quito, Guayaquil et d'Azuay étaient connues comme le « district du sud », ou « département du sud », de la Grande-Colombie.¹⁶

¹⁴ Le congrès de Cúcuta de 1821 avait pour but de doter la nouvelle république d'une constitution, qui fut d'ailleurs hautement centralisée. Davis, *Ecuador Under Gran Colombia*, p. 82.

¹⁵ Ville portuaire, Guayaquil avait des liens économiques forts avec le Pérou qui est resté loyal à l'Espagne jusqu'en 1824, ce qui peut expliquer l'hésitation des habitants de la *costa* à se joindre à la Grande-Colombie. Les *Guayaquileños* ont donc proclamé leur indépendance de Quito tout en se réservant l'option de s'annexer au Pérou en cas d'échec. Davis, *Ecuador Under Gran Colombia*, pp. 9, 12, 20. Le général Sucre a travaillé fort pour tisser des alliances dans la ville insoumise. Lynch, *The Spanish American*, p. 248.

¹⁶ Davis, *Ecuador Under Gran Colombia*, p. 128.



Figure 5 - Carte de la Grande-Colombie en 1830¹⁷

Du point de vue des élites locales du district du sud, la Grande-Colombie était un mariage arrangé : Simón Bolívar avait décidé que la nouvelle république garderait les frontières de l'ancienne vice-royauté de la Nouvelle-Grenade et avait réussi à imposer sa fédération par la force.¹⁸ Le district du sud de la Grande-Colombie était en infériorité numérique; il avait une faible densité de population, environ 0,5 million d'habitants,

¹⁷ « Colombia : Gran Colombia 1830 », disponible en ligne sur le site de l'*Encyclopaedia Britannica* : <http://www.google.ca/imgres?imgurl=http://media-2.web.britannica.com/eb-media/70/7670-003-DC37FD7A.gif&imgrefurl=http://www.britannica.com/EBchecked/topic/178721/Ecuador/25824/Early-national-history-1830-c-1925&usq=faKUM4jyFrXZV7iqOVYcGFO7rA4=&h=86&w=100&sz=3&hl=es&start=7&zoom=1&tbnid=xerjVqz5HGIXLM:&tbnh=71&tbnw=82&prev=/images%3Fq%3Dmap%2Bgran%2Bcolombia%2Becuador%26hl%3Des%26sa%3DG%26gbv%3D2%26tbs%3Disch:1&itbs=1>. Site consulté le 5 novembre 2010.

répartis sur un territoire accidenté et montagneux.¹⁹ Plusieurs habitants se sentaient comme des citoyens de « second ordre » au sein de la nouvelle confédération avec un poids politique et militaire plus faible que celui du Venezuela et de la Colombie.²⁰ Le projet grandcolombien était donc impopulaire auprès des citoyens de ces départements qui protestaient fréquemment contre la centralisation du pouvoir : ni Bogotá ni Bolívar n'encourageaient l'autonomie régionale.²¹

Le problème était également idéologique. Le libéralisme de Simón Bolívar n'était pas à la mode dans le sud de la Grande-Colombie: « Ecuador under Gran Colombia existed in a quasi-colonial state, a condition which its citizens of all classes ultimately preferred over the liberalism of Colombia. »²² Dans les Andes, l'institution de *l'hacienda* et la domination des propriétaires terriens étaient fortes et l'Église catholique, même affaiblie par les guerres d'indépendance, restait néanmoins importante, ce qui garantissait la survie du conservatisme. Le libéralisme, quant à lui, était centré sur le progrès et la modernité; il véhiculait des idées abstraites de liberté, d'égalité et de souveraineté populaire qui avaient réussi à rallier les patriotes pour obtenir l'indépendance, bref il s'appuyait sur des idéaux difficiles à appliquer dans des pays où le système économique reposait sur l'exploitation.²³ Le libéralisme misait aussi sur le progrès économique, basé sur le libre marché et la libre circulation des capitaux et de la main-d'œuvre, ce qui était contraire à toute l'organisation coloniale. Enfin, les libéraux étaient en principe anticléricaux, mais les gouvernements

¹⁸ Le congrès de Cúcuta a décrété l'annexion unilatérale de l'ancienne Audiencia de Quito à la Grande-Colombie sans qu'aucun représentant de Quito, de Guayaquil ni de Cuenca ne soit présent. Davis, *Ecuador Under Gran Colombia*, p. 82.

¹⁹ Deas, "Venezuela, Colombia and Ecuador", p. 508.

²⁰ Milton Luna Tamayo, "Estado: Regionalización política del Ecuador 1800-1860", *Quitumbe*, n.6 (1987), p. 49.

²¹ Davis, *Ecuador Under Gran Colombia*, p. 129.

²² Davis, *Ecuador Under Gran Colombia*, p. 232.

²³ John Chasteen vulgarise bien cette idéologie « eurocentrique » dans *Born in Blood and Fire*, New York, Norton, 2006, pp. 119-120. Pour Tina Rosenberg, le libéralisme postcolonial latino-américain s'est davantage inspiré de la France que du monde anglo-saxon, ce qui explique la plus grande importance accordée à la subordination des intérêts individuels à l'autorité centrale. Elle souligne également le rôle accordé par les gouvernements libéraux aux institutions militaires, ecclésiastiques et aux propriétaires terriens, malgré la

républicains n'avaient pas les reins solides pour s'attaquer à une institution ayant le quasi-monopole de la spiritualité coloniale, mais également beaucoup d'argent et de ressources.²⁴ En somme, la vision libérale supposait un changement profond de la société, mais les jeunes républiques n'avaient ni les appuis, ni les ressources pour les mettre véritablement en place.²⁵

Comme nous l'avons vu précédemment, le système colonial cherchait à 'encadrer' et à contrôler la plèbe multiethnique, en la maintenant dans un statut de dépendance juridique. Le gouvernement de Simón Bolívar avait les mêmes visées : il ne cherchait pas à promouvoir l'égalité, ni la démocratie et encore moins la participation politique des classes populaires.²⁶ Comme le résume bien l'historien Pierre Vayssière, le *Libertador* de la Grande-Colombie était déterminé à imposer la loi avec force en excluant le peuple des décisions politiques :

La forme autoritaire du pouvoir l'emporta partout, grâce à quelques règles simples : droit de vote réservé à un petit nombre de citoyens actifs – des propriétaires sachant lire et écrire; domination écrasante de l'exécutif, tempérée par la pratique répétée des coups d'État. Dès lors, le jeu politique pouvait se dérouler entre gens convenables.²⁷

La Grande-Colombie misait donc en grande partie la continuité du système colonial. En effet, le droit de vote nouvellement accordé aux Colombiens ne se limitait en fait qu'à un

contradiction avec la philosophie libérale. « Latin America's Magical Liberalism », *The Wilson Quarterly*, vol. 16, n.4 (1992), p. 62.

²⁴ En Équateur, la rivalité entre libéraux et conservateurs s'est articulée sous la forme d'une rivalité entre la côte pacifique et les Andes. C'est au tournant du XXe siècle alors que l'Équateur est devenu le premier producteur mondial de cacao, enrichissant la côte pacifique et en particulier la région de Guayaquil, que la révolution libérale a eu lieu. (p. 172) Par exemple, la séparation de l'Église et de l'État, qui est l'un des piliers du libéralisme, a eu lieu en 1906. Paul Henderson, « Cocoa, Finance and State in Ecuador », *Bulletin of Latin American Research*, vol. 16, n.2 (1997), p. 178.

²⁵ Chasteen, *Born in Blood*, p. 124.

²⁶ Pierre Vayssière, *Les révolutions d'Amérique latine*, Paris, Seuil, 1991, p. 47, cite Bolívar : « Nulle forme de gouvernement n'est aussi faible que la démocratie. (...) Peut-on concevoir qu'un peuple à peine libéré de ses chaînes puisse faire l'expérience de la liberté... ? »

faible pourcentage de la population qui répondait à des critères de citoyenneté précis. Comme le soutient Vayssière dans la citation précédente, le faible nombre qui votait avait peu de pouvoir démocratique, car c'est le comité exécutif, dont Bolívar était le chef, qui prenait les décisions importantes.

Même si la première constitution de la Colombie se donnait le mandat de promouvoir l'égalité de tous et que la mention de catégories raciales a disparu dans les lois et les documents légaux (mis à part les Indiens et les esclaves), les élites du pays n'étaient pas nombreuses à en défendre ouvertement le principe.²⁸ Bien au contraire, la crainte de guerres raciales était omniprésente et envenimée par la révolution haïtienne où des esclaves avaient réussi à prendre le pouvoir des mains des Français.²⁹ Au sortir des guerres d'indépendance, il n'était pas irréaliste de croire à la menace d'une révolte populaire en Grande-Colombie : Simón Bolívar craignait même l'avènement d'une *pardocratie*.³⁰ Une décennie de guerres meurtrières et de troubles politiques incessants avait fait de nombreux ravages dans la population civile, mais elle a également eu des conséquences imprévues sur l'économie et la société : les milices républicaines avaient enrôlé des Indiens, des métis et des mulâtres.³¹ Les anciens travailleurs devenus soldats avaient échappé aux mines et au travail agricole pendant un temps, ils avaient discuté et vu du pays. Ce grand brassage d'idées et de gens, combiné avec un ralentissement économique et un déclin démographique, aurait pu plonger la nation dans la jacquerie.

²⁷ Vayssière, *Les révolutions d'Amérique latine*, p. 47.

²⁸ Aline Helg, « Simón Bolívar and the Specter of Pardocratia », *Journal of Latin American Studies*, vol. 35, n.3 (2003), p. 449.

²⁹ En 1816, Simón Bolívar a emprunté de l'argent, des armes et des munitions à Haïti en retour de la promesse d'abolir l'esclavage une fois l'indépendance gagnée. Il n'a pas tenu sa promesse. *Idem*.

³⁰ Le mot *pardocratie* fait référence au terme *pardo*, ou mulâtre, donc à une possible prise de contrôle de la vie politique par les mulâtres, particulièrement dynamiques en Colombie : artisans, fermier, militaires, ils étaient de plus en plus nombreux à prospérer, voire même à épouser des filles de l'élite. Vayssière, *Les révolutions d'Amérique latine*, p. 45.

³¹ Vayssière, *Les révolutions d'Amérique latine*, p. 43.

Bolívar voulait prévenir la guerre raciale et assurer les privilèges de l'élite, qu'il associait le plus souvent à la race blanche.³² Il croyait à l'importance de ne réserver la vie politique qu'à ceux qui possèdent « l'honneur et le savoir ».³³ Il devait toutefois expliquer sa pensée. Afin de justifier la domination du peuple par un groupe restreint toujours dominé par les blancs, le gouvernement colombien a dû trouver un argument pour justifier le maintien de l'élite coloniale responsable de la politique en dépit des prétentions égalitaires. Parce que les Créoles avaient tellement dénoncé l'oppression des Espagnols avant les guerres et qu'ils étaient eux aussi des Blancs qui parlaient espagnol, il fallait être prudent pour ne pas s'attirer les foudres du peuple trahi.³⁴ Mais comment donner au peuple l'illusion que leur révolution n'était pas qu'un feu de paille et qu'elle produirait de profonds changements tout en préservant le statu quo? Il fallait utiliser des métaphores et des images fortes, capables de véhiculer cette idée. Comme nous allons le voir, l'ignorance de la plèbe est devenue la nouvelle justification pour expliquer la supériorité des Créoles et ainsi légitimer le maintien de leurs privilèges.

Les groupes qui contrôlaient l'appareil étatique croyaient être les représentants légitimes de tous les habitants et cherchaient à obtenir des consensus locaux qui valideraient leur pouvoir absolu.³⁵ Ils devaient donc trouver des mécanismes de légitimation. Le nationalisme peut être conçu comme un dialogue culturel entre un discours officiel, par exemple celui d'un projet politique, suggéré par un secteur dominant (gouvernement, élites, etc.) et la réaction des secteurs populaires à ce discours (réception, transformation, compréhension, appropriation/expropriation, négociation, etc.).³⁶ Un État n'a que peu de contrôle sur la compréhension des symboles, des images et des métaphores

³² Les associations entre la race et la classe sociale se sont faites de plus en plus présentes chez Bolívar au fil du temps à cause de sa peur de la pardocratie. Helg, "Simón Bolívar", p. 455.

³³ Rojas, *Ideas educativas*, p. 45.

³⁴ Clément Thibaud, « La métaphore familiale et la construction de l'ennemi dans la Révolution bolivarienne », *Histoires et sociétés de l'Amérique latine*, vol. 8 (1998), pp. 53-78.

³⁵ Hermes Tovar Pinzón, "Problèmes de la transition de l'État colonial à l'État national", dans J-P. Deler et Y. Saint-Geours, eds., *Estados y Naciones en los Andes*, Lima, IEP, 1986, p. 373.

³⁶ Gilbert Joseph and Daniel Nugent, « Popular Culture and State Formation », in G. Joseph and D. Nugent eds., *Everyday Forms of State Formation*, Durham, Duke University Press, 1994, p. 17.

par les habitants de leur territoire dans leur vie quotidienne. Chacun est en effet libre de s'approprier les parties du discours officiel qu'il comprend et qu'il accepte ou de donner une signification propre à un message politique. Les premiers dirigeants de la Grande-Colombie, puis ceux de l'Équateur après 1830, ont utilisé des images fortes pour mieux transmettre des concepts qu'ils voulaient faire adopter par la population dans le but de stimuler l'adhésion à la Nation. Deux des principales métaphores politiques de la Grande-Colombie et de l'Équateur identifiées par Georges Lomné sont la métaphore familiale et celle de l'aurore.³⁷

Le discours dominant de la Grande-Colombie a gardé vivante la métaphore coloniale de la famille, tout en remplaçant le patriarche suprême, le roi d'Espagne ne pouvant plus jouer le rôle du père, par un homme fort, un *caudillo*, dont la personne physique représentait la Nation.³⁸ L'unité du gouvernement était donc maintenue symboliquement par une figure paternelle sans titre de royauté, un homme politique élevé au rang de « père de la patrie », prenant soin des personnes qui dépendaient de lui en échange de leur loyauté (Simón Bolívar, puis Juan José Flores, comme nous le verrons au prochain chapitre, sont de bons exemples de *caudillos*).³⁹ Nous voyons donc que la continuité coloniale a été maintenue dans ce discours, ce qui laissait entendre une constance dans la façon de diriger le pays : le gouvernement demeurerait autoritaire, comme à l'époque du Roi d'Espagne, puisque gouverné par un « père ».

³⁷ Georges Lomné, « La communauté symbolique des nations de l'arc-en-ciel, ou la trace d'un rêve », *Cahiers des Amériques latine*, publié sur le site <http://www.iheal.univ-paris3.fr/IMG/CAL/cal50-dossier3.pdf>, consulté le 15 mai 2010, p. 58.

³⁸ Dans la tradition hispanique, le mot *caudillo* désigne à la fois un homme qui « guide, commande et conduit les gens de guerre », mais aussi un homme politique qui gouverne un pays de manière autoritaire en exacerbant son pouvoir personnel. Vayssièrre, *Les révolutions d'Amérique latine*, p. 49. Comme le fait remarquer Pierre Vayssièrre, l'Amérique du Sud a toujours privilégié les systèmes politiques autoritaires depuis le concept de l'Inca, considéré comme le Fils du Soleil qui faisait régner l'absolutisme. Simón Bolívar, héritier de cette tradition, « révéla des talents militaires exceptionnels, sur lesquels il s'appuya pour imposer sa domination politique ». Vayssièrre, *Les révolutions d'Amérique latine*, p. 58.

³⁹ Lomné, « La communauté symbolique », p. 58.

La seconde métaphore, celle de l'aurore, de la lumière jaillissant dans une mer de ténèbres, était quant à elle inspirée de la révolution américaine.⁴⁰ Cette figure de style servait à illustrer l'idée d'une renaissance, d'un changement de garde des forces politiques, d'un avenir plus éclairé, plus transparent, plus prometteur. En effet, l'aurore de l'indépendance jetait de la lumière sur trois siècles de ténèbres espagnoles et venait remplacer le régime de l'ennemi présenté comme mauvais et injuste.⁴¹ Un chef d'accusation fréquent utilisé par les Créoles contre les Espagnols pour mieux dénigrer leur régime était celui d'avoir délibérément maintenu l'ensemble de la population dans l'ignorance, donc dans l'obscurité.⁴² Cette seconde métaphore venait contredire la première, car celle-ci supposait une rupture avec le gouvernement précédent, au lieu de miser sur la continuité de l'ordre colonial.

La métaphore familiale, celle de l'enfant en rébellion contre son père, développée par les Créoles pour justifier les mouvements indépendantistes, devenait de plus en plus dangereuse à utiliser dans une société hiérarchique où les Créoles risquaient de perdre leur position privilégiée au profit des masses populaires. La métaphore de l'aurore, d'un rayon de lumière venant éclairer le territoire et amener le progrès pour vaincre les erreurs du passé, était également susceptible d'être mal comprise par le peuple qui aurait pu revendiquer de nouveaux droits, tels que l'égalité et les droits de citoyenneté. Ces deux figures de style étaient donc complémentaires. La « famille politique » permettait de justifier la continuité de la domination des Créoles, afin d'éviter que les enfants ne se retrouvent sans père compétent, mais seulement de manière temporaire puisque l'aurore n'est que le début du jour, elle fait pénétrer les premiers rayons de soleil (le savoir, le progrès) qui font leur chemin en plein cœur des ténèbres, avant que le soleil de midi ne fasse oublier complètement la nuit. Ainsi, ce discours laissait planer l'espoir qu'un jour,

⁴⁰ *Idem.*

⁴¹ *Idem.*

⁴² Rojas, *Ideas educativas*, p. 43.

l'égalité promise par l'indépendance serait possible, et ce, dès que la population ignare serait capable, grâce à l'instruction, d'accéder à la citoyenneté.

Comment ces métaphores ont-elles été diffusées à la population? Pour les Créoles, il existait des périodiques et des Sociétés patriotiques des amis du pays qui, comme à l'époque coloniale, faisaient la promotion de l'instruction, du savoir et du progrès.⁴³ Par contre, pour communiquer avec un peuple analphabète, l'État républicain a dû concentrer ses efforts de légitimation par la diffusion de symboles et d'images. Selon Hermes Tovar Pinzón, les deux principaux vecteurs de transmission de ces messages ont été l'Église (le prêche du curé et la chaire) et les organisations politiques locales.⁴⁴ À la lecture de sermons de l'époque grandcolombienne, il est possible de constater que la jeune république a chargé ses prêtres de parler de l'indépendance et de liberté, en empruntant souvent des exemples bibliques où par exemple, Bolívar devenait Moïse sauvant les juifs d'Égypte.⁴⁵ Ce genre de message avait la possibilité de circuler jusque dans les villages les plus reculés du pays. De plus, il s'est créé des sociétés dévouées à l'éducation politique du peuple qui ont pu faire circuler des messages dans des localités reculées.⁴⁶ Ces deux solutions étaient pratiques et avaient l'avantage d'être peu dispendieuses. Toutefois, ces appareils idéologiques avaient une action limitée : ils défendaient leurs propres intérêts et tentaient de convaincre une population adulte ayant déjà ses propres convictions.⁴⁷ Le projet libéral d'utiliser l'éducation primaire pour transmettre aux gens du peuple l'amour de leur nation était encore plus ambitieux et surtout plus coûteux, puisqu'il consistait à utiliser les jeunes enfants pour faire circuler des messages politiques, ce qui garantirait des résultats à plus long terme. Pour mener ce projet, il fallait ouvrir des écoles et comme nous le verrons, ce n'était pas si facile à réaliser.

⁴³ Uribe, "Identidad nacional", p. 233.

⁴⁴ Tovar, « Problèmes de la transition », p. 375.

⁴⁵ Tovar, « Problèmes de la transition », p. 377-378.

⁴⁶ Tovar, « Problèmes de la transition », p. 389.

⁴⁷ Tovar, « Problèmes de la transition », p. 392.

En somme, après la proclamation de l'indépendance de la Grande-Colombie, le premier défi des pères de l'indépendance était de transférer la loyauté de la population d'une personne, le roi, à une « entité abstraite », la nation.⁴⁸ Pour y arriver, il s'est opéré un glissement subtil dans le discours visant à recentrer les loyautés politiques vers un État se voulant centralisateur. La légitimation du nouveau régime s'est effectuée à partir de discours et d'images qui renforçaient la nécessité de préserver une structure patriarcale et autoritaire jusqu'à ce que le peuple soit assez instruit pour participer à la vie politique. La diffusion de ce discours s'est effectuée par l'entremise de l'Église et d'organismes politiques locaux, mais aux yeux de libéraux convaincus une solution encore plus efficace permettrait de favoriser l'adhésion à la nation : l'éducation primaire gratuite pour les enfants de toutes les classes sociales.

L'éducation pour promouvoir l'adhésion à la Nation

Aux yeux des dirigeants grandcolombiens, il fallait créer un système d'instruction publique universel pour tous les enfants, race et sexe confondus, rapidement et à faible coût pour promouvoir l'adhésion à la nation. Sans éducation, il semblait impossible aux dirigeants de la Grande-Colombie que les hommes du peuple s'intéressent à la politique, car « sans lire ni écrire, les citoyens ne peuvent ni connaître (...) la religion, ni les droits et devoirs de l'homme en société ».⁴⁹ Promouvoir l'éducation était donc la première étape logique pour rassembler les classes sociales et les convaincre de la validité de leur nouveau système politique.⁵⁰ En août 1821, le Congrès de Cúcuta a établi les bases d'un système

⁴⁸ Federica Morelli, *Territoire ou Nation?* Paris, L'Harmattan, 2003, p. 276.

⁴⁹ «Ley sobre establecimiento de escuelas de primeras letras para los niños de ambos sexos», reproduite dans *Oficina de estadística de Instrucción pública*, p. 38, et «Ley del 2 de agosto», AFL-CD, indice 004, p.37. «Que sin saber leer ni escribir los ciudadanos, no pueden conocer fundamentalmente las sagradas obligaciones que les imponen la religión y la moral cristianas, como tampoco los derechos y deberes del hombre en sociedad para ejercer dignamente los primeros, y cumplir los últimos con exactitud...»

⁵⁰ « Ley del 28 de julio 1821 », AFL-CD, indice 004, p. 36.

d'éducation primaire se voulant universel.⁵¹ Les obstacles étaient multiples. Les coûts des guerres d'indépendance ont été particulièrement élevés, siphonnant les ressources destinées aux réformes sociales. La création d'écoles nécessitait aussi des locaux assez grands, des maîtres qualifiés, et du matériel, aussi limité soit-il. Même si une des techniques utilisées pour enseigner la lecture et l'écriture était de tracer des lettres dans le sable, encore fallait-il disposer de cette ressource !⁵²

Parce qu'il manquait cruellement de gens capables d'enseigner, le gouvernement grandcolombien a mis ses ardeurs libérales de côté pour solliciter l'aide de l'institution ayant eu le monopole de l'éducation à l'époque coloniale, l'Église catholique. Les couvents mineurs (comptant peu de membres) ont d'abord été fermés et reconvertis en écoles laïques, ce qui engendre un tollé de protestation partout dans les départements du sud, en particulier à Ibarra.⁵³ La mesure a été abandonnée en 1826 pour calmer le mécontentement. En 1828, chaque monastère et couvent du territoire (sauf ceux qui tenaient des hôpitaux) a été sommé d'ouvrir une école dans ses murs.⁵⁴ Simón Bolívar était conscient du fait que les membres du clergé, s'ils pouvaient enseigner la doctrine religieuse et alphabétiser les enfants, seraient peut-être moins enclins à parler des nouveaux idéaux républicains, de droits civiques, de politique, mais il n'avait pas le choix.⁵⁵ Le clergé disposait de ressources indispensables à la réalisation de son projet éducatif, en particulier de locaux assez grands pour abriter des écoles, et il avait des professeurs instruits dans ses rangs. Quant aux couvents féminins, l'État républicain se reconnaissait incapable de trouver du financement pour éduquer les filles et comptait sur les religieuses pour offrir gracieusement locaux,

⁵¹ Cette résolution demandait que tous les villes ou villages de plus de cent habitants aient une école primaire enseignant la lecture, l'écriture, l'orthographe, l'arithmétique élémentaire, les dogmes de la religion et les droits et devoirs de l'homme en société. Aquiles Pérez. "La Educacion en la Década 1820-1830." *Boletín de la Academia Nacional de Historia*, vol.LIII, n.115 (1970), p. 282.

⁵² Meri Clark, "Disciplining Liberty: Early National Colombian School Struggle", in K. Tolley, *Transformations in schooling: Historical and comparative perspectives*, New York, Palgrave-Macmillan, 2006, p. 87-108.

⁵³ María Susana Vela Witt, *El Departamento del Sur en la Gran Colombia, 1822-1830*, Quito, Abya-Yala, 1999, p. 88.

⁵⁴ Vela Witt, *El Departamento del Sur*, p. 88.

personnel enseignant et ressources.⁵⁶ Les tensions entre Église et État étaient toutefois inévitables à cause des intérêts divergents de l'État et de l'Église : l'État grandcolombien s'est donc tourné vers la formation de maîtres d'écoles laïcs pour appuyer les maîtres d'écoles catholiques.

Il fallait veiller à la formation de professeurs laïcs afin de s'assurer de l'uniformité du message véhiculé aux enfants. Simón Bolívar a choisi d'adopter les principes de l'anglais Joseph Lancaster afin de créer un système d'enseignement collectif économique puisqu'un seul professeur pouvait théoriquement enseigner simultanément à mille élèves : les plus forts, les moniteurs, devaient transmettre leur savoir à leurs compagnons.⁵⁷ Il s'agissait d'une méthode pédagogique précise et rigide qui avait l'avantage de réduire le nombre d'employés à rémunérer, mais qui avait le désavantage de nécessiter de grands locaux.⁵⁸ Le congrès colombien a voté dès 1821 la création d'écoles normales dans les villes les plus importantes du pays, qui avaient pour but de former des hommes qui pourraient ensuite former d'autres maîtres dans leurs régions respectives et ainsi répandre l'éducation comme une traînée de poudre.⁵⁹ À Quito, une école normale visant à préparer des instituteurs de niveau primaire selon la méthode lancastrienne a vu le jour en 1823.⁶⁰ Deux ans plus tard, il y avait des écoles lancastriennes à Quito, Guayaquil, Cuenca, Loja, Ibarra et Otavalo.⁶¹ Il existait toutefois plusieurs obstacles à la percée du lancastrisme sur le territoire du district du sud de la Grande-Colombie et des problèmes pratiques rendant cette

⁵⁵ Clark, *Education for a Moral Republic*, p. 92.

⁵⁶ "Ley sobre el establecimiento de escuelas de niñas en los conventos de religiosas", 28 julio 1821, reproduite dans *Oficina de estadística de Instrucción pública*, 1910, pp. 36-37.

⁵⁷ Bolívar a fait la connaissance de Joseph Lancaster en 1810 et l'a invité en Colombie en 1825 pour aider le pays à mettre en application son système pédagogique. Jorge Villalba, "Bolívar y la educación en el Ecuador." *Revista de la Universidad Católica del Ecuador*, vol. XIII, n. 42 (1985), p. 154.

⁵⁸ *Idem.*

⁵⁹ Dario Guevara, *Rocafuerte y la educación pública*, Quito, Casa de la cultura ecuatoriana, 1965, p. 70.

⁶⁰ Guevara, *Rocafuerte*, p. 65. Toutefois, Guevara admet qu'il existe des preuves que l'école normale de Quito ait davantage ressemblé à une école primaire qu'à un collège destiné à former des instituteurs compétents. Guevara, *Rocafuerte*, p. 181.

⁶¹ Villalba, "Bolívar y la educación", p. 155.

méthode d'enseignement difficile à appliquer.⁶² Selon toute vraisemblance, la plupart des écoles gardaient l'approche pédagogique traditionnelle et la méthode lancastrienne est demeurée marginale sur le territoire de l'Équateur.⁶³

La rapidité de l'expansion de l'enseignement selon la méthode de Lancaster ne s'est pas traduite par une augmentation spectaculaire du nombre de petites écoles gratuites ouvertes sur le territoire. Prenons l'exemple de la ville de Quito. En 1825, il n'y avait que 317 enfants, dont 242 garçons et 78 filles, répartis dans les petites écoles de Quito, si on en croit les statistiques de Cristóbal Gangotena y Jijón.⁶⁴ De ce nombre, 179 fréquentaient des classes offertes charitablement par des communautés religieuses, et le reste, des écoles payantes. Ces données laissent croire que les mesures mises en place par les autorités grandcolombiennes en 1821 ont mis du temps à démarrer. En effet, ce chiffre ne marque aucune amélioration par rapport aux 400 étudiants qui fréquentaient l'école dans la même ville lors du recensement de 1769.⁶⁵ Il faut dire que les guerres d'indépendance ont causé des bouleversements démographiques, politiques et économiques qui ont pu avoir un impact sur la fréquentation scolaire. Enfin, cette statistique démontre que la petite école est toujours dominée par l'Église catholique en 1825.⁶⁶ Il est possible de parler d'une

⁶² Les trois principaux obstacles du lancastrianisme en Grande-Colombie étaient, selon Guevara, l'intolérance religieuse (Lancaster était quaker), le coût élevé du projet et l'opposition de Simón Rodríguez, l'ancien maître de Bolívar qui privilégiait une méthode pédagogique concurrente. Guevara, *Roca fuerte*, p. 75. Il est intéressant de noter que Lancaster n'a pas connu plus de succès lorsqu'il a voyagé ailleurs dans le monde. Il a mis en place des écoles à New York et dans le nord des États-Unis avant de monter jusqu'à Montréal pour y faire la même chose. Il est décédé en 1838 dans l'oubli et la pauvreté. Webster Browning, "Joseph Lancaster, James Thomson, and the Lancastrian System...", *Hispanic American Historical Review*, vol. 4, n.1 (1921), p. 56.

⁶³ Villalba n'a réussi qu'à compiler les statistiques de l'Azuay qui démontrent que la méthode lancastrienne n'était pas présente partout : à Cuenca, une seule des 39 écoles était lancastrienne et une seule des 18 écoles de Loja en 1826. Villalba, "Bolívar y la educación", p. 155. Voir aussi le recensement des écoles de Quito de 1839-40 qui démontre que la plupart des écoles n'étaient pas lancastriennes en 1839-40. AMQ, "Censo Escuelas en el Cantón de Quito según el censo del corregidor del Cantón de Quito, 1839 y 1840", fondo *escuelas*.

⁶⁴ Cristóbal Gangotena y Jijón, *Boletín de la Academia Nacional de Historia*, vol. VII, n.18 (1923), p. 147. L'auteur, toutefois, n'indique pas la provenance de ses données ou de ses sources.

⁶⁵ Voir le chapitre cinq de cette thèse portant sur l'instruction primaire à l'époque coloniale.

⁶⁶ Les écoles charitables des institutions religieuses pouvaient parfois être financées par des fonds municipaux. Voir AGN, sección República, fondo Ministerio de Instrucción pública, f751.

stagnation du nombre d'élèves dans les écoles primaires qui s'explique par une divergence d'opinions au sein du gouvernement libéral de la Grande-Colombie qui n'offrait pas de méthode originales pour financer son projet et qui était incapable de vendre son utilité à la population.

Le financement du réseau de petites écoles, comme c'était le cas pour les autres institutions charitables ou à vocation sociale, demeurait l'un des plus gros défis à surmonter en Grande-Colombie. Santander a demandé à tous les villes et villages d'utiliser les fonds disponibles pour construire des écoles et pour payer des maîtres, comptant sur la bonne volonté et l'initiative individuelle. Alors que les habitants des villes étaient invités à contribuer directement à leurs écoles, les Indiens devaient utiliser des fonds communautaires pour financer l'enseignement de leurs enfants.⁶⁷ Les mesures proposées par Santander reposaient en grande partie sur la bonne volonté des autorités régionales. Ces dernières étaient responsables à la fois de l'organisation, de l'embauche, du financement et des ressources matérielles.⁶⁸ Il n'est pas clair que les élites d'un bout à l'autre de la Grande-Colombie étaient aussi chaudes à l'idée de voir les masses populaires plus instruites que l'était Bolívar. L'Équateur est sorti des guerres d'indépendance avec une classe aristocratique cohésive, unie dans son désaccord avec une grande partie des plans grandcolombiens, dont l'éducation.⁶⁹

Plusieurs Créoles de l'Équateur ont travaillé activement à faire échouer le projet de la Grande-Colombie et les exemples de tentatives pour bloquer les ordres venus de Bogotá ne manquent pas. Un point de divergence était par exemple la différence démographique des différentes régions de la grande république. Alors que les élites de la Colombie et le

⁶⁷ Clark, *Education for a Moral Republic*, p. 79.

⁶⁸ Clark, *Education for a Moral Republic*, p. 81.

⁶⁹ Brooke Larson, *Indígenas, Élites y Estado, en la formación de las repúblicas andinas*. Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 2002, p. 72. D'autres causes de litige étaient le libre-commerce, l'abolition de l'esclavage et du tribut des Indiens, et même le modèle républicain dont la pertinence était remise en question par

Venezuela concentraient leurs efforts sur le contrôle de la population de race noire, les Équatoriens des Andes étaient davantage préoccupés par le nombre important d'indigènes sur leur territoire.⁷⁰ Par exemple, Federica Morelli a démontré qu'alors que le gouvernement grandcolombien tentait d'éliminer les différences sociales entre les Indiens et le reste de la population, les élites quiténiennes ont travaillé systématiquement à contre-courant.⁷¹ Le manque d'unité était de loin le problème le plus criant des dirigeants grandcolombiens : la résistance à la mise en place d'un réseau d'instruction publique n'était qu'une des manifestations des tensions entre Quito et Bogotá.

Les élites régionales avaient le désir de restreindre la participation démocratique du peuple et ils pouvaient le faire en contrôlant l'accès à l'éducation. Il fallait savoir lire et écrire pour se considérer comme « citoyen » de la Grande-Colombie, même si la manière d'exercer le droit de vote était de dire son choix à voix haute.⁷² Ce critère de citoyenneté excluait, à lui seul, la vaste majorité des gens du peuple. Cette restriction, qui garantissait aussi que les Indiens unilingues soient exclus de la politique, est restée en place en Équateur jusqu'en 1978.⁷³ Historiquement, la citoyenneté était considérée comme un

plusieurs adeptes de la monarchie. Dans des régions fortement influencées par l'Église comme la ville de Quito, la laïcisation de l'État était loin de faire l'unanimité.

⁷⁰ Brooke Larson, *Trials of Nation-Making: Liberalism, Race, and Ethnicity in the Andes (1810-1910)*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, p. 104. À titre de comparaison, Mark Van Aken souligne qu'en Nouvelle-Grenade et au Venezuela, moins d'un quart de la population était indienne et que les revenus tirés de la collecte du tribut comptaient pour moins de 2 pour cent du revenu total du trésor de ces deux départements. Dans le département de Quito, un tiers des revenus provenaient de la même source. "The Lingering Death of the Indian Tribute in Ecuador", *Hispanic American Historical Review*, vol. 61, n. 3 (1981), p. 441.

⁷¹ Morelli, *Territoire ou Nation?* p. 184.

⁷² Les autres critères pour voter étaient d'avoir plus de 25 ans, d'être résidant (*vecino*) en règle d'un village ou d'une ville (ce droit pouvait être perdu), et finalement de posséder une propriété de plus de 500 pesos, un titre universitaire ou un emploi bien rémunéré. L'âge de la majorité était toutefois fixé à 21 ans. AFL-CD, Aurelio Noboa, comp. "Constitución de la República de Colombia", in *Recopilación de leyes de Ecuador, tomo 1*, Quito, Imprenta Nacional, 1898, p. 20, art.21.2. La situation des femmes était particulière. En théorie, les femmes blanches et métisses avaient certains privilèges de citoyenneté, tout en demeurant sous contrôle patriarcal et marital, au début de la république. Aleezè Sattar, *An Unresolved Inheritance: Post-Colonial State Formation and Indigenous Community in Chimborazo, Ecuador*, Ph.D. thesis (history), New School University, 2001, p. 125.

⁷³ Mary Crain, "The Social Construction of National Identity in Highland Ecuador", *Anthropological Quarterly*, vol. 63, n.1 (1990), p. 48.

privilège et non comme un droit concédé aux habitants d'un territoire. Sous le régime colonial et même au XIX^e siècle, le terme « citoyen » faisait référence à l'appartenance à une ville et à la participation dans la vie politique des municipalités.⁷⁴ L'appareil politique des villes fonctionnait comme des corporations où chaque membre occupait une place en fonction de critères hiérarchiques⁷⁵. La majorité des habitants n'étaient pas citoyens et tous les citoyens n'étaient pas égaux non plus : la hiérarchie coloniale continuait d'exister et de se traduire par plusieurs privilèges réservés aux individus en haut de la pyramide, dont le privilège de savoir lire et écrire.

Toutes les élites n'avaient pas la même verve quand venait le temps de s'opposer à la naissance d'un réseau d'instruction publique. Nous verrons maintenant que les élites de la côte pacifique (*costa*) étaient beaucoup plus favorables à celui-ci, que celles des Andes (*sierra*). La plus grande résistance à l'éducation a pris racine dans la sierra du nord et du centre, en particulier la ville de Quito. Cette région était la plus densément peuplée et celle où le poids démographique des indigènes demeurait le plus élevé. Le héros de l'indépendance Antonio Sucre faisait remarquer qu'il existait dans le département de l'Équateur (Quito) un retard important par rapport aux autres départements en matière d'instruction publique.⁷⁶ Nous verrons enfin que, sans surprise, la côte Pacifique était beaucoup plus favorable aux petites écoles que ne l'était la zone andine, notamment parce que l'idéologie libérale y était beaucoup mieux implantée.

En octobre 1825, un décret a été émis par le gouvernement de Grande-Colombie pour qu'un recensement soit mené de part et d'autre du territoire. Ce recensement devait tenir compte des données éducatives.⁷⁷ À partir de ces statistiques, compilées par le

⁷⁴ Eduardo Kinsman Garcés, *La ciudad y los otros*, Quito, FLACSO- Universidad Rovira e Virgili, 2006, p.39.

⁷⁵ Garcés, *La ciudad*, p. 39.

⁷⁶ AGN, sección República, fondo Ministerio de Instrucción Pública, tomo 106, f.429r, « Lettre d'Antonio José de Sucre, général de division du département de Quito, octobre 1822 ».

⁷⁷ Michael Hamerly. *A Social and Economic History of the City and District of Guayaquil During the Late Colonial and Independence Periods*. Ph.D. Thesis (History), University of Florida, 1970, p. 58.

Ministère de l'instruction publique de la Grande-Colombie (voir les tables ci-après), on ne peut qu'être d'accord avec Antonio Sucre. En effet, 2209 enfants fréquentent l'école dans le département de l'Équateur, comprenant la ville de Quito, où habitait alors le plus fort pourcentage de la population (plus de la moitié de la population totale en comptant le Chimborazo, voir les tables 3 et 4). Dans l'Azuay où habitait environ un quart de la population, 1272 élèves fréquentaient plus de 55 « établissements » scolaires (voir tables 2 et 4). C'est la région de Guayaquil, avec ses 1838 élèves, qui pouvait se vanter d'être la plus avancée et pourtant, cette région composait moins d'un cinquième de la population totale du territoire de l'Équateur.⁷⁸ La Costa, qui se plaignait de manque de ressources éducatives au cours de la période coloniale, a rattrapé son retard de façon dynamique. La fondation de la « Sociedad Económica de Amigos del País » en 1825 a marqué un tournant, car un groupe d'hommes était décidé à se dévouer à l'avancement des savoirs utiles au développement économique.⁷⁹ De plus, la région de Guayaquil avait une hiérarchie socioraciale moins rigide que celle de ses voisines à cause des opportunités économiques dues au boom de l'exportation du cacao au cours de cette période et offrait de meilleures possibilités de mobilité sociale.⁸⁰ Ce concours de circonstances a donc favorisé l'essor des petites écoles dans ce district.

⁷⁸ Le calcul de Hamerly porte sur l'année 1842. p. 104.

⁷⁹ Camilo Destruge, "La instrucción pública en la independencia", *Boletín de la Biblioteca Municipal de Guayaquil*, vol.2, n.24 (1912), p. 397.

⁸⁰ Jaime Rodríguez, "La antigua provincia de Guayaquil durante la época de la independencia", in *Revolución, independencia y las nuevas naciones de América*, Madrid: MAPFRE Tavera, 2005, p.513.

Table 14 – Écoles de premières lettres, département de Guayaquil, 29 août 1825⁸¹

	Élèves qui lisent	Élèves qui écrivent	Arithmétique	Total
Guayaquil	523	409	84	1016
Daula	108	78	7	193
Babaoyo	40	12	10	62
Machala	40	6	4	50
Santa Elena	427	71	19	517
Total	1138	576	124	1838

Table 15 - Écoles de premières lettres du département de l'Azuay, 27 juillet 1826⁸²

Paroisses	Écoles	Élèves qui savent épeler	Élèves qui savent écrire	Total des élèves
Cuenca	14	134	96	244
Gualaceo	10	112	50	172
Azogues	11	101	136	248
Cañar	3	52	38	93
Loja	3	81	62	146
Autres	14	257	153	424
Total	55	737	535	1327

⁸¹ AGN, sección República, fondo Ministerio de la Instrucción pública, f277.

⁸² AGN, sección República, fondo Ministerio de la Instrucción pública, f277. Tableau signé par Juan Francisco Carrasco. On peut remarquer que les statistiques, lorsqu'elles sont compilées à répétition, varient beaucoup d'une fois à l'autre. D'autres tableaux datés du 14 janvier 1826 montrent 1276 élèves et le 3 novembre 1826 on passe à 1477 élèves. *Idem*, folios suivants. En mars 1828, le nombre d'étudiants est encore plus haut, à 1909. *Idem*, f646. La fréquentation scolaire n'était donc pas constante toutes les années, et à toutes les saisons, les besoins de main-d'œuvre agricole ayant certainement un rôle à jouer dans la disponibilité des enfants à assister aux cours.

Table 16 – Écoles de premières lettres du département de l'Équateur, 23 novembre 1826⁸³

	Nb.d'écoles de type Lancaster	Nb. d'écoles à l'ancienne	Nombre d'écoliers de premières lettres
Pichincha	1	25	949
Imbabura	2	15	687
Chimborazo	1	16	567
Total	4	57	2209 ⁸⁴

Table 17 – Poids démographique des régions du pays par rapport aux petites écoles vers 1825-1826⁸⁵

Région	1780	1830	Pop. Etudiante
Côte pacifique nord (Manabí et Esmeraldas)	2,35%	5,86%	0% ⁸⁶
Côte pacifique sud (Guayas et sud)	5,22%	9,16%	34%
Andes du nord (Pinchicha, Imbabura)	26,02%	23,79%	30%
Andes centrales (Chimborazo)	41,48%	38,56%	11%
Andes du sud (Cuenca, Loja)	24,93%	22,69%	25%

⁸³ AGN, sección República, fondo Ministerio de la Instrucción pública, tomo 106, f440. Tableau signé par Pedro Murgueytia et envoyé par l'intendance du département de l'Équateur au secrétaire d'État de l'intérieur.

⁸⁴ Le tableau original est reproduit malgré l'erreur de calcul.

⁸⁵ Les statistiques démographiques sont tirées de Jean-Paul Deler, "Transformaciones regionales y organización del espacio nacional ecuatoriano entre 1830 y 1930", in J. Maiguscha, *Historia y región en el Ecuador, 1830-1930*, Quito, FLACSO, 1994, p. 299.

⁸⁶ Une autre source, celle de *El Colombiano*, n.41 (mai 1930), p. 20, citée dans Villalba, "Bolívar y la educación", p. 163, donne des résultats légèrement différents pour l'éducation primaire en Grande-Colombie : un total de 5641 élèves, dont 920 pour la province de Manabí : ceci rappelle que les recensements des écoles au début du XIXe siècle n'étaient pas très précis.

À la lumière de ces tableaux, on constate qu'il n'y a que dans une seule région, celle des Andes du Sud où la fréquentation scolaire reflétait le pourcentage réel de la population. En effet, la côte pacifique était très avancée en terme d'étudiants au primaire compte tenu de son poids démographique faible alors que les régions de Quito et particulièrement celle du Chimborazo accusaient un retard remarquable. Comment expliquer cette disparité? Un des facteurs favorisant l'éducation était certes le boom économique que connaissait la côte pacifique à cette époque et la présence d'une forte idéologie libérale, en comparaison avec la stagnation économique de la sierra centre-nord et de son conservatisme, mais cette généralisation ne tient pas compte du cas de l'Azuay qui avait aussi un taux de scolarisation supérieur à son poids démographique.⁸⁷ Le degré d'urbanisation n'était pas lui non plus un facteur favorisant les chances des enfants à recevoir une instruction primaire. En effet, la région de l'Équateur comptait beaucoup plus de villes (Ibarra, Quito, Latacunga, Riobamba, Ambato) que la côte pacifique où la seule ville importante était Guayaquil et que l'Azuay comptait seulement deux villes importantes (Cuenca et Loja).⁸⁸

Afin d'expliquer la population scolaire plus grande à Guayaquil, il est utile de s'attarder à la composition ethnique de chaque région. Guayaquil avait accueilli bon nombre d'émigrants européens peu avant l'indépendance et sa population indigène était très faible.⁸⁹ Si les recherches démographiques pour déterminer le nombre de sujets indigènes sont compliquées à l'époque républicaine entre autres à cause de la volonté d'abolir les distinctions raciales; nous savons par contre que la vaste majorité de cette population, plus de quatre-vingt-quinze pour cent, vivait dans les Andes.⁹⁰ Mais que dire de la situation plus

⁸⁷ En Équateur et particulièrement à Quito, le conservatisme était la règle et le libéralisme de Guayaquil n'a pas réellement réussi à s'imposer avant 1870. Larson, *Trials of Nation-Making*, p. 104.

⁸⁸ Deler, "Transformaciones regionales", p. 299, note également qu'à la fin du XVIII^e siècle, la *sierra* perdait de nombreux travailleurs, surtout des hommes de la campagne, au profit de la *costa* où les possibilités d'emploi étaient plus nombreuses (p. 296). La société équatorienne s'est urbanisée tout au long du XIX^e siècle, p. 303.

⁸⁹ Kenneth Andrien, *The Kingdom of Quito*, Cambridge, Cambridge University, 1995, p. 43.

⁹⁰ Larson, *Trials of Nation-Making*, p. 105 et Sattar, *An Unresolved Inheritance*, p. 18.

reluisante dans les régions de Cuenca et Loja par rapport à leurs voisines d'en haut? La différence des catégories raciales entre le nord et le sud des Andes s'explique aussi par un plus grand nombre d'Indiens *forasteros*, donc des Indiens ambulants ou qui n'étaient pas attachés à une communauté, qui avaient migré au sud de l'Audiencia de Quito lors de la crise économique de Quito.⁹¹ C'est peut-être la présence d'une large population d'Indiens tributaires, qu'il fallait maintenir au travail au sein de l'institution de l'hacienda, et d'une forte dichotomie raciale, caractéristiques de la région de Quito et de ses environs, qui permet le mieux de comprendre comment la région la plus choyée en petites écoles à l'époque coloniale est devenue la moins favorisée si peu de temps après l'indépendance.

Comme nous l'avons vu au chapitre cinq portant sur la période coloniale, l'éducation des indigènes était considérée comme un projet différent de celle des autres groupes de la population : elle était d'abord une mission civilisatrice.⁹² L'instruction des indigènes avait un volet spirituel et linguistique à l'époque coloniale, elle avait pour but de garder les Indiens séparés des autres groupes de la population. Sous le régime républicain, la volonté d'assimiler les Indiens et de les voir se 'fondre' dans le reste de la population ne s'est pas traduite par la volonté d'inciter les Indiens à fréquenter les mêmes salles de cours que les autres enfants; en effet, les résolutions du congrès de Cúcuta ne se prononcent pas sur la mixité de l'éducation, mais bien sur la nécessité d'ouvrir des écoles particulières pour les indigènes.⁹³ De plus, la pensée raciste fait son chemin dans les classes élitistes de la Grande-Colombie à cette époque : les Indiens sont-ils biologiquement capables d'apprendre? Sont-ils dotés de raison? Sont-ils capables d'étudier dans les mêmes salles de cours que les autres enfants? Comme l'on s'interroge pour savoir si les Indiens sont dotés

⁹¹ Andrien, *The Kingdom of Quito*, p. 42.

⁹² Il est intéressant de noter qu'en dépit des projets libéraux pour faciliter la pénétration de l'instruction primaire chez les Indiens, c'est ultimement un projet conservateur, faisant de la civilisation des Indiens une croisade morale et spirituelle, qui a véritablement implanté l'éducation dans les paroisses rurales en s'appuyant sur un ordre missionnaire enseignant, les Jésuites, dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Larson, *Trials of Nation-Making*, pp. 113-115.

⁹³ Villalba, "Bolívar y la educación", p. 168.

d'intelligence, les partisans du « non » étaient nombreux et convaincus que les écoles indiennes étaient parfaitement inutiles.⁹⁴

Les tableaux de fréquentation scolaire ci-dessus démontrent que l'objectif caressé par Bolívar d'offrir l'école primaire à tous les enfants était loin d'être atteint. Vers la fin de la décennie 1820, il apparaissait de plus en plus clair que le district du sud de la Grande-Colombie ne suivait pas les directives de la loi de Santander aussi rapidement que le souhaiterait l'administration de Bogotá. Le principal problème identifié par cette dernière était celui de l'opposition des indigènes. Par exemple, dans la correspondance entre Bogotá et les provinces de l'Équateur, du Guayas et de l'Azuay, on apprend que les lois et décrets visant à établir un réseau d'enseignement public ont généré une vague de contestation importante dans les *pueblos* indigènes. Le secrétaire de l'intérieur Manuel Restrepo⁹⁵ y rappelle que le pouvoir exécutif de chaque région a l'autorisation d'adapter les lois pour éviter que des protestations supplémentaires éclatent.⁹⁶ Le gouvernement central de Bogotá rappelle aussi qu'il y a des « circonstances locales » qui peuvent demander un doigté particulier dans les paroisses amérindiennes qui sont, plus que les autres, résistantes aux tentatives d'établir les écoles sur leur territoire.⁹⁷ En d'autres termes, le dirigeant grandcolombien ouvrait la porte à l'application du vieux principe espagnol de gouvernance, *se acata pero no se cumpla*.⁹⁸ Il entérinait ainsi la résistance passive qui pourrait tenter les

⁹⁴ Par exemple, F.X. de la Cruz, "El Noticiosito", Quito, Imprenta del Gobierno, 31 julio 1825, dans AGN, fondo república, sección Indios, legajo 1. Cet article argumente que les Indiens instruits sont capables de raisonner et de prendre des décisions réfléchies, mais l'auteur mentionne qu'il défend là un point de vue différent de celui de la plupart de ses contemporains.

⁹⁵ José Manuel Restrepo, ministre de l'Intérieur de la Grande-Colombie, est aujourd'hui mieux connu comme historien et géographe, il a écrit *Historia de la Revolución de Colombia*, et comme un grand promoteur de l'éducation. Jorge Nuñez Sanchez. "De Audiencia a Nación." *Relatos de nación, op.cit.*, p. 403.

⁹⁶ "Carta de Juan Manuel Restrepo, secretario de estado del despacho del interior, al Intendente de Guayaquil." AHBCE, fondo general, "comunicaciones oficiales", JJC. 00337, 1827, documento 103, 29/10/1827, f2r.

⁹⁷ "Carta de Juan Manuel Restrepo, al Intendente de Guayaquil", AHBCE, *op. cit.*, documento 152, Bogotá 18 marzo 1829.

⁹⁸ *Se acata pero se cumpla* se traduit par "nous prenons connaissance, mais nous n'obéissons pas" était un principe de gouvernance sur lequel s'appuyait la monarchie espagnole qui donnait de la flexibilité aux dirigeants locaux lorsqu'ils devaient mettre en place des lois susceptibles de générer des conflits locaux. Federica Morelli, *Territoire ou Nation?* p. 173.

fonctionnaires, les élites régionales contrôlant les *cabildos* (municipalités) et les dirigeants de communautés indigènes.

La Grande-Colombie offrait un projet prometteur pour les Indiens : faire d'eux des 'citoyens' égaux à tous les autres. Cette égalité ne pouvait passer, du point de vue des penseurs libéraux, que par le sentier de l'assimilation et du métissage. Les anciennes structures de solidarité communautaires étaient perçues comme anachroniques, freinant le progrès.⁹⁹ Les Indiens qui n'acceptaient pas d'intégrer l'ordre imposé dans la nouvelle nation et d'abandonner leurs traditions étaient présentés comme des sauvages, des sous-hommes, qui menaçaient la république.¹⁰⁰ Par exemple, la loi du 30 juillet 1824 de la Grande-Colombie, intitulée « Méthode pour civiliser les Indiens sauvages », offrait des avantages aux Indiens 'non civilisés' acceptant de se sédentariser et d'abandonner leurs coutumes. Toutefois, cette campagne de séduction menée par régime libéral de la Grande-Colombie et ses promesses d'abolir la différence des citoyens indigènes masquaient la réalité postcoloniale : le système des deux républiques était toujours présent, les indigènes étaient désignés comme tels dans les documents légaux et l'État se finançait toujours grâce au prélèvement d'un tribut payé par les hommes autochtones.¹⁰¹ En d'autres mots, malgré le discours grandcolombien, le nationalisme équatorien s'est bâti sur les fondations du système colonial.¹⁰²

L'école primaire était un outil officiel de l'État grandcolombien pour amener les communautés indiennes dans la voie du progrès et de l'intégration. Du point de vue de l'État grandcolombien, l'individualisation de l'Indien et la déstructuration de ses liens sociaux traditionnels, passait par le système scolaire :

⁹⁹ Marta Moscoso, "La tierra: espacio de conflicto y relacion entre el Estado y la comunidad en el siglo XIX", in H. Bonilla, ed., *Los Andes en la Encrucijada.*, Quito, Libri Mundi, 1991, p. 369.

¹⁰⁰ Jonathan Hill, "Indigenous Peoples and Independent Nation-States" in F. Salomon and S. Schwartz, eds., *The Cambridge History of the Native Peoples of the Americas*, Cambridge, Cambridge University Press, vol. 3, 1996, p. 716.

¹⁰¹ Sattar, *An Unresolved Inheritance*, p. 123.

¹⁰² Larson, *Trials of Nation-Making*, p. 104.

Le processus de ‘civilisation’ de l’indigène ne serait conclu que par son intégration dans le système scolaire, où l’apprentissage de la lecture et de l’écriture leur permettrait de connaître ‘les obligations sacrées de la religion et la morale chrétienne, tout comme les droits et devoirs de l’homme en société pour exercer dignement les premiers et remplir les seconds avec exactitude.’ Le savoir et l’évangélisation allaient de pair avec la déstructuration communale. Les maîtres d’école et les curés seraient payés avec la location des terres communales non cultivées.¹⁰³

Toutefois, sur le terrain, les directives de l’État grandcolombien n’étaient pas suivies à la lettre à cause de la résistance de l’élite conservatrice. Comme le démontre Silvia Palomeque dans son étude sur la région de Cuenca, la fondation d’écoles indiennes n’était pas perçue comme prioritaire par la majorité des dirigeants locaux qui préféraient utiliser l’argent prélevé chez les Indiens pour instruire des enfants jugés plus importants, les enfants de l’élite.¹⁰⁴ Lorsque des écoles étaient effectivement implantées dans les villages indigènes, ce n’était pas toujours de façon harmonieuse. En effet, les écoles destinées à l’éducation des indigènes se sont retrouvées au cœur d’un conflit pour la propriété de la terre. Le projet de Bolívar était de forcer chaque paroisse indigène à financer ses propres écoles à partir des *resguardos*, des terres communautaires qui étaient en surplus ou qui n’étaient tout simplement pas cultivées par les Indiens.¹⁰⁵ Au fil du temps, cette mesure a eu des conséquences funestes sur les communautés. Des terres appartenant aux indigènes ont été louées à des non-indigènes, accélérant ainsi l’entrée de non-Indiens sur les terres

¹⁰³ ABFL, “Ley sobre establecimientos de escuelas de primeras letras para los niños de ambos sexos”, 2-VIII-1821 cité dans Moscoso, “La tierra: espacio de conflicto”, p. 370. “El proceso de ‘civilización’ del indígena quedaría concluido con su integración al sistema escolar, en donde la enseñanza de la lectura y escritura les permitiría conocer ‘las sagradas obligaciones que les imponen la religión y la moral cristiana, como también los derechos y deberes del hombre en sociedad para ejercer dignamente los primeros, y cumplir los últimos con exactitud.’ El saber y la evangelización iban de la mano de la destructuración comunal. Con el producto del arrendamiento de los sobrantes de los ‘resguardos’ se financiarían maestros y curas.”

¹⁰⁴ Clark, *Education for a Moral Republic*, p. 135

¹⁰⁵ Voir ABCE, “Manuel Restrepo al Prefecto de Guayaquil”, Bogotá 18 marzo 1829, fondo general, JJC.00337, n.152. Les *resguardos* étaient des territoires politiques qui appartenaient à des communautés et dont la propriété communale était garantie par la couronne à l’époque coloniale. Au XIXe siècle, les

communautaires, et ces derniers n'avaient pas l'intention de se retirer plus tard.¹⁰⁶ La location s'est lentement transformée en appropriation permanente.

Le poids fiscal qui reposait sur les épaules des hommes indiens était déjà dénoncé à l'époque coloniale et la Grande-Colombie n'a pas réussi à améliorer le fardeau fiscal des paysans. Sous le régime colonial, le tribut des Indiens était prélevé chez les 18 à 50 ans.¹⁰⁷ Dans l'espoir de rendre la société plus égalitaire, les dirigeants de la Grande-Colombie ont aboli le tribut des Indiens en 1825, mais les bonnes intentions n'allaient pas durer. Quelques mois plus tard, le manque d'argent dans les coffres de l'État a entraîné le retour de l'imposition des Indiens sous un nouveau nom, la « capitación », un impôt pour tous les hommes indiens de 14 à 60 ans, élargissant ainsi le bassin de payeurs.¹⁰⁸ Cette période de transition s'est accompagnée de plusieurs abus. En 1827, un ordre gouvernemental démontre que certains collecteurs de tributs ont profité du changement politique pour obliger les femmes à payer le tribut.¹⁰⁹ En 1828, la réintroduction de la « contribución personal de indígenas » décrétait la préservation des terres communales et la conservation du *cabildo* indien a calmé les ardeurs.¹¹⁰ Cette dernière loi renouvelait officiellement le statut de mineur des indigènes en faisant d'eux des *personae miserables*, des êtres faibles et misérables, ce qui leur conférait l'avantage de recevoir une protection légale à coût modique, mais qui avait aussi pour effet de les infantiliser officiellement, comme à l'époque coloniale.¹¹¹ Les obligations fiscales particulières aux hommes indiens ont perduré jusqu'à l'abolition définitive du tribut en 1857.¹¹²

resguardos ont progressivement passé aux mains de petits et de grands propriétaires terriens. Larson, *Trials of Nation-Making*, p. 29.

¹⁰⁶ Silvia Palomeque, "Estado y comunidad en la region de Cuenca en el siglo XIX", en H. Bonilla, ed., *Los Andes en la Encrucijada*, op. cit., Quito, Libri Mundi, 1991, p. 383.

¹⁰⁷ Morelli, *Territoire ou Nation?* p. 165.

¹⁰⁸ Morelli, *Territoire ou Nation?* p. 181.

¹⁰⁹ Camilla Townsend, "The Creation of a Mestizo People", *Latin American Perspectives*, vol. 24, n.1 (1997), p. 53.

¹¹⁰ Morelli, *Territoire ou Nation?*

¹¹¹ Erin O'Connor, *Gender, Indian, Nation: the contradictions of making Ecuador*, Tucson, The University of Arizona Press, 2007, p. 30.

¹¹² Morelli, *Territoire ou Nation?* p. 194.

Bref, dans ce contexte, les Indiens étaient confrontés à un gouvernement qui leur envoyait un double message. D'une part, ils étaient invités à intégrer la Nation et à envoyer leurs enfants à l'école pour mieux faire partie du nouveau pays indépendant. D'autre part, le gouvernement de la Grande-Colombie n'a pas réussi à faire disparaître le tribut, qui garantissait le statut distinct des peuples indigènes, ni à implanter l'éducation primaire pour répandre l'espagnol et l'alphabétisation dans les communautés indiennes. Les indigènes, présentés comme des êtres ignorants et arriérés dans le discours officiel, étaient invités à accepter la culture européenne de manière unidirectionnelle.

En somme, la pénétration de l'idéologie libérale a été lente dans le district de sud de la Grande-Colombie où la majorité de la population vivait toujours dans la région des Andes. Un sommaire de la population étudiante dans les départements du sud en 1825 démontre que c'est sur la côte pacifique que les enfants avaient le plus de chance d'aller à l'école, pour mieux intégrer les besoins d'un marché économique en pleine expansion, alors que les régions, peuplées en grande partie d'autochtones étaient moins scolarisées. Cette situation n'a pas cessé de s'envenimer au cours des décennies suivantes.¹¹³

Conclusion

L'idéal politique véhiculé dans le discours fondateur de la Grande-Colombie a en partie été calqué sur celui véhiculé en France ou aux États-Unis après la révolution : il fallait bâtir une nation colombienne forte, construite par ses citoyens, tous égaux devant la loi. Ce discours circulait chez les Créoles alors que deux institutions coloniales demeuraient solidement en place : le tribut payé par les hommes amérindiens et l'esclavage. Le spectre de la colère d'une plèbe ignorante, hors de contrôle, planait sur la Colombie. Comme

¹¹³ Voir aussi Mark Van Aken, *El Rey de la noche*, Quito, Banco central del Ecuador, 1995, pp. 105-107.

l'indique Brooke Larson, les projets d'intégration des libéraux (dont l'objectif de 'civilisation' passait par l'éducation) avaient pour but de forger des catégories raciales modernes : « into instruments of social regulation and control. »¹¹⁴ Le gouvernement de Simón Bolívar a voulu faire de l'éducation une priorité nationale pour unifier la nouvelle nation, mais aussi pour pacifier les classes populaires et leur apprendre à aimer leur république et ses mythes. Malgré la volonté de créer une nation cohérente et unie par des racines communes, il s'est plutôt opéré tout au long du XIX^e siècle un rejet du métissage et une reconduction des anciennes catégories raciales qui permettaient de mieux assurer le contrôle d'une plèbe hétérogène.¹¹⁵

Le projet de la Grande-Colombie, né de la ferveur des guerres d'indépendances et nourri par des idéaux irréalistes, a été éphémère. Le 13 janvier 1830, un général vénézuélien, José Antonio Páez, a déclaré l'indépendance de sa province, entraînant dans son sillage la chute du projet de fédération. En mai 1830, des citoyens importants de Quito ont convoqué à leur tour une assemblée pour discuter de l'indépendance du sud de la Grande-Colombie : incidemment, c'est la « déclaration des pères de famille de Quito » marquera la fin de l'aventure équatorienne au sein de la république bolivarienne.¹¹⁶ Dans le prochain chapitre, nous verrons que la métaphore de la famille sera également utilisée par le premier gouvernement équatorien pour représenter le nouveau régime politique dirigé par un général vénézuélien, ancien homme de confiance de Bolívar, qui prendra le pouvoir à Quito : Juan José Flores. La République de l'Équateur naîtra sous le signe du patriarcat où une poignée d'hommes appartenant à l'élite blanche métisse se sont donné le mandat de décider du sort de leurs très, très, très nombreux enfants.

¹¹⁴ Larson, *Trials of Nation-Making*, p. 69.

¹¹⁵ Larson, *Trials of Nation-Making*, p. 68.

¹¹⁶ Vela Witt, *El distrito del sur*, p. 101.

ÉPOQUE RÉPUBLICAINE



Figure 6 - Miguel Valverde Letamendi, 6 ans (Guayaquil, 1858)

Une des rares photographies d'enfants des débuts de la période républicaine. Avec tous mes remerciements à la direction des Archivos del Banco central del Ecuador.

« Vaincre l'ignorance et la rusticité »¹

La République de l'Équateur (1830-1845)

Dans la toute première constitution de l'Équateur, celle de 1830, on peut lire : « Ce Congrès constituant nomme les vénérables curés de paroisse tuteurs et pères naturels des indigènes, étendant leur ministère de charité en faveur de cette classe innocente, abjecte et misérable. »² Cette phrase emprunte une rhétorique qui ressemble étrangement à celle adoptée dans les documents coloniaux pour justifier la protection spéciale accordée par l'État aux Indiens. Les indigènes, toujours présentés comme des enfants incapables de prendre des décisions rationnelles, n'ayant plus le roi d'Espagne pour protecteur, la première constitution de l'Équateur fait appel à l'Église catholique et à son clergé séculier pour prendre la relève. Même s'il est plausible de croire que le clergé n'avait pas la force économique pour jouer le rôle de véritables « protecteurs » pour les Indiens³, il est intéressant de constater à quel point la métaphore de la relation parent-enfant pour symboliser la domination coloniale est demeurée ancrée dans le discours politique bien au-delà de l'indépendance. Les Indiens, sont restés perçus comme des *niños con barbas*, des enfants à barbe, tout au long du XIX^e siècle, à cause de leur immaturité et de leur faiblesse intellectuelle présumée.⁴

Dans un pays qui proclame dans sa première constitution que tous les citoyens possèdent des droits fondamentaux tels que la participation politique, l'inviolabilité du

¹ Le titre du chapitre est une citation du président de l'Équateur Juan José Flores dont nous reparlerons plus loin. Voir ANE gobierno, “circular al Presidente de la Alta Corte”, c.88, exp.21, 19/01/1833.

² AFL-CD, Aurelio Noboa, *Recopilaciones de leyes del Ecuador*, Quito, Imprenta Nacional, 1895, tomo I. “Constitucion de 1830”, Título VIII, art. 68, p. 122. “Este Congreso constituyente nombra á los venerables curas párrocos por tutores y padres naturales de los indígenas, exitando su ministerio de caridad en favor de esta clase inocente, abyecta y miserable.” Il est à noter que cette clause est disparue des constitutions suivantes, celles de 1835, 1843 et 1845. Il faudra attendre 1845 pour que la constitution comprenne une clause au sujet de l'esclavage. En 1845, l'article 108 de la constitution garantit qu'aucun Équatorien ne naît esclave, même si l'esclavage ne sera aboli officiellement qu' en 1851.

³ Mark Van Aken, *El Rey de la Noche*, Quito, Banco central del Ecuador, 1995, p. 95.

domicile ou la liberté de presse, la persistance du discours colonial de hiérarchisation raciale peut paraître surprenante.⁵ Toutefois, comme c'était déjà le cas en Grande-Colombie, la citoyenneté n'était pas accordée qu'à un groupe restreint d'hommes lettrés, propriétaires ou ayant une profession jugée importante : environ 96 % de la population adulte en était automatiquement exclue.⁶ En fait, les premières décennies de la République de l'Équateur sont caractérisés par une persistance des attitudes coloniales et le triomphe de l'oligarchie. Ainsi, la notion libérale moderne du citoyen (où les individus sont présentés comme tous libres et égaux) s'est superposée avec une autre notion plus conservatrice où les citoyens « méritaient » le privilège à cause de leur éducation, de leur statut, de leur utilité.⁷ Pour justifier cette contradiction dans le discours, les dirigeants et penseurs de l'élite ont trouvé une solution : prétendre que le peuple était temporairement trop ignorant pour accéder à la citoyenneté.⁸ Comme c'était déjà inscrit dans la constitution de Cádiz (chap. 6) et dans celle de la Grande-Colombie (chap. 7), la capacité de lire et écrire était l'un des principaux critères de citoyenneté à une époque où l'alphabétisation était le privilège d'un petit groupe.

Dans ce chapitre, nous verrons que la métaphore de la famille est toujours présente dans la nouvelle nation, l'Équateur, qui a cherché activement à redéfinir les bases du patriarcat pour l'adapter à la rhétorique républicaine : le concept du « père » métaphorique

⁴ Erin O'Connor, "Helpless Children or Undeserving Patriarchs?" in M. Becker and K. Clark, *Highland Indians and the State in Modern Ecuador*. Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2007, p. 56.

⁵ AFL-CD, *Recopilaciones*, "Constitucion de 1830", Titulo VIII, art. 64-65, p. 122. Voir aussi titulo I, sec.III, n.11, p. 106. Dans la pratique, malgré ce que le texte de la constitution laisse entendre, ces trois droits et particulièrement la liberté de presse étaient limités, même pour les citoyens. Van Aken, *El Rey de la noche*, p. 111.

⁶ Van Aken, *El Rey de la Noche*, p. 89.

⁷ Hilda Sabato. « On Political Citizenship in Nineteenth-Century Latin America ». *American Historical Review*, vol. 106, n. 4 (2001), p. 1293. Pour comprendre comment le concept d'honneur colonial a été transformé à l'époque républicaine en « mérite » qui devait s'acquérir et se négocier, voir Sarah Chambers, *From Subjects to Citizens*, Stanford, Stanford University Press, 1999, p. 184 et suivantes.

⁸ Alezzé Sattar. *An Unresolved Inheritance : Postcolonial State Formation And Indigenous Communities in Chimborazo, Ecuador*. Ph.D. thesis (history), New State University, 2001, p. 126.

est demeuré au centre de la création de la Nation.⁹ Nous allons d'abord démontrer que, comme nous l'avons fait pour la Grande-Colombie, malgré un discours présentant l'éducation publique comme une priorité nationale afin de mieux intégrer une population multiethnique à la Nation, la période étudiée (1830-1845) se démarque par l'exclusion de la citoyenneté de la majorité de la population, toujours justifiée par l'ignorance de la plèbe et par la nécessité de garder celle-ci sous tutelle.¹⁰ Toutefois, comme l'a fait remarquer Erin O'Connor, il n'existait pas qu'un système patriarcal uniforme dans la République de l'Équateur, mais bien « des » patriarcats qui se recoupaient et entraient parfois en conflit.¹¹ À une époque de décentralisation des pouvoirs et d'instabilité politique, alors que le gouvernement central peinait à imposer ses désirs et que l'Église était affaiblie, j'argumenterai ici que trois institutions ont pris en main la responsabilité d'éduquer le peuple et surtout à le discipliner sous l'enseigne du patriarcat : l'armée nationale, les *haciendas* et les municipalités. Évidemment, les notions mêmes de ce qu'étaient l'éducation et la protection des mineurs au sein de ces institutions différaient des objectifs du gouvernement central et de la Loi sur l'instruction publique en vigueur dans le pays. Il est à noter que ce chapitre se termine avant la révolution *marcista* de mars 1845, puisque cette dernière a marqué le premier véritable changement de régime politique suite à la création de l'Équateur.

⁹ Rebecca Earle souligne dans son article sur la commémoration des guerres d'indépendance au cours du XIX^e siècle à quel point les débats ont tourné autour de la notion de « paternité » de la Nation et le besoin de se trouver des pères légitimes créoles. Même lorsqu'on accordait une certaine « paternité » aux peuples autochtones, on s'inspirait de figures historiques lointaines en accentuant le rejet des indigènes contemporains. Rebecca Earle, "Padres de la Patria and the Ancestral Past", *Journal of Latin American Studies*, vol. 34, n.4 (2002), p. 805.

⁹ Larson, *Trials of Nation-Making*, p. 35.

¹⁰ Seuls 2 825 Équatoriens, soit 0,3 % de la population, répondaient aux critères de citoyenneté en 1830. Pour être citoyen, il fallait être majeur (22 ans et plus) ou marié, avoir une propriété valant plus de 300 pesos ou être employé dans une profession 'utile' et être capable de lire et écrire. K. Clark and M. Becker, "Introduction", *Highland Indians, op.cit.*, p. 9.

¹¹ Erin O'Connor, *Gender, Indian, Nation*, Tucson, The University of Arizona Press, 2007, p. xv.

Le prétexte de l'ignorance du peuple

Dans les quinze premières années de vie républicaine, l'Équateur a connu quatre guerres civiles et deux conflits internationaux.¹² Les nouveaux chefs d'État ont réagi à l'instabilité et au désordre en réorganisant le système criminel, de police et de répression, ainsi qu'en maintenant en place les anciennes structures d'exploitation : le tribut indien, le travail personnel forcé et l'esclavage. Toutefois, le peuple, familier avec de nouveaux idéaux libéraux, revendiquait des droits à titre de citoyens.¹³ Une des réponses des premiers gouvernements républicains pour mieux réconcilier des politiques répressives avec les demandes d'une population qui avait entendu des discours libéraux prononcés par les politiciens ou les chefs militaires et même entendu parler des nouvelles constitutions a été de promettre un futur plus reluisant, passant par l'éducation populaire qui permettrait aux habitants de devenir meilleurs, aptes à jouer le rôle de citoyens.

En 1831, le premier président de l'Équateur, Juan José Flores, décrète que « l'éducation de la jeunesse doit être le souci principal du gouvernement comme premier élément de la prospérité publique et le premier besoin des sociétés... »¹⁴ Il partage en apparence la conviction de son prédécesseur, Simón Bolívar, que l'éducation devrait être rendue plus accessible au peuple à une époque où bien des observateurs étrangers critiquaient le niveau d'éducation de l'ensemble des Équatoriens, même celle des élites.¹⁵ Le président Flores maintient donc les mesures pour favoriser l'éducation qui ont été votées par le congrès de la Grande-Colombie. Ainsi, il prolonge la loi sur l'instruction publique du 18 mars 1826 : le 30 octobre 1830, un décret de Juan José Flores énonce que les objectifs

¹² Jorge Nuñez Sanchez. "De Audiencia a Nación. La construcción de la identidad ecuatoriana." In F. Colom González. *Relatos de nación : la construcción de las identidades nacionales en el mundo hispánico*, Madrid, Iberoamericana, 2005, p. 390.

¹³ Sarah Chambers, "Crime and Citizenship", in C. Aguirre and R. Buffington, eds. *Reconstructing Criminality in Latin America*. Wilmington, Scholarly Resources, 2000, p. 20.

¹⁴ ANE gobierno, c.14, exp.87, 1/07/1825, "Que la educacion de la Juventud debe ser la principal atencion del Gob^{no} como el primer elemento de la prosperidad pública, y la primera necesidad de las sociedades..." (f1r)

¹⁵ Van Aken, *El Rey de la noche*, p. 105.

éducatifs grandcolombiens restent en vigueur et annonce la création de la Direction générale des études (*Dirrección General de Estudios*) dans la ville de Quito.¹⁶ Le nouvel État républicain s'engageait même dès sa fondation à déployer des efforts concrets pour favoriser la scolarisation des Équatoriens : la constitution de 1830 accordait au pouvoir législatif la responsabilité de « promouvoir l'éducation publique »¹⁷.

Le tout premier président s'est également intéressé à l'éducation des autochtones. Dans un décret de janvier 1833, Juan José Flores écrit que c'est un véritable devoir politique que de sortir les indigènes de « l'ignorance et de la rusticité auxquels les a réduits le système colonial ».¹⁸ Le président Flores tient donc un discours paternaliste où l'indigène est présenté comme un être misérable devant être pris en charge pour favoriser l'avancement de la nation. Il faut dire qu'il est difficile de contourner ce segment important de la population dans la prise de décisions politiques. En effet, le poids démographique autochtone est écrasant : environ deux tiers de la population.¹⁹ La population autochtone est également en pleine expansion à cette époque, passant de 496 846 individus en 1825 à 617 192 en 1840; quatre-vingt-quinze pour cent d'entre eux vivaient dans la région andine,

¹⁶ « Juan José Flores, Presidente del Estado del Ecuador, 30 de Octubre de 1830 », in *Oficina de estadística*, Quito, 1910, p. 52.

¹⁷ APL-CD, *Recopilaciones*, “Constitución 1830”, título III, sec.I, art.26, n.7, p.111: “promover la educación pública”. Il est à noter que le rôle de l'État républicain dans l'éducation ne cesse d'augmenter de constitution en constitution. Les constitutions de 1835 et de 1843 vont encore plus loin que celle de 1830. Selon ces deux documents, le congrès de la République de l'Équateur a la responsabilité de « promouvoir et organiser l'éducation publique et le progrès de la science et des arts. » (-CD, *Recopilaciones*, “Constitución 1835”, título VI, sec.V, art.43, n.8, p. 142. “Promover y fomentar la educación pública, y el progreso de las ciencias y de las artes.”) Voir aussi “Constitución 1843”, título IX, art. 37, n.6, p. 177. Dans la constitution de 1845, le rôle de l'État dans l'éducation publique prend encore de l'expansion, car il agit désormais à titre de coordonnateur. La constitution donne le mandat au congrès de « faire des plans généraux d'enseignement pour tous les établissements d'éducation et d'instruction publique », tout en continuant de « promouvoir et d'organiser » l'éducation. APL-CD, *Recopilaciones*, “Constitucion 1845”, título VI, sec.V, art.42, n.11, p. 215. “Fomar planes generales de enseñanza para todo establecimiento de educación é instrucción pública” et “promover y fomentar la educación pública, y el progreso de las ciencias.”

¹⁸ ANE gobierno, “circular al Presidente de la Alta Corte”, c.88, exp.21, 19/01/1833. “...es un deber del Gobierno promover la educacion de los Indigenas para que salgan de la ignorancia y rusticidad a q los redujo el sistema colonial...” (flr)

¹⁹ Mark Van Aken, “The Lingering Death of the Indian Tribute in Ecuador”, *Historic American Historical Review*, vol.61, n.3 (1981), p. 441.

surtout dans les campagnes.²⁰ Toutefois, à cause de la résistance généralisée à ce projet, que Flores espérait financer à partir des surplus des communautés, la politique visant à favoriser l’instruction des autochtones a été suspendue à peine quelques mois plus tard.²¹

Malgré les discours du président Flores, l’objectif de permettre à la majorité des Équatoriens de fréquenter l’école était loin d’être atteint : moins d’un pour cent de la population enfantine y avait accès.²² Le nombre d’écoles est demeuré inadéquat dans la jeune République de l’Équateur tant au chapitre du nombre d’élèves que celui de la qualité de l’enseignement.²³ L’inefficacité du système d’éducation mis en place par les premiers gouvernements républicains est d’ailleurs démontrée par le taux d’analphabétisme vertigineux de la population; dans la première moitié du XIX^e siècle, celui-ci peut être évalué de 95 % à 98 %.²⁴ Pourquoi alors mettre autant d’énergie, à bâtir un discours sur l’importance d’instruire le peuple et de le tirer de l’ignorance? Ceci s’explique par le fait que ce discours permettait de distinguer l’homme méritant, le citoyen, de l’homme ignorant; il justifiait ainsi la nécessité de faire perdurer le système colonial et le patriarcat dans la nouvelle république. En effet, le concept républicain de « citoyenneté honorable » reposait moins sur le lignage et le statut de la famille comme à l’époque coloniale, que sur des valeurs individuelles attribuées aux hommes patriotiques, capables de défendre leur république, étant des travailleurs respectables et de bonne conduite.²⁵ Étaient exclus de la citoyenneté honorable tous ceux qui se trouvaient en position de dépendance par rapport à d’autres, que ce soit à cause de leur race ou de la nature du travail accompli; les femmes, quant à elles, étaient par définition des personnes dépendantes, soumises à des normes patriarcales d’obéissance et de retenue.²⁶ L’éducation, dont la capacité de lire et d’écrire,

²⁰ Sattar, *An Unresolved Inheritance*, pp. 18-19. Voir le tableau de Michael Hamerly, *A Social and Economic History of the City and District of Guayaquil*, Ph.D. thesis (history), university of Florida, 1970, p. 66.

²¹ Van Aken, *El Rey de la noche*, p. 134.

²² Van Aken calcule qu’en 1827 moins de 1 % de la population fréquentaient l’école, ce qui exclut bien entendu les tuteurs privés et autres formes d’éducation informelle. *El Rey de la noche*, p. 106.

²³ Van Aken, *El Rey de la noche*, p. 106.

²⁴ *Idem*.

²⁵ Chambers, *From Subject to Citizens*, p. 213.

²⁶ Chambers, *From Subject to Citizens*, p. 214.

était un autre élément qui permettait de départager l'homme respectable et méritant de l'homme vulgaire.

Malgré les nombreux discours véhiculant l'idée inspirée des Lumières que l'éducation du peuple est à la base de la prospérité et du bien commun, les pays d'Amérique latine ont, dans l'ensemble, accordé une très faible priorité au développement de leurs écoles au début du XIX^e siècle.²⁷ On assiste plutôt à la création d'un véritable « mythe » lié à l'importance des écoles et à celle de l'alphabétisation qui perdurera plus de deux siècles.²⁸ Tandis que dans les pays européens, le développement d'une bourgeoisie forte, associée avec le développement du capitalisme, a favorisé la scolarisation des enfants, l'Amérique latine faisait face à une tout autre réalité : l'État était surtout utilisé pour réguler l'exploitation d'un large segment de la population, dont la population autochtone.²⁹ L'ignorance était donc un prétexte idéal pour justifier la préservation de mécanismes forts, souvent répressifs, pour encadrer le travail d'une main-d'œuvre infantilisée dans le discours. Comme nous allons le voir, les adeptes de deux philosophies politiques distinctes, celle des libéraux et des conservateurs, offraient des visions différentes de l'État et du rôle que celui-ci devait idéalement jouer dans l'essor de l'instruction publique.

Comme dans bien d'autres nations latino-américaines au XIX^e siècle, le fossé qui séparait la position des conservateurs et des libéraux était profond en Équateur.³⁰ L'idéologie conservatrice, basée sur le protectionnisme économique, la persistance des institutions coloniales et la dominance de l'Église catholique, était à son paroxysme dans

²⁷ Gregorio Winberg, "A Historical Perspective of Latin American Education", CEPAL review, n. 21, (1983), p. 46.

²⁸ *Idem.*

²⁹ Weinberg, "A Historical Perspective", p. 47.

³⁰ Mark Van Aken dresse un bilan de la rivalité entre Quito et Guayaquil dans les premières années de la république de l'Équateur et postule que le localisme y est encore plus important que dans d'autres régions comme le Mexique : "en ninguna parte del continente el conflicto entre la costa y el interior fue tan agudo como en el Ecuador". Voir le chapitre II de *El Rey de la Noche*, p. 83.

les Andes. L'idéologie libérale, axée sur le progrès, la modernisation des institutions et la déréglementation des marchés, prévalait quant à elle sur la côte pacifique, notamment à Guayaquil. Cette différence s'explique par les intérêts respectifs de ces deux régions : alors que la côte exportait sa production de cacao et était tournée vers le commerce international, l'économie des régions montagneuses reposait sur l'agriculture et la production textile, consommée par les marchés régionaux.³¹ Par exemple, les élites de la région andine privilégiaient des taxes élevées ainsi qu'une restriction des importations entrant en compétition avec les produits locaux, tandis que les élites guayaquiléniennes favorisaient généralement la diminution des impôts et une grande souplesse dans le commerce extérieur.³²

Même si des individus de chaque école de pensée proposaient l'éducation populaire comme formule pour assurer le bien de la Nation, les penseurs libéraux et conservateurs avançaient des solutions tout aussi peu concrètes pour favoriser des progrès réels dans ce domaine. Le discours libéral latino-américain sur l'éducation était contradictoire puisque les libéraux souhaitent un essor de l'instruction, tout en faisant la promotion du désengagement de l'État et de l'anticléricalisme, à une époque où l'Église catholique jouait un rôle éducatif important.³³ Les conservateurs, quant à eux, n'avaient pas d'avantages particuliers à élever le niveau de connaissance de leurs travailleurs, dont plusieurs *peones*, des travailleurs liés à un domaine par un contrat aux conditions souvent désavantageuses, même s'ils appuyaient l'Église catholique, garante de l'ordre social.³⁴ L'importance de l'éducation, dont celle du peuple, relevait donc davantage du discours que d'un véritable effort concerté des différents gouvernements.

³¹ Van Aken, *El Rey de la Noche*, pp. 77-78.

³² Van Aken, *El Rey de la noche*, p. 79.

³³ Weinberg, "A Historical Perspective", p. 47.

³⁴ *Idem*.

La nouvelle République de l'Équateur est née dans la tourmente politique et sous le signe de l'endettement, ce qui ne favorisait pas non plus l'essor de l'éducation publique.³⁵ L'État qui s'est mis en place en Équateur après 1830 était décidément fragmenté, de plus en plus régionaliste. Des hommes forts issus de la profession militaire (*caudillos*) ont pris tour à tour le pouvoir dans un pays déchiré entre les intérêts des élites régionales.³⁶ Les villes de Guayaquil, aux tendances libérales, et de Quito, à majorité conservatrice, étaient alors en véritable antagonisme : le système de transport n'a guère été amélioré depuis l'époque coloniale et il n'y avait que peu d'échanges entre les deux villes aux intérêts économiques divergents.³⁷ La région andine s'est repliée sur ses zones rurales et a connu un déclin démographique, ce qui s'est traduit par la volonté de conserver une main-d'œuvre agricole à bas coût, au moment où des travailleurs pouvaient être tentés de migrer vers des cieux plus cléments. La côte pacifique, quant à elle, a continué à prospérer et à s'ouvrir sur le monde avec l'exportation de cacao, de tagua et de chapeaux de paille.³⁸ Elle était en expansion et en plein *boom* démographique. Entre l'époque coloniale et l'époque républicaine, la population de la *costa* a presque quadruplé, notamment à Guayaquil.³⁹ Au cours de la même période, la ville de Quito a connu une chute libre, au profit d'autres régions du pays, mais également au profit de la migration vers les campagnes.⁴⁰ La République de l'Équateur était donc fragile dès sa naissance à cause de la rivalité entre les régions du pays.

³⁵ L'Équateur a hérité de 21,5 % de la dette des guerres d'indépendance de la Grande-Colombie, soit 7 122 896 pesos. Aleezé Sattar, "¿Indígena o Ciudadano ?", *Highland Indians, op.cit.*, p. 25.

³⁶ Même si les pays latino-américains étaient des Républiques où les citoyens votaient, le pouvoir était généralement détenu par des militaires autoritaires, ayant à la fois un ascendant sur les forces armées et de l'influence sociale, qu'on surnommait les *caudillos*. Il y avait donc une coexistence des deux systèmes, électoraux et dictatoriaux. Sabato, "On Political Citizenship", p. 1299.

³⁷ Milton Luna Tamayo, "Estado, regionalización y lucha política del Ecuador, 1800-1869," *Quitumbe*, n.6, 1987, p. 52.

³⁸ Luna Tamayo, "Estado, regionalización y lucha", p. 53.

³⁹ Michael Hamerly, *A Social and Economic History of the City and District of Guayaquil during the Late Colonial and Independence Periods*, Ph.D. thesis (history), University of Florida, 1970, p. 65. Elle passe de 22445 personnes à 86 206 personnes. Cette expansion remarquable a toutefois été freinée après 1825. Un faible taux de natalité et l'épidémie de fièvre jaune de 1842 peuvent expliquer la situation. Hamerly, pp. 69-70; 77.

La rivalité entre Quito et Guayaquil, deux régions qui devaient souvent courtiser les Andes du Sud (Cuenca) pour obtenir son appui, était si forte que la menace de guerre civile entre les factions régionales pesait constamment sur la république.⁴¹ La méthode trouvée pour éviter l'explosion a été de permettre à deux représentants d'intérêts divergents d'alterner à la tête du gouvernement, à titre de *caudillos*. Ces derniers entretenaient une véritable relation d'amour-haine.⁴² L'un veillait sur Guayaquil alors que l'autre restait à Quito, puis ils échangeaient de position. Ils correspondaient amicalement, mais se mettaient des bâtons dans les roues en se disputant le pouvoir. Cet étrange duo de « frères ennemis » était composé de Juan José Flores, un militaire vénézuélien et homme d'action, et de Vicente Rocafuerte, un membre éminent de l'aristocratie de Guayaquil, ayant reçu une formation à la fois militaire et intellectuelle.⁴³

Juan José Flores a été nommé gouverneur de l'Équateur sous la Grande-Colombie par Simón Bolívar et il entendait bien garder le pouvoir dans la nouvelle république indépendante. Flores a occupé trois mandats à la présidence du pays (1830-34, 39-43 et 43-45). Flores, à qui l'on reprochait souvent de n'être pas suffisamment instruit, n'accordait qu'une importance théorique à l'essor de l'éducation dans le pays, parce qu'il avait d'autres priorités.⁴⁴ Sous le régime de Flores, l'État équatorien est devenu un « organisme légitimant les pouvoirs des propriétaires terriens régionaux. »⁴⁵ C'est donc dire que les lois votées étaient pensées pour favoriser les propriétaires *d'haciendas* qui voulaient retenir une main-

⁴⁰ Hamerly, *A Social and Economic History*, p. 69.

⁴¹ La constitution de 1830 donnait la même représentation législative aux trois régions du pays, l'Équateur, l'Azuay et le Guayas, alors que la moitié de la population du pays habitait l'Équateur (Andes du Nord); cette dernière militait pour une représentation proportionnelle de la population. Van Aken, *El Rey de la noche*, p. 91.

⁴² Marie-Danielle Demélas et Yves Saint-Geours. *Jerusalén y Babilonia*. Quito, Corporación editora nacional, 1988, p. 115.

⁴³ Demélas y Saint-Geours, *Jerusalén y Babilonia*, p. 117.

⁴⁴ Van Aken, *El Rey de la Noche*, p. 35. Flores avait reçu une bonne formation militaire, mais se faisait reprocher sa superficialité et son manque d'éducation formelle au sein de la société quiténienne. Sur l'état de l'éducation publique sous la présidence de Flores, voir Van Aken, pp. 105-107.

⁴⁵ Erika Silva, "Estado, iglesia e ideología en el siglo XIX", in E. Ayala Mora, ed., *Nueva Historia del Ecuador*, vol. 8, Quito, Corporación Editora Nacional, Grijalbo, 1983, p. 11. "...un organismo legitimador de los poderes terratenientes regionales".

d'œuvre captive sur ses terres. Trois types de lois ont été votées en ce sens : des lois contre le vagabondage⁴⁶ et la libre circulation des personnes pour forcer les paysans à demeurer légalement et économiquement attachés à une terre, des décrets favorisant l'appauvrissement de la propriété paysanne et indigène privilégiant l'*hacienda*, et finalement, des lois pour favoriser le monopole des terres.⁴⁷ Ces lois avaient deux avantages pour le gouvernement : elles contentaient les élites conservatrices andines et elles gardaient des masses entières de travailleurs sous le contrôle patriarcal d'hommes blancs et métis, les propriétaires terriens.

Les indigènes étaient-ils toujours des mineurs à vie, comme à l'époque coloniale? La position des peuples autochtones était ambiguë dans la République de l'Équateur. Ces derniers étaient considérés comme des Équatoriens : il existait la volonté d'éradiquer les distinctions entre les Indiens et les autres habitants, mais aussi les titres hiérarchiques au sein des communautés indiennes.⁴⁸ Toutefois, malgré l'objectif réitéré de transformer les Indiens en citoyens, ces derniers étaient considérés comme des êtres n'ayant pas la préparation suffisante pour accéder à la citoyenneté à cause de leur manque d'éducation.⁴⁹ À titre de payeurs de tribut, ils formaient toujours une catégorie 'ethnique' distincte des autres, avec l'avantage d'être exempts de toutes les autres taxes, sauf la dîme, ainsi que du service militaire.⁵⁰ Les politiques officielles laissaient planer l'idée que par l'éducation, les indigènes pourraient perdre leur 'indianité' et intégrer la Nation. Par exemple, dans le but d'encourager les indigènes à fréquenter l'école, ceux qui se consacraient aux études et ceux qui obtenaient un diplôme, ainsi que tous les maîtres d'école, les membres du clergé et les

⁴⁶ Le crime de vagabondage était commis par ceux qui refusaient d'occuper un travail décent alors qu'ils avaient la capacité physique de le faire, ce qui était perçu comme une menace à l'ordre public, à l'État et aux familles. Les mesures répressives pour contrer le vagabondage n'étaient toutefois pas toujours très efficaces. Richard Warren, "Mass Mobilization vs Social Control", *Reconstructing Criminality, op. cit.*, p. 42.

⁴⁷ Silva, "Estado, iglesia e ideología", p. 14.

⁴⁸ Sattar, "Indígena o Ciudadano?" p. 23.

⁴⁹ Sattar, "Indígena o Ciudadano?" p. 27.

⁵⁰ Mark Van Aken, "The Lingering Death of the Indian Tribute in Ecuador", *Hispanic American Historical Review*, vol. 61, n. 3 (1981), p. 431.

travailleurs des postes, étaient exemptés du paiement du tribut.⁵¹ Or, dans les faits, l'État équatorien avait besoin de préserver cette catégorie raciale distincte pour combler les besoins de main-d'œuvre et remplir les coffres de l'État. Ainsi, le système hispanique des 'deux républiques', accordant des statuts différents aux Indiens a perduré pendant de nombreuses années en Équateur pour répondre aux besoins financiers du gouvernement.

Les indigènes de l'Équateur étaient donc considérés comme des gens « misérables » nécessitant une protection particulière, la tutelle de l'État. À ce titre, les Indiens étaient des mineurs, devant être représentés pour entrer en interaction avec l'État: "The state (first colonial and then republican) thereby assumed the role of representing those people categorized as *indígenas*. To fulfill this function required a complex apparatus of 'protectors' and other mediating agents between the *indígenas* and the public powers."⁵² Cette situation a perduré jusqu'en 1857, date de l'abolition du tribut.⁵³ Comme à l'époque coloniale, un *protector de indígenas* était nommé dans chaque canton pour représenter les indigènes qui désiraient défendre leurs droits.⁵⁴ C'est donc par l'entremise d'intermédiaires que les Indiens continuaient d'exprimer leurs doléances à l'État central comme ils le faisaient à l'époque coloniale. Les indigènes adoptaient souvent dans le langage judiciaire l'identité de 'mineurs' et de 'miserables' qui leur était assignée, même lorsque par leurs actions ils démontraient la capacité d'utiliser les lois et tourner le système à leur avantage.⁵⁵

L'ignorance présumée des indigènes justifiait leur traitement différent devant la loi et légitimait l'État à continuer à prélever le tribut de façon discriminatoire. Toutefois, les Indiens étaient toutefois nombreux à percevoir la continuité du système colonial comme

⁵¹ Sattar, "Indígena o Ciudadano?", p. 25.

⁵² Aleezé Sattar, "To Kill a Cacique", *Society and Culture in the Andes: An Online Reader*, consulté le 6 mars 2010, <http://www.yachana.org/research/conf/lasa2000/sattar.html>

⁵³ Sattar, *An Unresolved Inheritance*, p. 39. Sattar fait remarquer que ceci n'empêchait pas les Indiens d'utiliser abondamment les tribunaux et de formuler des plaintes lorsqu'ils étaient insatisfaits d'un règlement, marchant parfois jusqu'à Quito pour s'assurer d'être entendus.

⁵⁴ BAEP, "Lei organica del poder judicial", Juan José Florés Presidente, 1843, sec. 4, art. 113; et "Lei de Procedimiento criminal", in *Constituciones, Leyes,...* *op.cit.*, 1855, cap. VI, art. 58, 3^a, p.9.

⁵⁵ Sattar, "Indígena o Ciudadano?" p. 23.

étant plus souhaitable que l'assimilation et l'intégration forcée à la culture blanche métisse. Les paysans ont continué à s'adresser à l'État central pour réclamer de la protection contre les propriétaires terriens et les municipalités comme ils le faisaient à l'époque coloniale, ce qui avait pour effet de donner de la légitimité à l'État central à une époque où de tensions entre le pouvoir central et local.⁵⁶ Il faut dire aussi qu'accepter de s'instruire selon les standards républicains supposait adopter en partie des normes de comportement et de pensée inspirés de la culture hispanique. Dans son décret sur l'éducation des indigènes, Juan José Flores mentionne que les ceux-ci devraient d'abord apprendre les fondements de la religion, de la morale et de l'urbanité.⁵⁷ Par « urbanité », on peut entendre que le mode de vie espagnol était considéré comme normatif.

L'Équateur était une société où la 'civilisation' était étroitement associée à la ville, et la campagne, à la 'Barbarie'.⁵⁸ Comme la majorité des Indiens habitaient en zone rurale, la croisade contre la Barbarie était aussi une croisade contre les us et les coutumes de la campagne. Lorsque Domingo Faustino Sarmiento a publié en Argentine son livre *Civilisation et Barbarie* en 1845, il a comparé la campagne, présentée comme rétrograde, barbare et despotique, à la ville, source de progrès et de liberté.⁵⁹ Si l'élaboration de ce modèle dichotomique servait à Sarmiento pour expliquer l'histoire trouble de l'Argentine plutôt que celle de l'Équateur, sa vision de la distinction entre gens civilisés et campagnards arriérés était partagée par de nombreux créoles équatoriens, sauf que dans le second cas, les campagnes étaient majoritairement peuplées d'autochtones. Nombreux étaient ceux qui partageaient l'opinion de Sarmiento et voyaient les indigènes d'Amérique étaient des hommes préhistoriques, sales et arriérés, faisant partie d'une race servile.⁶⁰

⁵⁶ Clark and Becker, "Introduction", p. 6.

⁵⁷ *Oficina de estadística*, p. 66.

⁵⁸ Edward Kingman Garcés, *La Ciudad y los Otros: Quito 1860-1940*, Quito, FLACSO - Universitat Roviri y Virgili, 2006, p. 45.

⁵⁹ David Brading, *The First America*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p. 623.

⁶⁰ Brading, *The First America*, p. 626.

En somme, la toute première décennie de la République de l'Équateur est marquée par une préservation de plusieurs institutions coloniales, comme le tribut, l'esclavage et le statut de 'mineurs' accordé à une tranche majoritaire de la population. Toutefois, comme c'était le cas dans la Grande-Colombie, l'État équatorien caressait aussi l'objectif de former une nation de citoyens républicains. Afin de limiter le nombre de participants à la vie politique, les Républiques d'Amérique latine ont continué de reposer sur une citoyenneté « honorable » limitée à ceux qui répondaient à certains critères précis, dont l'éducation. La capacité de lire et écrire en espagnol permettait de distinguer l'homme 'méritant' de l'homme du peuple.

Éducation et libéralisme sous Rocafuerte

La lenteur du développement d'un réseau cohérent de petites écoles dans la jeune république témoigne à la fois du manque de volonté politique pour mettre à bien ce projet et aussi de la difficulté à faire accepter celui-ci par la population. Nous allons maintenant voir que même lorsque des écoles étaient effectivement implantées, la structure du système d'éducation était pensée pour maintenir les hiérarchies coloniales intactes. Les petites écoles mises sur pied pour instruire le peuple n'avaient pas que pour mandat d'alphabétiser les enfants, elles visaient d'abord à contribuer à maintenir l'ordre social et à inculquer de la discipline.

Entre 1835 et 1839, l'homme fort (*caudillo*) qui prend le pouvoir en Équateur, Vicente Rocafuerte, est un adepte de l'idéologie libérale : il est laïc, progressiste et déterminé à moderniser rapidement son pays.⁶¹ Il a travaillé comme diplomate et a vécu

⁶¹ Demélas et St-Geours, *Jerusalén y Babilonia*, p. 110. Vicente Rocafuerte venait d'une famille bien nantie de Guayaquil. Il a vécu de 1783 à 1847. *Idem*. Toutefois, son prédécesseur Juan José Florés a gardé le pouvoir en coulisse au cours de cette période et l'a maintenu jusqu'à la révolution de Mars 1845.

pendant vingt-sept ans à l'étranger, en Europe et en Amérique du Nord.⁶² Rocafuerte est un libéral à tout crin, apôtre de l'éducation publique; il en fait un des dossiers les plus importants de sa présidence. C'est d'abord l'instruction des gens de l'élite qui l'intéresse.⁶³ À ses yeux, même les enfants de bonne famille croupissent dans l'ignorance. Par exemple, dans une de ses lettres à Juan José Flores, Rocafuerte se réjouit d'avoir fondé une académie militaire parce que vingt jeunes garçons, « qui aujourd'hui se consacrent à fréquenter les cafés et à discuter de tout et de rien, en sachant à peine lire et écrire », deviendront utiles à leur patrie.⁶⁴ Rocafuerte est revenu de son voyage en France inspiré : la philosophie éducative française importée en Amérique latine préconisait l'éducation prioritaire de l'élite pour mieux former de futurs dirigeants pour le pays.⁶⁵ Le président Rocafuerte voyait donc son pays comme étant composé de deux classes distinctes de gens : les hommes libres et les hommes serviles. L'éducation était une manière de bien mettre des frontières entre celles-ci.⁶⁶ Il a activement travaillé au développement d'une éducation particulière pour l'aristocratie et à l'expansion de l'éducation pour les militaires.⁶⁷ Vicente Rocafuerte a également favorisé l'implantation d'écoles de type lancastriennes qui suscitaient un engouement chez les Créoles, mais qui en inquiétaient aussi bien d'autres.⁶⁸ Son objectif

⁶² Georges Lomné, « Rocafuerte: à l'école de l'esprit du siècle », dans A. Lempérière, G. Lomné *et al.*, coord., *L'Amérique latine et les modèles européens*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 198.

⁶³ « Lettre à Florès, Quito, le 10 janvier 1838 », Vicente Rocafuerte, *Epistolario*, Quito, Banco Central del Ecuador; Centro de Investigacion y Cultura, 1988, p. 336.

⁶⁴ *Idem.* « ...que hoy se dedican a frecuentar los cafés y a charlar de todo, sin saber apenas leer y escribir... »

⁶⁵ Gertrude Yeager, « Elite Education in Nineteenth-Century Chile », *Hispanic American Historical Review*, vol. 71, n. 1, 1991, p. 76.

⁶⁶ Demélas et St-Geours, *Jerusalén y Babilonia*, p. 119.

⁶⁷ *Idem.*

⁶⁸ *Idem.* Des indices laissent croire que malgré son expansion limitée, le système de Lancaster a carrément inquiété les intellectuels conservateurs équatoriens. Par exemple, le premier roman équatorien rédigé en 1863, présente le personnage d'une mère de famille élevée dans les petites écoles lancastériennes dans sa jeunesse. Cette dernière y avait acquis une vision si critique de la religion, des valeurs traditionnelles et des relations hommes-femmes, qu'elle a élevé sa fille Rosaura dans l'erreur, ce qui conduira cette dernière à sa perte. L'écrivain, Miguel Riofrio, tentait de défendre des principes de liberté, de démocratie et d'éducation auxquels il tenait, mais le fait que le premier roman équatorien ait porté sur la question de l'éducation est significatif, car ceci démontre à quel point la classe intellectuelle était divisée sur ce point. L'éducation populaire, sa relation avec la liberté, et sa nécessité ou non pour l'avancement de la Patrie, était un thème qui soulevait des passions à l'époque de Bolívar et qui en soulevait toujours au moment de la publication de *La Emancipada* en 1863. Marta Moscoso, « Imágenes y roles de género en *La Emancipada* », in S. O'Phelan y M. Zegarra, eds.,

était de reproduire en Amérique du Sud une aristocratie du savoir « fondée sur l'indépendance matérielle de l'individu, dotée de morale, de talents et de véritable instruction, comme elle existe aux États-Unis ». ⁶⁹

La première série de lois concrètes pour encadrer l'établissement d'un réseau cohérent d'écoles publiques en Équateur a été promulgué en 1838, c'est le *Decreto y Reglamento de Instrucción Pública*. ⁷⁰ On retrouve dans ce décret une volonté étatique de superviser les écoles, leur enseignement, et surtout le type d'étudiants admis, qui rappelle l'époque coloniale. Ce règlement tempère les prétentions de Bolívar d'offrir l'éducation primaire à tous les enfants et propose surtout d'offrir cette éducation aux citoyens, le règlement précise que les écoles sont utiles à la société, sans être « nécessaires pour tous ». ⁷¹

Même si le décret avait réellement eu pour objectif d'instruire tous les Équatoriens gratuitement, l'État qui a voté celui-ci était incapable de subventionner la création d'autant d'écoles et encore moins d'obtenir un consensus sur la pertinence d'imposer des taxes scolaires. Les gouvernements de Flores et de Rocafuerte étaient confrontés à la faiblesse de l'État et au manque d'argent dans les coffres. Au début de la République de l'Équateur, les finances publiques étaient dans un état chaotique. Jusqu'en 1840, de 57 à 74 % du budget de l'État aboutissait directement dans les coffres de l'armée. ⁷² Le reste des dépenses était investi en grande majorité dans les dépenses administratives de base. Après 1840, le remboursement de la dette extérieure et le financement d'une bureaucratie plus organisée se

Mujeres, Familia y Sociedad en la Historia de America Latina., Lima, CENDOC-MUJER, 2006, pp. 430-431.

⁶⁹ Lomné, « À l'école de l'esprit du siècle », p. 220, cite une lettre de Rocafuerte à Flores, datée du 16 mai 1838, dans *Epistolario*, p. 362.

⁷⁰ Vicente Rocafuerte, "Decretos y Reglamento de Instrucción Pública espedita por el gobierno del Ecuador", Quito, 1838.

⁷¹ Rocafuerte, "Decretos y Reglamento", cap. 5, art. 66, p. 22, "La instrucción necesaria para todos los ciudadanos se dará en las escuelas elementales primarias; y aquella que sin ser necesaria para todos, es útil a la sociedad."

sont ajoutés au compte des dépenses publiques. Ces frais ne laissaient guère de place à un État interventionniste, capable de mettre en place des programmes sociaux ou même de donner un peu de vigueur à une économie très mal en point.⁷³

Vicente Rocafuerte croyait que le développement d'un système d'éducation pour le peuple serait bénéfique parce qu'il guiderait « chaque classe à son rang, et à chaque homme sa position ». ⁷⁴ Dans sa vision des choses, les arts, les lettres et les sciences étaient réservés à l'élite, mais l'homme du peuple, « humble dans ses aspirations », devait idéalement connaître des principes moraux et politiques, lire, écrire et compter.⁷⁵ À ses yeux, l'instruction publique devait donc être bien dosée et prodiguer la bonne quantité de savoir aux gens du peuple, sans plus, et pour cette raison, il espérait voir l'État contrôler celle-ci. Par exemple, les prescriptions pour choisir les instituteurs des écoles publiques démontrent aussi la volonté étatique de contrôler la fréquentation scolaire et le contenu des enseignements. En effet, le choix des instituteurs n'était pas laissé au fruit du hasard : seuls des jeunes ayant de bonnes recommandations pouvaient occuper la fonction de maîtres et de maîtresses d'école. L'Équateur se donnait aussi le mandat de contrôler les écoles privées, le type d'enseignement dispensé dans celles-ci ainsi que la personnalité des instituteurs, tout en menaçant de faire fermer les écoles illégales et de punir les contrevenants par des peines pécuniaires ou de prison.⁷⁶ Quant aux écoles publiques, qui

⁷² Kenneth Andrien. *The Kingdom of Quito*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, p. 212. En comparaison, les dépenses militaires du régime colonial s'élevaient à environ 16 %.

⁷³ Andrien, *The Kingdom of Quito*, p. 212.

⁷⁴ Citation de Rocafuerte, *Colección Rocafuerte*, Quito, Talleres Gráficos Nacionales, 1947, vol. XIII, pp. 146-147, citée dans Carlos Landázuri Camacho, *Vicente Rocafuerte y la educación*, Quito: Ediciones de la Universidad Católica, 1984, p. 16. «Todo gobierno representativo que saca su origen de la elección, debe establecer un extenso sistema de educación nacional, gradual e industrial, que arroje luz sobre la oscuridad de las masas, que reemplace las demarcaciones de la arbitrariedad, que asigne a cada clase su rango, y a cada hombre su lugar.»

⁷⁵ *Idem.* «...humilde en sus aspiraciones...»

⁷⁶ Les instituteurs du primaire devaient avoir 18 ans et plus, obtenir un certificat de compétence en passant un examen et prouver leur conduite exemplaire avec une lettre de recommandation de sa municipalité ou d'un juge. Les femmes institutrices devaient avoir plus de 20 ans et avoir les mêmes qualifications. Rocafuerte, « Decreto », Cap. 5, sec.1, art. 70 et 71, pp. 23-24.

étaient sous responsabilité municipale, elles devaient répondre à des inspecteurs payés par l'État central qui s'arrogeaient le droit de vérifier le type d'enseignement dispensé.⁷⁷

Pourquoi ce besoin de contrôler à ce point les écoles et le contenu y étant enseigné? Dans le jeune État équatorien, l'éducation jouait un rôle disciplinaire important et la relation entre éduquer et contrôler demeurait étroite. Le décret de 1838 mentionne par exemple la nécessité d'établir des écoles dans des asiles, des prisons et des maisons de correction.⁷⁸ On constate à quel point les institutions scolaires et de répression allaient de pair dans la législation. Par exemple, en avril 1837, un décret autorisait le pouvoir exécutif à créer des fonds municipaux dans tous les cantons pour établir des écoles primaires et des prisons partout sur le territoire.⁷⁹ Force est de constater que les deux types d'établissements, écoles et prisons, étaient liés dans l'esprit des dirigeants : ils visaient à assurer l'ordre public et inculquer une bonne dose de discipline à ceux qui les fréquentaient.

Au moment même où l'Équateur devient un pays, un mouvement en faveur des droits des enfants naît aux États-Unis et en Europe, même si ce courant demeure surtout préoccupé par le bien de la Nation plutôt que le bien des enfants en tant que tels.⁸⁰ Une nouvelle approche dans le domaine de la justice commence également à se répandre partout en occident : l'idée que les délinquants peuvent être réformés. Le président de l'Équateur Vicente Rocafuerte nourrit une grande admiration pour les institutions sociales des États-Unis. Ayant passé une grande partie de sa jeunesse à l'étranger, il a eu l'occasion de se familiariser avec les méthodes 'modernes' qui étaient implantées en Europe et en Amérique du Nord. Par exemple, il a visité des hôpitaux et des prisons en Pennsylvanie et à New

⁷⁷ Rocafuerte, "Decreto", cap. 5, sec.1, art. 77, p. 26.

⁷⁸ Rocafuerte, "Decreto", cap. 5, sec.1, art. 83, p. 27.

⁷⁹ APL-CD, indice 006, Aurelio Noboa, comp., *Recopilacion de leyes del Ecuador*, tomo III (interior), p. 324.

⁸⁰ Aux États-Unis, ce courant se manifeste par un détachement de l'idée calviniste que l'enfant naît avec des instincts naturels mauvais qui doivent être sévèrement contrôlés pour éviter qu'il ne tombe dans la perdition. Ainsi, l'attention, le jeu, l'amour maternel autrefois perçus comme ayant une mauvaise influence sur l'éducation des enfants commencent à être présentés sous un jour positif. Bernard Wishy, *The Child and the Republic*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1968, p. 23.

York qui adoptaient une philosophie innovatrice : favoriser la réhabilitation des délinquants plutôt que la répression.⁸¹ À Londres, il s'est intéressé de si près à la réforme des prisons et au redressement des pénitents qu'il a publié un essai sur le sujet.⁸² Il développe ainsi un ambitieux plan qu'il aimerait voir appliquer dans son pays d'origine. Toutefois, Rocafuerte, s'il croyait que les pauvres devaient recevoir une assistance particulière, se méfiait des masses populaires et croyait que « la protection de la propriété (...) est la première obligation des chargés de l'autorité publique ».⁸³ Autrement dit, la protection de la vie humaine était secondaire à celle des terres, des biens, des possessions aux yeux de l'État, ce qui rend celui-ci responsable du maintien des pouvoirs de l'oligarchie en place. Pour ce faire, il fallait lutter contre l'instabilité et la délinquance menaçant la propriété privée et les privilèges de particuliers.

Les premiers gouvernements de l'Équateur ont donc consacré une partie non négligeable de leurs énergies à légiférer pour tenter de contrer la délinquance, en particulier la délinquance juvénile.⁸⁴ Dans ses correspondances, Rocafuerte fait souvent état d'immoralité, « étendu à tous les échelons de la société », qu'il attribue à l'ignorance.⁸⁵ Nous avons vu au chapitre cinq qu'au cours de l'ère bourbonnienne, le discours entourant la répression de la criminalité était teinté des valeurs de productivité et de développement économique et c'était toujours vrai entre 1830 et 1845. Par exemple, le vagabondage était

⁸¹ Carlos Landázuri Camacho, « Síntesis biográfica de Vicente Rocafuerte... », *Vicente Rocafuerte: Epistolario*, Quito, Banco Central del Ecuador, 1988, p. 56. Ce fils de dignitaire espagnol et militaire de profession s'est tenu loin des grandes batailles d'Ayacucho ou de Pinchincha. Pendant toute l'époque des guerres d'indépendance, il a voyagé en Amérique du Nord et en Europe, pour ne revenir en Équateur qu'en 1833, une fois les troubles indépendantistes passés. Ce choix a rendu ses biographes perplexes, mais on peut dire que ces voyages lui ont permis de réfléchir sur les futurs programmes sociaux qu'il mettrait en place une fois au pouvoir.

⁸² Camacho, « Síntesis », p. 71.

⁸³ Lettre à Juan José Florés, Quito, 9 août 1837. Rocafuerte, *Epistolario*, p. 314. «...el gobierno contando con este firme apoyo puede y debe desplegar la mayor energía en favor de la paz, que tanto necesitamos, y de la protección de la propiedad, que es la primera obligación de los encargados de la autoridad pública ».

⁸⁴ Voir par exemple les lettres suivantes écrites par Rocafuerte et destinées à Flores et datées du 6 octobre 1839, ainsi que des 5, 12 et 26 février 1840, dans Landázuri, *Rocafuerte* I, pp. 472-473, II, pp. 514-519 et 523-524.

⁸⁵ Lomné, « À l'école de l'esprit du siècle », p. 218, cite une lettre de Rocafuerte du 25 mai 1836, dans *Epistolario*, *op.cit.*, p. 260.

perçu comme l'ennemi de la société productive.⁸⁶ Les droits de citoyenneté pouvaient être perdus pour cause de « vagabondage déclaré » et étaient retirés aux « alcooliques de coutume » et aux « mauvais payeurs de dettes ».⁸⁷ Les jeunes enfants et adolescents étaient particulièrement dans la mire de toutes les entreprises d'éradication du vagabondage et de la mendicité, car il s'agissait de prévenir la formation de futurs criminels.⁸⁸

Il y avait une relation de cause à effet étroite entre ignorance et délinquance aux yeux des gouvernements républicains et ces derniers ont adopté une stratégie déjà amorcée à l'ère des réformes bourbonniennes : renforcer l'autorité patriarcale des familles sur leurs enfants. En matière de droit familial, l'État équatorien a conservé les grandes orientations mise en place à l'ère bourbonnienne et a continué à reposer sur le pouvoir des chefs de famille pour contrôler leurs femmes et leurs enfants pour maintenir l'ordre.⁸⁹ Le Code pénal de 1837 a confié aux parents de famille une bonne part de responsabilité sur leurs enfants. En effet, les enfants et adolescents entre 10 et 17 ans reconnus coupables d'avoir commis un geste criminel « sans malice » étaient remis entre les mains de leurs parents ou de leurs tuteurs.⁹⁰ Dans une logique qui rappelle l'ère bourbonnienne, le Code pénal de 1837 condamnait les tentatives « d'attentat contre l'autorité domestique »⁹¹ et autorise les parents ayant des enfants rebelles à les faire interner dans des maisons de correction.⁹² L'État proposait de se substituer aux parents lorsque des jeunes n'étaient pas supervisés par des

⁸⁶ Dans son étude sur le Mexique, Silvia Arrom note cette tendance dans la première moitié du XIXe siècle qui culmine avec une loi particulièrement sévère en 1845. Silvia Arrom, *Containing the Poor: The Mexico City Poor House, 1774-1871*. Durham, Duke University Press, 2000, p. 27.

⁸⁷ BAEP, *Constituciones, Leyes, Decretos y Resoluciones del Congreso de 1855*, Quito, Imprenta del Gobierno, 1854, título II, art. 9, p. 3., “ser vago declarado, ébrio de costumbre ó deudor fallido”.

⁸⁸ Arrom, *Containing the Poor*, p. 30.

⁸⁹ Chambers, *From Subject to Citizens*, p. 210 parle d'un désengagement des autorités péruviennes quand venait le temps d'interférer avec les droits des patriarches sur leurs familles, comme celui des maris à corriger leurs épouses par exemple.

⁹⁰ ABFL, *Código penal 1837*, título preliminar, cap. 1, sec.II, art. 61, p. 11.

⁹¹ ABFL, *Código penal 1837*, título 5, cap. IV, p.57. “Atentados contra la autoridad doméstica”.

⁹² ABFL, *Código penal 1837*, título 5, cap. IV, p. 57.

patriarches : les enfants sans parents ou tuteurs risquaient d'être placés dans des maisons de correction jusqu'à 25 ans.⁹³

On retrouve aussi la relation étroite entre ignorance et délinquance aux yeux de l'État équatorien dans des documents judiciaires, une supposition exacerbée à l'époque républicaine. Plus que jamais, devant les cours de justice, les jeunes étaient appelés à se montrer utiles et productifs, ainsi qu'à faire valoir leur éducation pour être mieux considérés par les magistrats. Par exemple, en 1838, le procureur des pauvres Manuel Echeverria tente d'éviter à son jeune client indien une peine de mort. Au lieu de demander au tribunal d'appel de revoir les éléments de preuve, il plaide que son client peut encore être utile à la Patrie. Il a une formation de marin, et « un bon marin ne se forme pas en un jour. »⁹⁴ Le tribunal rejette la demande parce que les témoignages n'indiquent pas que l'homme sera utile à la société. L'éducation est brandie comme indice pour départager ceux qui « méritent » la protection de l'État, et ceux qui n'en méritent pas. Ici, Manuel Echeverria croit que le jeune indigène compense son statut racial inférieur par la formation pratique qu'il a acquise. Il est donc présenté par son procureur comme un ami de la société et non pas comme un délinquant ennemi, même si cette défense ne fonctionne pas.

On retrouve aussi cette notion dans des documents adressés à la cour par des jeunes de l'élite dans l'espoir d'être déclarés majeurs (voir le chapitre un). Pour prouver leur capacité à agir en adultes, les jeunes de moins de vingt-cinq ans utilisaient leur formation pratique et leur éducation pour illustrer leur utilité à la république. Les diplômes scolaires et les formations pratiques dans une profession estimée étaient brandis pour démontrer l'usage de la raison et la maturité. Par exemple, Manuel Tijon parle de ses études universitaires en droit pour démontrer qu'il se tient loin « de l'ignorance, mère de l'erreur ».⁹⁵ Manuel

⁹³ ABFL, *Código penal 1837*, título preliminar, cap. 1, sec.II, art. 61, p. 11.

⁹⁴ ANE criminales, c.264, exp. 9, 19/12/1838. "...un buen marinero no se forma en un día."

⁹⁵ ANE menores, c.3, exp. 4, 1833/08/19, f6r "...que estos conocimientos bien alejados de mi la ignorancia madre del horror..."

Chiriboga se consacre corps et âme à la carrière littéraire en étudiant la philosophie.⁹⁶ José Salvador Espinoza vante son travail industriel dans un moulin de chocolat.⁹⁷ Le sens de la famille et les obligations filiales sont également estimés, comme José María Guarderas qui a pris soin de sa mère pendant qu'elle était malade de façon « auguste ».⁹⁸ Désormais, chaque mineur était jugé selon de nouveaux critères autres que l'honneur de la famille ou la profession prestigieuse du père : en s'appuyant sur des notions de vertu républicaine, il y avait plutôt une évaluation individuelle des compétences, de la productivité économique et de l'instruction.

L'établissement de petites écoles destinées à l'ensemble de la société s'inscrit donc dans une logique de transformer des enfants pauvres et citoyens utiles pour contrer la délinquance. Toutefois, les directives du gouvernement central en ce sens se heurteront à un mur au niveau local. Le projet d'établir des petites écoles dans tous les villes et villages du pays malgré le manque de fonds nécessaire est mis de l'avant sous le régime Rocafuerte.⁹⁹ Ce dernier donne à la Direction générale des études la responsabilité de mettre de l'ordre dans l'enseignement sur le territoire.¹⁰⁰ Pourtant l'État central repose sur l'action locale pour réussir à faire fonctionner le réseau de petites écoles. La chambre des représentants de l'Équateur demande aux *alcaldes municipales* (maires) et aux *tenientes* (chefs) de chaque canton, d'envoyer une liste d'hommes aptes à remplir le rôle de maîtres d'école.¹⁰¹ On donne huit jours aux gouverneurs et aux *corregidores* pour choisir des maîtres et ouvrir les écoles avec l'aide des curés de paroisse. On promet à chaque curé qui parviendra à ouvrir une école lancastérienne avec succès, une ascension de carrière.¹⁰² Il reste la problématique de trouver des locaux assez grands pour accommoder des classes. Pour régler ce problème,

⁹⁶ ANE menores, c.3, exp. 22, 1839/10/13, f4r.

⁹⁷ ANE menores, c.3, exp. 16, 1838/01/30, f1r.

⁹⁸ ANE menores, c.3, exp. 11, 1836/06/16, f3r. "...cumplir mejor con las augustas obligaciones filiales."

⁹⁹ Sur le développement de l'éducation en 1839 et les années subséquentes, ainsi que sur le rôle actif joué par Flores dans ce dossier même sous la présidence de Rocafuerte, voir Van Aken, *El Rey de la noche*, pp. 226-228.

¹⁰⁰ Uzcátegui, *Desarrollo de la educación*, p. 10. Le règlement de Rocafuerte va durer un quart de siècle.

¹⁰¹ ABFL, *Actas del Congreso Constitucional del Ecuador*, vol. II, Quito: Imprenta del Gobierno, 1894, p. 77.

¹⁰² ABFL, *Actas del Congreso*, p. 86.

le Congrès suggère d'utiliser des locaux dans des édifices administrés par des communautés religieuses. Dans les paroisses qui n'ont pas de tels locaux, il faudra alors demander aux pères de famille qui ont des enfants d'âge scolaire de payer pour louer un local.¹⁰³ Il s'agit donc visiblement d'une mesure destinée d'abord et avant tout aux habitants des villes. Rocafuerte espère aussi utiliser une autre méthode employée par les dirigeants bourbons et par Simón Bolívar avec un succès mitigé : forcer les couvents à ouvrir des écoles dans leurs murs. Il ne s'attaque toutefois que très mollement à l'Église qui a un pouvoir important à l'aube de la République et il compte surtout sur la bonne volonté des institutions religieuses.¹⁰⁴

C'est sans doute la question autochtone qui était la plus controversée dans la région andine. Rocafuerte, un libéral de Guayaquil, comptait sur l'instruction pour homogénéiser la population et les langues parlées dans le pays, tout en favorisant la collaboration, ou « union intime » entre blancs et indigènes.¹⁰⁵ Selon le décret de 1838, l'instruction primaire devait inclure des éléments de morale et de religion, en plus de la lecture, de l'écriture, l'espagnol, l'arithmétique et le système de poids et de mesure.¹⁰⁶ La mention de

¹⁰³ *Idem.*

¹⁰⁴ Uzcateguí, *Desarrollo de la educación*, p. 10. Il a ouvert au public le couvent dominicain San Fernando, ainsi que le couvent Santa María del Socorro pour les filles. Il a aussi ouvert un collège militaire portant son nom à Guayaquil.

¹⁰⁵ « Lettre à Flores, Guayaquil, 4 mars 1835 », Rocafuerte, *Epistolario*, p. 164. « En la sierra hay la ventaja incalculable de tener una población homogénea, lo que no sucede en el Guayas; la casta africana enemiga de todas las demás castas va adquiriendo un poder que es tiempo de contener, por la íntima unión que debe establecerse entre los blancos y los indígenas, la que no podrá efectuarse mientras existan los tributos. Los indios libres producen más aquí que los tributarios, y es todo lo opuesto del otro lado del Chimborazo. La justicia exige que se quiten también los tributos en la Sierra, mas la política, que no está siempre de acuerdo con la justicia, aconseja que sigan los tributos hasta que los indios de Quito estén bastante adelantados en luces y capitales para gozar de este derecho con ventajas suyas y del público, lo que no se puede esperar en menos de veinte años de tiempo. Y así, reconociendo el principio de justicia abstracta que asiste a los indios de la Sierra para eximirlos del tributo, la prudencia me dicta no tocar en mucho tiempo ese delicado asunto, y ocuparme sólo de los medios de remover los obstáculos que hoy se oponen en la verdadera emancipación. »

¹⁰⁶ Rocafuerte, « Decreto », cap. 5, sec. 1, art. 67. En 1826, quelques années avant de prendre le pouvoir, le président Rocafuerte a publié un recueil de leçons destinées aux écoles primaires élaboré à partir de textes bibliques et d'exemples tirés de la Bible. *Lecciones para las escuelas de primeras letras*, New York, Ediciones A.Paul, 1826 (sur microfiche).

l'apprentissage de la langue castillane en plus de la lecture et de l'écriture laisse supposer que dans un monde idéal, l'instruction primaire pourrait être destinée à des Indiens ou à d'autres gens du peuple ne maîtrisant pas la langue du gouvernement. Toutefois, un tel projet avait ses détracteurs chez les élites locales et même chez les Indiens.

Le recensement des écoles du canton de Quito, mené en 1839 et 1840 dans toutes les paroisses, démontre que les « petites écoles » de ce canton n'étaient pas destinées aux indigènes, même si occasionnellement, certains enfants indigènes y assistaient.¹⁰⁷ Les maires et autres fonctionnaires qui ont participé au recensement font consensus : les petites écoles étaient destinées aux non-Indiens. Dans la paroisse de Chimbocalle, par exemple, « il n'y a aucune école parce que presque toute la population est composée d'indigènes ».¹⁰⁸ Même son de cloche à Atangasi où « tous les habitants décents indigènes, montañés (métis) ou blancs qu'il y a, se sont salis ils ne sont pas intelligents à éduquer ni à faire l'école... »¹⁰⁹ À Santa Prisca, on assure qu'il n'y a dans toute la paroisse qu'une douzaine d'enfants ayant besoin d'une école, car les autres sont des Indiens.¹¹⁰ Le recensement des écoles nous apprend aussi qu'on retrouve sans surprise, la majorité des écoles dans les paroisses urbaines¹¹¹ et que ces écoles étaient rarement gratuites.¹¹²

¹⁰⁷ À Aloag et Sangolqui, on mentionne des enfants indigènes qui assistent aux cours. AMQ escuelas, folio 32 et f73.

¹⁰⁸ AMQ escuelas, folio 71. « ...no hay escuela ninguna por que casi toda la poblacion se compone de indigenas ...»

¹⁰⁹ AMQ escuelas, folio 60. «...sabe la misma Republica que esta parroquia se conpone todos los abitantes desente indijena huno hotro Montanes Blanco que hay ha suciado en esta parroquia no son Inteligentes a educar ni dar escuela...»

¹¹⁰ AMQ escuelas, f.51.

¹¹¹ AMQ escuelas, f.20. Ces paroisses sont Atachacho (2), Aloac (1), Aloasi (1), Tumbaco (1), Garuqui (1), Cotocollao (1), Pomasqui (1) et Calacali (1). AMQ escuelas, f.69. À Machachí, il n'y a pas d'écoles en tant que telles parce qu'il n'y a pas de local assez grand pour en abriter une, mais deux maîtres se promènent de maisons en maisons et donnent des cours à des endroits variés. Dans AMQ escuelas, folio 26, on apprend aussi que les enfants des paroisses situées près du centre-ville, telles que San Roque, avaient tendance à marcher jusqu'au quartier « Cathedral ».

¹¹² Par exemple AMQ Escuelas, folio 65. Le maître d'école reçoit un real de la part de chacun de ses étudiants.

La résistance à l'éducation autochtone ne provenait pas que des têtes dirigeantes locales. Les indigènes des paroisses rurales ont également été nombreux à résister contre l'ouverture d'écoles dans leurs communautés. Nous avons vu au chapitre précédent que dès l'indépendance, les terres appartenant aux communautés indiennes ont été identifiées comme 'disponibles' pour la construction d'école, ce qui a favorisé l'accès à des non-Indiens à des terres considérées comme ancestrales. Cette tendance s'est accélérée après 1830. Les communautés indiennes ont dû mener une lutte active contre le projet éducatif républicain dans le but de protéger les droits communaux. Par exemple, en 1836, la municipalité de Quito ordonne au lieutenant du village de Machachi de louer les terres de la communauté indienne afin de financer la construction de l'école. Les Indiens ont dû mener une véritable guerre juridique pour empêcher que des terres agricoles aient une nouvelle vocation. En s'adressant au gouvernement central, ils ont fait appel à la loi du 15 octobre 1828 pour dire que les terres ne pouvaient être louées lorsqu'elles sont communautaires.¹¹³ Même scandale à Cotacollao, alors que le *teniente* veut utiliser la terre communale des indigènes pour y installer une école publique.¹¹⁴ Les habitants du village rejetaient l'idée d'établissements scolaires dans leur communauté pour mieux garder le contrôle de leurs terres.

Quel bilan faut-il faire de la présidence de Rocafuerte? Les mesures mises de l'avant par Vicente Rocafuerte n'ont pas eu l'effet de donner un élan remarquable au taux de scolarisation des Équatoriens. En 1839, pour une population civile de 612 798 personnes, 5456 enfants fréquentaient 218 écoles.¹¹⁵ En 1841, les statistiques du Ministère de l'Intérieur démontrent que pour 642 967 Équatoriens, dont 119 317 enfants,¹¹⁶ 4997 jeunes (4451 garçons et 546 filles), fréquentaient l'école.¹¹⁷ Ceci indique un taux de

¹¹³ Morelli, *Territoire ou Nation?* p. 188.

¹¹⁴ AMQ, *Oficios, Solicitudes, &, dirigidos al presidente del consejo, 1837-1839*, f.173-179.

¹¹⁵ *Boletín de estadística*, Quito, 1910, p. 69. L'auteur cite Ignacio Salazar, que vous pourrez retrouver dans l'introduction du volume suivant : ABFL, *Actas del Congreso Constitucional del Ecuador*, Quito, Imprenta del Gobierno. Vol. 1 - Actas del Senado. 1893. L'origine de ces statistiques n'est pas expliquée par l'auteur.

¹¹⁶ *Boletín de estadística*, p. 131.

¹¹⁷ *Boletín de estadística*, p. 69.

fréquentation scolaire extrêmement bas. Pour la province de Pichincha, 3 % des garçons et 0,009 % des filles allaient à l'école primaire alors que pour une province rurale telle que Chimborazo, les statistiques tombaient à 0,73 % des garçons et, sans doute, 0 % des filles.¹¹⁸ Si nous comparons ces statistiques avec celles de la Grande-Colombie du chapitre 6 de cette thèse, 5319 enfants fréquentaient l'école en 1825-1826. Il ne s'agit donc pas d'une avancée ni d'un recul, mais d'un *statu quo*.¹¹⁹ Quoi qu'il en soit, après 1840, les statistiques démontrent un essor de l'instruction publique, tant chez les filles que chez les garçons, qui est épaulé par un essor des dépenses de l'État en matière d'éducation.¹²⁰

Cette situation fait dire à Emilio Uzcateguá que la situation « indigente » de l'éducation était « atroce » jusqu'à la fin des années 1850.¹²¹ Selon l'historien, les écoles étaient peu nombreuses, les fonds étaient insuffisants et les locaux d'enseignement étaient souvent « immondes ». ¹²² Toutefois, il serait erroné d'affirmer que le projet éducatif de Rocafuerte était un échec puisque son véritable objectif était de mettre en place un système scolaire à deux vitesses en commençant par les écoles destinées à l'élite. Quant à l'objectif de contrôler la population et de lui inculquer de la discipline, l'État équatorien n'a pas réussi à scolariser suffisamment de petits Équatoriens entre 1830 et 1845 pour exercer un réel contrôle social. Toutefois, l'État n'était pas le seul acteur à diffuser la métaphore familiale pour exercer un contrôle, ni à monopoliser l'éducation. D'autres institutions

¹¹⁸ *Boletín de estadística*, p. 110. Michael Hamerly, qui a étudié les statistiques du Ministère de l'Instruction publique disponibles après 1838, met en garde contre les chiffres qui y sont compilés, car les données provenant du système d'écoles publiques et celles des écoles publiques et privées combinées y sont inscrites sans toujours faire une discrimination adéquate entre les deux. Hamerly, « Quantifying Nineteenth Century », *Latin American Research Review*, vol. 13, n. 2 (1978), p. 149.

¹¹⁹ Il est à noter que la Colombie a connu la même stagnation après la dissolution de la Grande-Colombie. Carlos Newman a dressé des tableaux comparatifs de la fréquentation scolaire de plusieurs pays d'Amérique latine au XIX^e siècle. Le taux de fréquentation scolaire de l'Équateur en 1849, environ 1.3 % des enfants de 6 à 12 ans, est le même que la Colombie deux ans plus tôt. Carlos Newland, « La educación elemental en Hispanoamérica », *Hispanic American Historical Review*, vol. 71, n. 2, 1991, p. 359. Vers la fin du XIX^e siècle, l'Équateur semble avoir dépassé la Colombie en terme de fréquentation scolaire.

¹²⁰ *Boletín de estadística*, pp. 109-154.

¹²¹ Uzcateguá, *Desarrollo de la educación*, p. 11.

¹²² *Idem*.

comme l'armée, l'*hacienda* et les municipalités ont joué ces rôles en utilisant, eux aussi, le langage du patriarcat à leur avantage.

Trois institutions, le patriarcat et l'éducation

L'armée comme lieu d'éducation et de convergence

On ne considère pas souvent l'armée comme une vaste « école » et pourtant, celle-ci joue le rôle de diffuser des valeurs, des normes de comportement et des idées au sein d'une population.¹²³ Après les guerres d'indépendance, l'armée nationale est devenue l'institution républicaine la plus importante et le premier « canal ouvert pour la mobilité des secteurs marginalisés dans le système colonial. »¹²⁴ Admettant dans ses rangs des hommes de toutes les classes sociales et origines ethniques, elle détonait avec la nature aristocratique de la société, car elle avait un système d'avancement et de rang basé sur le mérite.¹²⁵ Il s'agissait également d'un milieu autoritaire qui inculquait certaines valeurs telles que des notions de 'bonne conduite' et le respect de l'autorité. Comme l'a démontré Sarah Chambers, cette institution accueillait dans ses rangs des hommes pauvres indigènes et métis pour les convertir en de bons citoyens.¹²⁶

Pour les gens de l'élite, la carrière militaire est devenue un tremplin de prestige pour

¹²³ Seule une poignée d'Équatoriens ont véritablement fréquenté des écoles militaires au cours de la période qui nous intéresse. L'école navale de Guayaquil fondée en 1822 a connu de longues périodes de fermeture au cours de son histoire à cause des guerres et du manque d'argent. Le collège militaire de Guayaquil, fondé par Rocafuerte en 1838 a connu le même sort incertain, fermant ses portes au bout d'une décennie. Landázuri Camacho, *Vicente Rocafuerte y la educación*, p. 31.

¹²⁴ Nuñez Sanchez. "De Audiencia a Nación", p. 286. "El nuevo ejército nacional fue el primer canal abierto a la movilidad de los sectores marginados del sistema colonial. Blancos pobres, mestizos, negros e indios subieron socialmente gracias a su participación en las luchas de independencias y al sistema de ascensos militares."

¹²⁵ Nuñez Sanchez. "De Audiencia a Nación", p. 392.

¹²⁶ Chambers, *From Subject to Citizen*, p. 157.

prouver son mérite et sa compétence.¹²⁷ Nous pouvons constater l'apparition de référence à la profession militaire dans les pétitions de jeunes hommes de moins de 25 ans revendiquant leur indépendance. Ces demandes d'émancipation démontrent à quel point les mineurs ont utilisé leur service militaire comme argument pour prouver leur bonne éducation, leur souci de la discipline et leur utilité. Par exemple, la demande de Camilo Borja, 19 ans, est entérinée à cause de son mérite et, mais aussi à cause de sa brillante carrière militaire.¹²⁸ Le capitaine Vicente Larrea, quant à lui, a fait valoir que son expérience lui a permis d'acquérir un raisonnement « expert ».¹²⁹ Le service militaire, qui employait parfois de très jeunes garçons, offrait la possibilité à ceux-ci de vivre loin de leurs familles et ces derniers pouvaient avoir du mal à accepter l'autorité parentale une fois leur service terminé.

Chez les gens du peuple, faire partie de l'armée était parfois aussi une source de fierté, d'honneur et brandie comme une preuve de grand patriotisme, parfois même utilisée dans des pétitions à la cour pour revendiquer des privilèges.¹³⁰ Toutefois, la carrière militaire n'était pas toujours un choix. Les jeunes hommes de toutes les classes sociales qui étaient enrôlés dans l'armée étaient confrontés à une discipline sévère : ils étaient bien souvent recrutés contre leur gré et forcés de rester en poste sans leur consentement.¹³¹ Dans une société dominée par le pouvoir militariste des *caudillos*, il existait un besoin de main-d'œuvre important dans l'armée.¹³² L'État équatorien a consacré une part importante de son budget et de ses énergies après 1830 à créer une force militaire efficace, ce qui était particulièrement utile dans un contexte où la nouvelle nation était secouée par de multiples guerres civiles et risquait de tomber sous attaque du Pérou et de la Colombie à tout moment.

¹²⁷ Chambers, *From Subjects to Citizens*, p. 184.

¹²⁸ ANE menores, c.3, exp. 25, 1840/08/22, f7v.

¹²⁹ ANE menores, c.3, exp.29, 1843/04/29.

¹³⁰ Chambers, *From Subjects to Citizens*, p. 185-187.

¹³¹ Van Aken, *El Rey de la noche*, p. 115.

L'État équatorien n'avait pas les moyens financiers de rémunérer ses soldats à leur juste valeur.¹³³ Une des principales solutions utilisées a été de concentrer les efforts de recrutement vers la jeunesse. Par exemple, en 1843, la *Loi sur la milice nationale* a obligé tous les Équatoriens de 18 à 40 ans à faire partie de la milice. Toutefois, une exception à cette règle permettait aux garçons destinés à une carrière importante de ne pas retarder leurs études, car elle prévoyait une exemption pour les maîtres d'école et pour les étudiants des collèges et des universités.¹³⁴ À cause de la persistance des problèmes de recrutement, les adolescents sont tombés dans la mire de l'État. Trois ans plus tard, un autre décret a obligé les jeunes équatoriens de 16 ans et moins à être enregistrés comme miliciens et prêts à contribuer à la défense de la patrie en temps de guerre, à l'exception des Indiens tributaires, des malades et des religieux.¹³⁵ Ainsi, l'âge minimum pour l'enrôlement a été abaissé de deux ans pour permettre un recrutement encore plus important.

L'armée de la République de l'Équateur était une institution hiérarchique qui inculquait à ses soldats de respecter leurs rangs, déterminés en grande partie par leur classe sociale, leur naissance, leur éducation et leur race. Les recrues, même lorsqu'elles étaient analphabètes, étaient mises en contact avec une iconographie censée promouvoir le patriotisme et l'adhésion aux principes républicains, entendaient de la musique militaire et écoutaient des discours.¹³⁶ Peut-être aussi que la cohabitation d'hommes de plusieurs tranches de la société a pu avoir un impact sur la transmission de valeurs, de savoirs et d'information. Elle est à ce jour en Équateur présentée comme une grande famille métaphorique où tous les fils étaient appelés à servir une *Patrie* féminisée sous l'autorité patriarcale des officiers.¹³⁷ En ce sens, sans avoir une vocation d'enseignement en tant que

¹³² Arrom, *Containing the Poor*, p. 35.

¹³³ Van Aken, *El Rey de la noche*, p. 116.

¹³⁴ BAEP, "Lei que arregla la milicia nacional", Juan José Flores Presidente, 1843, art. 3. In *Constituciones, Leyes...*, *op.cit.*

¹³⁵ ABCE, fondo general, SG0062.2, "Leyes, decretos, etc.", art.2, 1846.

¹³⁶ Nuñez Sánchez, "De Audiencia a la Nación", pp. 407-410.

¹³⁷ L'article de Brian Semelski, "Sons of Indians and Indian Sons", *Highland Indians*, pp. 155-178, portant sur l'époque contemporaine, rappelle que l'armée équatorienne est un lieu important de rencontre entre les Indiens et les membres d'autres segments de la population et joue toujours un rôle 'éducatif' pour un État

tel, elle veillait à inculquer discipline et respect de la loi, comme le souhaitait ardemment Rocafuerte.¹³⁸

Les haciendas, des microsociétés patriarcales

L'*hacienda* est une autre institution importante de la République de l'Équateur. Peuplées en majorité de travailleurs indigènes (*conciertos*) devant signer un contrat à long terme avec leur employeur, les propriétaires terriens, les *haciendas* étaient aussi des lieux de contrôle, de discipline. Elles prenaient en charge tous les aspects de la vie de leurs habitants, dont la spiritualité, l'éducation, les besoins, les rituels et les fêtes, mais aussi la répression et la lutte contre la délinquance. Les *haciendas* étaient aussi pensées comme des microétats, de vastes familles patriarcales, où la majorité d'enfants métaphoriques, les indigènes, évoluaient sous l'œil vigilant d'un patriarche blanc ou métisse. Les lois de la République de l'Équateur venaient renforcer cette position en consolidant le pouvoir des propriétaires d'*haciendas* à réguler l'existence de ses travailleurs.¹³⁹

Le système de fonctionnement des *haciendas* reposait sur la rhétorique patriarcale et sur la domination de type parent-enfant. Le livre d'Andrés Guerrero, *La semántica de la dominación*, s'intéresse à une époque différente, la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle, mais offre des pistes intéressantes pour comprendre les assises hautement symboliques du système de *concertaje* des Indiens, basé sur la métaphore familiale. C'est le rôle d'un bon père de famille que joue le propriétaire terrien dans cette représentation de la micro-société de l'*hacienda* comme une grande famille. Chaque Indien était, à l'image d'un petit enfant, soumis à l'autorité paternelle, devant donc travailler pour lui. Le système symbolique de l'*hacienda* était pensé pour asseoir la domination des propriétaires en rappelant

voulant inculquer des notions de 'civilités' et de 'bonnes manières', allant jusqu'à la nécessité de se brosser les dents, à sa population autochtone.

¹³⁸ Landázuri Camacho, *Vicente Rocafuerte y la educación*, p. 31.

¹³⁹ O'Connor, *Gender, Indian, Nation*, p. 38.

constamment aux Indiens leur état de dépendance, les renvoyant à leur propre enfance. L'image du « père de famille » avait une double face. D'une part, les propriétaires se présentaient comme de généreux pourvoyeurs voulant le bien de ses enfants, d'autre part, il représentait l'autorité en punissant les écarts de conduite.

Ainsi, au sein de chaque *hacienda*, des rituels de « dons » étaient mis en place pour redorer l'image du patron choyant sa progéniture. Lors de fêtes annuelles comme la Saint-Jean ou le jour de l'an, le contact entre le propriétaire terrien et ses « Indiens » prenait la forme d'échanges rituels calculés. De plus, dans certaines circonstances telles qu'une maladie ou un baptême par exemple, les Indiens pouvaient faire appel de façon individuelle aux *suplidos*, une aide financière exceptionnelle, renforçant l'image de la figure paternelle.¹⁴⁰ En contrepartie, la violence, brutale et arbitraire, était utilisée dans les haciendas pour inciter les adultes à obéir. Le droit du patron à corriger ses Indiens était parfois scénarisé pour laisser une forte impression, alors que les *conciertos* désobéissants étaient fouettés sur le patio de l'*hacienda* sous l'œil désapprobateur du patron.¹⁴¹

S'il est peu probable que toutes les *haciendas* de l'époque républicaine aient eu des petites écoles offrant aux enfants une instruction autre que les rudiments de la religion catholique, les *haciendas* étaient des hauts lieux de contrôle et de diffusion de l'idéologie patriarcale dans les campagnes. Nous verrons maintenant que les municipalités adoptaient un rôle équivalent en milieu urbain.

Les municipalités, discipline et éducation de la plèbe urbaine

La répression de la délinquance a connu toute son importance au sein des municipalités. Les municipalités n'ont pas été appauvries par des guerres coûteuses, elles

¹⁴⁰ Andrés Guerrero, *La semantica de la dominacion: el concertaje de Indios*. Quito, Ed. Libri Mundi Enrique Grosse-Luemern, 1991. Voir le tableau p. 195.

n'ont pas connu de crises majeures comme l'État central et, comme celui-ci, elles occupaient des fonctions judiciaires, exécutives et législatives qui servaient parfois à contrecarrer des décisions venant de Quito.¹⁴² Ces corporations, tribune des élites et des secteurs intermédiaires de la population, se percevaient comme des personnes juridiques distinctes de l'État central plutôt que comme des paliers inférieurs de la hiérarchie gouvernementale.¹⁴³ Le *Cabildo* municipal est l'institution qui est sortie la plus gaillarde du passage de la colonie à l'indépendance.¹⁴⁴ Parce que les conseillers municipaux étaient élus par les citoyens des villes, ils étaient près de la vie quotidienne de la population et des problèmes locaux, les *cabildos* s'avéraient souvent plus flexibles et efficaces que le gouvernement de la République de l'Équateur.¹⁴⁵ Ainsi, la municipalité se préoccupait davantage de charité et de protection que l'État central par l'entremise du principe de *vindicta pública* qui rendait les *Cabildos* responsables de la police, de l'ordre social, de la salubrité et des prisons.¹⁴⁶ Chaque canton était libre de passer ses propres lois pour encadrer les contrats de travail, entre autres de légiférer sur le travail infantile.¹⁴⁷ Chaque canton avait aussi son propre *defensor de menores*, un avocat ou un juriste à temps partiel qui avait la mission particulière d'assister les mineurs dans leurs tractations avec la justice.¹⁴⁸ Les *Cabildos* étaient également très importants dans l'administration des écoles (choix des précepteurs, récoltes des taxes, subventions) qui étaient généralement destinées à des enfants de secteurs particuliers de la population.¹⁴⁹

¹⁴¹ Guerrero, *La semantica*, p. 200.

¹⁴² Ayala Mora, "El Municipio", p. 72.

¹⁴³ Ayala Mora, "El Municipio", p. 83.

¹⁴⁴ Entre 1830 et 1859, les municipalités avaient une autorité 'cantonale', donc sur l'ensemble des régions rurales en plus de la ville. La tentative d'instaurer un pallier de gouvernement supplémentaire, le 'provincial' ont été des échecs virtuels au cours de cette période. Ayala Mora, « El Municipio en el siglo XIX », p. 71.

¹⁴⁵ Les conseillers municipaux étaient sans rémunération et cette fonction était occupée par des gens attirés par le pouvoir qui avaient d'autres sources de revenus. Ayala Mora, « El Municipio », p. 73 et 74.

¹⁴⁶ Ayala Mora, "El Municipio", p. 75.

¹⁴⁷ Ayala Mora, "El Municipio", p. 77.

¹⁴⁸ Ayala Mora, "El Municipio", p. 75.

¹⁴⁹ Ayala Mora, "El Municipio", p. 78.

Le financement des municipalités dans la République de l'Équateur a pu avoir une importance déterminante sur la protection des privilèges de certains groupes au détriment d'autres groupes de la population. En effet, les municipalités survivaient grâce à des donations volontaires et obligatoires de la part des citoyens qui en avaient les moyens. Ceci, bien entendu, laisse supposer que des individus pouvaient utiliser cette méthode pour faire avancer leurs propres intérêts. Par contre, les gens du peuple, qui contrairement aux indigènes ne payaient pas systématiquement d'impôt sur leurs revenus à l'État central, étaient taxés par les municipalités. La méthode la plus utilisée par les municipalités pour se financer était les amendes données par les policiers pour faire régner l'ordre public.¹⁵⁰ Il y avait également d'autres formes de prélèvements d'impôts indirects, dont des taxes sur l'alcool, sur l'usage des routes et des aqueducs, les théâtres et les maisons de jeu. Il y avait donc un lien direct entre les taxes et le désir de faire régner un ordre moral bourgeois, idée déjà perceptible à la fin du XVIIIe siècle. Ainsi, la répression de la délinquance urbaine qui s'est accélérée dans la période des réformes bourbonniennes s'est poursuivie à l'époque républicaine, tant pour assurer la préservation de l'ordre public que pour financer les municipalités.

Conclusion

En somme, les nouveaux 'citoyens' équatoriens du début de la République trouvaient des manifestations du patriarcat un peu partout sur leur chemin. À la suite de la fragmentation du pouvoir central et à la régionalisation, d'autres institutions se sont arrogées des pouvoirs éducatifs et disciplinaires auprès de la jeunesse et d'autres groupes considérés comme mineurs, comme les forces armées, les *haciendas* et les *cabildos*. L'Église catholique, tributaire de ces responsabilités pendant l'ensemble de la période coloniale, a perdu des plumes au cours de cette période, étant placée sous le patronage de

¹⁵⁰ Ayala Mora, "El Municipio", p. 80.

l'État et peinant à garder sa position traditionnelle de gardienne de la moralité.¹⁵¹ Au sein de ces luttes de pouvoir, les gens ordinaires ont manifesté leurs consentements, leurs appuis et leurs désaccords, et, même lorsqu'ils n'ont laissé aucune trace dans les documents officiels, ont fait valoir leur opinion de toute sorte de manières : en se joignant à l'une ou l'autre des armées lors de guerres civiles, en fuyant leurs lieux de travail, en intentant des poursuites judiciaires, en se rebellant ou en participant à des mutineries.

L'État central valsait en ce début de l'ère républicaine et tentait de garder une emprise sur les indigènes tout en cherchant à contrôler les prétentions d'une élite agricole de plus en plus puissante. Le traitement des Indiens devant la loi était contradictoire. Le discours officiel alternait constamment entre deux représentations des indigènes. D'abord, il y avait leur présentation comme des êtres qui deviendraient égaux à tous les autres grâce à l'éducation et qui pourraient, une fois 'civilisée', prendre une place importante dans la société homogénéisée. D'autre part, dans les lois et dans les jugements rendus dans les tribunaux, l'image la plus fréquemment véhiculée présentait ces derniers comme des êtres humains inférieurs qui devraient toujours dépendre des Blancs pour marcher dans le droit chemin : celui de la civilisation.

Nous pouvons enfin retenir de cette étude portant sur les premières années de l'Équateur que le fossé séparant le « discours » des différents élus et les véritables lois ayant été mises en place par les différents palliers de gouvernements était profond. Les gouvernements prônaient l'importance de veiller à instruire la population pour assurer des lendemains plus cléments à l'ensemble du pays. Toutefois, l'éducation a peu progressé au cours de cette période et les normes coloniales sont restées en place. Même si les titres de noblesse et autres symboles du passé hispanique ont été abolis, étudier dans des établissements reconnus, au processus d'admission sélectif, permettait à une personne d'obtenir de jouir de la reconnaissance sociale et de clâmer une appartenance au groupe des

¹⁵¹ Nuñez Sanchez, "De Audiencia a Nación", p. 398.

« citoyens » honorables. Ainsi, l'éducation était en quelques sortes un instrument de discrimination pour freiner l'ascension sociale d'individus ne faisant pas partie de la grande famille créole. Les enfants de l'Équateur, tout comme les enfants du roi d'Espagne, devaient plus que jamais apprendre leurs leçons afin de bénéficier des largesses de leur État.

Conclusion

Au fil des chapitres de cette thèse, nous avons rencontré plusieurs personnages dont la vie témoigne des multiples visages de la minorité à l'époque coloniale. María Hurtado, une femme de race blanche de trente ans, cherchait à s'affranchir de la tutelle de sa mère et à faire reconnaître son statut d'adulte dans une société qui hésitait à valider le droit des femmes célibataires de plus de vingt-cinq ans à l'indépendance complète. Francisco Pasa, un Indien, aurait aimé que le tribunal reconnaisse qu'en tant qu'homme adulte, il a été blessé dans son orgueil lorsqu'un adolescent l'a insulté. Constancio Ontaneda, un homme noir, était désespéré parce que ses enfants étaient retenus en esclavage loin de lui et voulait qu'on reconnaisse ses droits de père. Ces trois personnages étaient des adultes, et pourtant, ils n'étaient pas considérés comme tels lorsqu'ils ont déposé leur plainte devant la cour de justice de la *Real Audiencia* de Quito à cause de leur genre et de leur race. Lazaro Lastra, quant à lui, a espéré pendant un moment que son statut de mineur le fasse innocenter des charges de sacrilège qui pesaient contre lui et que le juge lui accorde le bénéfice du doute en raison de son jeune âge. Toutefois, en tant que mulâtre, sa race a peut-être pesé plus lourd dans la balance que son statut de mineur au moment où le juge a prononcé la sentence...

Parce qu'ils étaient vulnérables, parce qu'ils étaient en position d'infériorité dans la hiérarchie coloniale, on attendait de cette femme espagnole, de cet Indien, de cet esclave et de ce mulâtre au statut racial incertain, qu'ils soulignent leur besoin de protection lorsqu'ils s'adressaient à l'État patriarcal. Il est intéressant de constater qu'une thèse portant sur la relation tacite liant l'État et les enfants de l'Équateur mette en scène autant de personnages adultes. Elle souligne le lien étroit qui unissait le concept d'enfants réels et d'enfants métaphoriques aux yeux des dirigeants coloniaux. L'étude de l'enfance entraîne une panoplie de questions qui va bien au-delà de l'existence quotidienne des enfants ou des relations familiales. C'est pourquoi le concept d'enfance étudié dans cette thèse a été élargi pour englober le concept de minorité si important pour comprendre les inégalités

coloniales. L'étude de l'histoire de la minorité permet de mieux comprendre les transformations politiques et institutionnelles, ainsi que les structures du pouvoir patriarcal. La métaphore familiale a été utilisée à l'époque coloniale transposer en symboles faciles à saisir, les relations de pouvoir entre l'État et les sujets américains. Elle permettait, par exemple, d'expliquer aux Indiens qu'ils devaient conserver leur position inférieure et modeste pour interagir avec les dirigeants coloniaux comme des enfants et elle rappelait aux femmes de toutes les races d'obéir à un homme, que ce soit leur père ou leur mari.

Dans la pratique, toutefois, les adultes relégués au statut de mineur dans la société coloniale adoptaient le langage patriarcal pour se porter à la défense de leurs propres familles et faisant valoir leurs qualités de parents. Même si un langage légal uniformisant a souvent travesti la « voix » des mineurs dans les sources, il est possible de constater que ceux-ci n'étaient pas des victimes passives d'un système politique hiérarchique et autoritaire, mais souvent des acteurs proactifs capables de manipuler les institutions à leur avantage. Comme nous l'avons vu, femmes de l'élite, Indiens ou esclaves utilisaient des stratégies discursives similaires lorsqu'ils interagissaient avec l'État. Ils devaient user de doigté en utilisant leur statut de mineur, en mettant l'accent sur leur indigence et leur vulnérabilité enfantine pour éviter de détoner avec les pratiques judiciaires coloniales. Mais ce faisant, ils pouvaient aussi rebondir avec force pour faire valoir leur statut de parents au service de l'État et revendiquer la *patria potestad* sur leurs enfants. Ces stratégies discursives se retrouvent simultanément dans les pétitions de femmes de l'élite, de parents indiens ou d'esclaves étudiés dans les trois premiers chapitres de cette thèse.

Cette thèse s'est beaucoup attardée au crime, à l'acte délinquant, toujours défini selon des normes propres à chaque société. En tentant de se porter à la défense de leurs enfants, les parents d'Amérique hispanique ont contourné les lois. Ils se sont révoltés, ils ont pris la fuite, ont abandonné leurs nouveaux-nés ou, de manière plus exceptionnelle, ont parfois même tué ceux-ci, afin de voir leurs descendants échapper à des contraintes liées à leur statut ou à leur piètre condition économique et, ce faisant, brouiller les pistes de la

race. Les parents subalternes se sont également adressés à l'État, ils ont utilisé le jeune âge de leurs enfants pour solliciter des faveurs, demandant par l'entremise de la justice de ne pas voir leurs familles séparées. La résistance d'individus face aux contraintes réservés aux *menores de edad* démontre que les adultes coloniaux ne se considéraient pas comme des mineurs dans leur vie de tous les jours.

Au cours de la période étudiée, l'importance pour les États d'assurer que chaque sujet puisse bénéficier d'une bonne éducation est devenu une notion de plus en plus courante. Ainsi, le gouvernement colonial de Quito s'est penché avec plus de force sur la question de la délinquance, en tentant de corriger des mauvais penchants et les travers moraux de sa population. Au moment même où les Européens centraient leurs politiques publiques sur la productivité économique, les mineurs de l'*Audiencia* de Quito ont été invités à se rendre utiles, à travailler, parfois de force, pour éliminer les sans-abris, les vagabonds et les mendiants des capitales. Cette ardeur renouvelée en faveur de l'instruction publique s'est accompagnée d'une plus grande répression de la délinquance juvénile, en particulier des crimes à caractères sexuels.

Les 'mineurs' étaient aux yeux de l'État colonial espagnol des enfants irraisonnables devant être éduqués et cette vision était partagée par d'autres membres de la société. L'expérience de la Junte de Quito, puis celle de la constitution de Cádiz, ont démontré que l'éducation du peuple était une préoccupation bien réelle au sein des élites américaines et péninsulaires. Les participants de la Junte, puis ceux de Cádiz, ont été inspirés par les idéaux de la Révolution française et ont dénoncé le retard de l'Espagne en matière éducative par rapport à d'autres pays d'Europe. Ce changement dans la vision du rôle politique des enfants trouve un écho dans les décrets du nouveau gouvernement qui s'est installé sur le territoire de l'Équateur, celui de la Grande-Colombie. Le concept de l'éducation des enfants a été utilisé pour marginaliser la population indienne et faire perdurer une institution coloniale, le tribut. Parce que les taxes payées par les autochtones constituaient la principale source de revenus de l'État central dans les premières décennies

de vie républicaine, ce dernier a dû continuer à offrir une protection particulière aux Indiens. Les ‘citoyens indigènes’ ont donc continué à utiliser le système de justice comme ils le faisaient à l’ère coloniale pour se défendre des attaques contre leurs communautés au niveau local. Toutefois, l’État républicain, affaibli par des guerres d’indépendance coûteuses et par le pouvoir grandissant de l’Église catholique et des propriétaires terriens, avait une marge de manœuvre limitée et servait souvent d’arbitre impuissant devant les conflits d’intérêts locaux. Toutefois, la perception de l’élite créole, convaincue d’avoir à trouver des mécanismes de contrôle pour encadrer une population qu’elle considérait aussi ignorante que de jeunes enfants a donné lieu à une véritable obsession. Celle de la nécessité d’éduquer le peuple pour que celui-ci apprenne à respecter l’ordre.

La métaphore de la famille pour symboliser l’ensemble du système de domination coloniale a fonctionné à plusieurs niveaux, pénétrant toutes les couches de pouvoir. Elle a assuré une continuité des images politiques au cours du passage de la colonie à l’indépendance. Elle a tour à tour été utilisée pour représenter le pouvoir absolu du monarque bourbon et plus tard celui de toute une lignée de *caudillos*. Elle a emprunté la voie judiciaire lorsque l’État bourbon s’est présenté comme père de substitution pour les centaines de pauvres vagabonds, mendiants, indigents ou orphelins qui ont été condamnés à travailler ou placé dans un hospice dans un mouvement idéologique de réforme. La métaphore de la famille a aussi pénétré le langage révolutionnaire pour légitimer les prétentions d’un groupe « d’enfants » créoles mécontent de leur gouvernement. Elle a permis d’expliquer pourquoi le peuple ignorant de l’Équateur ne pouvait participer à une vie démocratique au lendemain de l’indépendance et définir pourquoi celui-ci devait rester sous l’autorité d’hommes blancs compétents. Elle a survécu à la confédération de la Grande-Colombie où bien des « enfants » n’ont pas adopté les idéaux des pères de l’indépendance. Elle s’est infiltrée dans la première constitution de l’Équateur. La métaphore a servi d’assise symbolique pour la création du système de la *hacienda* où un propriétaire terrien, faisait figure de « père » pourvoyeur pour de multiples enfants, des travailleurs indiens. La métaphore de la famille se retrouve enfin dans le langage adopté par

les structures communautaires autochtones, dans les justifications de ces derniers pour expliquer les révoltes, dans le langage des parents qui ont voulu défendre leur progéniture...

La caractéristique principale de la métaphore de la famille, c'est qu'elle était facile à appliquer à différents milieux où la distribution du pouvoir était inégale. Il s'agissait d'une métaphore 'adaptable', voire même passe-partout, qui était infusée à divers niveaux : du plus global au plus local. On décèle la présence de la métaphore familiale dans les Fabriques royales de tabac et les prisons, dans les écoles et chez les militaires, aussi bien que dans les communautés autochtones ou les larges propriétés agricoles (*haciendas*). Elle nous permet de jeter un autre regard sur le processus colonial pensé pour que la structure des inégalités soit si infuse, si omniprésente, qu'elle en finisse par paraître naturelle.

Dans cette époque charnière de l'histoire de l'Équateur, nous avons constaté qu'il existe une importante divergence entre les métaphores utilisées dans le discours pour faire passer des messages précis et les décisions effectivement mises en place par les États. Entre 1760 et 1845, il y a eu un changement de garde politique ; le pouvoir a passé de mains en mains sans jamais répondre aux promesses révolutionnaires d'égalité entre tous. D'un État espagnol se voulant absolutiste, incapable de satisfaire les revendications d'un peuple américain de plus en plus conscient de ses particularités, l'Équateur s'est retrouvée sous la gouverne d'un État républicain tout aussi incapable de gérer les divisions internes et le localisme. Les 'citoyens' ont été confrontés à des micro-gouvernements plus forts que celui leur nouveau pays. Les *haciendas*, les municipalités fortes, l'armée ou même l'Église, étaient des institutions qui, comme l'État central, voulaient le contrôle absolu sur les corps, le travail et les âmes. Les « mineurs » de la nouvelle République devaient donc obéir à de multiples pères et intégrer plusieurs grandes 'familles' avec leurs normes, leurs lois et leurs hiérarchies respectives.

≈ ≈ ≈ ≈ ≈

Bibliographie

Sources primaires

Archivo del Banco Central del Ecuador, Quito (ABCE), fonds “general”.

Archivo General del Ecuador o Archivo nacional histórico del Ecuador, Quito (ANE):
fonds “cedularios”, “civiles”, “criminales”, “esclavos”, “especial”, “indígenas”,
“gobierno”, “hijos naturales y expósitos”, “menores de edad”, “mestizos”,
“ministerio de la instrucción pública”, “pobreza”.

Archivo General de Indias, Sevilla (AGI), fonds “Diversos”, “Lima”, “Indiferente”,
“Quito”.

Archivo General de la Nación, Bogotá (AGN), fonds “República”, sections “Indios”,
“Ministerio de la Instrucción Pública”

Archivo Histórico del Ministerio de Relaciones Exteriores, Quito (AHMRE).

Archivo-Biblioteca de la Función Legislativa, Quito (Archivo del Palacio Legislativo),
(ABFLE): *Actas del Congreso Constitucional del Ecuador*. Quito, Imprenta del
Gobierno. 1893. vol. 1 - Actas del Senado. Y *Actas del Congreso Constitucional del
Ecuador*. Quito, Imprenta del Gobierno. 1894. vol. 2 - Camara de representantes.

Assemblée nationale de France. “Déclaration des droits de l’homme et du citoyen.” (texte
original de 1789) : <http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/dudh/1789.asp>
consulté le 1er juin 2010.

Attwater, Donald ed. *Catholic Dictionary*. New York, McMillan, 1957.

Ayala Mora, Enrique, ed. “Documentos de la Historia del Ecuador”, *Nueva Historia del
Ecuador*, vol. 15. Quito, Corporación Editora Nacional, 1991.

Biblioteca de Andalucía, Córdoba (BAC), fonds “antiguo

Biblioteca Aurelio Espinoza Pólit, Cotacallao (BAEP)

Calama, José Pérez. *Escritos y testimonios*. Nueva Biblioteca Mexicana 127, México,
Universidad Autónoma de México, 1997.

CD-ROM, *Leyes del Ecuador*, disponible sur demande à l’Archivo-Biblioteca de la
Función Legislativa, Quito.

Decreto reglamentario de instrucción pública expedido por el Gobierno del Ecuador en el mes de agosto de 1838. Quito, Imprenta de la Enseñanza Primaria, 1838.

Diccionario de la Lengua castellana. Segunda edición. Madrid, D. Joaquin Ibarra por la Real Academia Española, 1783.

Espejo, Eugenio (1912-1923). *Escritos del doctor Francisco Javier Eugenio Santa Cruz y Espejo...* Quito, Imprenta Municipal (Microfilm).

Espejo, Eugenio. "Primicias de la cultura de Quito", in Jorge Nuñez Sánchez, *Nueva Historia del Ecuador*, vol. 15, Quito, Corporación Editora Nacional, 1996 [1983], pp. 53-67.

Fermín Cevallos, Pedro. *Selecciones de "Resumen de la Historia de Ecuador"* sur le site Internet Cervantes Virtual : http://www.cervantesvirtual.com/servlet/SirveObras/35726397114794495222202/p0000003.htm#I_1_0 Consulté le 4 novembre 2010.

Le petit Robert, dictionnaire de la langue française, Paris, Le Robert, 1993.

Noboa, Aurelio, comp. "Constitucion de la República de Colombia", in *Recopilación de leyes de Ecuador, tomo 1*, Quito, Imprenta Nacional, 1898. (digitalisé sur le CD-ROM *Leyes del Ecuador, op.cit.*)

Oficina de estadística de Instrucción pública, Quito, 1910.

Rocafuerte, Vicente. *Vicente Rocafuerte, epistolario*. Carlos Landázuri Camacho, ed. Quito, Banco Central del Ecuador; Centro de Investigación y Cultura, 1988.

« Statuts de l'université Santo Tomás , 1787 », site de la bibliothèque Luis Ángel Arango : <http://www.lablaa.org/blaavirtual/historia/lucena/uniquito/uniquito2.htm> (consulté le 27 août 2008).

Sources secondaires

Adelman, Jeremy. "Introduction: The Problem of Persistence in Latin American History." In Jeremy Adelman, ed. *Colonial Legacies: the problem of persistence in Latin American History*. New York, Routledge, 1999, pp. 1-14.

Aguirre, Carlos. "Working the System: Black Slaves and the Courts in Lima, Peru", in D. Hines and J. McLeod, eds., *Crossing Boundaries: Comparative history of black people in diaspora*, Bloomington, Indiana University Press, 1999.

- Aguirre, Carlos. *Agentes de su propia libertad. Los esclavos de Lima y la desintegración de la esclavitud 1821-1854*. Lima, Fondo Editorial Universidad Católica, 1993.
- Aguirre, Carlos. *Reconstructing Criminality in Latin America*. Wilmington, Scholarly Resources, 2000.
- Albi, Christopher Peter. "Derecho Indiano vs. The Bourbon Reforms", in G. Paquette, ed. *Enlightenment, Governance, and Reform in Spain and its Empire, 1759-1808*. Basingstoke, Palgrave MacMillan, 2008, pp. 229-252.
- Alchon, Suzanne. *Native Society and Disease in Colonial Ecuador*. Cambridge, Cambridge University Press, 1991.
- Alomía Llorí, Antonio. "Ojeada sobre la instrucción pública en el Ecuador." *Boletín de estadística, Ministerio de Instrucción Pública, Correos, Telégrafos, Teléfonos, Oriente, Fomento Estadístico y Agricultura*. Quito, 1910. pp. 14-160.
- Altman, Ida. *Transatlantic Ties in the Spanish Empire: Brihuega, Spain, & Puebla, Mexico 1560-1620*. Stanford, Stanford University Press, 2000.
- Amstelle, Jean-Loup. *Branchements, Anthropologie de l'universalité des cultures*. Paris, Champs, Flammarion, 2001.
- Anderson, Benedict. *Imagined Communities: Reflections of the Origins and Spread of Nationalism*. London & New York, Verso, 2006.
- Andrade Marín, Luciano. *La lagartija que abrió la calle Mejía, Historietas de Quito*. Quito, Grupo Quinto y FONSAL, 2003.
- Andrien, Kenneth. *The Kingdom of Quito, 1690-1830, The State and Regional Development*. Cambridge, Cambridge University Press, 1995.
- Andrien, Kenneth, "The Politics of Reform in Spain's Atlantic Empire during the Late Bourbon Period." *Journal of Latin American Studies*, vol. 41, n.4 (2009), pp. 637-662.
- Appadurai, Arjun. *Après le colonialisme, les conséquences culturelles de la globalisation*. Paris, Petite bibliothèque Payot, 2005.
- Appelbaum, Nancy and S. Macpherson, eds. *Race & Nation in Modern Latin America*. Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2003.

- Arias, Hugo. «La economía de la Real Audiencia de Quito y la crisis del siglo XVIII», en Enrique Ayala Mora, ed., *Nueva Historia del Ecuador*, vol. 4, Quito, Corporación Editora Nacional / Grijalbo, 1994, pp. 187-229.
- Ariès, Philippe. *L'Enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*. Paris, Seuil, 1973.
- Arnold, David. "European Orphans and Vagrants in India in the Nineteenth Century." *Journal of Imperial History*, vol. 7, n. 2, (1979), pp. 104-127.
- Arnold, David. *Colonizing the Body: State Medicine and Epidemic Disease in Nineteenth-Century India*. Berkeley, University of California Press, 1993.
- Arredondo, María Adelina., ed. *Obedecer, servir y resistir: La educación de las mujeres en la historia de México*. México, Universidad Pedagógica Nacional, 2003.
- Arrom, Silvia. *The Women of Mexico City, 1790-1857*. Stanford, Stanford University Press, 1995.
- Arrom, Silvia. *Containing the Poor: The Mexico City Poor House, 1774-1871*. Durham, Duke University Press, 2000.
- Astuto, Philip Louis. *Eugenio Espejo*. México, Fondo de la cultura, 1969.
- Ayala Mora, Enrique. "La Fundación de la República." en E. Ayala Mora, ed. *Nueva historia del Ecuador*, vol. 7. Quito, Corporación Editora Nacional / Grijalbo, 1994, pp. 141-196.
- Ayala Mora, Enrique. "El municipio en el siglo XIX." *PROCESOS (Revista ecuatoriana)*, vol. 1, n.2 (1991), pp. 69-86.
- Badinter, Elizabeth. *L'amour en plus, histoire de l'amour maternel (XVIIe-XXe siècle)*. Paris, Flammarion, 1980.
- Barrantes, Emilio. *Historia de la educación en el Perú*. Lima, Mosca Azul Ed., 1989.
- Beerman, Eric. "Eugenio Espejo y la Sociedad Económica de Amigos del país, Quito", dans Jorge Nuñez Sanchez, ed. *Eugenio Espejo*. Quito, ADHILAC, 1992, pp. 11-28.
- Behar, Ruth. "Sexual Witchcraft, Colonialism, and Women's Powers: Views from the Mexican Inquisition." Asuncion Lavrin, *Sexuality and Marriage in Colonial Latin America*. Lincoln, University of Nebraska Press, 1989, pp. 178-208.

- Bellingham, Bruce. "The History of Childhood since the 'Invention of Childhood'." *Journal of Family History*, vol. 13, n. 3, (1988): pp. 347-58.
- Benítez, Silvia y. Gaby Costa. La familia, la ciudad y la vida cotidiana en el período colonial. *Nueva Historia del Ecuador*. Vol. 5: Quito, Corporación Editora Nacional / Grijalbo, 1989, pp. 187-230.
- Bennassar, Bartolomé, *L'Homme espagnol*, Paris, Éditions Complexe, 1992 [1975].
- Bethell, Leslie. "Bourbon Spain and Its American Empire", in L. Bethell, ed. *Colonial Spanish America*. Cambridge, Cambridge University Press, 1987, pp. 112-162.
- Bierck, Harold. "The Struggle for Abolition in Gran Colombia". *Hispanic American Historical Review* vol. 33, n. 3, 1953, pp. 365-386.
- Blanksten, Georges. *Ecuador: Constitutions and Caudillos*. New York, Russell & Russell, Inc., 1964.
- Blum, Ann. "Public Welfare and Child Circulation: Mexico City 1877 to 1925." *Journal of Family History*, vol. 23, n.3 (1998), pp. 240-71.
- Blum, Ann. *Domestic Economies: Family, Work and Welfare in Mexico*. Lincoln, University of Nebraska, 2009.
- Bonilla, Hector, ed. *Los Andes en la Encrucijada. Indios, comunidades y Estados en el siglo XIX*. Quito, FLACSO, 1991.
- Bonnett, Diana. *El Protector de Naturales en la Audiencia de Quito, siglos XVII y XVIII*. Quito, FLACSO, 1992.
- Borchart de Moreno, Christiana. "La Imbecilidad del sexo. Pulperas y mercaderas quiteñas a fines del siglo XVIII", en J. Nuñez Sánchez, ed. *Historia de la Mujer y la Familia*, Quito: Corporación Editora Nacional, 1991, pp. 17-35.
- Borchart de Moreno, Christiana. "La imbecilidad y el coraje. La participación femenina en la economía colonial (Quito, 1780-1830)", en A. Defosser, et al. *Mujeres de los Andes. Condiciones y salud.*, Lima, Instituto Francés de Estudios Andinas, 1992.
- Borchart de Moreno, Christiana. *La Audiencia de Quito: Aspectos Economicos y Sociales (siglos XVI-XVIII)*. Quito, Banco Central del Ecuador, Abya-Yala, 1998.
- Borchart de Moreno, Christiana. "Violencia cotidiana y relaciones de género en Quito a fines del siglo XVIII." *Anuario de Hojas de Warmi*, vol. 11 (2000), pp. 13-35.

- Borchart de Moreno, Christiana. "El control de la moral pública como elemento de las Reformas Borbónicas en Quito." En S. O'Phelan *et al.*, eds., *Simposio Internacional Mujeres, Familia y Sociedad en la Historia de America Latina*. Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú, 2003, pp. 447-469.
- Borchart de Moreno, Christiana. "Words and Wounds: Gender Relations, Violence, and the State in Late Colonial and Early Republican Ecuador". *Colonial Latin American Review*, vol. 13, n.1 (2004), pp. 129-144.
- Brading, David. "Bourbon Spain and its American Empire", in Leslie Bethell, ed. *Colonial Spanish America*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, pp. 112-162.
- Brading, David. *The First America*, Cambridge, Cambridge University, 1991.
- Brading, David. *Church and State in Bourbon Mexico: the Diocese of Michoacán, 1749-1810*. Cambridge, Cambridge University Press, 1994.
- Bravo González, Luis. *La pedagogía de Espejo*. Cuenca, Edit. Austral, 1967.
- Britton, John. *Molding the Hearts and Minds: Education, Communications, and Social Change in Latin America*. Wilmington, SR Books, 1994.
- Bromley, Rosemarie. "Urban Change in Ecuador", *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 4, n. 1 (1979), pp. 30-43.
- Brown, Matthew. "Enlightened Reforms after Independence" in Gabriel Paquette, ed. *Enlightenment, Governance, and Reform in Spain and its Empire, 1759-1808*. Basingstoke and New York, Palgrave-McMillan, 2008, p. 339-360.
- Bryant, Sherwin. "Enslaved Rebels, Fugitives and Litigants: the Resistance Continuum in Colonial Quito." *Colonial Latin American Review*, vol. 13, n. 1 (2004), pp. 7-46.
- Bryant, Sherwin. *Slavery and the context of ethnogenesis: Africans, Afro-Creoles, and the realities of bondage in the Kingdom of Quito, 1600--1800*. Ph.D. thesis (history), Ohio State University, 2005.
- Burkholder, Mark and Lyman Johnson. *Colonial Latin America*. Oxford, Oxford University Press, 2001.
- Burns, Kathryn. *Colonial Habits: convents and the spiritual economy of Cuzco, Peru*. Durham, Duke University Press, 1990.

- Burton, Antoinette. *Gender, Sexuality and Colonial Modernities*. Antoinette Burton, ed. London & New York, Routledge, 1999.
- Büschges, Christian. *Familia, honor y poder: la nobleza de la ciudad de Quito en la época colonial tardía, 1765-1822*. Quito, FONSA, 2007.
- Cacérés, Benigno. *Histoire de l'éducation populaire*. Paris, Seuil, 1964.
- Caillavet, Chantal et. Martin Minchom. « Le métis imaginaire: idéaux classificatoires et stratégies socio-raciales en Amérique latine (XVIe-XXe siècle). » *L'Homme* 122-124, vol. 32, n. 2-3-4 (1992), pp. 115-132.
- Caillavet, Chantal. *Etnías del Norte: Etnohistoria e historia de Ecuador*. Quito, Abya-Yala, 2000.
- Campbell, Chloe. "Juvenile Delinquency in Colonial Kenya." *The Historical Journal*, vol. 45, n.1 (2002), pp. 129-151.
- Campos Harriet, Fernando. *Desarrollo educacional 1810-1960*. Santiago, Editorial Andrés Bello, 1960.
- Cannella, Gaile and Viruru Radikha. *Childhood and Postcolonization: Power, Education, and Contemporary Practice*. New York, Routledge Falmer, 2004.
- Caplan, Lionel. *Children of Colonialism: Anglo-Indians in a Postcolonial World*. New York & Oxford, Berg, 2001.
- Carrion Aguirre, Alejandro, ed. *Los Jesuitas en el Ecuador*. Quito, Casa de la cultura ecuatoriana, 1987.
- Casey James, et al. *La familia en la España mediterránea*. Barcelona, Ed. Critica, Centre d'Estudis d'Historia Moderna, 1987.
- Casey, James, *Family and Community in Early Modern Spain*, Cambridge: Cambridge University Press, 2007.
- Castañeda, Carmen. *Violación, estupro y sexualidad. Nueva Galicia, 1790-1821*. México, Hexágono, 1989.
- Caulfield, Sueann. "The History of Gender in the Historiography of Latin America." *Hispanic American Historical Review*, vol. 81, n. 3-4, 2001, pp. 449-90.

- Ceinos Manzano, María Jesús. "El origen de los colegios jesuitas de la provincia quitense y su incidencia en la educación." *Estudios de historia social y económica de América*, n. 11, (1994), pp. 231-237.
- Chambers, Sarah. *From Subject to Citizens: Honor, Gender, and Politics in Arequipa, Peru, 1780-1854*. University Park, Pennsylvania State University Press, 1999.
- Chambers, Sarah. "Crime and Citizenship: Judicial Practice in Arequipa, Peru, during the Transition from Colony to Republic", in C. Aguirre *et al.* *Reconstructing Criminality in Latin America*. Wilmington, Scholarly Resources, 2000.
- Chambers, Sarah. "Little Middle Ground", in Nancy Appelbaum and Ann Macpherson, eds. *Race and Nation in Latin America*, Chapel Hill: University of North Carolina Press, 2003, pp. 32-55.
- Chambers, Sarah. "Private Crimes, Public Order: Honor, Gender, and the Law in Early Republican Peru", in S. Chambers *et al.* *Honor, Status, and Law in Modern Latin America.*, eds. Durham & London, Duke University Press, 2005.
- Chandler, David. "Slave Over Master in Colonial Colombia and Ecuador". *The Americas*, vol. 38, n. 3 (Jan. 1982), pp. 315-326.
- Chaunu, Pierre. *Histoire de l'Amérique latine*, Paris, PUF 361, 2009 [1949].
- Chasteen, John. *Born in Blood and Fire*. New York, Norton, 2006
- Cháves, María Eugenia. "Slave women's strategies for freedom and the late Spanish colonial state", in E. Dore and M. Molyneux, eds. *Hidden Histories of Gender and the State in Latin America*. Durham, Duke University Press, 2000, pp. 108-126.
- Cháves, María Eugenia. *Honor y Libertad: Discursos y Recursos en la Estrategia de Libertad de una Muger Esclava (Guayaquil a fines del periodo colonial)*. Ph.D. Tesis (historia). Gotemborgo, Universidad de Gotemborgo, 2001.
- Clark, Kimberly, "Género, Raza y Nación: la protección a la infancia en el Ecuador, 1910-1945", en M. Moscoso, ed. *Palabras del silencio*, Quito, Abya-Yala, Unicef, 1995.
- Clark, Kimberly. *The Redemptive Work: Railway and Nation in Ecuador, 1895-1930*. Wilmington, Scholarly Resources, 1998.
- Clark, Kimberly and Mark Becker. *Highland Indians and the State in Modern Ecuador*. Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2007.

- Clark, Meri. *Education for a Moral Republic: Schools, Reform and Conflict in Colombia, 1780-1845*. Ph.D. thesis (History). Princeton University, 2003.
- Clark, Meri. "Disciplining liberty: Early national Colombian school struggles, 1820-1840." In K. Tolley, ed. *Transformations in Schooling: Historical and comparative perspectives*. New York: Palgrave-Macmillan, 2006, pp. 87-108.
- Clark, Meri. "Conflicts between state and local elites over Colombian education, 1820s-1830s." *Historia Crítica: Revista del Departamento de Historia de la Universidad de Los Andes*, vol. 34 (2007), pp. 33-61.
- Clément, Jean-Pierre. « Les enfants exposés à Lima au XVIIe siècle. » *L'enfant et l'adolescent dans les pays andins*. Grenoble, CERPA, 1984, pp. 167-197.
- Colom González, Francisco. *Relatos de nación : la construcción de las identidades nacionales en el mundo hispánico*, Madrid, Iberoamericana, 2005
- Cope, Douglas. *The Limits of Racial Domination: Plebeian Society in Colonial Mexico City, 1660-1720*. Madison, University of Wisconsin Press, 1991.
- Cordeiro de Espinosa Susana, "Primicias de la cultura de Quito", in Jorge Nuñez Sanchez, ed., *Eugenio Espejo y el pensamiento precursor de la independencia*, Quito, Ed. ADHILAC, 1992.
- Corté, Myrna y Carmen Castañeda. "Educación y protección de mujeres en Guadalajara en la primera mitad del siglo XIX", en M.A. Arredondo, ed., *Obedecer, Servir, y Resistir*, México, Universidad Pedagógica Nacional, 2006, pp. 63-82.
- Cortés Santos, Rodulfo. *El régimen de las 'Gracias al Sacar' en Venezuela durante el período hispánico*. Caracas, Academia Nacional de la Historia, 1978.
- Costales Samaniego, Alfredo. *Década sangrienta, 1809-1822*. Quito, Edit. Fray Jodoco Ricke, 1954.
- Cowen, Pablo. "Nacimientos, partos y problemas de la primera infancia", en J. Moreno, ed. *La política social antes de la política social : Caridad, beneficencia y política social en Buenos Aires*, Buenos Aires, Temis Argentina, 2000.
- Crain, Mary. « The Social Construction of National Identity in Highland Ecuador ». *Anthropological Quarterly*, vol. 63, n.1 (1990), pp. 43-60.
- Criado Delgado, Buenaventura. *Historia de la Educación*, Madrid, Editorial SM, 1993.

- Criado Delgado, Buenaventura. *La educación en la España contemporánea*, Madrid, Editorial SM, 1994.
- Cruz Cuesta, Efrén. *El loco y la institución mental: desde la Real Audiencia de Quito hasta la primera mitad del siglo XX*. Quito, Abya-Yala, 2003.
- Cunningham, Hugh. *Children and Childhood in Western Society since 1500*. London, New York, Longman, 1995.
- Cunningham, Hugh. "Histories of Childhood." *American Historical Review*, vol. 103, n.4 (1998): 1195-1208.
- Davis, Roger. *Ecuador Under Gran Colombia*, Ph.D. Thesis (history), University of Arizona, 1983.
- De la Cadena, Marisol. *Indigenous Mestizos, The Politics of Race and Culture in Cuzco, Peru, 1919-1991*. Durham & London, Duke University Press, 2000.
- Dean, Caroline. "Sketches of Childhood", in T. Hecht, ed. *Minor Omissions, Children in Latin American History and Society*. Madison, University of Wisconsin Press, 2002.
- Deas, Malcolm. "Venezuela, Colombia and Ecuador: the First Half-Century of Independence", in L.Bethell, ed. *The Cambridge History of Latin America*, vol. 3. Cambridge, Cambridge University Press, pp. 507-538.
- De la Torre, Ernesto. "Introducción". en *Calama: Escritos y testimonios, Nueva Biblioteca Mexicana 127*, México: Universidad Autónoma de México, 1997.
- Deler, Jean-Pierre. *Genèse de l'espace équatorien: Essai sur le territoire et la formation de l'état national*. Lima, Institut français d'études andines. Paris, Editions A.D.P.F., 1981.
- Demélas, Marie-Danielle. *La invención política, Bolivia, Ecuador, Peru en el siglo XIX*. Lima, Instituto Francés de Estudios Andinos, 2003.
- Demélas, Marie-Danielle et Yves Saint-Geours. *Estados Nacionales en los Andes*. Lima, IEP, 1986.
- Demélas, Marie-Danielle et Yves Saint-Geours. *Jerusalén y Babilonia, Religión y política en el Ecuador, 1780-1880*. Quito, Corporación editora nacional, 1988.
- Destruge, Camilo. "La instrucción pública en la independencia." *Boletín de la Biblioteca Municipal de Guayaquil*, vol. 2, n.24 (1912): 379-399.

- Diaz, Arlene. "Gender conflicts in the courts of early Venezuelan republic (1811-1840)." *Crimes, histoire et société*, vol. II, n. 2, (1998), pp. 35-53.
- Diez Hurtado, Alejandro. "Las comunidades indígenas en el Bajo Piura, Caracaos y Sechura en el siglo XIX", en H. Bonilla, ed. *Los Andes en la Encrucijada: Indios, Comunidades y Estado en el siglo XIX*. Quito, Libri Mundi, Enrique Grosse-Luerman, FLACSO, 1991, pp. 169-198.
- Diptee, Audra. "Imperial Ideas, Colonial Realities, Enslaved Children in Jamaica, 1775-1834", in J. Marten, ed. *Children in Colonial America*, New York, New York University Press, 2007, pp. 48-60.
- Dore, Elizabeth. "One Step Forward, Two Steps Back: Gender and the State in the Long Nineteenth Century", in E. Dore and M. Molyneux, eds. *Hidden Histories of Gender and the State in Latin America*. Durham and London, Duke University Press, 2000.
- Dore, Elizabeth. and M. Molyneux. *Hidden Histories of Gender and the State in Latin America*. Durham, Duke University Press, 2000.
- Dorlin, Elsa. *La matrice de la race, généalogie sexuelle et coloniale de la nation française*. Paris, La découverte, 2006.
- Duenas Vargas, Guiomar. *Los hijos del pecado: Ilegitimidad y vida familiar en la Santafé de Bogotá colonial*. Bogotá, Editorial Universidad Nacional, 1997.
- Earle, Rebecca. "Rape and the Anxious Republic: Revolutionary Colombia, 1810-1830", in E. Dore and M. Molyneux, eds. *Hidden Histories of Gender and the State in Latin America*. Durham, Duke University Press, 2000, pp. 127-146.
- Endara, Julio. "Education in Ecuador: Philosophical Culture during the Colonial Period." *Inter-America*, vol. 5, n. 3 (1922), pp. 149-167.
- Fecteau, Jean-Marie *et al.* « Une politique de l'enfance délinquante et en danger: la mise en place des écoles de réforme et d'industrie au Québec (1840-1873). » *Crimes, histoire et société*, vol. II, n. 1 (1998): pp. 75-110.
- Felstiner, Mary Lowenthal. « Family Metaphors : The Language of an Independence Revolution », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 25, n.1 (1983), pp. 154-180.
- Findlay, Eileen. *Imposing Decency: the Politics of Sexuality and Race in Puerto Rico, 1870-1920*. Durham, Duke University Press, 1999.

- Findlay, Eileen. "Courtroom tales of sex and honor", in *Honor, Status, and Law in Modern Latin America*, Durham & London: Duke University Press, 2005.
- Fischer, John. *Bourbon Peru*. Liverpool, Liverpool University Press, 2003.
- Fischer-Tiné, Harald and Michael Mann, eds. *Colonialism as Civilizing Mission: Cultural Ideology in British India*. London, Wimbeldon, 2004.
- Fisher, John, Allan Kuethe and Anthony McFarlane. *Reform and Insurrection in Bourbon New Granada and Peru*. Baton Rouge and London, Louisiana State University, 1990.
- Flores Galindo, Alberto. *Aristocracia y Plebe. Lima, 1760-1830*. Lima: Mosca Azul, 1983.
- Flores Galindo, Alberto. *Buscando un Inca. Identidad y utopía en los Andes*. México, Consejo Nacional para la Cultura y las Artes, 1988.
- Foucault, Michel. *Surveiller et punir : naissance de la prison*. Paris, Gallimard, 1975.
- Foucault, Michel. *Histoire de la sexualité*, Paris, Gallimard, 1976.
- Foz y Foz, Pilar. *Mujer y educación en Colombia, Siglos XVI-XIX: Aportaciones del colegio de La Enseñanza 1783-1900*. Santafe de Bogotá, Academia Colombiana de Historia, 1997.
- Frago, Antonio. "The History of Literacy in Spain", *History of Education Quarterly*, vol. 30, n.4 (1990), p. 573-599.
- Froysland, Hayley. *'Para el bien común': Charity, health, and moral order in Bogotá, Colombia, 1850-1936*, Ph.D. Thesis (history), University of Virginia, 2002.
- Fuentealba, Gerardo. *Forasteros y conciertos para fines del siglo XVIII*, Tesis M.A. (historia), Quito, FLACSO, 1988.
- Fuentealba, Gerardo. "La sociedad indígena en las primeras décadas de la república: continuidades coloniales y cambios republicanos", en E. Ayala Mora, ed. *Nueva Historia del Ecuador*, vol. 8. Quito, Corporación Editora Nacional, 1990.
- Gangotena y Jijón, Cristóbal. *Boletín de la Academia Nacional de Historia*, vol. VII, n.18 (1923).

- Garces, Christopher. *Whiter Charity? Andean Catholic Politics and the Secularization of Sacrifice*, Ph.D. Thesis (anthropology). Princeton University, 2009.
- Gauderman, Kimberly. *Women's Lives in Colonial Quito : Gender, Law and Economy in Spanish America*. Austin, University of Texas Press, 2003.
- Gilmore, Robert. "The Imperial Crisis, Rebellion and the Viceroy: New Granada in 1809". *Hispanic American Historical Review*, vol. 40, n. 1 (1960), pp. 1-24.
- Glave, Luis Miguel. "The 'Republic of Indians' in Revolt." in F. Salomon and S. Schwartz, eds. *Cambridge History of the Native Peoples of the Americas: South America*, vol. 3. Cambridge, Cambridge University Press, 1999, pp. 502-557.
- Gómez Canedo, Lino, *La educación de los marginados durante la época colonial : escuelas y colegios para Indios y Mestizos en la Nueva España*, México : Editorial Porrúa, 1982.
- Gonzalbo Aizpuru, Pilar. *La educación popular de los Jesuitas*. México, Universidad Iberoamericana, 1989
- Gonzalbo Aizpuru, Pilar. *Historia de la educación en la época colonial : El Mundo indígena*. Mexico, Colegio de México, 1990.
- Gonzalbo Aizpuru, Pilar. *Familia y orden colonial*. México, El Colegio de México, 1998.
- Gonzalbo Aizpuru, Pilar. *Educación y colonización en la Nueva España, 1521-1821*. Mexico, Universidad Pedagógica Nacional, 2001.
- Gonzalbo Aizpuru, Pilar y Gabriela Ossenbach. *Educación Rural e Indígena en Iberoamérica*. México, El Colegio de México y Universidad Nacional de Educación a Distancia, 1997.
- Gonzalbo Aizpuru, Pilar. "Con amor y reverencia. Mujeres y familia en el México colonial.", *Biblioteca virtual Miguel Cervantes*. www.cervantesvirtual.com, (Site consulté le 31 juillet 2005.)
- Gonzalbo Aizpuru, Pilar y Cecilia Rabell. *La familia en el mundo iberoamericano*. Mexico, Instituto de Investigaciones Sociales, Universidad Autónoma de Mexico, 1994.
- González, Ondina and Bianca Premo. *Raising an Empire, Children in Early Modern Iberia and Colonial Latin America*. Albuquerque, University of New Mexico Press, 2007.

- González Reyes, Gerardo. "Familia y violencia sexual. Aproximaciones al estudio del raptó, la violación y el estupro en la primera mitad del Siglo XVIII", en P. Gonzabro, ed. *Familias iberoamericanas. Historia, identidad y conflictos*. México, El Colegio de México, 2002, pp. 93-115.
- Grijalva, Carlos. "Notas para la historia de la instrucción pública." *Boletín de la Academia Nacional de Historia*, vol. 2, n. 5, (1921), pp. 296-298.
- Gruzinski, Serge. *La pensée métisse*. Paris, Fayard, 1999.
- Guerra, Samuel. *Espejo: Conciencia crítica de su época*. Quito, Universidad católica, 1978.
- Guerra, Sabrina. "Los 'ilegítimos' de la sociedad colonial." *Quitumbe*, n. 9 (1995), pp. 21-35.
- Guerrero, Andrés. *La semántica de la dominación: el concertaje de indios*. Quito, Ediciones Libri Mundi Enrique Grosse-Luemern, 1991.
- Guerrero, Andrés y Rafael Quintero. "La transición colonial y el rol del Estado en la Real Audiencia de Quito." *Revista ciencias sociales (Quito)*, vol. 1, n. 2 (1977), pp. 13-57.
- Guevara, Dario. *Vicente Rocafuerte y la educación pública en el Ecuador*. Quito, Casa de la Cultura Ecuatoriana, 1965.
- Guevara, Jaime. *La Escuela Primaria desde que el Ecuador se constituyó en Republica*. Guayaquil, Primicias del Consultorio Pedagógico del Guayas, 1940.
- Gutiérrez, Ramón. *When Jesus Came, the Corn Mothers Went Away: Marriage, Sexuality, and Power in New Mexico, 1500-1846*. Stanford, Stanford University Press, 1995.
- Guy, Donna. *Sex and Danger in Buenos Aires. Prostitution, Family and Nation in Argentina*. Lincoln, University of Nebraska Press, 1991.
- Guy, Donna. *White Slavery and Mothers Alive and Dead The Troubled Meeting of Sex, Gender, Public Health, and Progress in Latin America*. Lincoln, University of Nebraska Press, 2000.
- Guy, Donna. "The State, the Family and Marginal Children in Latin America". *Minor Omissions. Children in Latin American History and Society*. T. Hecht, ed. Madison: University of Wisconsin Press, 2002, pp. 139-164.

- Guy, Donna. *Women Build the Welfare State: Performing Charity and Creating Rights in Argentina, 1880-1955*, Durham, Duke University Press, 2009.
- Hamerly, Michael. *A Social and Economic History of the City and District of Guayaquil During the Late Colonial and Independence Periods*. Ph.D. thesis (History), University of Florida, 1970.
- Hanawalt, Barbara. (1993). *Growing Up in Medieval London: The Experience of Childhood in History*. New York & Oxford, Oxford University Press, 1993.
- Hanley, Sarah. "Engendering the State: Family Formation and State Building in Early Modern France", *French Historical Studies*, vol. 16, n. 1 (1989), p. 4-27.
- Haslip-Viera, Gabriel. *Crime and Punishment in Late Colonial Mexico, 1692-1810*. Albuquerque, University of New Mexico Press, 1999
- Hawes, James and Ray Hiner. *Children in historical and comparative perspective: An International Handbook and Research Guide*. New York, Greenwood, 1991.
- Hecht, Tobias. *Minor Omissions. Children in Latin American History and Society*. Madison, University of Wisconsin Press, 2002.
- Helg, Aline, "Simón Bolívar and the Specter of Pardocratia", *Journal of Latin American Studies*, vol. 35, n. 3, 2003, pp. 447-471.
- Henderson, Paul, "Cocoa, Finance and State in Ecuador", *Bulletin of Latin American Research*, vol. 16, n. 2 (1997), pp. 169-186.
- Herzog, Tamar. "¡Viva el Rey, Muera el Mal Gobierno! Y la Administración de justicia Quiteña, siglos XVII y XVIII", en Marco Bellingeri, ed., *Dinámicas de antiguo régimen y orden constitucional. Representación, justicia y administración en Iberoamérica*. Turin, Otto ed, 2000, pp. 77-93.
- Herzog, Tamar. *Rendre la justice à Quito, 1650-1750*. Paris, L'Harmattan, 2001.
- Heuer, Jennifer. *The Family and the Nation: Gender and Citizenship in Revolutionary France, 1789-1830*. Ithaca, Cornell University Press, 2005.
- Heywood, Collin. *A History of Childhood: Children and Childhood in the West From Medieval to Modern Times*. Cambridge, Polity, 2003.

- Hill, Jonathan. "Indigenous People and Independent Nation-States", in F. Salomon and S. Schwartz, eds., *The Cambridge History of the Native Peoples of the Americas*. Cambridge, Cambridge University Press, vol. 3, 1999, pp. 704-764.
- Hoberman, Louisa Schnell and Susan Socolow. *Cities and Society in Latin America*. Albuquerque, University of New Mexico Press, 1986.
- Hoffer, Peter. *Murdering Mothers: Infanticide in England and New England, 1558-1803*. New York, New York University Press, 1981.
- Huerta, Pedro José. "Escuelas y preceptores rurales del Cantón Guayaquil, 1830-1860." *Cuadernos de historia y arqueología*, vol. 3, n. 7/8 (1953), pp. 93-112.
- Hünefeldt, Christine, "Indios y negros en la construcción del nuevo estado republicano. Perú en la primera mitad del siglo XIX", *Cahiers des Ameriques Latines*, n° 10 (1990) pp. 225-235. Consulté en ligne le 25 mai 2010 : <http://www.iheal.univ-paris3.fr/spip.php?article1826>
- Hünefeldt, Christine. *Paying the Price of Freedom, Family and Labor among Lima's Slaves, 1800-1854*. Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1994.
- Hünefeldt, Christine. *Liberalism in the Bedroom: Quarelling Spouses in Nineteenth-Century Lima*. University Park, Pennsylvania State University Press, 2000.
- Hunt, Lynn. *Le roman familial de la Révolution française*. Paris, Albin Michel, 1995.
- Ibarra Davila, Alexia. "La condición del mestizaje en el contexto de las reformas borbónicas (segunda mitad del siglo XVIII)." *Quitumbe*, n. 9 (1995), pp. 55-75.
- Ibarra Davila, Alexia. *Estrategias del mestizaje, Quito a finales del siglo XVII*. Quito, Abya-Yala, 2002.
- Iturralde, Diego. "Nacionalidades indígenas y el Estado Nacional." *Nueva historia del Ecuador*, vol. 13, pp. 9-58.
- Jackson, Robert. *Liberals, the Church, and Indian Peasants*. Albuquerque, University of New Mexico Press, 1997.
- Jacobsen, Nils and Cristóbal Aljovín, eds. *Political Culture in the Andes*, Durham, Duke University Press, 2005.
- Jacome Moscoso, Jaime. *Derecho Constitucional Ecuatoriano*. Quito, Imprenta de la universidad central, 1931.

- Johnson, Lyman. "Dangerous Words, Provocative Gestures, and Violent Acts", in L. Johnson and S. Lipsett-Rivera eds., *The Faces of Honor*, Albuquerque, University of New Mexico, 1998, pp. 127-151.
- Johnson, Lyman and Sonya Lipsett-Rivera, eds. *The Faces of Honor: Sex, Shame and Violence in Colonial Latin America*. Albuquerque, University of New Mexico Press, 1998.
- Joseph, Gilbert and Daniel Nugent. *Everyday Forms of State Formations: Revolution and the Negotiation of Rule in Modern Mexico*. Durham, Duke University, 1994.
- Jouanen, José. *Historia de la Compañía de Jesús*. Quito, Editorial Ecuatoriana, 1941.
- Jütte, Robert. *Poverty and Deviance in Early Modern Europe*. Cambridge, Cambridge University Press, 1994.
- King, James. "The Colored Castes and American Representation in the Cortes de Cadiz", *The Hispanic American Historical Review*, vol. 33, n.1 (1953).
- King, Wilma. *Stolen Childhood, Slave Youth in Nineteenth-Century America*. Bloomington & Indianapolis, Indiana University Press, 1997.
- Kingman, Edward. *La Ciudad y los Otros: Quito 1860-1940*. Quito, Flacso, Universitat Roviri y Virgili, 2006.
- König, Hans-Joachim. *En el camino hacia la nación, nacionalismo en el proceso de formación del estado y de la nación de la Nueva Granada, 1750 a 1856*. Bogotá: Banco de la República, 1994.
- Kuethe, Allan. "The Early Reforms of Charles III in New Granada", in J. Fischer *et al.*, *Reform and Insurrection in Bourbon New Granada and Peru*. Baton Rouge and London, Louisiana State University Press, 1990, pp. 19-40.
- Kuznesof, Elizabeth and Robert Oppenheimer. "The Family and Society in Nineteenth-Century Latin America: An Historiographical Introduction." *Journal of Family History*, vol. 10, n. 3, (1985), pp. 215-234.
- Landázuri Camacho, Carlos. *Vicente Rocafuerte y la educación*. Quito, Pontificia Universidad Católica del Ecuador, 1984.
- Larrea, Carlos. *Barón Luis Hectór de Carondelet: el vigesimo presidente de la Real Audiencia de Quito*. Quito, Corporación de Estudios y Publicaciones, 1968.

- Larson, Brooke. *Indígenas, Elites y Estado en la formación de las repúblicas andinas*. Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 2002.
- Larson, Brooke. *Trials of Nation Making, Liberalism, Race, and Ethnicity in the Andes, 1810-1910*. Cambridge, Cambridge University Press, 2004.
- Lavallé, Bernard. "Aquella ignominiosa herida que se hizo a la humanidad": El cuestionamiento de la esclavitud en Quito a finales de la época colonial." *Procesos: revista ecuatoriana de historia*, vol. 6 (1994), pp. 23-48.
- Lavallé, Bernard. "Lógica esclavista y resistencia negra en los Andes ecuatorianos a finales del siglo XVIII." *Revista de Indias*, vol. 53, n. 199 (1993), pp. 699-722.
- Lavallé, Bernard. "Estrategia o coartada ? El Mestizaje según los disensos de matrimonio de Quito", dans B. Lavallé, ed., *Transgressions et stratégies du métissage en Amérique coloniale*. Paris, Presses de la Sorbonne nouvelle, 1999.
- Lavallé, Bernard. "Violencias y miedos familiares en los Andes coloniales", en P. Gonzalbo Aizpuru, ed. *Tradiciones y conflictos: Historias de la vida cotidiana en México e Hispanoamérica*. México, El Colegio de México y El Colegio Mexiquense, 2007, pp. 161-177.
- Asunción Lavrín, "In Search of the Colonial Woman in Mexico", in A. Lavrín, ed., *Latin American Women*, Westport, Greenwood Press, 1978, pp. 3-22.
- Lavrín, Asunción. *Latin American Women, Historical Perspectives*. Westport, Greenwood Press, 1978.
- Lavrín, Asunción. *Sexuality and Marriage in Colonial Latin America*. Lincoln & Londres, University of Nebraska Press, 1989.
- Lavrín, Asunción. "Mexico, A Historical Study of Childhood", in R. Hinner and J. Hawes, eds. *Children in Historical and Comparative Perspective: an International Handbook and research Guide*, Westport, Greenwood Press, 1991, pp. 421-425.
- Lavrín, Asunción. "La niñez en México e hispanoamerica", en P. Gonzalbo y C. Rabell, eds., *La familia en el mundo iberoamericano*. México: Instituto de Investigaciones de la Universidad Nacional Autónoma de México, 1994.
- Asunción Lavrín y Rosalva Loreto, *La escritura femenina en la espiritualidad barroca novohispana*, México, Archivo General de la Nación, 2002.

- Lee, Nick. *Childhood and Society: Growing up in an age of uncertainty*. Buckingham, Philadelphia, Open University Press, 2001.
- León, Natalie. *La primera alianza. El matrimonio criollo. Honor y violencia conyugal. Cuenca 1750-1800*. Quito, Abya-Yala, 1998.
- Lévano Medina, Diego. « Colegio, recogimiento o escuela », en S. O'Phelan Godoy y M. Zegarra, ed. *Familia y Sociedad en la Historia de América Latina*, Lima : Institut français d'études andines, 2006, pp. 611-634.
- Lipsett-Rivera, Sonya. "Introduction: Children in the History of Latin America." *Journal of Family History*, vol. 23, n. 3 (July 1998), pp. 221-24.
- Lipsett-Rivera, Sonya. "Marriage and Family Relations in Mexico during the Transition from Colony to Nation," in V. Uribe Uran, ed., *State and Society in Spanish America*. Wilmington, Scholarly Resources, 2001.
- Lomné, Georges, "Révolution française et rites bolivariens", *Cahiers des Amériques latines*, n.10 (1990), consulté en ligne le 25 mai : <http://www.iheal.univ-paris3.fr/IMG/CAL/cal10-dossier9.pdf>
- Lomné, George. « A l'école de l'esprit du siècle : Vicente Rocafuerte (1820-1847) », in Annick Lemperière, et al., eds., *L'Amérique latine et les modèles européens*. Paris, L'Harmattan, 1998, pp. 197-240.
- Londoño, Jenny. *Entre la sumisión y la resistencia, Las mujeres en la Real Audiencia*. Quito, Abya-Yala, 1997.
- Lucena-Giraldo, Manuel. « The Limits of Reform in Spanish America », in G. Paquette, dir. *Enlightenment, Governance, and Reform in Spain and its Empire, 1759-1808*. Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2008, p. 307-320.
- Luna Tamayo, Milton. "Estado, regionalización y lucha política del Ecuador, 1800-1869." *Quitumbe*, n. 6 (1987), pp. 45-55.
- Lynch, John. *The Spanish American Revolutions 1808-1826*. New York & London, Norton, 1986.
- MacDonald Spindler, Frank. *Nineteenth Century Ecuador: An Historical Introduction*. Fairfax, Virginia, George Mason University Press, 1987.

- Maiguascha, Juan. "El proceso de integración nacional en el Ecuador: el rol del poder central", en J. Maiguascha, ed. *Historia y Región en el Ecuador, 1830-1930*. Quito, FLACSO, 1994.
- Mallon, Florencia. "Los campesinos y el Estado en Peru y Mexico en el siglo XIX", en H. Bonilla, ed. *Los Andes en la Encrucijada: indios, comunidades y estado en el siglo XIX*. Quito, Ediciones Libri Mundi, Enrique Grosse-Luermern, FLACSO Sede Ecuador, 1991.
- Mallon, Florencia, "The Promise and Dilemma of Subaltern Studies: Perspective from Latin American History." *American Historical Review*, vol. 99, n. 5, 1994, pp. 1491-1515.
- Malvido, Elsa. "El Abandono de los hijos una forma de control de la familia indígena en la época colonial", *Historia mexicana*, n. 116 (1980), pp. 521-561.
- Mann, Michael. "The Autonomous Power of the State: Its Origins, Mechanisms, and Results", in J. Hall, ed. *States in History*. Oxford, Blackwell, 1986, pp. 109-136.
- Mannarelli, María Emma. *Private Passions and Public Sins: Men and Women in Seventeenth-Century Lima*. Albuquerque, University of New Mexico Press, 2007.
- Martínez, María Elena. *Genealogical Fictions: limpieza de sangre, religion, and gender in colonial Mexico*. Stanford, Stanford University Press, 2008.
- McCaa, Robert. "Introduction." *The Journal of Family History*, vol. 16, n. 3 (1991), pp. 211-214.
- McFarlane, Anthony. "The Rebellion of the *Barrios*: Urban Insurrection in Bourbon Quito", in J. Fischer, *et al.* *Reform and Insurrection in Bourbon New Granada and Peru*. Baton Rouge, University of Louisiana Press, 1990.
- McNee, Lisa. "The Language of Childhood", *African Studies Quarterly*, vol. 7, n. 4 (2004). Consulté le 26 février 2010, <http://www.africa.ufl.edu/asq/v7/v7i4a2.htm>.
- Meyer, Philippe. *L'enfant et la raison d'état*. Paris, Seuil, 1977.
- Milanich, Nara B., *Children of Fate: Childgood, Class, and the State in Chile, 1850-1930*, Durham, Duke University Press, 2009.
- Miller, Eugene. "Metaphor and Political Knowledge". *The American Political Science Review*, vol. 73, n. 1 (1979), p. 155-170.

- Mills, Nick and Gonzalo Ortiz Chiriboga. "Economía y sociedad en el Ecuador poscolonial, 1759-1859." *Cultura*, vol. 2, n. 6 (1980), pp. 71-152.
- Milton, Cynthia. *The Many Meanings of Poverty, Colonialism, Social Compacts, and Assistance in Eighteenth-Century Ecuador*. Stanford, Stanford University Press, 2007.
- Minaudier, Jean-Pierre. « Une région minière de la colonie à l'indépendance: Barbacoas 1750-1830. » *Bulletin de l'Institut Français d'Etudes Andines*, vol. 17, n. 2 (1988), pp. 81-104.
- Minchom, Martin. "The Making of a White Province: Demographic Movement and Ethnic Transformation in the South of the Audiencia of Quito (1670-1830)." *Boletín del IFEA*, vol. XII, n. 3-4, (1983), pp. 23-39.
- Minchom, Martin. *The People of Quito, 1690-1810, Change and Unrest in the Underclass*. Boulder, San Francisco, Oxford, Westview Press, 1994.
- Mintz, Steven. *Huck's Raft. A History of American Childhood*. Cambridge and London, Harvard University Press, 2004.
- Morelli, Federica. "El espacio municipal. Cambios en la jurisdicción territorial del cabildo de Quito, 1765-1830", in M. Bellingeri, ed. *Dinámicas de Antiguo Regimen y orden constitucional. Representación, justicia y administración en Iberoamérica*. Turin, Otto, 2000, pp. 261-294.
- Morelli, Federica. *Territoire ou nation? Réforme et dissolution de l'espace imperial, Équateur, 1765-1830*. Paris, L'Harmattan, 2004.
- Morelli, Federica. "La Revolución de Quito: el camino hacia el gobierno mixto", *Revista de Indias*, vol 62, n. 225 (2002), site consulté le 24 mai 2010: <http://revistadeindias.revistas.csic.es/index.php/revistadeindias/article/viewArticle/472>
- Moreno, José Luis. *La política social antes de la política social: caridad, beneficencia y política social en Buenos Aires, siglos XVII a XX*. Buenos Aires, Temis Argentina, 2000.
- Moreno Yañez, Segundo. *Sublevaciones indígenas en la Audiencia de Quito, desde el comienzo del siglo XVIII hasta finales de la colonia*. Bonn, Estudios Americanistas de Bonn, 1976.
- Moreno Yañez, Segundo. "Rebeliones, asonadas y levantamientos indígenas." *Historia del Ecuador*, vol. 4, Barcelona, Salvar, 1980, pp. 69-93.

- Moreno Yañez, Segundo. “La sociedad indígena y su articulación a la formación socioeconómica colonial en la Audiencia de Quito.” *Nueva historia del Ecuador*, vol.5, Quito, Corporación Editora Nacional, 1983.
- Mörner, Magnus. “Slavery, Race Relations, and Bourbon Reorganization in Eighteenth-Century Spanish America”, in J.Schoefield Saeger, ed. *Essays on Eighteenth-Century Race Relations in the Americas*. Bethlehem, Lawrence Henry Gipson Institute, 1987.
- Mörner, Magnus. *Le métissage dans l'histoire de l'Amérique latine*. Paris, Fayard, 1971 [1967].
- Moscoso, Marta. “La tierra: espacio de conflicto y relacion entre el Estado y la comunidad en el siglo XIX”, in H. Bonilla, ed., *Los Andes en la Encrucijada: Indios, comunidades y Estado en el siglo XIX*, Quito, FLACSO, Libri Mundi, 1991, pp. 367-390.
- Moscoso, Marta, coor. *Palabras del Silencio: las mujeres latinoamericanas y su historia*. Quito, Abya Yala, Unicef, 1995.
- Martha Moscoso. “Imágenes y roles de género en ‘La Emancipada’”, en S. O’Phelan Godoy y M. Zegarra, eds. *Mujeres, Familia y Sociedad en la Historia de America Latina*, Lima, IFÉA, 2006, pp. 429-443.
- Muñoz Vernaza, Alberto. *Orígenes de la nacionalidad ecuatoriana y otros ensayos*. Quito, Corporación Editora Nacional, 1988.
- Muratorio, Blanca, ed. *Imágenes e imagineros: representaciones de los indígenas ecuatorianos, siglos XIX y XX*. Quito, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales, Sede Ecuador, 1994.
- Muriel, Josefina. *Conventos de Monjas en la Nueva España: Época colonial*. Madrid, Editorial Santiago, 1949.
- Muriel, Josefina. *Las mujeres de Hiapanoamérica: Época colonial*. Madrid, MAPFRE, 1992.
- Murray, Pamela. *For Glory and Bolivar: The Remarkable Life of Manuela Saenz, 1797-1856*. Austin, University of Texas Press, 2008.
- Myers, Tamara. *Caught, Montreal’s Modern Girls and the Law, 1869-1945*. Toronto, Buffalo & London, University of Toronto Press, 2006.

- Nazzari, Muriel. "Concubinage in Colonial Brazil: the Inequalities of Race, Class and Gender." *Journal of Family History*, vol. 21, n. 2, 1996, pp. 107-124.
- Newland, Carlos. "La educación elemental en Hispanoamérica: Desde la independencia hasta la centralización de los sistemas educativos nacionales." *Hispanic American Historical Review*, vol. 71, n. 2 (1991), pp. 335-364.
- Nugent, Daniel and Gilbert Joseph. "Popular Culture and State Formation in Revolutionary Mexico", in G. Joseph and D. Nugent, eds. *Everyday Forms of State Formation: Revolution and the Negotiation of Rule in Modern Mexico*. Durham, Duke University Press, 1994.
- Núñez Sánchez, Jorge. "Familias, élites y sociedades regionales en la Audiencia de Quito, 1750-1822", en J. Núñez Sánchez, ed. *Historia de la mujer y la familia*. Quito, Corporación Editora Nacional, 1991, pp. 171-224.
- Núñez Sánchez, Jorge, ed. *Eugenio Espejo y el pensamiento precursor de la independencia*. Quito, ADHILAC, 1992.
- Núñez Sánchez, Jorge. "La actual historiografía ecuatoriana y ecuatorianista", in J. Nuñez Sánchez, ed. Quito, FLACSO, 2000.
- Núñez Sanchez, Jorge. "Inicios de la educación pública en el Ecuador", en J. Núñez Sanchez, ed., *Antología de Historia*. Quito, FLACSO, 2000.
- Núñez Sanchez, Jorge. "De Audiencia a Nación. La construcción de la identidad ecuatoriana." In F. Colom González. *Relatos de nación : la construcción de las identidades nacionales en el mundo hispánico*, Madrid, Iberoamericana, 2005, pp. 379-415.
- O'Connor, Erin. "Widow's Rights Questioned: Indians, the State, and Fluctuating Gender Ideas in Central Highland Ecuador, 1870-1900." *The Americas*, vol. 59, n. 1 (2002), pp. 87-106.
- O'Connor, Erin. *Gender, Indian, Nation: The Contradictions of Making Ecuador, 1830-1925*, Tucson, University of Arizona Press, 2007.
- Olson, Lester. "An Ideological Rupture: Metaphorical Divergence in Loyalist Rhetoric during the American Revolution". *Rhetorica*, vol. 10, n. 4 (1992), pp. 405-422.

- O'Phelan Godoy, Scarlett. "Por el rey, Religión y la Patria. Las juntas de gobierno de 1809 en La Paz y Quito." *Bulletin de l'Institut Français d'Etudes Andines*, vol. XVII, n. 2 (1988), pp. 61-80.
- O'Phelan Godoy, Scarlett y Margarita Zegarra, eds. *Mujeres, Familias y Sociedades en la Historia de América Latina*. Lima, Instituto Riva Agüero, 2006.
- Ortiz de la Tabla, Javier. « Économie et société à Quito », dans Colloque franco-espagnol du CNRS, *L'Amérique espagnole à l'époque des Lumières*, Paris, Centre national recherche scientifique, 1987, pp. 161-176.
- Ospina, Pablo. « The Galápagos: The Galapagos: Environmental Pressures and Social Opportunities », in Carlos de la Torre and Steve Striffler, ed. *The Ecuadorian Reader*, Durham and London, Duke University Press, 2008.
- Paladines, Carlos. "Pensamiento Ilustrado Ecuatoriano." In E. Ayala Mora, ed. *Nueva Historia del Ecuador*, vol. 4, Quito: Corporación Editora Nacional, 1981.
- Paladines, Carlos. *Historia de la educación y del pensamiento pedagógico ecuatorianos*. Loja, Universidad Técnica Particular de Loja, 2005.
- Palomeque, Silvia. *Cuenca en el siglo XIX: la articulación de una región*. Quito, FLACSO, Abya-Yala, 1990.
- Palomeque, Silvia. "Estado y comunidad en la region de Cuenca en el siglo XIX", en H. Bonilla, ed. *Los Andes en la Encrucijada. Indios, Comunidades y Estado en el siglo XIX*. Quito, Ediciones Libri Mundi, 1991, pp. 391-417.
- Pérez, Aquiles. "La educación en la década 1820-1830." *Boletín de la Academia Nacional de Historia*, vol. 53, n. 116 (1979), pp. 279-288.
- Phelan, John. "Authority and Flexibility in the Spanish Imperial Bureaucracy", *Administrative Science Quarterly*, vol. 5, n.1 (1960), pp. 47-65.
- Phelan, John. *The Kingdom of Quito in the Seventeenth Century: Bureaucratic Politics in the Spanish Empire*. Madison, Milwaukee, London, The University of Wisconsin, 1967.
- Platt, Tristan. *Estado boliviano y ayllu andino*. Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 1982.
- Poloni-Simard, Jacques. *La mosaïque indienne : mobilité, stratification sociale et métissage dans le corregimiento de Cuenca (Équateur) du XVIIe au XVIIIe siècle*. Paris, École des hautes études en sciences sociales, 2000.

- Ponce Leiva, Pilar. "La educación disputada: la enseñanza universitaria en la Audiencia de Quito." *Procesos: revista ecuatoriana de historia*, vol. 6 (1991), pp. 3-19.
- Ponce Leiva, Pilar. *Certezas ante la incertidumbre: Élite y Cabildo de Quito en el siglo XVII*. Quito, Abya-Yala, 1998.
- Ponce Ribadeneira, Alfredo. *Quito 1809-1812, según los documentos del Archivo Nacional de Madrid*. Madrid, Talleres Tipográficos del Asilo de Huérfanos del Sagrado Corazón de Jesús, 1968.
- Potelet, Jeanine. « Espejo : Bel esprit et homme des lumières », dans J. Potelet et J. Farré, eds. *L'Équateur d'hier à aujourd'hui: hommage à Eugenio Espejo*, Nanterre, Actes du colloque de l'Université de Nanterre, 1995.
- Pouchepadass, Jacques. « Les Subaltern Studies ou la critique postcoloniale de la modernité ». *L'Homme 122-124* (2001), pp. 1-13.
- Powers, Karen. *Andean Journeys: Migration, Ethnogenesis, and the State in Colonial Quito*. Albuquerque, University of New Mexico Press, 1995.
- Prakash, Gyan. *Imperial Histories and Postcolonial Displacement*, in G. Prakash, ed. Princeton, Princeton University Press, 1995.
- Premo, Bianca. "Pena y protección: Delincuencia juvenil y minoridad legal en Lima, siglo XVIII." *Revista histórica*, vol. 24, n. 1 (2000), pp. 85-120.
- Premo, Bianca. "Minor Offenses: Youth, Crime, and Law in Eighteenth-Century Lima". *Minor Omissions: Children in Latin American History and Society*, in T. Hecht, ed. Madison, University of Wisconsin Press, 2002, pp. 114-138.
- Premo, Bianca. *Children of the Father King: Youth, Authority, and Legal Minority in Colonial Lima*. Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2005.
- Premo, Bianca. "Misunderstood Love: Children and Wet Nurses, Creole and Kings in Lima's Enlightenment." *Colonial Latin American Review*, vol. 14, n. 2 (2005), pp. 231-261.
- Premo, Bianca. "El modo de mi educación: Educación como discurso de Madres, fines del virreynato peruano", in S. O'Phelan Godoy y M. Zegarra, eds. *Mujeres, Familias y Sociedades en la Historia de América Latina*, Lima, Instituto Riva Agüero, 2006, pp. 593-609.

- Queiros Mattoso, Karen. *Être esclave au Brésil, XVIe-XIXe siècle*. Paris, Hachette, 1979.
- Quintero, Rafael. “El estado colonial”, en E. Ayala Mora, comp. *Nueva historia del Ecuador*, vol. 5, Corporación Editora Nacional - Grijalbo, 1991, pp. 7-56.
- Quintero, Rafael y Erika Silva. *Ecuador, una nación en ciernes*. Quito, Edit. Universitaria, 1995.
- Radcliffe, Sarah and Sallie Westwood. *Remaking the Nation: Place, Identity and Politics in Latin America*. London, Routledge, 1996.
- Ramirez, Susan. “To Serve God and King: the Origins of Public Schools for Native Children in Eighteenth-century Northern Peru”, *Colonial Latin American Review*, vol. 17, n. 1 (2008), pp. 73-99.
- Ramón Valrezo, Galo. “Los indios y la constitución del Estado nacional”, in H. Bonilla, ed. *Los Andes en la Encrucijada*. Quito, Ediciones Libri Mundi, Enrique Grosse-Luemern, Flacso sede Ecuador, 1991.
- Rappaport, Joanne. *The Politics of Memory: Native Historical Interpretation in the Colombian Andes*. Cambridge, Cambridge University Press, 1998.
- Rockwell, Elsie. « Schools of the Revolution », in G. Joseph and D. Nugent, eds. *Everyday Forms of State Formation*. Durham: Duke University Press, 1994.
- Rodríguez, Agueda Sor. *Historia de las universidades hispanoamericanas*, tomo 1, Bogotá, Imprenta Patriótica del Instituto Caro y Cuervo, 1973.
- Rodríguez, Jaime. “La antigua provincia de Guayaquil durante la época de la independencia”, en J. Rodríguez. *Revolución, independencia y nuevas naciones de América*. Madrid, MAPFRE Taverna, 2005.
- Rodríguez, Linda. *The Search for Public Policy: Regional Politics and Government Finances in Ecuador, 1830-1940*. Berkeley, University of California Press, 1985.
- Rodríguez, Pablo. *Sedución y amancebamiento y abandono en la colonia*, Bogotá, Fundación Simon y Lola Guberek, 1991.
- Rodríguez, Pablo. *Sentimientos y vida familiar en el Nuevo Reino de Granada*. Bogotá, Ariel, 1997.
- Rodríguez, Pablo, y María Emma Mannerelli, coor. *Historia de la infancia en América Latina*. Bogotá, Buenos Aires, Lima, Universidad externado de Colombia, 2007.

- Rojas, Armando. *Ideas educativas de Simón Bolívar*. Caracas, Monte Avila, Ed. Latinoamericana, 1976.
- Roldan Vera, Eugenia. y. Caruso, Marcelo. *Imported Modernity in Post-Colonial State Formation: The Appropriation of Political, Educational, and Cultural Models in Nineteenth-Century Latin America*. Frankfurt am Main: Peter Lang, 2007.
- Roloff, Gerardo. *Los niños del Ecuador: prácticas de crianza en zonas rurales y urbano marginales*. Bogotá, Consejo Episcopal Latinoamericano, 1995.
- Ruggiero, Karen. "Honor, Maternity, and the Disciplining of Women: Infanticide in Late Nineteenth-Century Buenos Aires." *Hispanic American Historical Review*, vol. 72, n. 3 (1992), pp. 353-373.
- Saada, Emmanuelle. « Enfants de la colonie: Bâtards raciaux, bâtards sociaux », dans Sylvie Kandé, ed. *En quête d'Ariel : discours sur le métissage, identités métisses*. Paris, L'Harmattan, 1999.
- Saada, Emmanuelle. *Les enfants de la colonie: Les métis de l'Empire français entre sujétion et citoyenneté*. Paris, La Découverte, 2007.
- Sabato, Hilda. "On Political Citizenship in Nineteenth-Century Latin America", *American Historical Review*, vol. 106, n. 4 (2001), pp. 1290-1315.
- Saint-Geours, Yves. "Economía y sociedad. La Sierra Centro-Norte (1830-1875)", en E. Ayala Mora, ed., *Nueva Historia del Ecuador*, vol. 7, Quito, Corporación Editora Nacional / Grijalbo, 1991, pp. 37-68.
- Saint-Geours, Yves. "La Sierra Centro y Norte", J. Manguasha, ed. *Historia y region en el Ecuador 1830-1930*, Quito, Corporación Editora Nacional, 1994.
- Salazar, Rosa. "La educación en el Ecuador desde sus orígenes hasta el advenimiento de García Moreno." *Revista ecuatoriana de educación*, vol. 8, n. 38 (1955), pp. 49-74.
- Salinas Meza, René. "Orphans and family disintegration in Chile: The mortality of abandoned children, 1750-1930." *Journal of Family History*, vol. 16, n.3, (1991), pp. 315-329.
- Salmoral, Manuel Lucena. *Sangre sobre piel negra: La esclavitud quiteña en el contexto del reformismo borbónico*. Quito, Abya-Yala, 1991.

- Salomon, Frank and Stuart Schwartz. "Introduction." In F. Salomon and S. Schwartz, eds. *The Cambridge history of the native peoples of the Americas*, vol. III, Cambridge and New York, Cambridge University Press, 1996.
- Salvatore Ricardo, Carlos Aguirre, and Gilbert Joseph, eds. *Crime and Punishment in Latin America : Law and Society Since Late Colonial Times*. Durham, Duke University Press, 2001.
- Salvatore, Ricardo. "Criminal justice history in Latin America : promising notes." *Crimes, histoire et société*, vol. 2, n. 2 (1998), pp. 5-14.
- Sánchez-Parga, José *et al.* *Etnía, poder y diferencia*. Quito, Abya-Yala, 1990.
- Santos Granero, Fernando. *Etnohistoria de la Alta Amazonia: Siglos XVI-XVIII*. Quito, Abya-Yala, 1993.
- Santos Granero, Fernando. "Saint Christopher in the Amazon : Child Sorcery, Colonialism, and Violence among the Southern Arawak." *Etnohistory*, vol. 49, n. 2 (2002), pp. 507-543.
- Sattar, Aleezé. *An Unresolved Inheritance : Postcolonial State Formation And Indigenous Communities in Chimborazo, Ecuador*. Ph.D. thesis (History), New State University, 2001.
- Scardaville, Michael. "Law and Order: State Authority, Popular Unrest, and the Criminal Justice System in Bourbon Mexico City", in C. Aguirre and R. Buffington, eds. *Reconstructing Criminality in Latin America*. Wilmington, Scholarly Resources, 2000.
- Scardaville, Michael. "Justice by Paperwork, A Day in a Life of a Court Scribe and Bourbon Mexico City", *Journal of Social History*, vol. 36, n. 4 (2003), pp. 979-1007.
- Schafer, Silvia. "Law, Labour and the Spectacle of the Body: Protecting: Child Street Performers in Nineteenth-Century France", in A. McGillivray, ed., *Governing Childhood*. Aldershot, Dartmouth, 1997.
- Scott, Joan. « Genre: une catégorie utile d'analyse historique. » *Les Cahiers du GRIF* , vol. 37-38 (printemps 1988).
- Seed, Patricia. "The Church and the Patriarchal Family : Marriage Conflicts in Sixteenth and Seventeenth Century New Spain", *Journal of Family History*, vol. 10, n. 3 (1985), pp. 284-293.

- Seed, Patricia. *To Love, Honour and Obey in Colonial Mexico*. Stanford, Stanford University Press, 1988.
- Sen, Carlota. “De los expósitos protegidos a los expósitos desprotegidos”, en S. O’Phelan Godoy y M. Zegarra, eds., *Mujeres, Familias y Sociedades en la Historia de América Latina*. Lima, Instituto Riva Agüero, 2006, pp. 77-105.
- Sen, Satadru. *Colonial Childhoods: The Juvenile Periphery of India 1850-1945*. London, Anthem Press, 2005.
- Serulnikov, Sergio. *Subverting Colonial Authority*. Durham and London, Duke University Press, 2003.
- Shell, Marc. *Children of the Earth: Literature, Politics and Nationhood*. New York, Oxford, 1993.
- Sigal, Pete. *Infamous Desire: Male Homosexuality in Colonial Latin America*. Chicago, University of Chicago Press, 2003.
- Silva, Erika. “Estado, iglesia e ideología en el siglo XIX”, en E. Ayala Mora, ed. *Nueva Historia del Ecuador*, vol. 8, Quito: Corporación Editora Nacional - Grijalbo, 1983, pp. 9-44.
- Silva, Erika. *Los mitos de la ecuatorianidad: ensayo sobre la identidad nacional*. Quito, Abya-Yala, 1992.
- Silva, Rafael. “Documentos coloniales para el conocimiento de la instrucción en la Audiencia de Quito”. *Anales del Archivo Nacional de Historia y Museo Unico*, época 2, vol.1, 1939, pp.152-169.
- Semelski, Brian. “Sons of Indians and Indian Sons”, in M. Becker and K. Clark, ed. *Highland Indians and the State in Modern Ecuador*. Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2007, pp. 155-178
- Socolow, Susan. “Women and Crime. Buenos Aires 1757-1797.” *Journal of Latin American Studies*, vol. 12, n.1 (1980), pp. 39-54.
- Socolow, Susan. “Introduction”, in L.S. Hoberman and S. Socolow, eds. *Cities and Society in Latin America*. Albuquerque, University of New Mexico Press, 1986.
- Socolow, Susan. *The Women of Colonial Latin America*. Cambridge, Cambridge University, 2000.

- Soifer, Hillel. "The Sources of Infrastructural Power: Evidence from 19th Century Chilean Education". *Latin American Research Review*, vol. 44 , n. 2 (2009), pp.158-180.
- Søland, Birgitte, ed., "Ages of Women: Age as a Category of Analysis in Women's History", *Journal of Women's History*, vol. 12, n. 4 (2001).
- Sosa, Ximena y Cecilia Durán. "Familia, ciudad y vida cotidiana en el siglo XIX", in E. Ayala Mora, ed. *Nueva Historia del Ecuador*, vol. 8, Quito: Corporación Editorial Nacional, Grijalbo, pp. 157-192.
- Spalding, Karen. *Huarocharí. An Andean Society Under Inca and Spanish Rule*. Stanford, Stanford University Press, 1988.
- Spindler, Frank McDonald. *Nineteenth Century Ecuador*, Fairfax, George Mason University Press, 1987.
- Steenburg, Nancy. *Children and the Criminal Law in Connecticut, 1635-1855: Changing Perceptions of Childhood*. New York & London, Routledge, 2005.
- Stern, Steve. *Peru's Indian Peoples and the Challenge of Spanish Conquest, Huamanga to 1640*. Madison, University of Wisconsin Press, 1982.
- Stern, Steve. *Resistance, Rebellion and Consciousness in the Andean Peasant World*. Madison, 1987.
- Stern, Steve. *The Secret History of Gender: Women, Men, and Power in Late Colonial Mexico*. Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1995.
- Stoler, Ann. "Sexual Affronts and Racial Frontiers: European Identities and the Cultural Politics of Exclusion in Colonial Southeast Asia." *Comparative Studies in Society and History*, vol. 34, n. 3 (1992), pp. 514-551.
- Stoler, Ann Laura. *Race and the Education of Desire: Foucault's History of Sexuality and the Colonial Order of Things*. Durham and London, Duke University Press, 1995.
- Stoler, Ann Laura. *Carnal Knowledge and Imperial Power*. Berkeley, Los Angeles, London, University of California Press, 2002.
- Szaszdi, Adam. "The Historiography of the Republic of Ecuador." *Hispanic American Historical Review*, vol. 44, n. 4 (1964), pp. 503-550.

- Szuchman, Mark. *Order, Family, and Community in Buenos Aires, 1810-1860*. Stanford, Stanford University Press, 1988.
- Szuchman, Mark, ed. *The middle period in Latin America: values and attitudes in the 17th-19th centuries*. Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1989.
- Szuchman, Mark. "Childhood Education and Politics in 19th Century Argentina: The Case of Buenos Aires." *Hispanic American Historical Review*, vol. 70, n. 1 (1990), pp. 109-138.
- Tanck de Estrada, Dorothy. *La educación ilustrada, 1786-1836: educación primaria en la ciudad de México*. México, Colegio de México, 1977.
- Tanck Estrada, Dorothy. *Pueblos de indios y educación en el Mexico colonial: 1750-1821*. México, Colegio de México, 1999.
- Tanck Estrada, Dorothy. "Escuelas, Colegios y conventos para niñas y mujeres indígenas en el siglo XVIII", in M. Arredondo, ed., *Obedecer, servir y resistir: la educación de las mujeres en la historia de México*. México: Universidad Pedagógica Nacional, 2003, pp. 45-62.
- Tanck Estrada, Dorothy. "Muerte Precoz. Los niños en el siglo XVIII", in P. Gonzalbo Aizpuru, *El Siglo XVIII: Entre Tradición y Cambio*. México, El Colegio de México, Fondo de Cultura Económica, 2005, pp. 213-245.
- Tardieu, Jean-Pierre. *Noirs et nouveaux maîtres dans les "vallées sanglantes" de l'Équateur. 1778-1820*. Paris, L'Harmattan, 1997.
- Tardieu, Jean-Pierre. *El negro en la Real Audiencia de Quito. Siglos XVI-XVIII*. Quito, Lima, Abya-Yala, Instituto Francés de Estudios Andinos & Cooperazione Internazionale, 2006.
- Taylor, Ann Christine. "El Oriente ecuatoriano en el siglo XIX: el otro litoral", J. Manguascha, ed. *Historia y Region en el Ecuador, 1830-1930*. Quito, FLACSO, 1994.
- Taylor, Ann Christine. (1999). "The Western Margins of Amazonia from the Early Sixteenth to the Early Nineteenth Century", in S. Schwartz and F. Salomon, eds. *The Cambridge History of the Native Peoples of the Americas*, vol. III. Cambridge, Cambridge University Press, 1999, pp. 188-256.
- Taylor, William. *Landlord and Peasants in Colonial Oaxaca*. Stanford, Stanford University, 1972.

- William Taylor. *Drinking, Homicide, and Rebellion in Colonial Mexican Villages*. Stanford, Stanford University, 1979.
- Terán Najas, Rosemarie. *Los proyectos del imperio borbónico en la Real Audiencia de Quito*. Quito, Abya-Yala; Taller de Estudios Históricos, 1988.
- Terán Najas, Rosemarie. “Los rasgos de la configuración social en la Audiencia de Quito.” *Quitumbe* vol. 9 (1995), pp. 11-19.
- Terpstra, Nicholas. *Abandoned Children of the Italian Renaissance: Orphan Care in Florence and Bologna*. Baltimore, John Hopkins, 2005.
- Thibaud, Clément. « La métaphore familiale et la construction de l'ennemi dans la Révolution bolivarienne (1810-1814). » *Histoires et sociétés de l'Amérique latine* 8 (1998), p. 53-78.
- Thompson, Angela. “Children and Schooling in Guanajuto, Mexico, 1790-1840”, in J. A. Britton, ed., *Molding the Hearts and Minds*. Wilmington, Scholarly Resources, 1994, pp. 19-36.
- Thomson, Sinclair. *We Alone Rule: Native Andean Politics in the Age of Insurgency*. Madison, University of Wisconsin Press, 2002.
- Tikoff, Valentina. *Assisted Transitions: Children and Adolescents in the Orphanages of Seville at the End of the Old Regime, 1681-1831*, Ph.D. thesis (history), Indiana University. 2000.
- Tobar Donoso, Julio. “La instrucción pública de 1830 a 1930: apuntes para su historia”, en Gonzalo Orellana, ed *El Ecuador en cien años de independencia*, vol. 2. Quito: Imprenta de la escuela de artes y oficios, 1930.
- Torre Reyes, Carlos. *La revolución de Quito del 10 de agosto de 1809*. Quito, Banco Central del Ecuador, 1990.
- Torre Villar, « La vida », en José Pérez Calama, *Escritos y testimonios*, Nueva Biblioteca Mexicana 127, México, Universidad Autónoma de México, 1997, pp. 7-17.
- Tovar Pinzón, Hermes. « Problèmes de la transition de l'État colonial à l'État national », dans J-P. Deler et Y. Saint-Geours, eds., *Estados y Naciones en los Andes*, Lima, IEP, 1986.

- Towsend, Camila. "En busca de libertad: los esfuerzos de los esclavos guayaquilenos por garantizar su independencia después de la Independencia." *Procesos: revista ecuatoriana de historia*, vol. 4 (1993), pp. 73-86.
- Towsend, Camila. "Half my body free, the other half enslaved: The politics of the slaves of Guayaquil at the end of the colonial era." *Colonial Latin American Review*, vol. 7, n. 1 (1998), pp. 105-28.
- Twinam, Ann. *Public Lives, Private Secrets: Gender, Honor, Sexuality and Illegitimacy in Colonial Spanish America*. Stanford, Stanford University Press, 1999.
- Uribe Uran, Victor. *Honorable Lives: Lawyers, family, and politics in Colombia, 1780-1850*. Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2000.
- Uzcátegui, Emilio. *El niño en la legislación Ecuatoriana*. Quito, Casa de la cultura ecuatoriana, 1955.
- Uzcátegui, Emilio. *Historia de la Educación en Hispanoamerica*. Quito, 1973.
- Uzcátegui, Emilio, "Desarrollo de la educación en el Ecuador", *Boletín de la academia nacional de historia* (enero-julio 1974), n.23, p. 160-178.
- Uzcátegui, Emilio. "Política y Sociedad, Ecuador: 1830-1980." Quito, Corporación Editora Nacional, vol. II, 1980, p. 131.
- Valcarcel, Daniel. *Historia de la Educación Colonial*. Lima, Editorial Universo, 1968.
- Van Aken, Mark. "The Lingering Death of Indian Tribute in Ecuador." *Hispanic American Historical Review*, vol. 61, n. 3 (1981), pp. 429-445.
- Van Aken, Mark. *El rey de la noche. Juan José Flores y el Ecuador*. Quito, Banco Central del Ecuador, 1995.
- Van Deusen, Nancy. "The 'Alienated' Body: Slaves and Castas in the Hospital de San Bartolomé in Lima, 1680 to 1700." *The Americas* vol. 56, n. 1 (1999), pp. 1-30.
- Van Deusen, Nancy. *Between the Sacred and the Worldly*. Stanford, Stanford University Press, 2001.
- Van Young, Eric. "The Raw and the cooked: Elite and Popular Ideology in Mexico, 1800-1821", en M. Szuchman, ed. *The Middle Period in Latin America*, Boulder, Lynne Rienner Publishers , 1989

- Vargas, JM. *Polémica universitaria en Quito colonial*. Quito, Pontificia Universidad Católica del Ecuador; Banco Central del Ecuador, 1983.
- Vásconez, Carlos. “Ensayo histórico sobre la educación primaria en Quito durante la colonia.” *Horizontes (Quito), segunda época*, vol. 2/3 (1937), pp. 33-38.
- Vaughan, Michelina and Margaret Scotford Archer. *Social Conflict and Educational Change in England and France, 1789-1848*. Cambridge, Cambridge University Press, 1971.
- Vayssière, Pierre. *Les Révolutions d’Amérique latine*, Paris, Seuil, 2001.
- Vela, María Susana, “Mulato ‘Conocido y Reputado Por Tal’”, *Quitumbe*, n. 9 (1995), p. 77-88.
- Vela Witt, María Susana. *El Departamento del Sur en la Gran Colombia, 1822-1830*. Quito, Abya-Yala, 1999.
- Vergara, Teresa. “Growing Up Indian”, in B.Premo et O.González, eds., *Raising an Empire*. Albuquerque, University of New Mexico Press, 2007, pp. 75-106.
- Viforcós Marinas, Isabel. “Los recogimientos, de centros de integración social a cárceles privadas”. *Anuario de Estudios Americanos*, vol. L (1993), pp. 34-35.
- Villalba, Jorge. “Bolívar y la educación en el Ecuador.” *Revista de la Universidad Católica del Ecuador* vol. XIII, n. 42 (Julio 1985), pp. 147-192. Site consulté le 3 novembre 2010 :
http://www.puce.edu.ec/sitios/publicaciones/Centro_de_Publicaciones/Revistas/Publicaciones/Revista%2042.pdf
- Villegas, Juan. *Negros y mulattos esclavos, Audiencia de Quito*. Montevideo, Centro de Estudios de Historia Americana, 1992.
- Viqueira Alban, Juan Pedro. *Propriety and Permissiveness in Bourbon Mexico*. Oxford, SR Books, 2004.
- Vizcarra, Catalina. “Bourbon Intervention in the Peruvian Tobacco Industry”, *Journal of Latin American Studies*, vol. 39, n.3 (2007), pp. 567-593.
- Voekel, Pamela. “Peeing on the Palace: Bodily Resistance to Bourbon Reforms in Mexico City.” *Journal of Historical Sociology*, vol. 5, n. 2 (1992), pp. 183-208.

- Voegelin, Eric, *et al.* « Liberalism and its History », *The Review of Politics*, vol. 36, n.4, 1974, pp. 184-197.
- Walker, Charles. “Civilize or Control. The Lingering Impact of the Bourbon Urban Reforms.” In Nils Jacobsen and [Cristóbal Aljovín de Losada](#), eds. *Political Culture in the Andes, 1750-1950*. Durham, Duke University Press, 2005, pp. 74-95.
- Warren, Richard. “Mass Mobilization vs Social Control”, in C. Aguirre and R. Buffington, eds., *Reconstructing Criminality*, Wilmington, Scholarly Resources, 2000, pp. 41-58.
- Weinberg, Gregorio. “A Historical Perspective of Latin American Education.” *CEPAL Review*, vol. 21 (1983), pp. 39-55.
- White, Owen. *Children of the French Empire: Miscegenation and Colonial Society in French West Africa, 1895-1960*. Oxford, Clarendon Press, 1999.
- Williams, Derek. “The Making of Ecuador’s *Pueblo católico*.” Nils Jacobsen et [Cristóbal Aljovín de Losada](#), eds. *Political Culture in the Andes, 1750-1950*. Durham, Duke University Press, 2005, pp. 207-229.
- Williams, Derek. *Negotiating the State: National Utopias and Local Politics in Andean Ecuador, 1845-1895*. Ph.D. Thesis (History). Stony Brook, University of New York, 2001.
- Williams, Derek. “Assembling the ‘Empire of Morality’”: State Building Strategies in Catholic Ecuador, 1861-1875.” *Journal of Historical Sociology*, vol. 14, n. 2 (June 2001), pp. 149-174.
- Wilson, Jacques. *The Development of Education in Ecuador*. Coral Gables, University of Miami Press, 1970.
- Wishy, Bernard. *The Child and the Republic: The Dawn of American Child Nurture*. Philadelphia, Philadelphia University Press, 1967.
- Wood, Robert. *'Teach them good customs': Colonial Indian education and acculturation in the Andes*. Culver City, CA, Labyrinthus, 1986.
- Yeager, Gertrude. “Elite Education in Nineteenth-Century Chile”, *Hispanic American Historical Review*, vol. 71, n. 1, 1991, pp. 73-105.
- Zelizer, Viviana. *Pricing the Priceless Child: The Changing Social Value of Children*. New York, Basic Books, 1985.

